

**MÉTROPOLE
AIX-MARSEILLE
PROVENCE**

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 13/12/2016

N° : 2016/17

SOMMAIRE

↳ Bureau de la Métropole

Finances et administration générale	page 4
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 7
Emploi, formation professionnelle, insertion	page 37
Transports, déplacements et accessibilité	page 46
Urbanisme et aménagement	page 55
Développement territorial, logement, centres anciens, Contrat de ville	page 68
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 102
Tourisme, valorisation du patrimoine	page 110
Voirie, espaces publics et grands équipements Métropolitains	page 111
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 114

↳ Conseil de la Métropole

Finances et administration générale	page 131
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 192
Transports, déplacements et accessibilité	page 210
Urbanisme et aménagement	page 248
Développement territorial, logement, centres anciens, Contrat de ville	page 347
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 386
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 404
Tourisme, valorisation du patrimoine	page 422
Mer, littoral et ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels.	page 424
Voirie, espaces publics et grands équipements Métropolitains	page 429
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 437

LES DELIBERATIONS

BUREAU DU 17 OCTOBRE 2016

**COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE
PROVENCE METROPOLE**

Bureau de la Communauté

17 OCTOBRE 2016

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



***Commission "Finances et
Administration Générale"***

FAG 001-925/16/BM

■ Approbation de la participation de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au financement du CRIGE-PACA et approbation d'une convention MET 16/1732/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les services rendus par le CRIGE-PACA depuis son origine à l'ensemble des EPCI de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et donc de la Métropole, et l'évolution de ses missions au profit de ces derniers, en particulier sur la diffusion de données géographiques à grandes échelles a engagé les EPCI à participer au financement de cette structure.

Il est proposé de poursuivre la participation financière demandée aux structures antérieures composant la Métropole, afin de garantir une continuité de services et de diffusion de données géographiques sur le périmètre géographique du nouveau territoire constitué.

Depuis sa création en 2000, le CRIGE a coordonné l'acquisition, la production et la diffusion d'un grand nombre de données géographiques auprès de l'ensemble des collectivités locales de Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Il participe également à la diffusion de l'information sur l'ouverture des données publiques. Centre de ressources et d'expertise au travers de ses groupes de travail « Métiers », il est de surcroît un relais indispensable dans la mise en cohérence des données éparpillées et/ou manquant de structuration pour être rassemblées sur de nouveaux périmètres.

Il constitue également un relais local pour porter au niveau national les difficultés prévisibles avec la mise en œuvre de la future Représentation Parcellaire Cadastre Unique (RPCU) et du Plan de Corps de Rue Simplifié (PCRS) de la responsabilités des collectivités locales face aux différents opérateurs de travaux.

En conséquence, il est proposé que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence approuve le principe de sa participation financière auprès du CRIGE-PACA, pour l'année 2016, en lieu et place des Conseils de Territoire, dans la mesure où cet organisme constitue un relais stratégique pour l'amélioration de la connaissance du territoire métropolitain dans son ensemble et l'aide à la remontée des données géographiques vers les niveaux nationaux et européens dans le respect des réglementations (cf notamment INSPIRE) et dans un contexte d'ouverture des données (Open data).

Cette participation financière sera effectuée sur la base de la somme globalisée des montants de subvention 2015 de chacun des Conseils de Territoire, soit un total de 72 375 euros (cf. tableau joint en annexe).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Salonais du 10 octobre 2016 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 octobre 2016 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 10 octobre 2016 ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 7 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- La participation au CRIGE-PACA comme un enjeu stratégique pour l'amélioration de la connaissance du territoire métropolitain dans son ensemble

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une participation financière au CRIGE-PACA

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec le CRIGE-PACA

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisée à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au sein de l'Etat Spécial de chaque Conseil de Territoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 002-926/16/BM

■ Bail emphytéotique sur la parcelle de terrain bâti cadastrée section BH n° 182, sise 1100 Allée des Pins à Fos-sur-Mer, au profit de Ouest Provence Habitat, pour une durée de soixante ans, moyennant une redevance annuelle d'un euro MET 16/1716/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est propriétaire de la parcelle de terrain bâti cadastrée section BH n° 182, d'une superficie de 962 m², sise 1100 Allée des Pins sur la commune de Fos-sur-Mer.

Le programme local de l'habitat a pour principal objectif de mener des actions prioritaires visant à développer et à mieux répartir l'offre de logement sur

le territoire via la réalisation de programmes de logements locatifs sociaux.

Dans ce contexte, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence propose un projet de bail emphytéotique sur la parcelle susvisée, consistant en la création de 4 maisons mitoyennes en R+1 de type 4 avec un jardin privatif, à conclure avec Ouest Provence Habitat.

Le coût prévisionnel du projet s'élève à 600 000 euros TTC, intégralement financé par Ouest Provence Habitat qui fait son affaire de la mobilisation des fonds nécessaires.

Il est ici précisé que, dans le cadre dudit bail emphytéotique, le preneur (Ouest Provence Habitat) s'engage à réaliser les travaux sur l'immeuble du bailleur (Métropole d'Aix-Marseille-Provence) dans le délai maximal de deux ans et à le conserver en bon état en vue de louer les logements locatifs sociaux ainsi réalisés.

En fin de bail, les constructions et améliorations réalisées sur l'immeuble bénéficieront au bailleur sans autre formalité et sans indemnité pour le preneur.

Ledit bail emphytéotique sera consenti moyennant une redevance annuelle d'un euro conformément à l'évaluation de France Domaine et ce, pendant toute la durée du bail, laquelle est fixée à 60 ans.

Ouest Provence Habitat a donné son accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de conclusion d'un bail emphytéotique sur la parcelle de terrain bâti cadastrée section BH n° 182, d'une superficie de 962 m², sise 1100 Allée des Pins sur la commune de Fos-sur-Mer, au profit de Ouest Provence Habitat, pour une durée de 60 ans.

Article 2 :

Le présent bail emphytéotique est constitué moyennant une redevance annuelle fixée à un euro.

Article 3 :

Maître Nathalie Durand, notaire à Fos-sur-Mer, est désignée pour la rédaction et les formalités d'enregistrement du bail emphytéotique correspondant.

Article 4 :

L'ensemble des frais notariés lié à cette procédure est à la charge de Ouest Provence Habitat.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer, ce bail emphytéotique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 003-927/16/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la G.M.F

MET 16/1813/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que par la délibération N° 364/14 en date du 9 octobre 2014, le Bureau Syndical du S.A.N. Ouest Provence a approuvé la convention de partenariat avec la G.M.F.

Cette convention de partenariat permettait la prise en compte du risque auquel étaient exposés les agents lors de la conduite des véhicules de service.

La démarche avait pour objectif d'enrayer la sinistralité à laquelle la flotte automobile de l'intercommunalité faisait face et d'informer les agents sur les risques qu'ils encouraient en utilisant les véhicules de service dans le cadre de leur mission

Afin de poursuivre cette démarche, la convention a été renouvelée par délibération N°306/15 en date du 10 juillet 2015.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Dans ce cadre, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite rester engagée dans la campagne de sensibilisation de ses agents et maintenir ses actions autour du risque routier. Par conséquent, il appartient au Bureau de la Métropole de se prononcer sur la poursuite du partenariat avec la GMF.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Article 1 :

Est approuvé le renouvellement de la convention de partenariat, à titre gratuit, avec la G.M.F. afin de poursuivre ses campagnes d'informations et de sensibilisation des agents sur les risques encourus liés à l'utilisation des véhicules de service et de maîtrise de la sinistralité automobile telle qu'elle figure en annexe.

Article 2 :

Monsieur le Président ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Economie,
Nouvelles Technologies,
Enseignement Supérieur"***

ECO 001-928/16/BM

■ Participation de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à deux salons professionnels spécialisés dans l'immobilier d'entreprise : le MIPIM et le SIMI 2017 et approbation d'une convention

MET 16/1491/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence économique, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence met en œuvre une stratégie de promotion de son territoire à l'attention des décideurs économiques et des investisseurs. L'objectif est d'encourager l'implantation et le développement d'entreprises et de grands projets structurants.

La présence dans des salons professionnels en constitue un axe important. Elle permet de valoriser l'originalité et la spécificité de l'offre métropolitaine et de lui conférer la crédibilité et la lisibilité indispensables pour attirer les talents et les capitaux.

Historiquement le territoire Marseille Provence - ex Communauté urbaine Marseille Provence Métropole – expose dans des salons professionnels dédiés à l'immobilier d'entreprise depuis plus de 15 ans. Il

participe ainsi chaque année au Marché International des professionnels de l'Immobilier (MIPIM) mi-mars à Cannes et au Salon de l'Immobilier d'Entreprise (SIMI) début décembre à Paris.

Le MIPIM, salon international, réunit pendant quatre jours 23 000 visiteurs de 90 pays dont 5 300 investisseurs. Il constitue l'occasion pour les grandes métropoles de mettre en avant leurs projets, de confirmer leur dynamisme et d'entretenir leurs relations avec acteurs et décideurs économiques nationaux et internationaux.

Tout aussi incontournable, le SIMI, est devenu le salon de référence de l'immobilier d'entreprise dédié au marché français. Il rassemble pendant trois jours, au cœur de Paris, 25 000 visiteurs et 450 exposants.

En 2017, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence poursuit la maîtrise d'ouvrage de la promotion du territoire, initiée par la Communauté urbaine MPM. Dans un souci de lisibilité de l'offre et d'efficacité de la promotion du territoire, elle continue d'associer l'Etablissement public d'Aménagement Euroméditerranée, la Ville de Marseille, le Grand Port Maritime de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence et l'agence de développement Provence Promotion à sa participation au MIPIM et au SIMI.

Ensemble, ils disposeront :

-au MIPIM, à Cannes du 14 au 17 mars 2017 d'un espace de 87m² (Palais des festivals – Hall Riviera),
-au SIMI, à Paris du 29 novembre au 1^{er} décembre 2017, d'un espace de 65,21 m² (Palais des Congrès - Hall Ternes).

Les thématiques suivantes y seront mises en avant : une métropole attractive avec ses filières d'excellence, ses grands projets structurants, sa capacité à innover et son art de vivre, mais aussi l'opération d'intérêt national Euroméditerranée, le Grand Port Maritime de Marseille, les grands projets immobiliers et les zones d'activités de métropole. Un appel d'offres ouvert a été lancé pour la conception, la réalisation et l'animation de ces deux stands, garantissant ainsi une unité d'image du territoire dans les deux salons.

Le montant global de la participation de la Métropole et de ses partenaires dans ces deux salons professionnels est estimé à 310 000 €.

En sa qualité de maître d'ouvrage la Métropole fera l'avance de la totalité des dépenses et ses partenaires lui verseront leur participation respective sur un avis de sommes à payer.

Budget prévisionnel des deux salons professionnels MIPIM et SIMI :

Dépenses en euros TTC		Recettes en euros TTC	
Location des stands	128 000,00	Euroméditerranée	65 000,00
Aménagement des stands	156 000,00	Ville de Marseille	50 000,00
Opérations de promotion	26 000,00	CCIMP	50 000,00
		Port de Marseille Fos	40 000,00
		<i>Sous-total partenaires</i>	<i>205 000,00</i>
		Participation Métropole	105 000,00
TOTAL	310 000,00	TOTAL	310 000,00

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la convention multipartite ci-annexée qui définit les conditions de participation et les obligations réciproques de chacune des parties pour leur participation commune au MIPIM et au SIMI 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération N°NH 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération N°ECO 001-322/16/BM du bureau de la Métropole d'Aix-Marseille portant sur la participation à deux salons professionnels spécialisés dans l'immobilier d'entreprise.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que le SIMI et le MIPIM sont les deux rendez-vous annuels incontournables des acteurs nationaux et internationaux de l'immobilier d'entreprise,
- L'intérêt pour la Métropole de promouvoir ses projets et ses réalisations dans ce type d'événement,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'Etablissement public d'Aménagement Euroméditerranée, la Ville de Marseille, le Grand Port Maritime de Marseille et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, fixant les obligations réciproques de chacune des parties pour leur participation commune au MIPIM et au SIMI 2017.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention, ainsi que tout document relatif à la présence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au MIPIM et au SIMI 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 002-929/16/BM

■ Participation de la Métropole d'Aix-Marseille Provence à l'organisation de l'évènement - les 3 jours de l'intelligence Collective - par l'Association MedInSoft et approbation d'une convention MET 16/1547/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association MedInSoft, créée en 2004, a pour objet la mise en œuvre d'actions collectives pour le soutien et l'accompagnement du développement des éditeurs de logiciels dont le siège est implanté préférentiellement sur le territoire de la région PACA.

Elle est présidée par André Jeannerot, directeur des systèmes d'information chez Lefevbre-Software.

L'association Libertis, créée en 2004, rassemble les entreprises régionales spécialisées dans les logiciels libres. Elle est présidée par Jean-Marie Micallef, gérant de Theosys.

L'association le Club Informatique PACA (CIP), créée en 1973 par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence, a pour objectif de favoriser les rencontres entre professionnels de l'informatique pour échanger : des informations, des connaissances, des contacts utiles. Elle est présidée par Yvon Defour, Groupe Greenmodal.

Cette année encore, MedInSoft, Libertis et le CIP œuvrent ensemble pour poursuivre l'organisation d'un grand événement dans le domaine des TIC : « les 3 jours de l'intelligence collective ».

Le contexte

Comme l'année passée, 3 événements seront organisés durant 3 jours, les 13, 18 octobre et le 20 octobre 2016 sous la bannière unique intitulée « Les 3 jours de l'Intelligence Collective ».

Ces 3 événements sont

- le « Forum MedInJob » le 13 octobre au Pôle média de la Belle de Mai qui a pour objectif notamment de promouvoir la filière du numérique auprès des femmes en collaboration avec SYNTEC Numérique,
- le salon TOP-TIC le 18 octobre au Palais de la Bourse destiné à informer les entreprises sur l'usage et la maturité des TIC en mettant l'accent sur les complémentarités entre les solutions logicielles
- le Financial IT DAY destiné à promouvoir la filière du numérique auprès des banques et des investisseurs.

BILAN 2015

- Le Forum de l'emploi MedInJob (anciennement nommé Tic Emploi) s'est déroulé le 1^{er} octobre 2015 au pôle Média de la Belle-de-Mai de Marseille. Cinq espaces avaient été matérialisés afin d'accueillir 1000 visiteurs, 40 entreprises ont participé et 400 offres d'emplois ont été proposées.
- Le salon TOP TIC : le salon a reçu plus de 1500 visiteurs sur la journée. Une web TV a été mise en place afin de permettre la retransmission en direct des démonstrations des adhérents. Au sein du showroom e-commerce de la performance numérique, un nombre relativement important de conférences a permis d'attirer à chaque fois entre 40 et 100 spectateurs.

- Le Financial IT Day le 10 décembre 2015 : il avait pour objectif de démocratiser l'accès aux financements privés pour des entreprises innovantes, quel que soit leur degré de maturité, en y impliquant le maximum de structures privées et publiques pour les y aider. MedInSoft est membre du réseau des Clusters IT, réseau qui a mis en place le programme « Financial IT Days » visant à aider les entreprises en création ou en développement à financer leur croissance, innover, exporter et mettre en marché leurs solutions innovantes et technologiques. 45 entreprises ont postulé, 15 ont été retenues. Il y a eu 260 visiteurs, 9 conférences et 10 exposants.

Programme 2016

Pour 2016, MedInSoft, Libertis et le CIP ouvrent ensemble pour poursuivre l'organisation d'un grand événement dans les domaines des TIC : « les 3 jours de l'intelligence collective ».

1. Le Forum MedInJob a pour objectifs :

- De clarifier la connaissance des métiers de l'économie numérique, du marché et des formations
- De rapprocher les demandeurs d'emploi et les entreprises
- D'enrichir le contenu profil/ parcours des personnes en recherche d'emploi et favoriser le succès dans leur recherche
- Promouvoir la filière du numérique auprès des femmes en collaboration avec SYNTEC Numérique.

Pour la 3^{ème} fois, le forum MedInJob sera déployé sur deux journées le 28 septembre à Aix-en-Provence dans les locaux de la fondation Vasarely et le 13 octobre au pôle Média de la Belle de mai à Marseille. De plus ce forum viendra prolonger la mise en service de la plateforme medinjob.fr qui publie les offres de stage et les offres d'emplois de la région.

2. Le Salon « TOP-TIC » le 18 octobre 2016 au Palais de la Bourse

L'objectif est d'informer auprès des utilisateurs, des chefs d'entreprises et DSI sur l'usage et la maturité des TIC dans le développement de leur société, en mettant l'accent sur les complémentarités entre les solutions logicielles, les technologies Web 2.0, le cloud computing et l'Open Source.

3. « Financial IT Day » le 20 Octobre 2016 au Pôle média de la Belle de Mai

Les objectifs de ce salon sont d'informer les entreprises sur les possibilités de financement et de développement, d'accompagner un certain nombre de startup pour leur permettre de rencontrer des financeurs, d'organiser des conférences de sensibilisation des chefs d'entreprises sur les modalités de financer leur fonds propre, d'utiliser les dispositifs de Crédit Impôts Recherche pour

embaucher et se développer et promouvoir la filière du numérique auprès des banques et investisseurs.

Programme d'action prévisionnel 2016

1. Le budget prévisionnel 2016 du Forum MedInJob s'élève à 42.600 euros.

Les partenaires de l'opération sont la mission Libertis, MedInSoft. PRIMI et GAMESUD

Les dépenses se répartissent en :

Dépenses Forum MedInJob		Recettes Forum MedInJob	
Pôle Média Belle de Mai		Subventions	
Signalétique conception / création	1.200 €	Région	10.000 €
Régie exposants	4.800 €	Ville de Marseille	10.000 €
Accueil : Hôtesse, sécurité	1.200 €	CT1	10.000 €
Son, micros	3.600 €		
Aménagements stands	6.000 €		
TOTAL	16.800 €	Total	30.000 €
Agence de communication organisatrice Com'Att		Prestations	
Animation du site internet	7.200 €	Entreprises, Euromediterranee	12.600 €
Plan Média (radio, encarts presse, espace publicitaire)	12.000 €		
Impression des affiches et des flyers	800 €		
Sécurité / Assurance	1.000 €		
Technique vidéo	1.200 €		
Enquête satisfaction	3.600 €		
TOTAL	25.800 €	Total	12.600 €
TOTAL DEPENSES	42.600 €	Total	42.600 €

2. Le budget Salon Top Tic : le projet est porté financièrement par MedInSoft dans le cadre de son programme d'animation 2016 qui a déposé ses dossiers de demandes de subventions auprès de la région pour un montant de 10000 €.

3. Financial IT Days

Le budget prévisionnel 2016 du du Financial IT DAYS s'élève à 45.000 euros.

Dépenses Financial IT Days		Recettes Financial IT Days	
Signalétique conception / création		Subventions	
Organisation des ateliers, coordination des intervenants, préparation PITCH	4.500 €	Région	10.000 €
Conception et réalisation du Village du financement	6.000 €	Ville de Marseille	15.000 €
Montage plateau TV, son, production WEB	8.500 €	CT1	5.000 €

Mobilisation des réseaux nationaux	5.000 €		
TOTAL	27.500 €	Total	30.000 €
Agence de communication organisatrice Com'Att		Prestations	
Animation du site internet	7.000 €		
Commercialisation et recherche de partenaires	6.000 €	Entreprises, Euroméditerranée, Provence Promotion	15.000 €
Sécurité / Assurance	400 €		
Technique vidéo	550 €		
Mobilier / décoration	3.550 €		
TOTAL	17.500 €	Total	15.000 €
TOTAL	45.000 €	Total recettes	45.000 €

La part financée par les entreprises et partenaires privés pour les 2 événements s'élève à 31,50 %. (27600 euros).

La part des financements publics représente 68.5% du budget prévisionnel global (60 000 euros).

Les actions proposées des « 3 jours de l'intelligence collective » s'inscrivent dans les orientations de la Métropole.

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille Provence d'attribuer au titre de l'année 2016 une subvention de 15.000 euros à l'association la MedInSoft au titre de l'évènement « les 3 jours de l'intelligence collective » et d'approuver la convention ci-annexée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;

- L'avis favorable du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt majeur de soutenir la filière des TIC, le rapprochement des entreprises et des demandeurs d'emplois, la valorisation des innovations réalisées sur le territoire de la métropole, la diffusion des usages des TIC et l'image d'un territoire qui entreprend.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention pour l'évènement « les 3 jours de l'intelligence collective » d'un montant de 15.000 euros à l'association MedInSoft au titre de l'année 2016.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à l'association MedInSoft.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille Provence— chapitre 65 – article 6574 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 003-930/16/BM

■ **Approbation de l'avenant n° 1 à la convention pluriannuelle d'objectifs relative à l'attribution d'une subvention à l'Association Pays d'Aix Développement (PAD) pour la mise à disposition et à l'animation du Carrefour de l'innovation**
MET 16/1559/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la French Tech Aix-Marseille, une subvention de 78 000 € a été attribuée à l'association Pays d'Aix Développement (PAD), pour la gestion et l'animation du Carrefour de l'innovation au titre de l'année 2016 par la délibération n° ECO 022-343/16/BM du Bureau de la Métropole du 30 juin 2016.

Par la présente délibération, il s'agit de modifier par voie d'avenant l'article 3 de la convention initiale afin que le taux d'intensité des aides soit en conformité avec le régime d'aide SA. 40391.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération ECO 022-343/16/BM du Bureau de la Métropole du 30 juin 2016, portant attribution d'une subvention à l'association Pays d'Aix Développement ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 à la convention conclue entre la Métropole d'Aix-Marseille Provence et l'Association Pays d'Aix Développement relatif à la modification de l'article 3 «Participation de la Métropole».

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 004-931/16/BM

■ **Attribution d'une subvention à la CCI Marseille-Provence pour l'accompagnement des startups de la French Tech Aix-Marseille au Consumer Electronic Show (CES) 2017 de Las Vegas et approbation d'une convention**
MET 16/1607/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le 23 septembre 2014, la Ville de Marseille, la Ville d'Aix-en-Provence, la Communauté du Pays d'Aix, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole présentaient leur candidature commune à l'appel à projets national French Tech lancé par Madame la Ministre Déléguée aux PME, à l'Innovation et au Développement Numérique en janvier 2014.

Le 12 novembre 2014, Madame la Secrétaire d'Etat chargée du Numérique, a décerné le label French Tech à neuf métropoles, dont Aix-Marseille.

En effet, le territoire d'Aix-Marseille avec une économie numérique forte de 7 000 entreprises, 40 000 emplois et générant plus de 8 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel, constitue un écosystème de rayonnement mondial.

Territoire créatif, Aix-Marseille est présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur du numérique et répartit son activité sur cinq secteurs clefs : e-tourisme et e-commerce, big data, transmédia, technologies sans contact et smart city.

Depuis 2015, l'animation du label French Tech et le déploiement de sa feuille de route ont été confiés à l'association Medinsoft.

Début 2016, la CCIMP a rejoint la gouvernance et le comité des financeurs de la French-Tech Aix-Marseille.

Fort de sa dynamique, le label Aix-Marseille French Tech a été reconduit par le Gouvernement en juillet 2016 et la candidature d'Aix-Marseille French Tech a été retenue sur quatre des neuf réseaux thématiques créés à cette occasion afin d'élargir le champ d'action de la French Tech et créer de nouvelles dynamiques sectorielles.

Medinsoft et les collectivités qui portent le label Aix-Marseille French Tech partagent les grands axes du plan d'actions qui vise à mener le suivi opérationnel et la coordination des actions inscrites dans la feuille de route *Aix-Marseille French Tech* de 2015-2016 et plus particulièrement à :

- mobiliser et coordonner l'offre de services résultant des différents dispositifs French Tech avec celle des acteurs de l'écosystème d'innovation (incubateurs, CEEI, pépinières),
- coordonner le programme événementiel annuel d'Aix-Marseille French Tech et notamment les « French Tech Weeks »,
- assurer l'animation digitale de la communauté professionnelle et entrepreneuriale regroupée dans Aix-Marseille French Tech (blog, réseaux sociaux, portail internet...),
- favoriser la coopération avec les 8 autres métropoles labellisées et la mission nationale French Tech.
- promouvoir le potentiel numérique du territoire Aix-Marseille lors de grands événements internationaux,

Dans la ligne directe de sa feuille de route, Aix-Marseille French Tech souhaite accompagner une sélection de startups à fort potentiel d'innovation au Consumer Electronics Show (CES) à Las Vegas (Etats-Unis), salon référent international pour la promotion des innovations liées au numérique.

En 2016, 13 startups du territoire étaient présentes sur le salon, constituant ainsi la deuxième délégation métropolitaine French Tech représentée en nombre.

La présence d'entreprises au CES contribue à la valorisation du dynamisme du territoire, et plus globalement de la France, qui a présenté au CES 190

entreprises (soit 30% des startups et deuxième représentation en nombre derrière les Etats-Unis).

Le dynamisme et les innovations des startups d'Aix-Marseille French Tech ont permis à deux entreprises (3d-rudder et Ween) issues des pépinières du territoire d'être distinguées par un Prix de l'Innovation décerné par les organisateurs du salon.

Ces distinctions sont porteuses pour les startups de contacts commerciaux et de retombées notables pour le développement de leurs projets et de leurs processus de financement (levée de fonds, prise de participations, accords commerciaux...).

Au-delà du bénéfice direct pour les entreprises exposantes, la visibilité d'Aix-Marseille French Tech et de ses startups contribuent à la renommée internationale et à l'attractivité du territoire.

Pour la gouvernance de la French Tech, comme pour les entreprises, la présence sur le salon est un outil de veille technologique et d'intelligence économique par la concentration de projets innovants qu'elle offre aux visiteurs comme aux exposants du CES.

D'un point de vue opérationnel, les collectivités qui financent Aix-Marseille French Tech proposent de soutenir l'événement, qui se déroulera du 04 au 08 janvier 2017, en co-finançant l'action portée par la CCIMP afin de fluidifier l'organisation du salon et gagner en efficacité dans sa préparation et son déroulé.

La CCIMP se propose d'organiser une mission d'accompagnement au CES 2017 pour une sélection d'entreprises du territoire métropolitain. Cette action conduite par la CCIMP vise à l'accompagnement d'une quinzaine d'entreprises. Elle se décompose en 4 phases :

- L'accompagnement par un consultant spécialisé pour le « coaching » des entreprises
- La réservation des stands en amont du salon
- L'accompagnement « in situ » pendant le salon
- Le suivi « post salon »

La CCIMP propose de prendre en charge l'avance de la globalité de l'accompagnement des entreprises de la délégation Aix-Marseille French Tech et de solliciter la participation des autres institutions partenaires de la gouvernance d'Aix-Marseille French Tech.

Le budget prévisionnel de l'opération est établi comme suit :

Le budget total porté par la CCIMP pour l'accompagnement des startups au Consumer Electronics Show est de 97 508 euros.

CHARGES		RECETTES	
Charges externes			
<i>Reservation espaces / stands Exposants</i>	31 500 €	Contribution Metropole / CT1	30 000 €
<i>Prestation Accompagnement Entreprises</i>	27 000 €		
<i>Conception / creation outils communication</i>	9 000 €	Contribution Metropole / CT2	30 000 €
<i>TVA non récupérable</i>	5 400 €		
Sous Total Charges externes	72 900 €	Ville Marseille	10 000 €
Accompagnement CCI International			
<i>Logistique, atelier, suivi entreprises post evt</i>	11 025 €	CCI International	11 025 €
Pilotage CCI Marseille Provence			
<i>Valorisation Accompagnement CCIMP</i>	13 583 €	CCIMP	16 483 €
	97 508 €		97 508 €

Dans la continuité des actions conduites lors du CES 2016, la Métropole propose de soutenir l'action de la CCIMP à hauteur de 60 000 euros, soit 61,53 % du coût total prévisionnel. La participation de la Métropole étant prise en charge à hauteur de 30 000 euros par le Conseil de Territoire de Marseille Provence et à hauteur de 30 000 euros par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt de soutenir l'action portée par la CCIMP pour la présence d'Aix-Marseille French Tech et de sa sélection d'entreprises au Consumer Electronics Show de Las Vegas en janvier 2017.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 60 000 euros à la CCIMP pour son action d'accompagnement de startups au CES 2017.

Article 2 :

La participation de la Métropole est prise en charge à hauteur de 30 000 euros par le Conseil de Territoire de Marseille Provence (CT1) et à hauteur de 30 000 euros par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix. (CT2).

Article 3 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole lignes 6748/64 – Sous-politique B330 (CT1) et 3A/61/6574 (CT2) qui présentent les disponibilités nécessaires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 005-932/16/BM

■ Attribution d'une subvention à Provence Business Angels pour l'organisation du Provence Angel's Day et approbation d'une convention MET 16/1650/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Provence Business Angels, est un réseau associatif composé d'une cinquantaine d'entrepreneurs/investisseurs privés.

Affilié au réseau national France Angels, il fait partie des 70 réseaux de Business Angels répartis dans les différents départements de France.

Un Business Angel est un chef d'entreprise ou un manager en activité ou non, qui investit sur ses fonds propres par le biais d'une prise de participation minoritaire dans le capital d'une entreprise afin de contribuer à son développement.

Les Business Angels interviennent sur la phase la plus critique et risquée de la chaîne du financement, celle de l'amorçage, avec des tickets d'investissements de 50 000 à 500 000 euros.

On retrouve majoritairement les Business Angels en amorçage, présents dans 70% des tours de table. Les Business Angels ont tous un profil managérial ou entrepreneurial et apportent aux porteurs de projet en plus de leur investissement, un accompagnement humain, des compétences, un réseau...

Les trois grandes missions de Provence Business Angels sont :

- la mise en relation entre investisseurs/entrepreneurs et porteurs de projet en recherche de fonds propres,
- le recrutement de nouveaux Business Angels,
- la contribution au développement économique local en encourageant le développement des entreprises et de l'emploi.

Le bilan de Provence Business Angels en 2015 :

- 51 membres
- 100 projets étudiés (deal flow)
- 23 dossiers présentés dont 12 instruits par le comité d'administration

- 8 projets financés pour un total de 7,7 millions d'Euros levés auprès des Business Angels
- plus de 250 participants à chaque édition du programme d'animation « Angels Café »
- Une forte mobilisation dans le cadre de la French Tech Aix-Marseille
- PBA est membre fondateur et membre du Jury de la Business Nursery By KEDGE
- PBA est membre du collège financier du Pôle de compétitivité SCS
- Organisation et/ou participation en tant que jury à de nombreuses conférences et événements (CEFIM / CCIMP / AMU / Financial IT Day / Start-up Weekend Marseille / Trophées Economie de la Provence / Rencontres du financement Région PACA

Les objectifs de Provence Business Angels pour 2016 :

- Porter et animer un débat sur le financement haut des bilans en amorçage auprès des entrepreneurs
- Fédérer des acteurs autour de la chaîne du financement : réunir des porteurs de projets, des investisseurs et des acteurs de l'accompagnement
- Fluidifier l'accès au financement en fonds propres des porteurs de projets
- Proposer de nouveaux formats événementiels pour la mise en relation des porteurs de projets avec l'écosystème du financement.

Parmi les actions 2016, PBA propose un nouvel événementiel d'animation ; le « Provence Angel's Day », programmé en novembre à Marseille, et relais local d'une semaine d'animation nationale organisée par l'écosystème des Business Angels.

En 2015, cette manifestation nationale a été déployée sur 34 événementiels locaux pour 2 500 participants. L'objectif est de faire mieux connaître le métier l'activité de Business Angels et le levier qu'elle constitue pour l'émergence et la consolidation de projets entrepreneuriaux.

Le format est conçu autour de partage d'expériences entre entrepreneurs et Business Angels avec l'objectif de mettre en lien ce réseau de Business Angels avec l'écosystème entrepreneurial pour en faciliter l'appréhension et l'accès à de nouveaux entrants.

Cet événement s'adresse à des chefs d'entreprises/créateurs et investisseurs et a pour objectif de favoriser l'accès au financement de projets.

L'événement cible une centaine de participants tant au niveau d'investisseurs potentiels et d'entrepreneur en phase de levée de fonds sur un format de 19 à 21h.

Provence Business Angels envisage deux options de localisation, à confirmer, pour son événement :

- Dans les locaux de la Société Marseillaise de Crédit – 75, rue Paradis – 13006 Marseille
- Au théâtre de la Joliette-Minoterie – 2, place Henri Verneuil – 13002 Marseille

Dans le cadre de sa politique de développement économique par l'innovation, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soutient ce type d'actions qui favorisent le développement et l'ancrage territorial d'activités sur son territoire.

Le budget prévisionnel de cette manifestation est de 13 000 euros.

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Provence Business Angels - Budget prévisionnel second Event Provence Angels Day			
Dépenses prévisionnelles	Budget	Ressources prévisionnelles	Budget
Logistique	3 000	Aix Marseille Metropole	4000
Location salle, mobilier, cocktail dinatoire, hôtesses	3 000	Autofinancement	9000
Communication	3 250		
Affranchissement, fournitures, photocopies etc	500		
Flyers, badges etc...	1 250		
emailing, réseaux sociaux, gestion des invitations et inscriptions, relances etc... 6 J / 250 Jours	1 500		
Sonorisation	5 000		
Vidéo projection et Sonorisation de la salle (location du matériel et équipe technique)	5 000		
Organisation et coordination de l'événement	1 750		
Préparation, mise en place, coordination prestataires externes etc 7 J / 250 € J	1 750		
TOTAL Dépenses	13 000	Total Ressources	13 000

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille Provence d'approuver la délibération relative au soutien de 4 000 euros à Provence Business Angels pour l'organisation du Provence Angel's Day et d'approuver la convention y afférente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt de soutenir l'organisation du Provence Angel's Day pour la dynamisation des échanges entre l'écosystème des business angels et le tissu entrepreneurial territorial.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 4 000 euros à l'association « Provence Business Angels » pour l'organisation du Provence Angel's Day en novembre 2016.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à l'association « Provence Business Angels ».

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2016 de la Métropole Aix-Marseille Provence - CT 1 - sous politique B330 – chapitre 67 – Nature 6748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 006-933/16/BM

■ Aides aux organismes publics - Attributions de subventions de fonctionnement MET 16/1568/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les axes prioritaires du partenariat avec l'État, engagé depuis 2006, portent sur la valorisation du travail des équipes universitaires et de recherche et des travaux étudiants, dans le cadre de colloques ou manifestations analogues.

Ces manifestations et actions contribuent à accroître la notoriété scientifique et à développer le caractère innovant sur notre territoire. Pour faire face aux frais exceptionnels des organisateurs (organismes publics d'État et d'Enseignement Supérieur et Recherche), la Métropole d'Aix-Marseille Provence, Territoire du Pays d'Aix, apporte une aide financière limitée complémentaire des autres financeurs.

Aussi, il est proposé de valider le soutien financier aux manifestations et actions suivantes, avec une incidence financière totale de 127 250€, comme suit :

Au profit d'Aix-Marseille Université :

- **1 200 €** pour l'aide à l'organisation de la 6^{ème} édition des rencontres de droit des affaires et du développement durable sur le thème « *responsabilité sociétale des entreprises et médiation. Regards croisés France/Canada* » le 20 octobre 2016, organisée par le CDE, Centre de Droit Economique
- **1 000 €** pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « *les procédures collectives complexes* », le 2 décembre 2016, organisé par le

CDE, Centre de Droit Economique

- **6 000 €** pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « *les 50 ans de la loi de 1966 sur les sociétés commerciales complexes* », le 10 novembre 2016, organisé par le CDE, Centre de Droit Economique

- **1 000 €** pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « *les droits d'enregistrement : quel avenir ?* », le 7 octobre 2016, organisé par le CEFF, Centre d'Etudes Fiscales et Financières

- **5 000 €** pour l'aide à la mise en place d'un atelier de recherche appliquée sur les thèmes « *introduction de critères énergie climat dans le PLU de la Ville d'Aix-en-Provence, grenéliser le plan de sauvegarde et de mise en valeur, proposer un projet de recomposition urbaine pour le secteur Rambot et accompagner la recomposition du tissu urbain existant autour des axes des pénétrantes en centre ancien* », sur le campus aixois, dans le cadre de la convention de partenariat en cours, 2^{ème} année d'exécution », année universitaire 2016/2017, organisés par le CEJU, Centre d'Etudes Juridiques d'Urbanisme, LIEU, Laboratoire Interdisciplinaire Environnement Urbanisme

- **8 000 €** pour l'aide à l'organisation de la manifestation internationale sur le thème « *atelier MedECC 2016* », du 10 au 12 octobre 2016, organisé par le CEREGE, Centre Européen de Recherche et d'Enseignement en Géosciences de l'Environnement, unité mixte de recherche

- **3 000 €** pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « *politique et religion* », du 15 au 16 septembre 2016, organisé par le CERHIIP, Centre d'Etudes et de Recherches d'Histoire des Idées et des Institutions Politiques

- **6 000 €** pour l'attribution de deux bourses d'études de 3 000 € chacune à deux étudiant(e)s de l'Université de Tübingen inscrits à la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix, année universitaire 2016/2017, organisées dans le cadre d'un partenariat inter-universitaire et d'un jumelage entre la Ville d'Aix et de Tübingen par le CERIC, Centre d'Etudes et de Recherches Internationales et Communautaires

- **1 500 €** pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « *la fabrication du droit de l'Union Européenne dans le contexte du mieux légiférer* », du 6 au 7 octobre 2016, organisé par le CERIC, Centre d'Etudes et de Recherches Internationales et Communautaires

- **1 800 €** pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « *Giraudoux, critique essayiste et témoin de son temps* », du 4 au 6 février 2016, organisé par le CIELAM, Centre Interdisciplinaire d'Etudes des Littératures d'Aix-Marseille

- **2 000 €** pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « *Laurent Mauvignier* », du 20 au 23 octobre 2016, organisé par le CIELAM, Centre Interdisciplinaire d'Etudes des Littératures d'Aix-Marseille

- **1 000 €** pour l'aide à l'organisation de la 39^{ème} table ronde sur le thème « *la dématérialisation des procédures administratives et autres télé procédures* », du 4 au 5 novembre 2016, organisée par le CRA, Centre de Recherches Administratives

- **6 000 €** pour la réalisation de 3 études juridiques sur les thèmes « les marchés à procédure adaptée, le contentieux des marchés publics, le droit pénal des marchés », et soutien en fonctionnement au CRA, et 10 000 € pour l'aide à la création et au fonctionnement du DU (Diplôme Universitaire) Management et Achat Public, aide à la formation continue pour 5 agents des villes membres, organisés par le CRA, Centre de Recherches Administratives, conformément aux modalités d'exécution de la convention de partenariat triennale en cours, 2^{ème} année d'exécution, pour l'année universitaire 2016/2017

- **5 000 €** pour l'aide à l'organisation de la journée dans le cadre de la 4^{ème} session manifestation SAE, Semaine AMU Entreprises, sur le thème « *réussir son insertion professionnelle sur le campus ALLSH* », le 14 novembre 2016, organisée par la Direction au Partenariat avec le monde socio-économique

- **5 000 €** pour l'aide à l'organisation de la journée dans le cadre de la 4^{ème} session manifestation SAE, Semaine AMU Entreprises, sur le thème « *soyons acteurs du territoire, journée attractivité Aix-Marseille Métropole* », le 16 novembre 2016, organisée par la Direction au Partenariat avec le monde socio-économique

- **10 000 €** pour l'aide à la mise en place d'un projet d'étude appliquée par les étudiants du master Marketing & Brand Management sur le thème « *l'attractivité et la valorisation de la marque Aix-en-Provence* », organisé par l'IAE, Institut d'Administration des Entreprises, année universitaire 2016/2017, dans le cadre de la 2^{ème} année d'exécution de la convention triennale de partenariat en cours

- **1 000 €** pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « *le contrôle de légalité des décisions de justice: une nouvelle étape dans la question prioritaire de constitutionnalité* », du 23 au 24

juin 2016, organisé par l'ILF GERJC, Institut Louis Favoreu Groupe d'Etudes et de Recherches sur la Justice Constitutionnelle

- **2 500 €** pour l'aide à l'organisation de la table ronde internationale sur le thème « *migrations internationales et justice constitutionnelle* », du 9 au 10 septembre, organisée par l'ILF GERJC, Institut Louis Favoreu Groupe d'Etudes et de Recherches sur la Justice Constitutionnelle

- **2 500 €** pour l'aide à l'organisation du séminaire franco-chinois sur le thème « *l'utilisation de l'Internet dans la gestion de l'impôt en France et en Chine* », du 27 au 28 septembre 2016, organisé par l'IREA, Institut de Recherches Europe-Asie

- **10 500 €** pour l'aide à la mise en place de trois ateliers de recherche appliqués par des groupes d'étudiants inscrits à l'IUAR, en Master 2 urbanisme et aménagement, à raison de 3 500 € par atelier, comme suit :

. dans la spécialité urbanisme durable, projet et action opérationnelle, mise en place d'un atelier sur le thème : « *l'intégration des questions d'accessibilité dans le projet urbain* »

. dans la spécialité habitat, politique de la ville et renouvellement urbain, mise en place d'un atelier sur le thème : « *définition d'une DAP pour la commune de Lambesc* »

. inter spécialités, mise en place d'un *workshop* sur le thème : « *des formes urbaines* ».

Ces ateliers sont organisés par l'IUAR, Institut d'Urbanisme et d'Aménagement Régional, dans le cadre de la 2^{ème} année de la convention de partenariat triennale en cours, année universitaire 2016/2017

- **3 000 €** pour l'aide à la mise en place, d'un atelier à l'intérieur d'un stage "mission synergie" d'étudiants du Magistère JCO, Journalisme et Communication des Organisations, conformément à la convention triennale de partenariat en cours, 2^{ème} année d'exécution, année universitaire 2016/2017

- **3 000 €** pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « *production, oeuvre, symptôme. Valeur et fonction de l'objet dans le processus inclusion/exclusion* », du 16 au 17 septembre 2016, organisé par le LPCLS, Laboratoire de Psychopathologie Clinique, Langage et Subjectivité

- **3 000 €** pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « *les voix de la dissidence dans la longue Réforme* », du 6 au 9 juillet 2016, organisé par le LERMA, Laboratoires d'Etudes et de Recherches sur le Monde Anglophone

- **2 000 €** pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « *ces femmes qui font l'Ecosse* », du 17 au 18 novembre, organisé par le LERMA, Laboratoires d'Etudes et de Recherches sur le Monde Anglophone

- **800 €** pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « *la critique, un art de la rencontre* », du 2 au 4 novembre 2016, organisé par le LESA, Laboratoire d'Etudes en Sciences des Arts

Au profit du CROUS d'Aix-Marseille :

- **10 000 €** pour l'aide à la mise en place de quatre actions en faveur de l'amélioration des conditions de vie étudiante, année universitaire 2016/2017, conformément à la convention triennale de partenariat en cours, 3ème et dernière année d'exécution, et acter le principe de la reconduction d'un partenariat à venir. Les titres des actions sont : « *étudiants référents, guichet unique, alimentation et santé pour les étudiants d'aujourd'hui, bienvenue chez moi, bienvenue dans ma cuisine* ».

Au profit des étudiants récipiendaires des prix de la Métropole, désignés par AMU Aix-Marseille Université agissant pour le compte du CEJU/LIEU, Centre d'Etudes Juridiques d'Urbanisme, Laboratoire Interdisciplinaire Environnement Urbanisme, et du JCO, Journalisme et Communication des Organisations, dans le cadre de conventions de partenariat en cours, 2ème année d'exécution, et avec la Faculté de Droit et de Science Politique hors convention de partenariat, comme suit :

Tableau récapitulatif des subventions accordées pour les manifestations/colloques et conventions en cours d'exécution :

Organisateur	Manifestation Colloque	Date	Subventions N-1 N-2	Subvention demandée	Budget prévisionnel co financeurs	Montant proposé	Agent comptable
Le CDE, Centre de Droit Economique Secteur Droit et Sciences Politiques GU : 2016.00881	6ème édition des rencontres de droit des affaires et du développement durable sur le thème « Responsabilité sociétale des entreprises et médiation. Regards croisés France/Canada », sur le campus aixois	Le 20 octobre 2016	N-1 : 0 € N-2 : 0 €	3 000 €	11 500 € Co financeurs : CD 13 : 2 700 € AMU : 5 800 €	1 200 € Soit 10,4 % du budget prévisionnel	Aix-Marseille Université
Le CDE, Centre de Droit Economique	« Les procédures collectives complexes », à Aix, dans les locaux du Crédit Agricole du Jas	Le 2 décembre 2016	N-1 : 0 € N-2 : 0 €	4 000 €	22 960 € Co financeurs : CD 13 : 4 000 € Mécénat privé : 4 000 €	1 000 € Soit 4,4% du budget prévisionnel	Aix-Marseille Université

500 € directement à l'étudiant major de promotion du Master *droit et métiers de l'urbanisme et de l'immobilier*, année universitaire 2016/2017, conformément à la convention de partenariat en cours avec le CEJU/LIEU

500 € directement à l'étudiant major de promotion du Magistère JCO, Journalisme et

Communications des Organisations, année universitaire 2016/2017, conformément à la convention de partenariat en cours avec le Magistère JCO

500 € directement à l'étudiant major de promotion du Master 2 Recherche Droit Economique, année universitaire 2015/2016, désigné par la Faculté de Droit et de Science Politique, hors convention de partenariat

500 € directement à l'étudiant major de promotion du Master 2 professionnel Environnement, Sécurité et Qualité de l'Entreprise, année universitaire 2015/2016, désigné par la Faculté de Droit et de Science Politique, hors convention de partenariat

750 € directement à l'étudiant ayant présenté la meilleure thèse portant sur un thème intéressant les grands problèmes émergents de droit privé ou public, année universitaire 2015/2016, désigné par la Faculté de Droit et de Science Politique, hors convention de partenariat

Secteur Droit et Sciences Politiques GU : 2016.00902	de Bouffan				Ressources propres CDE : 10 960 €		
Le CDE, Centre de Droit Economique Secteur Droit et Sciences Politiques GU : 2016.00926	« Les 50 ans de la loi de 1966 sur les sociétés commerciales complexes », sur le campus aixois	Le 10 novembre 2016	N-1 : 0 € N-2 : 0 €	6 000,00 €	16 360 € Co financeurs : Droits inscription : 3 750€ AMU : 1 000€ Mécénat CA : 3 000 € Ressources propres CDE : 2 610 €	6 000 € Soit 36,7% du budget prévisionnel	Aix-Marseille Université
Le CEFF, Centre d'Etudes Fiscales et Financières Secteur Droit et Sciences Politiques GU : 2016.00903	« Les droits d'enregistrement : quel avenir ? », sur le campus aixois	Le 7 octobre 2016	N-1 : 5 000 € N-2 : 5 000 €	1 000,00 €	13 500 € Co financeurs : CD 13 : 1 000 € CR PACA : 1 500 € Droits d'inscription : 5 500 € AMU : 3 000 € Ressources propres CEFF : 1 500 €	1 000 € Soit 7,4% du budget prévisionnel	Aix-Marseille Université
Le CEJU, Centre d'Etudes Juridiques, d'Urbanisme LIEU, Laboratoire Interdisciplinaire, Environnement, Urbanisme Secteur Droit et Sciences Politiques GU : 2016.00927	Projet de recherche dans le cadre de la 2 ^{ème} année de la convention de partenariat	Du 01 septembre 2016 au 30 juin 2017	N-1 : 5 000 € + 500 € prix major promotion N-2 : 5 000 € + 500 € prix major promotion	5 000 € + 500 € prix major promotion	15 000€ Co financeurs : AMU : 10 000 €	5 000 € Soit 33,3% du budget prévisionnel + 500€ prix	Aix-Marseille Université
LE CEREGE, Centre Européen de Recherche et d'Enseignement en Géosciences de l'Environnement GU : 2016.00934	« Atelier MedECC 2016 », à Aix sur le site de la Baume les Aix	Du 10 au 12 octobre 2016	N-1 : 9 000 € N-2 : 5 000 €	8 000 €	60 500 € Co financeurs : ADEME: 15 000 € Association Plan Bleu : 17 500 € Gouvernement Monégasque : 20 000 €	8 000 € Soit 13,2 % du budget prévisionnel	Aix-Marseille Université

Le CERHIIP, Centre d'Etudes et de Recherches d'Histoire des Idées et des Institutions Politiques Secteur Droit et Sciences Politiques GU : 2016.00879	« Politique et religion », sur le campus aixois	Du 15 au 16 septembre 2016	N-1 : 0 € N-2 : 2 000 €	3 000 €	8 671 € Co financeurs : Fonds Incitation Recherche: 2 000 € AMU : 500 € Ressources propres : 3 171 €	3 000 € Soit 34, 6 % du budget prévisionnel	Aix-Marseille Université
Le CERIC, Centre d'Etudes et de Recherches Internationales et Communautaires Secteur Droit et Sciences Politiques GU : 2016.00905	Attribution de « deux bourses d'études », à deux étudiants de l'Université de Tübingen inscrits à la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix, sur le campus aixois, dans le cadre d'un partenariat inter universitaire et d'un jumelage de la Ville d'Aix avec Tübingen	Année universitaire 2016/2017	N-1 : 9 500 € N-2 : 9 500 €	6 600 €	6 600 € En contrepartie : financement de deux bourses de 3 000 € chacune par le Land Baden Württemberg à deux étudiants de la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille inscrits à l'université de Tübingen	6 000 € Soit 91% du budget prévisionnel	Aix-Marseille Université
Le CERIC, Centre d'Etudes et de Recherches Internationales et Communautaires Secteur Droit et Sciences Politiques GU : 2016.00904	« La fabrication du droit de l'Union Européenne dans le contexte du mieux légiférer », sur le campus aixois	Du 06 au 07 octobre 2016	N-1 : 9 500 € N-2 : 9 500 €	2 000 €	11 940 € Co financeurs : CD 13 : 2 000 € Université Paris Sud : 660 € AMU : 2 000 € Ressources propres CERIC : 5 280 €	1 500 € Soit 12, 6% du budget prévisionnel	Aix-Marseille Université
Le CIELAM, Centre Interdisciplinaire d'Etudes des Littératures d'Aix-Marseille Secteur Arts, Lettres, Langues et Sciences Humaines GU : 2016.00397	« Giraudoux, critique essayiste et témoin de son temps »	Du 4 au 6 février 2016	N-1 : 2 800 € N-2 : 2 700 €	2 000 €	10 450 € Co fiancers : Droits d'inscription : 1 550 € CRPACA : 2 500 € AMU : 2 200 € Ressources propres : 2 000€ Sponsors : 200€	1 800 € Soit 17, 2% du budget prévisionnel	Aix-Marseille Université

Le CIELAM, Centre Interdisciplinaire d'Etudes des Littératures d'Aix-Marseille Secteur Arts, Lettres, Langues et Sciences Humaines GU : 2016.00812	« Laurent Mauvignier », sur le campus aixois	Du 20 au 23 octobre 2016	N-1 : 2 800 € N-2 : 2 700 €	2 500 €	10 806 € Co financeurs : CD 133 : 2 500 € Droits d'inscription : 750 € Université Paris Sorbonne : 500 € AMU : 1 556 € Ressources propres CIELAM : 3 000 €	2 000 € Soit 18, 5% du budget prévisionnel	Aix-Marseille Université
Le CRA, Centre de Recherches Administratives Secteur Droit et Sciences Politiques GU : 2016.00933	Aide à l'organisation de la 39ème table ronde sur le thème « la dématérialisation des procédures administratives et autres télé procédures », sur le campus aixois	Du 04 au 05 novembre 2016	N-1 : 35 000 € N-2 : 2 000 €	1 000 €	6 011 € Co financeurs : Ressources propres CRA : 5 011 €	1 000 € Soit 16,6% du budget prévisionnel	Aix-Marseille Université

Le CRA, Centre de Recherches Administratives Secteur Droit et Sciences Politiques GU : 2016.00937	Aide à la réalisation de 3 études + soutien au DU management public dans le cadre de la 2ème année de la convention de partenariat	Du 01 septembre 2016 au 30 juin 2017	N-1 : 35 000 € N-2 : 2 000 €	6 000 € + 10 000 €	65 551 € Co financeurs : Droits d'inscription : 15 551 € Ville de Marseille : 15 000 € AMU : 18 000 €	10 000 € + 6 000 € Soit 24,4 % du budget prévisionnel	Aix-Marseille Université
La Direction au Partenariat avec le monde socio-économique GU : 2016.00942	Aide à l'organisation de la journée dans le cadre de la 4ème session manifestation SAE, Semaine AMU Entreprises, sur le thème « réussir son insertion professionnelle sur le campus ALLSH », sur le campus aixois	Le 14 novembre 2016	N-1 : 5 000 € N-2 : 0 €	6 000 €	48 710 € Co financeurs : CD 13 : 5 000 € Ressources propres AMU : 37 100 €	5 000 € Soit 10, 3% du budget prévisionnel	Aix-Marseille Université
La Direction au Partenariat avec le monde socio-économique	Aide à l'organisation de la journée dans le cadre de la 4ème session manifestation SAE, Semaine AMU Entreprises, sur le thème « soyons	Le 16 novembre 2016	N-1 : 5 000 € N-2 : 0 €	6 000 €	47 086 € Co financeurs : CD 13 : 5 000 € Groupement des Entreprises Provence Aix : 5 050 €	5 000 € Soit 10, 6% du budget prévisionnel	Aix-Marseille Université

GU :2016.00946	acteurs du territoire, journée attractivité Aix-Marseille Métropole », à Aix Palais des Congrès				Ressources propres AMU : 31 036 €		
L'IAE, Institut d'Administration des Entreprises Secteur Droit et Sciences Politiques GU :2016.00945	Aide à la mise en place d'un projet d'étude dans le cadre de la 2ème année d'exécution de la convention triennale de partenariat en cours, sur le campus aixois	Du 01 septembre 2016 au 30 juin 2017	N-1 : 14 000 € N-2 : 8 000 €	10 000 €	22 000 € Co financeurs : Ressources propres : 12 000 €	10 000 € Soit 45,4 % du budget prévisionnel	Aix-Marseille Université
L'ILF GERJC, Institut Louis Favoreu Groupe d'Etudes et de Recherches sur la Justice Constitutionnelle Secteur Droit et Sciences Politiques GU : 2016.00863	« Le contrôle de légalité de la décision de justice », sur le campus aixois	Du 23 au 24 juin 2016	N-1 : 3 000 € N-2 : 2 800 €	3 000 €	24 850 € Co financeurs : Ressources propres : 6 850 € AMU : 15 000 €	1 000 € Soit 4% du budget prévisionnel	Aix-Marseille Université
L'ILF GERJC, Institut Louis Favoreu Groupe d'Etudes et de Recherches sur la Justice Constitutionnelle Secteur Droit et Sciences Politiques GU : 2016.0062	Table ronde internationale sur le thème "Migrations internationales et justice constitutionnelle", sur le campus aixois	Du 9 au 10 septembre 2016	N-1 : 3 000 € N-2 : 2 800 €	4 000 €	30 500 € Co financeurs : CD 13 : 5 000 € AMU : 2 000 € Ressources propres : 19 500 €	2 500 € Soit 8, 2% du budget prévisionnel	Aix-Marseille Université
L'IREA, Institut de Recherches Europe-Asie Secteur Droit et Sciences Politiques GU :2016.00917	« L'utilisation de l'Internet dans la gestion de l'impôt en France et en Chine », sur le campus aixois	Du 27 au 28 septembre 2016	N-1 : 0 € N-2 : 5 000 €	2 500 €	19 620 € Co financeurs : Délégation chinoise : 14 620 € Fonds européens : 2 500 €	2 500 € Soit 12, 7% du budget prévisionnel	Aix-Marseille Université

L'IUAR, Institut d'Urbanisme et d'Aménagement Régional Secteur Droit et Sciences Politiques GU :2016.00940	Aide à la mise en place de trois ateliers de recherche. Ces ateliers se dérouleront sur le campus aixois, dans le cadre de la 2ème année de la convention de partenariat triennale en cours	Du 01 septembre 2016 au 30 juin 2017	N-1 : 10 500 € N-2 : 10 500 €	3 500€ par atelier soit 10 500 €	37 550 € Co financeurs : Droits d'inscription : 1 500 € Ministère ESR : 2 250 € AMU : 23 300€	10 500 € Soit 27,9 % du budget prévisionnel	Aix-Marseille Université
Le JCO, Magistère, Journalisme et Communication des Organisations Secteur Droit et Sciences Politiques GU : 2016.00944	Aide à la mise en place d'un atelier conformément à la convention triennale de partenariat en cours, 2ème année d'exécution, sur le campus aixois		N-1 : 3 000 € + 500 € prix à l'étudiant major de promotion du Magistère JCO N-2 : 3 000 € + 250 € prix à l'étudiant major de promotion du Magistère JCO	3 000 € + 500 € prix à l'étudiant major de promotion du Magistère année 2016/2017	44 330 € Co financeurs : Taxe apprentissage : 7 000 € Faculté de Droit d'Aix : 34 330 €	3 000 € Soit 6, 7% du budget prévisionnel + 500 € directement à l'étudiant major de promotion du Magistère JCO	
Le LPCLS, Laboratoire de Psychopathologie Clinique, Langage et Subjectivité Secteur Arts, Lettres, Langues et Sciences Humaines GU : 2016.00912	« Production ,œuvre, symptôme. Valeur et fonction de l'objet dans le processus inclusion/exclusion», sur le campus aixois	Du 16 au 17 septembre 2016	N-1 : 3 000 € N-2 : 2 000 €	3 000 €	14 750 € Co financeurs : CD 13 : 4 000 € Droits d'inscription : 4 800 € FIR : 1 500 € AMU : 450 € Ressources propres LPCLS : 1 000 €	3 000 € Soit 20, 3% du budget prévisionnel	Aix-Marseille Université
Le LERMA, Laboratoire d'Etudes et de Recherches sur le Monde Anglophone Secteur Arts, Lettres, Langues et	« Les voix de la dissidence dans la longue Réforme », sur le campus aixois le 6 juillet et à la Baume Les Aix du 7 au 9 juillet	Du 06 au 09 juillet 2016	N-1 : 0 € N-2 : 1 500 €	3 000 €	23 060 € Co financeurs : CD 13 : 3 000 € Droits d'inscription : 12 810 € FIR : 2 250 € Ressources propres LERMA : 2 000 €	3 000 € Soit 13% du budget prévisionnel	Aix-Marseille Université

Sciences Humaines							
GU : 2016.00911							
Le LERMA, Laboratoire d'Etudes et de Recherches sur le Monde Anglophone Secteur Arts, Lettres, Langues et Sciences Humaines GU : 2016.009914	« Ces femmes qui font l'Ecosse », sur le campus aixois	Du 17 au 18 novembre 2016	N-1 : 0 € N-2 : 1 500 €	2 000 €	10 330 € Co financeurs : CD 13 : 2 500 € Droits d'inscription : 1 280 € Université de Toulon : 500 € FIR : 1250 € Société Française d'Etudes Ecossaises : 800 € Ressources propres LERMA : 2 000 €	2 000 € Soit 19, 4% du budget prévisionnel	Aix-Marseille Université
Le LESA, Laboratoire d'Etudes en Sciences des Arts Secteur Arts, Lettres, Langues et Sciences Humaines GU : 2016.00915	« La critique, un art de la rencontre », le 2 novembre à Aix et le 3 et 4 novembre à Marseille	Du 02 au 04 novembre 2016	N-1 : 0 € N-2 : 0 €	2 500,00 €	10 425 € Co financeurs : CD 13 : 2 500 € Droits d'inscription : 500 € FIR : 625€ Agence Universitaire de la Francophonie : 800 € Ressources propres LESA : 3 500 €	800 € Soit 7, 7% du budget prévisionnel	Aix-Marseille Université
Le CROUS d'Aix-Marseille, Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires, GU : 2016.00941	Aide à la mise en place des quatre actions en faveur de l'amélioration des conditions de vie étudiante, dans le cadre de la 3ème année et dernière année de la convention triennale de partenariat en cours.	Du 1 septembre 2016 au 30 juin 2017	N-1 : 12 000 € N-2 : 12 000 €	10 000 €	152 000 € Co financeurs : Région PACA : 64 800 € Ville de Marseille : 17 750 € Université d'Avignon : 2 200 € Ressources propres du CROUS : 57 250 €	10 000 € Soit 6, 6% du budget prévisionnel	CROUS d'Aix-Marseille

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2011_1010 du 24 août 2011 portant création de l'Université d'Aix-Marseille, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, regroupant les universités Aix-Marseille I, Aix-Marseille II et Aix-Marseille III ;
- La délibération n° 2004_A002 du Conseil communautaire de la CPA du 6 février 2004 définissant les principes d'intervention de la CPA en matière d'Enseignement Supérieur et Recherche ;
- La délibération n° 2004_A200 du Conseil communautaire de la CPA du 16 juillet 2004 précisant la politique et axes communautaires d'intervention relatifs à l'Enseignement Supérieur et Recherche ;
- La délibération n° 2005_A236 du Conseil Communautaire de la CPA du 14 octobre 2005 autorisant la convention de partenariat avec le Rectorat d'Aix-Marseille et la convention signée le 18 janvier 2006 ;
- La délibération n° 2010_A101 du Conseil Communautaire de la CPA du 24 juin 2010 autorisant la convention cadre de partenariat avec l'Université Paul Cézanne et la convention signée le 6 mai 2011 ;
- La délibération n°2013_B415 du Bureau Communautaire de la CPA du 26 septembre 2013 validant la convention de partenariat triennale avec le CROUS d'Aix-Marseille, Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires, et la convention signée le 25 novembre 2013 ;
- La délibération n°2015_B445 du Bureau Communautaire de la CPA du 24 septembre 2015 validant les conventions de partenariat triennales avec Aix-Marseille Université agissant pour le compte du CEJU LIEU, Centre d'Etudes Juridiques d'Urbanisme Laboratoire Interdisciplinaire Environnement Urbanisme, le Magistère JCO, Journalisme et Communication des Organisations, le CRA, Centre de Recherches Administratives,

l'IUAR, l'Institut d'Urbanisme et d'Aménagement Régional et les conventions signées les 12 octobre et 17 octobre 2015 ;

- La délibération n° 2015_B534 du Bureau Communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 validant la convention triennale de partenariat avec Aix-Marseille Université agissant pour le compte de l'IAE, Institut d'Administration des Entreprises, convention signée le 28 novembre 2015 ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient d'apporter un soutien aux organismes publics d'enseignement supérieur et de recherche.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe d'un soutien financier aux organismes publics d'État, d'Enseignement Supérieur et de Recherche.

Article 2 :

Sont attribuées les subventions exceptionnelles pour l'aide à l'organisation de manifestations et actions universitaires au profit des organismes visés via leurs Agences Comptables pour un montant total de 111 800 €, comme suit :

- 101 800 € au profit de l'Agence Comptable AMU, Aix-Marseille Université
- 10 000 € au profit de l'Agence Comptable du CROUS

Article 3 :

Les prix attribués par la Métropole d'Aix-Marseille Provence à des étudiants majors de promotion de diplômes organisés par AMU Aix-Marseille Université agissant pour le compte du CEJU/LIEU, Centre d'Etudes Juridiques d'Urbanisme, Laboratoire Interdisciplinaire Environnement Urbanisme, et du JCO, Journalisme et Communication des

Organisations et à des étudiants de la Faculté de Droit et de Science Politique comme suit :

- un prix de 500 € directement à l'étudiant major de promotion du Master droit et métiers de l'urbanisme et de l'immobilier
- un prix de 500 € directement à l'étudiant major de promotion du Magistère JCO, Journalisme et Communications des Organisations
- un prix de 500 € directement à l'étudiant major de promotion du Master 2 Recherche Droit Economique
- un prix de 500 € directement à l'étudiant major de promotion du Master 2 Professionnel Environnement, Sécurité et Qualité de l'Entreprise
- un prix de 750 € directement à l'étudiant ayant présenté la meilleure thèse portant sur un thème intéressant les grands problèmes émergents de droit privé ou public.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget général 2016 sur les lignes 23-657382 et 23-6713 qui présentent les disponibilités nécessaires.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document afférant à l'exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 007-934/16/BM

■ **Attribution d'une subvention au CROUS pour la construction d'une résidence étudiante - Le Félibre - à Aix-en-Provence dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 et approbation d'une convention**
MET 16/1570/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La résidence « Le Félibre », située avenue du petit Barthélémy à Aix-en-Provence, comprendra 200 nouveaux logements étudiants d'une surface

moyenne de 17m2 dont 5 % de logements pour personnes à mobilité réduite.

Situé à proximité des gares routière et ferroviaire, ce projet d'envergure constitue une réponse adaptée aux étudiants ayant des déplacements importants entre Aix-en-Provence et Marseille.

Le programme prévoit également 40 places de stationnement en sous sol réservées au CROUS, des locaux collectifs dont une salle polyvalente, une salle TV, deux salles d'études, une laverie...

Porté par l'OPH Pays d'Aix Habitat, propriétaire du terrain et maître d'ouvrage, le projet est réalisé en partenariat avec le Crous.

En effet, les logements seront loués au Crous dans le cadre d'une convention de location de 40 ans qui s'engage à pratiquer un loyer modeste (314,5 € toutes dépenses comprises y compris l'accès à internet haut débit, avant aide au logement).

La livraison de cet équipement est prévue pour la rentrée universitaire 2017.

Le Crous, sollicite une subvention au titre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 qu'il reversera à l'OPH Pays d'Aix Habitat dans le cadre d'une convention de fonds de concours.

Ce programme a été retenu dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 – volet Enseignement Supérieur – vie étudiante, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'étant engagée à participer à ce projet à hauteur de 1 200 000€ pour cette opération dont le montant global retenu est de 10 987 347€.

Le Plan de financement est le suivant :

EMPRUNT PLS	5 603 547€
EMPRUNT COMPLEMENTAIRE	3 283 800€
METROPOLE Volet Habitat	900 000€
METROPOLE - Volet ESR CPER	1 200 000 €

Total	10 987 347 €
-------	--------------

Ce dispositif vient compléter celui mis en œuvre au titre de l'aide au logement social d'intérêt communautaire, qui a fait l'objet d'un rapport présenté au Bureau communautaire de la CPA du 26 novembre 2015 et pour une subvention attribuée à l'OPH Pays d'Aix Habitat d'un montant de 900 000€.

L'aide financière totale de la Métropole représente 19,11 % du coût global de la construction.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- la délibération 2015_A070 du Conseil Communautaire de la CPA en date du 21 mai 2015, approuvant la participation aux opérations inscrites au CPER 2015-2020 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 1 200 000 euros au Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires, pour la construction de la résidence « Le Félibre », dans le cadre du CPER 2015-2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention conclue avec le Crous en ci-annexée

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au Budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille Provence – Fonction 23 – Chapitre 204 – Nature 204112 – AP 2015-1.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 008-935/16/BM

■ ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson - Approbation de l'avenant n°2 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires MET 16/1551/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC des Vergeras créée en 2005 a été concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires en septembre 2013 par la Communauté du Pays d'Aix. L'opération est aujourd'hui en phase opérationnelle avec un démarrage des travaux prévu fin 2016.

Dans son montage financier initial, l'opération était financée par la cession des charges foncières et par un apport en nature (immeuble antérieurement acquis) pour un montant de 412 054 €. En 2015, la SPLA n'ayant pas bénéficié d'une avance de trésorerie de la part de son concédant, cette dernière a du recourir à l'emprunt pour engager la maîtrise d'œuvre. Aussi, une participation de 40 000€ a été versée.

En 2016, dans le cadre de la maîtrise d'œuvre, le programme des travaux a évolué. Cette évolution et la volonté de maintenir des prix de cession conformes aux prix du marché, amènent à une augmentation de

la participation en numéraire évaluée au total à 360 000€, sur toute la durée de la concession, 40 000 € ayant déjà été versé en 2015.

L'objet du présent avenant est de prévoir le versement de 40 000 € pour l'année 2016 pour faire face aux besoins financiers de l'opération. Un autre avenant sera proposé en 2017 pour acter le montant total de la participation et l'augmentation de la durée de la concession afin de commercialiser cette opération dans de bonnes conditions, en même temps que la modification de l'autorisation de programme de la ZAC.

Aussi, l'article 27.3 du traité de concession est modifié par l'avenant ci-joint, de la manière suivante :

« En application de l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme, le montant de la participation du concédant est constitué par :

- L'apport en nature par le concédant des terrains dont il est propriétaire, d'une superficie totale de 61 604 m², figurant au cadastre de la commune sous les numéros AD 18, AD 19, AD 20, AD 21, AD 22, AD 24, AD 25, AD 26 et AD 27, pour le montant total de leur acquisition, soit 412 054 €.
- Un apport de numéraire total de 80 000 €, soit une augmentation de 40 000 € versé de la façon suivante :
 - Année 2015 : 40 000€ à la notification de l'avenant n°1 ;
 - Année 2016 : 40 000 € à la notification de l'avenant n° 2. »

Les autres articles du traités sont inchangés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005-A073 du Conseil communautaire de la CPA du 25 mars 2005 créant la ZAC et approuvant le bilan de la concertation ;
- La délibération n°2013-B406 du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013 confiant l'aménagement de la ZAC des Vergeras à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015-B354 du Bureau communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 sur l'approbation de l'avenant n°1 ;
- La délibération n°2015_A210 du Conseil communautaire de la CPA du 8 octobre 2015 sur l'approbation du programme des équipements publics et le dossier de réalisation de la ZAC ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 de délégation de compétences du Conseil de Métropole au Bureau de Métropole ;
- La délibération n°2016_CT2_096 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juin 2016 approuvant de Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2015 ;
- Le Procès Verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires du 15 juin 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 2 au traité de concession entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la SPLA Pays d'Aix Territoires de la ZAC des Vergeras ci-annexé.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant n° 2 ainsi que tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires, 40 000 € en 2016, sont inscrits au budget de la Métropole ligne 19 824 nature 20 422.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 009-936/16/BM

■ Approbation d'une convention avec la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 16/1742/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'artisanat est un secteur prépondérant sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Pour ces entreprises artisanales différents enjeux ont été identifiés :

- 1 - Accompagner les entreprises artisanales pour faire émerger les points forts et les pistes d'amélioration au sein de l'entreprise,
- 2 - Accompagner les entreprises dans leur processus de recrutement dont l'apprentissage,
- 3 - Perpétuer l'activité via la transmission-reprise,
- 4 - Renforcer la promotion et l'attractivité du territoire en favorisant la présence des entreprises artisanales sur des salons en France et à l'étranger,
- 5 - Animer et valoriser le tissu économique local par l'organisation de visites et de rencontres collectives.

Il est donc proposé de signer une convention pour apporter une réponse à ces questionnements et un soutien spécifique et direct aux artisans du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, en les faisant bénéficier de la mise en place d'un « développeur territorial de l'artisanat ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- L'intérêt majeur, pour le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, de préserver l'emploi, de renforcer l'attractivité des entreprises artisanales, de mettre l'accent sur l'innovation tout en préservant l'identité de son territoire,
- Le travail d'analyse et de réflexion mené aux côtés des artisans par la Direction du Développement Economique du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en partenariat avec la Chambre des Métiers et de l'Artisanat des Bouches-du-Rhône.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de coédition avec la Chambre des Métiers et de l'artisanat des Bouches-du-Rhône.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 010-937/16/BM

■ Participation de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'animation de l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique et approbation d'une convention MET 16/1772/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le tissu économique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est essentiellement composé de TPE et de

PME. Par ailleurs, les taux de créations et de reprises d'entreprises sont parmi les plus élevés de France, tout comme le taux de disparition. Des causes ont été identifiées à ces défaillances telles que la sous-capitalisation, l'isolement, le manque de conseils, d'accompagnement, ou de formation ou encore la mauvaise évaluation des risques et des délais.

L'association dénommée : Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) a été créée en 1989 par Maria Nowak en adaptant à la France le principe du microcrédit, mécanisme financier qui a largement fait ses preuves dans les pays en voie de développement, en Asie, Afrique et Amérique Latine.

L'ADIE propose donc un accompagnement technique et financier aux porteurs d'un projet d'emploi, indépendant ou salarié n'ayant pas accès au crédit bancaire pour pouvoir le réaliser (notamment les demandeurs d'emploi et les allocataires des minimas sociaux).

La mission de l'ADIE est donc d'offrir la possibilité à un public en situation de précarité sociale et financière de créer ou de développer une entreprise grâce au microcrédit pour l'emploi indépendant ; ou bien de trouver ou maintenir en emploi par le biais du microcrédit pour l'emploi salarié.

Les Objectifs 2016, pour l'ADIE sont les suivants :

Ainsi, dans le cadre de ses missions, l'ADIE :

- Finance les micro-entrepreneurs qui n'ont pas accès au crédit bancaire, et plus particulièrement les chômeurs et les allocataires des minima sociaux, à travers le microcrédit,
- Accompagne les micro-entrepreneurs avant, pendant et après la création de leur entreprise pour assurer la pérennité de leur activité,
- Contribue à l'amélioration de l'environnement institutionnel du microcrédit et de la création d'entreprises.

Pour 2016, l'ADIE souhaite continuer ses missions premières et en complément augmenter la gestion de la relation clients, développer la micro franchise solidaire et améliorer son site internet pour que les bénéficiaires puissent demander un microcrédit en ligne.

Elle a saisi la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour l'octroi d'une subvention pour l'exercice 2016.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande.

Après instruction du dossier et inscription des crédits sur chaque état spécial de territoire des Conseils de territoire, il est proposé de consentir à l'ADIE une

subvention d'un montant global de 98 000,00 euros (quatre-vingt-dix-huit mille euros) réparti sur les Conseils de territoire comme suit :

- Conseil de Territoire Marseille-Provence : 45 000,00 €
- Conseil de Territoire du Pays d'Aix : 40 000,00 €
- Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne : 8 000,00€
- Conseil de Territoire Istres Ouest Provence : 5 000,00 €

Il est précisé que le Bureau de la Métropole, a par délibération n° ECO 029-350/16/BM du 30 juin 2016 approuvé l'octroi d'une subvention de 8 000,00 pour l'ADIE pour les actions menées sur le Conseil de Territoire du Pays Salonnais, ce qui porterait, si le Bureau de la Métropole délibère positivement sur cette proposition, le montant de la subvention allouée à l'ADIE pour l'exercice 2016 à 106 000,00 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 98 000 euros à l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) répartie comme suit :

- Conseil de Territoire Marseille-Provence : 45 000 €,
- Conseil de Territoire du Pays d'Aix : 40 000 €,
- Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne : 8 000€,
- Conseil de Territoire Istres Ouest Provence : 5 000 €.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à l'association ADIE.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux Etats spéciaux de chaque Conseil de Territoire– chapitre 65 – article 6574 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé ».

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 011-938/16/BM

**■ Soutien aux projets de RD collaboratifs retenus par le Fonds Unique Interministériel - Attribution de subventions à deux entreprises du Pays d'Aix et approbation des conventions
MET 16/1773/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

1. Rappel du cadre juridique de la subvention

Par délibération du Conseil communautaire du 14 décembre 2007, la Communauté du Pays d'Aix a décidé de participer au co-financement de projets R&D collaboratifs retenus dans le cadre du Fonds Unique Interministériel (FUI). Ce dispositif d'aide d'État qui fonctionne par appels à projets vise à soutenir l'effort d'innovation et la coopération entre les différents acteurs (PME, grands groupes industriels, organismes de recherche et établissements de formation).

Les projets retenus ont pour objet la création de produits ou de services innovants qui puissent être commercialisés à moyen terme. Ils permettent aux entreprises d'acquérir des savoir-faire et de capter de nouveaux marchés. Dans de nombreux cas, les projets collaboratifs sont l'opportunité pour les PME et TPE de devenir des acteurs reconnus auprès des grands groupes.

La CPA a délibéré sur le principe d'attribution d'aides aux entreprises de son territoire qui participent à ces projets collaboratifs. Les montants sont déterminés au vu de l'assiette du projet, de son intérêt stratégique pour l'entreprise et le territoire et des aides apportées par les autres partenaires institutionnels.

Les projets présentés pour financement au FUI font l'objet d'une expertise technique et financière par les services spécialisés des ministères concernés, en tenant compte des priorités de politique industrielle fixées au niveau national. Les avis techniques donnés par les différents experts sont accessibles aux collectivités, à travers un réseau extranet ouvert aux partenaires institutionnels.

Les projets proposés relèvent du 22^e appel à projets qui ont abouti, à l'échelle nationale, sur 105 projets présentés, au financement de 56 nouveaux projets labellisés par des pôles de compétitivité, pour un financement par l'État de plus de 38,4 M€. Des cofinancements de près de 37,8 M€ devraient être apportés par le FEDER et les collectivités territoriales.

2. Deux projets de R&D au service des filières d'excellence du Pays d'Aix

2.1. Le projet PYWEC labellisé par le Pôle MER et associant la société PYTHEAS TECHNOLOGY (filiale des énergies renouvelables)

PYTHEAS TECHNOLOGY est une TPE qui développe un système innovant de récupération d'énergie des mouvements lents (vents, vagues, courant), pour créer de l'électricité moyennant une génératrice piézoélectrique (création d'un signal électrique sous l'effet d'une force). Cette solution constitue un important verrou technologique pour

favoriser la rentabilité des filières des énergies renouvelables.

Labellisé par le pôle MER, le projet PYWEC a pour ambition de développer une génératrice innovante adaptée aux énergies renouvelables pour le segment des moyennes puissances (15-300kW) et pour une application dans plusieurs domaines, en particulier les filières éolienne, hydrolienne, hydroélectrique et houlomotrice. Les principaux objectifs du projet sont de développer un démonstrateur de la génératrice, de tester ce démonstrateur en environnement contrôlé puis en milieu marin et ainsi de constituer un retour d'expérience de six mois d'exploitation in-situ.

Ce projet est la suite d'un Partenariat Régional d'Innovation (appel à projets dans le cadre des Investissements d'avenir) qui a permis de développer le module élémentaire. Le procédé Pytheas permet d'améliorer le rendement des cristaux piézoélectriques en récupérant l'énergie perdue en déformation élastique. Chaque tour de turbine produit la même quantité d'énergie, quelle que soit la vitesse de rotation, progrès important au regard de l'existant. Le système sera testé en atlantique sur le site du SEM-REV (site d'expérimentation de l'Ecole Centrale Nantes disposant de tous les équipements en mer et à terre permettant la mise au point, en conditions opérationnelles, des systèmes de récupération des énergies marines issues principalement de la houle et du vent offshore).

Classé 1 (prioritaire et stratégique) par l'Etat, le projet associe cinq partenaires autour du porteur de projet PYTHEAS TECHNOLOGIE : le CEA (site de Cadarache) sera chargé de développer l'électronique de puissance qui permet d'exporter l'énergie, en s'appuyant sur quatre laboratoires différents. La PME GEPS Techno se chargera de la mise à disposition et de l'adaptation du flotteur IHES (prototype de plateforme autonome industrielle); le laboratoire de Centrale Nantes gèrera les essais en mer et le benchmark houlomoteur ; le laboratoire ENSTA Bretagne sera en charge de la conception et optimisation des pièces en composite ; et enfin le groupe DCNS fera l'analyse technico-économique en matière d'EMR (énergies marines renouvelables) et la mise en ferme.

Les retombées économiques attendues sont les suivantes : trois brevets sont envisagés: deux pour PYTHEAS Technology et un pour le CEA. Le chiffre d'affaire prévisionnel de PYTHEAS Technology à l'horizon 2020 est de 7,1M€. Le nombre prévisionnel d'emplois créés par le programme et à un horizon de cinq ans à partir de la commercialisation est de 20 (3 pour GEPS Techno, 17 pour PYTHEAS Technology).

Les fondateurs de PYTHEAS Technology ont bénéficié du Dispositif d'Amorçage de Provence. L'entreprise est basée aujourd'hui sur le site de la pépinière d'entreprises innovantes de Meyreuil, et

regroupe presque une dizaine de personnes. Le financement demandé par la société PYTHEAS est de 323.109 €. La Région PACA a manifesté lors du comité final des financeurs du 5 juillet 2016 son intention de soutien à la société Pytheas. Il semble important de poursuivre l'accompagnement de cette entreprise prometteuse, qui vient par ailleurs de réaliser une levée de fonds importante. C'est pourquoi, il est proposé une subvention de 100.000 €, afin de compléter le besoin de financement de la société sur ce projet.

2.2. Le projet AIRCLEAN labellisé par le Pôle SAFE et associant la société ECOLOGICSENSE (filiales aéronautique et environnement)

AIRCLEAN est un projet de R&D dédié au traitement de l'air en cabine, qui vise à améliorer le confort et la santé du personnel naviguant et des passagers. La qualité de l'air devient un argument commercial majeur, qui devrait influencer fortement les choix technologiques des futurs avions. Une norme fixant les teneurs limites des contaminants/polluants en cabine est ainsi en cours d'élaboration.

L'idée conductrice de ce projet est de faire monter en maturité l'ensemble des briques technologiques, en adressant toutes les sources de polluants :

- L'ozone et les COV (Composés Organiques Volatils) provenant de l'extérieur seront éliminés à basse température par voie catalytique via des équipements fonctionnalisés.
- Les COV et bio-contaminants générés dans la cabine d'avion seront traités par voie catalytique et/ou photocatalytique.
- Le contrôle du taux de CO₂ présent dans la cabine sera assuré par une solution de séparation et de captation.
- Des solutions pour mesurer la concentration de gaz polluants (COV, CO₂ et O₃) seront étudiées.

Les équipements développés seront intégrés dans les systèmes d'air LIEBHERR, afin d'adresser dans le futur l'ensemble des segments d'avion : aviation commerciale, régionale et d'affaires. A l'issue du projet, l'exploitation des résultats dans l'aéronautique sera assurée par les partenaires industriels du consortium via la commercialisation des systèmes d'air LIEBHERR.

Le consortium regroupe 11 partenaires au total : deux grands groupes (Saint-Gobain et Liebherr), quatre PME (dont Ecologic Sense), un ETI et quatre laboratoires de recherche, originaires de différentes régions. Chacun des partenaires est affecté à des tâches précises.

A l'issue du projet, une phase d'industrialisation sera engagée dès 2020, afin de créer des retombées économiques à partir de 2022. Le marché principal sera l'aéronautique : les solutions développées

permettront d'assurer des retombées sur l'ensemble des segments d'avion avec 16 500 équipements et 25 000 capteurs sur la période 2022-2031. Par ailleurs, des retombées sont également attendues avec les applications pour la qualité de l'air intérieur dans les bâtiments/habitats, mais aussi pour le transport terrestre (ferroviaire, automobile, bus/cars...). L'ensemble des retombées économiques pour ces deux marchés, attendues pour l'ensemble des partenaires industriels, dépasse 186 M€ avec la création de plus de 130 emplois directs, pour la période 2022-2031.

L'entreprise ECOLOGICSENSE est basée à Rousset et emploie 16 personnes. Dans le cadre du projet AIRCLEAN, Ecologicsense développera et fournira les capteurs de gaz embarqués (O3,COV,CO2). L'entreprise estime qu'entre 2022 et 2031, ce projet permettra l'embauche de six personnes, et lui donnera par ailleurs l'accès au marché de l'aéronautique, qui représente pour elle un marché nouveau à fortes potentialités commerciales. C'est pourquoi, il est proposé de soutenir Ecologicsense à hauteur de 60 000€ sur ce projet, sachant que l'entreprise est déjà aidée par ailleurs sur d'autres projets par la collectivité (projet P-AIR sur la mesure de la pollution liée aux particules fines et projet Mimesys sur la détection des moisissures invisibles dans des sites patrimoniaux).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2007_A444 du Conseil communautaire de la CPA du 12 décembre

2007 relative à la mise en place d'un dispositif de cofinancement de projets R&D labellisés par les Pôles de compétitivité et retenus dans le cadre du Fonds Unique Interministériel ;

- la délibération n°2009_A103 du Conseil communautaire de la CPA du 26 juin 2009 modifiant les conditions de versement des subventions attribuées au titre de l'abondement du FUI ;
- la délibération n° 2010_B229 du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2010 approuvant la nouvelle convention cadre autorisant les collectivités à abonder le Fonds Unique Interministériel ;
- la décision de l'État en date du 29 juillet 2016 concernant la sélection de 56 projets de R&D collaboratifs au titre du 22^e appel à projets du FUI ;
- La délibération HN 009-011/16/CC du Conseil de Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions pour un montant total de 160.000 € à deux entreprises du Pays d'Aix, au titre de leur participation à un projet de R&D collaboratif retenu par le Fonds Unique Interministériel, selon la répartition suivante :

AAP	Projet	Labellisation	Société	Montant
22	PYWEC	MER	PYTHEAS TECHNOLOGY	100.000 €
22	AIRCLEAN	SAFE	ECOLOGICSENSE	60.000 €
TOTAL				160.000€

Article 2 :

Sont approuvées les conventions ci-annexées, avec les entreprises susvisées.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole sur la ligne 3A/61/20421.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 012-939/16/BM

■ Participation de la Métropole d'Aix-Marseille au fonctionnement de l'association - Club des Centres de Contact de la Région PACA - (C3 PACA) et approbation d'une convention MET 16/1633/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les métiers de la relation client représentent aujourd'hui une filière à part entière employant plus de 273 000 personnes en France. La région Provence-Alpes-Côte-d'Azur dispose d'un des plus forts potentiels dans le secteur avec 20 000 emplois dont plus de 6.000 sur le bassin Marseillais, et plus de 1 700 créations de poste depuis 2009. Malheureusement la filière souffre d'un déficit d'images et de préjugés, ce qui a des conséquences sur l'attractivité du métier et entraîne de sérieux freins à l'embauche. D'autre part la profession n'est pas structurée et manque de représentativité. Enfin il convient de valoriser l'attractivité de la Métropole en communiquant activement sur la profession.

Les actions de C3 PACA s'inscrivent dans le cadre des déclinaisons régionales de l'accord-cadre conclu le 14 décembre 2004 sous l'égide de Jean-Louis Borloo, ministre de l'Emploi, qui engageait les entreprises du secteur de la relation client à promouvoir la formation et à créer un label social pour favoriser l'emploi durable et la professionnalisation du secteur.

Depuis sa création fin 2011, les actions prioritaires de C3 PACA ont été de :

- centraliser l'ensemble des informations liées au secteur,
- d'effectuer un travail « ressource » d'identification et de qualification de tous les acteurs régionaux et de leurs domaines d'intervention,

- de créer et de cimenter un véritable réseau avec l'ensemble des acteurs de la profession.

La mise en œuvre de ces actions a permis à C3 PACA :

- d'établir des liens de proximité avec l'ensemble des acteurs de la filière
- de poser les bases de réelles synergies à développer à court et moyen terme,
- de constituer un fichier ressource,
- de se positionner comme un outil structurant au service de la profession.

Les principaux axes de travail de l'association sont :

- la valorisation des métiers de la filière relation client,
- la structuration, l'animation et le développement de la filière relation client,
- la mise en place de la Plateforme de recrutement de la relation client.

BILAN 2015

C3 PACA totalise 40 adhérents.

L'association a mené des actions en 2015 autour de deux axes :

1/ Mise en place d'actions d'information et de sensibilisation auprès du public :

- Infos Métiers : Reconduction de la convention de partenariat avec la Cité des Métiers en 2015. C3 PACA a animé une Info Métier tous les derniers mardi de chaque mois soit 10 infos métiers sur l'année 2015 (environ une quinzaine de candidats par infos métiers).
- Animation d'Infos Métiers à destination des référents de l'emploi : Pôle Emploi, la Mission locale, la mission « insertion » du Conseil départemental des Bouches du Rhône. Des organisations de rencontres avec les référents de l'emploi ont également eu lieu : Une rencontre dans le Centre de Relation Client PRODIRECT a été organisée le 2 juillet 2015 avec une vingtaine de conseillers insertion de la Mission Locale de Marseille. Objectifs de cette rencontre : développer leur expertise sur les métiers de la relation client. Une deuxième rencontre s'est déroulée le 23 juillet 2015 dans le centre de relation client d'EDF avec une quinzaine de référents de l'emploi de la Mission Locale.

2/ Fédérer et animer le réseau des entreprises de la relation client

- 4 rencontres avec intervention d'experts ont été proposées au cours de l'année 2015 et 3 visites de site avec organisation de table ronde ont été proposées sur l'année 2015 : Visite du site d'Orange, d'AG2R la Mondiale et de de la Poste.
- Des évènements :
C3 PACA a organisé la 4^{ème} édition des « journées de la relation client le mercredi 18 novembre 2015 à la Cité des Métiers. Cette journée déclinée en tables ronde le matin et job dating l'après-midi a attiré plus de 800 candidats à l'emploi. Une dizaine d'entreprises étaient présentes avec environ 80 offres d'emplois proposées.
- Accueil de la première étape régionale du Road Show « Comment atteindre l'Excellence de la Relation Client par les compétences » : Conférences sur l'excellence de la relation client, présentation et promotion du Livre Blanc du Think Tank Excellence.

Programme 2016

C3 PACA a été retenu par l'institut National de la Relation Client (INRC) pour porter une expérimentation de plateforme multisectorielle de la Relation Client dont le principal objectif est de répondre aux besoins en recrutement de cette filière relation client.

La mise en place de la plateforme de recrutement est un dispositif au service des entreprises de la Relation Client et des demandeurs d'emplois. Les métiers concernés sont diversifiés : Conseiller clientèle, conseiller technique, Conseiller de recouvrement, conseiller après-vente, conseiller commercial, web-conseiller, télévendeur.

Le projet a pour ambition :

- D'apporter une réponse concrète aux besoins en recrutement des entreprises de la Relation Client en Région PACA

- De construire une dynamique partenariale en faveur de l'emploi en s'appuyant sur les différents acteurs de la filière
- D'accompagner la création de parcours professionnels et le reclassement de salariés
- De favoriser l'intégration durable des publics

Le caractère « innovant » de cette "Plateforme" réside dans la combinaison, au sein d'un dispositif unique, de l'ensemble des acteurs, démarches, initiatives, en faveur de l'emploi, qui existent de façon « fragmentée » sur le territoire pour une seule et même filière.

L'autre innovation de ce dispositif tient dans le fait d'être une interface de recrutement entre les entreprises et les partenaires de l'emploi avec entre autre un guichet unique dédié aux entreprises de cette filière.

- 20 entreprises signataires et adhérentes (mai 2016)
- Signature de 8 conventions avec les partenaires de l'emploi (Pôle Emploi, Mission locale d'Aix et Marseille, PLIE, Cap Emploi, FACE, CCIMP, et Conseil départemental)

La plateforme utilisera en premier lieu toutes les mesures de droit commun alimentées par son expertise et sa connaissance de la Relation Client. L'utilisation de dispositif type préparation opérationnelle à l'emploi (POE), action de formation préalable au recrutement (AFPR) ou contrat de professionnalisation sera privilégié. Les organismes qui mettront en place ces actions devront avoir eu au préalable la reconnaissance de la filière (« INRC School ») pour s'assurer que les actions dispensées sont en parfaite cohérence avec les attentes des entreprises.

Programme d'action prévisionnel 2016

Le budget prévisionnel 2016 de l'association C3 PACA s'élève à 225.000 euros (175.000 euros en 2015).

Cette augmentation de budget est liée à la montée en puissance de la plateforme.

- **Budget prévisionnel présenté par l'association**

Les dépenses par grands postes	BUDGET TOTAL (en euros)
Services extérieurs	23.072
Salaires et charges	175.300
Autres prestations	26.628
TOTAL	225.000
Les recettes sollicitées	
Région PACA	100.600
CD13	44.500
Métropole CT1	60.000
Privé	19.900
TOTAL	225.000

Les actions proposées par C3 PACA s'inscrivent dans les orientations de la Métropole.

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'attribuer au titre de l'année 2016 une subvention de 10.000 euros à l'association C3PACA et d'approuver la convention ci-annexée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil du Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- L'intérêt de soutenir la création et le développement des TPE innovantes de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, en leur proposant des locaux et services adaptés ainsi qu'un accompagnement renforcé ;
- L'enjeu majeur que représente cette opération pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en termes de développement économique et d'emplois ;
- La cohérence avec la stratégie de développement économique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de ville intercommunal, notamment son pilier « développement de l'activité et de l'emploi » ;
- Qu'il appartient à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'approuver la participation au fonctionnement de l'association C3PACA à hauteur de 10 000 euros.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 10.000 euros à l'association C3PACA au titre de l'année 2016.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à l'association C3PACA.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Chapitre 65 – Article 6574 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Emploi,
Formation professionnelle,
Insertion"***

EMP 001-940/16/BM

**■ Demande de subvention à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Conseil de Territoire du Pays de Martigues
MET 16/1406/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière d'emploi, formation et insertion la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues fusionnée au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, a impulsé en 2002 puis en 2008, la création et le renouvellement d'un Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi.

Elle a mis en œuvre depuis le 1er janvier 2013, le protocole 2013-2017 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi, signé par la DIRECCTE Provence-Alpes-Côte d'Azur Service Europe pour le Fond Social Européen, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, et le Conseil Départemental 13.

Cofinancé par les partenaires signataires, le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi bénéficie de financements européens dans le cadre du programme 2014-2020 « Emploi et Inclusion ».

Les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi s'inscrivent dans le Cadre de Référence Stratégique National de la France.

Ce cadre définit les orientations stratégiques pour contribuer à la politique de cohésion économique et sociale financée par les fonds structurels européens, dont le Fond Social Européen.

Les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi sont un des instruments inscrits dans l'orientation stratégique du soutien de l'emploi, de la valorisation du capital humain et de l'inclusion sociale.

Cinq des sept priorités de cette orientation stratégique concernent les PLIE :

- Contribuer à l'adaptation des travailleurs et des entreprises aux mutations économiques,
- Améliorer l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi,
- Renforcer la cohésion sociale et lutter contre les discriminations pour l'inclusion sociale,
- Investir dans le capital humain (formation et adaptation pédagogique aux publics PLIE),
- Développer des partenariats et la mise en réseau pour l'emploi et l'inclusion.

La loi d'orientation n°98-657 du 29 Juillet 1998, relative à la lutte contre les exclusions précise que le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi constitue un dispositif de mise en cohérence des interventions publiques au plan local afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté.

A ce titre, le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi a pour fonction non seulement d'être une plate-forme partenariale au sein de laquelle se coordonnent les programmes et les actions en matière d'emploi et d'insertion, mais aussi d'individualiser les parcours d'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter une subvention d'un montant de 40 500 euros auprès de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, pour la Mise en Œuvre de la fonction Ingénierie de Projet dans le cadre du Plan local pour l'Insertion et l'Emploi.

Article 2 :

La recette de 40 500 euros est affectée en recette de fonctionnement au chapitre 74 Nature 7472 du budget de la Métropole 2016.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention attributive de subvention ainsi que l'ensemble des documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 002-941/16/BM

**■ Demande de subvention au Conseil Régional Provence-Alpes-Côtes-d'Azur dans le cadre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) du Pays d'Aix
MET 16/1565/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi d'orientation n°98-657 du 29 juillet 1998, relative à la lutte contre les exclusions et la circulaire DGEFP 99-40 du 21 décembre 1999 précise que les « Plan

Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) » constituent des dispositifs de mise en cohérence des interventions publiques au plan local afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté.

Le PLIE s'inscrit dans le Cadre de Référence Stratégique National de la France (CRSN), qui définit les orientations stratégiques pour contribuer à la politique de cohésion économique et sociale, financée par les fonds structurels européens, dont le Fonds Social Européen.

Le PLIE du Pays d'Aix a donc pour fonction, non seulement d'être une plate-forme partenariale au sein de laquelle se coordonnent les programmes et les actions en matière d'emploi et d'insertion, mais aussi d'individualiser les parcours d'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi et de favoriser leur retour à l'emploi durable.

Cette coordination s'articule autour des trois axes suivants :

- Renforcer les structures qui accueillent, orientent et suivent les publics susceptibles d'intégrer les actions du PLIE,
- améliorer la qualification des participants du PLIE par la construction d'étapes d'insertion, grâce aux structures d'insertion par l'activité économique,
- développer les partenariats avec des entreprises et des organisations socioprofessionnelles, permettant aux participants d'engager leur parcours d'insertion, en tenant compte de la réalité du marché local du travail.

Les objectifs du PLIE du Pays d'Aix sont donc d'assurer une ingénierie technique et financière des actions et des dispositifs locaux contribuant à la mise à l'emploi de ses participants.

Le protocole du quatrième PLIE du Pays d'Aix, pour les années 2013-2017, approuvé par délibération 2012_A182 du Conseil de Communauté de la CPA du 29 novembre 2012, prévoit, dans son article 11, les contreparties financières des différents partenaires signataires, dont le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Dans le cadre des missions conduites par le PLIE du Pays d'Aix, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sollicite le renouvellement de la subvention annuelle auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, au titre de l'ingénierie de projet, sur le volet « relation monde économique », mais aussi au titre de la « mise en œuvre des clauses sociales au sein des marchés publics » et dépose un dossier de demande de subvention pour un montant de 50.000€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi d'orientation n°98-657 du 29 juillet 1998, relative à la lutte contre les exclusions et la circulaire DGEFP 99-40 du 21 décembre 1999 précisant que le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) constitue un dispositif de mise en cohérence des interventions publiques au plan local afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n°2000-321 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La délibération n° 2012_A182 du Conseil Communautaire de la CPA du 29 novembre 2012 approuvant les termes du protocole du quatrième PLIE 2013-2017 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter une subvention d'un montant de 50.000 € auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Article 2 :

La recette de 50.000 € sera affectée en recette de fonctionnement sur le service 9 « Fond social Européen » chapitre 74 nature 72 du budget de la Métropole 2016.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les conventions y afférentes.

EMP 003-942/16/BM

■ Demande de subvention au Fonds Social Européen pour le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Conseil de Territoire du Pays de Martigues MET 16/1407/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière d'emploi, formation et insertion la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues fusionnée au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, a impulsé en 2002 puis en 2008, la création et le renouvellement d'un Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi.

Elle a mis en œuvre depuis le 1er janvier 2013, le protocole 2013-2017 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi, signé par la DIRECCTE Provence-Alpes-Côte d'Azur Service Europe pour le Fonds Social Européen, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, et le Conseil Départemental 13,

Cofinancé par les partenaires signataires, le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi bénéficie de financements européens dans le cadre du programme 2014-2020 « Emploi et Inclusion ».

Les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi s'inscrivent dans le Cadre de Référence Stratégique National de la France.

Ce cadre définit les orientations stratégiques pour contribuer à la politique de cohésion économique et sociale financée par les fonds structurels européens, dont le Fonds Social Européen.

Les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi sont un des instruments inscrits dans l'orientation stratégique du soutien de l'emploi, de la valorisation du capital humain et de l'inclusion sociale.

Cinq des sept priorités de cette orientation stratégique concernent les PLIE :

- Contribuer à l'adaptation des travailleurs et des entreprises aux mutations économiques,
- Améliorer l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi,
- Renforcer la cohésion sociale et lutter contre les discriminations pour l'inclusion sociale,
- Investir dans le capital humain (formation et adaptation pédagogique aux publics PLIE),
- Développer des partenariats et la mise en réseau pour l'emploi et l'inclusion.

La loi d'orientation n°98-657 du 29 Juillet 1998, relative à la lutte contre les exclusions précise que le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi constitue un dispositif de mise en cohérence des interventions publiques au plan local afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté.

A ce titre, le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi a pour fonction non seulement d'être une plate-forme partenariale au sein de laquelle se coordonnent les programmes et les actions en matière d'emploi et d'insertion, mais aussi d'individualiser les parcours d'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter un financement du Fonds Social Européen pour l'année 2016 auprès de la DIRECCTE Provence-Alpes-Côte d'Azur à hauteur de 182 029 euros.

Article 2 :

La recette de 182 029 euros est affectée en recette de fonctionnement au chapitre 74 Nature 74771 du budget de la Métropole 2016.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention attributive de subventions ainsi que l'ensemble des documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 004-943/16/BM

■ Demande de concours du Fond Social Européen au titre du programme - Emploi - Inclusion - dans le cadre du PLIE - Dossiers de réponse à l'appel à projets porté par la DIRECCTE PACA - Objectif spécifique 9

MET 16/1562/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi d'orientation n°98-657 du 29 juillet 1998, relative à la lutte contre les exclusions et la circulaire DGEFP 99-40 du 21 décembre 1999 précisent que le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) constitue un dispositif de mise en cohérence des interventions publiques, au plan local, afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté.

Le PLIE s'inscrit dans le Cadre de Référence Stratégique National de la France (CRSN), qui définit les orientations stratégiques pour contribuer à la politique de cohésion économique et sociale financée par les fonds structurels européens, dont le Fonds Social Européen.

La stratégie d'intervention du FSE pour 2014-2020 s'inscrit dans le contexte d'une crise économique et sociale majeure. L'action du fonds vise à corriger les déséquilibres structurels du marché du travail et à faire face aux conséquences de difficultés sociales accrues, engendrées par la crise. Il vise ainsi le retour à l'emploi des demandeurs d'emploi et des inactifs. Le FSE a vocation à couvrir prioritairement les actions

menées au titre des objectifs thématiques 8 – Promouvoir l'emploi et soutenir la mobilité au travail et 9 – Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté.

Le programme opérationnel se décline ensuite en axes stratégiques d'intervention, dont 3 ont été retenus et qui sont les suivants :

- Accompagner vers l'emploi les demandeurs d'emploi et les inactifs, soutenir les mobilités professionnelles et développer l'entrepreneuriat ;
- Anticiper les mutations et sécuriser les parcours professionnels ;
- Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion.

Si le cadre réglementaire européen a été modifié dans son architecture, la philosophie et les résultats attendus confortent l'action des PLIE et permet le développement d'actions nouvelles dans les domaines de l'Insertion par l'Activité Économique et de l'Économie Sociale et Solidaire.

L'action du Territoire du Pays d'Aix, dans le domaine de l'emploi et de l'insertion s'inscrit dans le cadre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (P.L.I.E.), qui repose sur une programmation commune, bâtie avec les services de l'État, de la Région et des Départements des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse, sur les objectifs spécifiques de l'intervention du Fonds Social Européen (F.S.E.).

Le PLIE du Pays d'Aix assure, pour le compte des signataires du Protocole 2013-2017, approuvé par délibération n°2012_A182 du Conseil de Communauté de la CPA du 29 novembre 2012, une ingénierie technique et financière des actions et des dispositifs locaux contribuant à la mise à l'emploi de ses participants. Conformément à l'article 11 du Protocole, le PLIE sollicite les financements du Fonds Social Européen.

Les actions proposées dans ce cadre se retrouvent au sein de l'axe prioritaire 3 « Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion », priorité d'investissement 9i « L'inclusion active, y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi ».

À ce titre, l'État a émis un appel à projets visant à « Assurer l'insertion vers l'emploi des publics les plus défavorisés sur le territoire du Pays d'Aix » au travers des trois Objectifs Spécifiques suivants :

Objectif Spécifique 1 : « Augmentation du nombre de parcours intégré d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi en appréhendant les difficultés rencontrées de manière globale »

Objectif Spécifique 2 : « Mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion »

Objectif Spécifique 3 : « Développer les projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire »

Trois dossiers de demande de subvention ont été déposés dans le cadre de cet appel à projet répondant strictement aux objectifs fixés au sein des 3 objectifs spécifiques (dossiers annexés à la présente délibération).

Objectif spécifique 1 : « Mise en œuvre des parcours individualisés et renforcés vers l'emploi au bénéfice des participants du PLIE », au titre duquel la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sollicite une subvention d'un montant de 545.121,60€.

Objectif spécifique 2 : « Mobilisation renforcée des employeurs facilitant l'accès à l'emploi des personnes en difficultés et mise en œuvre des clauses sociales », au titre duquel la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sollicite une subvention d'un montant de 92.996,88€.

Objectif spécifique 3 : « Développement des projets de coordination et d'animation de l'offre d'insertion dans le champs de l'économie sociale et solidaire », au titre duquel la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sollicite une subvention d'un montant de 42.369,98€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi d'orientation n°98-657 du 29 juillet 1998, relative à la lutte contre les exclusions et la circulaire DGEFP 99-40 du 21 décembre 1999 précisant que le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) constitue un dispositif de mise en cohérence des interventions publiques au plan local afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté ;

- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n°2000-321 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La délibération n° 2012_A182 du Conseil communautaire de la CPA du 29 novembre 2012 approuvant les termes du protocole du quatrième PLIE 2013-2017 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération EMP 006-482/16/BM du Bureau de la Métropole du 30 juin 2016 autorisant le Président à solliciter des fonds européens et notamment du FSE ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter un financement FSE à hauteur de 680.488,46 € relatif aux missions conduites dans le cadre du PLIE du Pays d'Aix ;

Article 2 :

La recette de 680.488,46 € sera affectée en recette de fonctionnement sur le service 9 « Fond social Européen » chapitre 74 nature 788 du budget de la Métropole 2016.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les conventions y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 005-944/16/BM**■ Attribution de subventions aux opérateurs œuvrant dans le champ de l'Insertion et de l'Emploi - Mission Locale Est Etang de Berre MET 16/1827/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Sur le territoire du Pays d'Aix, la MISSION LOCALE EST ETANG DE BERRE développe un projet spécifique dans le champ de l'insertion et de l'emploi.

A ce titre, cette structure sollicite la participation de la Métropole pour une aide financière destinée à la création et au maintien d'étapes de parcours d'insertion à destination des demandeurs d'emploi les plus en difficulté du territoire et des participants du PLIE du Pays d'Aix. Il est proposé d'attribuer cette subvention pour un montant total de 35.000 € afin de maintenir une offre d'insertion de qualité en Pays d'Aix.

Cette proposition s'inscrit dans le droit fil des actions soutenues auparavant par la Communauté du Pays d'Aix selon les 4 axes d'intervention suivants :

- I-** Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des demandeurs d'emploi
- II-** Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique
- III-** Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi
- IV-** Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres et les demandes d'emploi.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans chaque convention de partenariat, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80 %, après notification de la convention attributive de la subvention et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNEE	SUBV° N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBV° SOLLICITE E	SUBV° PROPOSE E	CONV OUI/ NON
Axe 1 : Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des publics demandeurs d'emploi							
GIP	MISSION LOCALE EST ETANG DE BERRE	Proximité, mobilité, égalité d'emploi	35.000 €	69.690 €	35.000 €	35.000 €	OUI
Axe 2 : Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique							
Axe 3 : Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi							
Axe 4 : Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres des entreprises et les demandeurs d'emploi							
TOTAL					35.000 €	35.000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 001-541/6/16/CM du Conseil de Métropole du 30 juin 2016 portant approbation du Pacte de Gouvernance Financier et Fiscal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération HN009-11/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention dans le champ de l'insertion et de l'emploi pour le territoire du Pays d'Aix pour un montant total de 35.000 € à la MISSION LOCALE EST ETANG DE BERRE.

Article 2 :

Est approuvée la convention annuelle d'objectifs 2016 à conclure entre et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'association.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et à prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour un montant de 35.000 € sur le service 8 « Insertion et Emploi ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 006-945/16/BM

**■ Attribution de subventions aux opérateurs oeuvrant dans le champ de l'Insertion et de l'Emploi - COSENS
MET 16/1826/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Sur le territoire du Pays d'Aix, COSENS développe un projet spécifique dans le champ de l'insertion et de l'emploi.

A ce titre, cette structure sollicite la participation de la Métropole pour une aide financière destinée à la création et au maintien d'étapes de parcours d'insertion à destination des demandeurs d'emploi les plus en difficulté du territoire et des participants du PLIE du Pays d'Aix. Il est proposé d'attribuer cette subvention pour un montant total de 15.000 € afin de maintenir une offre d'insertion de qualité en Pays d'Aix.

Cette proposition s'inscrit dans le droit fil des actions soutenues auparavant par la Communauté du Pays d'Aix selon les 4 axes d'intervention suivants :

- V-** Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des demandeurs d'emploi
- VI-** Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique
- VII-** Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi
- VIII-** Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres et les demandes d'emploi.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans chaque convention de partenariat, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80 %, après notification de la convention attributive de la subvention et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNEE	SUBV° N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBV° SOLLICITE E	SUBV° PROPOSE E	CONV OUI/ NON
Axe 1 : Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des publics demandeurs d'emploi							
237	COSENS	Service d'amorçage de projets Citélabs Vitrolles	15.000 €	38.500 €	15.000 €	15.000 €	OUI
Axe 2 : Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique							
Axe 3 : Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi							
Axe 4 : Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres des entreprises et les demandeurs d'emploi							
TOTAL					15.000 €	15.000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 001-541/6/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant approbation du Pacte de Gouvernance Financier et Fiscal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN009-11/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention dans le champ de l'insertion et de l'emploi pour le territoire du Pays d'Aix pour un montant total de 15.000 € à COSENS.

Article 2 :

Est approuvée la convention annuelle d'objectifs 2016 ci-annexée à conclure entre et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'association.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et à prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour un montant de 15.000 € sur le service 8 « Insertion et Emploi ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Où le rapport ci-dessus,

**Commission "Transports,
Déplacements et Accessibilité"**

TRA 001-946/16/BM

■ **Sollicitation du FEDER pour le cofinancement
de l'opération d'acquisition d'un SAEIV pour le
réseau de transport du Territoire du Pays d'Aix
MET 16/1542/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Dans un objectif d'amélioration de la qualité de service rendu à l'usager et d'optimisation de son réseau de transports public, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix, fait l'acquisition d'un Système d'Aide à l'Exploitation et à l'Information Voyageurs (SAEIV) pour les lignes urbaines du réseau Aix en Bus, les lignes interurbaines ou intercommunales qui desservent les 36 communes du Territoire du Pays d'Aix et pour les dessertes scolaires.

Ce dispositif doit permettre :

- de disposer en temps réel d'informations sur le réseau de transport,
- d'améliorer la régulation des services et de gérer les aléas,
- d'organiser l'affectation des quais en gares routières et dans les pôles d'échanges,
- d'informer les voyageurs en temps réel,
- de réaliser des campagnes de communication auprès des usagers,
- de moderniser le système billettique,

- de gérer les priorités des lignes de transport en commun en lien avec le PC de régulation des carrefours à feux.

Une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage engagée a préconisé d'acquiescer le SAEIV proposé par la Centrale d'Achat des Transports Publics de l'association nationale AGIR qui regroupe des transporteurs indépendants ; cette solution permet :

- un marché négocié par la centrale d'achat à un prix compétitif,
- une solution standardisée dont les fonctionnalités répondent aux attentes de l'autorité organisatrice de la mobilité durable,
- un déploiement rapide sur tous les réseaux de transports du Pays d'Aix, ne nécessitant pas de développement supplémentaire.

Le projet SAEIV fait donc l'objet de 2 marchés concernant :

- une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'acquisition d'un SAEIV (12UF015), appel d'offre N°146AM013 (durée 29 mois à compter du 6 mai 2015) ;
- l'acquisition du SAEIV (12UF016), accord-cadre N°2014/07 (durée 26 mois hors délais de validation).

Le déploiement du SAEIV a commencé et se poursuivra pendant toute l'année 2017.

Les opérations subventionnées par le FEDER peuvent faire l'objet d'un commencement d'exécution, mais ne doivent pas être achevées à la date de dépôt du dossier.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du fonds structurel FEDER de l'Union Européenne, dans le cadre de l'appel à proposition relatif au Programme Opérationnel FEDER/FSE 2014-2020 Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur « Augmenter le report modal sur les transports collectifs » (Axe 3 : OT4-PI 4 e), susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 4 246 350,00 € HT

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Métropole d'Aix-Marseille-Provence	50 %	2 123 175 euros
FEDER	50 %	2 123 175 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Règlement délégué (UE) n° 240/2014 de la Commission du 7 janvier 2014 relatif au code de conduite européen sur le partenariat dans le cadre des Fonds structurels et d'investissement européens ;
- Le Règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;
- L'Accord de Partenariat adopté par la Commission européenne le 4 août 2014 ;
- Le Décret n°2014-580 du 3 juin 2014 fixant les conditions dans lesquelles l'Etat confie la gestion de tout ou partie des fonds européens soit en qualité d'autorité de gestion soit par délégation de gestion pour la période 2014-2020 ;
- La délibération n° 2015_A248 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 12 novembre 2015 approuvant l'acquisition d'un SAEIV ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Pour la réalisation de l'opération d'acquisition d'un SAEIV pour le réseau de transport du Territoire du Pays d'Aix de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du fonds structurel FEDER de l'Union Européenne, dans le cadre de l'appel à proposition relatif au Programme Opérationnel FEDER/FSE 2014-2020 Région Provence Alpes Côte d'Azur « Augmenter le report modal sur les transports collectifs » (Axe 3 : OT4-PI 4 e), ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe « Transport » de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Section d'investissement – Nature : 1317 Budget communautaire et fonds structurels.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 002-947/16/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association Etincelle 2000
MET 16/1545/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Etincelle 2000, reconnue d'intérêt général, sollicite une participation de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence afin de pérenniser les actions en faveur des personnes en situation de handicap pour faciliter leur insertion sociale : aides administratives, service d'aide à la mobilité, sensibilisation au handicap...

La CPA avait attribué une subvention de 4 000 € en 2014 et de 5 000 € en 2015 à cette association. Dans le cadre de la Commission Transports, déplacements, accessibilité de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, il est proposé d'attribuer une subvention totale de 6 000 €, co-financée pour partie par la Mission Handicaps à hauteur de 2 000 € et 4 000 €, par la Direction Générale Adjointe Mobilité, Déplacements, Transports.

L'association Etincelle 2000, association de type loi 1901, est basée à Gardanne et existe depuis décembre 1999. Elle compte 189 adhérents,

domiciliés sur l'ensemble des communes du territoire du Pays d'Aix et du bassin minier de Provence ; elle intervient sur le périmètre du département.

Elle propose aux personnes titulaires de la carte d'invalidité à 80 % résidant sur le bassin minier ou sur le territoire du Pays d'Aix et adhérentes de l'association, les services suivants :

- Aide administrative et aide de financement,
- Sortie à thème et ateliers,
- Sensibilisation au handicap (non voyant et fauteuil) avec atelier adapté selon les publics,
- Transports liés aux activités de loisirs, professionnelles et aux démarches administratives (hors scolaire et médical) sur Gardanne et sur le bassin minier et par extension à l'ensemble du

territoire du Pays d'Aix, voire du département des Bouches-du-Rhône.

L'association fonctionne sur la base du bénévolat (en dehors des conducteurs accompagnateurs salariés). Elle a été reconnue d'intérêt général en mars 2013. L'association est en contact avec d'autres associations comme le réseau PARCOURS et l'APAF qui orientent vers elle les personnes handicapées pour faciliter leur socialisation.

Concernant le service de transport, une participation aux frais est demandée au bénéficiaire du service à hauteur de 0,33 € du kilomètre (0,40€/km le dimanche).

L'association est subventionnée par la Commune de Gardanne, le Conseil Départemental 13 et la Région PACA ainsi que par l'Etat (équipement).

N ° GU	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget 2015 global de l'association	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs oui/non
2016-00762 et 2016_00833	Etincelle 2000	Insertion sociale des PMR Mobilité des PMR	5 000 €	137 193 €	6 000 €	6 000 €	non

Pour l'année 2016, l'association sollicite une participation financière du territoire du Pays d'Aix pour lui permettre de pérenniser ses actions en faveur de l'insertion et de la mobilité pour tous.

Un co-financement de la Mission Handicaps et de la DGA Mobilité, Déplacements, Transports est proposé pour assurer le développement d'actions à vocation communautaire :

- la Mission Handicaps subventionne à hauteur de 2 000 € le projet
- la DGA Mobilité, Déplacements, Transports le subventionne à hauteur 4 000 € .

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 6 000 € à l'association Etincelle 2 000.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits du Budget Annexe des transports, Nature 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 003-948/16/BM

**■ Approbation de la convention avec la société TOTEM Mobi définissant les modalités d'abonnement au service Electra pour les usagers de TOTEM Mobi
MET 16/1577/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La communauté urbaine Marseille Provence Métropole a adopté le 26 octobre 2012 son Plan Climat-Energie Territorial (PCET) et le 28 juin 2013 son Plan de Déplacements Urbains (PDU) qui visent, notamment, à réduire les émissions de gaz à effet de serre et la part modale des véhicules thermiques.

C'est avec ce double objectif que MPM a décidé le 8 juillet 2011, délibération DDIP 003-508/11/CC, de lancer un projet d'installation de stations de recharges pour Vélos à Assistance Electrique (VAE) et de bornes pour voitures électriques sur tout son territoire appelées « Station Electra ».

Ce service offre une recharge gratuite pour les usagers qui disposent d'une carte sans contact (carte Transpass ou autre carte sans contact nominative

acceptée par Electra) et qui se sont inscrits pour bénéficier de ce nouveau service.

Les bornes de recharges pour véhicules électriques sont déployées principalement dans les parkings collectifs (publics ou privés) et sur le domaine public où des places de stationnements réservées sont créées. Mais elles peuvent aussi, selon les cas, être installées sur le domaine privé d'entreprises ou d'associations si ces dernières acceptent de rendre accessibles au public les places équipées.

Le « service voiture/utilitaire » de Station Electra est accessible à toute personne pouvant justifier de l'usage d'une voiture ou d'un utilitaire électrique en renvoyant un dossier aux services de la Métropole.

Totem Mobi propose des voitures électriques Twizy en libre-service (application smartphone totem.mobi) pour les trajets quotidiens en complément des transports en commun et vise un déploiement de 1 000 Twizy d'ici 2020 sur la Métropole d'Aix-Marseille dans les centres-villes (Marseille, Aix, Aubagne, Marignane, etc.), pôles d'échange (gares SNCF, gares routières, aéroport, etc.), zones d'activité, campus universitaires, etc.

Totem Mobi a souhaité que ses abonnés qui utilisent des Twizy électriques puissent les recharger sur les bornes Station Electra. Or, le système de gestion du contrôle d'accès aux bornes d'Electra prévoit, par mesure de sécurité, que seul l'abonné qui a branché le véhicule puisse ensuite débrancher le véhicule. Ce dispositif ne permet donc pas aux usagers du service Totem Mobi d'utiliser les bornes Electra puisque celui qui récupère une voiture n'est pas celui qui l'a garé sur la place de stationnement.

Par conséquent, il est proposé d'adapter le fonctionnement des bornes Electra au mode d'usage imposé par les entreprises disposant d'une flotte de véhicules avec de multiples utilisateurs du type de Totem Mobi.

Un nouveau type de service Electra pour les Abonnés de Totem Mobi va être mis en place. Il permet à tous les abonnés Electra au « service Totem Mobi » de brancher un véhicule ou de débrancher un véhicule mis en charge par un autre titulaire du même service Electra. Ce service sera accessible à toute personne qui est un abonné de Totem Mobi. C'est Totem Mobi qui validera que le nouvel abonné est bien un usager de Totem Mobi.

Cette convention est sans incidence financière entre la Métropole et la société Totem Mobi.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération DDIP 003-508/11/CC du 8 juillet 2011 portant approbation du projet pour la réalisation de stations de mobilité douce multimodale sur le territoire communautaire
- La délibération DDIP 001-644/12/CC du 26 octobre 2012, du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole, portant approbation du Plan Climat Energie Territorial de MPM ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que, dans le cadre de la convention avec la société Totem Mobi définissant les modalités d'abonnement au service Electra pour les usagers de Totem Mobi, il convient de redéfinir les modalités d'abonnement au service Electra pour les usagers de Totem Mobi,

- Qu'il convient d'adapter le fonctionnement des bornes Electra au mode d'usage imposé par les entreprises disposant d'une flotte de véhicules avec de multiples utilisateurs du type de Totem Mobi.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec la société « Totem Mobi ».

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 004-949/16/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Automobile Club d'Aix-en-Provence et du Pays d'Aix pour l'organisation d'un service de covoiturage et approbation d'une convention MET 16/1546/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Automobile Club d'Aix-en-Provence et du Pays d'Aix a créé un service dénommé «A.C.A. Covoiturage» en 2006. Elle propose un service de mise en relation gratuit entre un conducteur et plusieurs passagers.

Pour ce faire, elle a mis en place un site internet et un accueil téléphonique permanent avec un numéro de téléphone spécifique.

L'association dispose aussi d'une application pour les smartphones et une application webmobile qui sont téléchargeables sur le site d'ACA covoiturage.

En 2015, elle a fait évoluer le site d'inscription de covoiturage en modifiant l'ergonomie de la recherche de trajets.

Des outils de communication ont été créés en direction des différents public-cible. Durant toute l'année, l'équipe d'ACA covoiturage s'investit dans de nombreuses animations sur le terrain mais aussi via les médias (presse, radio, campagnes d'affichage).

Le territoire du Pays d'Aix a décidé d'apporter son soutien au dispositif mis en place par l'association ACA co-voiturage parce que contrairement aux sites nationaux qui s'adressent aux déplacements occasionnels et payants compris entre 80 et 300 km, la démarche proposée par ACA est tout autre.

En effet ce service, gratuit pour les adhérents de l'ACA, vise majoritairement à mettre en relation des personnes pour des déplacements domicile-travail. Le covoiturage domicile-travail ne représente en France que 3% des déplacements, il est aujourd'hui difficile à développer eu égard aux modes de vie.

Il concerne principalement les personnes travaillant dans une même entreprise ou de façon plus rare sur une même zone d'activités. Les trajets sont en général supérieurs à 20 km. Ce service permet à des personnes qui ne disposent pas de permis de conduire ou de véhicule ou encore qui rencontrent des contraintes de stationnement sur leur lieu de travail, d'effectuer en covoiturage leurs déplacements domicile travail.

L'association a ainsi développé des produits spécifiques à cette problématique. Elle propose notamment des sous groupe d'utilisateurs permettant de créer des équipages en fonction soit d'une entreprise spécifique, soit de la zone de travail des covoitureurs.

De plus, elle participe aux démarches PDIE organisées par les associations de zones d'activités génératrices d'emplois sur le Pays d'Aix tel que le PAAP, le GIVHA ou encore des structures particulières comme le CEA et propose à la demande, des animations de promotions de covoiturage dans les entreprises ou groupement d'entreprise. A ce jour, douze entreprises se sont associées aux services de covoiturage pour proposer à leurs salariés une alternative à la voiture individuelle. On dénombre plus de 8 956 inscrits dont 1600 salariés pratiquent le covoiturage dans le cadre des PDE en 2016.

Au titre de l'année 2016, l'association propose d'étendre le service de covoiturage au-delà du territoire du Pays d'Aix et de poursuivre la promotion de la nouvelle plate-forme auprès des entreprises et du grand public.

▪ **Pour les subventions au titre de manifestations :**

N° GU	+ DateManifestation	Association	Domaine d'activités	N-1Subvention	Budget global de la manifestation	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Oui/nonConvention d'objectifs
2016 0080	/	ACA	Déplacement	14 000 €	40 000 €	15 000 €	15 000 €	oui*

** Par ailleurs l'association bénéficie pour l'année 2016 d'une subvention d'un montant de 25 000 € au titre de l'organisation des semaines de la sécurité routière. Ce qui porte à 40 000 € le montant total sollicité.*

Au vu de l'intérêt que présente cette action, la Métropole se propose d'apporter un soutien à hauteur de 15 000 € à cette association, soit au total 38% du budget annuel de l'action.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 15 000 € à l'Automobile Club d'Aix-en-Provence et du Pays d'Aix.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée, conclue avec l'Automobile Club d'Aix-en-Provence et du Pays d'Aix.

Article 3 :

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur la ligne de crédits n°2223 Nature 6574 inscrits à la section de fonctionnement du Budget Annexe des transports.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 005-950/16/BM

**■ Approbation de la convention cadre relative aux modifications d'ouvrages nécessitées par la réalisation de l'opération du Bus à Haut Niveau de Service d'Aix-en-Provence, entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et les opérateurs/concessionnaires de réseaux
MET 16/1543/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La réalisation des travaux d'aménagement de la ligne B du BHNS d'Aix-en-Provence nécessite qu'il soit procédé à la modification d'une partie des ouvrages des concessionnaires afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la ligne B du BHNS d'Aix-en-Provence, et son exploitation future.

Afin de préciser le schéma global des rôles et responsabilités, le contenu et la procédure d'élaboration du projet technique de référence, le calendrier de réalisation de référence, la répartition des missions de chaque intervenant et les modalités de financement et d'exécution des études et travaux, il est proposé de conclure des conventions spécifiques avec chacun des concessionnaires de réseaux concernés.

Ces conventions seront établies avec chacun des concessionnaire sur la base de la convention cadre fournie en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015 du Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix approuvant le programme général de l'opération de Bus à Haut Niveau de Service et autorisant Madame Le Président à prendre toute décision relative à cette opération, et notamment à lancer une consultation de maîtrise d'œuvre ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La notification du Marché de Maîtrise d'œuvre n°2015M083 pour le projet de ligne B du BHNS d'Aix-en-Provence au groupement INGEROP Conseil et Ingenieri SAS (Mandataire) / Gautier+Conquet & Associés / Horizon Conseil SARL / Ginger CEBTP SASU, pour un montant de 2 749 145 € HT, en date du 21 décembre 2015 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention cadre ci-annexée.

Article 2 :

Monsieur le Président, ou son représentant, est autorisé à signer avec les opérateurs/concessionnaires de réseaux les conventions, sur la base de la convention cadre, relatives aux modifications d'ouvrages nécessitées par la réalisation de l'opération du Bus à Haut Niveau de Service d'Aix-en-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 006-951/16/BM

**■ Approbation d'une convention de coopération avec GrDF dans le domaine de la sécurité industrielle - Ligne B de B.H.N.S d'Aix-en-Provence
MET 16/1544/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation d'un Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) sur le territoire du Pays d'Aix appelé « l'Aixpress ».

Par délibération n°2010_A112 du 24 juin 2010, le Conseil de la Communauté du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service.

Ce projet de transport en commun en site propre, desservant la commune d'Aix-en-Provence, reliera à sa mise en service, l'avenue Saint-Mitre des Champs au nouveau parc-relais du Krypton.

Conscients des enjeux pour la sécurité des biens et des personnes pendant la réalisation des travaux sur la commune, la société GrDF et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence proposent la mise en place d'une convention-cadre permettant de prévenir et de sensibiliser l'ensemble des acteurs de l'opération amenés à intervenir sur le projet.

Cette convention a pour objectif :

- de renforcer la proximité avec les différents opérateurs du projet,
- d'améliorer la réalisation des travaux,

- d'améliorer la sécurité et la fiabilité des réseaux,
- de contribuer à une gestion efficace des gestions de crise.

Cette convention permet également de renforcer et d'illustrer l'implication volontariste des deux partenaires dans leur contribution respective au développement durable avec ses dimensions :

- sociale : la démarche préventive pour une amélioration de la sécurité des personnes et des biens a pour but une responsabilisation des chargés de travaux dans la préparation et la réalisation des chantiers afin de mieux maîtriser l'espace public,
- environnementale : la diminution des incidents avec fuite de gaz à circonscrire et la diminution des déplacements routiers des équipes d'intervention sont des facteurs contributifs à l'amélioration environnementale (gêne des riverains, fréquence des travaux, ...),
- économique : les coûts d'intervention font partie des charges généralement assumées dans le cadre de l'exploitation de la concession.

Il convient par conséquent d'approuver la convention (annexée) avec la société GRDF, afin de fixer les modalités de coopération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2010_A112 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 approuvant le programme général du projet du BHNS ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de coopération, ci-annexée, avec la société GrDF.

Article 2 :

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 007-952/16/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association Transport Mobilité Solidarité pour sa mission Centrale de Mobilité et approbation du programme d'actions 2016 dans le cadre du Plan Climat-Energie Territorial
MET 16/1833/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de son Plan Climat-Energie Territorial, MPM a souhaité soutenir le développement des actions en faveur de la mobilité durable par des associations et entreprises présentes sur son territoire.

Dans le cadre de l'action 24-3 de son PCET "soutenir des projets de développement de la mobilité alternative" la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, et, depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (AMP) et, par délégation, le Conseil de Territoire Marseille Provence (CTMP), s'engage à soutenir les actions des Centrales de Mobilité, dont celle animée par l'association TMS.

L'association TMS a été créée à l'initiative de collectivités, d'institutions et d'associations du Pays Salonais pour développer l'accès aux transports et à la mobilité nécessaire à l'insertion sociale et professionnelle des publics jeunes et adultes, ainsi que pour promouvoir et initier le développement de nouvelles pratiques de mobilité durable.

Depuis 2009, elle est chargée de la mise en oeuvre de la plateforme de mobilité MPM – Ouest, dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale de Marignane. A ce titre, MPM est devenue adhérente de TMS depuis 2012 et l'association mène diverses actions en lien avec les objectifs du Plan Climat-

Energie Territorial de Marseille Provence Métropole, notamment ceux du volet des déplacements et de la mobilité durable.

Afin d'aider les usagers, la Centrale de mobilité durable animée au sein de TMS, l'association propose de développer, à court et moyen termes, des solutions de mobilités durables, adaptées aux problématiques des acteurs économiques et des salariés ou futurs salariés, des habitants.

Pour ce faire, TMS s'engage à réaliser un programme d'actions complémentaires 2016 autour de trois axes, sur son secteur géographique d'intervention :

- Axe 1 : Accueil des habitants au Kiosque Mobilité pour accéder à l'ensemble des informations sur les mobilités
- Axe 2 : Développement des déplacements « doux »
- Axe 3 : Echanges avec le guichet unique de la Mairie de Marignane

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite continuer à soutenir l'association TMS en lui attribuant une subvention de 20 000 euros au titre de l'année 2016. Les modalités de versement de cette subvention ont été définies dans la convention n° 15-1637SUB approuvée par le Bureau de MPM du 25 septembre 2015, pour une durée de trois ans sur présentation du programme d'actions annuel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DDIP 001-644/12/CC du 26 octobre 2012, du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole, portant approbation du Plan Climat Energie Territorial de MPM ;
- La délibération DTM 008-1209/15/BC du 25 septembre 2015, du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole, portant approbation d'une convention de partenariat avec l'association Transport Mobilité sur le secteur Ouest de la Communauté urbaine ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de mettre en place les actions du Plan Climat-Energie Territorial et soutenir dans ce cadre, les associations qui œuvrent pour initier des démarches dans le but de renforcer l'attractivité économique et l'accès à l'emploi sur le territoire d'AMP dans les thématiques du Plan Climat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme d'actions ci-annexé de l'association TMS au titre de l'action 24.3 du Plan Climat Energie Territorial "soutenir des projets de développement de la mobilité alternative" pour l'année 2016.

Article 2 :

Est attribuée une subvention de 20 000 euros à l'association TMS au titre de l'action 24.3 du Plan Climat Energie Territorial "soutenir des projets de développement de la mobilité alternative" pour l'année 2016.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'état prévisionnel annexé au Budget Principal 2016 de la Métropole.
Budget d'Investissement –Opération 2014/00029 –
Sous-Politique G610 –Nature 20421 – Fonction 71.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Urbanisme et
Aménagement"***

URB 001-953/16/BM

■ **Approbation d'une convention de recherche avec l'Université Aix-Marseille pour l'année 2015-2016**

MET 16/1490/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Université Aix-Marseille créée par le décret n° 2011-1010 du 24 août 2011 est un établissement public national d'enseignement supérieur à caractère scientifique, culturel et professionnel.

Elle a pour missions la formation initiale et continue ; la recherche scientifique et technologique ainsi que la diffusion et la valorisation de ses résultats ; l'orientation et l'insertion professionnelle ; la diffusion de la culture et l'information scientifique et technique ; la participation à la construction de l'espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche et la coopération internationale.

Dans le cadre de sa mission de recherche, l'université développe des ateliers pour les étudiants encadrés par un enseignant, sur des thématiques liées au territoire et portées par les collectivités ou structures intercommunales.

Aix-Marseille-Métropole souhaite encourager cette démarche et s'y associer au travers d'ateliers propres à ses problématiques.

Pour l'année universitaire 2014/2015, l'université et les services de l'urbanisme de la Métropole propose un atelier d'urbanisme.

L'étude traite des perspectives de requalification des zones d'activités économiques du Conseil de Territoire Marseille Provence. Elle s'inscrit dans le cadre de l'élaboration du Plan Local de l'Urbanisme intercommunal.

Il s'agit dans un premier temps d'analyser la situation actuelle, la complexité du territoire, les acteurs présents et les évolutions récentes puis d'en dégager les principaux enjeux.

Dans un second temps, il s'agira de formaliser des propositions pour le territoire, sous forme d'un projet assorti d'outils de mise en œuvre. La méthode des scénarios contrastés pourra être utilisée.

Les résultats pourront alimenter les réflexions en cours sur la requalification des zones d'activité du Territoire de Marseille Provence et les outils réglementaires qui pourraient être utilisés.

Pour soutenir les frais techniques engagés par les étudiants dans le cadre de l'atelier, une participation financière de 7 500 euros est prévue.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- La volonté d'encourager et de favoriser la recherche sur des thématiques de la compétence de la Métropole Aix-Marseille
- La valorisation par ces ateliers de l'action de la Métropole Aix-Marseille auprès d'un public étudiant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'Université Aix-Marseille relative à l'organisation d'ateliers d'urbanisme pour un montant de 7500 euros.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

URB 002-954/16/BM

■ Approbation de l'avenant n°2 à la convention-cadre conclue avec l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise, relatif à l'attribution d'une participation financière complémentaire en 2016

MET 16/1683/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 15 décembre 2000, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a adhéré à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM).

En effet, il est apparu indispensable pour l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal de suivre les évolutions urbaines et de participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement du territoire communautaire.

Ainsi, l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM), association régie par la loi de 1901, a pour mission, de par ses statuts, de suivre les évolutions urbaines, de mener des études concourant à la définition des politiques d'aménagement et de développement, et de préparer les projets à l'échelle de l'agglomération dans un souci d'harmonisation des politiques publiques.

Cette démarche, menée en concertation avec les Commissions Techniques de la Communauté Urbaine, a permis notamment l'élaboration d'une approche globale du territoire communautaire.

Inscrites dans la durée, les principales thématiques des actions proposées au programme de travail confié à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) portent sur :

- le territoire métropolitain ;
- l'assistance en urbanisme réglementaire avec la gestion des Plans Locaux d'Urbanisme des communes membres;
- les réflexions et approche du projet urbain et des territoires de projet ;
- l'appui et les observations mutualisés aux politiques communautaires.

Dans ce contexte, une convention-cadre n°151744SUB a été passée avec l'Agence, et approuvée par la délibération FCT 003-1386/15/CC du Conseil de Communauté du 23 octobre 2015.

En application de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est substituée de plein droit aux EPCI transformés et l'ensemble des biens, droits et obligations de Marseille Provence Métropole lui est ainsi transféré.

Cette convention, d'une durée de trois années à compter du 1er janvier 2016 définit les règles présidant au fonctionnement entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM), dont notamment les modalités de financement avec l'approbation des subventions annuelles.

Par avenant n°1, a été arrêté le montant de 2 800 000 euros relatif à la subvention annuelle au titre du même exercice.

Afin de poursuivre le travail engagé, il est proposé de poursuivre le partenariat avec l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise, en complément de la réalisation du programme d'action de l'année 2016, en participant financièrement à la mise en œuvre de d'outils métropolitains de planification pour l'année 2016 et 2017

L'objet du présent avenant n°2 à la convention-cadre n°151744SUB, est donc de définir les missions et le montant d'une participation financière complémentaires en 2016, attribuée à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 00/057/CC du 15 décembre 2000 relative à l'adhésion de la Communauté Urbaine à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) ;
- La délibération URB 6/567/CC du 10 octobre 2003, approuvant la modification des statuts de l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) ;
- La délibération FCT 003-1386/15/CC du 23 octobre 2015 approuvant la convention-cadre entre Marseille Provence Métropole et l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) pour les années 2016, 2017 et 2018 ;
- La délibération HN009-17/03/16CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil

de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que les missions confiées à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Qu'il convient de préciser, dans le cadre d'un avenant n°2 à la convention initiale, une participation financière complémentaire en 2016 ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé, à la convention-cadre entre la Métropole d'Aix-Marseille Provence et l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) qui précise une participation financière complémentaire en 2016, afin de mettre en œuvre des d'outils métropolitains de planification pour l'année 2016 et 2017.

Article 2 :

Est attribuée à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM), une participation financière complémentaire d'un million d'euro en 2016.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont prévus au Budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :
Sous-Politique C110 – Nature 6574 – Fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-955/16/BM

■ **Modification de la délibération n° URB 011-385/16/BM du Bureau de la Métropole du 30 juin 2016 portant demande de subvention auprès du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône pour le financement des travaux de requalification de l'entrée ouest de la commune de Miramas pour la desserte du Village des Marques, au titre de la tranche 2016**

MET 16/1812/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° URB 011-385/16/BM du Bureau de la Métropole du 30 juin 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a demandé, auprès du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône, l'attribution d'une subvention pour le financement des travaux de requalification de l'entrée ouest de la commune de Miramas pour la desserte du Village des Marques, au titre de la tranche 2016.

Dans le cadre de cette délibération, le plan de financement prévisionnel pour la tranche 2016 des travaux de voirie identifiés avait été fixé comme suit :
Dépense subventionnable HT : 3 600 000 €
Département – Subvention escomptée : 1 800 000 €
Métropole d'Aix-Marseille-Provence : 750 000 €
Autres : 1 050 000 €

Il convient de modifier ce plan de financement prévisionnel de la manière suivante :
Montant total des dépenses subventionnables HT : 3 600 000 €
Subvention escomptée :
- Département : 1 800 000 €
- Part de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : 1 800 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 10 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvée la modification de la délibération n° URB 011-385/16/BM du Bureau de la Métropole du 30 juin 2016 portant demande de subvention auprès du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône pour le financement des travaux de requalification de l'entrée ouest de la commune de Miramas pour la desserte du Village des Marques, au titre de la tranche 2016.

Madame Martine VASSAL ne participe pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-956/16/BM

■ **Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique avec la Ville de Marseille pour le Projet Urbain Partenarial de la Mirabelle à Marseille 12ème arrondissement**
MET 16/1521/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En vertu de sa compétence en matière d'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est la personne publique compétente pour mettre en œuvre les Projets Urbains Partenariaux prévus par l'article L.332-11-2 du Code de l'Urbanisme.

Le projet urbain partenarial est un outil financier permettant aux collectivités de mettre à la charge des

constructeurs, aménageurs ou propriétaire foncier tout ou partie du coût des équipements publics réalisés pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers à édifier dans le périmètre du Projet Urbain Partenarial.

Par délibération du URB 016-631-16 CM, le Conseil de la Métropole a approuvé la convention de Projet Urbain Partenarial de la Mirabelle sur le secteur des Caillols à Marseille XIIème arrondissement.

Dans ce cadre des conventions de Projet Urbain Partenarial seront signées entre AMP et plusieurs opérateurs privés pour définir les conditions de mise en œuvre du projet urbain partenarial lié à leurs opérations. Ces conventions prévoient également la prise en charge financière des équipements publics du Projet Urbain Partenarial.

Il convient de préciser que les équipements publics à réaliser au titre du Projet Urbain Partenarial relèvent de compétences métropolitaines et communales.

Pour des raisons d'efficacité technique et de rationalisation des coûts financiers, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille ont affirmé leur position favorable à la mise en œuvre d'une maîtrise d'ouvrage unique pour l'exécution des études et travaux correspondants.

Ainsi, il est proposé que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence réalise, pour le compte de la Commune de Marseille, les équipements qui relèvent, en principe, de la compétence communale, et pour lesquels la concomitance de maîtrise d'ouvrage rend opportune une maîtrise d'ouvrage unique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération URB 016-631-16-CM du 30 juin 2016 portant sur l'approbation du PUP de la Mirabelle ;

- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient pour des raisons d'efficacité technique et de rationalisation des coûts qu'AMP réalise pour le compte de la commune de Marseille les équipements qui relèvent en principe de la compétence de la commune.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de participation financière ci-annexée conclue avec la commune de Marseille.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole : Opération : 2013/10004 – Sous-Politique : C140 – Fonction : 515 – Chapitre : 23.

URB 005-957/16/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention conclue avec Bouygues Immobilier pour le Projet Urbain Partenarial de la Montée de l'Etoile à Marseille 13ème arrondissement.
MET 16/1509/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération AEC 020-1605/15/CC du 21 décembre 2015, et en application des articles L332-11-3 et L332-11-4 du Code de l'Urbanisme, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a

approuvé une convention de PUP avec Bouygues Immobilier sur le secteur dit de la Montée de l'Etoile à Marseille 13^{ème} arrondissement.

Le Programme des Equipements Publics à réaliser au titre du Projet Urbain Partenarial « Montée de l'Etoile » est fixé par la convention de PUP. Il comprend la réalisation d'une voie nouvelle inscrite au PLU, ainsi que les réseaux secs et humides y afférents. La convention de PUP détermine également les conditions et modalités de prise en charge financière des équipements publics devant être réalisés par la Collectivité.

En ce qui concerne les équipements de compétence communale, une convention de maîtrise d'ouvrage unique sera conclue entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille.

La convention initiale prévoyait un programme immobilier de 279 logements pour une surface de plancher totale de 17 000 m².

Les études de faisabilité menées ont entraîné des modifications mineures sur le programme immobilier prévu.

La société Bouygues Immobilier a souhaité diminuer la surface de plancher totale du projet, la portant ainsi à 16 800 m² environ pour 288 logements et modifier la répartition entre les logements à prix maîtrisés ainsi que les logements en accession à la propriété.

Le programme se décompose désormais de la manière suivante : 5 lots à bâtir + 1 lot correspondant aux emprises de la voie publique à aménager par la Métropole

Il convient donc d'acter les modifications intervenues par le biais d'un avenant.

Il convient que le Bureau de Métropole approuve l'avenant n°1 à la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 001-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence procédant à l'élection du Président, des Vice-Présidents et des membres du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération AEC 020-1605/15/CC du 21 décembre 2015 du Conseil de Communauté approuvant la convention de PUP avec Bouygues Immobilier ;
- La délibération n° HN 011-013/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoires ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient d'acter les modifications dans l'exécution de la convention par le biais d'un avenant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention de PUP de la Montée de l'Etoile conclue avec Bouygues Immobilier

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016
Opération : 2013/10005 – Sous Politique : C140 –
Fonction : 515 – Chapitre : 23.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-958/16/BM

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique avec la Ville de Marseille pour le Projet Urbain Partenarial de la Montée de l'Etoile à Marseille 13ème arrondissement MET 16/1511/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En vertu de sa compétence en matière d'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est la personne publique compétente pour mettre en œuvre les Projets Urbains Partenariaux prévus par l'article L.332-11-2 du Code de l'Urbanisme.

Le projet urbain partenarial est un outil financier permettant aux collectivités de mettre à la charge des constructeurs, aménageurs ou propriétaire foncier tout ou partie du coût des équipements publics réalisés pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers à édifier dans le périmètre du Projet Urbain Partenarial.

Par délibération du 17 octobre 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé l'avenant numéro un à la convention de Projet Urbain Partenarial conclue avec l'opérateur Bouygues Immobilier sur le secteur de la Montée de l'Etoile à Marseille XIIIème arrondissement.

Cette convention définit les conditions de mise en œuvre du projet urbain partenarial lié au programme à vocation d'habitat développé par le promoteur ainsi que la prise en charge financière des équipements publics du Projet Urbain Partenarial.

Il convient de préciser que les équipements publics à réaliser au titre du Projet Urbain Partenarial relèvent de compétences métropolitaines et communales.

Pour des raisons d'efficacité technique et de rationalisation des coûts financiers, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille ont affirmé leur position favorable à la mise en œuvre d'une maîtrise d'ouvrage unique pour l'exécution des études et travaux correspondants.

Ainsi, il est proposé que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence réalise, pour le compte de la Commune de Marseille, les équipements qui relèvent, en principe, de la compétence communale, et pour lesquels la

concomitance de maîtrise d'ouvrage rend opportune une maîtrise d'ouvrage unique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération AEC 020-1605/15/CC du 21 décembre 2015 du Conseil de Communauté portant sur l'approbation de la convention de PUP de la Montée de l'Etoile ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient pour des raisons d'efficacité technique et de rationalisation des coûts qu'AMP réalise pour le compte de la commune de Marseille les équipements qui relèvent en principe de la compétence de la commune.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de participation financière ci-annexée conclue avec la commune de Marseille.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole : Opération : 2013/10005 – Sous-Politique : C140 – Fonction : 515 – Chapitre 23.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-959/16/BM

■ Approbation de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la requalification de la promenade du Vieux-Port à la Ciotat

MET 16/1522/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est engagée dans une procédure expérimentale sur le territoire de La Ciotat en souhaitant porter des projets structurants et transversaux de compétences métropolitain sur un territoire communal.

Dans ce contexte, la requalification du Port Vieux a été identifiée comme un enjeu pour le développement de la commune permettant ainsi d'élargir son rayonnement comme commune littorale.

Le renouvellement urbain, de compétence métropolitaine, justifie aussi le souhait de cette entité d'engager les travaux nécessaires à la création d'une promenade urbaine portuaire sur la commune de La Ciotat, véritable prolongation du port industriel, reliant le centre ancien de la ville objet de nombreuses interventions publiques multipartenariales.

Le Conseil Départemental des Bouches du Rhône, propriétaire du Domaine Public maritime, a donné en délégation de Service Public à la SEMIDEP l'ensemble de la gestion des ports (plaisance et industriel).

L'approbation de la création de l'opération d'aménagement a été délibérée le 30 Juin 2016 par le Conseil Métropolitain pour un montant de 7 750 00 euros TTC.

Dans le cadre de cette requalification, le Conseil Départemental des Bouches du Rhône a rédigé une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage tri-partites avec la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la SEMIDEP qui permet de coordonner l'ensemble des travaux de la signature de ladite convention jusqu'à la réception des travaux.

Le Conseil Département des Bouches du Rhône encadrera la réfection de 5 pannes dans le Plan d'eau, les travaux portés par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ne concerneront que la partie

promenade, des quais jusqu'aux pieds des façades et les pénétrations vers le centre ancien, enfin la SEMIDEP gèrera le confortement des quais et la mise en place d'anneaux supplémentaires dans le Port.

Afin de permettre la réalisation de cette opération d'aménagement, il convient d'approuver la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage.

Il convient que le Conseil de Métropole approuve ladite convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 et du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération URB 030-645/16/CM du Conseil Métropolitain du 30 Juin 2016 approuvant l'affectation de programme pour la requalification de la promenade du Port-Vieux de la Ciotat ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille Provence s'est engagée dans une procédure expérimentale sur le territoire de La Ciotat en souhaitant porter des projets structurants et transversaux de compétence métropolitaine sur le territoire communal,
- Que pour la réalisation de projet, il convient d'approuver la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage tri-partites entre le Conseil Départemental des Bouches du Rhône, la SEMIDEP et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage tripartite avec le Conseil Départemental et la SEMIDEP.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole : Opération : 2016/00023 - Sous-Politique : C140 - Fonction : 515 – Chapitre 23.

Madame Martine VASSAL ne participe pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-960/16/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention avec ERDF pour le raccordement de l'alimentation électrique pour Zone d'Aménagement Concerté Athelia V à la Ciotat MET 16/1527/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 30 mars 2006, la communauté urbaine Marseille Provence Métropole a décidé de mettre en œuvre une opération d'aménagement destinée à la réalisation d'une Zone d'Aménagement Concerté (Z.A.C.) d'intérêt communautaire à vocation d'activités économiques, Athélia V, sur la commune de La Ciotat.

Le dossier de création de la ZAC Athélia V et l'étude d'impact, pièce maîtresse de ce dossier, ont ainsi pu

être approuvés en Conseil de Communauté du 1er octobre 2010 et le dossier de réalisation a été approuvé le 15 février 2013, suite à l'avis favorable du conseil municipal de La Ciotat du 11 février 2013.

Cette Zone d'Aménagement Concerté à vocation économique qui permet l'accueil d'activité tertiaire et de petite production est réalisé en régie directe par la communauté urbaine Marseille Provence Métropole ; par conséquent c'est Marseille Provence Métropole qui a procédé elle-même directement à l'aménagement des équipements publics de la zone.

La présente délibération a pour objet d'approuver un avenant à la convention des travaux d'électrification, dont les objets sont:

- Le déplacement du réseau BT voie F et G, montant 24 427 € HT soit 29.313,01 € TTC
- Le déplacement du réseau BT voie D pour la déchetterie, montant 29 507,93 € HT soit 35.409,52 € TTC,
- Le raccordement du lot 4, acquis par la société LOUIS DREYFUS TRAVOCEAN, sans attendre la fin des travaux de la ZAC, montant 13 147,97 € HT soit 15.777,56 € TTC.

Il convient que le Bureau de Métropole approuve ladite convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'aménagement d'un pôle d'activités sur la Commune de La Ciotat relève des compétences de la Métropole
- Que le réseau BT voie F et G a lieu d'être déplacé,
- Que le réseau BT voie D, pour la déchetterie, a lieu d'être déplacé,
- Que la création du branchement du lot n°47 sur lequel la société LOUIS DREYFUS – TRAVOCEAN acquis et fait ériger un bâtiment d'activité requiert d'être raccordé au réseau d'ERDF sans attendre la fin des travaux de la ZAC

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé conclu avec ERDF.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant ainsi que tous les documents y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole : Opération Aménagement - Nature 605 – Fonction : 515 - Sous- Politique : C140.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-961/16/BM

■ Approbation de la convention de demande de raccordement d'une installation au réseau public de distribution géré par Enedis pour Zone d'Aménagement Concerté Empallières à Saint Victoret

MET 16/1523/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le dossier de création de la ZAC Empallières et a été approuvé par délibération URB 948/07/CC du Conseil de Communauté le 08 octobre 2007.

Par délibération AEC 005-675/11/CC, le Conseil de Communauté a approuvé le 21 octobre 2011 le dossier de réalisation de la ZAC Empallières.

Dans le cadre de l'aménagement de la ZAC, des raccordements aux réseaux sont nécessaires fin de viabiliser les futurs lots.

A cet effet, une convention a été transmise par ENEDIS (Anciennement Enedis) afin de valider la demande de raccordement d'une installation de consommation de puissance supérieure à 250 kVA au réseau public de distribution HTA géré cette structure. Il convient que le Conseil approuve ladite convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 et du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération URB 1/432/CC du Conseil de Communauté du 22 mai 2006 par laquelle la Communauté urbaine a reconnu d'intérêt communautaire la zone d'aménagement concerté Empallières sur la commune de Saint-Victoret ;
- La délibération URB 948/07/CC du Conseil de Communauté du 08 octobre 2007 approuvant le bilan de la concertation préalable à la création de la Zone d'Aménagement Concerté d'intérêt communautaire à vocation d'activités économiques d'Empallières à Saint-Victoret et le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté ;
- La délibération AEC 005-675/11/CC du Conseil de Communauté du 21 octobre 2011 approuvant le dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté d'intérêt communautaire à vocation d'activités économiques d'Empallières à Saint-Victoret ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille-Provence le 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que les travaux de viabilisation de la ZAC Empallières sur la commune de Saint-Victoret sont réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que Enedis exerce une mission de service public de distribution et de gestion du réseau d'électricité ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec Enedis afin de permettre le raccordement en électricité de la ZAC Empallières.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci annexée entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Enedis relative au raccordement en électricité de la ZAC Empallières.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant ainsi que tous les documents nécessaires à son exécution.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole : Opération Aménagement - Nature 605 – Fonction : 515 - Sous- Politique : C140.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-962/16/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'alimentation en gaz naturel pour la ZAC Empallières à Saint-Victoret
MET 16/1526/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'opération de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) d'intérêt communautaire à vocation d'activités économiques d'Empallières, située sur la commune de Saint-Victoret, entre dans le champ d'application du livre V du Code du Patrimoine, et notamment ses articles L. 523-7, R. 523-24 à R. 523-38, R. 523-60 à R. 523-68 et R. 545-24 et suivants selon lesquels les projets d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux, qui affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique doivent faire l'objet, suite à une prescription de l'Etat, d'un diagnostic d'archéologie préalable.

Le dossier de création de la ZAC Empallières et a été approuvé par délibération URB 948/07/CC du Conseil de Communauté le 08 octobre 2007.

Par délibération AEC 005-675/11/CC, le Conseil de Communauté a approuvé le 21 octobre 2011 le dossier de réalisation de la ZAC Empallières.

Cette Zone d'Aménagement Concerté à vocation économique, qui permet l'accueil d'activité tertiaire et de petite industrie, est réalisé en régie directe par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ; par conséquent Marseille Provence Métropole procédera elle-même à l'aménagement des équipements publics de la zone en 2 tranches de travaux.

Afin de permettre à Marseille Provence Métropole de réaliser les travaux nécessaires à la desserte en gaz du secteur d'aménagement Empallières, une convention pour l'alimentation en gaz dudit secteur a été établie en 2013 entre d'une part la Communauté urbaine et d'autre part Gaz Réseau Distribution France (GRDF). Cette convention DEV 007-571/13/BC a été approuvée en Conseil communautaire du 25 octobre 2013. Il été convenu que GRDF fournirait les canalisations de gaz et que la Communauté urbaine les poserait.

En phase exécution et après concertation avec GRDF, il a été entendu en juillet 2016, que pour des raisons de coordination des travaux, il est nécessaire que GRDF fournisse et pose lui-même le réseau de gaz à réaliser sur le secteur Empallières. GRDF s'engage à prendre à sa charge le coût intégral des travaux de réalisation, fourniture et pose. Un avenant à la convention initiale doit être passé afin d'entériner ces modifications.

Il convient que le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence approuve ledit avenant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Patrimoine ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La convention DEV 007-571/13/BC du Conseil de Communauté du 25 octobre 2013 approuvant la convention avec GRDF relative à l'alimentation en gaz naturel de la Zone d'Aménagement Concerté d'Empallières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que pour des raisons de coordination, GRDF doit fournir et poser le réseau gaz à créer sur le secteur d'Empallières.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention d'alimentation en gaz naturel de la ZAC Empallières, précisant les modalités de réalisation des travaux d'amener du réseau gaz sur la ZAC.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant ainsi que tous les documents nécessaires à son exécution.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole : Opération Aménagement - Nature 605 – Fonction : 515 - Sous- Politique : C140.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-963/16/BM

**■ Convention de servitudes au bénéfice d'ERDF sur les parcelles cadastrées section AL n° 44 et 46, sises Avenue Félix GOUIN à Istres, pour l'installation à demeure de trois canalisations électriques
MET 16/1677/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du raccordement électrique du programme immobilier collectif SCCV La Roselière, ERDF envisage la réalisation de travaux qui vont impacter les parcelles cadastrées section AL n°44 et 46 sises avenue Félix Gouin à Istres, appartenant à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

A cet effet, ERDF propose la conclusion d'une convention de servitudes sur lesdites parcelles pour l'installation à demeure de trois canalisations souterraines dans une bande de 3 mètres de large sur une longueur d'environ 86 mètres ainsi que leurs accessoires.

Cette convention de servitudes est conclue à titre gratuit pour la durée d'exploitation des lignes électriques souterraines ou de tout ouvrage qui pourrait leur être substitué sur l'emprise des ouvrages existants. Etant précisé que les ouvrages ainsi réalisés resteront la propriété d'ERDF durant leur durée d'exploitation et que la Métropole conservera la propriété et la jouissance de sa parcelle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de servitudes ci-annexée à constituer au bénéfice d'ERDF sur les parcelles cadastrées section AL n°44 et 46, sises avenue Félix Gouin à Istres, pour l'installation de trois lignes électriques souterraines ainsi que leurs accessoires.

Article 2 :

La présente convention de servitudes est conclue à titre gratuit.

Article 3 :

Les charges liées aux frais de publication et/ou d'enregistrement de la présente convention de servitudes sont à la charge exclusive d'ERDF.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-964/16/BM

■ Constitution de servitudes au bénéfice du Syndicat Mixte d'Energie des Bouches-du-Rhône (SMED 13) sur la parcelle cadastrée section AR n° 2 sise Le Village à Grans pour l'installation à demeure d'une canalisation électrique souterraine MET 16/1720/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la mise en discrétion du réseau électrique Basse Tension du Boulevard Victor Jauffret et du Cours Camille Pelletan sur la commune de Grans, le Syndicat Mixte d'Energie des Bouches-du-Rhône (SMED 13) envisage la réalisation de travaux qui vont impacter la parcelle cadastrée section AR n° 2 sise Le Village à Grans, appartenant à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

A cet effet, le Syndicat Mixte d'Energie des Bouches-du-Rhône (SMED 13) propose la conclusion d'une convention de servitudes sur ladite parcelle pour l'installation à demeure d'une canalisation souterraine dans une bande de 0,5 mètre de large sur une longueur d'environ 43 mètres ainsi que ses accessoires.

Cette convention de servitudes est conclue à titre gratuit pour la durée d'exploitation des lignes électriques souterraines ou de tout ouvrage qui pourrait leur être substitué sur l'emprise des ouvrages existants. Etant précisé que les ouvrages ainsi réalisés resteront la propriété du Syndicat Mixte d'Energie des Bouches-du-Rhône (SMED 13) durant leur durée d'exploitation et que la Métropole conservera la propriété et la jouissance de sa parcelle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1:

Est approuvée la convention de servitudes ci-annexée à constituer au bénéfice du Syndicat Mixte d'Energie des Bouches-du-Rhône (SMED 13) sur la parcelle cadastrée section AR n° 2, sise Le Village à Grans, pour l'installation d'une ligne électrique souterraine ainsi que ses accessoires.

Article 2:

La présente convention de servitudes est conclue à titre gratuit.

Article 3:

Les charges liées aux frais de publication et/ou d'enregistrement de la présente convention de servitudes sont à la charge exclusive du Syndicat Mixte d'Energie des Bouches-du-Rhône (SMED 13).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Développement
territorial, logement, centres
anciens, contrat de ville"***

DEVT 001-965/16/BM

**■ Contrat de ville de Marseille Provence -
Attribution du Fonds de Participation des
Habitants 2016
MET 16/1478/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le 19 février 2015, par délibération HPV 005-815/15 CC, le Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole a adopté le principe d'une expérimentation pour la programmation de la politique de la ville en 2015 : des « Fonds de Participation des Habitants » ont été attribués à des équipements de quartier ou à des associations pour permettre de soutenir des initiatives provenant de groupes d'habitants et ayant pour objectif de créer un lien social et d'encourager le travail collectif de proximité, dans le respect d'un cahier des charges co-construit avec les équipes politique de la ville.

Ce Fonds permet donc de financer, par le biais de petites aides, des projets portés directement par les habitants d'un quartier politique de la ville.
Sept Fonds de Participation des Habitants d'un montant de 5 000 € chacun ont donc été attribués en

2015 par la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, cinq par les services de l'Etat.

La réunion de bilan qui s'est tenue le 9 septembre 2016, a montré l'intérêt de ce nouveau dispositif :

- Pour les habitants, dont certains étaient présents à la réunion de bilan, les projets retenus ont permis de favoriser leurs initiatives, de renforcer les échanges entre eux, de promouvoir leurs capacités à s'organiser, à s'approprier des valeurs citoyennes, et de développer l'animation, la solidarité et l'amélioration du cadre de vie.
- Les équipements et associations en charge de mettre en place ces fonds ont respecté le cahier des charges de ces soutiens aux initiatives des habitants. Ils ont constitué un comité d'attribution, impliquant les équipes politique de la ville, réfléchi aux critères d'attribution des financements, assuré l'information dans le quartier et accompagné les porteurs de projet dans la mise en œuvre.
- Enfin, la subvention étant envoyée avant le financement des projets, ils n'ont pas eu à faire d'avance de trésorerie.

Au vu de ce bilan positif, les équipements et associations ont renouvelé une proposition d'intervention. Il est donc proposé d'attribuer l'enveloppe réservée au budget 2016 aux équipements et associations selon la liste jointe en annexe, soit 70 000 euros.

Ces subventions sont attribuées de façon conditionnelles et après vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales. Elles sont attribuées en totalité, soit 5 000 euros par association, au vu de la conformité de leur demande au cahier des charges proposé. Le bilan de l'action devra être envoyé avant le 31/12/2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le BureauBureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

- Le contrat de ville de Marseille Provence Métropole signé le 17 juillet 2015 ;
- La délibération HN 009-011/16 CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- L'intérêt de soutenir des interventions ciblées sur la proximité et le lien social dans les quartiers de la politique de la ville,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les subventions pour les Fonds de Participation des Habitants du tableau ci-annexé.

Article 2 :

Les crédits nécessaires, soit 70 000 euros TTC, sont inscrits au budget 2016 de la communauté urbaine, Nature 6574, Fonction 52, sous-politique E 110.

Article 3:

Sont approuvées les conventions ci-annexées.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 002-966/16/BM

■ Contrat de ville de Marseille Provence - Attribution d'une subvention pour la création d'une antenne mobilité à la Castellane (Marseille 15^{ème}) - Approbation d'une convention MET 16/1483/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'élaboration du projet de renouvellement urbain de la Castellane (Marseille 15^{ème}), des ateliers participatifs ont été organisés et ont fait ressortir la problématique de la mobilité comme une thématique majeure : enclavement,

mauvaise desserte et manque de connexion avec le réseau de transport collectif, problème de cheminements piétons, un taux de possession de permis et d'équipement de véhicule individuel assez bas, fort phénomène d'assignation territoriale.

Si les dessertes en transports en commun des quartiers Nord de Marseille, et donc de la cité seront largement redéfinies et améliorées au moment de la mise en service du pôle d'échanges du Capitaine Gèze, la fréquence de passage du bus a d'ores et déjà été augmentée depuis ces ateliers.

Mais pour élargir le périmètre de recherche d'emploi, développer le potentiel de mobilité au quotidien pour la formation, les loisirs, la culture, les démarches administratives, il est également nécessaire de proposer aux habitants d'accéder à de nouvelles pratiques de mobilité à travers des solutions complémentaires.

Il est donc proposé de soutenir le projet déposé par la Maison de l'Emploi de Marseille, qui vise à créer, en partenariat avec les associations locales et les habitants, une « antenne mobilité ». Ses objectifs sont les suivants :

- ↳ développer une offre de services de mobilité durable en direction des habitants et en partenariat avec les acteurs locaux,
- ↳ lutter contre les freins psycho-sociaux à la mobilité et les représentations en prenant appui sur des actions socio-éducatives existantes et à travers de nouvelles actions,
- ↳ améliorer le potentiel de mobilité (mobilité individuelle, réparation de véhicules),
- ↳ permettre l'accès et le maintien à l'emploi ou à la formation grâce à la levée du frein mobilité.

Cette antenne, qui, bien que située à la Castellane, desservira un territoire plus large avec la Bricarde, Verduron et Saint Antoine, offrira un espace d'accueil et d'informations, animé par un conseiller en mobilité, en forte proximité avec les acteurs de terrain et en articulation avec des actions de formation, d'accompagnement social et socio-éducatif du territoire. Il proposera :

- des actions d'information sur l'offre de services transport (covoiturage, transport collectif et intermodalité, autopartage électrique...)
- des ateliers diagnostics et de formations à la mobilité,
- des temps d'animation (journées mobilité),
- l'accès à la réparation de véhicules (en partenariat avec le Lycée Professionnel Saint Henri),
- la gestion de locations solidaires,
- l'animation de débats pour la proposition de solutions pérennes,
- une expertise dans l'élaboration de projets.

En cohérence avec la démarche participative déjà enclenchée sur le territoire de la Castellane, les actions proposées par cette antenne seront élaborées de concert avec les acteurs locaux déjà porteurs d'actions ou de propositions sur la mobilité, les habitants souhaitant s'y impliquer ainsi que le Conseil citoyen du territoire 15/16 Ouest. Des temps de travail technique élargis à ces acteurs seront organisés.

C'est à travers de ce type de synergies entre acteurs publics et locaux qu'il sera possible de construire un projet de mobilité pour ce territoire. La Castellane en sera le point de départ.

Le coût de cette antenne mobilité de la Maison de l'Emploi de Marseille est chiffré à 60 000 euros répartis à part égale entre l'Etat et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Il est donc proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une participation financière de 30 000 euros à la Maison de l'Emploi de Marseille pour la création d'une antenne mobilité à la Castellane.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de ville de Marseille Provence Métropole signé le 17 juillet 2015 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- L'intérêt de compléter l'amélioration de la desserte en transports en commun de la Castellane (Marseille 15^{ème}) par la création d'une antenne mobilité permettant aux habitants d'accéder à de nouvelles pratiques de mobilité ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la participation financière de 30 000 euros à la Maison de l'Emploi de Marseille pour la création d'une antenne mobilité à la Castellane (Marseille 15^{ème}).

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence Sous-Politique E 110, Nature 6574, Fonction 52.

Article 3 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec la Maison de l'Emploi de Marseille.

Article 4 :

Monsieur le Président la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la présente convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 003-967/16/BM

**■ Approbation d'une convention de financement avec le Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine pour la mise en oeuvre d'études
MET 16/1480/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le 21 décembre 2015, les principes du protocole de préfiguration à conclure avec l'Etat, l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et la Ville de Marseille ont été adoptés par le Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole.

En effet, les enseignements tirés du premier programme national de rénovation urbaine mis en œuvre sur la période 2003-2015 ont conduit l'Etat et l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine à envisager un nouveau programme qui puisse se dérouler en deux temps :

- l'élaboration d'un protocole de préfiguration, à valider et signer par l'ANRU, des projets de renouvellement urbain qui précise l'ambition des projets à mettre en

œuvre, le programme d'études et les moyens d'ingénierie,

- les conventions pluriannuelles, également signées par l'ANRU qui déterminent les projets opérationnels et les conditions de leur mise en œuvre à partir des programmes urbains déclinés dans le protocole.

Ce protocole concerne neuf quartiers reconnus d'intérêt national, et cinq reconnus d'intérêt régional, tous situés à Marseille qui participent chacun au projet de développement métropolitain en matière de centralité, d'activité économique et d'habitat. Ils relèvent de 4 grands secteurs géographiques :

- arc Nord Est –L2
- hôpital Nord-Saint Antoine – Mourepiane
- Grand Centre-ville – Grand Port Maritime de Marseille
- Sud – Vallée de l'Huveaune

L'élaboration des projets de renouvellement urbain dans le cadre du NPNRU nécessite :

- la conduite d'expertises transversales aux différents projets : la gestion de la mobilité résidentielle, la concertation, la gestion urbaine de proximité, l'optimisation des équipements publics, l'amélioration de la sécurité ...,
- la conduite d'études territorialisées pour la mise au point des projets dans les quartiers, dans les champs urbains, sociaux en concertation avec les habitants et usagers,
- la mise en œuvre d'opérations urgentes dont le démarrage pourra intervenir avant la signature des conventions pluriannuelles, sans pour autant que les maîtres d'ouvrage perdent le bénéfice de subventions que l'ANRU pourrait accorder.

A ce jour, le programme d'études mis au point comprend des études sous maîtrise d'ouvrage de l'EPCI. pour un coût total H.T. de 3,405 millions d'euros. Déduction faite des subventions prévisionnelles apportées par les partenaires (Etat, ANRU, Conseil Régional, Conseil Départemental...), la contribution nette de l'EPCI s'élève à 1,539 millions d'euros T.T.C. (cf. tableau en annexe).

De façon à simplifier la conduite de ces études, il est proposé d'adopter avec le GIP Marseille Rénovation Urbaine une convention pluriannuelle de financement lui permettant d'assurer, pour le compte de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la mise en place de celles-ci, sans pour autant déroger au Code des Marchés Publics, le GIP Marseille Rénovation Urbaine ayant adopté un référentiel d'appréciation conformément au décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006.

En effet, le GIP Marseille Rénovation Urbaine auquel l'EPCI a adhéré en 2003 en approuvant les termes de sa convention constitutive et de son protocole d'application et de mise en œuvre assure une mission transversale essentielle à la cohérence des projets urbains mis en œuvre par différents maîtres d'ouvrage et fait appel pour le compte de ces derniers, aux

prestations extérieures spécialisées dans les domaines technique, juridique, urbain, architectural, social et organisationnel.

Le montant du financement confié au GIP Marseille Rénovation Urbaine s'élève à 1,4 millions d'euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HAP/1/060/CC du Conseil de Communauté du 14 février 2003 approuvant l'adhésion de la Communauté Urbaine au Groupement d'Intérêt Public pour le Grand Projet de Ville et les termes de la convention constitutive ;
- La délibération HAP/5/399/CC du Conseil de Communauté du 27 juin 2003 approuvant le protocole d'application et de mise en œuvre 2003 ;
- La délibération HAP 3/578/CC du Conseil de Communauté du 26 juin 2006 prolongeant la durée du Groupement d'Intérêt Public jusqu'au 31 décembre 2013 ;
- La délibération RNOV 004-1403/09/CC du Conseil de Communauté du 22 juin 2009 approuvant les avenants n°2 permettant l'adhésion de l'Association Régionale des Organismes HLM Provence-Alpes-Côte d'Azur-Corse et de la Caisse des dépôts et consignations ;
- La délibération RNOV 003-2112/10/CC du Conseil de Communauté du 28 juin 2010 approuvant l'avenant n°3 à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public pour le Grand Projet de Ville concernant l'élargissement de son territoire d'intervention ;
- La délibération RNOV 007-607/12/CC du Conseil de Communauté du 26 octobre 2012 approuvant l'avenant n°4 à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public pour le Grand Projet de Ville concernant sa dénomination et prolongeant la durée du groupement jusqu'au 31 décembre 2015 ;

- La délibération RNOV 003-675/13/CC du Conseil de Communauté du 31 octobre 2013 approuvant l'avenant n°5 à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public pour le Grand Projet de Ville concernant sa mise en conformité avec les dispositions de la loi du 17 mai 2011 portant sur le statut du personnel (de droit public), les modalités de contrôle, le rôle du Commissaire du Gouvernement et les relations avec le Groupement d'Intérêt Public Politique de la Ville ;
- La délibération HPV 004-1110/15/CC du Conseil de Communauté du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°6 prolongeant la durée du Groupement d'Intérêt Public jusqu'au 1 janvier 2017 ;
- La délibération HPV 014-1623/15/CC du Conseil de Communauté du 21 décembre 2015 approuvant les avenants au contrat de ville et notamment, les principes du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain de Marseille ;
- La délibération DEVT 005-676/16/CM du Conseil de la Métropole approuvant l'avenant n°7 prolongeant la durée du Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine jusqu'au 31 décembre 2019 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- L'intérêt de confier la mise en œuvre du programme d'études impliquant la Métropole au Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention pluriannuelle de financement entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine pour la réalisation des études prévues au protocole d'accord conclu avec l'Etat, l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine et la Ville de Marseille ci-annexée.

Article 2 :

Une participation prévisionnelle de la Métropole à ce programme d'un montant de 1,4 millions d'euros est accordée au GIP Marseille Rénovation Urbaine.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2016 de la Métropole Sous-politique E110. Nature 204181 Fonction 52 Opération DHCS16-03.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 004-968/16/BM

■ Attribution de subventions dans le cadre du Fonds d'Innovation pour l'Habitat 2016 et approbation de conventions MET 16/1473/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Fonds d'Innovation pour l'Habitat a été l'une des propositions retenues à l'occasion des Etats Généraux du Logement en 2011 pour être mise en œuvre dans le Programme Local de l'Habitat 2012-2018 de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole :

- que ce soit à l'initiative de maîtres d'ouvrage, de maîtres d'œuvre, d'entreprises, ou d'acteurs de terrain,

- que cela touche à l'élaboration d'un projet urbain, à la conception du programme, ou du logement lui-même, aux méthodes utilisées pour la construction ou le chantier, à l'ingénierie juridique et financière,

- qu'il s'agisse d'encourager

- de nouveaux sujets de réflexion,
- de nouvelles méthodes pour la production de logements ou leur gestion,
- de nouvelles formes d'habitat,

Il apparaît aujourd'hui indispensable d'encourager et de soutenir l'expérimentation et l'innovation en matière d'habitat.

Par délibération du Conseil de Communauté du 13 février 2012, Marseille Provence Métropole a créé et affecté une Autorisation de Programme d'un montant total de 6 millions d'euros sur la durée du Programme

Local de l'Habitat pour la mise en place de ce Fonds d'Innovation pour l'Habitat.

Par délibération du Conseil de Communauté du 29 juin 2012, Marseille Provence Métropole a approuvé l'appel à projet valant cahier des charges et règlement, et la composition du comité de pilotage. Les projets éligibles qui doivent être situés sur le territoire de Marseille Provence peuvent concerner :

- l'élaboration d'un projet urbain
- la conception du programme
- la conception de la cellule logement
- les méthodes utilisées pour la construction ou le chantier
- l'ingénierie juridique et financière.

Ils peuvent être proposés par des associations loi de 1901, des bailleurs sociaux, des SEM et des collectivités, qu'ils soient maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, entreprises, acteurs de terrain, habitants...

Un comité technique d'experts composé de représentants des organismes liés à l'acte de bâtir, du Conseil de Développement, du Groupement d'Intérêt Public – Maison Départementale des Personnes Handicapées, du Groupement d'Intérêt Public – Marseille Rénovation Urbaine, de l'Agam, des services de la Région... présidé par François Leclercq, architecte en chef de l'extension Euroméditerranée, a été réuni pour examiner les projets envoyés au Conseil de Territoire.

Les critères retenus pour l'examen technique des projets ont été :

- leur caractère innovant, c'est-à-dire l'utilisation de « nouvelles façons de faire », que cela concerne un procédé technique, une méthode, une conception, la gouvernance...

- la réponse qu'ils étaient susceptibles d'apporter aux objectifs décrits dans le PLH de Marseille Provence Métropole 2012-2018, et notamment, la lutte contre l'étalement urbain, la production d'un habitat économe en énergie, la réponse aux besoins en logement des personnes les plus fragiles, la participation des habitants à l'évolution de la ville...

- leur caractère transférable et reproductible.

Plusieurs projets ont été sélectionnés:

- celui de l'association AMPIL pour la réalisation d'un prototype d'habitat modulaire, tout terrain, transportable, autonome et écologique dédié à l'hébergement d'urgence et au relogement en cas de catastrophe naturelle.

La subvention accordée est de 50 000 euros.

- celui du bailleur social Erilia pour la création de 151 logements locatifs au sein de la future université régionale des métiers dans Euroméditerranée.

La subvention accordée est de 450 000 euros pour un coût total de 12.454 millions d'euros.

- celui du bailleur social Promologis pour l'opération La Calanque permettant de recomposer une entrée de ville à Saint Just avec 193 logements locatifs sociaux répartis au sein d'un ensemble comprenant des logements privés, une résidence et un hôtel.

La subvention accordée est de 300 000 euros pour un coût total de 30 millions d'euros.

- celui du bailleur social Sud Habitat pour un projet de résorption d'habitat insalubre à Gignac-la-Nerthe pour des retraités d'origine étrangère en colocation.

La subvention accordée est de 100 000 euros pour un coût total de 1.588 millions d'euros.

- Celui du bailleur social Logirem pour un projet d'habitat participatif de 7 logements en accession sociale à Marseille 16^{ème} avec une gouvernance coopérative et une forte ambition environnementale.

La subvention accordée est de 200 000 euros pour un coût total de 2,1 million d'euros.

Il est donc proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer les subventions sollicitées auprès du Fonds d'Innovation pour l'Habitat pour chacun de ces projets, soit 50 000 euros Nature 6574 Fonction 552, et 1 050 000 euros Nature 20422 Fonction 552 Opération 2012/00014 et d'approuver les conventions définissant les modalités de versement de chacune de ces subventions.

Monsieur le Président propose au Bureau de la Métropole d'approuver la délibération ci-après :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération RNOV 002-094/12/CC du Conseil de Communauté du 13 février 2012 approuvant la création et l'affectation d'une autorisation de programme pluriannuelle

relative à la préfiguration du Fonds d'Innovation pour l'Habitat ;

- La délibération RNOV 001-430/12/CC du Conseil de Communauté du 29 juin 2012 approuvant les règles de fonctionnement de ce Fonds ;
- La délibération RNOV 002-771/12/CC du Conseil de Communauté du 14 décembre 2012 adoptant le Programme Local de l'Habitat 2012-2018 de Marseille Provence Métropole ;
- La réunion du comité d'experts ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la Métropole doit contribuer à l'évolution de la conception et de la production des logements pour mieux répondre aux aspirations des habitants de son territoire ;
- Que les projets retenus par le comité d'experts répondent au caractère innovant recherché par le Fonds d'Innovation pour l'Habitat ;

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées les subventions du Fonds d'Innovation pour l'Habitat pour la réalisation des actions décrites en annexe et dont les montants figurent dans la colonne « Métropole d'Aix-Marseille-Provence » du tableau ci-annexé.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

Sous-Politique D 110

- Nature 6574 Fonction 552 pour les 50 000 euros attribués à l'association AMPIL

- Nature 20 422 Fonction 552 Opération 2012/000 14 pour :

- 450 000 € attribués à la SA d'HLM Erilia
- 300 000 € attribués à la SA d'HLM Promologis
- 100 000 € attribués à la SA d'HLM Sud Habitat
- 200 000 € attribués à la SA d'HLM Logirem

Soit un total de 1 050 000 €.

Article 3 :

Sont approuvées les conventions ci-annexées

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer les conventions annexées.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 005-969/16/BM

■ Programme d'Intérêt Général Habiter Mieux - Attribution de subventions aux propriétaires privés MET 16/1470/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du Conseil de Communauté du 9 octobre 2014, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé une convention avec l'Anah et le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur pour un Programme d'Intérêt Général Habiter Mieux « Lutte contre la précarité énergétique », et a approuvé une convention financière avec le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur. Par délibération du 3 juillet 2015, le conseil de communauté a approuvé le dispositif d'aides aux propriétaires privés accordées par Marseille Provence Métropole (MPM) ainsi qu'un avenant N°1 à cette convention financière, relatif au nouveau régime des aides régionales.

Les objectifs du PIG « Habiter Mieux » « Lutte contre la précarité énergétique » sont de :

- réduire fortement les consommations énergétiques des logements ;
- résorber les situations de logements indignes ; améliorer durablement les logements dégradés ;
- répondre aux besoins spécifiques des personnes âgées et handicapées ;
- développer une offre de logements locatifs à loyers maîtrisés ;
- résorber la vacance.

Afin d'inciter les propriétaires à s'engager dans des travaux de réhabilitation durables et de mettre sur le marché des logements à loyer modérés, la convention du PIG prévoit la mise en place par l'EPCI de deux primes, complémentaires aux subventions de l'Anah :

- Une prime « Habiter Mieux » valorisant les travaux générant un gain énergétique important, qui correspond à l'objectif de réduction des besoins énergétiques, en lien avec le Plan Climat. Elle vise à inciter les propriétaires occupants aux revenus

modestes à réaliser des travaux d'ampleur permettant un gain énergétique supérieur à 25 % et par conséquent, une baisse des charges et des consommations énergétiques ;

- Une prime « de réduction de loyer » valorisant la mise en place de loyers sociaux, qui correspond à l'objectif du PLH de production de logements locatifs sociaux. Elle vise à inciter les propriétaires bailleurs à appliquer un loyer modéré pour des locataires sous plafonds de ressources. La convention de logement social ou très social passée pour une durée de 9 ans avec l'Anah permet aux locataires de bénéficier de l'Aide Personnalisée au Logement versée par la CAF. De plus, le logement est comptabilisé dans l'inventaire des logements sociaux (loi SRU) réalisé par l'Etat dans chaque commune pendant la durée de la convention.

Chaque prime accordée est adossée aux aides de l'Anah, qu'elle complète et majore.

Signataire de la convention de PIG « Habiter Mieux », la Région apporte des primes complémentaires à celles de l'EPCI :

Aides aux propriétaires occupants très modestes :

- Prime pour travaux d'adaptation des logements aux personnes âgées et d'accessibilité pour les personnes handicapées ;

- Prime « facteur 2 » si le gain est supérieur ou égal à 50% d'économie d'énergie

- Prime « transition énergétique » si le niveau de performance atteint est BBC rénovation (c'est-à-dire dont la consommation énergétique est inférieure à 64 kW hep/m².an)

Aides aux propriétaires bailleurs de logements conventionnés sociaux et très sociaux : l'aide régionale s'élève à hauteur de 50 % de la prime de réduction de loyer mobilisée par l'EPCI et est conditionnée à un gain minimum de 50% d'économie d'énergie.

Cette subvention peut être majorée par des primes :

- une prime « production de logements » en cas de remise sur le marché d'un logement vacant et indigne ou très dégradé

- une prime « transition énergétique » si le niveau de performance atteint est BBC rénovation (c'est-à-dire inférieur à 64 kW hep/m².an)

Le demandeur est aidé dans toutes ses démarches par l'opérateur du PIG agissant sur le territoire où se trouve le logement. Celui-ci vérifie les critères d'éligibilité et la performance énergétique atteinte après travaux ou l'application du loyer social ou très social après travaux.

Les demandes de primes faites auprès de l'EPCI et de la Région sont instruites sur la base de tableaux fournis par les équipes d'animation du PIG, synthétisant le nom et le prénom des bénéficiaires, leur statut (bailleur ou occupant), l'adresse des travaux, la typologie du logement, la surface habitable

et le type de loyer de sortie pour les logements locatifs, la nature des travaux réalisés et le montant des travaux, le montant des subventions et primes de l'Anah, de l'EPCI, de la Région PACA, et autres financeurs s'il y a lieu.

Il est proposé au Conseil de subventionner 118 propriétaires pour un total de 124 subventions (certains dossiers donnent lieu à plusieurs subventions), selon le tableau ci-annexé :

- 111 subventions répondent à l'objectif de performance énergétique

- 7 primes de réduction de loyer sont octroyées à des propriétaires bailleurs conventionnant leur logement en loyer social ;

- 6 subventions régionales aident les propriétaires à réaliser les travaux liés au maintien à domicile de personnes âgées, handicapées.

La somme totale engagée par l'EPCI s'élève à 170 875 euros dont 68 366 € de subventions sur fonds propres et 102 509 euros d'avance faite par l'EPCI pour le compte de la Région.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°15/0001/HN du 9 novembre 2015 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2014-1740 du 29 décembre 2014 relatif au règlement des aides du fonds d'aide à la rénovation thermique des logements privés (FART) ;
- La délibération HPV 006-479/14/CC du 09 octobre 2014 approuvant la convention avec l'Anah et le Conseil Régional PACA pour un programme d'Intérêt Général Habiter Mieux « Lutte contre la précarité énergétique » et approbation de la convention financière avec le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- La délibération HPV 005-1111/15/CC du 03 juillet 2015 approuvant le dispositif des aides propres MPM Région et l'avenant N°1 à la convention financière avec le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur ;

- La délibération n°14-1327 du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur du 12 décembre 2014 relative au nouveau cadre d'intervention de la Région en matière de logement et d'habitat ;
- Le Règlement Général de l'Anah ;
- La convention du programme d'Intérêt Général Habiter Mieux « Lutte contre la précarité énergétique » et la convention financière avec le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, signées le 15 décembre 2014 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient d'inciter les propriétaires privés à améliorer la performance énergétique de leur logement, à modérer leur loyer et à engager des travaux d'adaptation des logements pour le maintien à domicile des personnes âgées ou handicapées ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les subventions aux propriétaires dont les listes sont jointes en annexe.

Article 2 :

Sont approuvées les dépenses relatives à ces aides, inscrites au budget pour un montant de 170 875 €, Sous-politique D110 « Equilibre social de l'habitat » Nature 6574 - Fonction 552. Les recettes correspondant au remboursement par la Région des avances faites par MPM sont inscrites sur le compte 7472.

Article 3 :

Les subventions sont versées sur présentation par la délégation locale de l'Anah de la copie de l'ordre de paiement après travaux de l'Anah, pièce que l'Anah ne produit qu'après avoir instruit et vérifié les pièces au paiement et notamment toutes les factures acquittées des travaux.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter les subventions de la Région, pour un montant de 102 509 euros tel que précisé dans l'annexe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 006-970/16/BM

■ Attribution de subvention aux opérateurs oeuvrant dans le champ de la prévention de la délinquance MET 16/1550/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Sur le territoire du Pays d'Aix, différentes associations développent des projets spécifiques dans le champ de la Prévention de la Délinquance.

A ce titre, 13 structures sollicitent la participation de la Métropole pour des aides financières destinées à soutenir les actions qui s'inscrivent, soit dans le contrat de ville communautaire, pour les communes d'Aix-en-Provence, Gardanne, Pertuis et Vitrolles, soit dans les dispositifs de soutien à la programmation des Comités Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), ou dans d'autres dispositifs non contractuels sur des communes dont les actions ont besoin d'être soutenues.

Il est proposé d'attribuer ces subventions pour un montant total de 367.806 €.

Cette proposition s'inscrit dans le droit fil des actions soutenues auparavant par la Communauté du Pays d'Aix selon les 4 axes d'intervention suivants :

- I-** Accès au droit et aide aux victimes
- II-** Médiation
- III-** Prévention des conduites à risques
- IV-** Information et communication

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans chaque convention de partenariat, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80 %, après notification de la convention attributive de la subvention et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTION N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBVENTION N SOLLICITÉE	SUBVENTION N PROPOSÉE	CONVOI/ NON
Axe 1 : Accès au droit et aide aux victimes							
366	ACCÈS AU DROIT DES ENFANTS ET DES JEUNES (ADEJ)	DROIT AU QUOTIDIEN VITROLLES	3 000 €	6 500 €	5 000 €	3 000 €	NON
367	ACCÈS AU DROIT DES ENFANTS ET DES JEUNES (ADEJ)	DROIT AU QUOTIDIEN AIX-EN-PROVENCE	1 000 €	6 000 €	4 000 €	1 000 €	NON
369	ACCÈS AU DROIT DES ENFANTS ET DES JEUNES (ADEJ)	DROIT AU QUOTIDIEN GARDANNE	2 000 €	3 000 €	2 000 €	2 000 €	NON
370	ACCÈS AU DROIT DES ENFANTS ET DES JEUNES (ADEJ)	DROIT AU QUOTIDIEN SIMIANE COLLONGUE, BOUC BEL AIR, CABRIES	8 000 €	9 500 €	8 000 €	8 000 €	NON
371	ACCÈS AU DROIT DES ENFANTS ET DES JEUNES (ADEJ)	DROIT AU QUOTIDIEN LES PENNES MIRABEAU	3 000 €	6 000 €	3 000 €	3 000 €	NON
831	ASSOCIATION POUR L'ÉDUCATION COGNITIVE (AECD)	ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES SOUS MAIN DE JUSTICE /		8 000 €	8 000 €	1 500 €	NON
418	ASSOCIATION DE PRÉVENTION ET DE RÉINSERTION SOCIALE (APERS)	AIDE ET ACCOMPAGNEMENT VICTIMES AIX-EN-PROVENCE	22 300 €	45 140 €	22 300 €	22 300 €	OUI
419	ASSOCIATION DE PRÉVENTION ET DE RÉINSERTION SOCIALE (APERS)	AIDE ET ACCOMPAGNEMENT VICTIMES GARDANNE	2 800 €	12 720 €	5 900 €	2 800 €	OUI
420	ASSOCIATION DE PRÉVENTION ET DE RÉINSERTION SOCIALE (APERS)	AIDE ET ACCOMPAGNEMENT VICTIMES VITROLLES	5 900 €	12 670 €	5 900 €	5 900 €	OUI

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTION N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBVENTION N SOLLICITÉE	SUBVENTION N PROPOSÉE	CONVOI/ NON
421	ASSOCIATION DE PRÉVENTION ET DE RÉINSERTION SOCIALE (APERS)	AIDE ET ACCOMPAGNEMENT VICTIMES LES PENNES MIRABEAU	5 900 €	12 670 €	5 900 €	5 900 €	OUI
422	ASSOCIATION DE PRÉVENTION ET DE RÉINSERTION SOCIALE (APERS)	INTERVENANTS SOCIAUX DANS LES COMMISSARIATS ET GENDARMERIE AIX-EN-PROVENCE	15 000 €	45 000 €	15 000 €	15 000 €	OUI
423	ASSOCIATION DE PRÉVENTION ET DE RÉINSERTION SOCIALE (APERS)	INTERVENANTS SOCIAUX DANS LES COMMISSARIATS ET GENDARMERIE GARDANNE	15 000 €	45 000 €	15 000 €	15 000 €	OUI
424	ASSOCIATION DE PRÉVENTION ET DE RÉINSERTION SOCIALE (APERS)	INTERVENANTS SOCIAUX DANS LES COMMISSARIATS ET GENDARMERIE VITROLLES	7 500 €	22 500 €	7 500 €	7 500 €	OUI
130	AIDE A LA REPRISE DES ÉTUDES ET A LA FORMATION PROFESSIONNELLE (AREFP)	GESTION DES EXCLUSIONS TEMPORAIRES ÉCOLES AIX-EN-PROVENCE	10 000 €	36 500 €	10 000 €	10 000 €	NON
225	CENTRE DÉPARTEMENTAL D'ACCÈS AU DROIT DES BOUCHES-DU-RHÔNE (CDAD13).	ACCÈS AU DROIT AIX-EN-PROVENCE	22 000 €	92 149 €	24 639 €	22 000 €	OUI
227	CENTRE DÉPARTEMENTAL D'ACCÈS AU DROIT DES BOUCHES-DU-RHÔNE (CDAD13).	ACCÈS AU DROIT GARDANNE	5 420 €	13 100 €	5 336 €	5 336 €	OUI

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTION N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBVENTION N SOLLICITÉE	SUBVENTION N PROPOSÉE	CONVOI/ NON
229	CENTRE DÉPARTEMENTAL D'ACCÈS AU DROIT DES BOUCHES-DU-RHÔNE (CDAD13).	ACCÈS AU DROIT VITROLLES	2 800 €	17 653 €	6 227 €	2 800 €	OUI
228	CENTRE DÉPARTEMENTAL D'ACCÈS AU DROIT DES BOUCHES-DU-RHÔNE (CDAD13).	ACCÈS AU DROIT LES PENNES MIRABEAU	790 €	2 263 €	799 €	790 €	OUI
226	CENTRE DÉPARTEMENTAL D'ACCÈS AU DROIT DES BOUCHES-DU-RHÔNE (CDAD13).	ACCÈS AU DROIT BOUC BEL AIR	3 000 €	8 600 €	3 034 €	3 000 €	OUI
482	SOS FEMMES	PERMANENCE VIOLENCE CONJUGALE AIX-EN-PROVENCE	10 000 €	64 500 €	10 000 €	10 000 €	OUI
483	SOS FEMMES	PERMANENCES VIOLENCE CONJUGALE VITROLLES	6 000 €	20 700 €	6 000 €	6 000 €	OUI
484	SOS FEMMES	PERMANENCES VIOLENCE CONJUGALE GARDANNE	3 500 €	12 000 €	7 000 €	4 500 €	OUI
485	SOS FEMMES	PERMANENCES VIOLENCE CONJUGALE PERTUIS	2 000 €	6 000 €	4 000 €	2 000 €	OUI

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTION N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBVENTION N SOLLICITÉE	SUBVENTION N PROPOSÉE	CONVOI/ NON
165	ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES ACTIONS DE PRÉVENTION DES BOUCHES-DU-RHÔNE (ADDAP13)	ANIMATION HORS TEMPS SCOLAIRE AIX-EN-PROVENCE	3 000 €	15 677 €	3 580 €	3 000 €	OUI

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTION N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBVENTION N SOLLICITÉE	SUBVENTION N PROPOSÉE	CONV OUI/ NON
487	SOS FEMMES	ANIMATION DU RÉSEAU CONTRE LES VIOLENCES CONJUGALES AIX-EN-PROVENCE	4 000 €	6 000 €	4 000 €	4 000 €	OUI
486	SOS FEMMES	ANIMATION DU RÉSEAU ET PERMANENCE VIOLENCES CONJUGALES BOUC BEL AIR	2 000 €	4 500 €	2 500 €	2 500 €	OUI
488	SOS FEMMES	PROTOCOLE – DISPOSITIF D'ÉLOIGNEMENT DE L'AUTEUR DE VIOLENCES CONJUGALES AIX-EN-PROVENCE	3 000 €	20 000 €	4 000 €	3 000 €	OUI
Sous total axe 1					195 035 €	168 826 €	
Axe 2 : Médiation							
579	ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES ACTIONS DE PRÉVENTION DES BOUCHES-DU-RHÔNE (ADDAP13)	DE LA RUE AU LYCÉE	30 000 €	226 200 €	30 000 €	30 000 €	OUI
164	ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES ACTIONS DE PRÉVENTION DES BOUCHES-DU-RHÔNE (ADDAP13)	CHANTIER ÉDUCATIF AIX-EN-PROVENCE	6 200 €	35 178 €	7 119 €	7 100 €	OUI

166	ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES ACTIONS DE PRÉVENTION DES BOUCHES-DU-RHÔNE (ADDAP13)	CHANTIER ÉDUCATIF VITROLLES	1 500 €	11 005 €	2 153 €	2 100 €	OUI
169	ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES ACTIONS DE PRÉVENTION DES BOUCHES-DU-RHÔNE (ADDAP13)	ANIMATION HORS TEMPS SCOLAIRE GARDANNE	773 €	4 580 €	1 546 €	780 €	OUI
170	ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES ACTIONS DE PRÉVENTION DES BOUCHES-DU-RHÔNE (ADDAP13)	CHANTIER ÉDUCATIF LES PENNES MIRABEAU	1 700 €	11 793 €	2 338 €	2 000 €	OUI
171	ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES ACTIONS DE PRÉVENTION DES BOUCHES-DU-RHÔNE (ADDAP13)	CHANTIER ÉDUCATIF GARDANNE	2 813 €	11 743 €	5 682 €	3 000 €	OUI

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTIO N N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBVENTIO N SOLLICITÉE	SUBVENTIO N PROPOSÉE	CONV OUI/ NON
68	CENTRE ASSOCIATIF FAMILLE EN CRISE LA RECAMPADO (CAFC)	ACTION RELATIONS PÈRE INCARCÉRÉ - ENFANTS	3 200 €	12 316 €	3 200 €	3 200 €	OUI
69	CENTRE ASSOCIATIF FAMILLE EN CRISE LA RECAMPADO (CAFC)	ÉCOUTE FAMILLE AIX-EN-PROVENCE	3 000 €	7 070 €	3 000 €	3 000 €	OUI
70	CENTRE ASSOCIATIF FAMILLE EN CRISE LA RECAMPADO (CAFC)	ÉCOUTE FAMILLE GARDANNE	2 000 €	7 070 €	2 000 €	2 000 €	OUI

71	CENTRE ASSOCIATIF FAMILLE EN CRISE LA RECAMPADO (CAFC)	ÉCOUTE FAMILLE VITROLLES	2 000 €	7 070 €	2 000 €	1 500 €	OUI
72	CENTRE ASSOCIATIF FAMILLE EN CRISE LA RECAMPADO (CAFC)	ESPACE RENCONTRE AIX-EN-PROVENCE	9 000 €	108 406 €	9 000 €	9 000 €	OUI
73	CENTRE ASSOCIATIF FAMILLE EN CRISE LA RECAMPADO (CAFC)	MÉDIATION FAMILIALE GARDANNE	2 000 €	21 438 €	2 000 €	2 000 €	OUI
74	CENTRE ASSOCIATIF FAMILLE EN CRISE LA RECAMPADO (CAFC)	MÉDIATION FAMILIALE VITROLLES	1 500 €	21 438 €	2 000 €	1 500 €	OUI
76	CENTRE ASSOCIATIF FAMILLE EN CRISE LA RECAMPADO (CAFC)	MÉDIATION FAMILIALE BOUC BEL AIR	4 800 €	21 438 €	4 800 €	4 800 €	OUI
29	ÉCOLE DES PARENTS ET ÉDUCATEURS DES BOUCHES-DU-RHÔNE (EPE 13)	ÉCOUTE FAMILLE VENELLES	2 500 €	7 075 €	3 500 €	2 500 €	OUI
30	ÉCOLE DES PARENTS ET ÉDUCATEURS DES BOUCHES-DU-RHÔNE (EPE 13)	PARENTALITÉ ET SCOLARITÉ AIX-EN-PROVENCE	3 000 €	11 720 €	4 000 €	3 000 €	OUI
31	ÉCOLE DES PARENTS ET ÉDUCATEURS DES BOUCHES-DU-RHÔNE (EPE 13)	ÉCOUTE FAMILLES LES PENNES MIRABEAU	3 000 €	7 500 €	3 000 €	3 000 €	OUI

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTION N N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBVENTION N SOLLICITÉE	SUBVENTION N PROPOSÉE	CONV OUI/ NON
32	ÉCOLE DES PARENTS ET ÉDUCATEURS DES BOUCHES-DU-RHÔNE (EPE 13)	PASSAGE EN 6EME LES PENNES MIRABEAU	2 000 €	3 790 €	2 000 €	2 000 €	OUI
33	ÉCOLE DES PARENTS ET ÉDUCATEURS DES BOUCHES-DU-RHÔNE (EPE 13)	ÉCOLE DES JEUNES BOUC BEL AIR	7 000 €	7 890 €	7 000 €	7 000 €	OUI
34	ÉCOLE DES PARENTS ET ÉDUCATEURS DES BOUCHES-DU-RHÔNE (EPE 13)	ÉCOUTE FAMILLES BOUC BEL AIR	9 000 €	15 000 €	10 000 €	9 000 €	OUI

328	MEDIANCE 13	POINT ACCUEIL PROXIMITÉ AIX EN PROVENCE	5 000 €	98 480 €	5 000 €	5 000 €	NON
245	RÉSONANCES	CLEF DE PERTUIS	8 000 €	16 000 €	9 000 €	8 000 €	OUI
245	RÉSONANCES	MÉDIATION FAMILIALE AIX-EN- PROVENCE	9 000 €	59 220 €	12 000 €	9 000 €	OUI
245	RÉSONANCES	MÉDIATION FAMILIALE JOUQUES	3 500 €	13 458 €	3 500 €	3 500 €	OUI
245	RÉSONANCES	MÉDIATION FAMILIALE PERTUIS	3 000 €	67 292 €	6 300 €	3 000 €	OUI
245	RÉSONANCES	MÉDIATION FAMILIALE SAINT PAUL LEZ DURANCE	3 500 €	13 458 €	3 500 €	3 500 €	OUI
245	RÉSONANCES	MÉDIATION FAMILIALE MEYRARGUES	2 000 €	10 766 €	2 000 €	2 000 €	OUI
245	RÉSONANCES	MÉDIATION FAMILIALE PEYROLLES EN PROVENCE	6 000 €	29 610 €	6 200 €	6 000 €	OUI
Sous total axe 2					157 418 €	141 480 €	

Axe 3 : Prévention des conduites à risques

66	INFORMATION MARSEILLE ACCUEIL JEUNES ÉCOUTE SANTÉ (IMAJE SANTÉ)	ESPACE SANTÉ JEUNES PLAN DE CAMPAGNE	55 000 €	165 500 €	55 000 €	55 000 €	OUI
Sous total axe 3					55 000 €	55 000 €	

Axe 4 : Information et communication

288	POMPIERS FRONTIÈRE	SANS DÉVELOPPEMENT CITOYEN ET ORIENTATION MILIEU SCOLAIRE PROTECTION CIVILE ACTIVE	2 500 €	31 328 €	2 500 €	2 500 €	NON
Sous total axe 4					2 500 €	2 500 €	
TOTAL					409 953 €	367 806 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 relative à la programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La délibération HN009-11/16/CC du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La signature du Contrat de Ville de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix le 30 juin 2015 ;
- La validation de la programmation du contrat de ville par le Comité de Pilotage du Contrat de ville réunie le 24 mai 2016 ;
- Le Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2013-2015 (STSPD) de la commune d' Aix-en-Provence, signée le 10 octobre 2014 et prorogé jusqu'en 2017, par délibération du 03 décembre 2015 ;
- Le Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2013-2016 (STSPD) de la commune de Gardanne ;
- Le Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2015-2018 (STSPD) de la commune des Pennes-Mirabeau, signée le 14 janvier 2016 ;
- Le Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2013-2017 (STSPD) de Pertuis, signée le 02 avril 2013 ;
- Le Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et la Stratégie Territoriale de Sécurité et de

Prévention de la Délinquance 2013-2017 (STSPD) de Vitrolles, signée le 11 décembre 2013 ;

- Le Comité Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD) des communes de Bouc-Bel-Air, Cabriès et Simiane-Collongue créé par délibération du 10 mai 1999 modifié par délibération du 22 janvier 2002 relative aux statuts du Syndicat Intercommunal du Grand Vallat ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution des subventions 2016 pour un montant total de 367.806 € aux bénéficiaires suivants :

- Association Départementale pour le Développement des Actions de Prévention des Bouches-du-Rhône (ADDAP13)
- Accès au Droit des Enfants et des Jeunes (ADEJ)
- Association pour l'Éducation Cognitive et le Développement (AECD)
- Association de Prévention et de Réinsertion Sociale (APERS)
- Aide à la Reprise des Études et à la Formation Professionnelle (AREFP)
- Centre Départemental d'Accès au Droit des Bouches du Rhône (CDAD13)
- Centre Associatif pour Familles en Crise La Recampado (CAFC La Recampado)
- École des Parents et Éducateurs des Bouches-du-Rhône (EPE 13)
- Information Marseille Accueil Jeunes Écoute Santé (IMAJE SANTE)
- Médiance 13
- Pompiers Sans Frontière
- Résonances
- SOS FEMMES

Le solde de la subvention sera liquidé conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole notamment sur production:

- du compte de résultat final de l'action, signé et certifié par le Président et le Trésorier de l'association. Ce compte de résultat sera établi dans la même forme que le budget prévisionnel de l'action. Il prendra en compte les ressources et les dépenses réelles afférentes à cette seule opération ;
- d'un bilan qualitatif et quantitatif de l'action conventionnée, à savoir, les moyens mis en place pour développer les axes d'intervention inscrits dans la convention ;
- des derniers bilans et compte de résultat connus de l'association, certifiés par un commissaire aux comptes ou un expert comptable.

Si les dépenses justifiées s'avèrent inférieures au montant subventionnable, le montant définitif de la subvention est calculé au prorata du montant des dépenses justifiées, rapportées au montant subventionnable et dans la limite de la subvention votée.

Article 2 :

Sont approuvées les conventions à conclure avec certaines associations.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ces conventions et à prendre toutes dispositions concourant à l'attribution de ces subventions

Article 4 :

Les crédits nécessaires soit 367 806 € sont inscrits au service 7D «Prévention de la Délinquance» chapitre 65 du budget de la Métropole 2016.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 007-971/16/BM

■ Attribution de subvention forfaitaire aux logements T1-T2 au profit de l'EPIC 13 Habitat pour l'opération Clos des Abricotiers à Alleins MET 16/1660/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L.302-7 du Code de la Construction et de l'Habitation, la somme correspondant aux prélèvements SRU des communes qui n'atteignent pas leurs obligations de 25% de logements sociaux, doit être reversée par l'Etat aux EPCI délégataires des aides à la pierre.

L'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » est devenue délégataire des aides à la pierre le 1^{er} janvier 2014. Les sommes perçues doivent alors être destinées au financement de la réalisation de logements sociaux.

Dans le cadre de sa compétence obligatoire « Equilibre Social de Habitat », l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » a donc mis en place des actions et des aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire.

Les principes de mixité et de développement durable sont des enjeux définis dans le Programme Local de l'Habitat de cet ancien EPCI. Ainsi il s'agit d'encourager la construction de logements sociaux sur le territoire des communes d'Alleins, Aurons, Berre l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Malledort, Péliganne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux et Vernègues alliant ces deux objectifs.

Ainsi, par délibération communautaire n°124/14 du 26 mai 2014, l'ex Communauté d'Agglomération a développé une aide de 4 000 € par logement PLAI ou PLUS de Type 2 maximum.

Par courrier en date du 10 juin 2016, l'Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC) 13 Habitat a sollicité auprès de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une subvention forfaitaire aux petits logements T1-T2 pour l'opération d'acquisition en VEFA de 8 logements locatifs sociaux T1-T2 (3 logements Prêt Locatif Aidé d'Intégration PLAI et 5 logements Prêt Locatif à Usage Social PLUS) sur la commune d'Alleins.

La subvention forfaitaire à la production de petits logements de type T1-T2 s'établit comme suit :

Subvention forfaitaire par logement PLAI/PLUS (T1-T2) : 4 000 € X 8 logements soit 32 000 €

En conclusion, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour une subvention forfaitaire d'un montant total de 32 000 € pour l'acquisition en VEFA de huit logements T1-T2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;
- La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération communautaire n° 70/10 du 29 mars 2010 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'adoption du Programme Local de l'Habitat (PLH) ;
- La délibération communautaire n° 124/14 du 26 mai 2014 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'aide à la production de logements sociaux et à l'attribution de subvention forfaitaire pour les logements PLAI – PLUS T2 maximum ;
- La lettre de demande de subvention du 10 juin 2016 de l'EPIC 13 Habitat au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix Marseille Provence ;
- L'avis formulé par le Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention forfaitaire de 32 000 € à l'EPIC 13 Habitat, pour l'opération d'acquisition en VEFA de 8 logements locatifs sociaux T1 et T2 (3 PLAI et 5 PLUS) « Clos des Abricotiers » à Alleins.

Article 2 :

Le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte y afférents.

Article 3 :

La Commune d'Alleins sera « délégataire » du/des logements du contingent réservataire.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section Investissement sur la ligne 204 du budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 008-972/16/BM

■ Attribution de subvention forfaitaire aux logements T1-T2 au profit de l'EPIC 13 Habitat pour l'opération Avenue Gabriel Péri à Sénas MET 16/1661/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L.302-7 du Code de la Construction et de l'Habitation, la somme correspondant aux prélèvements SRU des communes qui n'atteignent pas leurs obligations de 25% de logements sociaux, doit être reversée par l'Etat aux EPCI délégataires des aides à la pierre.

L'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » est devenue délégataire des aides à la pierre le 1^{er} janvier 2014. Les sommes perçues doivent alors être destinées au financement de la réalisation de logements sociaux.

Dans le cadre de sa compétence obligatoire « Equilibre Social de Habitat », l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » a donc mis en place des actions et des aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire.

Les principes de mixité et de développement durable sont des enjeux définis dans le Programme Local de l'Habitat de cet ancien EPCI. Ainsi il s'agit d'encourager la construction de logements sociaux sur le territoire des communes d'Alleins, Aurons, Berre l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux et Vernègues alliant ces deux objectifs.

Ainsi, par délibération communautaire n°124/14 du 26 mai 2014, l'ex Communauté d'Agglomération a développé une aide de 4 000 € par logement PLAI ou PLUS de Type 2 maximum.

Par courrier en date du 10 juin 2016, l'Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC) 13 Habitat a sollicité auprès de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une subvention forfaitaire aux petits logements T1-T2 pour l'opération d'acquisition en VEFA de 18 logements locatifs sociaux T1-T2 (5 logements Prêt Locatif Aidé d'Intégration PLAI et 13 logements Prêt Locatif à Usage Social PLUS) sur la commune de Sénas.

La subvention forfaitaire à la production de petits logements de type T1-T2 s'établit comme suit :

Subvention forfaitaire par logement PLAI/PLUS (T1-T2) : 4 000 € X 18 logements soit 72 000 €

En conclusion, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour une subvention forfaitaire d'un montant total de 72 000 € pour l'acquisition en VEFA de dix-huit logements T1-T2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;
- La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au

Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération communautaire n° 70/10 du 29 mars 2010 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'adoption du Programme Local de l'Habitat (PLH) ;
- La délibération communautaire n° 124/14 du 26 mai 2014 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'aide à la production de logements sociaux et à l'attribution de subvention forfaitaire pour les logements PLAI – PLUS T2 maximum ;
- La lettre de demande de subvention du 10 juin 2016 de l'EPIC 13 Habitat au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis formulé par le Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention forfaitaire de 72 000 € à l'EPIC 13 Habitat, pour l'opération d'acquisition en VEFA de 18 logements locatifs sociaux T1 et T2 (5 PLAI et 13 PLUS) « Avenue Gabriel Péri » à Sénas.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte y afférents.

Article 3 :

La Commune de Sénas sera « délégataire » du/des logements du contingent réservataire.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section Investissement sur la ligne 204 du budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 009-973/16/BM

**■ Attribution de subvention forfaitaire aux logements T1-T2 au profit de la SA d'HLM Grand Delta Habitat pour l'opération Avenue de Gramenières à La Fare-les-Oliviers
MET 16/1663/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L.302-7 du Code de la Construction et de l'Habitation, la somme correspondant aux prélèvements SRU des communes qui n'atteignent pas leurs obligations de 25% de logements sociaux, doit être reversée par l'Etat aux EPCI délégataires des aides à la pierre.

L'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » est devenue délégataire des aides à la pierre le 1^{er} janvier 2014. Les sommes perçues doivent alors être destinées au financement de la réalisation de logements sociaux.

Dans le cadre de sa compétence obligatoire « Equilibre Social de Habitat », l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » a donc mis en place des actions et des aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire.

Les principes de mixité et de développement durable sont des enjeux définis dans le Programme Local de l'Habitat de cet ancien EPCI. Ainsi il s'agit d'encourager la construction de logements sociaux sur le territoire des communes d'Alleins, Aurons, Berre l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélassanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux et Vernègues alliant ces deux objectifs.

Ainsi, par délibération communautaire n°124/14 du 26 mai 2014, l'ex Communauté d'Agglomération a développé une aide de 4 000 € par logement PLAI ou PLUS de Type 2 maximum.

Par courrier en date du 26 janvier 2016, la SA d'HLM Grand Delta Habitat a sollicité auprès de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une subvention forfaitaire aux petits logements T1-T2 pour l'opération d'acquisition en VEFA de quatre logements locatifs sociaux T1-T2 (1 logement Prêt Locatif Aidé d'Intégration PLAI et 3 logements Prêt Locatif à Usage Social PLUS) sur la commune de La Fare-les-Oliviers.

La subvention forfaitaire à la production de petits logements de type T1-T2 s'établit comme suit :

Subvention forfaitaire par logement PLAI/PLUS (T1-T2) : 4 000 € X 4 logements soit 16 000 €

En conclusion, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour une subvention forfaitaire d'un montant total de 16 000 € pour l'acquisition en VEFA de quatre logements T1-T2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;
- La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération communautaire n° 70/10 du 29 mars 2010 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'adoption du Programme Local de l'Habitat (PLH) ;
- La délibération communautaire n° 124/14 du 26 mai 2014 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'aide à la production de logements sociaux et à l'attribution de subvention forfaitaire pour les logements PLAI – PLUS T2 maximum ;
- La lettre de demande de subvention du 26 janvier 2016 de la SA d'HLM Grand Delta Habitat au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- L'avis formulé par le Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention forfaitaire de 16 000 € à la SA d'HLM Grand Delta Habitat, pour l'opération d'acquisition en VEFA de 4 logements locatifs sociaux T1 et T2 (1 PLAI et 3 PLUS) « Avenue de Gramenières » à La Fare-les-Oliviers.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte y afférents.

Article 3 :

La Commune de La Fare-les-Oliviers sera « délégataire » du/des logements du contingent réservataire.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section Investissement sur la ligne 204 du budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 010-974/16/BM

■ Attribution de subvention forfaitaire aux logements T1-T2 au profit du GIE Groupe SNI Territoire Provence-Alpes-Côte-d'Azur pour l'opération Lurian 5 et 6 à Salon-de-Provence MET 16/1664/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L.302-7 du Code de la Construction et de l'Habitation, la somme correspondant aux prélèvements SRU des communes qui n'atteignent pas leurs obligations de 25% de logements sociaux, doit être reversée par l'Etat aux EPCI délégataires des aides à la pierre.

L'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » est devenue délégataire des aides à la pierre le 1^{er} janvier 2014. Les sommes perçues doivent alors être

destinées au financement de la réalisation de logements sociaux.

Dans le cadre de sa compétence obligatoire « Equilibre Social de Habitat », l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » a donc mis en place des actions et des aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire.

Les principes de mixité et de développement durable sont des enjeux définis dans le Programme Local de l'Habitat de cet ancien EPCI. Ainsi il s'agit d'encourager la construction de logements sociaux sur le territoire des communes d'Alleins, Aurons, Berre l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux et Vernègues alliant ces deux objectifs.

Ainsi, par délibération communautaire n°124/14 du 26 mai 2014, l'ex Communauté d'Agglomération a développé une aide de 4 000 € par logement PLAI ou PLUS de Type 2 maximum.

Par courrier du 7 juillet 2016, le Groupe d'Intérêt Economique (GIE), Groupe Société Nationale Immobilière (SNI), Territoire Provence-Alpes-Côte-d'Azur a sollicité auprès de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une subvention forfaitaire aux petits logements T1-T2 pour l'opération de construction de 19 logements locatifs sociaux T1-T2 (13 logements Prêt Locatif Aidé d'Intégration PLAI et 6 logements Prêt Locatif à Usage Social PLUS) sur la commune de Salon-de-Provence.

La subvention forfaitaire à la production de petits logements de type T1-T2 s'établit comme suit :

Subvention forfaitaire par logement PLAI/PLUS (T1-T2) : 4 000 € X 19 logements soit 76 000 €

En conclusion, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour une subvention forfaitaire d'un montant total de 76 000 € pour la construction de dix-neuf logements T1-T2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;

- La loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;
- La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération communautaire n° 70/10 du 29 mars 2010 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'adoption du Programme Local de l'Habitat (PLH) ;
- La délibération communautaire n° 124/14 du 26 mai 2014 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'aide à la production de logements sociaux et à l'attribution de subvention forfaitaire pour les logements PLAI – PLUS T2 maximum ;
- La lettre de demande de subvention du 7 juillet 2016 du GIE, Groupe SNI Territoire Provence-Alpes-Côte-d'Azur, au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis formulé par le Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention forfaitaire de 76 000 € au GIE, Groupe SNI Territoire Provence-Alpes-Côte-d'Azur, pour l'opération de construction de 19 logements locatifs sociaux T1 et T2 (13 PLAI et 6 PLUS) « Lurian 5 et 6 » à Salon-de-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte y afférents.

Article 3 :

La Commune de Salon-de-Provence sera « délégataire » du/des logements du contingent réservataire.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section Investissement sur la ligne 204 du budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Environnement, Développement Durable, Agriculture et Forêt"

ENV 001-975/16/BM

**■ Approbation d'un bail rural à long terme au profit de Madame Ballée et Monsieur Troupel sur le secteur Bricard à Chateauneuf-les-Martigues
MET 16/1494/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du schéma de cohérence territoriale (SCOT) qui fait de la préservation des espaces ruraux un enjeu majeur, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, substituée depuis par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, a approuvé par délibération URB 004-1157/07 du 17 décembre 2007, la mise en œuvre d'un programme d'actions comportant un volet foncier en faveur du maintien d'une agriculture durable afin de répondre aux attentes de l'ensemble des acteurs locaux : agriculteurs et gestionnaires de l'espace.

La société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) jouant un rôle majeur dans l'aménagement du territoire rural, un dispositif foncier a donc été mis en place en partenariat avec la SAFER permettant ainsi à la Métropole d'Aix-Marseille Provence d'acquérir du foncier agricole.

Cette action, par ailleurs, a été renforcée par le schéma directeur agricole communautaire (SDAC) qui confirme la nécessité de poursuivre ce dispositif foncier mis en place en partenariat avec la SAFER.

Grâce à ce partenariat, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un tènement agricole d'une superficie de 7 ha 81 a et 89 ca situé à la confluence de trois communes, Châteauneuf-les-Martigues, Gignac-la-Nerthe et Marignane pour l'avoir acquis par actes en date des 9 septembre 2011 et 23 décembre 2015. Cette propriété a été divisée en deux lots destinés chacun à accueillir un exploitant agricole dans le cadre d'un bail rural à long terme de 25 ans.

Suite à l'appel à candidature lancé par la Chambre d'agriculture en vue de la mise à disposition des 2 lots, plusieurs porteurs de projets se sont manifestés.

Ainsi, la candidature de Madame Aurore BALLEE et Monsieur Alexandre Troupel qui s'est portée sur le lot n° 1 cadastré sous les numéros 67 – 68 – 35 – 36 – 38 – 39 section AY, 82 section AA de Châteauneuf-les-Martigues et 85 section BW de Marignane, a été retenue par le Comité de sélection du 27 octobre 2015.

En effet, leur projet de production maraîchère diversifiée, céréalière (épeautre) et fruitière destinée à la vente en circuits courts est en adéquation avec les critères de choix du schéma directeur agricole communautaire (SDAC).

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve la conclusion d'un bail rural à long terme de 25 ans, conformément aux articles L 416-1 à L 416-9 du Code rural et de la pêche maritime, qui consiste en la mise à disposition à titre onéreux au profit de Madame Aurore Ballée et Monsieur Alexandre Troupel du lot n° 1 composé de plusieurs parcelles de terrain nu cadastrées sous les numéros 67 - 68 - 36 - 38 - 39 section AY, 82 section AA de Châteauneuf-les-Martigues, 85 section BW de Marignane et une parcelle de terrain bâtie cadastrée sous le n° 35 section AY de Châteauneuf-les-Martigues supportant la moitié du hangar agricole existant d'environ 250 m² pour une superficie totale de 5 ha 23 a 87 ca moyennant un fermage annuel fixé à 960 € (neuf cent soixante euros).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Rural ;
- La délibération AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 approuvant le schéma de cohérence territoriale (SCOT) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;

- La délibération AEC 009-1122/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant le schéma directeur agricole communautaire (SDAC) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-17/03/16CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la conclusion d'un bail rural au profit de Madame Aurore Ballée et Monsieur Alexandre Troupel leur permettra d'agrandir et de pérenniser leur exploitation agricole

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le bail rural, ci-annexé, consenti au profit de Madame Aurore Ballée et Monsieur Alexandre Troupel qui prennent à bail une propriété agricole d'une superficie de 5 ha 23 a 87 ca cadastrée sous les numéros 67 – 68 – 35 – 36 – 38- 39 section AY, 82 section AA de Châteauneuf-les-Martigues et 85 section BW de Marignane pour une durée de 25 ans moyennant un fermage annuel de 960 € (neuf cent soixante euros) fixé selon les barèmes issus de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2015 relatif aux dispositions s'appliquant aux clauses des baux ruraux et constatant l'indice de fermage agricole.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce bail rural et tous les documents y afférents.

Article 3 :

La recette correspondante sera inscrite aux budgets 2016 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Sous politique A 130 – Nature 752 – Chapitre 75 – Fonction 020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 002-976/16/BM

■ Approbation d'un bail rural à long terme au profit de Monsieur Vincent Dubois sur le secteur Bricard à Gignac-la-Nerthe et Châteauneuf-les-Martigues

MET 16/1495/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du schéma de cohérence territoriale (SCOT) qui fait de la préservation des espaces ruraux un enjeu majeur, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, substituée depuis par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, a approuvé par délibération URB 004-1157/07 du 17 décembre 2007 la mise en œuvre d'un programme d'actions comportant un volet foncier en faveur du maintien d'une agriculture durable afin de répondre aux attentes de l'ensemble des acteurs locaux : agriculteurs et gestionnaires de l'espace.

La société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) jouant un rôle majeur dans l'aménagement du territoire rural un dispositif foncier a donc été mis en place en partenariat avec la SAFER permettant ainsi à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'acquérir du foncier agricole.

Cette action, par ailleurs, a été renforcée par le schéma directeur agricole communautaire (SDAC) qui confirme la nécessité de poursuivre ce dispositif foncier mis en place en partenariat avec la SAFER.

Grâce à ce partenariat, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un tènement agricole d'une superficie de 7 ha 81 a et 89 ca situé à la confluence de trois communes, Châteauneuf-les-Martigues, Gignac-la-Nerthe et Marignane pour l'avoir acquis par actes en date des 9 septembre 2011 et 23 décembre 2015. Cette propriété a été divisée en deux lots destinés chacun à accueillir un exploitant agricole dans le cadre d'un bail rural à long terme de 25 ans.

Suite à l'appel à candidature lancé par la Chambre d'agriculture en vue de la mise à disposition des deux lots, plusieurs porteurs de projets se sont manifestés.

Ainsi, la candidature de Monsieur Vincent Dubois qui s'est portée sur le lot n° 2 cadastré sous les numéros 65 section AA de Gignac-la-Nerthe et 33 section AY de Châteauneuf-les-Martigues a été retenue par le Comité de sélection du 27 octobre 2015.

En effet, son projet de culture fourragère de qualité assurant l'autonomie alimentaire de son élevage équin est en adéquation avec les critères de choix définis par le SDAC.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve la conclusion d'un bail rural à long terme de 25 ans, conformément aux articles L 416-1 à L 416-9 du Code Rural et de la Pêche Maritime, qui consiste en la mise à disposition à titre onéreux au profit de Monsieur Vincent Dubois du lot n° 2 composé de deux parcelles de terrain nu cadastrées sous les numéros 65 section AA de Gignac-la-Nerthe et 33 section AY de Châteauneuf-les-Martigues pour une superficie totale de 2 ha 58 a 2 ca moyennant un fermage annuel fixé à 200 € (deux cents euros).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural ;
- La délibération AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 approuvant le schéma de cohérence territoriale (SCOT) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération AEC 009-1122/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant le schéma directeur agricole communautaire (SDAC) ;
- La délibération n° HN 009-17/03/16CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la conclusion d'un bail rural au profit de Monsieur Vincent Dubois doit lui permettre d'agrandir son exploitation agricole en vue d'assurer l'autonomie alimentaire de son élevage équin.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le bail rural, ci-annexé, au profit de Monsieur Vincent DUBOIS qui prend à bail une propriété agricole non bâtie d'une superficie de 2 ha 58 a 2 ca, cadastrée sous les numéros 65 section AA de Gignac-la-Nerthe et 33 section AY de Châteauneuf-les-Martigues, pour une durée de 25 ans moyennant un fermage annuel de 200 €(deux cents euros), fixé selon les barèmes issus de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2015 relatif aux baux et constatant l'indice de fermage agricole.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ce bail rural et tous les documents nécessaires.

Article 3 :

La recette correspondante sera inscrite aux budgets 2016 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille Provence – Sous politique A 130 – Nature 752 – Chapitre 75 - Fonction 020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 003-977/16/BM

■ Approbation de l'avenant n° 2 à la convention d'intervention foncière conclue avec la SAFER MET 16/1496/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du schéma de cohérence territoriale (SCOT) qui fait de la préservation des espaces ruraux un enjeu majeur, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, substituée depuis par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, a approuvé par délibération URB 004-1157/07 du 17 décembre 2007, la mise en œuvre d'un programme d'actions comportant un volet foncier, en faveur du maintien d'une agriculture durable afin de répondre aux attentes de l'ensemble des acteurs locaux : agriculteurs et gestionnaires de l'espace.

La société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) jouant un rôle majeur dans l'aménagement du territoire rural, un dispositif foncier a donc été mis en place en partenariat avec la SAFER permettant ainsi à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'acquérir du foncier agricole.

Cette action, par ailleurs, a été renforcée par le schéma directeur agricole communautaire (SDAC) qui confirme la nécessité de poursuivre ce dispositif foncier mis en place en partenariat avec la SAFER.

Ainsi, par délibération AEC 005-1016/10/CC du 25 mars 2010, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, substituée depuis par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, a approuvé la convention d'intervention foncière (CIF) conclue avec la SAFER pour une durée de trois ans et définissant les modalités de la mise en œuvre du service que la SAFER peut apporter à la collectivité.

Un premier avenant de prorogation de cette convention approuvé par délibération n° AEC 012-877/12/CC du 13 décembre 2013, a porté la durée de celle-ci au 31 décembre 2016.

Afin de poursuivre ce partenariat, il convient aujourd'hui de proroger pour une nouvelle durée de trois ans, la durée de validité de la convention d'intervention foncière (CIF).

Il convient que le Bureau de Métropole approuve l'avenant n° 2 prorogeant pour une nouvelle durée de trois ans, la durée de validité de la CIF conclue avec la SAFER.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La délibération URB 004-1157/07/CC du 17 décembre 2007 du Conseil de Communauté, approuvant le principe de mise en œuvre d'actions en faveur du maintien d'une agriculture durable sur le territoire de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération URB 017-309/08/CC du 8 février 2008 du Conseil de Communauté approuvant le principe de mise en œuvre d'études relatives à l'élaboration de diagnostics Sylvo-pastoraux dans les espaces naturels sur le territoire de Marseille Provence Métropole ;
- La délibération AEC 005-2016/10/CC du 25 mars 2010 du Conseil de Communauté du approuvant la convention d'intervention foncière (CIF) conclue avec la SAFER pour la mise en œuvre d'actions en faveur du maintien d'une agriculture durable.
- La délibération AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 du Conseil de Communauté approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération AEC 012-877/13/CC du 13 décembre 2013 du Conseil de Communauté approuvant l'avenant n° 1 à la convention d'intervention foncière (CIF) ;
- La délibération AEC 009-1122/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant le schéma directeur agricole communautaire (SDAC) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- La prorogation pour une nouvelle durée de trois ans de la durée de validité de la convention d'intervention foncière (CIF) conclue avec la SAFER permettra de poursuivre sur le territoire intercommunal agricole et naturel, la mise en œuvre de la veille foncière, de l'exercice du droit de

préemption de la SAFER et de l'observatoire foncier.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 2 ci-annexé à la convention d'intervention foncière, conclue avec la SAFER.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille Provence – Opération.2015/00105 - nature 2031- Fonction 54 – Sous politique C 130 – Chapitre 20.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 004-978/16/BM

**■ Approbation d'une convention cadre avec l'EPA Euroméditerranée, la Caisse des dépôts et consignations et la Ville de Marseille pour le Programme d'Investissement d'Avenir - Ville de demain - de l'Ecocité de Marseille
MET 16/1576/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La convention-cadre, objet de la présente délibération comporte 13 actions, déclinées en fiches actions spécifiques. La métropole AMP intervient dans la mise en œuvre de deux de ces actions soit en tant que co-financier (action n°10, « Qualité de l'Air sur l'EcoCité ») soit en tant que maître d'ouvrage (action n°12, « Déploiement du réseau d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques »).

Préalable :

Euroméditerranée : le laboratoire de la ville durable méditerranéenne

Créatrice d'emploi, de mixité sociale, de qualité environnementale, Euroméditerranée s'est très tôt placée dans une logique de développement durable. Par son engagement dans la démarche EcoCité l'EPAEM a souhaité amplifier ses efforts en se positionnant comme un laboratoire de la ville durable méditerranéenne.

L'objectif est de construire un modèle intégré et exemplaire d'aménagement et d'architecture en climat méditerranéen reproductible au niveau métropolitain.

L'EcoCité doit ainsi permettre d'expérimenter, dans une démarche pragmatique et opérationnelle, les bonnes pratiques qui pourront être exportées, non seulement à l'échelle de la Ville et du territoire Métropolitain mais aussi sur les 2 rives de la Méditerranée.

Marseille doit en effet faire face comme les autres Métropoles du littoral Méditerranéen à des enjeux sociaux et environnementaux importants (formation, gestion des risques d'inondation, mobilité...) accrus par le réchauffement climatique en cours. L'EcoCité doit ainsi constituer une opération de référence pour la Méditerranée, vitrine du savoir-faire local et national en la matière, contribuant ainsi au rayonnement Métropolitain.

Les partenaires institutionnels (Ville de Marseille, Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Département des Bouches du Rhône, Région Provence Alpes Côte d'Azur) du projet EcoCité Euroméditerranée s'engagent sur 4 objectifs principaux :

- Objectif 1 : Contribuer au fait métropolitain en assurant un effet levier tant sur les objectifs de croissance du SCOT que sur la structuration de ce territoire en archipel,
- Objectif 2 : Concevoir, expérimenter et développer les principes générateurs d'une EcoCité Méditerranéenne innovante, diffusables à l'échelle de la Métropole,
- Objectif 3 : Poursuivre le développement économique et accompagner la mutation sociale, culturelle et urbaine de la façade maritime Nord de Marseille,
- Objectif 4 : Promouvoir l'accès citoyen aux nouvelles technologies de l'information et de la communication ainsi qu'une offre de formation complète et cohérente avec les besoins des populations et entreprises.

Programme Ville de Demain – Ecocité Marseille

Dans le cadre de Programmes d'Investissements d'Avenir, l'Etat a confié à la Caisse des Dépôts la gestion du Programme « Ville de demain » doté d'une enveloppe de 668 M€. Il est mis en œuvre par des équipes spécialisées de la Caisse des Dépôts, qui agit en son nom et pour le compte de l'Etat.

Le programme « Ville de demain » doit participer à la mise en œuvre de la démarche EcoCité par le financement des projets urbains exemplaires.

L'objectif est de soutenir l'investissement dans les villes afin de faire émerger un nouveau modèle urbain, de favoriser l'évolution des usages et des pratiques en ville, de s'appuyer sur une approche intégrée et innovante des transports et de la mobilité, de l'énergie et des ressources, de l'organisation urbaine et de l'habitat.

Ce Programme a pour vocation de financer des projets innovants, démonstrateurs et exemplaires de ce que sera la ville de demain. Il comporte deux tranches :

- Tranche 1 (2010 - 2014) : Cette première tranche d'engagement a bénéficié aux 19 Ecocités intégrées à la démarche Ecocités lancée par l'Etat en 2009.
- Tranche 2 (2015 - 2017) : La seconde tranche, dotée de 336 M€, s'inscrit dans la continuité de la première et vise à poursuivre l'accompagnement des projets d'Ecocités, ainsi que la mise en œuvre de projets exemplaires dans des métropoles ou des agglomérations de grande taille.

Avec la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 sont donc éligibles de nouveaux territoires : toutes les Métropoles à compter du 1er janvier 2015, les EPCI du département des Bouches-du-Rhône ayant vocation à intégrer la Métropole Aix-Marseille au 1er janvier 2016, les collectivités territoriales de plus de 100 000 habitants ayant vocation à intégrer la Métropole du Grand Paris au 1er janvier 2016, les EPCI ayant vocation à accueillir les gares du Grand Paris Express, les territoires franciliens couverts par des opérations d'intérêt national (OIN) ainsi que les territoires intégrés à des OIN franciliennes dont la création interviendrait sur la période de validité du présent cahier des charges.

L'ouverture du champ d'intervention à des domaines tels que la rénovation énergétique du bâti, la préservation de la biodiversité ou encore l'innovation des bâtiments en termes d'usages ou de fonction urbaine, permet de prendre en compte de nouveaux projets répondant aux objectifs des collectivités territoriales.

Le Programme s'est également ouvert au financement des start-up et PME qui innovent dans le champ de la ville durable va permettre de soutenir l'innovation développée par les entreprises.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans le projet EcoCité :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence intervient dans deux actions du programme « Ville de demain » de l'Ecocité de Marseille à savoir :

- La qualité de l'air au travers d'une approche intégrée et innovante à l'échelle de l'ECOCITE de Marseille
- Le « Déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques »

Volet Air :

Depuis plusieurs années, la qualité de l'air est un sujet central des politiques européennes et la première préoccupation environnementale. La mobilisation des acteurs internationaux (ONU, OMS), nationaux (MEDDE, ADEME) et régionaux (DREAL) et les récentes évolutions réglementaires qui en découlent, illustrent les enjeux auxquels sont confrontés les territoires et décideurs publics mais également les citoyens, les acteurs économiques ainsi que les associations.

La ville durable doit ainsi être en capacité d'apporter des réponses innovantes et pragmatiques pour répondre à l'un des principaux enjeux du 21ème siècle.

C'est dans ce contexte que l'EPAEM, Air PACA et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence proposent de poser le cadre d'une collaboration via un partenariat pluriannuel visant une approche intégrée et innovante de la question de l'air, à l'échelle du périmètre d'ECOCITE de l'EPAEM, pour une meilleure gestion de la ville de demain, de son développement, de son urbanisme et de sa gestion des transports.

La ville durable doit en effet être en capacité d'apporter des réponses innovantes et pragmatiques pour répondre à l'un des principaux enjeux du 21ème siècle : la qualité de l'air. La surveillance de la qualité de l'air se présentera ici, à la fois comme un indicateur de bonne gestion environnementale et de qualité de vie dans ce territoire.

Volet Mobilité :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, a adopté le 26 octobre 2012 son Plan Climat Energie Territorial (PCET) et le 28 juin 2013 son Plan de Déplacement Urbain (PDU) qui vise, notamment, à réduire les émissions de gaz à effet de serre et la part modale des véhicules thermiques de 10% à l'horizon 2020.

C'est avec ce double objectif que MPM a décidé (délibération du 8 juillet 2011) de lancer un projet, appelé Station Electra, d'installation de stations de recharges pour Vélos à Assistance Électrique (VAE) et de bornes pour voitures électriques sur son territoire.

Ce projet prévoit que la recharge et le stationnement seront gratuits pour les tous usagers qui disposent d'une carte de transport (locale TRANSPASS, régionale « ZOU », etc.), dont l'obtention est gratuite, et qui auront fait la démarche volontaire de s'inscrire pour bénéficier de ce nouveau service.

Les équipements roulants (Vélos, VAE et véhicules électriques) ne sont pas mis à disposition par la Métropole, ils sont la propriété des usagers (particuliers, entreprises, associations, collectivités,

etc.) ou des entreprises spécialisées qui les mettent à disposition de leurs clients ou abonnés.

Le périmètre opérationnel d'EUROMED est un secteur privilégié pour faire du projet STATION Electra une « vitrine » de la mobilité durable pour tout le territoire de la Métropole et un terrain d'expérimentation pour le développement des services de proximité associés qui ont besoin d'un minimum de densité d'équipement de recharge pour développer leurs offres.

Objet de la convention :

La convention jointe, entre l'EPAEM, la Caisse des Dépôts et Consignations, la Ville de Marseille et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, a pour objet :

- de préciser la stratégie globale du projet d'EcoCité,
- de préciser les modalités d'intervention du programme relatives aux actions sélectionnées dans une décision d'engagement.

Les stipulations de la convention s'appliquent à ces financements.

Toute subvention consentie à un Maître d'Ouvrage au titre d'un Projet d'Investissement Subventionné ou d'un Projet d'Ingénierie sera soumise aux termes de la Convention.

Il est donc proposé d'approuver cette convention qui précise la stratégie de l'Ecocité ainsi que les modalités d'intervention du programme relatives aux Actions Sélectionnées dans une décision d'Engagement de ce partenariat pluriannuel.

La convention est conclue jusqu'au 30 septembre 2020.

Dans ce cadre, le Conseil de Territoire Marseille Provence assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération «Déploiement du réseau d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques » (décrite dans la fiche action n°12 page 89). Cette opération financière de 1 524 000€TTC sera subventionnée à hauteur de 435 000€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi sur l'air n°96-1236 du 30 décembre 1996, sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (LAURE) ;
- Vu l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010 relative au programme d'investissements d'avenir (le Programme d'Investissements d'Avenir),
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté du 2 mars 2015 portant prolongation d'agrément, pour 3 ans, de l'association de surveillance de la qualité de l'air « Airpaca » au titre du Code de l'Environnement (livre II, titre II) ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence procédant à l'élection du Président, des Vice-Présidents et des membres du Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Métropolitain n°HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016.
- La convention du 28 septembre 2010 entre l'Etat et la Caisse des dépôts et consignations relative au Programme d'Investissements d'Avenir modifiée par l'avenant n°1 du 27 mai 2015 et par l'avenant n°2 relatif à l'appel à projets « Démonstrateurs industriels pour la Ville durable », et portant création d'un fonds, dénué de la personnalité morale, dénommé Programme Ville de demain (le Programme),
- La décision du Premier ministre (ou du Commissariat Général à l'Investissement par délégation ou du Comité opérationnel des financements) du 22 décembre 2015 (la Décision d'Engagement du 17 décembre 2015);
- L'arrêté du 16 mars 2015 relatif à l'approbation du cahier des charges « Ville de demain- tranche 2 ».

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le caractère essentiel de l'Opération d'Intérêt National Euroméditerranée
- Qu'il est nécessaire pour la métropole d'Aix-Marseille-Provence de participer à une démarche d'approche intégrée et innovante de la question de l'air, à l'échelle du périmètre d'ECOCITE de Marseille, pour une meilleure gestion de la ville de demain, de son développement, de son urbanisme et de sa gestion des transports.
- Qu'il est nécessaire pour la métropole d'Aix-Marseille-Provence de participer au Programme d'Investissement d'Avenir « Ville de demain » de l'ECOCITE de Marseille
- Qu'il est nécessaire pour la métropole d'Aix-Marseille-Provence de participer à la réflexion une approche intégrée et innovante de la question de l'air, à l'échelle du périmètre d'ECOCITE de Marseille, pour une meilleure gestion de la ville de demain, de son développement, de son urbanisme et de sa gestion des transports.
- Que le périmètre opérationnel d'EUROMED est un secteur privilégié pour faire du projet STATION Electra une « vitrine » de la mobilité durable pour tout le territoire de la métropole et un terrain d'expérimentation pour le développement des services de proximité associés qui ont besoin d'un minimum de densité d'équipement de recharge pour développer leurs offres

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention-cadre ci-annexée conclue entre l'EPAEM, la Caisse des dépôts et Consignations et la métropole d'Aix-Marseille-Provence dans le cadre du Programme d'Investissement d'Avenir « Ville de demain » pour l'ECOCITE de Marseille.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 005-979/16/BM

■ Déclinaison de la convention-cadre avec l'EPA Euroméditerranée, la Caisse des Dépôts et Consignations et la Ville de Marseille - Action n°10 - Approbation d'une convention avec l'association AIRPACA et l'EPA Euroméditerranée dans le cadre d'une approche intégrée et innovante de la question de l'air à l'échelle de l'ECOCITE, et attribution d'une subvention à l'EPA Euroméditerranée
MET 16/1579/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La convention tripartite et la subvention associée, objet de la présente délibération, constituent la déclinaison de l'action n°10 de la convention-cadre entre l'EPAEM, la Caisse des Dépôts et Consignations, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En application de la loi du 12 juillet 1999, relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, et de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2000, la communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerce la compétence de « lutte contre la pollution de l'air » depuis le 31 décembre 2000.

Ces obligations légales ont fait de la surveillance de l'air une mission principale dans la problématique de la qualité de l'air, suite à la loi n°96-1236 du 30 décembre 1996, sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie, qui reconnaît à chacun le droit de respirer un air qui ne nuise pas à sa santé.

Au 1er janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de gestion des nuisances sonores.

Par délibération du Conseil Métropolitain n°HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a délégué ses compétences au Conseil de Territoire Marseille-Provence, sur son périmètre de protection en matière de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie et, plus particulièrement, la mise en œuvre des actions de lutte contre la pollution de l'air, conformément aux orientations cadres définies par le Conseil de la Métropole.

Par ailleurs, depuis le 1er janvier 2012 dans chaque région, l'Etat confie la mise en œuvre de la surveillance prévue à l'article L. 221-2 à un organisme agréé pour un ou des paramètres donnés de la qualité de l'air.

Les deux acteurs principaux de la surveillance de la qualité de l'air en région Provence-Alpes-Côte-d'Azur AIRFOBEP et Atmo PACA, ont fusionné le 10 janvier 2012 sous le nom de AIRPACA. Agréée par le Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, au titre de l'article L.221-3 du Code de l'Environnement, l'Association AIRPACA, assure depuis lors la surveillance de la qualité de l'air et de lutte contre les pollutions atmosphériques sur ce périmètre géographique.

AIRPACA, en tant qu'Association Agréée pour la Surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA) est notamment chargée de piloter un programme spécifique de suivi de la pollution atmosphérique sur le Conseil de Territoire Marseille-Provence, visant plus particulièrement l'agglomération marseillaise et le périmètre Ecocité.

Par ailleurs, depuis plusieurs années, la qualité de l'air est un sujet central des politiques européennes et la première préoccupation environnementale. La mobilisation des acteurs internationaux (ONU, OMS), nationaux (MEDDE, ADEME) et régionaux (DREAL) et les récentes évolutions réglementaires qui en découlent, illustrent les enjeux auxquels sont confrontés les territoires et décideurs publics mais également les citoyens, les acteurs économiques ainsi que les associations.

La ville durable doit ainsi être en capacité d'apporter des réponses innovantes et pragmatiques pour répondre à l'un des principaux enjeux du 21ème siècle.

C'est dans ce contexte que l'EPA Euroméditerranée (EPAEM), l'association agréée Air PACA et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence proposent de poser le cadre d'une collaboration via un partenariat pluriannuel visant une approche intégrée et innovante de la question de l'air, à l'échelle du périmètre d'ECOCITE de l'EPAEM, pour une meilleure gestion de la ville de demain, de son développement, de son urbanisme et de sa gestion des transports.

La ville durable doit en effet être en capacité d'apporter des réponses innovantes et pragmatiques pour répondre à l'un des principaux enjeux du 21ème siècle : la qualité de l'air. La surveillance de la qualité de l'air se présentera ici, à la fois comme un indicateur de bonne gestion environnementale et de qualité de vie dans ce territoire.

Les trois partenaires :

L'EPAEM, avec le projet EcoCité, ambitionne de créer un laboratoire de la ville durable méditerranéenne adapté au contexte et aux problématiques locales. L'objectif est d'en éprouver les principes générateurs pour diffuser ce modèle à l'échelle de la métropole et sur l'arc méditerranéen. L'EPAEM s'est très tôt lancé dans une démarche ambitieuse de développement

durable soutenue par l'innovation technologique dans une logique « high tech / low cost » (technologie de pointe à faible coût) et souhaite pleinement intégrer la question de l'air à la problématique du développement durable.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dans sa démarche de développement durable portée par le Plan Climat-Energie Territoire, est pleinement impliquée dans la démarche de l'EPAEM. Elle est aussi l'autorité territoriale compétente sur la qualité de l'air et l'un des acteurs de la mise en transversalité de la question de l'air.

Au cœur du réseau de professionnels agréés de la qualité de l'air, Air PACA remplit une mission d'intérêt général et accompagne la réflexion des décideurs contribuant à l'élaboration et au suivi des objectifs des plans d'actions qui ciblent la qualité de l'air, le climat, l'énergie et la protection de la santé. A l'aide des outils de mesure et de modélisation, qui permettent de comprendre les phénomènes de pollution, Air PACA participe à la synergie de différents plans par le biais des études spécifiques qui permettent d'établir les liens existant entre l'air, la santé et l'environnement.

L'objectif de ce partenariat :

Cette collaboration s'inscrit dans une démarche partenariale définie par une convention-cadre du programme « Ville de Demain » entre la Caisse des Dépôts et Consignation, l'EcoCité de Marseille, la Ville de Marseille et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, fixant les priorités nationales en écologie, développement et mobilité durables du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA).

Deux conventions sont établies pour le volet Air, l'une bipartite entre l'EPAEM et Airpaca et l'autre, tripartite entre l'EPAEM, Airpaca et la Métropole AMP. Les deux conventions sont financièrement indépendantes.

Dans le cadre de la présente collaboration (convention tripartite), les trois parties souhaitent contribuer à l'amélioration des connaissances des acteurs et des citoyens sur cet enjeu, ainsi qu'à l'émergence des nouvelles solutions techniques et méthodologiques susceptibles de limiter les sources de pollution et l'impact de la pollution de l'air sur l'écosystème et les populations locales.

Cette collaboration s'inscrit aussi dans le prolongement de la convention précédemment passée entre Air PACA et MPM dans le cadre du Plan d'Urgence sur la Qualité de l'Air (2013-2016), visant le suivi spécifique de la qualité de l'air sur l'agglomération marseillaise. Le périmètre de l'EPAEM, et, en particulier, le projet d'Ecocité, est spécifiquement mentionné comme d'un intérêt particulier pour la Métropole. Les leviers d'actions qui seront mis en lumière par les travaux issus de cette collaboration seront ainsi autant d'outils mobilisables par la Métropole.

La convention tripartite sur l'Air, objet de la présente délibération, fixe les modalités de coopération entre Air PACA, l'EPAEM et la Métropole. Sa durée est de 3 ans. Elle est destinée à être complétée par un ensemble de fiches actions spécifiques, ultérieurement définies au cours de l'avancement du projet. Ces fiches feront l'objet d'un conventionnement spécifique.

Le coût prévisionnel estimé de la convention tripartite pour les deux premières années du partenariat est de 135 000 euros qui se décompose en 101 000 euros de fonctionnement et 34 000 euros d'investissement (Achat d'un préleveur de microparticules et d'un mat météo équipé). Le mat météo équipé restera définitivement dans le périmètre de l'EPAEM.

	Financement Air PACA € HT	Financement EPAEM € HT (hors subventions PIA et Métropole)	Financement Métropole AMP € TTC	Subvention PIA € HT	Budget total € HT
Convention 1	15 000 €	19 500 €		10 500 €	45 000 €
Convention 2	35 000 €	30 000 €	35 000 €	35 000 €	135 000 €
Total	50 000 €	49 500 €	35 000 €	45 500 €	180 000 €

Il est donc proposé d'approuver le versement à l'EPAEM, d'une subvention de 35 000 euros TTC dans le cadre de la convention tripartite EPAEM,- AIRPACA- Métropole AMP (convention n°2), d'une durée de 3 ans, pour une approche intégrée et

innovante de la question de l'air à l'échelle de l'ECOCITE.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Métropolitain n°HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 ;
- Loi sur l'air n°96-1236 du 30 décembre 1996, sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (LAURE)
- L'arrêté du 2 mars 2015 portant prolongation d'agrément, pour 3 ans, de l'association de surveillance de la qualité de l'air « Airpaca » au titre du code de l'environnement (livre II, titre II) ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Oùï le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que le caractère essentiel de l'Opération d'Intérêt National Euroméditerranée
- Qu'il est nécessaire pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de participer à une démarche d'approche intégrée et innovante de la question de l'air, à l'échelle du périmètre d'ECOCITE de Marseille, pour une meilleure gestion de la ville de demain, de son développement, de son urbanisme et de sa gestion des transports.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention tripartite ci-annexée conclue avec l'EPA Euroméditerranée et l'association AIRPACA qui fixe les modalités de financement et de mise en œuvre de ce partenariat d'une durée de trois ans, conclu dans le cadre d'une approche intégrée et innovante de la qualité de l'air à l'échelle de l'Ecocité de Marseille.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Est attribuée une subvention de 35 000€ TTC à l'EPA Euroméditerranée.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Sous – Politique G210 – Nature 6748 – Fonction 74

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 006-980/16/BM

**■ Approbation d'un avenant de prolongation de la convention conclue avec la commune de Septèmes-les-Vallons relative à la réduction de l'usage des produits phytosanitaires et à l'aide à la construction d'un bâtiment à haute qualité énergétique - Plan Climat-Energie Territorial
MET 16/1578/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération PEDD 011-1198/15/BC du 25 septembre 2015, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé une convention avec la commune de Septèmes-les-Vallons relative à l'attribution d'une subvention pour :

- La réalisation d'un diagnostic en vue de la mise en œuvre d'un plan de désherbage,
- La construction d'un bâtiment à haute qualité énergétique destiné à l'élevage caprin.

Le deuxième volet concernait le subventionnement d'un projet exemplaire de chèvrerie qui, suite à plusieurs événements non prévisibles, n'a pas pu voir le jour durant la durée de validité de la convention.

En effet, le marché de travaux rédigé par la maîtrise d'œuvre de la commune a été déclaré infructueux puis le marché avec cette même maîtrise d'œuvre rompue ce qui a empêché le démarrage des travaux de la chévrerie.

L'ambition énergétique et environnementale du projet n'ayant pas été modifiée et une nouvelle équipe de maîtrise d'œuvre ayant été constituée, il est proposé au Bureau de la Métropole de prolonger la durée de validité de la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 025-1312/15/CC du 25 septembre 2015 de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole d'attribution d'une subvention à la commune de Septèmes-les-Vallons relative à la réduction de l'usage des produits phytosanitaires et à l'aide à la construction d'un bâtiment à haute qualité énergétique
- La délibération n°011-1198/15/BC du 25 septembre 2015 de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole d'approbation d'une convention avec la commune de Septèmes-les-Vallons relative à la réduction de l'usage des produits phytosanitaires et à l'aide à la construction d'un bâtiment à haute qualité énergétique ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- La compatibilité des actions subventionnées avec les objectifs opérationnels et réglementaires du Plan Climat-Energie Territorial de Marseille Provence Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant de prolongation ci-annexé de la convention n°15/1639 conclue entre la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la commune de Septèmes-les-Vallons.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 007-981/16/BM

**■ Attribution d'une subvention à la Commission Locale d'Information de Cadarache - Approbation d'une convention
MET 16/1585/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application de la circulaire du 15 décembre 1981, des Commissions Locales d'Information ont été mises en place, à l'initiative des Conseils Généraux, autour de la plupart des installations nucléaires.

La loi du 13 juin 2006, relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire, a conforté l'existence de ces CLI en leur donnant un statut législatif. Ces Commissions Locales d'Information sont chargées d'une mission générale de suivi, d'information et de concertation en matière de sécurité nucléaire, de radioprotection et d'impact des activités nucléaires sur les personnes et l'environnement pour ce qui concerne les installations des sites. Les Commissions Locales d'Information doivent assurer une large diffusion des résultats de leurs travaux sous une forme accessible au plus grand nombre.

La loi confirme que la création des CLI incombe au Président du Conseil Départemental. Les Commissions Locales d'Information comprennent, entre autres, des représentants des Conseils départementaux, des Conseils Municipaux et ou des Assemblées délibérantes des groupements de communes.

La CLI Cadarache a été instituée pour représenter les établissements du CEA de Cadarache (sis sur la commune de Saint Paul-Lez-Durance), d'ITER (sis sur

la commune de Saint Paul-Lez-Durance) et Gammaster (sis sur la commune de Marseille).

La CLI, comme elle le fait depuis 2009, sollicite au titre de l'année 2016 une subvention auprès de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- le Code de l'Environnement et notamment son article L.125-1 ;
- la loi n°2006-286 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire notamment son article 22 ;
- la circulaire du 15 décembre 1981 relative à la mise en place des Commissions Locales d'Information ;
- le décret n°2008-251 du 12 mars 2008 relatif aux Commissions Locales d'Information auprès des Installations Nucléaires de Base ; l'arrêté pris par le Conseil Général des Bouches du Rhône du 30 avril 2009 portant modification de la CLI Cadarache ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 10 000 €, dont 8 000€ au titre du territoire du Pays d'Aix et 2 000 € au titre du territoire de Marseille-Provence.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec la Commission Locale d'Information de Cadarache.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention jointe et toutes autres pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Cadre de vie,
traitement des déchets, eau et
assainissement"***

DEA 001-982/16/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec l'entreprise GUIGUES relatif au marché 12/094 : desserte pluviale du chemin du Marinier - 13016 Marseille
MET 16/1502/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'entreprise GUIGUES a été attributaire du marché n° 12/094 pour la desserte pluviale du chemin du Marinier 13016 Marseille.

Les autorisations administratives n'ayant pu être obtenues, le marché a été résilié sur le fondement de l'article 47.2 du CCAG Travaux.

L'entreprise GUIGUES a adressé un mémoire en réclamation d'un montant de 179 819,79 € HT soit 215 783,75 € TTC au titre de demande de rémunération complémentaire.

La société GUIGUES a saisi le CCIRAL le 30 juin 2015 en maintenant sa demande de rémunération de 179 819,79 € HT.

En réponse du 25 novembre 2015, la métropole d'Aix-Marseille-Provence a proposé d'accorder 27 941,00 € HT sur le fondement de l'article 46.4 du CCAG Travaux « résiliation pour motif d'intérêt général » correspondant à une indemnisation de 5% du montant initial du marché.

Le CCIRAL a rendu son avis le 21 juillet 2016 suite à la séance du 23 juin 2016 en indiquant que le litige entre la société GUIGUES et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence trouverait une solution équitable par l'octroi d'une somme de 61 909 euros HT.

Au regard des éléments avancés, et afin de prévenir tout contentieux, tout en permettant l'indemnisation de l'entreprise GUIGUES, les parties se sont rapprochées pour tenter de formaliser un accord amiable en application des articles 2044 et suivants du Code Civil.

Il est donc proposé par la présente délibération et sur les bases de l'avis du CCIRAL, d'adopter le protocole transactionnel ci-joint qui ramène la réclamation de l'entreprise GUIGUES à 61 909 euros HT soit 74 290,80 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'avis rendu par le CCIRAL en date du 21 juillet 2016 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de recourir à la procédure transactionnelle afin de permettre le règlement amiable des sommes dues à l'entreprise GUIGUES.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure transactionnelle avec l'entreprise GUIGUES.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé, portant sur un montant indemnitaire de 61 909 euros HT soit 74 290,80 euros TTC.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget général : Opération 2015/00001 – Sous-Politique F180 – Nature 2315.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 002-983/16/BM

**■ Approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative à l'équipement de télérelève sur les boîtes de lavage
MET 16/1518/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013, le Conseil de Communauté a approuvé le choix de la Société des Eaux de Marseille en qualité de Déléataire de Service Public pour l'exploitation du service public d'eau potable sur l'ensemble du territoire de la Communauté Urbaine.

La convention de délégation de service public n° 13/222 a été conclue et notifiée à la SEM le 09 décembre 2013. Celle-ci, conformément au certificat administratif n° 2 du 26 février 2015, a changé de dénomination sociale et est devenue SEMM (Société des Eau de Marseille Métropole).

Le contrat prévoit, après la fermeture progressive des boîtes de lavage de la voirie et dans un souci d'économie d'eau, la mise en place d'équipements permettant la télésurveillance à distance des consommations d'eau au niveau des boîtes de lavage restant en service sur les bassins versants du Jarret et de l'Huveaune. La télérelève permettra la détection des fuites ainsi que la mise en place d'une facturation au réel de la consommation d'eau pour le nettoyage des voiries.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 1 670 993.50 d'euros HT dont 240 000 euros de participation de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre de la thématique Economies d'Eau.

Afin d'obtenir des subventions, il est nécessaire d'autoriser le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à demander et à signer tous documents afférents à celles-ci.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006
- La délibération AGER001-607/13/CC du 31 octobre 2013 portant sur l'approbation du choix de la Société des Eaux de Marseille en qualité de Déléataire de Service Public pour l'exploitation du service public d'eau potable sur l'ensemble du territoire de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que dans le cadre de la thématique « Economies d'Eau », l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'est engagée à participer financièrement à ce projet par la convention n°2016 1385 du 10/08/2016

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse pour le financement de l'opération « Equipements de télérelève sur les boîtes de lavage » dont l'aide s'élève à 240 000 €.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents nécessaires à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les recettes correspondantes sont constatées au budget annexe assainissement 2016 et suivants - Sous politique : F170- Nature 13111 - Code gestionnaire : 3DEAE.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 003-984/16/BM

**■ Approbation de deux conventions avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation d'opérations relatives au Contrat Protection et Economie de la Ressource en Eau (CONPERE)
MET 16/1520/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de sa séance du 25 septembre 2015, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération PEDD 008-1295/15/CC le Schéma Directeur d'Alimentation en eau potable, afin de préciser la stratégie de Marseille Provence Métropole en matière de sécurisation, de modernisation, d'amélioration et d'extension de ses systèmes d'alimentation en eau brute et en eau potable.

Lors de sa séance du 20 novembre 2015, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération PEDD 006-1470/15/CC le Contrat Protection et Economie de la Ressource en Eau avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme de travaux du système d'eau potable de l'agglomération de Marseille.

Ce contrat comporte un programme précis d'études et de travaux stratégiques que Marseille Provence Métropole s'engage à conduire sur la période 2015-2018. Le montant prévisionnel du programme d'actions s'élève à 55 660 000 euros HT. En contrepartie, l'Agence de l'Eau s'engage, sous réserve du respect effectif du programme d'actions, à majorer le taux de ses aides dont le montant pourra atteindre 14 301 100 euros HT.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération PEDD 008-1295/15/CC portant sur l'adoption du Schéma Directeur d'Alimentation en eau potable ;
- La délibération PEDD 006-1470/15/CC portant sur l'approbation du Contrat Protection et Economie de la Ressource en Eau avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et l'Etat ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que dans le cadre du Contrat Protection et Economie de la Ressource en Eau (CONPERE), l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'est engagée à participer financièrement à ce projet

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les conventions ci-annexées conclues avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse pour le financement des opérations suivantes :

- « Réalisation de la galerie des Janots à La Ciotat » dont l'aide s'élève à 2 796 000 € dans le cadre de la subvention et à 3 186 600 € dans le cadre de l'avance
- « Remplacement de la conduite Siphon des Brayes à Cassis » dont l'aide s'élève à 451 336€.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ces conventions ainsi que tous les documents nécessaires à leurs mises en œuvre.

Article 3 :

Les recettes correspondantes sont constatées au budget annexe eau 2017 et suivants - Sous politique : F160 – Nature 13111 – Code gestionnaire : 3DEAE.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 004-985/16/BM

**■ Constitution d'une servitude de passage en tréfonds sur la parcelle cadastrée section BW n°192, située Impasse Latil sur la commune de Miramas, propriété de Monsieur et Madame De Assunpcao/Ferreira Acacio, au bénéfice de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
MET 16/1724/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la régularisation du passage de réseaux d'eau et d'assainissement, traversant la propriété cadastrée section BW n° 192, située Impasse Latil sur la commune de Miramas, propriété de Monsieur Acacio De Assunpcao et Madame Louise Ferreira , la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit constituer une servitude de passage en tréfonds.

France Domaine a été régulièrement saisi.

Il a été convenu d'établir une servitude de passage en tréfonds d'une emprise d'environ 116 m² suivant une indemnisation d'un montant de mille sept cent quarante euros hors taxes (1 740 € H.T.).

Monsieur Acacio De Assunpcao et Madame Louise Ferreira ont donné leur accord sur les modalités de la constitution de cette servitude.

Il est ici précisé que les frais de notaire seront à la charge de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la constitution d'une de passage en tréfonds d'une emprise d'environ 116 m², traversant la propriété cadastrée section BW n° 192, située Impasse Latil sur la commune de Miramas, propriété de Monsieur Acacio De Assunpcao et Madame Louise Ferreira, dans le cadre de la régularisation du passage de réseaux d'eau et d'assainissement, moyennant une indemnité de mille sept cent quarante euros hors taxes (1 740 € H.T.).

Article 2 :

Maître Florence Xiberras, notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais lié à la présente procédure est à la charge de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

La dépense correspondante est imputée au budget annexe eau et assainissement de la Métropole, chapitre 011, nature 6137.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer, l'acte authentique et tous les documents en découlant.

DEA 005-986/16/BM

**■ Demande de subventions pour la rénovation et l'extension de la déchèterie d'Aix-en-Provence - Ajustement du montant de l'opération et du plan de financement
MET 16/1774/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Par délibération du 16 mai 2013, La Communauté du Pays d'Aix actait du programme des travaux d'aménagement et d'extension de la déchèterie de la Parade à Aix-en-Provence, aujourd'hui saturée, vieillissante et qui n'est plus adaptée au regard de la fréquentation rencontrée et de la réglementation en vigueur, en particulier en matière de sécurité.

Par délibération du 26 novembre 2015, la Communauté du Pays d'Aix présentait un plan de financement et sollicitait une demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, de la Région Paca et de l'Ademe pour un montant de travaux estimé à 900 000 €HT.

Fin 2015, l'estimation a été ajustée à 975.000 €HT en intégrant quelques derniers aménagements complémentaires.

Compte tenu de l'enveloppe estimative initiale, la Communauté du Pays d'Aix a lancé fin 2015, une procédure adaptée allotie en 4 lots pour la réalisation des travaux à venir. Suite à cette consultation, le montant contractuel global pour la réalisation des travaux est de 1 028 394,97 €HT.

Compte tenu de l'écart significatif entre l'estimation initiale et le montant contractuel pour la réalisation des travaux de rénovation et d'extension de la déchèterie d'Aix-en-Provence, il convient de délibérer à nouveau pour solliciter les partenaires institutionnels sur la base d'un montant de programme de travaux et d'un plan de financement prévisionnel réajustés et présentés ci-après.

Ce réajustement de programme a été décidé par la Conseil de Territoire du 12 octobre 2016.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 1 028 394,97 €HT.

Le Plan de financement prévisionnel ajusté de

cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 Dispositif « Aides aux Communes »	46,7 %	479 876 euros
ADEME	23,3 %	240 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence – CT2	30%	308 519 euros
TOTAL	100 %	1 028 395 euros

En accord avec le Conseil Départemental le dossier de demande de subvention déposé fin 2015 sous le numéro AC-005783 a été mis à jour de ces éléments. De la même manière le CD13 a été informé que compte tenu du planning institutionnel, les travaux de requalification ont commencé avant le passage de cette délibération en Bureau de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2014_A242 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 11 décembre 2014 créant l'Autorisation de Programme n° DI173AP relative à l'opération Extension Rénovation Déchèteries ;
- La délibération initiale de demande de subvention n°2015_B639 du Bureau communautaire de la CPA du 26 novembre 2015 ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 12 octobre 2016 du Conseil de Territoire ajustant le montant définitif du programme ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Pour la réalisation de l'opération rénovation et extension de la déchèterie d'Aix-en-Provence, Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'État, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent sur la base du montant du programme de travaux et du plan de financement réajustés.

Article 2 :

La recette correspondante est inscrite au Budget Annexe SPED – CT2 « Service Prévention Élimination des Déchets » de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, section d'investissement – Nature 1323 – Fonction 7213

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 006-987/16/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société Valsud
MET 16/1528/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la délégation de service public n°5//1130, la société EveRé a en charge sur le Centre de Traitement Multifilières de Fos sur Mer, du traitement de l'ensemble des tonnages de déchets produits sur le territoire Marseille Provence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Les perturbations, qui ont affecté au cours du mois de juin 2016 le transfert des ordures ménagères vers le Centre de Traitement Multifilières de Fos sur Mer, ont nécessité des mesures exceptionnelles au regard du risque sanitaire encouru.

En effet, du 8 juin 2016 et jusqu'au 28 juin suivant inclus, le Territoire Marseille Provence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, n'a pu acheminer les ordures ménagères provenant de ses centres de transfert de déchets vers le centre de traitement multifilières de Fos sur Mer, du fait du blocage de l'accès au site par des grévistes.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence a dû, dans l'urgence, prendre les mesures nécessaires pour assurer, pendant toute cette période, la continuité du service public d'enlèvement et de traitement des ordures ménagères, la société EveRé n'ayant proposé aucune action allant dans ce sens.

De ce fait, pendant 21 jours, 4 459,98 tonnes d'ordures ménagères ont été amenées sur l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux de Septèmes-Les-Vallons exploitée par la société Valsud.

Ces tonnages réceptionnés et traités par la société Valsud doivent faire l'objet d'une indemnisation financière. Dans ce cadre et compte-tenu des circonstances de l'espèce, la société Valsud accepte de diminuer le coût de prise en charge fixé à 65 euros HT et de le porter à 63 euros HT la tonne, coût auquel il convient d'ajouter 20,08 € HT/tonne pour la Taxe Générale sur les Activités Polluantes.

Le présent protocole d'accord transactionnel a donc pour objet d'indemniser la Société Valsud pour la prestation exceptionnelle de réception et de traitement des ordures ménagères du Territoire Marseille Provence du 8 au 28 juin 2016 inclus sur l'ISDND Valsud de Septèmes-Les-Vallons.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'indemniser la Société Valsud pour la prestation exceptionnelle de réception et de traitement des ordures ménagères du Territoire Marseille Provence du 8 au 28 juin 2016 inclus sur l'ISDND VALSUD de Septèmes-les-Vallons.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé conclu avec la société Valsud.

Article 2 :

L'indemnité transactionnelle au bénéfice de la société Valsud est fixée pour solde de tout compte à 407 588,65 TTC.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 008-989/16/BM

**■ Approbation d'une convention cadre avec les Etablissements Hospitaliers relative à la crémation des pièces anatomiques
MET 16/1533/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est compétente dans la gestion des services d'intérêts collectifs et notamment en matière de Crématorium.

Conformément au décret n°97-1048 du 6 Novembre 1997 et à la Circulaire n° 53 du 26/07/91 relative à la mise en œuvre de procédés de désinfection des déchets contaminés des établissements hospitaliers et assimilés, les établissements hospitaliers publics ou privés doivent faire procéder à l'incinération des pièces anatomiques provenant des blocs opératoires par des installations de crémation agréées.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence étant en mesure de répondre à ces nécessités grâce aux installations du Crématorium Saint-Pierre, il est opportun d'envisager le renouvellement d'une collaboration institutionnelle entre les établissements hospitaliers qui en feraient la demande et la Métropole d'Aix-Marseille Provence.

En contrepartie de la prestation de crémation, une redevance sera perçue par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, conformément à la délibération tarifaire en vigueur.

Cette convention conforme aux règles édictées par l'arrêté ministériel du 7 septembre 1999, modifié par l'arrêté du 20 mai 2014 relatif au contrôle des filières d'élimination des déchets à risques infectieux et assimilés et pièces anatomiques, a une durée de cinq ans.

Chaque établissement hospitalier demandeur fera l'objet d'une convention signée sur le modèle de la présente convention cadre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de Santé Publique
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république
- Le Décret n°97-1048 du 6 Novembre 1997
- La Circulaire n° 53 du 26/07/91 relative à la mise en œuvre de procédés de désinfection des déchets contaminés des établissements hospitaliers et assimilés
- La délibération EPPS 003-1353/15/CC/Cdu 25 septembre 2015 relative à la fixation des taxes de crémation pour l'année 2016,
- L'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie du Crématorium Saint-Pierre rendu le 22 septembre 2016
- La délibération n°EPPS 001-388/11/BC du 8 juillet 2011 approuvant la convention cadre avec les Etablissements Hospitaliers ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Sur le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient d'approuver une nouvelle convention cadre proposée aux établissements de santé publics ou privés pour la crémation des pièces anatomiques.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention cadre ci-annexée relative à la crémation des pièces anatomiques.

Article 2

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer chaque convention établie conformément à la convention ci-annexée.

Article 3

Les recettes seront constatées au Budget Annexe du Crématorium – Sous Politique F220 – Nature 7061.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Tourisme,
valorisation du patrimoine"**

TVP 001-990/16/BM

**■ Approbation d'une convention de partenariat
entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et
Bouches-du-Rhône Tourisme
MET 16/1676/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi de modernisation de l'action publique et d'affirmation des Métropoles du 27 janvier 2014 (n° 2014-58) a inscrit la compétence « promotion du tourisme » dont la création d'offices de tourisme au sens du 1° du I de l'article L. 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales parmi les compétences exercées de plein droit par les communautés urbaines et les métropoles, en lieu et place des communes membres.

L'ordonnance n° 2015-333 du 26 mars 2015 porte diverses mesures de simplification et d'adaptation dans le secteur touristique, et vient préciser par l'introduction d'un nouvel article L. 134-1-1 du Code du Tourisme, que les communautés urbaines doivent se prononcer sur le maintien des offices de tourisme existants dans le délai de six mois à compter de la date à laquelle ils leur sont rattachés.

Dans le contexte actuel, au 1^{er} janvier 2018, la compétence promotion du tourisme est transférée à la Métropole.

La loi fixe une période de transition du 1^{er} janvier 2016 au 1^{er} janvier 2018 pour organiser progressivement les transferts de compétences des Communes vers la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Dans ce contexte, la Métropole est en charge de l'élaboration et de la mise en œuvre de la stratégie de développement économique dont le volet « promotion du tourisme » est une partie intégrante.

Par ailleurs, dans le cadre de ses missions, Bouches-du-Rhône Tourisme dont l'expertise est reconnue, accompagne au quotidien et sur le territoire départemental, les collectivités et professionnels de la filière touristique. Ils bénéficient ainsi d'une expertise pluridisciplinaire, et d'outils adaptés.

En effet, Bouches-du-Rhône Tourisme, en partenariat étroit avec les institutions et les professionnels locaux, conduit la stratégie touristique au profit du département. Sur le terrain, son équipe

pluridisciplinaire propose un accompagnement sur mesure et gère la diffusion de l'information touristique des Bouches-du-Rhône.

A un niveau plus large, Bouches-du-Rhône Tourisme déploie une politique de promotion et de rayonnement de la destination.

L'objectif de cette convention est d'aboutir à la définition d'un plan stratégique métropolitain en lien avec la politique touristique départementale, qui s'articulera autour de trois points :

- Le cadre de l'organisation touristique qui recensera l'ensemble des acteurs de la filière
- Les orientations stratégiques qu'il conviendra d'afficher et de mettre en œuvre
- Le programme d'actions que la Métropole proposera à la validation de ses élus.

Ce plan stratégique métropolitain de la promotion du tourisme établi en lien avec le schéma d'aménagement touristique départemental, se matérialisera sous forme d'un document de restitution et d'une présentation auprès des acteurs métropolitains du tourisme (techniciens et élus) avant le terme de la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,
Considérant**

- Le besoin de la Métropole de s'appuyer sur une expertise et sur des outils adaptés en matière de tourisme,
- Que Bouches-du-Rhône Tourisme, agence de développement et de réservation touristique, conformément aux articles L111-1, L131-5 et L132-1 à L132-6 du Code du Tourisme, portant répartition dans le domaine du tourisme, créé à l'initiative du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, prépare et met en œuvre la politique touristique départementale,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec Bouches-du-Rhône Tourisme définissant les modalités d'attribution d'une contribution de 15 000 euros afin de financer les études nécessaires.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence Sous-politique B330 – Nature 6748 – Fonction 64.

***Commission "Voirie, Espaces
 Publics et Grands équipements
 métropolitains"***

VOI 001-991/16/BM

■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux avec la commune de Sausset-les-Pins pour l'aménagement de l'avenue Matraja
MET 16/998/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La commune de Sausset-les-Pins et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ont engagé un projet visant à aménager l'avenue Matraja sur la commune de Sausset-les-Pins, depuis le rond-point des trois communes au Nord jusqu'au giratoire du cimetière au Sud, soit 950m de voie.

Cette avenue connaît un trafic de véhicules pratiquant des vitesses excessives et les modes doux de déplacement ne sont pas pris en compte. Par ailleurs, divers équipements publics sont situés le long de son tracé. Ainsi, des travaux visant à réduire les vitesses pratiquées, à assurer la sécurité des usagers, notamment des cycles et piétons, ainsi que d'embellissement s'avèrent nécessaires.

Afin, d'assurer la prise en compte des objectifs de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et de la Commune de Sausset-les-Pins, visant à requalifier l'avenue et ses espaces attenants, la Métropole et la Commune ont adopté des règles de cofinancement des travaux.

La présente convention, prise dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Matraja, a donc pour objet de confier à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la maîtrise d'ouvrage des travaux de compétence communale.

Elle a également pour objet de définir les conditions de reprise en gestion des parties d'ouvrages par la Commune qui devra en assurer l'entretien et l'exploitation à l'issue des travaux.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence sera alors seule compétente pour la passation, l'attribution et l'exécution des marchés, la réalisation des études et des travaux.

La prise en charge par la commune sera mobilisée par voie de remboursement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération MET 16/110/CM portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-lès-

Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons ;

- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'aménagement de l'avenue Matraja sur la commune de Sausset-les-Pins ;
- Qu'il y a un avantage financier et technique à ce que les travaux soient réalisés sous une maîtrise d'ouvrage unique,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de délégation de maîtrise d'ouvrage, ci-annexé, et de remboursement des travaux avec la commune de Sausset-les-Pins pour l'aménagement de l'avenue Matraja.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 002-992/16/BM

**■ Constitution d'une servitude de passage en tréfonds sur la parcelle cadastrée section BW n°193, située Impasse Latil à Miramas, propriété des Consorts GOMEZ, au bénéfice de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
MET 16/1722/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la régularisation du passage de réseaux d'eau et d'assainissement, traversant la propriété cadastrée section BW n° 193, située Impasse Latil sur la commune de Miramas, propriété des Consorts Gomez, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit constituer une servitude de passage en tréfonds.

France Domaine a été régulièrement saisi.

Il a été convenu d'établir une servitude de passage en tréfonds d'une emprise d'environ 143 m² suivant une indemnisation d'un montant de deux mille cent quarante cinq euros hors taxes (2 145 € H.T.).

Les Consorts Gomez ont donné leur accord sur les modalités de la constitution de cette servitude.

Il est ici précisé que les frais de notaire seront à la charge de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant

délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la constitution d'une de passage en tréfonds d'une emprise d'environ 143 m², traversant la propriété cadastrée section BW n° 193, située Impasse Latil sur la commune de Miramas, propriété des Consorts Gomez, dans le cadre de la régularisation du passage de réseaux d'eau et d'assainissement, moyennant une indemnité de deux mille cent quarante cinq euros hors taxes (2 145 € H.T.).

Article 2 :

Maître Florence Xiberras, notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais lié à la présente procédure est à la charge de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe eau et assainissement de la Métropole, chapitre 011, nature 6137.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer la présente délibération, l'acte authentique et tous les documents afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 003-993/16/BM

**■ Approbation d'une convention de servitudes au bénéfice d'ERDF sur la parcelle cadastrée section AL n° 1p sise rue du stade sur la commune de Miramas pour l'installation à demeure de deux canalisations électriques souterraines
MET 16/1718/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, Electricité Réseau Distribution France (ERDF) envisage la réalisation de travaux qui vont impacter la parcelle cadastrée section AL n°1p sise rue du stade à Miramas, appartenant à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

A cet effet, ERDF propose la conclusion d'une convention de servitudes sur ladite parcelle pour l'installation à demeure de deux canalisations souterraines dans une bande de 3 mètres de large sur une longueur d'environ 21 mètres ainsi que leurs accessoires.

Cette convention de servitudes est conclue à titre unique et forfaitaire d'un montant de vingt euros pour la durée d'exploitation des lignes électriques souterraines ou de tout ouvrage qui pourrait leur être substitué sur l'emprise des ouvrages existants. Etant précisé que les ouvrages ainsi réalisés resteront la propriété d'ERDF durant leur durée d'exploitation et que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence conservera la propriété et la jouissance de sa parcelle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de servitudes à constituer au bénéfice d'ERDF sur la parcelle cadastrée section AL n° 1p, sise rue du stade à Miramas, pour l'installation de deux lignes électriques souterraines ainsi que leurs accessoires.

Article 2 :

La présente convention de servitudes est consentie moyennant une indemnité unique et forfaitaire de vingt euros (20€).

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget métropolitain, chapitre 70, nature 70388.

Article 4 :

Les charges liées aux frais de publication et/ou d'enregistrement de la présente convention de servitudes sont à la charge exclusive d'ERDF.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer la présente délibération et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Culture et sport,
grands événements
métropolitains"***

CSGE 001-994/16/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'Office de la Mer pour l'organisation de la Grande Parade Maritime Marseille Provence 2016 et approbation d'une convention
MET 16/1572/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Grande Parade Maritime Marseille Provence 2016 s'est déroulée le dimanche 4 septembre 2016. Des bateaux emblématiques tels que le Gyptis, le Bélem et la bonne Mer, ont participé à la flotte, qui a porté parmi elle des navigateurs issus du territoire métropolitain, à bord d'embarcations diverses et variées 2024 bateaux, un symbole fort qui a montré la capacité de tout un territoire à se mobiliser pour soutenir la candidature de Paris aux Jeux Olympiques 2024.

Un parrain et une marraine de choix, médaillés aux Jeux Olympiques de Rio :

Denis Gargaud-Chanut (médaillé d'or en canoë monoplace)

Hélène Defrance (médaillé de bronze en 470)

Le plan de financement prévisionnel de la manifestation est de 60 000 € TTC de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il est opportun de soutenir l'Office de la Mer sur la Grande Parade Maritime Marseille Provence 2016,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 60 000 € TTC à l'Office de la Mer.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'Office de la Mer.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole BG MET A 710-6574-022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 002-995/16/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association
Printemps du Livre et approbation d'une
convention
MET 16/1737/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Printemps du Livre a organisé du 23 avril au 1^{er} mai 2016, la XXVIII^{ème} édition du printemps du Livre de Cassis. Le thème retenu « Ecrire, une fuite ou un refuge », conjugue le livre avec la musique, l'art, la photo et le cinéma.

L'association a développé notamment une action de rencontre entre les écrivains et les collégiens concernant sept collèges du bassin Est du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Cet évènement correspond aux objectifs de la Métropole AMP qui, soucieuse de mettre en place une synergie entre développement et vitalité des territoires,

a souhaité participer en 2016 au budget de cet évènement.

Cette participation est fixée à hauteur de 25 000 euros. Le partenariat a été effectué sous forme d'une convention conclue avec l'association organisatrice des rencontres, et a permis à la Métropole AMP de figurer parmi les partenaires de l'évènement 2016 ainsi qu'à ses actions de communication.

Le budget prévisionnel de la manifestation est annexé au présent rapport

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,
Considérant**

- L'intérêt pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du Printemps du Livre et du programme mis en œuvre par l'association organisatrice,
- La valeur et la notoriété de l'évènement.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 25 000 euros à l'association « Printemps du Livre ».

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'association « Printemps du Livre ».

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016 de la Métropole AMP – Sous politique A330 – Nature 6743 – Fonction 020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 003-996/16/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association Ville et Cultures pour l'organisation de la Fête de la Saint Michel à Marseille
MET 16/1754/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association Ville et Cultures a pour objet le développement et la promotion de la culture sous toutes ses formes auprès des citoyens. Dans le cadre de ses activités, elle organise depuis trente-deux ans désormais la fête de la Saint Michel, qui se tiendra cette année le 25 septembre 2016 à Mazargues dans le parc de la Maison Blanche à Marseille.

Cette manifestation, qui débute par une cavalcade et prévoit des démonstrations de danse et de musique par des groupes folkloriques, connaît une popularité croissante.

Un tel évènement correspond aux objectifs de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de développement et de vitalité du territoire.

Il est proposé d'accorder à l'Association Ville et Cultures une subvention de 2 000 euros pour l'organisation de cet évènement, ce qui représente environ 3% du budget total de la manifestation. Des subventions ont également été sollicitées par l'Association auprès de la Ville de Marseille, du Département des Bouches-du-Rhône et du Ministère de la Culture.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- L'intérêt de la manifestation pour le territoire métropolitain

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 2 000 euros à l'association Ville et Cultures pour l'organisation de la Fête de la Saint Michel,

Article 2:

Les crédits sont prévus au budget 2016 de la Métropole, Sous-Politique A330, Nature 6748, Fonction 020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 004-997/16/BM

**■ Attribution d'une subvention à la Maison Arménienne de la Jeunesse et de la Culture
MET 16/1198/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Maison Arménienne de la Jeunesse et de la Culture a organisé un Pavillon de l'Arménie au Parc Chanot durant la Foire de Marseille du 23 septembre au 3 octobre 2016. C'est la 26^{ème} année que la MAJC monte un pavillon de l'Arménie au Parc Chanot afin de promouvoir les potentialités économiques de cette jeune République. Le Pavillon Arménie a réuni cette année de nombreux acteurs locaux tant économiques que culturels mettant à l'honneur le tourisme, première industrie de l'Arménie, le sport, la gastronomie et la culture.

Il est important pour la Métropole de soutenir les associations qui participent au rayonnement culturel et économique du territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il était opportun de soutenir les actions de la Maison Arménienne de la Jeunesse et de la Culture notamment dans le cadre de la Foire.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 3 000€ TTC à la Maison Arménienne de la Jeunesse et de la Culture.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole BG MET A 710-6748-022

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 005-998/16/BM

**■ Attribution d'une subvention à la Chambre d'Agriculture des Bouches du Rhône et approbation d'un contrat d'objectifs pour la seconde édition du Salon des Agricultures de Provence à Salon-de-Provence au Domaine du Merle
MET 16/1668/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence à travers son Conseil de Territoire du Pays Salonais, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, l'Institut National d'études supérieures agronomiques de Montpellier- Montpellier Supagro, la ville de Salon-de-Provence, le Crédit Agricole Alpes Provence et Groupama, avec le concours de la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône en tant que maître d'œuvre, ont pu organiser la 1^{ère} édition du Salon des Agricultures de Provence, sur le Domaine du Merle à Salon de Provence, les 3,4 et 5 juin 2016.

Avec 40 000 visiteurs (l'organisation en attendait la moitié), la 1^{ère} édition du Salon des Agricultures de Provence a été un réel succès. Toutes les évaluations faites : retour de questionnaires visiteurs, retour sur les réseaux sociaux, retour oraux glanés sur site, etc... ont montré la satisfaction générale du public et des exposants présents.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite donc rééditer cette manifestation par une seconde édition du Salon des Agricultures de Provence au sein du Domaine du Merle à Salon-de-Provence en partenariat avec la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône en tant que Maître d'œuvre de l'évènement.

Il est donc proposé au Bureau de la Métropole de soutenir financièrement la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône en lui apportant une subvention d'un montant total de 160 000 €. La subvention serait répartie par le versement d'un acompte de 50 000 € au titre de l'année 2016 et du versement du solde de la subvention, soit 110 000 € au titre de l'année 2017. Il est également proposé d'approuver le contrat d'objectifs et de moyens afférent.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application

de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du groupe de travail composé des Vice-Présidents du Conseil de la Métropole et des Conseils du Territoire chargés des Finances ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône de 160 000 €. La subvention est répartie par le versement d'un acompte de 50 000 € au titre de l'année 2016 et du versement du solde de la subvention, soit 110 000 € au titre de l'année 2017.

Article 2 :

Est approuvé le contrat d'objectifs ci-annexé à conclure entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2016 et 2017 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence qui présente les disponibilités nécessaires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 006-999/16/BM

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à la Ville de Marseille dans le cadre de Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport MET 16/1801/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Marseille Provence a obtenu le 17 novembre 2014 le titre officiel de Capitale Européenne du Sport en 2017. Ce label vient récompenser l'engagement de la cité phocéenne en faveur du sport comme vecteur d'intégration sociale et valorise également ses initiatives visant à rendre la pratique sportive accessible à tous.

Les objectifs visent au développement économique de notre territoire, avec la conduite de diverses actions et projets structurants et innovants et concourent à la rénovation et à la modernisation des équipements sportifs.

Marseille Provence constitue un réservoir d'emplois important, issus de l'industrie et du commerce du sport dont les entreprises sont de premier plan au niveau européen et mondial.

Cet événement apportera une forte valeur ajoutée à l'attractivité du territoire.

Afin de concrétiser, animer, valoriser et promouvoir ce périphérique au-delà du registre sportif, trois orientations sont envisagées :

- La promotion du running au grand public et aux touristes,
- La création de playgrounds (terrains de jeux) adaptés au contexte urbain,
- La création de playgrounds à composante artistique ou culturelle.

Le périphérique des sports s'inscrit dans cette optique en proposant au public un parcours circulaire d'une distance de 30 kilomètres à l'intérieur de la commune de Marseille.

Cette boucle s'adressera aux marcheurs ainsi qu'aux coureurs à pied, voire aux pratiquants de roller, et de façon séquentielle aux cyclistes. Elle sera agrémentée d'espaces sportifs conviviaux qui proposeront aux familles la pratique d'activités sportives et ludiques de manière libre.

La Tour CMA CGM serait le point de départ du tracé pressenti de ce périphérique qui emprunterait les quais de la Joliette, l'esplanade du J4, les quais du port, des Belges, et Rive Neuve, le boulevard Charles Livon, la Corniche du Président Kennedy, l'avenue Pierre Mendès France, le Parc Borély, les berges de l'Huveaune, le boulevard Romain Rolland, la L2 Est, la L2 Nord, le GR 2013 et rejoindrait le point de départ en traversant le quartier d'Euromed.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite soutenir ce projet qui lui permet de promouvoir à la fois son territoire et ses compétences.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 09-011/16/CM du 17 mars 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'objectif de ce projet correspond aux activités que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite soutenir en matière d'attractivité et de valorisation du territoire.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un million d'euros à la Ville de Marseille pour soutenir l'évènement Marseille Provence Capitale Européenne du Sport 2017.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille Provence nature : 657341, et seront mobilisables à la première demande de la Ville de Marseille, autorité organisatrice.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 007-1000/16/BM

**■ Demande de subventions pour la construction de l'Arena du Pays d'Aix
MET 16/1595/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans ce cadre, la présente délibération a pour objet d'autoriser Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à solliciter des aides financières pour la réalisation de l'Aréna du Pays d'Aix située à Aix-en-Provence.

1. Objet de l'opération

Une étude réalisée par le Cabinet Algoé en novembre 2010 a confirmé l'opportunité d'implanter une salle de grande jauge sur le territoire du Pays d'Aix. La délibération n°2010_A207 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 10 décembre 2010 a validé le principe de son implantation sur le territoire.

L'intérêt communautaire de ce projet a été reconnu par la délibération n°2013_A305 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 19 décembre 2013, approuvant ainsi le projet de construction d'un équipement sportif de type « Palais des Sports / Aréna » sur le territoire du Pays d'Aix.

Le programme général et le coût global de l'opération de 67 085 641€ TTC ont été approuvés lors de la séance du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 3 juillet 2014 (délibération n°2014_A175).

L'intérêt général du projet a été déclaré lors du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 17 décembre 2015 (délibération n°2015_A267).

2. Objectifs poursuivis

La construction de l'équipement a été confiée à la SPLA "Pays d'Aix Territoires" suivant une procédure de conception-réalisation. Un jury réuni le 26 février 2015 a retenu le groupement constitué par l'entreprise FAYAT, associé aux architectes AUER / WEBER / GULIZZI.

L'Aréna du Pays d'Aix implantée dans le quartier des 3 Pigeons, à Luynes, intègre en outre au programme, la construction d'un pôle d'échanges ainsi que les infrastructures de desserte afférentes.

Cette Aréna comprendra une salle multifonctionnelle de 3 500 à 8 500 places, permettant d'accueillir des événements sportifs, culturels et économiques, mais également une salle annexe dédiée à l'accueil des entraînements du club résident, le Pays d'Aix Université Club Handball (PAUCH), ainsi qu'à divers types d'événements sportifs ou non.

La conception de l'Aréna repose sur les axes forts de conception fonctionnelle :

- La volonté d'organiser les différents accès du bâtiment sur deux niveaux différents et sur des façades opposées afin de dissocier les flux techniques de ceux du public.
- La constitution « d'un chaudron » en deux parties séparées, superposées et clairement identifiables permettant d'utiliser la salle en ayant toujours le sentiment que celle-ci est remplie quel que soit le type d'activité, de sport, de spectacle proposé. Cette organisation en deux couronnes distinctes est complétée par une conception à géométrie variable (tribunes télescopiques) qui permet une très grande variation d'activité.

L'ensemble des espaces destinés à recevoir le public VIP est organisé entre le chaudron et la salle annexe avec des vues privilégiées sur ces deux espaces et ouvert sur deux grands patios et une terrasse à l'arrière du bâtiment. Un accès spécifique pour ce public et la possibilité de connecter ce public au niveau bas, vers les joueurs, parachèvent cette offre de service.

- Le club est accueilli dans un espace à l'intérieur du bâtiment. Tous les locaux du club sont organisés de manière à pouvoir fonctionner de manière totalement séparée avec une entrée et des circulations propres tout en conservant des connexions vers les autres parties du bâtiment.

- Une brasserie fonctionne de manière indépendante avec une entrée de la brasserie au sud-ouest du parvis ouvert sur une ripisylve.
- Le rez-de-chaussée bas est organisé autour des deux salles, chaudron et salle annexe, et comporte de très larges circulations. Cette organisation laisse imaginer d'autres possibilités d'activité, pour des événements autres que ceux demandés initialement au programme.

L'Aréna offre une modularité importante et autorise la réalisation de manifestations sportives très différentes comme le handball, le basket-ball, le tennis, le hockey sur glace ou encore la boxe, des manifestations culturelles, des spectacles de variétés, de rock, de danse, des comédies musicales et enfin permet d'activer le bâtiment en véritable centre de congrès pour recevoir des séminaires, des conférences, des soirées privées, ...

Pour les sports, les configurations sont les suivantes :

- Handball grande jauge pour une capacité de 6030 spectateurs.
- Handball demi-jauge pour une capacité de 3528 spectateurs.
- Basket-ball grande jauge pour une capacité de 6292 spectateurs.
- Basket-ball demi-jauge pour une capacité de 3860 spectateurs.
- Une configuration tennis pour une capacité de 6738 spectateurs.
- Une configuration hockey sur glace pour une capacité de 5218 spectateurs.
- Une configuration boxe pour une capacité de 7378 spectateurs.

Les configurations pour le spectacle offrent une grande flexibilité avec trois positions de scène :

- une position centrale sur le parterre,
- une position latérale,
- une position longitudinale.

Ces trois positions permettent d'accueillir des spectacles très divers et d'activer tout ou partie des loges et des places VIP si nécessaire.

Les configurations sont les suivantes :

- Une petite configuration scène latérale en public assis pour une capacité de 2431 spectateurs.
- Une configuration moyenne scène latérale en public assis pour une capacité de 3294 spectateurs
- Une grande configuration scène latérale en public assis pour une capacité de 4705 spectateurs.
- Une grande configuration scène latérale en public debout en fosse et assis en gradins pour une capacité de 6854 spectateurs.

- Une configuration moyenne scène centrale en public assis pour une capacité de 4932 spectateurs.
- Une grande configuration scène centrale en public assis pour une capacité 7378 spectateurs.
- Une grande configuration scène centrale en public debout en fosse et assis en gradins pour une capacité de 8505 spectateurs.
- Une configuration moyenne, scène longitudinale en public assis, pour une capacité de 2848 spectateurs.
- Une grande configuration scène longitudinale en public assis pour une capacité de 3794 spectateurs.
- Une grande configuration scène longitudinale en public debout en fosse et assis en gradins pour une capacité de 4889 spectateurs.

La salle annexe, dédiée en priorité aux entraînements du PAUC Handball offre une capacité de 500 places extensible à 1000 places avec des gradins mobiles et 2000 places avec des gradins démontables.

Le coût de l'opération est de 67 085 641€ TTC.

La livraison de l'équipement est prévue fin 2017.

3. Durée de l'opération

Les études afférentes au projet se sont déroulées de juillet 2015 à juillet 2016. L'ordre de service de début des travaux a été prononcé le 28 décembre 2015 avec prise d'effet au 4 janvier 2016. L'ouverture au public est programmée en octobre 2017.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 55 904 701 euros HT, dont 46 607 331 euros HT de travaux.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES	TAUX SOLLICITES
MÉTROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE dont rémunération SPLA « Pays d'Aix Territoires »	38 777 437 €	69,36 %
ETAT – CNDS	6 446 324 €	11,54 %
CONSEIL RÉGIONAL PACA	5 340 470 €	9,55 %
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES BOUCHES DU RHÔNE	5 340 470 €	9,55 %
TOTAL	55 904 701	100 %

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°2010_A207 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix 10 décembre 2010 validant le principe d'implantation d'une Aréna sur son territoire ;
- La délibération n°2013_A305 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 19 décembre 2013 approuvant l'intérêt communautaire de ce projet ainsi que le projet de construction d'un équipement sportif de type « Palais des Sports / Aréna » sur le territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2014_A175 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 3 juillet 2014 approuvant le programme général et le coût global de l'opération s'élevant à 67 085 641€ TTC ;
- La délibération n°2015_A267 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 17 décembre 2015 déclarant l'intérêt général du projet ;
- La délibération n° 2013_A225 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 19 décembre 2013 créant l'Autorisation de Programme n° DI 476 AP2 de 60 millions d'euros relative à la construction de l'Aréna du Pays d'Aix à Aix-en-Provence ;
- La délibération n° 2014_A240 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 11 décembre 2014 approuvant l'augmentation de 12.086 000 euros l'Autorisation de Programme n° D1 476 AP2 relative à la construction de l'Aréna du Pays d'Aix à Aix-en-Provence.
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 Mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé, à solliciter des aides financières auprès de l'État, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération,

Article 2 :

Les crédits et recettes correspondantes seront inscrits au Budget 2017 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, en section d'investissement Opération 476 - Autorisation de Programme n° DI 476 AP2.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 008-1001/16/BM

■ Approbation de l'avenant n°3 à la convention d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires dans le cadre de l'implantation d'un Palais des Sports et d'un pôle d'échanges multimodal sur le site des trois Pigeons à Aix-en-Provence
MET 16/1591/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Communauté du Pays d'Aix du 3 juillet 2014 a validé le Programme Général et le coût d'opération relatifs au projet de construction du Palais des Sports et Pôle d'échanges à Aix-en-Provence, confié à la SPLA « Pays d'Aix Territoires », dans le cadre d'une convention d'aménagement approuvée par le Bureau Communautaire du 15 janvier 2014.

Le Bureau Communautaire du 17 juillet 2014 approuvait l'avenant n°1 à la convention, formalisant notamment la prise en compte du nouveau coût global d'opération à 55.904.701€HT soit 67.085.641€TTC ;

L'avenant n° 2, approuvé par le Bureau Communautaire du 17 décembre 2015, a modifié la rédaction de l'article 3 « Délai de validité et délai d'exécution » afin de prendre en compte le nouveau calendrier d'opération.

Les travaux de construction du Palais des Sports et du Pôle d'échanges à Aix-en-Provence, quartier des 3 pigeons, sont actuellement en cours et intègrent l'aménagement des accès depuis la RD59 par

l'intermédiaire de la réalisation d'un giratoire (RD 55/Chemin Vera).

Parallèlement au lancement de ces travaux, un travail complémentaire d'études a été réalisé en partenariat avec le Département des Bouches-du-Rhône en vue d'éviter le stationnement sur la RD 59, au droit du Palais des Sports et sécurisant les traversées piétonnes, en particulier lors d'importantes manifestations.

Ces aménagements doivent être conçus et réalisés en continuité des infrastructures de desserte du Pôle d'échanges et coordonnés avec les travaux de construction de ce pôle et du Palais des Sports qui le desservent.

C'est pourquoi, le Comité de Pilotage de l'opération, réuni le 4 juillet 2016, a validé le principe d'intégrer ces aménagements à l'opération « Palais des Sports du Pays d'Aix et Pôle d'échanges », ainsi que le principe d'en confier la réalisation à la SPLA « Pays d'Aix Territoires » par avenant à la convention correspondante, pour un montant de 750.000€HT, soit 900.000€TTC. Ce montant correspond au coût des études et des travaux, les honoraires de la SPLA demeurant inchangés.

Le montant de la convention est ainsi porté à 56.654.701€HT, soit 67.985.641€TTC.

Cette dépense ayant été anticipée lors des études préalables, elle est incluse dans le montant de l'Autorisation de Programme révisée le 11 décembre 2014.

Il convient donc aujourd'hui de modifier la convention par avenant n°3 afin de prendre en compte ces nouveaux éléments.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N° 2013_A305 du Conseil Communautaire de la CPA du 19 décembre 2013, approuvant le projet de construction

d'un équipement Palais des Sports / ARENA du Pays d'Aix ;

- La délibération N° 2014_B076 du Bureau Communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention de la SPLA « Pays d'Aix territoires » afin de réaliser l'opération d'aménagement du Palais des Sports / ARENA du Pays d'Aix ;
- La délibération N° 2014_A175 du Conseil Communautaire de la CPA du 03 juillet 2014 approuvant le Programme Général du Palais des Sports / ARENA du Pays d'Aix ;
- La délibération N° 2014_B318 du Bureau Communautaire de la CPA du 17 juillet 2014 approuvant un avenant N° 1 à la convention, ajustant les termes de cette convention au vu du Programme Général et du nouveau coût de l'opération, approuvé par le Conseil Communautaire du 3 juillet 2014 ;
- La délibération N° 2015_B764 du Bureau Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 autorisant de signer un avenant N° 2 à la convention, ajustant les termes de cette convention au vu du Programme Général et du nouveau coût de l'opération, approuvé par le Conseil Communautaire du 3 juillet 2014 ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3 ci-annexé à la convention d'aménagement avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires » dans le cadre de l'implantation d'un Palais des Sports et d'un pôle d'échanges multimodal sur le site des trois Pigeons à Aix-en-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°3 ci-annexé et à signer tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 009-1002/16/BM

■ Attribution des anciennes tribunes du stade Maurice David et approbation d'une convention type de cession à titre gracieux MET 16/1596/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En 2014, la Communauté du Pays d'Aix a aménagé une nouvelle tribune au stade Maurice David situé à Aix-en-Provence et a proposé aux communes membres de leur céder à titre gratuit des lots de

l'ancienne tribune composée de 1495 places dans le cadre de leur projet d'équipement.

Treize communes ont ainsi saisi l'opportunité de cette proposition pour concrétiser un projet d'implantation d'une tribune d'une centaine de places aux abords d'équipements sportifs afin de répondre aux besoins des utilisateurs et permettre l'accueil des spectateurs.

Certaines de ces communes ont bénéficié d'un fonds de concours de la Communauté du Pays d'Aix pour la livraison et le montage de ces modules.

Le tableau ci-dessous récapitule le nombre de places de cette ancienne tribune du stade Maurice David d'ores et déjà affecté aux communes du Pays d'Aix :

Communes	Réservation initiale confirmée	Observation
Vitrolles	100	Déjà livrées et posées Fonds de concours de 2.451 €
Rognes	100	Pas encore livrées Fonds de concours de 9.891 €
Mimet	100	Déjà livrées et posées Fonds de concours de 2.131 €
Cabriès	76	Déjà livrées et posées Fonds de concours de 3.652 €
Meyreuil	196	Déjà livrées et posées Pas de fonds de concours
Peyrolles-en-Provence	109	Pas encore livrées Pas de fonds de concours
Total des places attribuées	681	Solde de 814 places à attribuer

Il convient de noter que plusieurs communes initialement intéressées n'ont finalement pas donné suite à leur réservation.

Après avoir relancé une consultation auprès des communes, deux d'entre elles, Rognes et Vitrolles, ont manifesté leur intérêt afin de compléter leur attribution initiale et la commune de Pertuis a souhaité récupérer les places restantes telles qu'indiqué dans le tableau ci-dessous :

Communes	Réservation initiale	Demande complémentaire	Total
Vitrolles	100	100	200
Rognes	100	200	300
Pertuis	0	514	514
TOTAL		814	

Il convient de noter que la livraison, le montage et la pose de ces dernières tribunes seront à la charge exclusive des communes et qu'une convention de cession à titre gracieux permettra de régulariser l'ensemble de ces attributions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 Mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées aux communes les 1495 places de l'ancienne tribune du stade Maurice David comme suit : 200 places à Vitrolles, 300 places à Rognes, 100 places à Mimet, 76 à Cabriès, 196 à Meyreuil, 109 à Peyrolles-en-Provence et 514 à Pertuis.

Article 2 :

Est approuvée la convention type de cession à titre gracieux à conclure entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et les communes de Vitrolles, Rognes, Mimet, Cabriès, Meyreuil, Peyrolles-en-Provence et Pertuis

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 010-1003/16/BM

**■ Approbation d'une convention avec la société S2G et l'association Le Cercle d'Activités Aquatiques de Provence relative aux modalités d'utilisation du complexe aquatique Cap Provence pour l'année 2016-2017
MET 16/1514/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération EPPS n° 002-683/13/CC du 31 octobre 2013, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué par contrat d'affermage la gestion et l'exploitation de la piscine Cap Provence à la Société S2G (Société

d'Exploitation du stade nautique Cap Provence). Ce contrat a été conclu pour une durée de six ans à compter du 1^{er} janvier 2014.

En vertu de l'article 18.2 du contrat d'affermage n° 13/218, l'accueil, au sein du complexe aquatique Cap Provence, des clubs et associations sportifs du territoire métropolitain, qui en font la demande, doit faire l'objet d'une convention tripartite entre l'Association, le Délégué et l'autorité délégante.

L'association « Cercle d'Activités Aquatiques de Provence » (CAAP) a été créée en 2010. Composée de près d'une centaine d'adhérents, elle a pour but de développer et de favoriser la pratique des différentes activités aquatiques, telles que l'apnée, la nage avec palmes, la natation sportive et la préparation au secourisme et au brevet de Sécurité et Sauvetage Aquatique.

Les activités proposées par l'association CAAP entrent dans le cadre des activités que la Métropole d'Aix-Marseille Provence souhaite voir se développer au sein du complexe aquatique Cap Provence.

La convention proposée a pour objet de définir les modalités d'utilisation des installations du complexe aquatique Cap Provence par l'association CAAP et de fixer les relations entre la Métropole, l'association et le délégataire S2G.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La Délibération n°HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 approuvant la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La Délibération n°HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 approuvant la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération EPPS n° 002-683/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire et du contrat ;

- Le contrat d'affermage n°13/218 conclu avec la société S2G.

Sur le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'en vertu de l'article 18.2 du contrat n°13/218, l'accueil des clubs et associations sportifs du territoire métropolitain doit faire l'objet d'une convention tripartite ;
- L'intérêt de la Métropole de valoriser les activités associatives au sein du Complexe Aquatique Cap Provence ;
- Que les activités proposées par l'association CAAP, entrent dans le cadre des activités que la Métropole souhaite voir se développer au sein de la piscine Cap Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'association CAAP et le délégataire S2G relative aux modalités d'utilisation des installations du complexe aquatique Cap Provence par l'association CAAP.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 011-1004/16/BM

**■ Demande de subventions pour la construction de la SMAC de la Constance à Aix-en-Provence
MET 16/1597/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans ce cadre, la présente délibération a pour objet d'autoriser le Président de la Métropole d'Aix-

Marseille-Provence à solliciter des aides financières pour la réalisation de la salle de musiques actuelles (SMAC) située à Aix-en-Provence.

1.Objet de l'opération

Suite à une étude sur le territoire qui a conclu aux besoins d'un lieu dédié pour les musiques actuelles et les pratiques culturelles innovantes notamment liées au numérique, la Communauté du Pays d'Aix a décidé de construire et aménager un lieu dédié avec deux salles de diffusion, des espaces de répétition et des espaces dédiés au vivre-ensemble.

Par délibération n°2012_A211, le Conseil de Communauté de la CPA du 14 décembre 2012 a approuvé le pré-programme pour la construction d'un équipement dédié aux musiques actuelles (SMAC) à Aix-en-Provence. Le Conseil de Communauté a approuvé ensuite, par délibération 2014_A227, le programme général, le coût prévisionnel d'opération ainsi que le plan prévisionnel de réalisation complété par la délibération 2015_A227 validant l'augmentation du coût prévisionnel d'opération.

2. Objectifs poursuivis

La réalisation de la scène de musiques actuelles (SMAC) s'inscrit dans un programme d'aménagement de la ZAC de la Constance qui conjugue habitat social, logements intermédiaires et résidences pour étudiants. Ce nouveau quartier constitue pour les prochaines décennies la réponse majeure d'Aix-en-Provence en matière de logements mixtes. Elle intègre une offre d'activités, de services et d'emplois grâce à l'installation d'entreprises du tertiaire axées sur le numérique et les nouvelles technologies (French Tech).

La SMAC est l'équipement culturel public phare de ce quartier. Deux salles de diffusion, modulables de 450 à 1500 places, répondront à la forte demande des publics, particulièrement des 40 000 étudiants du nouveau campus d'Aix-en-Provence. Cinq studios de répétition intégrés à ce complexe accueillent des pratiques de création amateurs, professionnelles ou pédagogiques.

Secteur à enjeux majeurs pour le projet urbain d'Aix-en-Provence, desservi par le BHNS, le futur quartier ZAC de la Constance expérimente, à terme, les principes de la ville intelligente du futur (smart city). Ceci particulièrement grâce à l'implantation en limite nord de la zone d'un Pôle d'activité et de Ressource labellisé French Tech et dont la salle de Musiques actuelles représente une vitrine importante.

Pour réaliser cet équipement, par délibération n°2013_B318 du Bureau du 27 juin 2013, la Communauté du pays d'Aix approuvait les termes de la convention avec la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » pour la

réalisation d'études de faisabilité, l'écriture d'un programme général et la réalisation de la salle de musiques actuelles sur le site de la Constance à Aix-en-Provence.

Le jury réuni le 15 octobre 2015 a retenu l'architecte Rudy Ricciotti pour la réalisation du bâtiment. Celui-ci a réalisé, entre autres, à Aix-en-Provence, le Centre chorégraphique national, le « Pavillon noir », et dernièrement à Marseille, le « Mucem ». Le groupe FAYAT a été retenu avec le cabinet Ricciotti dans le cadre d'une construction en conception-réalisation.

Pour le projet de salle de musiques actuelles, SMAC - La Constance, la note architecturale indique que l'organisation fonctionnelle du bâtiment est envisagée sur 3 niveaux répartis autour de 3 patios. Au cœur du bâtiment, le premier patio se révèle au travers d'un hall totalement transparent. Lieu de convivialité par excellence, il sera végétalisé sur sa périphérie et offrira un espace reposant pour boire un verre ou écouter une performance musicale. Les studios de répétition se trouvent au R+2 et donnent sur une terrasse mutualisée avec le pôle multimédia. Une connexion contrôlée depuis le hall est prévue avec ces studios. Au sud, tournés sur le deuxième patio, se trouveront les bureaux de l'administration.

Le rez-de-chaussée est défini selon deux niveaux altimétriques. Le premier couvre le quai de déchargement, les deux scènes et les locaux de

stockage, le second concerne les espaces ouverts aux publics, hall, salles de concert et patio principal. L'ensemble du bâtiment est connecté en fibre optique afin de relier tous les espaces musicaux et publics à la régie générale des studios d'enregistrement. L'équipement numérique et technique est en phase avec les dernières avancées technologiques.

3. Durée de l'opération

Les études d'avant-projet se sont déroulées de janvier 2016 à mai 2016. Les études de Projet sont mises en œuvre de juin 2016 à novembre 2016 avec une demande de permis de construire déposée en juillet 2016. Les travaux devraient débuter en décembre 2016 pour une durée prévisionnelle de 18 mois pour une livraison en mai 2018 et une ouverture au public en septembre 2018.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 17 083 333 euros HT, dont 13 156 508 euros HT de travaux.

Le Plan de financement prévisionnel des travaux de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES	TAUX SOLLICITES
MÉTROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE	4 942 158 €	37,57 %
ETAT – FONDS DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT LOCAL	1 662 217 €	12,63 %
CONSEIL RÉGIONAL PACA	1 638 033 €	12,45 %
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES BOUCHES DU RHÔNE	1 638 033 €	12,45 %
ETAT – DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES	3 276 067 €	24,9 %
TOTAL	13 156 508 €	100 %

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2014-A010 du Conseil communautaire du 15 janvier 2014 de la Communauté du Pays d'Aix créant l'Autorisation de Programme n° D1486AP de 17 000 000 d'euros relative à la construction de la salle de la Constance à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°2015-A227 du Conseil communautaire du 8 octobre 2015 de la Communauté du Pays d'Aix approuvant l'augmentation de 2 308 000 euros de l'Autorisation de Programme n° D1486AP relative à la construction de la Salle de la Constance à Aix-en-Provence.
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 Mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès l'État, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette correspondante sera inscrite au Budget 2017 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, en section d'investissement Code opération 486 - Nature 132- Fonction 317- Autorisation de Programme N° DI486AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 17 OCTOBRE 2016

COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE PROVENCE METROPOLE

Conseil de Communauté

17 OCTOBRE 2016

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Guy ALBERT - Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Michel AMIEL - Christian AMIRATY - Serge ANDREONI - Patrick APPARICIO - Philippe ARDHUIN - Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Loïc BARAT - Guy BARRET - Sylvia BARTHELEMY - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Sabine BERNASCONI - André BERTERO - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Jean-Louis BONAN - Patrick BORÉ - Michel BOULAN - Frédéric BOUSQUET - Gérard BRAMOULLÉ - Marie-Christine CALATAYUD - Jean-Louis CANAL - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Michel CATANEO - Martine CESARI - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Maurice CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Jean-David CIOT - Frédéric COLLART - Auguste COLOMB - Monique CORDIER - Jean-François CORNO - Pierre COULOMB - Georges CRISTIANI - Robert DAGORNE - Sandrine D'ANGIO - Monique DAUBET-GRUNDLER - Philippe DE SAINTDO - Sophie DEGIOANNI - Jean-Claude DELAGE - Christian DELAVET - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Bernard DESTROST - Sylvaine DI CARO - Nouriaty DJAMBAE - Pierre DJIANE - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Hervé FABRE-AUBRESPY - Nathalie FEDI - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI - Gilbert FERRARI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY VLASTO - Olivier FREGEAC - Arlette FRUCTUS - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Jacky GERARD - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Georges GOMEZ - Philippe GRANGE - Jean-Christophe GROSSI - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Eliane ISIDORE - Nicolas ISNARD - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Maryse JOISSAINS MASINI - Nicole JOULIA - Mireille JOUVE - André JULLIEN - Didier KHELFA - Nathalie LAINE - Dany LAMY - Michel LAN - Albert LAPEYRE - Eric LE DISSES - Michel LEGIER - Gisèle LELOUIS - Gaëlle LENFANT - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Hélène LHEN-ROUBAUD - Marie-Louise LOTA - Jean-Pierre MAGGI - Irène MALAUZAT - Richard MALLIE - Joël MANCER - Bernard MARANDAT - Rémi MARCENGO - Stéphane MARI

- Jeanne MARTI - Régis MARTIN - Bernard MARTY - Florence MASSE - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Roger MEI - Catherine MEMOLI PILA - Danielle MENET - Arnaud MERCIER - Xavier MERY - Yves MESNARD - Michel MILLE - Danielle MILON - Pierre MINGAUD - André MOLINO - Jean-Claude MONDOLINI - Virginie MONNET-CORTI - Jean MONTAGNAC - Yves MORAIN - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Roger PELLENC - Christian PELLICANI - Serge PEROTTINO - Elisabeth PHILIPPE - Claude PICCIRILLO - stephane PICHON - Nathalie PIGAMO - Patrick PIN - Marc POGGIALE - Jean-Jacques POLITANO - Gérard POLIZZI - Henri PONS - Véronique PRADEL - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - René RAIMONDI - Bernard RAMOND - Stéphane RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Maryse RODDE - Carine ROGER - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Roger RUZE - Albert SALE - Sandra SALOUM-DALBIN - Isabelle SAVON - Eric SCOTTO - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Marie-France SOURD GULINO - Jules SUSINI - Luc TALASSINOS - Francis TAULAN - Guy TEISSIER - Dominique TIAN - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Jocelyne TRANI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Philippe VERAN - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Patrick VILORIA - Yves WIGT - Didier ZANINI - Kheira ZENAFI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

François BERNARDINI représenté par Gilbert FERRARI - Valérie BOYER représentée par stephane PICHON - Christian BURLE représenté par Roland GIBERTI - Eric CASADO représenté par Josette VENTRE - Anne CLAUDIUS-PETIT représentée par Maxime TOMMASINI - Michel DARY représenté par Marie-France DROPY OURET - Eric DIARD représenté par Roland MOUREN - Josette FURACE représentée par Roger RUZE - Samia GHALI représentée par Nathalie PIGAMO - Albert GUIGUI représenté par Isabelle SAVON - Robert LAGIER représenté par Georges CRISTIANI - Laurence LUCCIONI représentée par Mireille BALLETTI - Patrick MENNUCCI représenté par Eric SCOTTO - Marie-Claude MICHEL représentée par Loïc GACHON - Richard MIRON représenté par Frédéric BOUSQUET - Pascal MONTECOT représenté par Michel MILLE - Lisette NARDUCCI représentée par Didier PARAKIAN - Jérôme ORGEAS représenté par Patrick GHIGONETTO - Roger PIZOT représenté par Régis MARTIN - Julien RAVIER représenté par Frédéric DOURNAYAN - Lionel ROYER-PERREAUT représenté par Guy TEISSIER - Florian SALAZAR-MARTIN représenté par Eliane ISIDORE - Emmanuelle SINOPOLI représentée par Eric LE DISSES - Karima ZERKANI-RAYNAL représentée par Francis TAULAN.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Odile BONTHOUX - Jacques BOUDON - Nadia BOULAINSEUR - Henri CAMBESSEDES - Roland CAZZOLA - Laurent COMAS - Jean-Claude FERAUD - Claude FILIPPI - Gérard GAZAY - Hélène GENTE-CEAGLIO - Stéphane LE RUDULIER - Antoine MAGGIO - Christophe MASSE - Marie MUSTACHIA - Patrick PADOVANI - Stéphane PAOLI - Chrystiane PAUL - Roland POVINELLI - David YTIER - Karim ZERIBI.

Commission "Finances et Administration Générale"

FAG 001-1005/16/CM

**■ Transfert au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'une parcelle sise 12 place des Abattoirs à Marseille 15ème arrondissement
MET 16/1448/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de Marseille est propriétaire de la parcelle 905K0075 sise 12 Place des Abattoirs à Marseille 15^{ème} arrondissement, d'une superficie de 3 703 m².

Cette parcelle est incluse dans le périmètre de la ZAC de Saint Louis et dessert les opérations telles que l'école de la deuxième chance, l'école catholique, le Conservatoire National des Arts et Métiers et à terme les terrains au Nord du site.

Elle est actuellement aménagée en parking extérieur et constitue le prolongement de la Place des Abattoirs que la Communauté Urbaine avait restructurée en 2012/2013.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, les immeubles et meubles faisant partie du Domaine Public des Communes membres et nécessaires à l'exercice des compétences de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ont été affectés de plein droit à la Métropole, qui exerce ainsi l'ensemble des droits et obligations du propriétaire depuis le 1er janvier 2016. Il convient donc de régulariser ce transfert par un acte administratif.

Par délibération concordante, dans sa séance du 3 octobre 2016, le Conseil Municipal de la ville de Marseille a approuvé le transfert de la parcelle 905K0075 de 3 703 m² au bénéfice de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Conformément à l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales le transfert de propriété de ces biens dans le cadre d'un accord amiable « ne donne pas lieu à indemnité, droit, taxe, salaire ou honoraires ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 Janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il y a lieu de transférer la parcelle 905 K 0075 au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le transfert de propriété par la ville de Marseille au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, de la parcelle sise 12, place des Abattoirs à Marseille 15ème arrondissement, cadastrée quartier Saint Louis section K numéro 0075.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 002-1006/16/CM

**■ Transfert de propriété à titre gratuit des équipements de proximité appartenant à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, au bénéfice de la Commune de Fos-sur-Mer, cadastrés section BC n°47p, BH n° 4 et AY n° 97.
MET 16/1704/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le SAN Ouest Provence a approuvé, par la délibération n° 53/15 du 10 février 2015, les modalités de mise en œuvre des transferts de propriété des équipements de proximité appartenant au SAN Ouest Provence au bénéfice de ses communes membres.

Ces transferts sont liés à un retour de compétence au bénéfice desdites communes. Dans ce cadre, une convention de transfert des équipements a été conclue entre la commune de Fos-sur-Mer et le SAN Ouest Provence.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

A compter de cette date, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée aux dites intercommunalités dans la continuation et la modification des décisions qu'elles ont actées à la fin de leurs exercices respectifs ainsi que dans leurs droits et obligations au regard du patrimoine transféré lors de sa création.

Pour clore cette procédure, les équipements de proximité sis sur la commune de Fos-sur-Mer doivent faire l'objet d'un acte de transfert de propriété. Il s'agit notamment de la parcelle cadastrée section BC n° 47p, constituant l'assiette foncière du groupe scolaire Joseph d'Arbaud, de la parcelle cadastrée section BH n° 4 constituant l'assiette foncière du Multi-Accueil Collectif Les Canailoux, et de la parcelle cadastrée section AY n° 97 constituant l'assiette foncière du groupe scolaire Michel Gerachios, de la cuisine centrale, d'un logement de fonction et d'un bureau.

Ce transfert à titre gratuit interviendra par acte authentique en la forme administrative et, conformément à l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales, ne donnera pas lieu à indemnités, droits, taxes, contributions ou honoraires. France Domaine a été régulièrement saisi.

Ce transfert de propriété étant lié à un transfert de compétence au bénéfice des communes, il est proposé de retenir les valeurs inscrites à l'actif de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et de préciser que le transfert comptable desdits équipements sera constaté par certificat administratif.

En conséquence, et pour les besoins de la présente cession, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence interviendra en lieu et place du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence pour l'exécution de la délibération et des engagements ci-avant mentionnés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 53/15 du Bureau syndical du SAN Ouest Provence du 10 février 2015 relative aux modalités de mise en œuvre des transferts de propriété des équipements de proximité appartenant au SAN Ouest Provence au bénéfice de ses communes membres.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert de propriété à titre gratuit des équipements de proximité sis sur la commune de Fos-sur-Mer, figurant au cadastre de ladite commune à la section BC n° 47p, constituant l'assiette foncière du groupe scolaire Joseph d'Arbaud, à la section BH n° 4 constituant l'assiette foncière du Multi-Accueil Collectif Les Canailoux, et à la section AY n° 97 constituant l'assiette foncière du groupe scolaire Michel Gerachios, de la cuisine centrale, d'un logement de fonction et d'un bureau.

Article 2 :

Ce transfert interviendra par acte authentique en la forme administrative.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est habilité à signer la présente délibération, l'acte authentique et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 003-1007/16/CM

■ **Transfert de propriété, à titre gratuit, de la parcelle cadastrée section DZ n° 113p, propriété de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, située les Aubargues à Entressen, au bénéfice de la commune d'Istres**
MET 16/1713/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le SAN Ouest Provence a approuvé par délibération n° 575/15, du 17 décembre 2015, le transfert de propriété, à titre gratuit, de la parcelle cadastrée section DZ n° 113p, sise les Aubargues à Entressen, au bénéfice de la commune d'Istres, dans le cadre d'un transfert de compétence lié à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

A compter de cette date, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée auxdites intercommunalités dans la continuation et la modification des décisions qu'elles ont actées à la fin de leurs exercices respectifs ainsi que dans leurs droits et obligations au regard du patrimoine transféré lors de sa création.

En conséquence, et pour les besoins de la présente cession, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence interviendra en lieu et place du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence pour l'exécution de la délibération ci-avant mentionnée.

Il convient d'indiquer que la parcelle cadastrée section DZ n° 113, d'une superficie totale de 12 774 m², est en cours de division foncière, et qu'elle fait l'objet d'un Document d'Arpentage, dressé par le cabinet BILICKI-DHOMBRES-OSMO-FUZERE-PELORCE.

Par conséquent, il y a lieu de préciser que la surface correspondante à l'assiette foncière du réservoir de stockage d'eau potable, qui demeure de propriété métropolitaine, représente environ 2019 m², et qu'il convient de prévoir des servitudes de tréfonds liées aux canalisations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 575/15, du 17 décembre 2015, relative au transfert de propriété, à titre gratuit, de la parcelle cadastrée section DZ n° 113p, sise les Aubargues à Entressen, au bénéfice de la commune d'Istres, dans le cadre d'un transfert de compétence lié à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où il est rapporté ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification de la délibération n° 575/15, du 17 décembre 2015, relative au transfert de propriété, à titre gratuit, de la parcelle cadastrée section DZ n° 113p, d'une surface d'environ 10 755 m² sise les Aubargues à Entressen, au bénéfice de la commune d'Istres, dans le cadre d'un transfert de compétence lié à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

La présente cession interviendra par acte authentique en la forme administrative.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 004-1008/16/CM

■ **Transfert de propriété à titre gratuit de la parcelle cadastrée section DP N°113p, propriété de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, sise l'Espale à Entressen, au bénéfice de la commune d'Istres**

MET 16/1719/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le SAN Ouest Provence a approuvé par délibération n° 576/15, du 17 décembre 2015, le transfert de propriété, à titre gratuit, de la parcelle cadastrée section DP n° 113p, sise l'Espale à Entressen, au bénéfice de la commune d'Istres, dans le cadre d'un transfert de compétence lié à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

A compter de cette date, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée aux dites intercommunalités dans la continuation et la modification des décisions qu'elles ont actées à la fin de leurs exercices respectifs ainsi que dans leurs droits et obligations au regard du patrimoine transféré lors de sa création.

En conséquence, et pour les besoins de la présente cession, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence interviendra en lieu et place du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence pour l'exécution de la délibération ci-avant mentionnée. Il convient d'indiquer que la parcelle cadastrée section DP n° 113, d'une superficie totale de 11 339 m², est en cours de division foncière, et qu'elle fait l'objet d'un Document d'Arpentage, dressé par le cabinet BILICKI-DHOMBRES-OSMO-FUZERE-PELORCE.

Par conséquent, il y a lieu de préciser que la surface correspondante à l'assiette foncière de la station d'épuration d'Entressen, qui demeure de propriété métropolitaine, représente environ 3 633 m².

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 576/15, en date du 17 décembre 2015, relative au transfert de propriété, à titre gratuit, de la parcelle cadastrée section DP n° 113p, sise l'Espale à Entressen, au bénéfice de la commune d'Istres, dans le cadre d'un transfert de compétence lié à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification de la délibération n° 576/15, en date du 17 décembre 2015, relative au transfert de propriété, à titre gratuit, de la parcelle cadastrée section DP n° 113p, d'une surface d'environ 7 706 m² sise l'Espale à Entressen, au bénéfice de la commune d'Istres, dans le cadre d'un transfert de compétence lié à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

La présente cession interviendra par acte authentique en la forme administrative.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 005-1009/16/CM

■ Approbation d'une convention spécifique d'application - Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020

MET 16/1629/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite être un acteur essentiel du Contrat de Plan Etat-Région (CPER), qui a été signé entre l'Etat et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le 29 mai 2015. Instrument majeur de la planification des investissements structurants, le Contrat de Plan 2015-2020 fixe le cap de l'action de l'Etat et de la Région pour les six ans à venir en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en synergie avec les partenaires locaux.

Le Contrat de Plan 2015-2020 se structure autour de 5 priorités qui recoupent les principaux enjeux de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

- I. L'emploi et la jeunesse, priorités transversales pour le territoire régional
- II. Consolider l'économie de la connaissance et les filières stratégiques
- III. Dynamiser l'accessibilité multimodale
- IV. Affirmer le cap de la transition écologique et énergétique
- V. Assurer un développement solidaire des territoires

La volonté de signer une convention spécifique inscrit la Métropole comme l'un des territoires bénéficiant fortement de l'action combinée de l'Etat, de la Région, mais aussi du Département et d'autres financeurs publics ou parapublics (Aix-Marseille Université, Grand Port Maritime de Marseille, Caisse des Dépôts et Consignations,...), au service des besoins des populations et des entreprises.

Le total des engagements financiers inscrits dans cette convention spécifique porte principalement sur les priorités II, III et V du CPER et représente plus de 1026 millions d'euros de projets sur le territoire d'Aix-Marseille-Provence pour un investissement de l'Etat, la Région et la Métropole de plus de 625 millions d'euros.

L'engagement financier de la Métropole dans le cadre de cette convention s'élève à plus de 111 millions d'euros. L'Etat s'engage quant à lui pour plus de 306 millions d'euros et la Région pour près de 208 millions d'euros.

La présente convention a pour objet de déterminer les termes du partenariat financier entre l'Etat et la Région d'une part, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'autre part, pour la mise en œuvre du CPER, selon qu'il s'agisse d'opérations ciblées ou de

mesures inscrites dans le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

Le CPER comprend en effet deux types de projets que les fonds prévus pourront accompagner :

- Des opérations ciblées issues de la négociation Etat-Région et de la concertation des acteurs, dans le cadre du mandat de négociation transmis par le Gouvernement au Préfet de Région, puis de la renégociation engagée à partir de décembre 2015 (cf. article 2 de la présente convention).
- Des mesures présentant des types de projets éligibles et précisant le mode d'emploi pour les porteurs (critères de sélection, bénéficiaires, ...). Leur sélection, après signature du Contrat de Plan, se fera tout au long de la vie de celui-ci (cf. article 3 de la présente convention).

La signature de la convention spécifique d'application marque une première étape significative de mise en œuvre du projet métropolitain dans sa dimension partenariale.

Son suivi sera assuré, en lien avec les instances régionales prévues à cet effet, par un Comité des projets métropolitains, présidé par le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et regroupant les grands financeurs des projets structurants du territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Contrat de Plan signé par l'Etat et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur le 29 mai 2015 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est adoptée la contribution de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la convention spécifique d'application du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ci-annexée.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à signer la convention spécifique d'application du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 pour le compte de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

L'engagement financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 111,66 millions d'euros ventilés dans les différentes opérations d'investissement programmées sur la période 2015-2020.

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 007-1010/16/CM

■ Programme Opérationnel FEDER PACA 2007-2013 - Subvention globale - Quartiers sensibles - Axe 4. - Mesure 1. - Déprogrammation de cofinancements FEDER MET 16/1679/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération ECO 5/367/CC du 29 juin 2007, Marseille Provence Métropole a été candidate à l'appel à projet « Axe 4.1 » lancé par le Secrétariat général aux affaires régionale Provence-Alpes-Côte-d'Azur (SGAR, Préfecture de Région PACA) dans le cadre du programme opérationnel FEDER PACA 2007-2013. A ce titre, Marseille Provence Métropole a approuvé le projet dénommé « Une dynamique d'agglomération pour les espaces urbains sensibles ».

Le Préfet de Région PACA, par courrier du 5 mai 2008, a notifié à Marseille Provence Métropole l'attribution d'un Subvention Globale FEDER « Quartiers sensibles », concrétisée par la signature d'une Convention approuvée par délibération DEV 001-457/CC du 28 juin 2008.

Planifié sur une durée de neuf ans (jusqu'à la clôture en mars 2017), ce programme prévoit d'intervenir sur plusieurs secteurs qui relèvent de la politique de la ville : les territoires d'interventions des quatre Contrats Urbains de Cohésion Sociale de Marseille Provence Métropole (Marseille dont les Zones Franches Urbaines, La Ciotat, Marignane et Septèmes-les-Vallons) et plus particulièrement les sites prioritaires faisant l'objet de projets ANRU.

Le programme se fixe pour ambition de mobiliser les énergies de l'ensemble des acteurs (habitants, entreprises, associations, collectivités territoriales, organismes publics) concernés par le développement d'initiatives innovantes et structurantes pour l'insertion de ces territoires dans la dynamique de croissance de l'agglomération.

Les grands axes stratégiques sont :

- soutien à l'économie et à l'emploi,
- accessibilité et mobilité,
- cohésion sociale et territoriale.

L'avenant n°1 à la convention de Subvention Globale, signée entre l'Autorité de gestion et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 13 octobre 2011, attribue un montant de 9.814.625,00 euros de subvention FEDER.

Au total, 85 opérations ont été programmées dans le cadre de cette subvention globale de 2009 à 2014.

Suite aux demandes de solde transmises par les bénéficiaires, un Contrôle de service fait a été réalisé par les services instructeurs, qui a permis de valider les dépenses. Cependant, pour 12 opérations, la procédure de remontée de ces dépenses à l'Autorité de certification du PO FEDER PACA 2007-2013 (DRFIP PACA) n'a pas pu être achevée avant le dernier appel de fonds du 29 avril 2016, ce qui ne permet pas de les retenir. Le cofinancement FEDER est donc annulé pour les 12 opérations suivantes :

- Opération n°34943 « Accompagnement de 35 personnes au passage du permis de conduire pour l'année 2009 », réalisée par l'Association Régionale Spécialisée pour l'Insertion et le Développement Economique (ARSIDE), avec une subvention versée de 39 000 euros
- Opération n° 35313 « Système de suivi et d'observation 2009 du projet "Une dynamique d'agglomération pour les espaces urbains sensibles" », réalisée par l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM), avec une subvention programmée de 8 550,00 euros
- Opération n° 37032 « Printemps des quartiers 2010 », réalisée par l'Association Départementale pour le Développement des Actions de Prévention 13 (ADDAP 13), avec une subvention versée de 44 314,59 euros

- Opération n° 37251 « Accompagner en 2010, 200 personnes des quartiers prioritaires de La Ciotat à Bouger vers l'emploi », réalisée par l'Association Voiture & Co, avec une subvention versée de 89 526,00 euros
- Opération n° 39440 « Printemps des quartiers 2011 – 36ème chantier créatif », réalisée par la CUMPM - Direction de la Communication, avec une subvention programmée de 7 102,00 euros
- Opération n° 39483 « Micro-crèche Les Tuileries », réalisée par Sud Habitat d'HLM, avec une subvention versée de 63 408,00 euros
- Opération n°39745 « Entreprises et quartiers 2011 », réalisée par l'Association Action Pour l'Emploi dans les Quartiers (APEQ), avec une subvention versée de 35 805,00 euros
- Opération n°39749 « Plan de redynamisation du commerce de proximité des 15ème et 16ème arrondissements de Marseille – Actions 2011-2012 », réalisée par l'Association Fédération Littoral Nord FACAP 15ème et 16ème arrondissements, avec une subvention versée de 50 101,90 euros
- Opération n°40455 « Valoriser et mobiliser les commerçants et artisans de proximité du centre-ville de Marseille », réalisée par l'Association ID MEDITERRANEE, avec une subvention versée de 37 058,25 euros
- Opération n°41035 « Coup d'éclat sur la rue d'Aubagne – Volet ingénierie », réalisée par l'Association Lire La Ville, avec une subvention versée de 36 439,20 euros
- Opération n°42323 « Structuration 2011-2012 du réseau associatif inter-entreprises sur Marseille Nord », réalisée par l'Association Cap Au Nord Entreprendre (CANE), avec une subvention versée de 51 431,81 euros
- Opération n°42402 « Printemps des quartiers 2012 - volet propreté », réalisée par la CUMPM - Direction du Traitement des Déchets, avec une subvention programmée de 29 898,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'appel à projets du Programme opérationnel FEDER PACA 2007-2013 « Axe 4-1 » initié par la Préfecture de Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur ;
- La délibération ECO5/637/CC du 29 juin 2007 approuvant le projet « Une dynamique d'agglomération pour les espaces urbains sensibles » ;
- Le Comité Régional de Programmation du 11 avril 2008 et le courrier de notification du Préfet de Région Provence-Alpes-Côte d'Azur du 5 mai 2008 ;
- La délibération DEV 001-457/08/CC du 28 juin 2008.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'Autorité de gestion FEDER 2007-2013 demande une déprogrammation des cofinancements pour les opérations dont la validation des dépenses par l'Autorité de certification n'a pas pu être achevée;
- Que les opérations ont été programmées dans le cadre des objectifs de la Subvention Globale FEDER PACA 2007-2013 et apportaient une plus-value sur le territoire de MPM.

Délibère

Article unique :

Sont déprogrammés les cofinancements FEDER dans le cadre du Programme opérationnel FEDER PACA 2007-2013 des opérations suivantes :

- Opération n°34943 « Accompagnement de 35 personnes au passage du permis de conduire pour l'année 2009 », réalisée par l'Association Régionale Spécialisée pour l'Insertion et le Développement Economique (ARSIDE) ;
- Opération n° 35313 « Système de suivi et d'observation 2009 du projet "Une dynamique d'agglomération pour les espaces urbains sensibles" », réalisée par l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) ;
- Opération n° 37032 « Printemps des quartiers 2010 », réalisée par l'Association Départementale pour le Développement des Actions de Prévention 13 (ADDAP 13) ;

- Opération n° 37251 « Accompagner en 2010, 200 personnes des quartiers prioritaires de La Ciotat à Bouger vers l'emploi », réalisée par l'Association Voiture & Co ;
- Opération n° 39440 « Printemps des quartiers 2011 – 36ème chantier créatif », réalisée par la CUMPM - Direction de la Communication ;
- Opération n° 39483 « Micro-crèche Les Tuileries », réalisée par Sud Habitat d'HLM ;
- Opération n°39745 « Entreprises et quartiers 2011 », réalisée par l'Association Action Pour l'Emploi dans les Quartiers (APEQ) ;
- Opération n°39749 « Plan de redynamisation du commerce de proximité des 15ème et 16ème arrondissements de Marseille – Actions 2011-2012 », réalisée par l'Association Fédération Littoral Nord FACAP 15ème et 16ème arrondissements ;
- Opération n°40455 « Valoriser et mobiliser les commerçants et artisans de proximité du centre-ville de Marseille », réalisée par l'Association ID MEDITERRANEE ;
- Opération n°41035 « Coup d'éclat sur la rue d'Aubagne – Volet ingénierie », réalisée par l'Association Lire La Ville ;
- Opération n°42323 « Structuration 2011-2012 du réseau associatif inter-entreprises sur Marseille Nord », réalisée par l'Association Cap Au Nord Entreprendre (CANE) ;
- Opération n°42402 « Printemps des quartiers 2012 - volet propreté », réalisée par la CUMPM - Direction du Traitement des Déchets.

Le groupe Front National Rassemblement Bleu Marine ne participe pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 008-1011/16/CM

■ Programme Opérationnel FEDER/FSE PACA 2014-2020 - Désignation des élus métropolitains référents au sein du Comité de sélection mis en place dans le cadre de la gestion d'un Investissement Territorial Intégré (ITI)
MET 16/1685/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la convention d'Investissement Territorial Intégré (ITI) pour le Programme Opérationnel FEDER/FSE PACA 2014-2020 signée le 22 décembre 2015 entre le Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur (Autorité de gestion) et la

Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (Organisme Intermédiaire), est prévue la mise en place d'un Comité de sélection des opérations éligibles sur son territoire.

Par délibération FCT 025-1580/15/CC du 21 décembre 2015, le règlement intérieur de ce Comité de sélection a été adopté, tel que prévu par le Descriptif du Système de Gestion et de Contrôle (DSGC).

Pour procéder à la mise en place effective du Comité de sélection, à la suite du lancement le 1^{er} juillet 2016 des premiers appels à propositions dans le cadre de l'Investissement Territorial Intégré, il convient de procéder à la désignation du Président du Comité de sélection ainsi que des trois élus référents, conformément aux dispositions prévues par le règlement intérieur ci-avant mentionné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'article 123-6 du Règlement UE 1303/2013 portant dispositions communes sur les fonds structurels pour 2014-2020, pour la mise en œuvre d'un ITI au titre du développement urbain durable du Programme opérationnel FEDER/FSE 2014-2020 ;
- L'article 7 du Règlement UE 1301-2013 relatif au FEDER ;
- La délibération FCT 025-1580/15/CC portant modification du règlement intérieur du Comité de sélection mis en place dans le cadre de la gestion d'un Investissement Territorial Intégré pour le Programme Opérationnel FEDER/FSE 2014-2020.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est désigné, en tant que Président du Comité de sélection de l'Investissement Territorial Intégré (ITI), Monsieur Richard Mallie, Maire de Bouc Bel Air, Conseil départemental et Vice-Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en charge des Relations internationales et européennes.

Article 2 :

Sont désignés, en tant qu'élus métropolitains référents au sein du Comité de sélection au regard des thématiques concernées par l'Investissement Territorial Intégré :

- Monsieur André Molino, Maire de Septèmes-les-Vallons et Président de la commission métropolitaine « Transports-Déplacements-Accessibilité » ;
- Monsieur Gérard Chenoz, Adjoint au Maire de Marseille, Conseiller métropolitain et Vice-Président en charge du Développement économique du CT1 ;
- Monsieur Didier KHELFA, Maire de Saint-Chamas, Conseiller métropolitain et Vice-Président en charge des Finances du CT3.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 009-1012/16/CM

■ Programme européen LIFE 2014-2020 - Candidature aux appels à projets MET 16/1674/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le programme européen LIFE 2014-2020 est l'instrument financier de la Commission européenne de soutien aux projets dans les domaines de l'environnement et du climat. Il est régi par le

règlement 1293/2013 relatif à l'établissement d'un programme pour l'environnement et l'action pour le climat (LIFE) et ses modalités de fonctionnement sont définies, pour la période 2014-2017, dans le programme de travail pluriannuel 2014-2017 adopté le 19 mars 2014.

Pour la période 2014-2020, le budget du programme LIFE s'élève à plus de trois milliards d'euros (3 456 655 000 euros), réparti en deux sous-programmes distincts : le sous-programme « Environnement » et le sous-programme « Actions pour le Climat ». Le programme LIFE finance des projets à travers des subventions à l'action. Il se compose :

- d'appels à projets traditionnels
- d'appels à projets intégrés

Les projets traditionnels proposés doivent s'inscrire d'une part dans l'un des deux sous-programmes de LIFE et d'autre part dans l'un des domaines prioritaires prévu par le règlement. L'attribution de subventions pour les projets traditionnels est reconduite durant la programmation 2014-2020 par l'intermédiaire d'un appel à projets annuel (publié à la fin du printemps et clôturé vers septembre-octobre de la même année).

Le sous-programme « Environnement » est décliné en trois domaines prioritaires :

- Environnement et utilisation rationnelle des ressources
- Nature et Biodiversité
- Gouvernance et information en matière d'environnement

Le sous-programme « Action pour le climat » est décliné en trois domaines prioritaires :

- Atténuation du changement climatique
- Adaptation au changement climatique
- Gouvernance et Information en matière de climat

Les projets intégrés pourront mettre en œuvre des actions de meilleures pratiques, de démonstration ou pilote. Ils devront impérativement prévoir des actions de renforcement des capacités afin de permettre une mise en œuvre efficace et coordonnée des plans ou des stratégies éligibles suivantes :

Sous-programme concerné	Plan ou stratégie éligible
Environnement - Nature	mise en œuvre de programmes-cadres prioritaires (PAF) pour Natura 2000
Environnement - Eau	mise en œuvre des plans de gestion de district hydrographique (découlant de la directive cadre sur l'eau)
Environnement - Déchets	mise en œuvre des plans de gestion des déchets ou plan de prévention des déchets (directive cadre déchets 2008/98)
Environnement - Air	mise en œuvre des plans et programmes relatifs à la qualité de l'air (directive 2008/50/EC)
Climat - Atténuation	mise en œuvre de stratégies pour l'atténuation des émissions de GES ou de la feuille de route pour une économie bas carbone
Climat - Adaptation	mise en œuvre de stratégies d'adaptation au changement (article 2 de la stratégie européenne pour l'adaptation)
Climat – Adaptation et Atténuation en zone urbaine	mise en œuvre de stratégies à l'échelle urbaine pour une transition bas carbone ou une société résiliente

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement UE 1293/2013 relatif à l'établissement d'un programme pour l'environnement et l'action pour le climat (LIFE) ;
- Les appels à projets annuels de la programmation 2014-2020 du programme européen LIFE.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que les domaines prioritaires, les plans et les stratégies éligibles à un financement LIFE, représentent un enjeu pertinent et stratégique pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

Délibère

Article unique :

Est approuvée la faculté pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de répondre aux appels à projets du programme européen LIFE, en tant que chef de file ou partenaire, pendant toute la période de programmation 2014-2020.

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 010-1013/16/CM

**■ Garantie d'emprunt pour l'acquisition et l'amélioration de 12 logements résidence la Roque à Grans
MET 16/1725/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des garanties d'emprunts accordées aux sociétés d'HLM pour l'acquisition et la réhabilitation de logements collectifs locatifs, la société Grand Delta Habitat, dont le siège se situe 3 rue Martin Luther King – CS 30531 – 84054 Avignon Cedex 1, a informé la Métropole d'Aix-Marseille-Provence par courrier du 27 juin 2016, qu'elle envisageait l'opération d'acquisition et d'amélioration de 12 logements collectifs locatifs situés « Résidence la Roque » avenue Mistral à Grans.

Pour financer cette opération dont le prix de revient serait en valeur actuelle de 932 514 €, la société Grand Delta Habitat a décidé de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, un emprunt d'un montant total de 843 776 €. Celui-ci est constitué de deux lignes : un prêt PLUS Travaux pour un

montant de 585 982 €, et un prêt PLAI Travaux pour un montant de 257 794 €.

Il est précisé que la commune de Grans a délibéré en date du 18 janvier 2016 pour garantir à 55 % cet emprunt. La société Grand Delta Habitat sollicite en complément la garantie financière de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 843 776 €, souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, En raison de cette garantie à hauteur de 45 % sur cette opération, le nombre de logements réservés à la collectivité est de 1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Les articles L2252-1 et L2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à l'attribution des garanties d'emprunts ;
- L'article 2298 du Code Civil ;
- La délibération de la Commune de Grans en date du 18 janvier 2016 relative à la garantie d'un emprunt constitué de deux lignes, d'une quotité de 55 % octroyée à la société anonyme d'HLM Grand Delta Habitat ;
- La demande de garantie d'un emprunt constitué de deux lignes de la société anonyme d'HLM Grand Delta Habitat à hauteur de 45 % ;
- La convention fixant les conditions de mise en œuvre de la garantie accordée et

notamment le nombre de logements réservés à la collectivité fixé à 1.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la garantie d'un emprunt à hauteur de 45 % pour le remboursement des lignes de prêt PLUS Travaux et PLAI Travaux d'un montant total de 843 776 euros souscrit par la société anonyme d'HLM Grand Delta Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Article 2 :

Les caractéristiques financières de chaque ligne du prêt sont les suivantes :

Ligne du prêt 1

Ligne du prêt : PLUS TRAVAUX

Montant : 585 982,00 euros

Durée de la phase d'amortissement : 40 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés

Modalités de révision : Double révisabilité limitée (DL)

Taux de progressivité des échéances : De 0 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du taux du Livret A)

Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.

Ligne du prêt 2

Ligne du prêt : PLAI TRAVAUX

Montant : 257 794,00 euros

Durée de la phase d'amortissement : 40 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20 %

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés

Modalités de révision : Double révisabilité limitée (DL)

Taux de progressivité des échéances : De 0 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du taux du Livret A)

Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.

Article 3 :

La garantie de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la société anonyme d'HLM Grand Delta Habitat dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et consignations, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la société anonyme d'HLM Grand Delta Habitat pour son paiement. Toutefois, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie, le bénéfice de la discussion et un examen de la situation financière du titulaire de l'emprunt.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la société anonyme d'HLM Grand Delta Habitat est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la société anonyme d'HLM Grand Delta Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

Article 4 :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 5 :

Est approuvée la convention fixant les conditions de mise en œuvre de la garantie accordée.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette garantie d'emprunt et les documents financiers (contrat de prêt et convention) afférents.

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 011-1014/16/CM

■ Garantie d'emprunt pour la construction de 47 logements le clos de l'âne blanc à Istres MET 16/1726/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des garanties d'emprunts accordées aux sociétés d'HLM pour la construction de logements sociaux, la société anonyme Famille & Provence, dont le siège se situe le Décisium BI – 1, rue Mahatma Gandhi – CS 60400 - 13097 d'Aix-en-Provence Cedex 2, a informé la Métropole d'Aix-Marseille-Provence qu'elle envisageait l'opération de construction de 47 logements locatifs sociaux « Le Clos de l'âne blanc » situés avenue de la Crau, hameau d'entressen à Istres.

Pour financer cette opération dont le prix de revient serait en valeur actuelle de 6 896 173 €, la société anonyme Famille & Provence a décidé de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, un emprunt d'un montant total de 5 936 556 €. Celui-ci est constitué de quatre lignes : un prêt PLUS Construction pour un montant de 2 956 582 €, un prêt PLUS Foncier pour un montant de 963 578 €, un prêt PLAI Construction pour un montant de 1 520 765 € et un prêt PLAI Foncier pour un montant de 495 631 €.

Il est précisé que la commune d'Istres a délibéré du 2 mars 2016 pour garantir à 10 % cet emprunt et que 45 % sont garantis par le département du 27 mai 2016. La société anonyme Famille & Provence sollicite en complément la garantie financière de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 5 936 556 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

En raison de cette garantie à hauteur de 45 % sur cette opération le nombre de logements réservés à la collectivité est de 4.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret N° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Les articles L2252-1 et L2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à l'attribution des garanties d'emprunts ;
- L'article 2298 du Code civil ;
- La délibération de la Commune d'Istres du 2 mars 2016 relative à la garantie d'emprunt d'une quotité de 10 % octroyée à la société anonyme Famille & Provence ;
- La délibération du Conseil départemental du 27 mai 2016 relative à la garantie d'emprunt d'une quotité de 45 % octroyée à la société anonyme Famille & Provence ;
- La demande de garantie d'emprunt constitué de quatre lignes de la société anonyme Famille & Provence à hauteur de 45 % ;
- La convention fixant les conditions de mise en oeuvre de la garantie accordée et notamment le nombre de logements réservés à la collectivité fixé à 4.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est approuvée la garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 5 936 556 euros souscrit par la société anonyme Famille & Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Article 2 :

Ce prêt constitué de 4 lignes est destiné à financer l'opération de construction de 47 logements locatifs sociaux « Le Clos de l'âne blanc » situés avenue de la Crau, hameau d'Entressen à Istres, dont les caractéristiques sont les suivantes :

*** Ligne du Prêt 1**

Ligne du prêt : PLUS CONSTRUCTION
Montant : 2 956 582 euros

Durée de la phase de préfinancement : De 3 à 24 mois
Durée de la phase d'amortissement : 40 ans
Périodicité des échéances : Annuelle
Index : Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %.
Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A.
Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés : Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.
Modalité de révision : Simple révisabilité (SR)
Taux de progressivité des échéances : 0 %

*** Ligne du Prêt 2**

Ligne du prêt : PLUS FONCIER
Montant : 963 578 euros
Durée de la phase de préfinancement : De 3 à 24 mois
Durée de la phase d'amortissement : 50 ans
Périodicité des échéances : Annuelle
Index : Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %.
Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A.
Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés : Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.
Modalité de révision : Simple révisabilité (SR)
Taux de progressivité des échéances : 0 %

*** Ligne du Prêt 3**

Ligne du prêt : PLAÏ CONSTRUCTION
Montant : 1 520 765 euros
Durée de la phase de préfinancement : De 3 à 24 mois
Durée de la phase d'amortissement : 40 ans
Périodicité des échéances : Annuelle
Index : Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20 %.
Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %.
Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés : Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.
Modalité de révision : Simple révisabilité (SR)
Taux de progressivité des échéances : 0 %

*** Ligne du Prêt 4**

Ligne du prêt : PLAÏ FONCIER
Montant : 495 631 euros
Durée de la phase de préfinancement : De 3 à 24 mois
Durée de la phase d'amortissement : 50 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20 %.

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés : Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

Modalité de révision : Simple révisabilité (SR)

Taux de progressivité des échéances : 0 %

Article 3 :

La garantie de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci ainsi que sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la société anonyme Famille & Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

En conséquence, sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais, à se substituer à la société anonyme Famille & Provence pour son paiement. Toutefois, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie, le bénéfice de la discussion et un examen de la situation financière du titulaire de l'emprunt.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la société anonyme Famille & Provence est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la société anonyme Famille & Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

Article 4 :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les documents financiers (contrat de prêt et/ou avenant) afférents à cette garantie d'emprunt.

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 012-1015/16/CM

■ Organisation de la répartition et des modalités de l'exercice par la métropole de compétences départementales - Transfert conventionnel des compétences départementales - Département du Vaucluse sur le territoire de la commune de Pertuis

MET 16/1622/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014, de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, prévoient que les métropoles et les départements dans lesquels s'inscrivent les périmètres de celles-ci organisent, par la voie de conventions, la répartition ou les modalités de l'exercice d'une partie des compétences départementales par les métropoles, à peine de s'exposer au transfert de plein droit de certaines attributions.

Sur ce fondement, il appartient à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et au Département du Vaucluse de se prononcer par des délibérations concordantes :

- En premier lieu, sur tout ou partie de trois groupes de compétences parmi les huit groupes énumérés au IV de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales concernées par un transfert ou une délégation de leur exercice ;
- En second lieu, pour chacune de ces trois compétences, sur le principe du transfert ou de la délégation de son exercice ;
- En troisième lieu, concernant la gestion des routes classées dans le domaine public routier départemental, et à peine de transfert intégral de plein droit, sur le transfert à la Métropole de cette compétence ou sur des modalités d'exercices par le département en cohérence avec les politiques mises en œuvre par la Métropole.

Il est proposé par le Conseil Départemental au Conseil de la Métropole d'accepter le principe d'un transfert conventionnel pour les compétences suivantes au titre du IV de l'article 5217-2 du CGCT :

- l'attribution des aides financières au titre du fonds de solidarité pour le logement, en application de l'article 6 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement ;
- l'aide individuelle aux jeunes en difficulté, en application des articles L.263-3 et L.263-4 du code de l'action sociale et des familles ;

- actions de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu, prévues au 2° de l'article L.121-2 du même code.

Concernant la voirie, le transfert proposé, organisé par une convention distincte jointe en annexe, porte sur les routes départementales des agglomérations qui présentent essentiellement des caractéristiques de rues ou qui répondent à des enjeux urbains affirmés et relèvent clairement d'une gestion urbaine.

Il est à noter que le transfert de la compétence voirie communale sur le territoire de la Métropole en dehors du périmètre du conseil de territoire Marseille Provence n'interviendra qu'au 1^{er} janvier 2018.

La Métropole n'exercera donc par la compétence voirie sur périmètre du conseil de territoire du Pays d'Aix dont fait partie la commune de Pertuis avant cette date. De façon à permettre à la Métropole de mettre en place une organisation de sa compétence voirie à même d'assurer la gestion des routes transférées par le Département du Vaucluse, il est convenu entre les deux parties que la compétence demeurera transitoirement exercée par le département du Vaucluse jusqu'en 2018, au nom et pour le compte de la Métropole.

La consistance précise du patrimoine de voies transféré, estimé par les services du Département à 3,74 kilomètres sera précisée ultérieurement par avenant à la présente convention, conclu avant le 31 décembre 2016.

La date d'effectivité des transferts est fixée conventionnellement au 1^{er} janvier 2017.

Par convention annexée au présent rapport, il est proposé que la Métropole et le Département précisent le périmètre de la compétence transférée ainsi que les principes dont ils souhaitent se doter dans l'organisation de ces transferts.

Des avenants à ces conventions préciseront ultérieurement les moyens nécessaires à l'exercice des compétences transférées ainsi que les charges et ressources afférentes. Celles-ci seront évaluées, après un travail d'analyse contradictoire mené par les services des deux collectivités, par la Commission Locale d'Evaluation des Charges et Recettes Transférées, conformément aux dispositions des articles L.5217-13 à 17 du code général des collectivités territoriales.

Il est prévu de réunir au mois de novembre la Commission Locale d'Evaluation des Charges et Recettes Transférées sous la présidence de la Chambre Régionale des Comptes pour procéder à cette évaluation sur la base des périmètres de compétence arrêtés par la présente.

Une convention organisant le transfert des trois autres compétences et précisant les moyens nécessaires à leur exercice sera proposée ultérieurement au Conseil sur la base des travaux en cours.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 Aout 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix – Marseille-Provence.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert des compétences tel que précisé dans le présent rapport, à savoir :

- L'attribution des aides financières au titre du fonds de solidarité pour le logement, en application de l'article 6 de la loi n°90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement ;
- L'aide individuelle aux jeunes en difficulté, en application des articles L.263 et L.263-4 du code de l'action sociale et des familles ;
- Les actions de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu, prévues au 2° de l'article LM.121-2 du même code.
- Pour la compétence « voirie », le transfert des routes départementales des agglomérations qui présente essentiellement des caractéristiques de rues ou qui

répondent à des enjeux urbains affirmés et qui relèvent clairement d'une gestion urbaine.

Article 2 :

La date de transfert effectif de ces compétences est fixée au 1^{er} janvier 2017.

Article 3 :

Est approuvée la convention ci-annexée organisant le transfert de la compétence voirie.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 013-1016/16/CM

■ Organisation de la répartition et des modalités de l'exercice par la métropole de compétences départementales - Transfert conventionnel des compétences départementales - Département du Var sur le territoire de la commune de Saint-Zacharie MET 16/1624/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 Janvier 2014, de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, prévoient que les métropoles et les départements dans lesquels s'inscrivent les périmètres de celles-ci organisent, par la voie de conventions, la répartition ou les modalités de l'exercice d'une partie des compétences départementales par les métropoles, à peine de s'exposer au transfert de plein droit de certaines attributions.

Sur ce fondement, il appartient à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et au Département du Var de se prononcer par des délibérations concordantes :

- En premier lieu, sur tout ou partie de trois groupes de compétences parmi les huit groupes énumérés au IV de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales concernés par un transfert ou une délégation de leur exercice ;
- En second lieu, pour chacune de ces trois compétences, sur le principe du transfert ou de la délégation de son exercice ;

- En troisième lieu, concernant la gestion des routes classées dans le domaine public routier départemental, et à peine de transfert intégral de plein droit, sur le transfert à la Métropole de cette compétence ou sur des modalités d'exercices par le département en cohérence avec les politiques mises en œuvre par la Métropole.

Il est proposé par le Conseil Départemental au Conseil de la Métropole d'accepter le principe d'un transfert conventionnel pour les compétences suivantes au titre du IV de l'article 5217-2 du CGCT :

- l'attribution des aides financières au titre du fonds de solidarité pour le logement, en application de l'article 6 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement ;
- l'aide individuelle aux jeunes en difficulté, en application des articles L.263-3 et L.263-4 du code de l'action sociale et des familles ;
- les actions de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu, prévues au 2° de l'article L.121-2 du même code.

Concernant la voirie, le transfert proposé, organisé par une convention distincte jointe en annexe, porte sur les routes départementales des agglomérations qui présentent essentiellement des caractéristiques de rues ou qui répondent à des enjeux urbains affirmés et relèvent clairement d'une gestion urbaine.

Il est à noter que le transfert de la compétence voirie communale sur le territoire de la Métropole en dehors du périmètre du conseil de territoire Marseille Provence n'interviendra qu'au 1^{er} janvier 2018.

La Métropole n'exercera donc par la compétence voirie sur périmètre du conseil de territoire du Pays d'Aubagne dont fait partie la commune de St Zacharie avant cette date. De façon à permettre à la Métropole de mettre en place une organisation de sa compétence voirie à même d'assurer la gestion des routes transférées par le Département du Var, il est convenu entre les deux parties que la compétence demeurera transitoirement exercée par le département du Vaucluse jusqu'en 2018, au nom et pour le compte de la Métropole.

La consistance précise du patrimoine de voies transféré, estimé par les services du Département à 2,9 kilomètre sera précisée ultérieurement par avenant à la présente convention, conclu avant le 31 décembre 2016.

La date d'effectivité des transferts est fixée conventionnellement au 1^{er} janvier 2017.

Par convention annexée au présent rapport, il est proposé que la Métropole et le Département précisent le périmètre de la compétence voirie ainsi que les

principes dont ils souhaitent se doter dans l'organisation de ce transfert.

Des avenants à cette convention préciseront ultérieurement les moyens nécessaires à l'exercice des compétences transférées ainsi que les charges et ressources afférentes. Celles-ci seront évaluées, après un travail d'analyse contradictoire mené par les services des deux collectivités, par la Commission Locale d'Evaluation des Charges et Recettes Transférées, conformément aux dispositions des articles L.5217-13 à 17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Une convention organisant le transfert des trois autres compétences et précisant les moyens nécessaires à leur exercice sera proposée ultérieurement au Conseil sur la base des travaux en cours.

Il est prévu de réunir au mois de novembre la Commission Locale d'Evaluation des Charges et Recettes Transférées sous la présidence de la Chambre Régionale des Comptes pour procéder à cette évaluation sur la base des périmètres de compétence arrêtés par la présente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 Aout 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert des compétences tel que précisé dans le présent rapport, à savoir :

- L'attribution des aides financières au titre du fonds de solidarité pour le logement, en

application de l'article 6 de la loi n°90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement ;

- L'aide individuelle aux jeunes en difficulté, en application des articles L.263 et L.263-4 du code de l'action sociale et des familles ;
- Les actions de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu, prévues au 2° de l'article LM.121-2 du même code.
- Pour la compétence « voirie », le transfert des routes départementales des agglomérations qui présentent essentiellement des caractéristiques de rues ou qui répondent à des enjeux urbains affirmés et qui relèvent clairement d'une gestion urbaine.

Article 2 :

La date de transfert effectif de ces compétences est fixée au 1^{er} janvier 2017.

Article 3 :

Est approuvée la convention ci-annexée organisant le transfert de la compétence voirie.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 014-1017/16/CM

**■ Transferts des compétences départementales à la Métropole - Adoption des périodes de référence et des modalités d'évaluation des dépenses engagées par le Département des Bouches-du-Rhône après consultation de la Commission Locale d'Evaluation des Charges et Ressources Transférées
MET 16/1816/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Au titre du IV de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le Département des Bouches du Rhône se sont prononcé par des délibérations concordantes en date du 30 juin 2016 sur le transfert conventionnel des compétences suivantes :

- l'attribution des aides financières au titre du fonds de solidarité pour le logement, en application de l'article 6 de la loi n°90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement ;
- l'aide individuelle aux jeunes en difficulté, en application des articles L. 263-3 et L. 263-4 du code de l'action sociale et des familles ;
- le centre départemental sportif de Fontainieu au titre du groupe de compétences n°7 « Tourisme en application du chapitre II du titre III du livre Ier du code du tourisme, culture et construction, exploitation et entretien des équipements et infrastructures destinés à la pratique du sport, ou une partie de ces compétences » ;
- au titre de la compétence voirie, les routes départementales des agglomérations qui présentent essentiellement des caractéristiques de rues ou qui répondent à des enjeux urbains affirmés et relèvent clairement d'une gestion urbaine.

Conformément au V de l'article 5217-17, la Commission Locale d'Evaluation des Charges et Ressources Transférées, formée paritairement de quatre représentants du Département et de quatre représentants de la Métropole, réunie sous la Présidence du Président de la Chambre Régionale des Comptes le 16 septembre 2016, a été consultée sur les modalités de compensation des charges correspondant aux compétences transférées détaillées ci-dessus et a rendu un avis favorable concernant les modalités détaillées ci-après.

Afin de couvrir les charges indirectes liées aux compétences transférées, un taux de 11,8% de la masse salariale brute des agents transférés a été estimé pour les compétences. Ce taux a été calculé à partir des dépenses réalisées par le Département en 2015 sur la base des comptes administratifs. Il couvre :

- les charges liées aux locaux (nettoyage, fluides, exploitation et maintenance, gardiennage) correspondant à 1,9% de la masse salariale ;
- les charges liées à l'exercice des missions (fournitures, impression, affranchissement, gestion des véhicules et carburant, assurances), aux postes de travail (bureautique/téléphonie) ainsi que les coûts indirects du volet ressources humaines (action sociale, titres-restaurant, mutuelle, frais de déplacement, prise en charge des abonnements transport, formation) correspondant à 6% de la masse salariale.
- les charges liées aux fonctions support (ressources humaines, finances, services généraux, affaires juridiques et commande publique) estimées à 3,9%.

Pour le CDS de Fontainieu, il est proposé que les charges liées au fonctionnement du centre soient évaluées au réel des consommations (fluides, véhicules, gardiennage, maintenance, nettoyage). Le forfait de 1,9% de la masse salariale correspondant aux charges liées aux locaux ne sera donc pas appliqué. En revanche les frais liés au volet « ressources humaines » ainsi qu'à l'exercice des missions et aux fonctions support le seront.

Le principe de l'hébergement des services transférés dans leurs locaux actuels par le Conseil Départemental est retenu le temps qu'une solution adaptée soit trouvée. Une réflexion est en cours sur une proposition de mise à disposition de locaux par le Département à la Métropole.

Il appartient donc désormais au Département et à la Métropole de déterminer conjointement les modalités d'évaluation des dépenses engagées par le Département avant le transfert de la compétence sur la base de l'avis rendu par la Commission Locale d'Evaluation des Charges et Ressources Transférées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- la délibération N°14 du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône en date du 30 juin 2016 ;
- La délibération N°FAG 062-544/16/CM du Conseil de la Métropole en date du 30 juin 2016 ;

Où il rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Sont approuvées les modalités de compensation des charges correspondant aux compétences transférées telles que précisées dans le présent rapport, à savoir, le calcul d'un taux de 11,8% de la masse salariale brute des agents transférés, sur la base du compte administratif 2015 du Département, pour couvrir les coûts indirects liés aux locaux, aux fonctions support ainsi qu'à l'exercice par les agents de leur mission.

Article 2 :

Est précisé que pour le Centre départemental sportif de Fontainieu, ce taux sera minoré de la partie des coûts liée aux locaux (soit 1,9% de la masse salariale). Ces coûts seront en effet calculés à partir des dépenses réelles engagées par le Département en faveur de cet équipement.

Madame Martine VASSAL ne participe pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

FAG 015-1018/16/CM

■ Affectation des résultats - Modifications suite aux changements de régime des provisions et à l'intégration de la gestion des syndicats mixtes. MET 16/1695/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant : Dans sa séance du 30 juin 2016, le Conseil de Métropole a délibéré sur les résultats de clôture au 31 décembre 2015 et de leur affectation comme ci-après :

Budget de la Métropole					
Résultat 2015 de fonctionnement	Résultat 2015 d'investissement	Reste à réaliser en dépenses	Reste à réaliser en recettes	Affectation	Résultat reporté en fonctionnement
137 964 437,33	- 40 165 613,21	112 305 943,24	71 315 059,03	- 81 156 497,42	56 807 539,91
Budget Transport du territoire Marseille Provence					
Résultat 2015 de fonctionnement	Résultat 2015 d'investissement	Reste à réaliser en dépenses	Reste à réaliser en recettes	Affectation	Résultat reporté en fonctionnement
-	505 796,28	5 840 570,16	5 334 774,00	-	-

Ces résultats et affectations ne tiennent pas compte de l'intégration dans les comptes de la Métropole des résultats de clôtures des syndicats dont la fin d'activité a été prononcée par arrêté préfectoral :

Budget de la Métropole	Résultat d'investissement	Résultat de fonctionnement
SMEE SCOT	76 222,60	30 330,05
Massif Arbois	- 28 104,71	109 803,93
Massif 4 termes	- 110 323,20	147 429,08
Massif Trévaresse	68 780,09	35 881,18
Massif des Roques	115 344,51	9 003,60
SCOTOEB	103 781,44	- 65 876,95
EURO ALPILLES	348 508,20	2 251 127,55
Total	574 208,93	2 517 698,44

Budget Transport	Résultat d'investissement	Résultat de fonctionnement
SMITEEB	514 197,93	4 805 401,92

De plus, l'harmonisation du régime de constitution des provisions adopté par le Conseil de Métropole, sur la base d'un régime semi-budgétaire, entraîne une diminution du résultat d'investissement à hauteur de 3.700.775,14 euros qui correspond aux provisions constituées sur le régime budgétaire avant la création de la Métropole.

Sur cette base, il est proposé au Conseil de la Métropole de valider la modification du résultat cumulé d'investissement et de fonctionnement comme ci-après :

Budget de la Métropole

Résultat de clôture modifié de la section d'investissement	Résultat de clôture modifié de la section de fonctionnement
43 292 179,42	140 482 135,77

Budget Transport

Résultat de clôture modifié de la section d'investissement	Résultat de clôture modifié de la section de fonctionnement
1 019 994,21	4 805 401,92

La procédure, mise en place par l'instruction budgétaire et comptable M57, consiste à prévoir dans le budget, le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à couvrir le besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire soit être conservé au fonctionnement.

L'affectation de résultat est détaillée dans le tableau suivant :

Budget principal de la Métropole

Résultat cumulé de fonctionnement	Résultat cumulé d'investissement	RAR dépense en	RAR recette en	Affectation	Résultat reporté de fonctionnement
140.482.135,77	- 43.292.179,42	112.305.943,24	71.315.059,08	84.283.063,63	56.199.072,14

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix Marseille-Provence
- Les délibérations du Conseil de Métropole du 28 Avril 2016 approuvant les Comptes Administratifs 2015 de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, Communauté d'Agglomération d'Aix-En-Provence, Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance, San Ouest Provence, Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues
- Les délibérations approuvant les affectations des résultats FAG 024-506/16/CM et FAG 003-485/16/CM

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé, pour le budget Principal de la Métropole, le résultat déficitaire d'investissement à hauteur de - 43.292.179,42 euros et le résultat excédentaire de fonctionnement à hauteur de 140.482.135,77 euros.

Article 2 :

Est approuvé, pour le budget Transport de Marseille Provence, le résultat excédentaire d'investissement à hauteur de 1 019 994,21 euros et le résultat excédentaire de fonctionnement à hauteur de 4 805 401,92 euros.

Article 3 :

Est approuvé la modification de l'affectation de l'excédent de fonctionnement du budget Principal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

- Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 140.482.135,77 euros, est destiné à couvrir le déficit de la section d'investissement d'un montant de 43.292.179,42 euros, qui s'établit, après correction des restes à réaliser en dépenses de 112.305.943,24 euros et en recettes de 71.315.059,03 euros à un montant de 84.283.063,63 euros.
- Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote de la décision modificative n°2 de 2016 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 84.283.063,63 euros imputé en recette d'équipement sur la nature 1068 «Autres Réserves ».
- Le reliquat de 56.199.072,14 euros est reporté au compte 002 au budget en section de fonctionnement.
- La section d'investissement présente un déficit de clôture de 43.292.179,42 euros, qui sera reporté au compte 001.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 016-1019/16/CM

■ Budget principal de la Métropole d'Aix-Marseille Provence: Adoption de la Décision Modificative n°2 2016 et des Etats Spéciaux de Territoires MET 16/1688/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif et le Budget Supplémentaire, la Décision Modificative n°2 est établie selon la nomenclature M57 pour le Budget Principal de la Métropole, elle se caractérise par la modification des résultats reportés suite au changement de système de constitution des provisions et l'intégration de la gestion des syndicats mixtes en phase de dissolution, elle enregistre également les ajustements intervenus dans la gestion depuis le vote du budget supplémentaire.

Le résultat de ce projet de Décision Modificative est présenté successivement en balance générale qui regroupe par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre, il fait l'objet d'une présentation par fonction également.

En application des dispositions de l'article L.5218-8-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'état spécial de chaque territoire (adopté en équilibre réel par le conseil de territoire concerné) est soumis au vote du conseil de métropole en même temps que le projet de budget de la métropole.

l'article L.1612-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé que le Conseil de Métropole, arrête les états spéciaux de territoire, comme suit :

Chaque territoire s'étant prononcé par l'adoption de son état spécial dans les conditions précisées dans

	Fonctionnement	Investissement	total
CT1	1 775 000,00	-	1 775 000,00
CT2	87 000,00		87 000,00
CT3	-	-	-
CT4	- 243 000,00	1 065 000,00	822 000,00
CT5	-	-	-
CT6	269 178,02	-	269 178,02
Total	1 888 178,02	1 065 000,00	2 953 178,02

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix Marseille-Provence

- La délibération n° HN 027-160/16/CM du 28 avril 2016 approuvant le budget primitif 2016 du budget Principal de la Métropole.
- La délibération n°FAG004-486/16/CM du 30 Juin 2016 approuvant le budget supplémentaire de la Métropole.
- L'adoption par les territoires des modifications apportées aux Etats Spéciaux de Territoire.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les modifications des dotations de gestion inscrites en Décision Modificative n°2 comme suit :

	Fontionnement	Investissement	total
CT1	1 775 000,00		1 775 000,00
CT2	-	-	-
CT3	-	-	-
CT4	- 239 000,00	1 065 000,00	826 000,00
CT5	-	-	-
CT6	269 178,02		269 178,02
Total	1 805 178,02	1 065 000,00	2 870 178,02

Article 2 :

Les états spéciaux de territoires sont arrêtés aux chiffres suivants :

	Fontionnement	Investissement	total
CT1	1 775 000,00	-	1 775 000,00
CT2	87 000,00		87 000,00
CT3	-	-	-
CT4	- 243 000,00	1 065 000,00	822 000,00
CT5	-	-	-
CT6	269 178,02	-	269 178,02
Total	1 888 178,02	1 065 000,00	2 953 178,02

Article 3 :

La Décision Modificative n°2 de l'exercice 2016 de la Métropole Aix-Marseille-Provence est votée et arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale du budget principal.
Elle s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement 19 955 758,35 euros
Section d'Investissement 29 741 111,66 euros

Vote contre de Monsieur Eugène CASELLI, Madame Nouriati DJAMBAE, Madame Josette FURACE, Madame Annie LEVY-MOZZICONACCI, Madame Florence MASSE, Madame Nathalie PIGAMO, Monsieur Roger RUZE, Monsieur Eric SCOTTO.

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 017-1020/16/CM

■ Décision Modificative n°1 - Budgets annexes du territoire Marseille Provence MET 16/1689/CM

Monsieur le Président du Conseil de Métropole sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif et le Budget Supplémentaire, la Décision Modificative n°1 est établie selon la nomenclature M57 pour le Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets, voté par nature avec présentation fonctionnelle, et selon la nomenclature M4 pour les Budgets Annexes des services des Transports, de l'Eau, de l'Assainissement, du Crématorium, des Ports de Plaisance, et Marché d'Intérêt National.

La Décision Modificative n°1 est un budget d'ajustements des crédits. Les résultats de ce projet de Décision Modificative sont présentés successivement en balances générales distinctes pour les Budgets Annexes.

Ces Balances regroupent par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Monsieur le Président propose au Conseil de la Métropole d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix Marseille-Provence
- La délibération n° HN 028-161/16/CM du 28 avril 2016 approuvant le budget primitif 2016 des budgets annexes du territoire Marseille Provence.
- La délibération n°FAG025-507/16/CM du 30 Juin 2016 approuvant le budget supplémentaire des budgets annexes du territoire Marseille Provence.
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

La Décision Modificative n°1 pour 2016 du territoire Marseille Provence est votée et arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale des Budgets Annexes Collecte et Traitement des déchets, des Transports, des Ports de Plaisance, du MIN, de l'Eau, de l'Assainissement et du Crématorium.

Elle s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :
Le budget annexe des opérations d'aménagement ne fait pas l'objet d'une décision modificative n°1

Concernant le Budget Collecte et Traitement des Déchets :

Section de Fonctionnement
Section d'Investissement

Concernant le Budget Transport :

Section de Fonctionnement 3 130 548,00 euros
Section d'investissement 750 000,00 euros

Concernant le Budget Ports de Plaisance :

Section de Fonctionnement 100 000,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Concernant le Budget Marché d'Intérêt National :

Section de Fonctionnement 150 000,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Concernant le Budget Eau :

Section de Fonctionnement 105 000,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Concernant le Budget Assainissement :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Concernant le Budget Crématorium :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Article 2 :

Cette délibération entrera en vigueur dès qu'elle aura acquis son caractère exécutoire.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Abstention de Monsieur Eugène CASELLI, Madame Nourati DJAMBAE, Madame Josette FURACE, Madame Annie LEVY-MOZZICONACCI, Madame Florence MASSE, Madame Nathalie PIGAMO, Monsieur Roger RUZE, Monsieur Eric SCOTTO.

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

-800 000,00 euros
0,00 euros

FAG 018-1021/16/CM

**■ Décision Modificative n° 1 - Budget Annexe du Service Public d'Elimination des Déchets du Territoire du Pays d'Aix
MET 16/1681/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole a adopté le 28 avril 2016, le Budget Primitif 2016 du Budget Annexe du S.P.E.D. (Service public d'Elimination des Déchets) du Territoire du Pays d'Aix.

Ce Budget Primitif a été amendé par le Budget Supplémentaire adopté le 30 juin 2016 par le Conseil de la Métropole.

Il convient aujourd'hui de préparer une Décision Modificative n° 1 afin de procéder à des ajustements de crédits en section d'investissement et en section de fonctionnement.

Cette décision modificative n° 1 a pour objet de procéder à des ajustements de crédits au sein de la section d'investissement afin de permettre l'acquisition de véhicules de collecte pour le quai de la Parade.

La section d'investissement s'équilibre conformément au tableau ci-dessous :

SERVICE	IMPUTATION			LIBELLE OPERATIONS	MONTANT	
	Fonction	Chap.	Nature		Dépenses	Recettes
<u>2E/ Finances</u> <i>Recettes</i>						
285 000,00	01	021	021	Virement de la section de fonctionnement		285 000,00
<u>2E/ Finances</u> <i>Dépenses</i>						
285 000,00	01	040	13912	Subv investissement transféré Région	35 000,00	
			13913	Subv investissement transféré Département	70 000,00	
			13914	Subv investissement transféré autres	180 000,00	
<u>TL/ Transport et Logisitique</u> <i>Dépenses</i>						
-150 000,00	7213	21	2115	Acquisition de terrains bâtis	-150 000,00	
<u>COLL / Collecte</u> <i>Dépenses</i>						
150 000,00	7212	21	215738	Acquisition de matériel et outillage de voirie	-150 000,00	
	7212	21	21828	Acquisition de véhicules de collecte	300 000,00	
				TOTAL	285 000,00	285 000,00

Par ailleurs, une recette d'ordre relative aux écritures de régularisation des subventions transférables est inscrite pour un montant de 285 000€. Les subventions reçues, servant à financer un équipement devant être amorties, sont qualifiées de subventions transférables et imputées en recettes au compte 131. Leur reprise au compte de résultat permet d'atténuer la charge de la dotation aux amortissements des biens acquis ou réalisés, et, in fine, de solder les comptes de subventions au bilan. Cette reprise impérative consiste en un amortissement « à l'envers » par rapport à l'amortissement des biens réalisés ou acquis à l'aide des subventions transférables. Il s'agit d'une dépense de la section d'investissement et d'une recette concomitante pour la section de fonctionnement.

La section de fonctionnement s'équilibre conformément au tableau ci-dessous :

SERVICE	IMPUTATION			LIBELLE OPERATIONS	MONTANT	
	Fonction	Chap.	Nature		Dépenses	Recettes
2E/ Finances <i>Recettes</i>						
285 000,00	01	042	777	Q/Part subventions d'investissement		285 000,00
2E/ Finances <i>Dépenses</i>						
285 000,00	01	023	023	Virt à la section d'investissement	285 000,00	
TOTAL					285 000,00	285 000,00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 028-161/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 approuvant le Budget Primitif 2016 du Budget Annexe du Service public d'élimination des déchets du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FAG 032-514/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 approuvant le Budget Supplémentaire 2016

- du Budget Annexe du Service public d'élimination des déchets du Territoire du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à des ajustements de crédits.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la Décision Modificative n° 1 du Budget Annexe 2016 du Service public d'élimination des déchets du Territoire du Pays d'Aix, par nature, telle que présentée ci-dessus.

Abstention de Monsieur Eugène CASELLI, Madame Nouriati DJAMBAE, Madame Josette FURACE, Madame Annie LEVY-MOZZICONACCI, Madame Florence MASSE, Madame Nathalie PIGAMO, Monsieur Roger RUZE, Monsieur Eric SCOTTO.

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 019-1022/16/CM

■ Décision Modificative n° 1 - Budget Annexe de l'Aménagement du Territoire du Pays d'Aix MET 16/1682/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il convient aujourd'hui de préparer une Décision Modificative n° 1 afin de procéder à des ajustements de crédits en section de fonctionnement.

Cette décision modificative n° 1 a pour objet de procéder à des ajustements de crédits au sein de la section de fonctionnement.

La section de fonctionnement s'équilibre conformément au tableau ci-dessous :

AMENAGEMENT - DM 1

FONCTIONNEMENT

IMPUTATION						LIBELLE OPERATIONS	MONTANT	
Ligne de crédit	Opération Astre	Opération Nature	Fonction	Chap.	Nature		Dépenses	Recettes
1012	MCARREAU	DFMCM	61	011	605	Achat matériel et équipement	-150 000,00	
8054	ROQPONT	DFGRPONT	61	011	6045	Achats etudes prestations de services	150 000,00	
						TOTAL	0,00	0,00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ; le Conseil de Métropole a adopté le 28 avril 2016, le Budget Primitif 2016 du Budget Annexe de l'Aménagement du Territoire du Pays d'Aix.

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 028-232/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 approuvant le Budget Primitif 2016 du Budget Annexe de l'Aménagement du Territoire du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à des ajustements de crédits.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la Décision Modificative n° 1 du Budget Annexe 2016 de l'Aménagement du Territoire du Pays d'Aix, par nature, telle que présentée ci-dessus.

Abstention de Monsieur Eugène CASELLI, Madame Nouriati DJAMBAE, Madame Josette FURACE, Madame Annie LEVY-MOZZICONACCI, Madame Florence MASSE, Madame Nathalie PIGAMO, Monsieur Roger RUZE, Monsieur Eric SCOTTO.

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 020-1023/16/CM

■ Décision Modificative n° 1 - Budget Annexe des Transports Publics Urbains du Territoire du Pays d'Aix

MET 16/1678/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole a adopté le 28 avril 2016, le Budget Primitif 2016 du Budget Annexe des Transports Publics Urbains du Territoire du Pays d'Aix.

Ce Budget Primitif a été amendé par le Budget Supplémentaire adopté le 30 juin 2016 par le Conseil de Métropole.

Il convient aujourd'hui de préparer une Décision Modificative n° 1 afin de procéder à des ajustements de crédits en section d'exploitation et en section d'investissement.

1- La section d'exploitation

Depuis le 1^{er} janvier 2016 les charges relatives aux indemnités et cotisations des conseillers territoriaux doivent être affectées sur le budget principal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Il convient donc de réaffecter les crédits à hauteur de 41.900 € du chapitre « Autres charges de gestion courante » vers le chapitre « Charges de personnel et frais assimilés ».

De même, dans le cadre de la convention avec le Département des Bouches-du-Rhône, « Gestion de la billetterie de la Gare Routière d'Aix-en-Provence », des crédits supplémentaires de 10.000 € doivent être mobilisés, qui permettront de solder cette convention à échéance au 31 décembre 2016.

Par ailleurs, une recette d'ordre relative aux écritures de régularisation des subventions transférables est inscrite pour un montant de 1.2 M€. Les subventions reçues, servant à financer un équipement devant être amorties, sont qualifiées de subventions transférables et imputées en recettes au compte 131. Leur reprise au compte de résultat permet d'atténuer la charge de la dotation aux amortissements des biens acquis ou réalisés, et, in fine, de solder les comptes de subventions au bilan. Cette reprise impérative consiste en un amortissement « à l'envers » par rapport à l'amortissement des biens réalisés ou acquis à l'aide des subventions transférables. Il s'agit d'une dépense de la section d'investissement et d'une recette concomitante pour la section de fonctionnement.

La section d'exploitation s'équilibre en dépenses et en recettes à hauteur de 1.2 M€, conformément au tableau ci-dessous :

SERVICE	IMPUTATION		LIBELLE OPERATIONS	MONTANT	
	chapitre	nature		Dépenses	Recettes
2E - Finances					
Dépenses					
1 200 000.00					
	.023	.023	Virement Section Investissement	1 200 000.00	
Recettes					
1 200 000.00					
	.042	777	Quote part subvention investissement transférée au compte de résultat		1 200 000.00
6A - Gestion Opérationnelle des Déplacements					
Dépenses					
0.00					
	011	011	Contrat Prestation de Services	-10 000.00	
	65	65733	Subvention exploitation Département	10 000.00	
2F - DRH					
Dépenses					
8 000.00					
	012	6478	Autres Charges Sociales - Titres repas	8 000.00	
RH - Ressources Humaines					
Dépenses					
-8 000.00					
	65	6531	Indemnités Vice-présidents et Conseillers	-29 100.00	
	65	6533	Cotisations de retraite élus	-3 000.00	
	65	6531	Cotisations de sécurité sociale- part patronale	-0 800.00	
	012	6411	Salaires, appointements, commissions	9 800.00	
	012	6414	Indemnités et avantages divers	8 100.00	
	012	6453	Cotisations aux caisses de retraites	16 000.00	
TOTAL				1 200 000.00	1 200 000.00

1- La section d'investissement

Cette décision modificative n° 1 permet l'inscription complémentaire de 2 544.823,52 € au compte 001 : solde d'exécution de la section d'investissement reporté. En effet, la délibération d'affectation du résultat 2015 du Budget Annexe des Transports Publics Urbains, n° FAG 030-510/12/CM approuvée le 30 juin 2016, précise que le résultat de clôture cumulé en investissement pour 2015 s'élève à 2 702.677,11 €.

La reprise de ce résultat sur la délibération n° FAG 030-512/16/CM, correspondant au vote du Budget Supplémentaire 2016 du Budget Annexe des Transports Publics Urbains, est incomplète. Il a été inscrit la somme de 157.853,59 € qui correspond au solde d'exécution de la section d'investissement de l'exercice 2015. Il est donc nécessaire de procéder à une inscription complémentaire de 2 544.823,52 € qui correspond à la différence entre le solde de clôture en investissement soit 2 702.677,11 € et le solde d'exécution de l'exercice soit 157.853,59 €.

Egalement, la régularisation des écritures liées aux subventions transférables déjà présentes en recettes de fonctionnement trouve ici sa correspondance en dépenses d'investissement.

Enfin, suite au réajustement du calendrier de réalisation des différents programmes de travaux suivis par la Direction des Infrastructures de Transports du Territoire du Pays d'Aix, il apparaît nécessaire d'ajuster les crédits entre les différentes opérations en fonction de leur avancement. Ce rééchelonnement génère une diminution du besoin de financement pour 2016 de 4,36 M€.

L'ensemble de ces modifications d'inscription engendre une réduction du montant de l'emprunt de l'ordre de - 6,9 M€.

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à hauteur de -3,16M€, conformément au tableau ci-après :

SERVICE	IMPUTATION		LIBELLE OPERATIONS	MONTANT	
	Opér.Budg/ Chap	Nature		Dépenses	Recettes
2E - Finances					
Recettes					
-3 160 000.00					
	001	001	Solde d'exécution reporté N-1		2 544 823.32
	16	1641	Emprunt		-6 904 823.32
	071	071	Virement de la section d'exploitation		1 200 000.00
Recettes					
1 200 000.00					
	010	13912	Région - Subvention investissement inscrite au compte de résultat	700 000.00	
	040	13913	Département - Subvention investissement inscrite au compte de résultat	500 000.00	
6A - Gestion Opérationnelle des Déplacements					
Dépenses					
-1 000 000.00					
	6050	2150	Matériel transport exploitation	-1 000 000.00	
6B - Infrastructures					
Dépenses					
-3 360 000.00					
	663	21723	BHNS B Echangeur du Pont de l'Arc	-1 000 000.00	
	663	2031	BHNS Ligne B	-950 000.00	
	665	2031	BHNS A Avenue Mouret	-50 000.00	
	665	21723	BHNS A Couloir RD9-A51	-50 000.00	
	643	21723	Couloir Bus Centre Ville	-100 000.00	
	332	21723	Pôle d'Echange de Simiane	100 000.00	
	664	21723	Pôle d'Echange de Pertuis	-1 000 000.00	
	6000	238	Pôle d'Echange de Meyrargues	-210 000.00	
	630	238	Gare Routière d'Aix-en-Provence	-250 000.00	
	6010	238	Pôle d'Echange de Gardanne	-350 000.00	
TOTAL				-3 160 000.00	-3 160 000.00

CONCLUSION

La section d'exploitation s'équilibre en dépenses et en recettes à :

1,2 M€

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à :

- 3,16 M€

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 028-161/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 approuvant le Budget Primitif 2016 du Budget Annexe Transports Publics Urbains du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FAG 030-512/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 approuvant le Budget Supplémentaire 2016 du Budget Annexe Transports Publics Urbains du Territoire du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à des ajustements de crédits.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la Décision Modificative n° 1 du Budget Annexe 2016 des Transports Publics Urbains du Territoire du Pays d'Aix, par nature, telle que présentée :

A. au niveau du chapitre pour la section d'exploitation,

B. au niveau du chapitre pour la section d'investissement, avec opérations.

Abstention de Monsieur Eugène CASELLI, Madame Nouriati DJAMBAE, Madame Josette FURACE, Madame Annie LEVY-MOZZICONACCI, Madame Florence MASSE, Madame Nathalie PIGAMO, Monsieur Roger RUZE, Monsieur Eric SCOTTO.

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 021-1024/16/CM

■ Décision Modificative n°1 - Budget annexe du Service Public Local des Transports du Territoire du Pays Salonais MET 16/1811/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'instruction comptable M 43, la décision modificative a pour vocation de réajuster, en cours d'exercice, les prévisions et / ou les affectations budgétaires, sans remettre en cause les équilibres du Budget Primitif.

Le budget des Transports du Territoire du Pays Salonais a fusionné le 1^{er} juin 2016 avec celui du Territoire de Marseille Provence; il a donc été établi, pour cinq mois.

Cette période, en investissement, a pris en compte les Restes à réaliser en dépenses et en recettes, la dette en capital, les provisions aux amortissements et la reprise anticipée du résultat (Excédent 2015).

En fonctionnement, ont été prévues les sommes nécessaires au paiement des prestataires sur cette période, la refacturation 2015 du Budget Principal au Budget Transport, les intérêts de la dette, les dotations aux amortissements. En recettes, une partie du Versement Transport, la reprise du résultat (excédent 2015) et le solde de la DGD 2015 ont équilibré la section.

Cependant, les prévisions au compte 66111 relatif aux intérêts de la dette sont insuffisantes. Il s'agit en l'occurrence d'intérêts de préfinancement et non d'intérêts purs de la dette, relevant du même compte, pour un emprunt dont le remboursement démarrera en 2017. La chronologie des prélèvements relatifs à ces intérêts de préfinancement ne correspond pas à celle prévue lors de la préparation budgétaire. Il convient donc d'abonder à hauteur de 46 500 €, le compte 66111 ainsi, sans que les annexes de la dette ne s'en trouvent modifiées:

SECTION D'EXPLOITATION		
CHARGES		
CHAPITRE	COMPTE	MONTANT
	66111 INTERETS	46 500,00
66 CHARGES FINANCIERES		
	611 SOUS TRAITANCE GENERALE	-46 500,00
01 1 CHARGES A CARACTERE GENERAL		

Le Décision Modificative n°1 du Budget Annexe des Transports 2016 du Pays Salonais s'équilibre de la façon suivante :

	Charges	Produits
• Section d'Investissement	0.00	0.00
• Section d'Exploitation	0.00	0.00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Salonais du 10 octobre 2016.

Ouï le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article Unique :

Est approuvée la décision modificative 2016 n°1, du Budget Annexe du Service Public Local des Transports du Territoire du Pays Salonais, telle que proposée ci-dessus.

Abstention de Monsieur Eugène CASELLI, Madame Nouriati DJAMBAE, Madame Josette FURACE, Madame Annie LEVY-MOZZICONACCI, Madame Florence MASSE, Madame Nathalie PIGAMO, Monsieur Roger RUZE, Monsieur Eric SCOTTO.

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 022-1025/16/CM

**■ Décision modificative n° 1 - Budget annexe Réseau de chaleur du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
MET 16/1748/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le budget primitif 2016 du budget annexe réseau de chaleur du CT4 a été présenté lors du Conseil de Territoire du 20 avril 2016 et adopté par le Conseil de la Métropole du 28 avril 2016.

Celui-ci présente en fonctionnement un chapitre 011 « Charges à caractère général » crédité de 116.646,48 € HT pour l'exercice 2016. Ce montant est positionné afin de couvrir notamment les dépenses liées au contrat d'exploitation, de maintenance et d'approvisionnement en combustible du réseau de chaleur à bois.

Or, une succession de pannes sur les chaufferies à bois a débouché sur l'arrêt total de celles-ci après le vote du budget 2016. Le recours à une chaufferie mobile à fioul pour pallier aux besoins des administrés s'est avéré nécessaire. A ce surcoût vient se greffer le reliquat de 2015 lié à l'entretien des chaufferies qui n'était pas prévu à l'origine. Les décalages liés à la livraison des chaufferies entraînent des difficultés dans la facturation des abonnements aux utilisateurs. Les crédits votés au budget primitif ne prennent donc pas en compte ces événements et s'avèrent insuffisants pour couvrir l'intégralité des dépenses 2016.

Les problèmes persistants sur la chaufferie à bois conjugués à l'approche de l'hiver nous obligent à recourir à une décision modificative.

Conformément à l'article L.2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est possible de déroger au strict principe de l'équilibre aux SPIC en octroyant une subvention exceptionnelle pour éviter une hausse excessive des tarifs.

La décision modificative N°1 de l'exercice 2016 du budget annexe réseau de chaleur intègre en

dépenses les crédits nécessaires pour palier à cette lacune et des recettes complémentaires pour équilibrer le budget à hauteur de 200 000,00 € HT sur l'exercice 2016 qui correspondent d'une part à la location d'une chaufferie mobile pour 135 000,00 € HT et, d'autre part à un reliquat de factures d'entretien et de réparation de 2015 sur l'exercice 2016 pour 65 000,00 € HT.

Elle est équilibrée en dépenses et en recettes comme suit :

Fonctionnement	200.000,00
Investissement	0,00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2224-2;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le projet de décision modificative n°1 de 2016 du budget annexe du réseau de chaleur ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il s'avère nécessaire d'adopter une décision modificative pour l'exercice 2016 pour le budget annexe du réseau de chaleur

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la décision modificative n° 1 de 2016 du budget annexe du réseau de chaleur.

Article 2 :

Est approuvé le versement d'une subvention exceptionnelle de fonctionnement du budget principal métropolitain vers le budget annexe réseau de chaleur urbain, d'un montant de 200 000 €.

Abstention de Monsieur Eugène CASELLI, Madame Nouriati DJAMBAE, Madame Josette FURACE, Madame Annie LEVY-MOZZICONACCI, Madame Florence MASSE, Madame Nathalie PIGAMO, Monsieur Roger RUZE, Monsieur Eric SCOTTO.

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 023-1026/16/CM

**■ Approbations des décisions modificatives n°1 des budgets annexes du Conseil du Territoire Istres Provence Ouest
MET 16/1717/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En cours d'année, le Président peut présenter à l'assemblée délibérante une ou plusieurs décisions modificatives. Elles ont pour objet de réaliser un

ajustement des prévisions budgétaires en recettes et/ou en dépenses et permettent ainsi de prendre en compte des éléments nouveaux, non intégrés dans les documents budgétaires précédents.

Afin de permettre l'exécution de diverses dépenses en sections de fonctionnement et d'investissement sur les budgets annexes Eau Potable, Assainissement et Entreprises, Régie Action Sociale, et Traitement des déchets, il est proposé au Conseil de la Métropole, d'approuver les décisions modificatives n° 1 suivantes:

- du budget Eau Potable pour un montant de 597 357 €,
- du budget Assainissement pour un montant de 738 523 €,
- du budget Entreprises pour un montant de 6 004 €
- du budget Régie d'Action Sociale pour un montant de 137 €
- du budget Traitement des Déchets pour un montant de -49 647,80 €

Les mouvements de crédits sont détaillés ci-dessous :

Concernant le Budget Eau Potable :

Recettes de fonctionnement :

- Chapitre 70-Vente d'eau aux abonnés pour un montant de 596 900 €
- Chapitre 76-Autres produits financiers pour un montant de 457 €

Dépenses de fonctionnement :

- Chapitre 023-Virement à la section de fonctionnement pour un montant de 596 900 €
- Chapitre 66-Frais financiers pour un montant de 457 €

Recettes d'investissement :

- Chapitre 021-Virement de la section d'exploitation pour un montant de 596 900 €
- Chapitre 16-Emprunts et dettes assimilées pour un montant de -596 900 €

Concernant le Budget Assainissement :

Recettes de fonctionnement :

- Chapitre 70-Redevances d'assainissement pour un montant de 738 000 €
- Chapitre 76-Autres produits financiers pour un montant de 523 €

Dépenses de fonctionnement :

- Chapitre 023-Virement à la section de fonctionnement pour un montant de 738 000 €
- Chapitre 66-Frais financiers pour un montant de 523 €

Recettes d'investissement :

- Chapitre 021- Virement de la section d'exploitation pour un montant de 738 000 €
- Chapitre 16-Emprunts et dettes assimilées pour un montant de -738 000 €

Concernant le Budget Entreprises :

Recettes de fonctionnement :

- Chapitre 76-Autres produits financiers pour un montant de 6 004 €

Dépenses de fonctionnement :

- Chapitre 66-Frais financiers pour un montant de 6 004 €

Recettes d'investissement :

- Chapitre 001- Excédent antérieur reporté pour un montant de 31 467,79 €
- Chapitre 16-Emprunts et dettes assimilées pour un montant de -31 467,79 €

Concernant le Budget Régie Action Sociale :

Recettes de fonctionnement :

- Chapitre 77-Produits exceptionnels pour un montant de 137 €

Dépenses de fonctionnement :

- Chapitre 011-Charges à caractère général pour un montant de 137 €

Concernant le Budget Traitement des déchets :

Recettes de fonctionnement :

- Chapitre 77-Produits exceptionnels pour un montant de 352,20€

Dépenses de fonctionnement :

- Chapitre 67-Charges exceptionnelles pour un montant de 1 600 €
- Chapitre 011-Charges à caractère général pour un montant de -1 247,80 €

Recettes d'investissement :

- Chapitre 024-Produits de cession d'immobilisations pour un montant de -50 000 €

Dépenses d'investissement :

- Chapitre 21-Immobilisations corporelles pour un montant de -50 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret N° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le vote du budget primitif et du budget supplémentaire 2016 en date du 28/04/2016 et 30/06/2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 10 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvée la décision modificative n°1 des budgets annexes Eau Potable, Assainissement et Entreprises, Régie Action Sociale et Traitement des déchets chapitre par chapitre.

Abstention de Monsieur Eugène CASELLI, Madame Nouriati DJAMBAE, Madame Josette FURACE, Madame Annie LEVY-MOZZICONACCI, Madame Florence MASSE, Madame Nathalie PIGAMO, Monsieur Roger RUZE, Monsieur Eric SCOTTO.

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 024-1027/16/CM

■ Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes MET 16/1799/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes a été publiée au journal officiel le 5 août 2014. Son article 61 ajoute 2 nouveaux articles au code général des collectivités territoriales (CGCT). Ces articles disposent qu'il appartient aux collectivités de présenter, préalablement aux débats sur le projet de budget, un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement de l'administration, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation. Ces dispositions, applicables aux Communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) de plus de 20 000 habitants.

Le décret n° 2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant les collectivités territoriales précise le contenu et les modalités d'élaboration de ce rapport. Celui-ci fait état de la politique de ressources humaines en matière d'égalité professionnelle. Il fixe les orientations pluriannuelles et les programmes de nature à favoriser cette égalité. Il comporte un bilan des actions de conception, mise en œuvre et d'évaluation des politiques publiques et présente, notamment, le suivi de la mise en œuvre de la clause d'égalité dans les marchés publics. Ce décret s'applique aux budgets présentés par les collectivités à compter du 1er janvier 2016.

Contexte de la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

La création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au 1er janvier 2016, a eu pour effet de réunir les effectifs de la Communauté Urbaine de Marseille, de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, de la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance, de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du SAN Ouest Provence et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Les indicateurs disponibles aujourd'hui sont donc ceux des six conseils de territoires au 31 décembre 2015.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république
- Vu la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Vu le décret n° 2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes,

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est pris acte des éléments détaillés du rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes établi sur la base des données disponibles de l'année 2015.

FAG 025-1028/16/CM

■ Rapport sur la situation en matière de Développement Durable de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence MET 16/1824/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le décret n°2011-687 du 17 juin 2011 pris en application de l'article 255 de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite « Grenelle 2 » soumet les collectivités territoriales et les Établissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre de plus de 50.000 habitants à la présentation, préalablement au débat sur le projet de budget, d'un rapport sur la situation

interne et territoriale en matière de développement durable.

Ce document s'inscrit dans un contexte général de transparence et d'informations à destination des citoyens dans le sens d'une plus grande intégration du développement durable à tous les niveaux.

À l'origine, les rapports sur la responsabilité sociétale des organisations résultaient de démarches volontaires. Cependant, ils sont de plus en plus encadrés par des textes législatifs, réglementaires ou normatifs. Ainsi, les collectivités territoriales, tout comme l'État et les entreprises se doivent de produire un rapport annuel, nouvel outil de dialogue local, pour informer sur son activité vis-à-vis du développement durable.

La présentation du rapport développement durable à l'assemblée délibérante est ainsi l'occasion de mettre au centre du débat démocratique les choix de l'action publique au regard du développement durable, de faire évoluer la maquette budgétaire dans ce sens, et ce, en adéquation avec les enjeux locaux et les orientations stratégiques retenues.

Ce deuxième rapport « développement durable » propose, d'une part, un bilan des politiques, programmes, actions publiques et une analyse des processus de gouvernance et ce pour chacun des territoires de la Métropole au regard des finalités du développement durable .

Ces finalités sont au nombre de cinq :

- la lutte contre le changement climatique
- la préservation de la biodiversité et des ressources
- l'épanouissement de tous les êtres humains
- la cohésion sociale et solidarité entre territoires et entre générations
- les dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables

Il s'appuie sur 5 éléments de démarche :

- La stratégie d'amélioration continue
- la transversalité de l'approche
- la participation des acteurs et des citoyens
- l'organisation du pilotage
- l'évaluation partagée

Le rapport a été réalisé en interne par les différentes directions des territoires de la Métropole, coordonné par le Directeur Général Adjoint de la Métropole délégué à la Stratégie Environnementale, le Plan Climat et la Prévention des Risques .

Les principales conclusions du rapport pour 2016 :

L'ensemble des territoires de la Métropole ont su intégrer peu à peu les principes du développement

durable dans leurs différentes politiques publiques. La mise en place des Agendas 21 ou de Plans Climat sur la plupart d'entre eux à faciliter cette intégration. La rédaction des rapports développement durable permet également à chaque territoire d'assurer un suivi interne des actions menées par les services.

Ainsi on note une prise en compte du développement durable dans les opérations d'aménagement, transports, cohésion sociale, mais également des projets plus transversaux comme dans le domaine l'écologie industrielle, les éco-manifestations, l'éducation du jeune public à l'environnement et au développement durable etc...

Néanmoins, certains territoires pointent une amélioration à apporter sur la transversalité entre les thèmes ou entre les finalités.

Les habitudes de travail internes intègrent peu à peu les principes du développement durable.

Certaines pratiques, comme le pilotage ou l'amélioration continue sont bien ancrées dans les collectivités; d'autres rencontrent plus de difficultés comme l'évaluation systématique et pluri dimensionnelle des programmes et projets ou la participation des acteurs du territoire. Il reste difficile d'aller chercher l'implication de certaines catégories de population, la concertation se faisant le plus souvent avec des acteurs "institutionnalisés" pas toujours représentatifs de la diversité des habitants.

Le temps du développement durable est un temps long. Il s'agit d'arriver à le découper pour qu'il corresponde au temps de la collectivité et au temps politique, administratif et technique afin de mettre en lumière les impacts et mesures à prendre à court et moyen terme sans hypothéquer nos capacités et notre qualité à plus long terme.

La réalisation du rapport développement durable permet aujourd'hui aux Territoires de la Métropole de proposer un bilan structuré sur les différentes finalités et méthodologies proposées par le cadre de référence des Agendas 21.

Ainsi, depuis 5 ans, le constat est fait que les Territoires ont pu mettre en place de nombreuses actions sur ces différents champs.

Ce rapport est un bilan de transition vers un document plus intégré pour la prochaine année avec les apports des Groupes de Travail techniques thématiques Métropole mis en place et les travaux des réunions élus (conférences des maires, conférence des Vice-présidents, Commissions thématiques ...).

L'année 2016 est une année déterminante pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Il est nécessaire qu'elle assimile d'emblée et de manière structurelle les méthodologies et les outils destinés à entrer dans une démarche globale de prise en compte des principes du développement durable dans son projet et dans la gestion de son territoire.

Toutefois, les différents diagnostics réalisés montre l'urgence à agir dans le sens de la préservation du territoire et de ses ressources, dans la nécessité de maîtriser ses consommations d'énergie, d'améliorer le cadre de vie (qualité de l'Air, Bruit, déchets, propreté ...), de valoriser des pratiques respectueuses de l'environnement. La Métropole dispose aujourd'hui des compétences et des moyens pour répondre à ces enjeux.

Ces diagnostics montrent aussi que le développement urbain, social et économique ne peut s'opérer que dans une logique de durabilité, si on veut réduire les inégalités, lutter contre le chômage, maintenir un développement économique dynamique et réduire la vulnérabilité de notre territoire métropolitain.

Les méthodes en matière de conduite de projet, d'élaboration de schémas, de concertation avec les acteurs locaux, d'évaluation des actions, programmes et politiques au regard du Développement Durable ont été largement éprouvées au sein de plusieurs territoires. Cette expérience nécessite aujourd'hui une mise en commun pour proposer un cadre d'actions pour le Développement Durable, futur "Agenda 21" de la Métropole. Cette initiative pourra aussi venir en appui des communes engagées ou souhaitant s'engager dans des Agendas 21 et s'inspirer de leurs bonnes pratiques.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n°2011-687 du 17 juin 2011 pris en application de l'article 255 de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est pris acte de la présentation du rapport sur la situation interne et territoriale en matière de développement durable établi sur la base des données disponibles de l'année 2016 pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole est autorisé à transmettre au Préfet ce rapport et prendre les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

FAG 026-1029/16/CM

■ Rapport et débat sur les orientations budgétaires de l'exercice 2017 MET 16/1637/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Code Général des Collectivités Territoriales a prévu, en son article L.2312-1, que l'élaboration proprement dite du Budget Primitif est précédée, pour les communes et les établissements publics locaux de 3500 habitants et plus, d'une phase préalable constituée par le débat d'orientations budgétaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de la Métropole un débat sur les orientations générales du budget 2017 sur la base d'un rapport présenté en séance.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article unique :

Est pris acte de la tenue d'un débat sur les orientations budgétaires de l'exercice 2017 sur la base du rapport sur les orientations budgétaires présenté en séance.

FAG 027-1030/16/CM

■ Approbation des taux de la taxe d'aménagement à compter du 1er janvier 2017 MET 16/1638/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La réforme de la fiscalité de l'aménagement issue de l'article 28 de la Loi de finances rectificative a instauré la taxe d'aménagement (TA) visant à remplacer la taxe locale d'équipement.

L'article L.331-2 du Code de l'Urbanisme prévoit que la part intercommunale de la taxe d'aménagement est instituée de plein droit pour les métropoles. Il en résulte que la Métropole peut fixer librement le taux de la taxe d'aménagement en application de l'article L.331-14 du Code de l'Urbanisme entre 1% et 5% et peut adopter un ou plusieurs taux dérogatoires sur plusieurs secteurs en application de l'article L.331-15 du même Code. Il revient aussi à la Métropole d'adopter les exonérations facultatives, les valeurs spéciales de stationnement ainsi que les modalités de reversement aux communes.

Concernant le taux de taxe d'aménagement, deux situations coexistaient avant la création de la Métropole :

- pour le territoire de Marseille Provence, l'ex Communauté Urbaine MPM était bénéficiaire de la taxe d'aménagement. Un taux unique de taxe d'aménagement était voté sur l'ensemble de ce territoire ;
- pour le reste du territoire métropolitain, les communes étaient bénéficiaires de la TA. Elles fixaient leur propre taux et percevaient la taxe d'aménagement.

Pour l'année 2016, en application de l'article L.5211-41-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole se substitue aux anciens EPCI dans toutes les délibérations et actes pris par les

EPCI fusionnés. Ce sont donc les dispositions fixées par ces délibérations qui déterminent le mode d'application de cette taxe aux autorisations d'urbanismes délivrées en 2016.

Afin de préciser le taux de taxe d'aménagement qui sera applicable en 2017, il revient à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'adopter son taux de taxe d'aménagement et d'éventuels taux dérogatoires avant le 30 novembre 2016. Le Conseil Métropolitain peut également choisir de ne pas définir de taux (L.5211-18 et suivants du CGCT), alors ce seront les dernières dispositions prises par la Communauté Urbaine de Marseille, et les autres communes membres qui s'appliqueront jusqu'à ce qu'une politique métropolitaine soit adoptée.

Pour information, le taux moyen pondéré de la taxe d'aménagement appliqué sur l'ensemble du territoire métropolitain était en 2015 de 4,68%. Il coexiste ainsi en 2016 des taux différents selon les communes entre 1% et 5%, dont 62 communes ayant un taux de 5% et 19 communes ayant un taux de 4,5%.

L'article L.331-14 du Code de l'Urbanisme permet aux collectivités de fixer des taux différents dans une fourchette comprise entre 1% et 5% selon les aménagements à réaliser. Les communes d'Istres, Aix-en-Provence et Puyloubier ont défini sur certains secteurs des taux différenciés inférieurs à 5%.

Par ailleurs, l'article L.331-15 du Code de l'Urbanisme précise que le taux de la taxe d'aménagement peut être augmenté jusqu'à 20 % dans certains secteurs par une délibération motivée, si la réalisation de travaux substantiels de voirie ou de réseaux ou la création d'équipements publics généraux est rendue nécessaire en raison de l'importance des constructions nouvelles édifiées dans ces secteurs. A ce titre, les communes d'Aix-en-Provence, Bouc-Bel-Air, La Penne-sur-Huveaune, Les Pennes-Mirabeau et Pertuis ont voté des taux majorés.

Afin d'assurer une stabilité fiscale au moins jusqu'au transfert à la Métropole en 2018 des compétences relatives à l'urbanisme et à certains équipements publics comme la voirie, il est proposé que la Métropole reprenne à l'identique les taux et les zones de taux majorés appliqués auparavant sur le territoire de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code Général des Impôts, notamment les articles 1609 nonies C ;
- L'article L331-2 du Code de l'Urbanisme indiquant que les Métropoles sont compétentes de plein droit et permettant le reversement de tout ou partie de la taxe d'aménagement aux communes ;
- L'article L331-14 du Code de l'Urbanisme permettant à la Métropole de fixer le taux de la part intercommunale.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

La Métropole reprend à l'identique les taux appliqués auparavant sur le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

En application des articles L.331-14 et suivants du Code de l'Urbanisme et sous réserve de l'application de taux majorés décrits aux articles 3, 4, 5, 6 et 7, les taux de taxe d'aménagement adoptés par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2017 sont :

Commune	Taux
Aix en Provence	
<i>taux principal :</i>	5,0%
<i>taux secondaire :</i>	3,0%
<i>(cf. annexe 1)</i>	
Allauch	4,5%
Alleins	5,0%
Aubagne	5,0%
Auriol	5,0%
Aurons	5,0%
Beaurecueil	5,0%
Belcodene	5,0%
Berre l'Etang	1,0%
Bouc Bel Air	5,0%
Cabriès	5,0%
Cadolive	5,0%
Carnoux en Provence	4,5%
Carry le Rouet	4,5%
Cassis	4,5%
Ceyreste	4,5%
Charleval	5,0%
Châteauneuf Le rouge	5,0%
Châteauneuf les Martigues	4,5%
Cornillon Confoux	5,0%
Coudoux	5,0%
Cuges Les Pins	5,0%
Eguilles	5,0%
Ensuès la Redonne	4,5%
Eyguières	5,0%
Fos sur Mer	3,0%
Fuveau	5,0%
Gardanne	4,0%
Gemenos	4,5%
Gignac la Nerthe	4,5%
Grans	5,0%

Commune	Taux
Gréasque	5,0%
Istres	
<i>taux principal :</i>	3,0%
<i>taux secondaire :</i>	5,0%
<i>(cf. annexe 2)</i>	
Jouques	5,0%
La barben	5,0%
La Bouilladisse	5,0%
La ciotat	4,5%
La Destrousse	5,0%
La fare les Oliviers	5,0%
La Penne sur Huveaune	5,0%
La Roque d'Anthéron	5,0%
Lamanon	5,0%
Lambesc	5,0%
Lançon de Provence	5,0%
Le Puy Sainte réparade	5,0%
Le Rove	4,5%
Le Tholonet	5,0%
Les pennes Mirabeau	5,0%
Mallemort	5,0%
Marignane	4,5%
Marseille	4,5%
Martigues	5,0%
Meyrargues	5,0%
Meyreuil	5,0%
Mimet	4,0%
Miramas	3,0%
Pelissanne	5,0%
Pertuis	5,0%
Peynier	5,0%
Peypin	5,0%
Peyrolles en Provence	5,0%
Plan de Cuques	4,5%

Commune	Taux
Port de Bouc	3,0%
Port Saint Louis du Rhône	3,0%
Puyloubier	
<i>taux principal :</i>	3,0%
<i>taux secondaire :</i>	5,0%
<i>(cf. annexe 3)</i>	
Rognac	3,0%
Rognes	4,0%
Roquefort la Bedoule	4,5%
Roquevaire	5,0%
Rousset	5,0%
Saint Antonin sur Bayon	5,0%
Saint Cannat	5,0%
Saint Chamas	5,0%
Saint estève Janson	5,0%
Saint Marc Jeaumegarde	5,0%
Saint mitre les remparts	5,0%
Saint Paul les Durance	5,0%
Saint Savournin	5,0%
Saint Victoret	4,5%
Saint Zacharie	5,0%
Salon de Provence	5,0%
Sausset les Pins	4,5%
Senas	4,5%
Septèmes Les vallons	4,5%
Simiane Collongue	5,0%
Trets	5,0%
Vauvenargues	5,0%
Velaux	5,0%
Venelles	5,0%
Ventabren	5,0%
Vernègues	5,0%
Vitrolles	5,0%

Article 3 :

Pour la Commune d'Aix-en-Provence, il est instauré deux secteurs aux taux majorés respectifs de 15% et 20%. Les périmètres de ces secteurs sont définis en annexe 1.

Article 4 :

Pour la commune de Bouc-Bel-Air, il est instauré plusieurs secteurs à un taux de 20%. Les périmètres de ces secteurs sont définis en annexe 4.

Article 5 :

Pour la commune de la Penne-sur-Huveaune, il est instauré un secteur à un taux de 20 % décrit en annexe 5.

Article 6 :

Pour la commune des Pennes-Mirabeau, il est instauré un secteur à un taux de 20 % décrit en annexe 6.

Article 7 :

Pour la commune de Pertuis, il est instauré plusieurs secteurs à un taux de 20%. Les périmètres de ces secteurs sont définis en annexe 7.

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 028-1031/16/CM

■ Approbation des exonérations et de la valeur spéciale pour les emplacements de stationnement de la Taxe d'aménagement à compter du 1er janvier 2017

MET 16/1640/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La réforme de la fiscalité de l'aménagement issue de l'article 28 de la Loi de finances rectificative a instauré la taxe d'aménagement (TA) visant à remplacer la taxe locale d'équipement.

L'article L.331-2 du Code de l'Urbanisme prévoit que la part intercommunale de la taxe d'aménagement est instituée de plein droit pour les métropoles. Il en résulte que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence peut fixer librement le taux de la taxe d'aménagement en application de l'article L331-14 du Code de l'Urbanisme entre 1% et 5% et peut adopter un ou plusieurs taux dérogatoires sur plusieurs secteurs en application de l'article L331-15 du même Code. Il revient aussi à la Métropole d'adopter les exonérations facultatives, les valeurs spéciales de stationnement ainsi que les modalités de reversement de la taxe aux communes.

Concernant les exonérations facultatives et les valeurs spéciales pour les emplacements de stationnement, l'article L.331-19 du Code de l'Urbanisme permet à la Métropole d'adopter des exonérations facultatives pour certaines catégories de constructions ou d'aménagement. Les exonérations ont pour vocation de s'appliquer de manière identique sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Deux types d'exonération ressortent majoritairement des délibérations prises sur le territoire de la métropole : l'une concernant les logements sociaux et l'autre la primo accession. En ce qui concerne les logements sociaux, le pourcentage moyen d'exonération observé sur la période 2010-2015 s'élève à 48,1%. Pour la primo accession, le pourcentage le plus présent lorsqu'il y a exonération est de 50% et correspond au montant maximum délibéré.

Afin de continuer à favoriser les logements sociaux et la primo accession, il est proposé de fixer les exonérations facultatives suivantes :

- à hauteur de 40% de leur surface, les surfaces des locaux d'habitation et d'hébergement mentionnés à l'article L.331-12 du Code de l'Urbanisme qui ne bénéficient pas de l'exonération prévue au 2° de l'article L331-7 du même Code (logements aidés par l'Etat dont le financement ne relève pas des PLAI – prêts locatifs aidés d'intégration, qui sont exonérés de plein droit – ou du prêt à taux 0) ;
- à hauteur de 40 % de leur surface, les surfaces des locaux à usage d'habitation principale qui ne bénéficient pas de l'abattement mentionné au 2° de l'article L331-12 du Code de l'Urbanisme et qui sont financés à l'aide du prêt ne portant pas intérêt prévu à l'article L31-10-1 du Code de la Construction et de l'Habitat (PTZ+).

Pour les aires de stationnement non comprises dans la surface taxable, une valeur forfaitaire est appliquée par emplacement (emplacement extérieur à la construction, non clôt, non couvert). Son montant peut être déterminé par la Métropole entre 2 000 et 5 000 euros. Pour information, 20 communes ont adopté une valeur spéciale de 5 000 € et 72 ont maintenu une valeur spéciale de 2 000 €. Les valeurs spéciales applicables dans les 10 communes les plus importantes en 2016 sont les suivantes :

- valeurs spéciales fixées à 5 000 € : Aix-en-Provence, Marignane, Marseille et La Ciotat ;
- valeurs spéciales fixées à 2 000 € : Aubagne, Istres, Martigues, Miramas, Salon-de-Provence et Vitrolles.

Compte tenu de ces derniers éléments, il est proposé d'adopter, à l'image de la commune d'Aix-en-Provence et du territoire de Marseille Provence, la valeur spéciale la plus haute à hauteur de 5 000 €.

A la différence du taux de TA, les délibérations des communes ne peuvent continuer de s'appliquer en 2017 et la Métropole n'est pas autorisée à fixer des taux d'abattement et valeurs spéciales différents par zone ou par commune.

Si aucune exonération ou valeur spéciale n'est adoptée, l'ensemble des exonérations délibérées ne seront plus applicable et la valeur spéciale par emplacement de stationnement sera de 2 000€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code Général des Impôts, notamment les articles 1609 nonies C ;
- L'article L331-2 du Code de l'Urbanisme indiquant que les Métropoles sont compétentes de plein droit et permettant le

reversement de tout ou partie de la taxe d'aménagement aux communes ;

- L'article L331-13 du Code de l'Urbanisme visant à majorer la valeur forfaitaire des emplacements de stationnement
- L'article L331-9 du Code de l'Urbanisme qui permet d'exonérer tout ou partie de certaines catégories de constructions ou d'aménagements.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Il est décidé, en application de l'article L331-19 d'exonérer sur l'ensemble du territoire de la Métropole :

- à hauteur de 40% de leur surface, les surfaces des locaux d'habitation et d'hébergement mentionnés à l'article L331-12 qui ne bénéficient pas de l'exonération prévue au 2° de l'article L331-7 (logements aidés par l'Etat dont le financement ne relève pas des PLAI – prêts locatifs aidés d'intégration, qui sont exonérés de plein droit – ou du prêt à taux 0)
- à hauteur de 40% de leur surface, les surfaces des locaux à usage d'habitation principale qui ne bénéficient pas de l'abattement mentionné au 2° de l'article L331-12 et qui sont financés à l'aide du prêt ne portant pas intérêt prévu à l'article L31-10-1 du Code de la Construction et de l'Habitat (PTZ+).

Article 2 :

Est décidé de porter la valeur pour les aires de stationnement non comprises dans une surface close et couverte à 5 000 €, conformément à l'article L331-13 du Code de l'Urbanisme.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 029-1032/16/CM

**■ Approbation du reversement aux communes membres de la taxe d'aménagement
MET 16/1642/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La réforme de la fiscalité de l'aménagement issue de l'article 28 de la loi de finances rectificative a instauré la taxe d'aménagement (TA) visant à remplacer la taxe locale d'équipement.

L'article L.331-2 du Code de l'Urbanisme prévoit que la part intercommunale de la taxe d'aménagement est instituée de plein droit pour les Métropoles. Il en résulte que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence peut fixer librement le taux de la taxe d'aménagement en application de l'article L331-14 du Code de l'Urbanisme entre 1% et 5% et peut adopter un ou plusieurs taux dérogatoires sur plusieurs secteurs en application de l'article L331-15 du même Code. Il revient aussi à la Métropole d'adopter les exonérations facultatives, les valeurs spéciales de stationnement ainsi que les modalités de reversement de la taxe aux communes.

Concernant la perception et reversement de la taxe d'aménagement, la réglementation prévoit que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence bénéficie de la taxe d'aménagement sans conditions de délibération ou de transfert de la compétence « Plan local d'Urbanisme » (PLU). Ainsi, la Métropole perçoit, au titre des autorisations d'urbanisme délivrées depuis sa création (permis de construire et déclarations préalables, signés depuis le 1^{er} janvier 2016), le produit correspondant de la taxe d'aménagement. Pour les autorisations d'urbanismes délivrées avant le 1^{er} janvier 2016, la Métropole percevra uniquement le produit issu du territoire de Marseille Provence (ex CU-MPM qui percevait la TA). Pour les autres territoires ce sont les communes qui continuent de percevoir la taxe d'aménagement afférente aux autorisations accordées avant la création de la Métropole.

L'article L331-24 du Code de l'Urbanisme dispose que les redevables de la taxe d'aménagement doivent payer la taxe en deux fois, la première un an après la délivrance de l'autorisation d'urbanisme et la seconde deux ans après cette délivrance. Lorsque le montant de la taxe est inférieur à 1 500 €, ou lorsque le montant est majoré à la suite de la délivrance d'une modification du permis, la liquidation s'effectue en une

fois, 12 mois après la délivrance de l'autorisation d'urbanisme. Par conséquent, les communes sont susceptibles de percevoir directement des taxes d'aménagement jusqu'à la fin de l'année 2017.

L'article L.331-2 du Code de l'Urbanisme prévoit la possibilité pour la Métropole de reverser tout ou partie de la taxe d'aménagement aux communes compte tenu de la charge des équipements publics relevant de leurs compétences.

Le pacte de gouvernance financier et fiscal approuvé le 30 juin dernier fixe le cadre suivant : « La taxe d'aménagement perçue en vue de financer les actions et opérations contribuant à la réalisation des objectifs définis à l'article L.121-1 du Code de l'Urbanisme, c'est-à-dire contribuer au financement des équipements publics, est reversée a minima jusqu'au 1^{er} janvier 2018 et au-delà jusqu'à échéance des sommes dues au titre des années précédentes, aux communes compétentes dès la réception de la notification du versement ».

Du fait que les compétences des communes membres liées aux équipements publics, et en particulier la voirie, ne seront transférées à la Métropole qu'à partir de 2018, il est proposé de reverser aux communes qui bénéficiaient de la perception de la taxe d'aménagement avant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence la totalité de la taxe d'aménagement correspondantes aux autorisations d'urbanisme délivrées en 2016 et 2017. Les services de la Métropole seront chargés d'effectuer les reversements, pour chaque commune, sur la base des relevés transmis par les services de l'Etat.

A compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sera compétente sur l'ensemble de son territoire en matière de voirie. A la suite de ce transfert, les reversements de TA ne seront opérés que pour les autorisations d'urbanismes délivrées avant le 31 décembre 2017. Compte tenu des délais de paiement détaillés précédemment, ces reversements pourront s'opérer jusqu'à la fin 2019.

Il en résulte le schéma suivant de perception et de reversement de la taxe d'aménagement.

Territoires du Pays d'Aix, du Pays Salonais, du Pays d'Aubagne, du Pays de Martiques et d'Istres Ouest Provence

		Taux, exonérations et valeur appliqués	Liquidation à 12 et 24 mois après la délivrance de l'AU	Perception	Reversement aux communes
Autorisation d'urbanisme délivrée en :	2015	Délibérations des communes applicables en 2015	2016 et 2017	Communes	Sans objet
	2016		2017 et 2018	Métropole	Intégral
	2017	Délibération AMP 2016	2018 et 2019		Intégral
	2018	Délibération AMP 2017	2019 et 2020		Non, suite aux transferts 2018*

* en 2018, en application des lois Maptam et Notre, la compétence voirie des communes sera transférée à la Métropole

Territoire de Marseille Provence

		Taux, exonérations et valeur appliqués	Liquidation à 12 et 24 mois après la délivrance de l'AU	Perception	Reversement aux communes
Autorisation d'urbanisme délivrée en :	2015	Délibérations de MPM applicable en 2015	2016 et 2017	Métropole	Non, la compétence est exercée depuis son entrée en vigueur en mars 2012 par MPM
	2016		2017 et 2018		
	2017	Délibération AMP 2016	2018 et 2019		
	2018	Délibération AMP 2017	2019 et 2020		

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code Général des Impôts, notamment les articles 1609 nonies C ;
- L'article L331-2 du Code de l'Urbanisme indiquant que les Métropoles sont compétentes de plein droit et permettant le reversement de tout ou partie de la taxe d'aménagement aux communes.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est décidé de reverser mensuellement aux communes, qui étaient compétentes en la matière avant le 1^{er} janvier 2016, le produit de la taxe d'aménagement issue des autorisations d'urbanisme délivrées en 2016 et 2017 conformément au pacte de gouvernance financier et fiscal.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 030-1033/16/CM

**■ Approbation du montant des redevances de crémation pour l'année 2017
MET 16/1513/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix Marseille Provence est compétente dans la gestion des services d'intérêts collectifs et notamment en matière de Crématorium. Dans ce cadre, il lui appartient de fixer les tarifs de crémations pour l'année 2017.

Par délibération EPPS 003-1353/15/CC du 25 Septembre 2015, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a fixé les tarifs des différentes

redevances de crémation pour l'année 2016. Les valeurs applicables étaient alors les suivantes :

LIBELLE	TARIF EURO HT	TARIF EURO TTC
Tarif Crémation Adulte	458.93	551.00
Tarif Crémation Cercueil en carton	583.93	700.00
Tarif Crémation Enfant -12ans	230.00	276.00
Tarif Crémation Enfant -12ans Cercueil en carton	288.00	346.00
Tarif Crémation Corps Réduits	115.32	138.00
Tarif Crémation Pièces Anatomiques	93.19	112.00
Tarif mensuel dépôt d'urne (1er mois gratuit)	12,50	15,00
Tarif Crémation Don de corps à la Science (à partir de la 101 ^{ème} crémation)	183,33	220,00

Il est proposé pour l'année 2017 une revalorisation des anciens tarifs de 1,5% à l'arrondi inférieur, en tenant compte de l'évolution probable des différents indices intervenants dans le coût du service.

Par ailleurs, il est proposé de créer un tarif supplémentaire pour les exhumations de moins de 5 ans.

Concernant les tarifs de dépôts d'urne, il convient de se mettre en conformité avec la loi en vigueur et de procéder à la gratuité des trois premiers mois. Compte-tenu du nombre croissant de dépôt et du suivi logistique qui en découle, le tarif de dépôt d'urne est porté à vingt cinq euros (25€) par mois à compter du 4^{ème} mois. Tout mois commencé est dû.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république

- La Loi n°2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire,
- La délibération EPPS 003-1353/15/CC/Cdu 25 septembre 2015 relative à la fixation des taxes de crémation pour l'année 2016,
- L'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie du Crématorium Saint-Pierre rendu le 22 septembre 2016

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il appartient au Conseil de Métropole de fixer les tarifs de crémation susceptibles d'être perçus à l'occasion du fonctionnement des services métropolitains

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le montant des redevances de crémation applicables à compter du 1^{er} janvier 2017 fixé comme suit :

LIBELLE	TARIF EURO HT	TARIF EURO TTC
Tarif Crémation Adulte	465,83	559,00
Tarif Crémation Adulte Cercueil en carton	592,50	711,00
Tarif Crémation Enfant -12ans	233,33	280,00
Tarif Crémation Enfant -12ans Cercueil carton	292,50	351,00
Tarif Crémation Corps Réduits + de 5 ans	116,67	140,00
Tarif Crémation Corps Réduits – de 5 ans	465,83	559,00
Tarif Crémation Pièces Anatomiques	95,00	114,00
Tarif mensuel dépôt d'urne (3 premiers mois gratuits)	20,83	25,00
Tarif Crémation Don de corps à la Science (à partir de la 101 ^{ème} crémation)	185,83	223,00

Article 2 :

Les recettes seront constatées au Budget Annexe du Crématorium – Sous Politique A430 – Nature 7060 et 7061.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 031-1034/16/CM

■ Participation au financement d'équipements MET 16/1463/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par la délibération n° HN 021-049/16/CM en date 7 avril 2016, le Conseil de la Métropole a adopté le règlement budgétaire et financier qui prévoit au titre IX la possibilité, pour la Métropole, de participer au financement d'équipements au-profit des communes membres.

La pratique des fonds de concours prévue à l'article L.5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) applicable aux métropoles par renvoi de l'article L.5217-7 du code précité, constitue une dérogation au principe de spécialité imposé aux établissements publics de coopération intercommunale.

L'article L.5215-26 dispose : « Qu'afin de financer la réalisation ou la construction d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la Métropole et les communes membres après accord

concordants exprimés à la majorité simple du Conseil de la Métropole et des Conseils Municipaux concernés».

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Conformément au règlement financier approuvé par le Conseil de la Métropole, chaque subvention allouée dans ce cadre doit faire l'objet d'un conventionnement entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la commune bénéficiaire.

La commune d'Istres a déposé auprès de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, un dossier de demande de financement pour les opérations suivantes :

- multi-accueil collectif et pôle Mères-Femmes-Enfants (avenue des anciens Combattants),
- remise en état des voies internes des cimetières communaux,
- aménagements des aires de jeux et de plateaux sportifs de proximité,
- réhabilitation des bâtiments communaux,
- réhabilitation du château de Couloumé,
- aménagement d'un golf pour la phase maîtrise d'oeuvre,
- extension du réseau de vidéo-protection.

Le coût estimé pour l'ensemble des opérations s'élève à 9 350 100 € HT.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la participation financière d'un montant de 2 993 350 € à la commune d'Istres pour le financement de l'ensemble des opérations listées dans la présente délibération ainsi que la convention correspondante entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la commune d'Istres précisant les modalités de versement dudit fonds.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure avec la commune d'Istres.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits inscrite au budget principal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en section d'investissement, chapitre 204 nature 2041412.

Vote contre de Monsieur Eugène CASELLI, Madame Nouriati DJAMBAAE, Madame Josette FURACE,

Madame Annie LEVY-MOZZICONACCI, Madame Florence MASSE, Madame Nathalie PIGAMO, Monsieur Roger RUZE, Monsieur Eric SCOTTO.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 032-1035/16/CM

■ Attribution d'une aide individuelle à un agent reconnu travailleur handicapé pour l'acquisition de verres correcteurs, éligible au dispositif de subvention du Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique

MET 16/1708/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article 9 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires consacre le droit pour les agents publics de bénéficier d'une politique d'action sociale de la part de leur employeur.

Dans ce cadre, par délibération n° 479/07 du 9 novembre 2007, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence, fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016, a créé la Régie Action Sociale Ouest Provence. Il s'agit d'une régie à caractère administratif, dotée de la seule autonomie financière, compétente pour la gestion des prestations d'action sociale au profit des agents, des retraités et ayants-droits du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence.

Par ailleurs, la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et son décret d'application n° 2006-501 du 3 mai 2006 ont institué un Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) susceptible de participer aux dépenses engagées par les employeurs pour favoriser l'intégration des personnes handicapées dans le cadre de la vie professionnelle.

A ce titre, peuvent être financées, dans la limite d'un plafond de 10 000 euros, des actions tenant notamment à l'adaptation du poste de travail, à la formation ou à l'amélioration des conditions de vie des agents reconnus travailleurs handicapés.

Dans ce contexte, par délibération n° 670/10 du 16 décembre 2010, le SAN Ouest Provence a institué une aide individuelle à l'acquisition de matériel personnel favorisant l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des travailleurs reconnus handicapés, éligibles au dispositif de subvention du Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées

dans la Fonction Publique (FIPHFP), plafonnée à 10 000€.

Par décision de son Président n° 1369/15 du 18 décembre 2015, le SAN Ouest Provence a actualisé les conditions d'attribution des prestations d'action sociale destinées à ses agents, retraités et ayants droit.

Ainsi, concernant l'aide individuelle à l'acquisition de matériel personnel favorisant l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des travailleurs reconnus handicapés, la prise en charge du matériel intervient dans la limite du montant restant à la charge de l'agent et après interventions des régimes obligatoires et complémentaires, ainsi qu'après intervention de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH).

La Régie Action Sociale Ouest Provence préfinance la part prise en charge par le FIPHFP en réglant directement le prestataire, puis perçoit la subvention attribuée par le FIPHFP après instruction du dossier et notification postale de la décision rendue par le fonds.

Dans ce cadre, Madame Séverine NAJAR, agent reconnu travailleur handicapé exerçant ses fonctions au sein du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence, a sollicité la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour le financement partiel de ses verres correcteurs, s'élevant à 38,12 euros correspondant au coût restant à sa charge après intervention des régimes obligatoires et complémentaires et après déduction de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH).

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande.

Parallèlement, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a donc sollicité du FIPHFP l'attribution d'une aide de 38,12 euros pour le financement du coût des verres correcteurs restant à la charge de cet agent.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Travail ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Le décret n° 2006-501 du 3 mai 2006 relatif au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique ;
- La délibération n° 479/07 du Comité syndical du SAN Ouest Provence du 9 novembre 2007 relative à la création d'une régie, à caractère administratif, dotée de la seule autonomie financière, pour la gestion des prestations d'action sociale au profit des agents, des retraités et ayants-droit du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence ;
- La délibération n° 670/10 du Comité syndical du SAN Ouest Provence du 16 décembre 2010 instituant une aide individuelle à l'acquisition de matériel personnel favorisant l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des travailleurs reconnus handicapés ;
- La décision n° 1369/15 du Président du SAN Ouest Provence du 18 décembre 2015 portant sur les conditions d'attribution des prestations d'action sociale destinées aux agents, retraités et ayants droit du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est octroyée à l'agent Madame Séverine NAJAR une aide individuelle pour l'acquisition de ses verres correcteurs, par le versement direct auprès du prestataire de la somme de 38,12 euros correspondant au coût restant à sa charge après intervention des régimes obligatoires et complémentaires et après déduction de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH).

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Régie Action Sociale Ouest Provence, chapitre 21, nature 2188.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 033-1036/16/CM

■ **Approbation d'une convention avec la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, relative à la mise à disposition de personnels liés aux fonctions administratives, techniques, culturelles et d'animation pour l'exercice 2017**
MET 16/1753/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°416/05 du 1er juillet 2005, le SAN Ouest Provence a approuvé la création d'une régie personnalisée, à caractère industriel et commercial, chargée de la gestion du spectacle vivant et du cinéma sur le territoire de Ouest Provence, dénommée «Régie Scènes et Cinés Ouest Provence».

Par délibération n° 549/15 du 24 novembre 2015, le SAN Ouest Provence a approuvé le renouvellement de la convention relative à la mise à disposition de personnels auprès de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence pour l'exercice 2016.

Ladite convention arrivant à échéance le 31 décembre 2016, la Régie sollicite la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour la conclusion d'une nouvelle convention relative à la mise à disposition de personnels liés aux fonctions administratives, techniques, culturelles et d'animation pour l'exercice 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-17/03/16/CM en date du 17 mars 2016 portant délégations du conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 10 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée, la convention, ci-annexée, entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, pour la mise à disposition de personnels liés aux fonctions administratives, techniques, culturelles et d'animation pour l'exercice 2017, telle que présentée ci-joint en annexe.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 034-1037/16/CM

■ **Approbation de l'avenant n°12 à la convention de la Comité d'Action Sociale pour l'exercice 2017 relatif au dispositif d'action sociale pour le personnel affecté auprès du Conseil de Territoire de Marseille Provence.**
MET 16/1793/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article 9 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 dispose que l'action sociale vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de

l'enfance et des loisirs, et à les aider à faire face à des situations difficiles.

Dans ce cadre, des prestations d'action sociale individuelles ou collectives peuvent être octroyées.

Dans les collectivités territoriales et leurs établissements publics, l'organe délibérant détermine le type d'actions à mener et le montant des dépenses à engager pour les prestations d'action sociale, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre.

La gestion de ces prestations peut être assurée :

- Par les collectivités locales ou leurs établissements publics
- Pour tout ou partie et à titre exclusif, par des organismes à but non lucratif ou des associations nationales ou locales type loi 1901
- Par les centres de gestion qui peuvent souscrire, à la demande et pour le compte des collectivités et de leurs établissements de leur ressort, des contrats-cadres permettant aux agents de bénéficier de prestation d'actions sociales mutualisées.

Le Pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence approuvé lors de la séance du conseil de métropole du 30 juin 2016 prévoit que :

S'agissant des avantages sociaux collectifs (chèques déjeuner, prime vacances... jusqu'à l'instauration d'un Comité des Œuvres Sociales (ou organisme équivalent) métropolitain et le vote des délibérations du Conseil de Métropole idoines, le maintien des structures existantes gérant les œuvres sociales est garanti ainsi que le financement par la métropole des droits et avantages sociaux proposés aux agents par les EPCI préexistants.

Aussi, dans l'attente de la mise en place d'une harmonisation des politiques d'actions sociales métropolitaines, il est proposé de reconduire les dispositifs en cours dans chaque territoire.

Tel est le cas pour le Conseil de Territoire de Marseille Provence qui propose l'approbation de l'avenant à la convention du comité d'action sociale au titre de l'année 2017.

Par délibération FAG 16/861/CC du 17 décembre 2004, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a décidé d'harmoniser le dispositif d'action sociale en faveur de son personnel, en étendant le bénéfice des prestations sociales accordées par le Comité d'Action Sociale de Marseille à l'ensemble du personnel communautaire.

Par délibération FCT 016-1148/09/CC du 26 mars 2009, le Conseil de Communauté a conforté ce partenariat en approuvant les statuts de l'Association « Comité d'Action Sociale des personnels de la Ville de Marseille, du CCAS et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole », modifiés en conséquence et fixant les modalités de participation

de la collectivité au fonctionnement de l'Association.

Aussi, la convention n° 05/1005, passée entre la Communauté Urbaine et le Comité d'Action Sociale, en date du 6 janvier 2005, et modifiée par l'avenant n° 11, notifié le 2 décembre 2015, arrivant à son terme le 31 décembre 2016, il y a donc lieu de prévoir un nouvel avenant au titre de l'année 2017, afin de reconduire les modalités de financement du dispositif d'action sociale mis en œuvre par le Comité d'Action Sociale en faveur du personnel affecté auprès du Conseil de Territoire de Marseille Provence.

En application des dispositions financières de ladite convention, la participation de la Métropole au fonctionnement du Comité d'Action Sociale pour l'année 2017 est ainsi fixée à 320 € par an et par agent, au regard des effectifs affectés auprès du Conseil de Territoire de Marseille Provence et évalués au 31 décembre 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 5215-20 ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 16/861/CC du 17 décembre 2004 relative à l'extension du dispositif d'action sociale avec le Comité d'Action Sociale à l'ensemble du personnel de MPM ;
- La convention n° 05/1005 du 6 janvier 2005 passée avec le Comité d'Action Sociale ;
- La délibération FCT 016-1148/09/CC du 26 mars 2009 relative à la participation de la Communauté Urbaine à l'Association Comité d'Action Sociale ;
- La délibération HN 001-003/16/CM du Conseil métropolitain en date du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole ;
- La délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 portant approbation du pacte de gouvernance financier et fiscal de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- L'avenant n° 11 du 2 décembre 2015 à la convention passée avec le Comité d'Action Sociale ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- La continuité des dispositifs d'action sociale proposés aux agents par les EPCI préexistants, énoncé par le pacte de gouvernance financier et fiscal de la métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- La nécessité de reconduire le dispositif d'action sociale mis en place en partenariat avec le Comité d'Action Sociale en faveur du personnel affecté auprès du Conseil de Territoire de Marseille Provence,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 12, ci-annexé, à la convention n° 05/1005 du 6 janvier 2005 passée avec le Comité d'Action Sociale.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ledit avenant annexé.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 012, charges de personnel et frais assimilés, nature 6478 pour le budget principal et le budget collecte et traitement des déchets 2016 et nature 6472 pour les budgets annexes 2017 (port, eau, assainissement, transports, crematorium).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 035-1038/16/CM

**■ Approbation de l'avenant n° 2 à la convention d'objectifs avec le Comité des Œuvres Sociales du Pays d'Aix pour l'attribution d'une subvention complémentaire au titre de l'année 2016
MET 16/1599/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article 9 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 dispose que l'action sociale vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, et à les aider à faire face à des situations difficiles.

Dans ce cadre, des prestations d'action sociale individuelles ou collectives peuvent être octroyées.

Dans les collectivités territoriales et leurs établissements publics, l'organe délibérant détermine le type d'actions à mener et le montant des dépenses à engager pour les prestations d'action sociale, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre.

La gestion de ces prestations peut être assurée :

- Par les collectivités locales ou leurs établissements publics
- Pour tout ou partie et à titre exclusif, par des organismes à but non lucratif ou des associations nationales ou locales type loi 1901
- Par les centres de gestion qui peuvent souscrire, à la demande et pour le compte des collectivités et de leurs établissements de leur ressort, des contrats-cadres permettant aux agents de bénéficier de prestation d'actions sociales mutualisées.

Le Pacte de Gouvernance Financier et Fiscal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence approuvé lors de la séance du conseil de métropole du 30 juin 2016 prévoit que :

S'agissant des avantages sociaux collectifs (chèques déjeuner, prime vacances... jusqu'à l'instauration d'un Comité des Œuvres Sociales (ou organisme équivalent) métropolitain et le vote des délibérations du Conseil de Métropole idoines, le maintien des structures existantes gérant les œuvres sociales est garanti ainsi que le financement par la métropole des droits et avantages sociaux proposés aux agents par les EPCI préexistants.

Aussi, dans l'attente de la mise en place d'une harmonisation des politiques d'actions sociales métropolitaines, il est proposé de reconduire les dispositifs en cours dans chaque territoire.

Tel est le cas pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix qui propose l'Approbation de l'avenant n° 2 à la convention d'objectifs avec le Comité des Œuvres Sociales du Pays d'Aix pour l'attribution d'une subvention complémentaire au titre de l'année 2016.

Le Comité des Œuvres Sociales (COS), association loi 1901, a été créé le 22 décembre 2004 avec pour objet la mise en place de prestations et services à caractère social, culturel et sportif pour ses adhérents en complément des services proposés par le CNAS (Comité National d'Action Sociale), au sein du Pays d'Aix.

Par délibération n°2006-A077 du Conseil communautaire de la CPA en date du 6 avril 2006, il a été mis fin à l'adhésion directe de l'Établissement au Comité National d'Action Sociale, permettant ainsi au COS de gérer l'ensemble de l'action sociale et d'adhérer au CNAS en lieu et place de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix.

La prise en charge complète de l'activité sociale par le COS est effective depuis le 1^{er} janvier 2007.

Compte tenu du montant de la subvention et en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et de l'article 1er du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application, une convention entre l'ex CPA et le COS d'une durée de trois ans (2013 à 2015), avec révision annuelle du montant de la subvention, a été approuvée par délibération n°2013-A025 du Conseil de communauté en date du 28 mars 2013.

Dans le cadre de la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, il a été décidé de prolonger la dernière convention d'objectif pour un an du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016, de façon à garantir la continuité de l'action sociale jusqu'à la formalisation de la future structure. Cet avenant N° 1 a été approuvé par délibération N° 2015-A302 du Conseil de communauté du 17 décembre 2015 et a accordé au COS une subvention complémentaire de 190.000 € pour permettre le règlement de l'adhésion annuelle au CNAS et la mise en place de nombreuses actions sociales en 2016.

La mise à disposition de deux agents auprès du COS avait été approuvée dans cette même délibération.

Le Pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence approuvé lors de la séance du conseil de métropole du 30 juin 2016 prévoit que :

S'agissant des avantages sociaux collectifs (chèques déjeuner, prime vacances... jusqu'à l'instauration d'un Comité des Œuvres Sociales (ou organisme équivalent) métropolitain et le vote des délibérations du Conseil de Métropole idoines, le maintien des structures existantes gérant les œuvres sociales est garanti ainsi que le financement par la métropole des droits et avantages sociaux proposés aux agents par les EPCI préexistants.

Ainsi, la convention d'objectifs du 28 mars 2013 modifiée par avenant N° 2 définit l'objet et les conditions de subvention.

Par délibération n°2015_A066 du conseil communautaire du 21 mai 2015, le COS s'est vu attribuer pour 2015 une subvention annuelle d'un montant de 221 000 €.

Au titre de l'année 2016, 190 000 € lui ont été alloués en décembre 2015 afin d'assurer le fonctionnement de cette association à vocation sociale, et notamment l'adhésion des agents au CNAS, le paiement des honoraires de l'expert-comptable et du commissaire aux comptes et de veiller à la trésorerie. Les 31 000 € demandés en complément de subvention au titre de l'année 2016 ont vocation à financer les prestations sociales en matière d'optique, de rentrée de scolaire, de Noël et de Pâques des enfants, et à assurer un fonds de roulement pour la billetterie des activités sportives proposées aux agents.

Pour l'année 2016, il est proposé d'allouer un complément de subvention de 31.000 € aux 190.000 € versés fin 2015.

Pour l'année 2017, une subvention de 221.000 euros sera prévue au moment du vote du Budget Primitif 2017.

A noter que lorsque les chèques déjeuner n'ont pas été présentés par les agents bénéficiaires dans les délais de validité, la société attributaire du marché des chèques déjeuner opère, le cas échéant, une ristourne au profit de la collectivité. Depuis 2011, le montant de cette ristourne, évalué à 9000 €/an est inclus dans la subvention annuelle versée au COS.

Il convient de noter que la rémunération des 2 agents mis à disposition par convention à effet du 1^{er} janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2017 s'élève pour 2017 à 89.500 €. En additionnant la valorisation de ces rémunérations et le montant de la subvention, la participation totale aux activités du COS s'élève au total à 310.500 €.

N° GU	Association	Domaine d'activités	N-1 Subvention	Budget global de l'association	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs Oui/Non
NC	COS	Œuvres sociales	190.000 €	221.000 €	31.000 €	31.000 €	OUI 2016 - 2017

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013_A025 du Conseil communautaire de la CPA du 28 mars 2013 portant approbation d'une convention d'objectifs ;
- La délibération n° 2015_A066 du Conseil Communautaire de la CPA du 22 mai 2015 portant attribution pour l'année 2016 d'une subvention au COS ;
- La délibération n°2015_A302 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 portant approbation d'un avenant de prolongation à la convention d'objectifs, approbation d'une convention de mise à disposition de personnel communautaire auprès du Comité des Œuvres Sociales et attribution d'une subvention exceptionnelle au COS ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention complémentaire de 31.000 € au titre de l'année 2016 au Comité des Œuvres Sociales du Pays d'Aix est approuvé.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°2, ci-annexé, à la convention d'objectifs du 28 mars 2013 à conclure avec le Président.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 036-1039/16/CM

■ Approbation de conventions de mise à disposition de quatre agents métropolitains auprès de la Ville d'Aix-en-Provence et auprès du Comité des Œuvres Sociales du Territoire du Pays d'Aix

MET 16/1850/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

I/ Mise à disposition de deux agents métropolitains auprès du service « Brigade verte » de la Ville d'Aix-en-Provence

Dans le cadre des lois de décentralisation, notamment dans le domaine de la gestion des déchets ménagers, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence compte dans ses attributions la gestion de la collecte des ordures ménagères. La propreté urbaine reste une préoccupation municipale qui impacte le travail des fonctionnaires, notamment de la Ville d'Aix-en-Provence, chargés de l'entretien et de la propreté des rues, des parcs et des jardins publics.

Afin d'avoir une action concertée entre la Direction de la collecte du Territoire du Pays d'Aix et le service municipal du nettoyage, une équipe dénommée « brigade verte » est en charge de la prévention et du traitement des dépôts sauvages et participe à l'amélioration de la propreté urbaine dans le centre-ville d'Aix-en-Provence.

Historiquement, un appel à candidature avait été réalisé et avait permis la mise à disposition à titre gracieux au sein de ce service de deux agents de la communauté d'Agglomération du pays d'Aix (CPA) ancien EPCI fusionné à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au 01/01/2016.

Par délibération n° 2014_A199, le Conseil communautaire de la CPA du 14 octobre 2014 avait approuvé le renouvellement de ces deux mises à disposition à compter du 1^{er} août 2014 pour une durée d'un an renouvelable 2 fois par tacite reconduction. La présente délibération a pour objet le renouvellement de la mise à disposition de deux agents métropolitains à compter du 1^{er} août 2017 pour une durée de trois ans, soit jusqu'au 31 juillet 2020.

Un projet de convention de mise à disposition est annexé au présent rapport.

II/ Mise à disposition de deux agents métropolitains auprès du Comité des Œuvres Sociales du Territoire du Pays d'Aix

La dernière convention de mise à disposition de personnel auprès du COS a été approuvée par délibération n°2015_A302 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015. Elle porte sur la mise à disposition de deux agents et est conclue pour une durée d'un an du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016.

Afin d'assurer la transition administrative et la continuité de l'action sociale en attendant la décision des modalités de mise en œuvre de l'action sociale à l'échelle de la Métropole, la présente délibération a pour objet le renouvellement de la mise à disposition de deux agents métropolitains à compter du 1^{er} janvier 2017 pour une durée d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

Un projet de convention de mise à disposition est annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La délibération n° 2014_A199 du Conseil communautaire de la CPA du 14 octobre 2014 portant renouvellement de la convention de mise à disposition de personnel communautaire auprès de la Ville d'Aix-en-Provence, service Brigade verte ;
- La délibération n°2015_A302 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 portant approbation d'une convention de mise à disposition de personnel communautaire auprès du Comité des Œuvres Sociales ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la mise à disposition de deux agents métropolitains auprès de la Ville d'Aix-en-Provence, service Brigade verte, et de deux agents métropolitains auprès du Comité des Œuvres Sociales du Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure avec la Ville d'Aix-en-Provence.

Article 3 :

Est approuvée la convention à conclure avec le Comité des Œuvres sociales du territoire du Pays d'Aix.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions et à prendre tout acte et toute décision y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 037-1040/16/CM

**■ Mise à jour des conditions d'attribution des prestations d'Action Sociale pour le personnel affecté auprès du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence
MET 16/1770/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article 9 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 dispose que l'action sociale vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, et à les aider à faire face à des situations difficiles.

Dans ce cadre, des prestations d'action sociale individuelles ou collectives peuvent être octroyées.

Dans les collectivités territoriales et leurs établissements publics, l'organe délibérant détermine le type d'actions à mener et le montant des dépenses à engager pour les prestations d'action sociale, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre.

La gestion de ces prestations peut être assurée :

- Par les collectivités locales ou leurs établissements publics
- Pour tout ou partie et à titre exclusif, par des organismes à but non lucratif ou des associations nationales ou locales type loi 1901
- Par les centres de gestion qui peuvent souscrire, à la demande et pour le compte des collectivités et de leurs établissements de leur ressort, des contrats-cadres permettant aux agents de bénéficier de prestation d'actions sociales mutualisées.

Le Pacte de Gouvernance Financier et Fiscal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence approuvé lors de la séance du conseil de métropole du 30 juin 2016 prévoit que :

S'agissant des avantages sociaux collectifs (chèques déjeuner, prime vacances... jusqu'à l'instauration d'un Comité des Œuvres Sociales (ou organisme équivalent) métropolitain et le vote des délibérations du Conseil de Métropole idoines, le maintien des structures existantes gérant les œuvres sociales est garanti ainsi que le financement par la métropole des droits et avantages sociaux proposés aux agents par les EPCI préexistants.

Aussi, dans l'attente de la mise en place d'une harmonisation des politiques d'actions sociales métropolitaines, il est proposé de reconduire les dispositifs en cours dans chaque territoire.

Tel est le cas pour le Conseil de Territoire Istres Ouest Provence qui propose l'approbation de la mise à jour des conditions d'attribution des prestations d'action sociale au titre de l'année 2017.

Par délibération n° 479/07 du 9 novembre 2007, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence (SAN), fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016, a créé la Régie Action Sociale Ouest Provence, compétente pour la gestion des prestations d'action sociale au profit de ses agents, retraités et ayants-droit. Il s'agit d'une régie, à caractère administratif, dotée de la seule autonomie financière.

Par ailleurs, le SAN Ouest Provence a, par délibérations n° 476/04 du 24 septembre 2004, n° 725/04 du 17 décembre 2004, n° 395/05 du 1er juillet 2005 et n° 262/07 du 11 mai 2007, n° 479/07 du 9 novembre 2007, n° 427/09 du 25 septembre 2009, n° 492/10 du 7 octobre 2010, n° 670/10 du 16 décembre 2010, n° 253/11 du 18 juillet 2011 et n° 231/14 du 27 mai 2014, fixé la liste des prestations d'action sociale.

De même, par délibération n° 406/11 du 19 décembre 2011, le SAN Ouest Provence a approuvé à la mise à jour du règlement intérieur de la Régie Action Sociale, puis, par délibération n° 312/12 du 26 juillet 2012, a procédé à la réactualisation des statuts de la Régie Action Sociale .

Enfin, aux termes des décisions n° 807/15 du 7 août 2015 et n° 1369/15 du 18 décembre 2015, le Président du SAN Ouest Provence a fixé les modalités d'attribution des prestations d'action sociale.

Suite à des modifications intervenues au niveau de certains tarifs et modalités de prise en charge applicables, il apparaît aujourd'hui opportun de réaliser une mise à jour des conditions d'attribution des prestations d'action sociale, pour :

- préciser les justificatifs permettant l'octroi des prestations,
- rappeler l'obligation de l'agent d'informer la Régie Action Sociale de tout changement de situation administrative et/ou familiale, ainsi que les conséquences du non-respect de cette obligation, notamment en cas de prestations indûment perçues,
- indiquer que la liste des spectacles de la saison à venir, sélectionnés dans le cadre de la convention de partenariat "Davantage d'avantages" avec la Régie culturelle Scènes et Cinés, ainsi que les tarifs applicables, sont consultables à la Régie Action Sociale,
- modifier les tarifs des forfaits journaliers pour la saison hiver 2016/2017 sur la station d'Orcières Merlette,
- modifier les montants pris en charge par la Régie Action Sociale pour l'achat de prestations "Golf " suite à

l'augmentation de tarifs appliquée par la Régie Golf Ouest Provence Miramas,

- actualiser les codes de priorité attribués aux bénéficiaires lors des pré-inscriptions aux séjours et locations d'hébergement,

- actualiser les périodes d'ouverture des différentes destinations, hors période, dans le cadre des réservations de nuitées multi-destinations SUNELIA,
- modifier les modalités de prise en charge des prestations de voyages achetées sur internet,
- actualiser la rédaction des dispositions relatives aux titres restaurant,
- actualiser la rédaction des dispositions relatives au prêt de vêtements et de matériel de sports d'hiver ,
- actualiser la rédaction des dispositions relatives aux moyens de paiement des prestations.

Par ailleurs, compte tenu de la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016, il convient de remplacer la mention Ouest Provence par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence/Conseil de Territoire Istres Ouest Provence.

Ces modifications seront mises en évidence en gras et en italique dans la version consolidée.

Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur une mise à jour des conditions d'attribution des prestations d'action sociale destinées aux agents, retraités et ayants-droit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence / Conseil de Territoire Istres Ouest Provence, telle que présentée ci-joint en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Travail ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- Le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Le Code de la Sécurité Sociale ;
- Le Code Général des Impôts ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du SAN Ouest Provence n°479/07 du 9 novembre 2007 relative à la création d'une régie compétente pour la gestion des prestations d'action sociale au profit des agents, des retraités et des ayants-droit ;
- Les délibérations du SAN Ouest Provence n° 476/04 du 24 septembre 2004, n° 725/04 du 17 décembre 2004, n° 395/05 du 1^{er} juillet 2005 et n° 262/07 du 11 mai 2007, n° 479/07 du 9 novembre 2007, n° 427/09 du 25 septembre 2009, n° 492/10 du 7 octobre 2010, n° 670/10 du 16 décembre 2010, n° 253/11 du 18 juillet 2011 et n° 231/14 du 27 mai 2014, fixant la liste des prestations d'action sociale ;
- La délibération du SAN Ouest Provence n° 406/11 du 19 décembre 2011 relative à la mise à jour du règlement intérieur de la Régie Action Sociale ;
- La délibération du SAN Ouest Provence n° 312/12 du 26 juillet 2012 relative à la réactualisation des statuts de la Régie Action Sociale ;
- Les décisions du Président du SAN Ouest Provence n° 807/15 du 7 août 2015 et n° 1369/15 du 18 décembre 2015 portant sur les conditions d'attribution des prestations d'action sociale destinées aux agents, retraités et ayants-droit ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article unique:

Est approuvée la mise à jour des conditions d'attribution des prestations d'action sociale destinées aux agents, retraités et ayants-droit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence / Conseil de Territoire Istres Ouest Provence, telle que présentée ci-joint en annexe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 038-1041/16/CM

**■ Suppression de postes budgétaires et ajustement des tableaux des emplois
MET 16/1800/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Compte tenu de la construction métropolitaine et de l'évolution des emplois et des compétences des Conseils de Territoire, il apparaît nécessaire de supprimer les postes budgétaires qui ne sont plus à pourvoir au sein des conseils de territoire et d'ajuster les tableaux des effectifs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 5218-8 ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et notamment son article 3-3 et le 1° de l'article 3 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles
- La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- Le décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux ;
- Le décret n° 87-1100 du 30 décembre 1987 modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux attachés territoriaux ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2016-201 du 26 février 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux
- Le décret 2016-203 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire applicable aux ingénieurs territoriaux
- La délibération HN 001-003/16/CM du Conseil métropolitain du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole ;

- La délibération HN 01-001/16/CT du Conseil de territoire de Marseille Provence du 23 mars 2016 portant élection du Président du Conseil de territoire de Marseille Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'au regard des besoins liés à la construction métropolitaine et de l'évolution des emplois et des compétences du Conseil de Territoire de Marseille Provence, il apparaît nécessaire supprimer les postes budgétaires qui ne sont plus à pourvoir au sein des conseils de territoire, et d'ajouter les tableaux des effectifs.

Délibère

Article 1 :

Pour ce qui concerne le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, est approuvé l'ajustement du tableau des emplois pour tenir compte du remplacement des départs à la retraite, des démissions, des mouvements internes et des réussites à concours et examens.

Article 2 :

Pour ce qui concerne le Conseil de Territoire Istres Ouest Provence, sont approuvées la suppression des emplois permanents budgétaires suivants, pour tenir compte notamment des transferts de personnel au 1^{er} janvier 2016, des départs à la retraite et des réussites à concours :

Filière administrative:

- 2 postes d'Administrateur
- 12 postes d'Attaché
- 3 postes d'Attaché principal
- 8 postes de Directeur
- 2 postes de Rédacteur
- 9 postes de Rédacteur principal 1^{ère} classe
- 5 postes de Rédacteur Principal 2^{ème} classe
- 5 postes d'Adjoint administratif principal 2^{ème} classe
- postes d'Adjoint administratif principal 1^{ère} classe
- 37 postes d'Adjoint administratif 1^{ère} classe

- 145 postes d'Adjoint administratif 2ème classe, dont 1 poste à temps non complet à hauteur de 50%

Sous total: 236

Filière animation:

- 2 postes d'Animateur principal 2ème classe
- 3 postes d'Adjoint d'animation 1ère classe
- 30 postes d'Adjoint d'animation 2ème classe

Sous total: 35

Filière Culturelle:

- 1 poste de Conservateur du patrimoine
- 1 poste de Conservateur de bibliothèque
- 2 postes de Professeur d'enseignement artistique classe normal, dont 1 poste à temps non complet à 38%
- 3 postes de Professeur d'enseignement artistique hors classe, dont 1 poste à temps non complet à 50%
- 3 postes d'Assistant de conservation principal 1ère classe
- 5 postes d'Assistant de conservation principal 2ème classe
- 9 postes d'Adjoint du patrimoine 2ème classe
- 1 poste d'Adjoint du patrimoine 1ère classe

Sous total: 25

Filière sportive :

- 1 poste d'Educateur des APS principal 2ème classe

Sous total : 1

Filière technique:

- 6 postes d'Ingénieur principal
- 1 poste d'Ingénieur en chef classe normal
- 3 postes de Technicien
- 4 postes de Technicien principal 2ème classe
- 4 postes de Technicien principal 1ère classe
- 43 postes d'Adjoint technique 1ère classe
- 157 postes d'Adjoint technique 2ème classe, dont 2 postes à temps non complet à 50%
- 10 postes d'Adjoint technique principal 1ère classe
- 45 postes d'Adjoint technique principal 2ème classe
- 78 postes d'Agent de Maîtrise
- 10 postes d'Agent de Maîtrise principal

Sous total: 361

L'ensemble des postes supprimés représente un total de 658 postes correspondant à 655,38 équivalents temps plein.

Article 3 :

Les tableaux des emplois du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence constituent les annexes de la présente délibération.

Article 4 :

Est approuvée la création de l'emploi à temps complet de secrétaire général des services, rattaché à la Direction Générale des Services et inscrit à la nomenclature en référence au dernier échelon du cadre d'emploi des attachés territoriaux.

Description du poste : le secrétaire général des services assiste le Directeur Général des Services dans ses missions d'élaboration et de mise en œuvre des orientations et des projets de l'établissement, sous la responsabilité de l'exécutif, ainsi que dans ses responsabilités de direction et de pilotage de l'organisation territoriale.

Profil : Assister le DGS dans la gestion administrative, la supervision de son secrétariat et la coordination qualitative des processus administratifs. Assurer pour le DGS une interface avec les élus et le cabinet du Président. Organiser et gérer l'activité des assemblées délibérantes.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emploi des attachés territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016.

FAG 042-1043/16/CM

**■ Désignation des représentants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein de la Société Publique Locale Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis Provence
MET 16/1865/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° ECO/009-850/16/CM du 19 septembre 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé l'augmentation de capital de la Société Publique Locale dénommée « Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis Provence » dont l'objet social est défini de la façon suivante :

- gérer et développer les équipements et les activités liées au nautisme et aux produits de la mer,
- valoriser, promouvoir et contribuer au développement de l'offre existante des activités du nautisme et des produits de la mer,
- organiser la reconversion de friches portuaires et industrielles permettant le développement d'aménagements, d'équipements et des activités favorisant le nautisme et les produits de la mer,
- aménager et gérer de nouvelles zones d'équipements et de services pour accueillir de nouvelles entreprises ou tout autre organisme concerné, contribuant à renforcer l'attractivité de pôle nautisme et mer,
- favoriser l'implantation et le développement de nouvelles activités et de nouveaux produits liés au nautisme et mer,
- organiser, gérer et développer des activités de découvertes et de loisirs permettant de renforcer l'offre et l'attractivité du territoire.

Conformément à l'article L. 1524.5 du Code des Collectivités Territoriales (CGCT) « *les sièges [au Conseil d'administration] sont attribués en proportion du capital détenu respectivement par chaque collectivité ou groupement* ».

Dès lors, la souscription de nouveaux titres par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a induit une modification de l'article 15 des statuts de la SPL « Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis Provence ».

Ainsi, la gouvernance de la SPL sera désormais assurée par un Conseil d'administration composé de 9 administrateurs désignés par les collectivités actionnaires et répartis en proportion de leur participation au capital comme suit :

- 4 sièges pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- 5 sièges pour la Commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Dans ce cadre, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dispose au titre des instances de la société :

- d'1 représentant aux assemblées générales qu'elles soient qualifiées d'ordinaire, d'extraordinaire ou de spéciale,
- de 4 représentants au Conseil d'Administration.

A cet effet, il est proposé de désigner Monsieur Martial ALVAREZ en qualité de représentant permanent de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Conseil d'administration et aux Assemblées générales ordinaires, extraordinaires et spéciales de la SPL « Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis Provence ».

Il est également proposé de désigner en qualité de représentant permanent de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Conseil d'administration de la SPL « Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis Provence » :

Monsieur François BERNARDINI
Monsieur Patrick BORÉ
Monsieur Michel ROUX

Les représentants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence seront autorisés à se porter candidats et à accepter toutes les fonctions de direction qui pourraient leur être confiées et notamment celles de Président du Conseil d'administration ou de Président assurant les fonctions de Directeur Général.

Les représentants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence seront autorisés à percevoir, en application de l'article 23 des statuts de la SPL, au titre de leur fonction d'administrateur, une rémunération et à se voir confier des mandats spéciaux pour lesquels pourront être allouées des rémunérations exceptionnelles, dans le respect des dispositions légales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et le Code de Commerce ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° 387/15 du Comité syndical de Ouest Provence du 29 septembre 2015 approuvant la création de la Société Publique Locale dénommée "Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis Provence" ;
- La délibération n° 655/15 du Comité syndical de Ouest Provence approuvant la modification des statuts de la S.P.L. « Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis Provence » ;
- La délibération n° ECO/009-850/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 approuvant l'augmentation de capital de la SPL Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Est approuvée la désignation de Monsieur Martial ALVAREZ en qualité de représentant permanent de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence aux assemblées générales ordinaires, extraordinaires et spéciales de la SPL « Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis Provence ».

Article 2 :

Est approuvée la désignation en qualité de représentant permanent de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Conseil d'Administration de la SPL « Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis Provence » de :

Monsieur François BERNARDINI,
Monsieur Patrick BORÉ,
Monsieur Martial ALVAREZ,
Monsieur Michel ROUX.

Article 3 :

Les représentants sont autorisés à accepter toutes les fonctions de direction qui pourraient leur être confiées et notamment celle de Président du Conseil d'administration ou de Président assurant les fonctions de Directeur général.

Article 4 :

Les représentants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sont autorisés à percevoir, au titre de leur fonction d'administrateur, une rémunération et à se voir confier des mandats spéciaux pour lesquels pourront être allouées des rémunérations exceptionnelles, dans le respect des dispositions légales.

Monsieur Eugène CASELLI, Madame Nouriati DJAMBAE, Madame Josette FURACE, Madame Annie LEVY-MOZZICONACCI, Madame Florence MASSE, Madame Nathalie PIGAMO, Monsieur Roger RUZE, Monsieur Eric SCOTTO, ne participent pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 043-1044/16/CM

**■ Commissions Permanentes de Travail et d'Études - Modifications
MET 16/1892/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération HN 004-032/16/CM du 7 avril 2016, le Conseil de la Métropole a créé douze Commissions Permanente de Travail et d'Études dont la composition a été déterminée par délibération HN 002-135/16/CM du 28 avril 2016.

Certains conseillers communautaires ont émis le souhait de modifier cette répartition initiale afin de privilégier ou de mettre en concordance certaines thématiques d'études.

Ces changements, au sein de mêmes groupes politiques, n'ont pas d'incidence sur la gouvernance globale des Commissions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 004-032/16/CM du 7 avril 2016 portant création des Commissions permanentes de travail et d'études ;
- La délibération HN 002-135/16/CM du 28 avril 2016 portant composition des Commissions permanentes de travail et d'études.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que certains conseillers communautaires ont émis le souhait de modifier cette répartition initiale afin de privilégier ou de mettre en concordance certaines thématiques d'études.

Délibère

Article unique :

Est modifiée la délibération HN 002-135/16/CM du 28 avril 2016 comme suit :

- Commission permanente de travail et d'études « Transports, Déplacements et Accessibilité »
 - Monsieur Gérard Polizzi est remplacé par Monsieur Loïc Gachon.
- Commission permanente de travail et d'études « Finances et Administration Générale. »
 - Monsieur Loïc Gachon est remplacé par Monsieur Jacky Gérard.
- Commission permanente de travail et d'études « Environnement, Développement Durable, Agriculture et Forêts »
 - Monsieur Jacky Gérard est remplacée par Madame Marie-Claude Michel.
- Commission permanente de travail et d'études « Mer, Littoral et Ports, Protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels »
 - Madame Marie-Claude Michel est remplacée par Monsieur Gérard Polizzi.
- Commission permanente de travail et d'études « Economie, Nouvelles Technologies, Enseignement supérieur »
 - Monsieur Patrick Pappalardo est remplacé par Madame Virginie Monnet-Corti.
- Commission permanente de travail et d'études « Développement Territorial, Centres Anciens, Contrat de Ville »
 - Madame Virginie Monnet-Corti est remplacée par Monsieur Patrick Pappalardo.

Monsieur Eugène CASELLI, Madame Nouriati DJAMBAE, Madame Josette FURACE, Madame Annie LEVY-MOZZICONACCI, Madame Florence MASSE, Madame Nathalie PIGAMO, Monsieur Roger RUZE, Monsieur Eric SCOTTO, ne participent pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 044-1045/16/CM

■ Adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'association France Urbaine MET 16/1893/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Issue de la fusion de l'Association des Maires de Grandes Villes de France (AMGVF) et de l'Association des Communautés Urbaines de France (ACUF), l'Association France Urbaine a pour but de représenter et défendre les intérêts des territoires urbains, afin de :

- renforcer les liens entre les différents territoires urbains ;
 - faciliter les échanges d'information sur tous les sujets les concernant ;
 - développer la réflexion, la coordination et la collaboration dans les domaines d'intérêt commun ;
 - élaborer des propositions communes dans ces domaines ;
 - soutenir ces propositions auprès de l'Etat, du Parlement, des autres collectivités et des organismes concernés afin de concourir à leur réalisation ;
- et mener des actions en commun avec ses partenaires.

Pour atteindre ses objectifs, l'Association France Urbaine est notamment amenée à :

- proposer, réaliser ou coordonner des études ;
- et organiser des réunions d'information, conférences, colloques, forums, ou toute autre rencontre en lien avec son objet.

Cette association offre aux collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale adhérents la possibilité de se regrouper au sein d'une structure unique permettant à la fois de répondre aux défis posés par le monde urbain, de développer les services proposés aux territoires et de mieux répondre aux enjeux auxquels ils sont confrontés, dans le respect de leur diversité, avec l'ambition de peser dans les débats locaux, nationaux et internationaux.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite adhérer à cette association.

Le montant de la cotisation est à ce jour fixé à 192 741 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 027-160/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant approbation du budget primitif général 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'association France Urbaine.

Article 2 :

Est autorisé le règlement de la cotisation, d'un montant de 192 741 euros, pour l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Association France Urbaine au titre de l'année 2016.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole - Chapitre 011 - Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Economie, Nouvelles Technologies, Enseignement Supérieur"

ECO 001-1046/16/CM

■ **Participation de la Métropole aux travaux d'élargissement de la Passe Nord des Bassins Est du Grand Port Maritime de Marseille - Approbation de la convention bilatérale - Approbation de la création et de l'affectation de l'autorisation de programme
MET 16/1553/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le chantier de la Passe Nord entrepris par le Grand Port Maritime de Marseille est emblématique des caractéristiques et des atouts particuliers des Bassins Est du Port à Marseille.

En effet, ces travaux d'élargissement de la passe qui ouvre l'accès aux bassins situés au Nord des installations portuaires, profiteront à la fois aux activités marchandises, passagers et de réparation navale, la polyvalence étant un des traits distinctifs des Bassins Est.

La flotte mondiale continue son mouvement régulier vers l'allongement de la taille des navires. La Croisière opère maintenant des paquebots de plus de 360 mètres comme l'*Allure of the Seas*, 361 m, ou l'*Harmony of the Seas*, plus grand paquebot du monde avec ses 362, 12m. Tous deux ont déjà fait escale à Marseille. Et en 2015, les Bassins de Marseille ont accueilli plus de 170 navires de toutes classes supérieurs à 300 mètres.

L'augmentation de la taille des navires nécessite une adaptation des infrastructures portuaires pour que l'accès aux bassins de Marseille reste sécurisé et même possible.

Elargir la passe Nord permettra d'améliorer la navigation dans les bassins Est et la sécurité des manœuvres des navires lors de leur entrée dans le port. En effet, l'accès au port devient délicat pour les bateaux de grande taille lorsque le mistral est supérieur à 25 nœuds, soit 46,3 km/h, un vent de Force 6. Or, il n'est pas rare que le mistral souffle à plus de 40 nœuds, surtout durant l'automne.

Dans les cas où le mistral dépasse les 25 nœuds, cela se traduit par un risque d'annulation d'escales, qui se montait à une trentaine en 2013. Une telle situation, qui touche jusqu'à 15% des escales, est tout simplement incompatible avec le développement de la Croisière à Marseille, qui est devenu puissant, atteignant 1, 5 millions de passagers en escale à Marseille en 2015.

Aussi cet investissement était très attendu par des grands opérateurs comme Croisières Royal Caribbean et MSC Croisières.

Cette nécessité de modernisation concerne autant les escales commerciales de transit et de tête de ligne, que la localisation par les opérateurs de leurs programmes de maintenance technique et de réparation (refit) autour de la Forme 10.

L'élargissement de la passe Nord est donc aussi étroitement lié à la prochaine mise en service de la nouvelle Forme 10, qui deviendra en 2017 la plus grande cale sèche de Méditerranée, longue de 465 mètres et large de 85 mètres. La configuration de l'accès actuel aurait empêché le développement de la réparation navale sur la Forme 10. Seuls quelques ports peuvent traiter de telles unités (Marseille, Hambourg, Rotterdam, Singapour, Bahamas). Avec 60% de la flotte mondiale qui passe en Méditerranée, le marché est là pour reconstituer une ambitieuse filière de réparation navale dans notre Métropole. Rappelons que jusque dans les années 1970, la majorité de la réparation navale française se trouvait à Marseille et que cela représentait des milliers d'emplois.

Les travaux de la Passe Nord sont donc une condition nécessaire pour que le port soit en mesure d'accompagner le développement de son activité, croisière et réparation navale en particulier. Elargir la passe Nord de 190 à 240 mètres implique d'intervenir sur 3 digues. Les digues de Mourepiane et de Saumaty sont raccourcies de 50 mètres. La digue du Large est pour sa part prolongée de 60 mètres vers le large. Enfin, les extrémités dites « musoirs » des digues de Saumaty et du Large doivent être reconstituées, par des ouvrages monumentaux, perforés en partie haute de trous ayant pour fonction de réduire la puissance des vagues.

Le grand port maritime de Marseille avait validé dès le 29 juin 2012 le projet d'élargir la passe d'entrée Nord des bassins de Marseille pour un investissement total de 32,7 millions d'euros.

Les travaux ont maintenant commencé, et leur fin est espérée pour le premier trimestre 2017.

Le plan de financement de l'opération, hors fonds propres du GPMM qui constituent la mise principale, est le suivant :

-l'Etat, dans le cadre du Plan de Relance portuaire : 9.81 M€ soit 30%

-le Conseil Départemental des Bouches du Rhône, dans le cadre de son Pacte de partenariat avec le GPMM 2015-2017 : 2.45 M€ soit 7.5%

-la Ville de Marseille et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, toutes deux membres du Conseil de Surveillance du Port et dans le cadre de convention bilatérale avec le GPMM : chacune 2.45 M€ soit 7.5%

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, conclue avec le Grand Port Maritime de Marseille.

Article 2 :

Est attribuée au GPMM, conformément à la convention ci-annexée, une subvention d'équipement de 2 450 000 euros pour les travaux d'élargissement de la Passe Nord des Bassins Est du GPMM dont le montant est estimé à 32 700 000 euros HT.

Article 3 :

Sont approuvées la création et l'affectation d'une autorisation de programme, relative à l'opération « Participation aux études et aux travaux de la Passe Nord » pour un montant de 2 450 000 euros.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille Provence. Sous Politique B210- Opération DPEAT 16/05 – Chapitre 204 – Nature 204182. Les crédits de paiement s'établissent selon l'échéancier suivant:
Année 2017 : 2 450 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 002-1047/16/CM

■ Dissolution du Syndicat Mixte Eurôpôle Méditerranéen de l'Arbois - Modalités d'intégration à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence MET 16/1788/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Technopôle se déploie dans un site exceptionnel sur 4 500 hectares au cœur des 11 000 hectares du plateau de l'Arbois autour de trois grandes ZAC :

- Le Domaine du Petit Arbois géré en direct par le SMA : ZAC de 76 hectares dont 50 en zone naturelle mis à disposition du technopôle dans le cadre d'un bail emphytéotique avec le Conseil Départemental jusqu'en 2064. Sur les 25 ha aménageables, 11 ha sont viabilisés. Actuellement, près de 40 000m² ont été bâtis ou réhabilités soit 24 bâtiments dont 15 gérés par le SMA, 7 mis à disposition d'Aix-Marseille-Université et 2 gérés par le Conseil Départemental.

- Le Domaine du Tourillon : ZAC en cours de création de 18 hectares aménageables avec un potentiel de 60 000 m² de bureaux et d'ateliers. La SPLA du Pays d'Aix est le concessionnaire du SMA pour cette opération. La grande majorité des parcelles sont la propriété du SMA.

- Le Domaine de la Gare : ZAC de 40 hectares dont 23 aménageables jouxtant la gare TGV d'Aix-en-Provence. La SPL du Conseil Départemental, Terra 13, est le concessionnaire du SMA pour cette opération. La grande majorité des parcelles restent à acquérir par l'intermédiaire de Terra 13. Une nouvelle réflexion doit être menée sur ce projet.

Par courrier du 15 décembre 2015, le Préfet des Bouches-du-Rhône a informé le Président du Syndicat Mixte Eurôpôle Méditerranéen de l'Arbois, le Président

du Conseil Régional PACA, la Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de l'obligation de dissoudre le Syndicat et de son intégration dans la Métropole courant 2016.

Le Président de la Métropole est intervenu auprès du Préfet pour demander de différer la publication de l'arrêté de fin d'exercice des compétences au 31 décembre 2016, afin d'organiser dans les meilleures conditions l'intégration au terme de l'exercice budgétaire et comptable 2016.

La Métropole prendra le relais du Syndicat Mixte de l'Arbois en prenant en compte le transfert intégral des personnels, des biens, des droits et obligations, de l'actif et du passif à la Métropole à la date de la prise d'effet de l'arrêté, conformément à l'article L. 5215-21 du CGCT qui renvoie aux articles L. 5217-7 et L.5211-41 2ème alinéa. A cette date, la Métropole devra être en capacité d'assurer le versement des salaires, d'honorer les contrats souscrits, de procéder aux règlements des dépenses engagées et de recouvrer les recettes attendues telles qu'inscrites au budget du Syndicat Mixte.

L'arrêté de fin d'exercice de compétences sera suivi de la publication d'un arrêté préfectoral de liquidation au moment de la clôture de son compte administratif, ce dernier devant être adopté par le Comité Syndical avant le 31 décembre 2016.

Un processus d'intégration à la Métropole en trois phases

Il s'inscrit dans un cadre technique précis qui propose d'intégrer le Technopôle de l'Arbois à la Métropole avec un double rattachement, d'une part à la Direction générale adjointe chargée du développement économique et d'autre part concernant les aspects fonctionnels au Territoire du Pays d'Aix. Une équipe de co-pilotage est mise en place à cet effet.

Première phase de l'intégration

Mise en œuvre dès publication de l'arrêté préfectoral de fin d'exercice des compétences, elle vise à assurer la continuité de l'activité du Technopôle, à garantir la continuité des services, le fonctionnement ainsi que la poursuite des actions engagées.

- Ce qui se traduit en termes de **ressources humaines** par le transfert du personnel en poste, contractuels et titulaires (25 agents), avec maintien des conditions de statut et d'emploi qui étaient les siennes au sein du Syndicat au moment de l'intégration.

- En ce qui concerne les **finances**, les éléments ont été transmis aux services de la Métropole bâtir les demandes budgétaires 2017 qui seront soumises au vote des élus en décembre prochain.

En 2016, le budget du Syndicat Mixte est financé essentiellement par deux recettes (complétés par les crédits de reports et cette année par la cession de foncier pour le projet The Camp soit 1,9 M€) :

- Les produits de l'exploitation du domaine (loyers et charges) : 1,9 M€
- La contribution des membres statutaires (pour 2016) : 2 490 000 € en fonctionnement et 3 167 844 € en investissement. Cette contribution est versée par les membres selon la répartition fixée par les statuts (Département 57%, Métropole 38%, Région 5%).

- S'agissant des **contrats** en cours, la Métropole se substituera au Syndicat Mixte pour les marchés en cours à la date de la dissolution sans qu'il soit besoin d'un avenant. La notification en sera faite aux co-contractants.
- Au niveau **informatique et systèmes d'information**, sur la base d'une première analyse technique, le site du Technopôle bénéficiant du haut débit et de logiciels compatibles avec les systèmes en vigueur pour le Territoire du pays d'Aix, aucune difficulté n'est à relever. Un plan de convergence est en cours au niveau métropolitain auquel sera intégré le Technopôle.
- Concernant le **patrimoine**, au regard de la complexité des situations concernant les 3 domaines constituant le Technopole, et avant des études complémentaires et des négociations à mener avec le CD13, notamment concernant le transfert de propriété, la Métropole se substitue au Syndicat Mixte.

Deuxième phase de l'intégration.

Elle correspond à la définition d'un nouveau projet du Technopole intégré à la Métropole en lien notamment avec le fonctionnement et les orientations des deux autres technopoles métropolitains. Cette phase est essentielle pour poursuivre les négociations avec les partenaires publics ou privés du Technopole et obtenir leur participation financière. L'enjeu est important sur le plan financier pour la Métropole qui a besoin de l'apport financier des partenaires historiques pour poursuivre et développer les actions du Technopole. Rappelons que le financement du SMA repose aujourd'hui sur la clé de répartition suivante : CD13, 57 % ; CR Paca 5 % et Métropole (qui correspond à la part du Territoire du Pays d'Aix, 38%).

Les nouveaux partenariats financiers doivent s'inscrire

dans le cadre de la loi NOTRe et des nouvelles clauses de compétences des collectivités. D'autres formes de partenariat sont également à envisager.

Le choix et les modalités de gouvernance seront aussi une des préoccupations majeures de cette 2^e phase d'intégration. Pour répondre aux préoccupations des élus, des partenaires, des experts, scientifiques et universitaires, il est proposé la mise en place d'un comité de pilotage et d'un comité scientifique dont les membres et le fonctionnement seront précisés dans le cadre d'une délibération particulière.

Troisième phase de l'intégration

Elle a pour objet la définition et la mise en place des moyens humains, techniques et financiers dédiés au fonctionnement du Technopôle dans l'organisation métropolitaine et territoriale dans le cadre d'un redéploiement des ressources et moyens au sein de la métropole basé sur des principes de rationalisation et d'économies.

Rappel : Périmètre d'intervention du Technopole au moment de la dissolution

Pour mémoire, les statuts du Syndicat Mixte définissent son objet comme étant le suivant : « l'étude, l'aménagement, l'équipement et la gestion de l'Europôle Méditerranéen de l'Arbois ».

Les statuts, centrés sur la création et la gestion d'une zone d'activité économique, ne couvrent plus l'éventail des missions et des interventions proposées aujourd'hui par le SMA. Un volet technopolitain fort s'y est adjoint plus spécifiquement orienté vers l'innovation et la protection de l'environnement ainsi que sur la préservation du patrimoine naturel et architectural. Il se concrétise par la mise en place de fertilisations croisées entre l'Enseignement Supérieur Recherche et l'Entreprise.

Aujourd'hui, les entreprises, unités de recherche, centre de formation et structures d'aide à l'innovation présents sur le Technopôle travaillent majoritairement dans trois champs de compétence :

- La surveillance environnementale et gestion des risques
- Les énergies et l'éco-construction
- La gestion de l'eau et des déchets

Le Technopole comme aménageur territorial a su développer des synergies originales entre la recherche, l'innovation et l'entreprise. Il se caractérise aujourd'hui par :

- un écosystème complet de l'accompagnement des entreprises innovantes dans le domaine de l'environnement (Pôle de compétitivité Risques (aujourd'hui SAFE Cluster), création de l'Hôtel de la compétitivité, mise en place d'une équipe dédiée au

développement des Startup, pépinière cleantech...

- des plateformes technologiques pour le développement de la recherche collaborative dans le domaine des risques, de la gestion des déchets et des pollutions,
- une offre foncière du Technopôle, permettant de couvrir l'ensemble des étapes du développement des entreprises innovantes, depuis leur création, jusqu'à leur industrialisation,
- un réseau de partenaires prescripteurs (Agences de développement, Pôles de compétitivité, pépinières du territoire Aix-Marseille...) associé à la notoriété du Technopôle au niveau national et international dans le domaine de l'environnement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération 2016_CT2_107 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juin 2016 relative à la dissolution du Syndicat Mixte Europôle Méditerranéen de l'Arbois ;
- Les courriers du Préfet des Bouches-du-Rhône en date du 15 décembre 2015, du 14 janvier 2016 et du 29 juillet 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Il est pris acte de la dissolution du Syndicat Mixte Europôle Méditerranéen de l'Arbois au 31 décembre 2016.

Article 2 :

Les services et les agents du Syndicat Mixte Europôle Méditerranéen de l'Arbois seront intégrés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Conseil de Territoire du Pays d'Aix, ainsi que les biens, les contrats, les droits et obligations au moment de l'intégration des activités du Syndicat à la Métropole à la date de l'arrêté préfectoral de fin d'exercice des compétences.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à engager les négociations avec les partenaires (CD13, CRPACA ...) assurant leur participation au financement du Technopôle.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 003-1048/16/CM

**■ Acquisition d'équipements mutualisés pour la phase 6 du programme de l'axe 1 de la Cité des Energies (2016-2018) - Participation de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au financement pour l'année 2016
MET 16/1618/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

1. Descriptif du projet

a. Contexte

Le projet que porte le CEA et qui fait l'objet de la présente demande de financement est le projet MEGAGRID, qui s'inscrit dans le cadre du CPER 2015-2020, volet « Cité des Energies », comprenant le volet MEGAGRID et le volet Bioénergies.

La Communauté du Pays d'Aix, par la délibération n°2015_A070 du Conseil communautaire du 21 mai 2015 avait approuvé la participation au financement des opérations inscrites au CPER 2015-2020.

Ce projet, porté par le CEA Cadarache, s'appuie sur les compétences scientifiques historiques du CEA

dans le domaine du solaire et de la sécurité, et a pour but de constituer une plateforme mutualisée unique en France dans le domaine des réseaux électriques intelligents.

b. Objectif scientifique

L'objectif du projet MEGAGRID est de constituer une plateforme de recherche et d'innovation pour le développement de concepts innovants de centrale solaire au sol – production et stockage – en lien direct avec des zones de consommation.

Cette plateforme permettra de mener des recherches sur les thématiques suivantes :

- Démonstrateur de technologies innovantes de module, système PV, centrale (architecture électrique, design innovant, technologie de tracker, stockage d'énergie)
- Optimisation exploitation & maintenance des centrales
- Intégration des énergies renouvelables sur le réseau électrique (Prévision, Services réseaux, Consommation)
- Plateforme de test de technologies de Stockage et Conversion (>250kW)
- R&D sur l'intégration des centrales dans le milieu naturel et forestier
- Cybersécurité : préciser les risques et enjeux sécuritaires sur les réseaux électriques intelligents grâce à l'expertise du CEA Cadarache en la matière.

Ces axes de R&D permettront de tester les nouvelles solutions de flexibilité de la production solaire en lien avec des technologies de stockage et de la consommation sur le réseau moyenne tension, dans l'objectif de favoriser une consommation locale de la production renouvelable.

Elle a pour vocation de permettre à des partenaires industriels variés (producteur d'électricité, fournisseurs d'énergie ; équipementiers du stockage, des systèmes industriels, des modules PV etc ; gestionnaires de réseaux de transport et de distribution d'électricité ; agrégateurs ; concepteurs de solutions logicielles ; fournisseurs de solutions de sécurisation des systèmes industriels – volet cybersécurité ; ...) l'accès à des équipements mutualisés permettant de mener des développements technologiques indispensables à l'avènement des réseaux électriques intelligents.

Le lien avec de nouvelles zones de consommation (notamment la zone En'Durance Energies) permettra d'intégrer les consommateurs dans le modèle économique, et de constituer une zone d'activité alimentée par de l'énergie renouvelable locale,

permettant de valider l'intérêt économique de ce modèle pour l'ensemble des acteurs du système énergétique. La zone a donc vocation à devenir un véritable showroom des technologies françaises en matière de réseaux électriques intelligents à grande échelle. Une supervision globale des équipements de la Cité des Energies, intégrant les autres axes R&D de la Cité des Energies (bâtiment, solaire thermique, mobilité électrique etc) permettra, au-delà de l'aspect pédagogique et de la valorisation de la recherche et des partenariats industriels, d'intégrer l'ensemble des activités R&D existantes ou à venir afin d'enrichir le potentiel d'expérimentations.

Les données de l'ensemble des activités de R&D menées sur la zone de la Cité des Energies seront traitées et archivées selon un modèle cohérent et unique. Les différentes activités de recherche (production PV, recharge de véhicule électrique, stockage thermique, production d'hydrogène et production de froid, maison intelligente, stockage électrique,...) pourront être ainsi associées pour étudier les nouveaux usages de l'électricité et de l'énergie de demain, les nouvelles complémentarités et valorisations économiques (nouveau modèle de vente d'électricité) possibles.

c. Calendrier et partenaires

Le projet est déjà engagé, avec 3 partenaires industriels qui collaborent avec le CEA pour mener des recherches sur des centrales solaires innovantes (cf. calendrier ci-dessous : centrales n° 1 à 3). D'ici fin 2017, 3 centrales seront donc construites, sur investissements privés, sur la zone, constituant d'ici fin 2017 une capacité de production de plus de 12,5MW. Des projets de R&D sont déjà engagés, ou en passe de l'être, avec ces 3 partenaires.

Cependant, des investissements complémentaires sont nécessaires pour permettre de coupler à cette production des capacités de stockage et la zone de consommation, ainsi que pour mettre en place le système de monitoring et de supervision globale indispensable à la conduite des nouveaux axes R&D cités précédemment.

Concrètement, voici une liste non-exhaustive des postes de dépenses envisagés :

- Les batteries de stockage d'électricité permettent d'adresser l'ensemble des nouveaux usages de l'électricité (autoconsommation service sur le réseau). Dans le cadre de programme de R&D cet outil peut être déplaçable et mis à disposition d'un partenaire pour étudier par exemple un nouveau modèle d'affaire ou tester une solution de conversion ou de gestion d'énergie (brique logicielle).
- Suivant le volume de l'énergie que l'on souhaitera gérer, la capacité du stockage pourra augmenter. Aussi, une montée en puissance de

la plateforme pourra être faite depuis 1MWh jusqu'à 10MWh.

- Aménagement d'une centrale de 250kW permettant de tester des modules innovants à l'échelle quasi-industrielle, ce qui constituerait la suite logique de la plateforme solaire intérieure de la Cité des Energies. L'intérêt serait également de pouvoir piloter directement la production de la centrale de manière indépendante par rapport aux conditions strictes imposées par le contexte des AO CRE sur les 3 centrales existantes : pilotage d'onduleurs, effacements de production, ...
- Aménagement d'une zone permettant d'accueillir du stockage de grande capacité, en vue d'alimenter les axes R&D (lissage de production, gestion de tension au niveau du poste source, nouveaux modèles économiques des centrales avec diverses valorisations sur les marchés spot, mécanisme d'ajustement, réserve primaire etc, lien avec la consommation pour autoproduction-autoconsommation d'EnR à l'échelle d'un vaste territoire, ...)
- Raccordement électrique de ces 2 nouvelles zones
- Infrastructures de communication (vers la Cité des Energies)
- Infrastructures électriques (zone Cité des Energies)
- Collecte de données mutualisées (dont développement de nouvelles acquisitions)
- SCADA global : zone de supervision dans le bâtiment 980 de la Cité des Energies permettant monitoring global des installations + showroom des compétences développées par les équipes sur les projets partenariaux avec des industriels, entrepôt de données (pc, licence, développement
- Analyse de données et stockage tampon local
- Instruments de mesure sur le volet cybersécurité (banc d'acquisition, ...)
- Instruments de test cybersécurité (automate industriel, émetteur/récepteur radio ...)
- Assistance à maîtrise d'ouvrage (infrastructure et développement informatique)

L'expertise historique du CEA (en particulier INES) sur les systèmes d'acquisition de données sera mobilisée, ce qui conduira à une baisse drastique du coût d'installation sur la zone MEGAGRID et Cité des Energies du volet SCADA (ordre de grandeur : division par 5 des coûts, car on évitera les coûts de développement).

Le lien à créer avec la nouvelle zone d'activité En'Durance Energie, qui a vocation à voir le jour à proximité directe de cette zone de production + stockage ainsi que du câble électrique alimentant cette zone, est particulièrement structurant, tant en termes de projets R&D potentiels qu'en termes d'image pour l'aménageur de la zone, promouvant ainsi une zone « alimentée en énergies renouvelables locales ».

Les partenaires industriels pressentis sur la zone sont, outre les 3 premiers producteurs d'électricité renouvelable ayant construit des centrales PV : ENEDIS (gestionnaire du réseau de distribution), Engie (fournisseur), General Electric Grid solutions (energy management system + stockage), SOCOMEC (onduleurs et systèmes de stockage innovants), Advansolar (mobilité électrique), Sentryo (cybersécurité), Bertin (cybersécurité), ...

d. Retombées envisagées

Le projet permettra de renforcer les compétences scientifiques et techniques des équipes du CEA sur les axes R&D précités. L'objectif est que ces investissements permettent d'accueillir de nouveaux partenaires industriels pour mener avec eux la R&D nécessaire à l'avènement des réseaux électriques intelligents.

Le retour d'expérience du déploiement de CEA Tech en PACA montre un très fort effet de levier de l'investissement public sur l'investissement privé. En effet, sur 4 ans, ce sont plus de 50 projets de R&D qui ont vu le jour avec des partenaires industriels (la plupart du temps, des PME régionales), pour plus de 50M€ d'investissements privés, grâce à l'appui des financeurs publics (6.5M€) sur la zone de la Cité des Energies.

Cette zone deviendra une des vitrines de Flexgrid, projet d'envergure nationale (voire internationale) qui doit démontrer l'excellence de l'industrie française en matière de réseaux électriques intelligents.

2. Plan de financement

Organismes	2016	2017	2018	TOTAL	%
CEA	100 K€	150 K€	250 K€	500 K€	12,5 %
Métropole AMP	200 K€	300 K€		500 K€	12,5 %
Conseil Régional PACA		250 K€	750 K€	1 000 K€	25 %
FEDER		1 000 K€	1 000 K€	2 000 K€	50 %
TOTAL	300 K€	1 700 K€	2 000 K€	4 000 K€	100 %

Les financements du CEA sur 2016 porteront sur des modules, châssis et onduleurs innovants à installer sur la plateforme intérieure CEA afin de permettre le passage à l'échelle vers la zone à créer (centrale 250kW) : ces équipements serviront à accueillir des projets menés en partenariat avec des industriels du solaire.

Les financements sollicités au niveau de la métropole AMP sur 2016 sont destinés à conduire, en avance de phase, des pré-études nécessaires au dimensionnement et au phasage précis des investissements à réaliser (en particulier sur le volet stockage, le plus consommateur de CAPEX dans le projet). Ils doivent également permettre de financer une AMO concernant le design et la mise en place du système industriel SCADA et supervision, indispensable pour permettre la communication de tous les équipements de la Cité des Energies et dans une vision évolutive permettant d'intégrer ultérieurement les nouvelles expérimentations (en particulier la zone de consommation En'Durance Energies). Enfin, certains équipements, nécessitent pour être implantés des démarches administratives longues ; pour pouvoir réaliser les infrastructures à temps, il est nécessaire d'anticiper ces délais en déposant les dossiers techniques et administratifs dès cette année.

Ils s'inscrivent dans une assiette globale de projet s'élevant à 4000 K€ avec une participation totale attendue de la MAMP de 500 K€, soit 12,5 %. Le financement envisagé pour 2017 fera l'objet d'une nouvelle délibération en 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°2015_A070 du Conseil communautaire de la CPA du 21 mai 2015, portant sur la délibération cadre pour les participations de la CPA aux opérations inscrites au CPER 2015-2020 ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 7 avril 2016 portant sur l'adoption du règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est attribuée au CEA une participation financière au titre de l'année 2016 pour le financement de la phase 6 de l'axe 1 du programme de la Cité des Énergies d'un montant de 200 000 euros.

Article 2 :

Le montant de la participation au titre de l'année 2016 sera versée en totalité après signature de la convention. Le CEA devra produire les justificatifs en 2017 avant que la MAMP n'instruise la demande de financement au titre de 2017.

Article 3 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative aux modalités d'attribution de cette subvention.

Article 4 :

Les crédits de 200 000 euros sont inscrits au budget 2016 (investissement) de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Conseil du Territoire du Pays d'Aix : *ligne de crédit 18253 – chapitre 204 – fonction 61 – nature 204181 « subvention d'équipement aux autres organismes publics »*

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 004-1049/16/CM

**■ Ouverture des données publiques de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et adhésion à l'association Open Data France
MET 16/1610/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Open Data est la mise à disposition des données publiques à toute la population : citoyens particuliers, entreprises, associations, etc. L'Open Data vise la réutilisation des données, avec un objectif citoyen, démocratique, ou encore économique lorsqu'elle met en jeu des entreprises. Les différentes collectivités françaises se sont emparées de l'Open Data, guidées par des projets tels que la Mission Etalab, créée en 2011.

L'ouverture des premiers jeux de données en Région PACA a été réalisée en 2012, dans le cadre de la préparation de Marseille-Provence 2013 Capitale Européenne de la Culture, avec le lancement du portail partenarial régional openpaca.fr, la plupart des EPCI y avaient alors participé en mettant à disposition des données concernant la mobilité, l'accessibilité, les transports, ou encore issues du monde culturel, du Tourisme, etc. Depuis, les Territoires issus des anciens EPCI ont maintenu leur effort en continuant de libérer leurs données sur la plateforme régionale (openpaca.fr), le géo-portail régional du CRIGE-PACA (<http://www.crig-paca.org/geoportail/geocatalogue.html>) ou nationale (data.gouv.fr), sous le régime de la Licence Ouverte (IO) d'Etalab.

Ce mouvement d'abord volontaire est devenu une obligation depuis la promulgation de la loi NOTRe modifiant le CGCT en précisant que « Les collectivités territoriales de plus de 3.500 habitants ainsi que les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre auxquels elles appartiennent rendent accessibles en ligne les informations publiques (...) lorsque ces informations se rapportent à leur territoire et sont disponibles sous forme électronique.» Ces informations publiques sont offertes à la réutilisation dans les conditions prévues par la loi.

Par ailleurs, la Communauté du Pays d'Aix est adhérente depuis 2013 à l'association OpenData France (délibération n°2013-A217 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013).

L'association Opendata France, (<http://www.opendatafrance.net/>), créée le 9 octobre 2013 à Toulouse, a pour but de regrouper et soutenir les collectivités engagées activement dans une démarche d'ouverture des données publiques et de favoriser toutes les démarches entreprises par ces collectivités dans le but de la promotion de l'open data.

L'association Opendata France (ODF) se donne comme objectifs :

- d'apporter à ses membres les informations, conseils ou autres soutiens nécessaires à l'ouverture des données publiques ;
- de favoriser les négociations avec l'ensemble des partenaires nationaux ou internationaux, notamment avec les ministères concernés, les instances de régulation et les différents acteurs économiques du secteur ;
- de favoriser les productions communes par des groupes de travail ou ateliers sur des thèmes définis en commun comme devant apporter des éléments de réponse aux questions qui se posent sur l'open data et sa mise en œuvre ;
- de participer au développement du mouvement open data par toutes actions de communication (conférence...), valorisation, formation et accompagnement ;
- de représenter ses membres auprès de toute autorité publique et privée dans le but d'assurer la défense des intérêts matériels et moraux de ses membres ;
- et de mettre en œuvre tous les autres moyens susceptibles d'être utilisés pour concourir à la réalisation de l'objet de l'association.

OpenData France regroupait, au 31 décembre 2015, les membres suivants :

- Angers Loire Métropole, Bordeaux Métropole (Administrateur), Communauté d'agglomération du Pays d'Aix, Communauté d'agglomération de Metz Métropole, Communauté d'agglomération du Pays ajaccien, Communauté d'Agglomération du Grand Poitiers (Administrateur), Communauté Urbaine de Strasbourg, Grenoble Métropole, Lille Métropole, Lyon Métropole, Montpellier Métropole (Administrateur), Nantes Métropole (Administrateur), Nice Métropole, Rennes Métropole (Administrateur), Toulouse Métropole (Administrateur),
- les Départements de Côte d'Amor, du Gers (Administrateur), de Gironde, de Loire Atlantique (Administrateur), de Saône et Loire, de Seine Saint Denis,
- la Collectivité de Corse,
- les Régions Aquitaine, Auvergne, Île de France, Normandie, Nord-Pas-de-Calais, Provence-Alpes-Côte d'Azur (Administrateur), Pays de Loire, et Rhône Alpes,
- les Villes de Marseille, Paris, Digne les bains (Administrateur), La Rochelle, ...
- et des membres associés : Etalab (<https://www.etalab.gouv.fr/>), l'association LiberTIC

(<https://libertic.wordpress.com/libertic/>),
l'association Fondation Internet Nouvelle
Génération FING (<http://fing.org>),
Groupement français de l'Industrie de
l'Information GFII (<http://www.gfii.fr/fr/>).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au
Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-
après :

**Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-
Provence,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités
Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de
modernisation de l'action publique territoriale
et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant
nouvelle organisation territoriale de la
République ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'ouverture des données publiques de la
Métropole d'Aix-Marseille-Provence sous Licence
Ouvverte (10)

Article 2 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole d'Aix-
Marseille-Provence à l'association OpenData
France ainsi que le paiement de la cotisation annuelle
s'élevant à la somme de 2.000,00 euros. Les crédits
nécessaires sont inscrits au budget 2016 - Fonction
020 - Nature 6281 ;

Article 3 :

Est autorisé le paiement de la cotisation annuelle
s'élevant à la somme de 2.000,00 euros. Les crédits
nécessaires sont inscrits au budget 2016 - Fonction
020 - Nature 6281 ;

Article 4 :

Le représentant titulaire de la Métropole d'Aix-
Marseille-Provence ou son suppléant est autorisé à

accepter toutes autres fonctions qui pourraient leur
être confiées dans le cadre de la représentation au
sein de l'association OpenData France (Conseil
d'Administration, présidence, vice-présidence, , etc.),
dans la mesure où ces fonctions ne sont pas
incompatibles avec leurs attributions ;

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 005-1050/16/CM

**■ Présentation du rapport d'activité 2015 du
délégataire de service public pour l'établissement
et l'exploitation d'un réseau de communications
électroniques à très haut débit sur le territoire du
Pays d'Aix
MET 16/1690/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-
Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur
soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

1. Rappel du cadre juridique et des réalisations

Par délibération en date du 26 juin 2008, la
Communauté du Pays d'Aix a attribué au groupement
Eiffage/LD Collectivités, la Délégation de Service
Public relative à l'Établissement et l'Exploitation d'un
Réseau de Communications Électroniques à Très Haut
Débit. D'une durée de 20 ans, ce contrat de
concession a pour objet la construction et l'exploitation
du premier réseau d'initiative publique à l'échelle du
département. Son exécution a été confiée à la société
dédiée CAPAIX CONNECTIC, issue du groupement
précité. Signé en septembre 2008, le contrat a été mis
en œuvre à compter du mois de novembre de la même
année.

Pour la réalisation de ce projet, d'un montant de 16,53
M€, le délégataire a bénéficié d'une première
subvention publique à hauteur de 7,85 M€. Cette
somme correspond au besoin de financement
nécessaire pour compenser tout ou partie des surcoûts
occasionnés par l'exécution des obligations de service
public mises à la charge du délégataire. Le coût pour
la collectivité a été allégé grâce aux subventions de
l'Europe (FEDER) et de l'État (FNADT), pour un
montant total de 1 586 000 €.

Au terme de 2015, un réseau 426 km de fibre optique
en liaison avec le réseau national via le Data Center
Interxion de Marseille, a été mis en service et a permis
de raccorder 73 zones d'activité. Le délégataire a
également procédé à ce jour au dégroupage de 20
centraux téléphoniques et au déploiement de quatre
points hauts accueillant des stations Wifimax. Quatre
salles techniques ont été réalisées dans le cadre de
cette concession.

2. L'activité 2015 de la DSP (*détails en annexes*)

2.1. Le périmètre du réseau

Depuis la recette générale prononcée le 23 décembre 2011, le réseau initial a été modifié par quelques interventions complémentaires qui ont eu lieu au cours des années 2012 et 2013. Ces extensions ont été régularisées en 2015 par un protocole transactionnel.

Toutefois l'exercice 2015 a été marqué par la signature d'un premier avenant à la DSP, le 16 novembre 2015 et dont les axes sont :

- la mise en capillarité de certaines Zones d'activités (Aix en Provence, Vitrolles, Rousset, Pertuis) ;
- la mise en place d'un nouveau catalogue de services et d'une nouvelle offre à destination des TPE et PME ;
- la mise en œuvre d'une Montée en débit (MeD) sur les sous répartiteurs éligibles ;
- l'arrêt de l'Exploitation et de la maintenance des services en Wifimax ;
- l'intégration des communes de Gardanne et de Gréasque dans le périmètre de la DSP ;

Cet avenant a fait l'objet d'une subvention complémentaire de 3 470 285€, soit 1 860 000€ pour les travaux de montée en débit et 1 610 285€ pour la réalisation de capillarité dans les zones d'activités ciblées.

2.2. État de la commercialisation des services proposés par le délégataire

Au cours de l'année de 2015, la commercialisation du DSL, à travers les centraux dégroupés (desserte Grand Public) s'est maintenue au-dessus du plan d'affaires initial. En effet, au terme de l'exercice 2015, en volume, le DSL (technologie à destination au Grand public) représente un total de 10202 abonnés issus du territoire de la CPA auprès des opérateurs clients de CAPAIX CONNECTIC (*pour rappel le Business Plan initial prévoyait 8048 abonnés en fin 2015 soit 1387 abonnés de plus*).

L'année 2015 voit également le chiffre d'affaires lié aux services « actifs » en fibre optique destinée aux entreprises poursuivre sa progression.

A fin 2015, CAPAIX CONNECTIC dispose de 144 contrats signés. Le BP initial prévoyait pour sa part un total de 130 contrats signés à fin 2015.

Concernant la technologie hertzienne Wifimax, on constate toujours un seul contrat signé fin 2015.

Les raisons invoquées par le délégataire sont :

- La disparition de ce marché lié à la densité du réseau 3G de bonne qualité ;

- Une préférence pour la technologie satellitaire ;
- Une crainte liée aux émissions d'ondes quelle que soit leur fréquence d'émission ou de réception.

Les parties se sont accordées au titre de l'avenant à la DSP sur la nécessité d'abandonner la commercialisation de services Wifimax du fait de l'absence d'utilisateurs sur le territoire de la CPA, le démantèlement effectif du réseau hertzien restant à la charge du délégataire.

Quant à l'offre satellite, mise en place par le délégataire (pour information : prise en charge d'une partie de l'acquisition du kit satellitaire à hauteur de 300€), elle n'a pas eu tous les effets escomptés compte tenu de la préexistence de ces équipements dans les zones blanches avant l'arrivée de la DSP, 10 usagers ont bénéficié de cette subvention versée par le délégataire.

3. Communication

Le délégataire et la collectivité délégante ont poursuivi les actions de communication et la concertation avec les communes membres tout au long de l'année 2015, notamment concernant la mise en œuvre des opérations de Montée en Débit (*emplacement des armoires de rue, nombre de d'abonnés impactés par la MeD, coût de ces opérations...*).

Des actions de communication et d'information ont également été mises en place auprès des entreprises afin de leur présenter les nouvelles offres ajoutées au catalogue de services de Capaix Connectic.

Celles-ci ont été présentées aux Énergies de la Victoire en novembre 2015, au GIVA à ROUSSET en janvier 2016, au Pôle d'activités d'Aix en Provence en février 2016 et à Vitropole en juin 2016, lors de réunions d'information organisées en présence des opérateurs partenaires, des représentants d'association des zones d'activités et de professionnels.

Par ailleurs, des flyers ont été envoyés auprès des entreprises des 5 Zones d'Activités concernées par la capillarisation prévue au premier avenant à la DSP.

4. Résultats financiers (*détails en annexes*)

Sur le plan financier, le chiffre d'affaires est en hausse par rapport au budget prévisionnel prévu, ce constat est lié à un plus grand nombre d'abonnés à l'ADSL.

Par ailleurs, l'année 2015 a vu son chiffre d'affaires lié aux services fibres poursuivre sa progression, puisque 144 contrats ont été signés contre 130 prévus initialement au contrat de DSP.

Néanmoins, le délégataire évoque à nouveau l'absence de capillarité jusqu'au bâtiment en ZA représentant un frein important à la commercialisation (*pour information, l'avenant n°1, signé en novembre 2016, porte notamment sur la réalisation de capillarisation dans 5 zones d'activités du Pays d'Aix*).

5. Perspectives pour l'avenir

Le délégataire structure le développement commercial de la DSP pour 2016 autour de trois axes.

- A ce titre, l'un des principaux enjeux porte sur le segment « Grand Public » à travers la commercialisation des PRM (Point de Raccordement Mutualisé) suite aux opérations de montée en débit, le taux de croissance sur le DSL étant de 0% en 2015.
- L'autre enjeu porte sur la commercialisation de l'offre CECA dans les 5 principales ZA de la CPA objet de l'avenant à la DSP. Le délégataire prévoit une augmentation du nombre de contrats dédiés aux entreprises de 34% par rapport au BP initial. L'avenant à la DSP constituant un facteur déterminant à l'atteinte de cet objectif du fait de la mise en capillarité des 5 ZA et de l'adoption d'une nouvelle grille tarifaire à l'attention des TPE-PME.
- Enfin, il est précisé que le réseau sera en mesure de répondre aux besoins en capacité des opérateurs mobiles pour la diffusion massive d'offre 4G/4G+. Ce besoin croissant des opérateurs fera notamment l'objet d'une nouvelle offre de location de FON de la part du délégataire.

6. Commentaires sur le rapport

Globalement, le rapport annuel 2015 de Capaix Connectic est positif et fait état de résultats remarquables sur le plan commercial, avec un chiffre d'affaires qui s'est accru par rapport à 2014 et qui est largement supérieur au chiffre d'affaires prévisionnel figurant dans le Business plan (BP) initial annexé à la Convention de DSP.

Il apparaît en effet que le retard de commercialisation du réseau relevé par le délégataire dans son rapport annuel de 2014 semble pouvoir être rétabli grâce à la signature, le 16 novembre 2015, d'un avenant à la Convention destiné à relancer l'économie de la DSP.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2005-236 du 14 mars 2005 relatif au rapport annuel du délégataire de Service Public Local;
- La délibération n° 2008_A076 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 26 juin 2008 relative au choix du délégataire ;
- Le contrat de concession signé entre la « Communauté du Pays d'Aix » et le groupement d'entreprises composé par SFR Collectivités et Eiffage S.A. et notifié le 19 septembre 2008 ;
- L'avis de la commission consultative des services publics locaux ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre juin 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

Que le rapport annuel d'activité 2015 a été remis à la Collectivité

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport du délégataire 2015 et du rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels, produits au titre de la Délégation de Service Public pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau Très Haut Débit sur le territoire du Pays d'Aix.

ECO 006-1051/16/CM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'étude sur la restructuration du site de l'anse du Pharo à Marseille 7ème arrondissement conclue avec la Soleam portant sur sa rémunération forfaitaire et prorogeant la convention MET 16/1326/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'anse du Pharo, à l'embouchure du Vieux Port de Marseille, est un lieu historique d'accueil d'activités liées à la construction et à la réparation navale. Du fait de son ancienneté, celle-ci s'est organisée au fil de l'eau et de façon anarchique, déqualifiant ainsi un site remarquable par son environnement, tant naturel que patrimonial. Par ailleurs, ce site dispose de qualités techniques indéniables dont un slip-way de 70 mètres de portée et de facilités d'accès, par tous modes, enviables.

Ce site, inclus dans le centre-ville, est fort convoité ; il a donc fait l'objet de nombreux projets d'aménagement mais qui n'ont pu aboutir car ne s'inscrivant pas dans une stratégie de long terme en associant les occupants actuels, qui disposent d'un véritable savoir-faire et ont leur place dans l'offre technique des métiers du nautisme du littoral marseillais.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a validé des orientations d'aménagement de ce site dont la vocation serait de devenir une zone d'activités dédiée exclusivement à la réparation, l'entretien et la maintenance des embarcations de plaisance, sur une gamme très large, de la petite à la moyenne plaisance et pouvant s'inscrire avec pertinence dans l'offre actuelle (pôles de La Ciotat, Marseille Sud, GPMM et Estaque). Marseille Provence Métropole a engagé les premiers travaux de réaménagement qui consistent en la démolition de locaux désaffectés au cœur de la zone.

Après une première étude de l'existant il est apparu nécessaire de réaliser une étude de marché de la réparation nautique et d'identifier les caractéristiques du site et de son environnement afin de proposer un projet de développement pérenne sur ce site remarquable.

Pour réaliser cette étude la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a décidé de faire appel à la société publique locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Marseillaise (SOLEAM) dont elle est actionnaire.

En conséquence du transfert automatique des compétences, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée dans tous ses droits et obligations à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole

dans l'exercice de la convention d'étude conclue avec la SOLEAM.

La convention d'étude pour la restructuration du site de l'anse du Pharo a été dûment notifiée le 25 janvier 2016, pour une durée de 9 mois.

Toutefois, la réunion de lancement de l'étude retardée au 24 mars 2016 et la nécessité de bénéficier d'une étude de marché exhaustive concernant le positionnement économique rendent nécessaire une prolongation de la durée prévisionnelle de l'étude. En effet, à la demande de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, l'étude de marché initialement réduite à la réparation navale de la petite plaisance a été élargie à la moyenne plaisance et l'analyse des perspectives d'évolution élargie afin d'établir un business-plan durable pour le site.

L'élargissement de la mission 1 non prévu dans la rémunération forfaitaire fixée initialement à 83 333.33 euros HT, donnera lieu à une rémunération complémentaire s'élevant à 12 500 euros HT. La rémunération forfaitaire du titulaire serait donc portée à 95 833.33 euros HT.

Aussi, le présent avenant soumis pour approbation a pour objet :

- de compléter le contenu des études à réaliser dans le cadre de la convention
- d'augmenter la rémunération du titulaire en cohérence avec l'élargissement de la mission
- de proroger la convention d'étude de 4 mois.

Il convient que le Conseil de Métropole approuve ledit avenant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération DEV 012-1689/15 du 21 décembre 2015 confiant à la SOLEAM la réalisation d'une étude de restructuration de l'anse du Pharo ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention d'étude sur la restructuration de l'anse du Pharo, qui complète le contenu des études à réaliser dans le cadre de la convention, augmente la rémunération de la SOLEAM en cohérence avec l'élargissement de la mission et proroge la convention d'étude de 4 mois.

Article 2 :

La rémunération complémentaire s'élève à 12 500 euros HT, la rémunération forfaitaire initialement fixée à 83 333.33 euros HT est portée à 95 833 .33 euros HT.

Article 3 :

La convention est prorogée de 4 mois, portant son échéance au 25 février 2017.

Article 4 :

Les autres stipulations de la convention initiale non contraires à celles du présent avenant demeurent inchangées.

Article 5 :

Les crédits seront inscrits au budget de la Métropole CT1 2017 – Chapitre 011 – Sous-Politique B320 - Nature 617 intitulée « Etudes ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 007-1052/16/CM

**■ Approbation de l'avenant n°13 à la concession d'aménagement de la Barasse concernant la participation au coût de l'opération
MET 16/1510/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de la métropole est saisi pour avis du rapport soumis

au Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, présenté ci-après.

Par délibération n°98/870 EUGE du 30 novembre 1998, le Conseil Municipal de Marseille a approuvé la concession d'aménagement de « La Barasse » (n°98/432) confiée à la SPL Soleam (ex SEML Marseille Aménagement).

Par arrêté du 7 juillet 2000 Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône a prononcé la création de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, dont la commune de Marseille est membre.

En conséquence du transfert automatique des compétences, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole s'est substituée dans tous ses droits et obligations à la commune de Marseille dans l'exercice du contrat de concession n°98/432.

En partie Est du terrain, le lotissement d'activités du Parc de la Barasse a été livré en 2007.

La partie Ouest, d'environ 5 hectares, doit accueillir le pôle d'échange de la Barasse et l'opération SNCF Réseau consistant en la création d'une 3ème voie ferroviaire Marseille-Aubagne prévoyait sur ce site des travaux d'infrastructure consistant à réaliser deux voies supplémentaires, un quai et d'un passage souterrain par RFF (travaux réalisés par RFF en 2014), la construction d'une halte ferroviaire (travaux réalisés par RFF en 2014) et l'aménagement d'un parking par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

La commercialisation du solde des terrains appartenant à Soleam a été suspendue en attendant que le tracé de la 4ème voie Marseille-Aubagne-Toulon soit plus précis.

Aussi, la concession d'aménagement a été prorogée de deux ans, afin que la Soleam puisse accompagner le concédant dans cette réflexion, par délibération n° DEV 003-20/11/15 CC de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, du 20 novembre 2015.

L'objet du présent rapport est de proposer l'approbation de l'avenant n°13 portant sur la modification de la participation du Concédant au coût de l'opération, ainsi qu'il découle du CRACL arrêté au 31 décembre 2014, tel que approuvé par délibération AEC 023-1608/15/CC du 21 décembre 2015.

Il convient que le Conseil de Métropole approuve ledit avenant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La délibération AEC 023-1608/15/CC de la Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole du 21 décembre 2015 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il appartient à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'approuver la modification de la participation du concédant au coût de l'opération ;
- Que le Conseil de la Métropole est saisi pour avis de ce rapport.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°13 relatif, ci-annexé, nouveau montant de la participation au coût de l'opération porté à 1 749 632 euros ainsi qu'il découle du Compte rendu à la collectivité arrêté au 31 décembre 2014 et approuvé par délibération AEC 023-1608/15/CC et à l'approbation de l'avenant n°13.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 008-1053/16/CM

**■ Zone d'Aménagement Concerté du Carreau de la Mine à Meyreuil - Cession du lot M
MET 16/1617/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC du Carreau de la Mine à Meyreuil est une opération d'aménagement menée en régie par le Territoire du Pays d'Aix. La création de cette zone d'activités a permis d'aménager plus de 6 ha cessibles dans le but d'accueillir des activités industrielles et

mixtes sur un site en pleine reconversion. La commercialisation de la zone est aujourd'hui bien avancée et sur les 16 lots qui composent la ZAC, cinq entreprises sont implantées, deux chantiers de construction sont en cours, et trois lots sont sous compromis de vente.

Le groupe HEVOLYA détient quatre sociétés spécialisées dans le montage et la vente de conteneurs et de mobiliers urbains de collecte de déchets. Le groupe souhaite aujourd'hui construire des locaux communs pour deux de ses sociétés : FM Développement, implantée actuellement sur Aix en Provence, et Connect Sytee implantée sur Bouc Bel Air. En effet, les sociétés sont toutes deux locataires de bâtiments devenus trop étroits et inadaptés aux projets de développement du groupe. L'activité de Connect Sytee connaît notamment une progression économique importante en proposant des solutions innovantes sur les conteneurs enterrés telle que le conteneur intelligent à compaction solaire.

HEVOLYA souhaite acquérir le lot M afin d'installer les sièges sociaux des deux entités, leurs bureaux et les ateliers de montage. Le Comité d'Agrément de la ZAC, réuni le 21 juin 2016, a donné un avis favorable à cette cession.

Il est donc proposé de céder à HEVOLYA le lot M, cadastré AY1152, AY1159 et AY1162, d'une surface totale de 3 562 m², au prix de 65€HT/m², conformément à l'avis rendu par France Domaine en date du 16 août 2016 d'un montant de 231 500 €HT.

Le cahier des charges de cession de terrain, qui impose les règles de cession, de construction et de gestion du lot sera annexé à l'acte de vente.

La société a confirmé, par courrier, son accord sur l'ensemble de ces conditions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2004_A025 du Conseil Communautaire de la CPA du 6 février 2004 déclarant d'intérêt communautaire l'opération ;

- La délibération n°2006_A350 du Conseil Communautaire de la CPA du 6 décembre 2006 créant la ZAC ;
- La délibération n°2007_A452 du Conseil Communautaire de la CPA du 14 décembre 2007 approuvant le programme des équipements publics le dossier de réalisation de la ZAC
- L'avis n°2016-060v1780 du 16 août 2016 rendu par France Domaine ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession du lot M situé sur la ZAC du Carreau de la Mine à Meyreuil pour un montant de 231 500 €HT, soit 270 720,67 €TTC à l'entreprise HEVOLYA, ou à toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer l'acte de vente et tout acte relatif à la cession du lot M, situé sur la ZAC du Carreau de la Mine à Meyreuil.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 009-1054/16/CM

**■ Adhésion à l'association Communauté Economique et Financière Méditerranéenne (CEFIM) et paiement de la cotisation 2016
MET 16/1634/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La CEFIM, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, a été créée en 1988, pour fédérer l'ensemble des acteurs économiques du territoire Aix-Marseille Provence et promouvoir la place économique et financière régionale. La CEFIM accompagne les entreprises dans leur stratégie financière et la recherche de financement haut et bas de bilan. Son bureau est composé de représentants de : CCIMP, UPE13, Comité Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur des Banques de la Fédération Bancaire

Française, Enternext /Euronext, Banque de France, Barreaux d'Aix-en-Provence et de Marseille, Ordre des Experts-Comptables, AFTE Provence, Conseils et Experts Financiers Provence-Alpes-Côte d'Azur – CNCEF, Cie Régionale des Commissaires aux Comptes, Chambre des Notaires des Bouches-du-Rhône et du PRIDES Finances & Conseil Méditerranée

Ses missions sont :

- Etre un carrefour d'échanges, de bonnes pratiques et de diffusion d'informations économiques, financières, juridiques et fiscales à destination des professionnels du chiffre, du droit, du conseil et des chefs d'entreprise du territoire,
- Véritable « Place Economique et Financière » la CEFIM est un lieu d'aiguillage des différentes problématiques rencontrées par les chefs d'entreprise et elle fédère l'ensemble des acteurs économiques,
- Animer la « Place » des sociétés cotées et cotables sur toute la région PACA et Languedoc Roussillon en soutien des actions EnterNext afin de continuer de développer l'écosystème boursier régional,
- Proposer une force d'appui en dispositifs financiers, assister les dirigeants d'entreprise, de plus de trois ans d'existence, à travers la plateforme EXPERFI.

Pour informer et conseiller les entreprises, la CEFIM est organisée autour de 5 pôles :

- Pôle Bourse,
- Pôle Amorçage / Développement / Transmission,
- Pôle Droit et Gouvernance,
- Pôle Fiscal, Patrimonial et Immobilier,
- Pôle Financement et Trésorerie.

Depuis le début de l'année 2015, la CEFIM a lancé un service gratuit de conseil et d'appui en stratégie financière pour les chefs d'entreprise de TPE et PME de plus de 3 ans d'existence : EXPERFI.

EXPERFI apporte son expertise sur trois domaines d'intervention aux chefs d'entreprise :

- Service d'assistance et d'orientation dans leur recherche de financement haut et bas de bilan,
- Support dans la transmission de leur société (aide à la valorisation, orientation vers les structures de repreneurs..),

- Conseil et assistance pour la prévention et la restructuration de leur société.

Bilan 2015 CEFIM :

1/ Dans son rôle de « Place financière » :

L'Association a organisé 61 manifestations et attiré 3545 participants au cours de l'année 2015. Il s'agissait de conférences, débats, ateliers sur des thématiques relatives aux 5 pôles à l'occasion notamment :

- SALON DES ENTREPRENEURS 14 et 15 octobre 2015, Palais des Congrès & des Expositions Marseille CHANOT
- 5ème JOURNÉE DE L'ENTREPRISE 5 novembre 2015, Centre de Congrès Agora à Aubagne.
- CONVENTION CGPM13 10 décembre 2015, Hôtel du département des Bouches du Rhône, Marseille

2/ Bilan 2015 du service EXPERFI :

61 dossiers ont été traités lors de la première année de lancement du service ; de la façon suivante :

- 11 ont fait l'objet d'une analyse et d'un diagnostic,
- 16 ont bénéficié également de conseils et de préconisations,
- 34 ont bénéficié d'une orientation et d'un accompagnement vers les organismes adaptés.

L'offre EXPERFI a aussi été présentée lors de manifestations sur la thématique du financement :

- « Salon des entreprises » de Salon de Provence
- « La Journée de l'entreprise » au Parc Chanot
- « La soirée de la transmission » du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Et également au sein des zones d'activités suivantes :

- Athélia
- Pôle Alpha
- Convergence 13
- Cap au Nord
- L' Huveaune Vallée
- Vitropôle

En conclusion, le bilan de l'année 2015, année de lancement, fait apparaître que le service EXPERFI, mis à disposition gratuitement, répond bien aux besoins des entreprises sur le territoire de la Métropole.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence d'adhérer au titre de l'année 2016

à l'association CEFIM « Communauté Economique et Financière Méditerranéenne » à hauteur de 3000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il rapporte ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt de la CEFIM, à travers la plateforme EXPERFI, de conseils et d'appui en stratégie financière pour les chefs d'entreprise de TPE et PME de plus de trois ans et pour la promotion des activités économiques du territoire de la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées l'adhésion à l'association "Communauté Economique et Financière Méditerranéenne" et le paiement de la cotisation 2016 d'un montant de 3 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires en 2016 sont inscrits au Budget de la Métropole d'Aix- Marseille Provence – Sous Politique B320 – Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 010-1055/16/CM

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité modifié de la Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires - Zone d'Aménagement Concerté Vitrolles Cap Horizon
MET 16/1767/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant : L'opération d'aménagement Vitrolles Cap Horizon a été déclarée d'intérêt communautaire par délibération n°2013_A114 du Conseil communautaire de la CPA du 18 juillet 2013.

L'opération de la ZAC Vitrolles Cap Horizon a été concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires par décision du Bureau communautaire du 11 juin 2015.

Dans le cadre du traité de concession de la ZAC Vitrolles Cap Horizon, le concessionnaire est chargé de :

- Constituer le dossier de réalisation de ZAC.
- Acquérir à l'amiable auprès de l'EPF PACA les terrains nécessaires à la réalisation de l'opération selon les termes de la convention tripartite CPA /EPF/commune de Vitrolles.
- Assurer la gestion et l'entretien des biens dans les conditions décrites au titre II.
- Mettre en œuvre toutes les formalités administratives, légales et réglementaires et produire les compléments techniques concourant à la réalisation de l'opération, dans les conditions décrites au Titre III.
- Assurer la réalisation des études liées à la mise en œuvre de l'opération, conformément au Titre III.
- Assurer la maîtrise d'ouvrage aux fins de réalisation des travaux et équipements concourant à la réalisation de l'opération, dans les conditions décrites au Titre IV.
- Assurer la commercialisation dans le respect des conditions prévues au Titre V.
- Assurer la gestion administrative, financière et comptable de l'opération dans les conditions décrites au Titre VI.
- Mettre en place et animer les instances de suivi de la concession décrites à l'article 6.
- Mettre en œuvre une démarche de qualité environnementale sur l'opération telle que décrite à l'article 5.
- Proposer, préparer et assurer la mise en œuvre de tous contrats et conventions avec des tiers publics ou privés nécessaires à la réalisation de l'opération
- D'une façon générale, assurer la réalisation des études et de toutes missions nécessaires à l'exécution de ces obligations, dont la gestion et la coordination sont indispensables pour assurer la bonne fin de l'opération.
- Solliciter les subventions auxquelles l'opération peut être éligible, et fournir les pièces justificatives nécessaires au versement des subventions

La SPLA Pays d'Aix Territoires assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique et du comité de pilotage de l'opération.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte rendu annuel conforme à l'article L300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi l'article 32 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, qui ont vocation à être transmis au concédant au fur et à mesure de l'avancement de l'opération et dans les dispositions prévues aux articles précédents, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu financier comportant notamment :

- le bilan prévisionnel actualisé défini à l'article 33,
- le plan de trésorerie actualisé décrit à l'article 34,
- un tableau des acquisitions conformément au protocole passé avec l'EPF PACA /CPA, des acquisitions des propriétés publiques et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé, tel que décrit à l'article 35,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir, relatant l'état d'avancement des différentes missions confiées au concessionnaire et leurs conditions de mise en œuvre, les procédures nécessaires à l'opération engagées et leur état d'avancement, les incidents éventuels (contentieux...),
- un rapport spécifique sur la mise en œuvre de la démarche environnementale de l'opération,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances prévues à l'article 31.7,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques en application de l'article 31.2, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé, distinguant la partie mobilité et la partie économique.

Par délibération 2016_CT2_097 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juin 2016, le CRAC 2015 a été approuvé.

Cependant, les perspectives pour 2016 ont évolué. En effet, l'action foncière efficace menée par l'Établissement Public Foncier Régional a permis de disposer d'une réserve foncière importante que la SPLA Pays d'Aix Territoires doit maintenant acquérir.

La présente actualisation du CRAC 2015 est donc établie sur les bases suivantes :

- Augmentation des acquisitions 2016 à hauteur d'environ 7 000 000 € H.T hors frais d'actes ;
- Diminution corrélative des acquisitions 2022 et 2023 ;
- Augmentation de la participation 2016 de la Métropole pour un montant de 6 000 000 € H.T, dont :

- 5 916 667 € H.T pour l'aménagement y-compris foncier,
- 83 333 € H.T pour la mobilité ;
- Modification corrélative des participations 2017 à 2023 de la Métropole ;
- Décalage de certains travaux de 2017 à 2018-2019-2020 (démolitions, requalification de la rue Thalès, création de voies sur le site Estroublans-Cuesta) ;
- Actualisation de l'échéancier des dépenses de Couperigne.

Le tableau ci-joint présente le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisés de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L300-4 et suivants ;
- Les délibérations n°2013_A114 du Conseil communautaire de la CPA du 18 juillet 2013 approuvant la réalisation de l'opération Vitrolles CAP Horizon sous forme de ZAC d'intérêt communautaire, n°2015_A076 du 21 mai 2016 créant la ZAC et n°2015_A318 du 17 décembre 2015 approuvant le dossier de réalisation ;
- La délibération n°2015_B235 du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2015 approuvant le contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015_B590 du Bureau communautaire de la CPA du 26 novembre 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat de

concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;

- La délibération n°2015_A321 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2016 approuvant l'avenant n°2 au contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité modifié (CRAC 2015 modifié) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à la ZAC Vitrolles Cap Horizon ;

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Transports,
Déplacements et Accessibilité"***

TRA 001-1056/16/CM

■ Présentation du rapport d'activité 2015 du Délégué de Service Public pour le parc de stationnement Blancarde à Marseille - Indigo MET 16/1196/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Communautaire TRA 04/1078/CC du 18 décembre 2006 par laquelle le Conseil de Communauté a approuvé le choix du délégataire et du contrat d'affermage de la convention de délégation de service public et ses annexes n°07/180 relatifs à l'exploitation du parking Blancarde à Marseille ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTUP 008-630/11/CC du 21 octobre 2011 au Conseil communautaire approuvant l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 relative à la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous forme d'affermage ou de concession ;
- La délibération DTM 011-1154/15/CC approuvant l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public, concernant l'exploitation du parc de stationnement de la Blancarde à Marseille
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2015 jointe en annexe

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis favorable du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2015 a été remis par la Société Indigo

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2015, remis par la Société Indigo.

TRA 002-1057/16/CM

**■ Présentation du rapport d'activité 2015 du Délégataire de Service Public pour les parcs en enclos de Marseille – Indigo
MET 16/1199/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Le conseil de Communauté a approuvé le 29 juin 2007, le choix du délégataire et la convention de Délégation de Service Public n°07/099 confié à la Société Vinci Park, pour l'exploitation du service de stationnement dans les parcs en enclos de Marseille pour une durée de sept ans.

L'exploitation des parcs en enclos de Marseille a pris fin le 26 octobre 2015

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- La délibération TRA 4/686/CC du 29 juin 2007, le Conseil de communauté a approuvé le choix du délégataire et du contrat d'affermage de la convention de Délégation de Service Public n°07/099 concernant l'exploitation du service public stationnement dans les parcs en enclos de Marseille.
- La délibération DTUP 003-466/08/CC du 28 juin 2008 relative à l'approbation par le Conseil de Communauté de l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public n°07/099 ;
- La délibération DTUP 007-591/08/CC du 18 juillet 2008 relative à l'approbation par le Conseil de Communauté de l'avenant n°2 au contrat de Délégation de Service Public 07/099 ;
- La délibération DTUP 010-632/11/CC du 21 octobre 2011 relative à l'approbation par le Conseil de Communauté de l'avenant n°3 au contrat de Délégation de Service Public 07/099;
- La délibération DTUP 012-838/11/CC du 9 décembre 2011 relative à l'approbation par le Conseil de Communauté de l'avenant n°4 au contrat de Délégation de Service Public 07/099;
- La délibération DTUP 003-616/12/CC du 26 octobre 2012 relative à l'approbation par le Conseil de Communauté de l'avenant n°5 au contrat de Délégation de Service Public 07/099;
- La délibération DTUP 011-640/13/CC du 31 octobre 2013 relative à l'approbation par le Conseil de Communauté de l'avenant n°6 au contrat de Délégation de Service Public 07/099;
- La délibération DTM 007-581/14/CC approuvant l'avenant n° 7 à la convention de Délégation de Service Public dans les parcs en enclos de Marseille n° 07/099 ;
- La délibération DTM 018- 766 /15/CC du 19 février 2015 approuvant l'avenant n°8 au contrat de Délégation de Service Public dans les parcs en enclos de Marseille n° 07/099 ;
- La délibération DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 concernant la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en

délégation de service public, sous forme d'affermage ou de concession ;

- La synthèse concernant le rapport d'activité 2015 jointe en annexe ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis favorable du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2015 a été remis par la Société Indigo.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2015, remis par la Société Indigo.

TRA 003-1058/16/CM

**■ Présentation du rapport d'activité 2015 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement Baret-Saint Ferréol, Corderie, Cours Julien, Gambetta, Monthyon, Phocéens et Timone à Marseille
MET 16/1200/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Par délibération 02-749-DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 16/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, les parcs de stationnement Baret, Corderie, Gambetta, Cours

Julien, Monthyon, Phocéens et Timone ont été transférés à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

La Ville de Marseille avait, en 1973, confié à la société d'économie mixte Marseille Parc Auto, la concession de ces sept parkings.

Dans le cadre d'une politique de valorisation du stationnement, la Ville de Marseille a confié le 2 décembre 1991 cette concession à la Société Scetauparc devenue la Société Provençale de Stationnement (SPS). La Société Provençale de Stationnement a été rachetée par le groupe Epolia en 2006 et par QPark en juin 2008. Ce contrat de concession s'achèvera en 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 relative à la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous la forme d'affermage ou de concession ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 009-1152/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°3 au contrat de concession concernant l'exploitation des parcs de stationnement Baret, Corderie, Gambetta, Cours Julien, Monthyon, Phocéens et Timone à Marseille.
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2015 jointe en annexe
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis favorable du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2015 a été remis par la Société QPark ;

Délibère

Article 1 :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2015, remis par la Société QPark titulaire du contrat de concession n°91/354 relatif à l'exploitation des parkings Baret, Corderie, Gambetta, Cours Julien, Monthyon, Phocéens et Timone à Marseille.

TRA 004-1059/16/CM

■ Présentation du rapport d'activité 2015 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Espercieux et Arvieux à Marseille MET 16/1201/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Par délibération TRA 2/684/CC du 29 juin 2007, le Conseil de Communauté a approuvé le choix du Groupement QPark France/Gagneraud Construction en tant que Délégataire de Service Public, pour l'exploitation dans le cadre d'un affermage des parkings Espercieux et Arvieux. Ainsi, le contrat d'une durée de douze ans a démarré en 2007 et s'achèvera en 2019.

La Société dédiée « Société Marseillaise de Stationnement » a été constituée pour porter ce contrat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil TRA 2/684/CC du 29 juin 2007, portant approbation du choix du délégataire et du contrat d'affermage permettant l'exploitation des parkings Espercieux et Arvieux ;
- La délibération DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 concernant la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous forme d'affermage ou de concession ;
- La délibération DTM 015-1158 du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public concernant l'exploitation des parcs de stationnement Arvieux et Espercieux à Marseille ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2015 jointe en annexe
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis favorable du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2015 a été remis par la Société Marseillaise de stationnement (QPark).

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2015, remis par la Société Marseillaise de stationnement (QPark) titulaire du contrat de délégation de service public n°07/136 relatif à

l'exploitation des parkings Espercieux et Arvieux à Marseille (2ème arrondissement).

TRA 005-1060/16/CM

**■ Présentation du rapport d'activité 2015 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Estienne d'Orves à Marseille – Massilia Park
MET 16/1204/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement

L'article L 5218-7. I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Par délibération DTUP 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 13/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, le parc de stationnement Estienne D'Orves a été transféré à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La société Gagneraud Père et Fils, délégataire de ce parking souterrain depuis le 23 février 1987 pour une durée de trente ans a transféré le contrat de concession n° 87/042 à la Société par Actions Simplifiées Massilia Park par avenant n°5 du 9 octobre 2009.

Le 16 juin 2016, la Société dédiée QPark s'est substituée dans les droits et obligations, à la Société Massilia Park pour la gestion de ce contrat de concession.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avenant n°1 du 22 juillet 1991 à la convention de concession n°87/042 passée entre la ville de Marseille et la Société Gagneraud Père et Fils relatif au financement du parking, à la révision de la grille tarifaire, au réexamen des conditions financières et jalonnement dynamique ;
- L'avenant n°2 du 25 janvier 1993 à la convention de concession n°87/042 passée entre la ville de Marseille et la Société Gagneraud Père et Fils relatif au calcul de la redevance due par le concessionnaire et à la révision de la grille tarifaire ;
- L'avenant n°3 du 27 octobre 1997 à la convention de concession n°87/042 passée entre la ville de Marseille et la Société Gagneraud Père et Fils relatif au fonctionnement du parking, à la tarification et à la révision du calcul de la redevance due par le concessionnaire ;
- L'avenant n°4 du 20 mars 2001 au contrat de concession n°87/042 passée entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et la Société Gagneraud Père et Fils relatif à la réalisation d'une trémie supplémentaire, l'évolution de la grille tarifaire, la prolongation conditionnée de la durée du contrat de un an et demi ;
- L'avenant n°5 du 9 octobre 2009 au contrat de concession n°87/042 transférant le dit contrat de la Société Gagneraud Père et Fils à la Société par Actions Simplifiées Massilia Park ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 010-1153/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°6 au contrat de concession l'exploitation du parking Estienne d'Orves à Marseille à Massilia Park ;

- La délibération DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 concernant la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous forme d'affermage ou de concession.
- La délibération DTM 017-1160/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public.
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2015 jointe en annexe
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis favorable du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2015 a été remis par la Massilia Park Estienne d'Orves.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2015, remis par la Société Massilia Park Marseille Estienne d'Orves.

TRA 006-1061/16/CM

**■ Présentation du rapport d'activité 2015 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Vieux-Port Hôtel de Ville à Marseille - QPark
MET 16/1206/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée

délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Par délibération DTUP 015/-856/13CC du 13 décembre 2013, le Conseil de communauté à approuvé le choix de la société QPark en tant que délégataire de service public, pour l'exploitation dans le cadre d'un contrat d'affermage d'une durée de 6 ans, du parc de stationnement Vieux-Port Hôtel de Ville à Marseille.

En date du 28 janvier 2015, la Société dédiée QPark Marseille Hôtel de Ville, s'est substituée dans les droits et obligations, à la Société QPark, pour la gestion de ce contrat d'affermage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTUP 015-856/13/CC, portant approbation du choix du délégataire et du contrat d'affermage permettant l'exploitation du parc de stationnement Vieux-Port Hôtel de Ville ;
- La délibération DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 concernant la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous forme d'affermage ou de concession ;
- La délibération DTM 017-1160/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public concernant l'exploitation du parc de stationnement Vieux-Port Hôtel de Ville à Marseille – Société QPark Marseille Hôtel de Ville ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2015 jointe en annexe

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis favorable du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2015 a été remis par la Société QPark Marseille Hôtel de Ville.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2015, remis par la Société QPark Marseille Hôtel de Ville.

TRA 007-1062/16/CM

■ Présentation du rapport d'activité 2015 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement Castellane Préfecture à Marseille - Indigo MET 16/1208/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- La délibération 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille transférant les parkings de stationnement à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération FAG 16/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté urbaine Marseille
- Provence Métropole relative au transfert des parcs de stationnement ;
- Contrat de concession des parkings souterrains Préfecture/Castellane n°91/132 du 14 octobre 1991 ;
- L'avenant n°1 au contrat de concession n°91/132 du 14 décembre 1992 de la Ville de Marseille relatif à la création de la société Méditerranéenne de stationnement qui se substituait au groupement CSES-SOGEA ;
- L'avenant n°2 du 27 janvier 1995 au contrat de concession n°91/342 relatif à l'aménagement des surfaces du parking de la préfecture ;
- L'avenant n°3 du 10 mai 1995 n°91/132 relatif aux préjudices et dédommagement du concessionnaire pour le retard d'obtention du permis de construire du parking Préfecture ;
- L'avenant n°4 du 22 janvier 2002 au contrat de concession n°90/342 relatif à la modification de la clause d'indexation des tarifs ;
- L'avenant n°5 du Conseil Communautaire du 3 juillet 2015 au contrat de concession concernant l'exploitation des parcs de stationnement Castellane Préfecture à Marseille ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 relative à la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous la forme d'affermage ou de concession ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 014- 1157/15/CC du 3 juillet 2015 relative à l'approbation de l'avenant n°5 au contrat de concession concernant

l'exploitation des parcs de stationnement Castellane Préfecture à Marseille ;

- La synthèse concernant le rapport d'activité 2015 jointe en annexe ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis favorable du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2015 a été remis par la Société Indigo.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2015, remis par la Société Indigo.

TRA 008-1063/16/CM

**■ Présentation du rapport d'activité 2015 du délégataire de service public pour le parc de stationnement République à Marseille - Indigo
MET 16/1222/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole d'Aix-Marseille Provence, exerce la compétence la réalisation et la gestion des parcs de stationnement sur l'ensemble de son territoire.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTUP 008-631/11/CC du 21 octobre 2011 approuvant l'avenant n°1 au contrat d'affermage ;
- La délibération DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 concernant la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous forme d'affermage ou de concession ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 014-1157/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public, concernant l'exploitation du parc de stationnement République à Marseille Vinci Park France ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2015 jointe en annexe
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis favorable du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2015 a été remis par la Société Indigo.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2015, remis par la Société Indigo.

TRA 009-1064/16/CM

**■ Présentation du rapport d'activité 2015 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement De Gaulle et Jean Jaurès à Marseille - Indigo
MET 16/1226/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération

Par délibération 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 16/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, les parcs de stationnement Charles De Gaulle et Jean Jaurès ont été transférés à Marseille Provence Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 concernant la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous forme d'affermage ou de concession ;

- Délibération n° DTM 012-1155/15/CC du 3 juillet 2015 – Avenant n° 4 au contrat de DSP n°91/343 relative à la réalisation et l'exploitation des parcs de stationnement Général de Gaulle et Jaurès (INDIGO) ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2015 jointe en annexe ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis favorable du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2015 a été remis par la Société Indigo.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2015, remis par la Société Indigo.

TRA 010-1065/16/CM

■ Présentation du rapport d'activité 2015 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Vallier à Marseille – Société du Park Vallier
MET 16/1227/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Par délibération TRA 5/423//CC du 22 mai 2006, le Conseil de Communauté a approuvé le choix du groupement Fayat SA/Bec de Construction Provence/Jean Michel Battesti Architectes et Associés/Beterem Ingénierie en tant que délégataire de Service Public, pour la réalisation et l'exploitation dans le cadre d'une concession du Parking Vallier. Ainsi, le contrat d'une durée de quarante ans a démarré le 18 mars 2008. Conformément à l'article 10.1 du contrat de concession, le groupement concessionnaire pour mener à bien la réalisation et l'exploitation du parc de stationnement, a créé une société dédiée, dénommée la Société du Park Vallier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Communautaire TRA 5/423/CC du 22 mai 2006, approuvant le choix du délégataire et du contrat de concession permettant la réalisation et l'exploitation du Parking Vallier.
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 relative à la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous la forme d'affermage ou de concession ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 016-1159/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat de concession concernant l'exploitation du parc de stationnement Vallier à Marseille-Société Park Vallier.
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2015 jointe en annexe
- La lettre de saisine du Président de la Métropole
- L'avis favorable du Conseil de territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2015 a été remis par la Société du Park Vallier.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2015, remis par la Société du Park Vallier.

TRA 011-1066/16/CM

■ Présentation du rapport d'activité 2015 du Délégataire de Service Public pour les parcs de stationnement en ouvrage Viguerie et Mimosas et enclos Madie, Daudet et Bestouan à Cassis – Effia Stationnement Cassis

MET 16/1205/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTUP 001-047/14/CC du 21 février 2014 portant approbation du choix du délégataire et du contrat d'affermage permettant l'exploitation de parkings en ouvrage Viguerie, Mimosas et enclos, Madie, Bestouan et Daudet ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 relative à la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous la forme d'affermage ou de concession ;
- La délibération DTM 019-1162/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public concernant l'exploitation des parcs de stationnement en ouvrage Viguerie, Mimosas et enclos, Madie, Bestouan et Daudet à Cassis - Société Effia Stationnement à Cassis ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2015 jointe en annexe
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis favorable du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2015 a été remis par la Société Effia Stationnement Cassis.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2015, remis par la Société Effia Stationnement Cassis.

TRA 012-1067/16/CM

■ Présentation du rapport d'activité 2015 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Centre et Vieux Port à la Ciotat - Indigo MET 16/1210/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Communautaire TRA 06/424/CC du 22 mai 2006 portant approbation du choix de délégataire et du contrat de concession permettant la réalisation et l'exploitation des deux parcs de stationnement souterrains à la Ciotat, parking Centre et parking du Vieux-Port ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTUP 007-2003/10/CC du 25 février 2010 approuvant l'avenant n°1 au contrat de concession relatif aux parcs de stationnement Source du Pré et Jardin de la Ville à la Ciotat.

Affectation de la revalorisation de l'autorisation de programme ;

- La délibération du Conseil Communautaire DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 relative à la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous forme d'affermage ou de concession ;
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 018-1161/15/CC du 3 juillet 2015 sur la tarification au ¼ d'heure, approuvant l'avenant n°2 au contrat de concession concernant l'exploitation des parkings du Centre et du Vieux-Port ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2015 jointe en annexe ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis favorable du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2015 a été remis par la Société Indigo.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2015, remis par la Société Indigo.

TRA 013-1068/16/CM

■ Présentation du rapport d'activité 2015 de la Régie des Transports Métropolitains pour l'exploitation du service de transport public urbain MET 16/1556/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé à son Conseil Communautaire du 18 décembre 2010 le contrat de service public pour l'exploitation des services de transport urbain avec la Régie des Transports de Marseille.

Conformément à l'article 6.1.1 du Contrat d'Obligation de Service Public, la RTM remet chaque année à l'Autorité Organisatrice un rapport présentant l'exécution des services de l'année écoulée et les données financières s'y rapportant.

L'examen du rapport 2015 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Ce dernier a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DTUP 001-2440/10/CC du 10 décembre 2010 relative à l'approbation du contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTUP 001-041/11/CC du 11 février 2011 relative à l'approbation de l'avenant n°1 au Contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avec la Régie des Transports de Marseille (détails des prestations de transports des personnes handicapées à mobilité réduite) ;
- La délibération DTUP 007-883/11/CC du 9 décembre 2011 relative à l'approbation de l'avenant n° 2 au Contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avec la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTUP 002-451/12/CC du 29 juin 2012 relative à l'approbation de l'avenant n°3 au Contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avec la Régie des Transports de Marseille ;

- La délibération DTUP 002-779/12/CC du 14 décembre 2012 relative à l'approbation de l'avenant n° 4 annuel de fin d'année au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTUP 002-126/13/CC du 22 mars 2013 relative à l'avenant 5 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTUP 017-858/13/CC du 13 décembre 2013 relative à l'avenant 6 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTM 008-582/14/CC du 19 décembre 2014 relative à l'avenant 7 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTM 009-1657/15/CC du 21 décembre 2015 relative à l'avenant 8 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- Le rapport annuel d'Activité 2015 transmis par la RTM conformément au chapitre II de l'annexe 6.1.1 du contrat OSP n° 10/1380 ;
- La synthèse du rapport d'activité RTM 2015 jointe en annexe ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis favorable du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel d'activités pour l'année 2015 a été remis par la Régie des Transports Métropolitains

Délibère

Article unique:

Est pris acte du rapport annuel d'activités pour 2015, remis par la Régie des Transports Métropolitains, titulaire du contrat d'obligation de services publics n°10/1380 relatif à l'exploitation des services de transports publics urbains de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

TRA 014-1069/16/CM

■ Présentation du rapport d'activité 2015 du délégataire du service public du réseau de transports publics urbains - Aix en Bus MET 16/1756/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par convention de délégation de service public en date du 29 juillet 2011, prenant effet au 1er janvier 2012 et arrivant à expiration le 31 décembre 2019, l'autorité organisatrice des transports et de la mobilité durable a confié à la société KEOLIS Pays d'Aix, dite « le Délégataire », la gestion déléguée du réseau de transports publics urbains "Aix en Bus".

En l'application de l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé de prendre connaissance du Rapport Annuel du Délégataire établi en respect de l'article 52 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016.

Ce rapport retrace pour l'année 2015 l'exécution des services mis à la charge du délégataire par voie de convention, ces services recouvrent les prestations suivantes précédemment effectuées via des marchés publics séparés :

- des services scolaires de Luynes, Les Milles, Duranne, Granettes et Puyriscard,
- des lignes de Diablines du centre-ville,
- des lignes régulières reliant Aix-en-Provence à Venelles,
- de l'exploitation et du gardiennage des parcs-relais existants et à venir.

Le périmètre géographique et les prestations ont été élargis pour comprendre :

- Aix-en-Provence, Le Tholonet, Saint Marc Jaumegarde et l'intégration de Venelles (l'extension à Eguilles est reportée), 500 000 Kms supplémentaires sont parcourus chaque année avec de nouveaux quartiers mieux reliés entre eux (soit un total de 6.300.000 kilomètres par an), la vidéosurveillance est installée dans les bus pour une meilleure sécurité des usagers et des conducteurs, le parc

de véhicules est considérablement rajeuni (véhicules neufs au 1er janvier 2012 et un âge moyen inférieur à 3 ans, contre 7 ans dans l'ancienne DSP),

La convention de délégation de service public comporte un « ilôt concessif » qui met à la charge du délégataire :

- Un ou des dépôt(s) accueillant l'ensemble du matériel roulant, des bureaux et des ateliers, qui en fin de concession reviendront en pleine propriété à l'autorité délégante au titre des biens dits « de retour ». Il s'agit d'un investissement de 12,6 M€ sur la durée du contrat, dont le poids prévisionnel est d'environ 1,5 M€ / an en moyenne.
- Cet équipement a été inauguré en Novembre 2015.

Le rapport d'activités du délégataire fait état de l'offre de transport du réseau, du personnel, de la fréquentation du réseau, des charges du délégataire, de l'état des matériels roulants, de la mise en service du dépôt, des produits issus de l'exploitation du service public, du dispositif mis en œuvre pour le suivi et le contrôle de la qualité du service.

Le rapport est organisé autour des 4 faits marquants de l'année 2015 qui sont les suivants :

- La hausse tarifaire au 1er mars ayant généré une augmentation de 7,7%
- Le nouveau dépôt inauguré en novembre 2015
- Le mouvement social à l'occasion des négociations annuelles obligatoires
- Le renouvellement d'une partie du comité de direction suite au mouvement social

I – Offre de transport du réseau Aix en Bus

Dans le cadre du rapport d'activités 2015, le délégataire fait état des résultats suivants :

- Avec 6 005 375 km commerciaux exécutés en 2015, le réseau Aix en Bus a réduit son offre kilométrique de 53 137 km (-0,87%) par rapport à 2014 (6 058 512 km) se rapprochant ainsi des engagements initiaux pris à la signature du contrat à partir de 2014.

Cependant, il est à noter que les prévisions issues de l'avenant 6, situaient l'offre, hors transport à la demande à hauteur de 6 121 034 kms commerciaux.

- Les lignes les plus concernées par les réductions d'offre sont : Lignes 14 25 6 15 35 11 et 3s

- Les lignes en augmentation sont les suivantes
(12s,1,2,3,5,7,9,10,16,18,22,23,M1,M2,M3,Di ab C), elles représentent 94 607 kms hors services à la demande et navettes.
- En dehors de ces ajustements de l'offre commerciale, ont été créés un service de soirée les vendredis et un service de réservation par internet pour les lignes à la demande, lesquelles sont étendues les Dimanches et les jours fériés (Flexo et Flexibus)
- L'offre kilométrique commerciale sous-traitée se maintient à 30 % très près de 2014, confirmant cette spécificité Aixoise qui se démarque par un taux élevé.

Les principales évolutions visaient en 2015 les services scolaires pour lesquels :

- Les renforts scolaires ont été rationalisés au travers d'une baisse du trafic de 21 % ;

Ligne	2S	3S	5S	8S	9s	10s	12s	13s	19s	Total
km 2015	7 184	4 849	4 209	7 002	6 915	5 709	13 694	-	10 705	60 268
km 2014	8 058	7 974	4 412	7 323	7 199	5 973	13 308	10 896	11 615	76 757
Delta	- 874	- 3 124	- 202	- 321	- 284	- 264	386	-10 896	- 909	-16 489
										-21%

- et une diminution globale des circuits scolaires et associés;

Ligne	Creps	Circuit Scolaires	Total
km 2015	1 599	116 628	118 227
km 2014	2 631	150 919	153 551
Delta	-1 032	- 34 291	- 35 323
			-23%

A l'instar de 2014 l'année 2014, le délégataire fait état de perturbations de services résultant :

- de grève : 5 jours du 30 mars au 3 avril 2015, avec une moyenne de 17 000kms effectués quotidiennement, l'impact de ce mouvement social est significatif

II- Le parc de matériel roulant

La convention de délégation de service public met le matériel roulant à la charge du délégataire qui satisfait cette obligation principalement via des contrats de location longue durée, assurant ainsi le maintien de l'exigence de véhicules peu âgés.

La majorité des véhicules étaient neufs au 1er janvier 2012.

Une majorité des véhicules sont aux normes EURO V et utilisent un carburant alternatif type DIESTER, ce qui a pour effet de réduire les émissions polluantes.

L'âge moyen du parc est de 4,4 ans au 31 décembre 2015 contre 3,81 ans en 2014.

Le parc passe de 207 véhicules en 2013 à 157 en 2015, dont 124 utilisés du délégataire, avec un taux de réserve en augmentation qui passe de 14,5 % à 17,7 %, la part du parc affectée aux sous-traitants étant en baisse de 2 % (28 % en 2014 contre 26 % en 2015).

Répartition des véhicules	Contrat annexe 21	Nombre de véhicules au 31/12/2013	Nombre de véhicules au 31/12/2014	Véhicules de réserve 2014	Nombre de véhicules au 31/12/2015	Véhicules de réserve 2015	Totaux 2015
Exploitation en propre	112	125	114	12	97	12	109
Standard	54	56	54	5	49	5	54
Low Entry	27	30	30	3	27	3	30
Midibus	13	16	13	2	7	2	9
Minibus	7	17	7	1	3	1	4
Minibus +	11	6	10	1	11	1	12
Exploitation par des sous-traitants	34	41	31	6	27	10	37
Standard				1			0
Midibus	2		2		2	1	3
Minibus (9 places)	8	14	7	3	7	3	10
Midicar	5	5	4	1	4	1	5
Autocar	19	22	18	1	14	5	19
Total propriété de Keolis	146	166	145	18	124	22	146
Standard							0
Low Entry	16	15	17	2	13	2	15
Midibus							0
Minibus	5	5	5	1	4	1	5
véhicule électrique	19	21	19	19	16	3	19
Total propriété des sous-traitants	40	41	41	6	33	6	39
Total général	186	207	186	24	157	28	185

Sinistralité et accidentologie

Avec 172 accidents déclarés en 2015 contre 197 accidents en 2014, la sinistralité baisse de 12.7%.

L'année 2015 a vu 143 accidents matériels et 29 accidents corporels, pour lesquels le délégataire est responsable dans 31.2% des cas.

Il est à noter une baisse significative :

- des accidents corporels entre 2014 et 2015 (-17.1 %),
- des accidents pour lesquels le délégataire est responsable (-25.7 %).

III – Fréquentation

Après avoir augmenté de 22.93 % entre 2013 et 2014, la fréquentation est en baisse de 4 % entre 2014 et 2015, soit 14 540 627 voyages comptabilisés en 2015, contre 15 136 111 en 2014.

Cette baisse s'explique, par différents facteurs impactant : grèves de 5 jours, réduction de l'offre kilométrique sur certaines lignes (réduction de l'offre kilométrique totale en 2015 est de 4.74 %) et très probablement événements nationaux liés aux attentats en janvier et novembre 2015.

N° Ligne	TOTAL 2015	TOTAL 2014	
1	204 892	222 140	-8%
2	1 502 188	1 593 918	-6%
3	1 154 521	1 110 327	4%
4	1 257 724	1 228 215	2%
5	1 910 960	2 066 342	-8%
6	762 953	954 802	-20%
7	824 397	900 354	-8%
8	1 763 665	1 682 434	5%
9	379 381	408 442	-7%
10	580 402	573 173	1%
11	313 529	339 496	-8%
12	175 793	162 672	8%
13	642 424	695 099	-8%
14	49 780	69 240	-28%
15	329 213	350 359	-6%
16	4 987	4 452	12%
18	377 070	403 759	-7%
19	407 134	433 941	-6%
20	133 802	151 970	-12%
21	42 689	63 514	-33%
22	25 792	38 337	-33%
23	138 872	80 304	73%

N° Ligne	TOTAL 2015	TOTAL 2014	
24	9 230	3 974	132%
25	435 697	446 438	-2%
10 S	16 356	15 599	5%
12 S	21 731	25 760	-16%
13 S		6 342	-100%
14 S		85	-100%
19 S	16 750	18 157	-8%
2 S	27 233	29 639	-8%
23 S		4 979	-100%
3 S	27 880	28 543	-2%
5 S	6 657	7 125	-7%
8 S	35 630	35 743	0%
9 S	23 885	22 664	5%
CREPS		16 022	
M1	150 750	180 190	-16%
M2	269 667	290 196	-7%
M3	95 934	95 634	0%
SCOL	158 723	174 781	-9%
FLEXI	13 864	14 755	-6%
Diabline A	91 202	66 199	38%
Diabline B	56 264	41 018	37%
Diabline C	100 700	78 978	28%
Bus de nuit	309	-	
TOTAL	14 540 627	15 136 111	-4%

IV- Les Parcs Relais

La DSP intègre la gestion des Parcs-Relais de stationnement donnant droit à l'utilisation du réseau Aix en Bus, ouverts de 6h30 à 21h00 (sortie au-delà laissée libre).

On note une fréquentation assez faible des P+R aixois, générant une recette de 198 787 € en 2015 contre 171 625€ en 2014 (soit +15.8%).

Dans le cadre des travaux d'extension du P+R Krypton, il a été décidé dans l'avenant 6 la sortie du Krypton de la DSP. L'engagement contractuel des dépenses du délégataire relatif aux P+R a été réduit de 34 816 € en 2015 (avenant 6 à la DSP).



V- Ratio voyageurs /kilomètres (V/K)

Il s'agit d'un ratio qui permet de mesurer le nombre de voyages effectués par kilomètre parcouru (kms ciaux + kms Hlp). Il s'agit d'un ratio de rendement et d'efficacité, fortement dépendant de la densité et de la morphologie urbaine, le territoire Aixois étant étendu.

Selon les données du RAD 2015 le réseau urbain d'Aix-en-Provence obtient un ration V/K de 2,42 en 2015, en baisse par rapport à 2014 (2,51), étant précisé que ce ratio est calculé depuis 2 ans sur les kilomètres commerciaux et non les kilomètres totaux (le ratio de 2013 calculé sur les kilomètres totaux était

de 1,9 ce qui a pu faire apparaître en 2014 une baisse sensible erronée).

Selon les données UTP 2014 (données 2015 non encore publiées) le ratio Aix en bus était en 2014 de 2,01 à comparer avec des réseaux de caractéristiques comparables :

- Amiens : 2,37
- Pau : 2,32
- Avignon : 1,64
- Bayonne : 1,60

Un panel de 10 réseaux comparables en taille fait état en 2014 d'un ratio moyen de 2,09.

Et le V/K moyen des villes de 100 000 à 250 000 habitants était en 2014 de 2,43.

VI- Recettes issues du trafic

Avec un total de 4 988 506 € en 2015 contre 4 478 333 € en 2014, les recettes commerciales sont en hausse de 11,39 % et 510 173 € par rapport à 2014. Cette évolution favorable s'explique principalement la hausse des tarifs, la fréquentation étant en baisse.

Avec un engagement prévisionnel pour les recettes commerciales directes de 4 968 078€ en 2015 à l'issue de l'avenant 6, l'objectif est atteint en ce qui concerne les recettes commerciales directement tirées du trafic. En 2014, cet objectif était atteint dans des proportions quasi identiques + 3,98% contre + 4% en 2015 par rapport au prévisionnel.

Les recettes de trafic indirectes (compensations de l'autorité délégante) étaient prévues en 2015 à l'issue de l'avenant 6 à hauteur de 987 287€, elles ont été réalisées à hauteur de 1 022 462€, soit +3,5%.

Si le poids des recettes commerciales s'est accru de 2% entre 2014 et 2015, la contribution financière de l'autorité délégante représente 81% du total et y compris les compensations sociales, l'autorité délégante prend en charge 84 % des produits de la délégation.

Au bilan, il est à noter que la part des recettes commerciales demeure faible en comparaison des réseaux de taille comparable, même si depuis la signature du contrat en 2012 les recettes commerciales ont progressé de 30% passant de 3,764M€ à 4,988M€.

Le réseau Aix en Bus obtient pour 2015 un ratio Recettes / Dépenses (R/D) de 9,19% contre 13,3% en 2014.

La part des tickets unitaires (ticket unité et ticket 2 voyages) dans les recettes commerciales demeure conséquente avec 39,6% contre 38,7% en 2014 :

Les tickets 2 voyages se sont vendus à hauteur de 23% contre 17% pour les tickets unités.

Bien que tous les abonnements soient en hausse (à l'exception des abonnements scolaires quasi stables) il est à noter que la part globale des abonnements est en légère baisse par rapport à 2014 : 37,4 contre 38,2%.

Les abonnements (mensuel, annuel, jeune et scolaire) représentent 37,4% des recettes usagers et 33% hors P+R.

Les abonnements (mensuel, annuel, jeune et scolaire) représentent 38,02% des recettes usagers et 33% hors P+R.

Ce sont les abonnements annuels qui progressent le plus avec :

- + 19,2% pour les Jeunes plus annuels (en deçà des prévisions néanmoins)
- + 25,4% pour les abonnements annuels (très près des prévisions)

De manière marginale, on peut signaler la très forte baisse des tickets 3 jours, moins 75% (5955 en 2014 contre 1482 très près de ce que le contrat prévoyait). Ainsi que la forte progression du ticket partenaire, plus 49% (beaucoup moins cependant que les prévisions).

Ratio Recettes* / Voyage

Il s'agit d'un ratio qui permet d'établir si un voyageur transporté rapporte une recette faible ou élevée. En 2014, le niveau des tarifs du réseau d'Aix est légèrement moins satisfaisant que la moyenne des réseaux de taille similaire, avec 35 centimes de recettes pour un voyage, contre 41 centimes en moyenne.

En 2015, le ratio R/V est de 0,41 centimes, en légère progression (cette donnée n'est actuellement pas publiée pour les réseaux comparables)

**Il s'agit des recettes de trafic totales (directes et indirectes)*

IV – Le personnel

Le délégataire dispose en 2015 d'un effectif total au 31 décembre 2015 de 347 personnes dont 283 conducteurs, contre 332 (dont 274 conducteurs) en 2014.

Globalement l'effectif a augmenté de 4,5% ;

Cette hausse est répartie pour 3,8% sur l'effectif conduite et pour 10,3% sur le reste de l'effectif. Selon le délégataire la hausse de l'effectif « conduite » porte notamment sur des contrats à durée déterminée,

destinés à pallier à l'absentéisme des conducteurs en hausse de 3 points.

L'effectif CDI augmente en particulier du fait des recrutements à la maintenance en raison de l'internalisation de la maintenance des véhicules suite à la construction du dépôt, tel prévu contractuellement. A noter que la part du personnel féminin n'évolue pas en 2015 (14% de l'effectif est composé de femme).

Nota : Le RAD 2015 ne retrace pas contrairement à 2014 les données en ETP tel que prévu contractuellement, ni la décomposition de l'intérim qui semble inclus dans les données globales communiquées.

Les conducteurs représentent 81% des effectifs au 31 décembre 2015, le taux de personnel hors conduite apparaît donc toujours faible.

Zoom sur l'absentéisme :

En baisse entre 2012 et 2014 l'absentéisme est reparti à la hausse.

Le taux d'absentéisme de l'ensemble des personnels qui était passé de 10,9 % en 2013 à 9,3 en 2014, remonte à 10,9% en 2015.

Soit une baisse de -15% de 2013 à 2014 et une hausse de 31% de 2014 à 2015.

La part des accidents de travail dans le taux d'absentéisme est en forte augmentation (+ 1 tiers par rapport à 2014) tandis que la part des arrêts motivés par la maladie en légère hausse, demeure importante.

Grève et droit de retrait :

L'année 2015 a été marquée par une pression sociale importante tout au long de l'année et notamment 5 jours de grève du 30 mars au 3 avril 2015.

Le mouvement social de 2015 résulte essentiellement de revendications salariales.

Suite à 12 réunions de négociations la Direction de Keolis est parvenue à un accord apportant une progression des salaires nets de 1.42 %.

A noter que des mesures individuelles coercitives ont également dû être prises.

Zoom sur la formation :

Le délégataire fournit un tableau détaillé des formations 2015 (intitulé de la formation, nombre de personnes concernées et nombre d'heures).

289 personnes (contre 377 en 2014) ont bénéficié d'une formation en 2015 dont 74 pour des formations obligatoires.

Ce programme représente un coût global de 219 000 € (soit 2.5 % de la masse salariale) contre 328 998 € (-

33,4%). Le plan de formation demeure néanmoins au-dessus du taux légal prévu au contrat soit 1.6 % (ce taux était de 3,6% en 2014).

V - Charges

Les charges totales de la DSP sont en 2015 de 37,4M€.

Elles évoluent de 2,7% par rapport à 2014, pour une diminution des kilomètres de – 0,5%.

Les charges variables qui sont composées des charges de conduite (roulage – conducteurs- annuités du matériel roulant) et de la sous-traitance représentent 75%, pour 20% de charges de structure et 5% de charges liées au dépôt.

(Les engagements contractuels ventilaient les charges prévisionnelles comme suit pour 2015 : Charges variables 74%, charge de structure 21% charges liées au dépôt 5%).

En 2014 la ventilation des charges était la suivante : Charges variables 78%, charges de structure 20%, charges liées au dépôt 2%.

1. Masse salariale

Les comptes du délégataire retracent pour 2015 une charge de 12 643 437€ pour le personnel (hors sous traitance), contre 12 774 009 € soit en variation de – 130K€.

Les charges de personnel de structure s'élèvent en 2015 à 2 732 622 € contre 2 395 668 € en 2014 (soit + 14,06%)

2. Les Charges variables

Les charges variables sont de 28M€ en 2015, en baisse de 0,5M€ soit en baisse de plus de 3% par rapport à 2014.

L'ensemble des postes est en baisse, mais le total est supérieur au prévisionnel 25,8M€ à la signature du contrat et 24,3M€ à l'issue de l'avenant 6.

2.1 Les Frais Kilométriques

Les frais kilométriques (ou coût de roulage) qui sont composés du gasoil, des pneumatiques et de l'entretien du parc de véhicules, sont en diminution de près de 4% par rapport à 2014, mais sont supérieurs au prévisionnel de 30%.

Coût de roulage 2015 = 4 226 393 € / Coût de roulage 2014 = 4 390 252€

3. Frais généraux

En pratique cette notion recouvre l'ensemble des dépenses qui n'ont pas pour contrepartie l'entrée d'un nouvel élément dans l'actif de l'entreprise.

Ils s'élèvent à 7 644 646 € en 2015 alors qu'ils étaient de 7 183 K€ en 2014; l'écart s'explique principalement par l'augmentation:

- Des achats pour + 169 K€ (Carburants, fournitures diverses...)
- Des charges de personnel de structure pour + 337 K€

Les charges relatives au personnel de structure sont en augmentation de 2012 à 2015 et constituent la principale hausse avec 1,2M€ entre 2012 et 2015, tout en restant faibles par rapport aux autres charges de personnel comme précisé au chapitre IV Personnel.

(Le poste personnel de structure qui représente 36% des charges de structure et + 584€ par rapport au prévisionnel, a connu une augmentation de +77% entre 2012 et 2015).

3.1 Les Services extérieurs

Ce poste représente 3 148k€ en 2015 soit 41% des charges de structure. L'écart par rapport au prévisionnel est de 100K€ ; Le total est en baisse par rapport à 2014 de 1%.

Les frais de siège et de direction déléguée entre 2014 et 2015 ont baissé de 21K€ soit 1,7%.

Entre 2012 et 2015 l'augmentation des frais de siège et de direction déléguée est de +7,9%.

4. Dépôt

Le dépôt à construire par le délégataire constitue un bien de retour pour la collectivité en fin de contrat. Il est situé sur le Pôle d'Activités d'Aix-en-Provence – Les Milles.

Son coût global est de 12,6 M€ ; l'année 2015 a été celle de la construction et de la mise en service du dépôt au mois de septembre.

Les amortissements liés au dépôt pour l'année 2015 ont été de 1 196 653 €.

La location des 2 dépôts provisoires s'élève à 579 000 € (balance comptable) pour 2015 (564K€ dans le rapport annuel).

5. Impôts, taxes et versements assimilés

En 2015

Impôts sur les sociétés :	0 €
Taxe professionnelle (CFE + CVAE) :	311 946 €
Taxe sur les salaires :	748 943 €

En 2014

Impôts sur les sociétés :	0 €
Taxe professionnelle (CET) :	345 242 €
Taxe sur les salaires :	792 681 €

Comme en 2014 Kéolis Pays d'Aix n'a pas payé d'impôt sur les bénéfices (I.S.) en 2015 car la société a présenté un résultat déficitaire.

La Contribution Economique Territoriale (CET), qui a remplacé la Taxe Professionnelle en 2010 et qui est composée principalement de la Cotisation Foncière des Entreprises et de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises, constitue avec la taxe sur les salaires (TS) la principale composante de ce poste.

La CET constitue l'essentiel de la Contribution puisqu'elle est assise sur le Chiffre d'affaires réalisé par l'entreprise (34 397 875 € en 2015 contre 35 930 895 € en 2014).

La TS est payée par les entreprises non soumises à la TVA sur le Chiffre d'Affaires et assise sur la masse salariale qui est de 12 643 437 € en 2015 contre 12 774 009 € en 2014.

VI - Produits

En 2015, le Chiffre d'Affaires de la DSP représente avec 34 397 875 € (- 1 533 020 € par rapport à 2014, soit - 4,26), ce qui correspond à la baisse des recettes annexes et de la contribution forfaitaire.

Ce CA se décompose en différents postes et principalement la contribution forfaitaire de l'Autorité déléguée (CF), pour 28 034 955 € en 2015 (- 2 174 000 € par rapport à 2014, soit -7.2%),

1 - Recettes de trafic

En 2015 : 4 988 506 €, contre 4 478 433 € en 2014 pour un prévisionnel issu de l'avenant 6 passé en 2015, de 4 968 078 € (+4,3%).
Soit une hausse par rapport à l'année 2014 est de 11,4 % et + 510 073 €.

Entre 2012 et 2015 la hausse est sensible avec + 33%.

2 - Recettes de publicité

Administrées par la régie publicitaire Métrobus pour le compte de Keolis.
En 2015 : 181 000€, contre 213 308€ en 2014 soit une baisse de 15 % et - 32 308€

Le prévisionnel de 320 K€ est donc très éloigné du réalisé (-43%).

3 - Produits des amendes

En 2015 : 90 061€, contre 88 693€ en 2014 pour un prévisionnel de 131 311€
Soit une hausse de 1,53 % et + 1368€ mais inférieures aux prévisions (-36%).

4 - Autres produits

La somme des compensations de la CPA sur le réseau Aix en Bus représente 1 022 462 € en 2015

contre 864 696 € en 2014 (+ 18,24%), qui se décomposent :

- Tarifs sociaux : - Cartes Merveil = 644 477€ contre 564 362 en 2014
- RSA, chômeurs = 238 620 € contre 216 109 € en 2014
- CMU = 35175 € nc en 2014
- Compensation de la tarification Cartreize (voyageurs du Conseil Départemental 13 bénéficiant d'une correspondance sur le réseau Aix en Bus) : 82 482 € (forfait contrat)
- Compensation de la tarification combinée TER/CPA (voyageurs TER / Conseil Régional bénéficiant d'une correspondance sur le réseau Aix en Bus) : 1428 € contre 1 659 € en 2014

5 - Évolution de la tarification

L'année 2015 a été marquée par une augmentation tarifaire au 1er mars sur les titres suivants :

Billet unité	1,00 €	1,10 €
Ticket journée P+R	2,00 €	2,20 €
Ticket Partenaire	0,70 €	0,80 €
Ticket X voyages	0,70 €	0,80 €
Ticket 20 voyages CCAS	11,20 €	13,00 €
Ticket 10 voyages	7,00 €	8,00 €
Ticket 10 voyages Diablines	4,00 €	5,00 €
Abonnement mensuel	24,00 €	27,00 €
Abonnement mensuel P+R	25,00 €	27,00 €
Abonnement mensuel Diablines	15,00 €	18,00 €
Abonnement annuel	230,00 €	260,00 €
Abonnement annuel P+R	230,00 €	260,00 €
Abonnement Groupe	0,50 €	0,80 €
Ticket Aller / Retour	Création	2,00 €
Abonnement salarié 40 voyages	Création	23,00 €

. Une tarification spécifique est créée pour le service de soirée « Flexo » avec un ticket unitaire à 3€.

VII - Commercial et Marketing

Taux de contrôle et de fraude

Pour mémoire : Le taux de fraude constaté pour 2014 est de 18% contre 40% en 2013 (données issues d'une enquête spécifique), avec un renforcement à 16 agents de l'équipe dédiée, dressant 15 097 PV en 2014 contre 8 851 en 2013.

Le nombre de voyageurs contrôlés pour 2015 est de 297 957, contre 392 598 en 2014 soit une baisse de - 24% et 94 641. Le taux de contrôle est en baisse de 20 %.

Le taux de recouvrement était en 2014 de 48,8%, il est en 2015 de 45,5 %.

Il n'a pas été réalisé d'enquête fraude spécifique en 2015.

Accessibilité

L'ensemble des véhicules mis en circulation sur le réseau Aix en Bus est accessible (à l'exception des Diablins) ; il a également été mis en place des rampes d'accès à bord des autobus et un système d'annonces sonores et visuelles.

L'ensemble de ces éléments sera repris à l'occasion de la mise en œuvre de l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) à partir de 2016.

VIII – La qualité

La démarche qualité est mise en œuvre à partir de 2015 sur la base d'un référentiel élaboré en accord avec l'autorité délégante tel que prévu contractuellement.

Seuls les items Accessibilité & attitude commerciale et Informations dans les lieux publics seront mis en œuvre en 2016.

L'objectif de ponctualité était fixe entre 64% et 66% (passage à l'heure aux arrêts : 61 mn à + 4 mn) sur les 12 mois de 2015 le taux moyen relevé est in fine de 64,73% (le taux le plus faible concerne le mois de juin avec 61,45% et le plus élevé avec 68,52% en août 2015).

La qualité de l'information voyageurs a été quant à elle, en deçà des résultats attendus, du fait de l'information aux points d'arrêt, malgré les efforts portés sur la qualité des impressions avec des fonds de cadre plus valorisants. Les têtes de points d'arrêts ont présentées de nombreuses défaillances également (absence – dégradation – décollage...)

IX - Conclusion - Perspectives

Cette année 2015 se caractérise par :

- L'optimisation du réseau,
- la réduction significative mais insuffisante du taux de fraude,
- une mise en service de nombreuses infrastructures et équipements permettant de mieux fonctionner et générer de la productivité
- la livraison du dépôt Aix en Bus

L'année 2016 est axée sur :

- Poursuite des actions visant à améliorer la qualité de service (démarche qualité),
- La consolidation du réseau et de l'offre en tenant compte des problématiques de travaux dans le centre-ville d'Aix-en-Provence (Places des Prêcheurs – Madeleine – Cours Sextius...)
- L'adaptation permanente de l'offre pour correspondre au mieux aux attentes des voyageurs,

- La mise en œuvre du dispositif d'accessibilité (Ad'AP) des points d'arrêt,
- Le lancement de la démarche d'information dynamique des voyageurs (SAE-IV).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le Décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine du président de la Métropole ;
- L'information au Conseil de territoire du Pays d'Aix du 12 Octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport d'activités annuel pour l'exercice 2015 de la Délégation de Service Public « Aix en Bus ».

TRA 015-1070/16/CM

**■ Présentation du rapport d'activité 2015 du délégataire de Service Public de transports urbains de voyageurs sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
MET 16/1736/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 27 août 2007, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a confié, au « GIE Autobus Aubagnais », la gestion et l'exploitation des services de transports publics de voyageurs sur son territoire, dans le cadre d'une délégation de service public pour une durée de 10 ans. L'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que tout délégataire d'un service public doit produire, avant le 1^{er} juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant, notamment, les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service.

Ce document est mis à disposition des élus au service des Assemblées, au service transport, dans les mairies des douze communes du territoire et en téléchargement sur le site internet du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Il est donc proposé à l'assemblée délibérante de prendre acte du rapport d'activité 2015 du délégataire de transport.

Les faits marquants de cette année 2015 sont résumés ci-après :

1. La fréquentation s'élève à 5,694 millions de voyages contre 4,975 millions de voyages en 2014, soit une hausse de 14% qui s'explique principalement par la mise en service de la ligne de tramway « Charrel – Gare » depuis septembre 2014.
2. Le tramway a transporté en moyenne 7380 voyageurs par jour, soit 37% de la fréquentation globale.
3. L'offre kilométrique commerciale est, pour 2015, de 2,3 millions de km parcourus, soit une hausse de 2% par rapport à 2014.
4. Les actions du plan Marketing 2015 ont été orientées principalement sur :
 - Un diagnostic du réseau réalisé avec l'appui du service Mark&Ter de Transdev, qui a permis de faire des préconisations pour l'évolution du réseau en sept. 2015. Cette étude a notamment conduit à la transformation de services de bus à la demande en lignes régulières sur certains secteurs (Louve-ligne 14, Thuillière-ligne 15, Peypin- La Destrousse - ligne 17) et à la modification d'itinéraire des lignes 2, 3 et 13.
 - Le service de bus à la demande, après une consultation des usagers sur 3 propositions de nom, a été renommé Résa'bus et les circuits fixes transformés en circuits scolaires pour plus de lisibilité.
 - Une nouvelle organisation du service marketing pour l'information en temps réel des usagers : désormais installées au centre de maintenance du tramway, à côté du poste de commande centralisé, les hôtesses peuvent suivre au plus près les éventuelles perturbations sur le réseau et traduire plus rapidement l'information aux voyageurs sur les différents outils du réseau : site internet, page face book, bornes d'informations voyageurs sur les stations de tramway, poteaux d'arrêts, SMS/mail.
5. En 2015, le taux de qualité de service s'élève à 94,9%, contre 95,03% en 2014. Ce taux résulte des différents taux de conformité obtenus par critère : Ponctualité : 87%, information voyageur aux points d'arrêt : 98%, comportement conducteur : 99%, service de renseignement téléphonique : 99%, information et réservation du bus à la demande : 96%, service bus à la demande : 98%.
6. Conformément à l'avenant 4 à la DSP, l'exploitant s'est engagé dans une démarche en faveur de l'insertion professionnelle. En 2015, l'exploitant a proposé un volume de 6 625 heures d'insertion contre 14 300 heures en 2014, année qui avait été marquée par le lancement du tramway contribuant à l'embauche de jeunes en contrat de professionnalisation.
7. Sur l'année 2015, seuls 2 procès- verbaux ont été dressés dans les bus pour perturbation de service, contre 3 en 2014,

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi d'Orientation sur les Transports Intérieurs du 30 décembre 1982
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il est nécessaire d'examiner chaque année le compte rendu d'activité du délégataire du réseau de transport.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport d'activité du délégataire GIE Autobus aubagnais, concernant l'exploitation du réseau de transport Lignes de l'agglo pour l'année 2015.

TRA 016-1071/16/CM

**■ Présentation du rapport d'activité 2015 du délégataire de service public pour l'exploitation du réseau des bus de l'étang
MET 16/1792/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant le transport et la mobilité.

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 30 mars 2016 mettant fin à l'exercice des compétences du SMITEEB à compter du 31 mars 2016 et transfert des biens, droits et obligations du SMITEEB à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Comité syndical du 20 décembre 2012 n° 595 portant choix du délégataire et autorisation du Président à signer la convention de délégation de service public relative à l'exploitation du réseau de transport « Les Bus de l'Etang » ;
- La délibération du Comité syndical du 20 décembre 2013 n° 647 approuvant l'avenant n°1 à la DSP portant modifications apportées à l'offre de transport au 1^{er} septembre 2013 ;
- La délibération du Comité syndical du 26 février 2015 n° 735 approuvant l'avenant n°2 à la DSP portant modifications apportées à l'offre de transport au 1^{er} septembre 2014 ;
- La délibération du Comité syndical du 14 décembre 2015 n° 774 approuvant l'avenant n°3 à la DSP portant modifications apportées à l'offre de transport au 1^{er} janvier 2015 ;

- La délibération du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016 approuvant l'avenant n°4 à la DSP portant modifications apportées à l'offre de transport au 1^{er} septembre 2016 ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2015 jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2015 a été remis par la Société Autobus de l'Etang.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2015, remis par la Société Autobus de l'Etang.

TRA 018-1072/16/CM

■ Modification des statuts du Syndicat Mixte des Transports des Bouches-du-Rhône portant représentation-substitution de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence aux communautés d'agglomération Agglopolo Provence, Pays d'Aix et Pays d'Aubagne et de l'Etoile, à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et au Syndicat Mixte de Gestion et d'Exploitation des Transports Urbains du Pays de Martigues et du SAN Ouest-Provence
MET 16/1625/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunal (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence, créée au 1^{er} janvier 2016, s'est substituée aux anciens EPCI, en leur qualité d'Autorité Organisatrice de la Mobilité.

Compte tenu de ces changements institutionnels, il est proposé d'adopter une modification n° 3 des statuts du Syndicat Mixte des Transports pour permettre la représentation-substitution de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence aux communautés d'agglomération Agglopolo Provence, Pays d'Aix et Pays d'Aubagne et de l'Etoile, à la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et au Syndicat Mixte de Gestion et d'Exploitation des Transports Urbains du Pays de Martigues et du SAN Ouest-Provence selon de nouvelles règles de représentation et de contribution.

Les membres du Syndicat sont désormais les Autorités Organisatrices suivantes : la Communauté d'Agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette, le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Le Comité Syndical comprend un total de 8 sièges, soit 8 délégués répartis comme suit :

Communauté d'Agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette : 1 siège
Département des Bouches-du-Rhône : 3 sièges
Métropole d'Aix-Marseille-Provence : 4 sièges

Les clés de répartition des contributions versées par les membres au titre de l'exercice des compétences du Syndicat Mixte sont fixées statutairement de la manière suivante :

Communauté d'Agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette : 2%
Département des Bouches-du-Rhône : 33%
Métropole d'Aix-Marseille-Provence : 65%;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral du 28 mai 2009 portant création du Syndicat Mixte des Transports des Bouches-du-Rhône,

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre juin 2016 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Salonais du 10 octobre 2016 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 octobre 2016 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 10 octobre 2016 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 7 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il est nécessaire de modifier la répartition des sièges ainsi que la contribution des membres du Syndicat Mixte des Transports des Bouches-du-Rhône, compte tenu des changements institutionnels liés à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2016.

Délibère

Article unique :

Sont approuvés les nouveaux statuts du Syndicat Mixte des Transports des Bouches-du-Rhône ci-annexés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 019-1073/16/CM

■ Délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Président pour le dépôt d'autorisations et l'ouverture de l'enquête publique liées au projet du BHNS ligne B d'Aix-en-Provence MET 16/1612/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président, le Conseil de la Métropole a notamment délégué à son Président des compétences en matière de procédures

administratives, pour effectuer, limitativement, le dépôt des dossiers d'urbanisme ainsi que le dépôt des demandes d'autorisation ou de déclaration au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

Parallèlement, la réalisation du projet de la ligne B du BHNS d'Aix-en-Provence, dont le programme a été approuvé par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015 du Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, et dont les études de conception sont en cours en vue d'un lancement des travaux pour le mois de juillet 2017, va nécessiter le dépôt de plusieurs autorisations au titre du Code de l'Urbanisme, mais également, et sans que cette liste soit exhaustive, au titre du Code de l'Environnement, et du Code du Patrimoine.

En ce sens, et étant entendu que toutes les questions n'ayant pas fait expressément l'objet d'une délégation au Bureau ou au Président de la Métropole relèvent de la compétence du Conseil de la Métropole, il est proposé, afin de permettre la bonne réalisation du projet de ligne B du BHNS d'Aix-en-Provence, de déléguer compétence au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour effectuer le dépôt de toutes les demandes d'autorisation liées au projet de la ligne B du BHNS d'Aix-en-Provence, comme le permet l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par ailleurs, la réalisation des travaux d'aménagement de la ligne B du BHNS d'Aix-en-Provence, dont le programme a été approuvé par délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n°2015-A204 du 8 octobre 2015 et dont les études de conception sont en cours en vue d'un lancement des travaux pour le mois de juillet 2017, nécessite que le projet soit préalablement soumis à une enquête publique en application de l'article L.123-2 du Code de l'Environnement.

Conformément à la délibération HN 009-11/16 CM du 17 mars 2016, le Bureau de la Métropole a reçu délégation du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence « en matière de concertation et d'enquête publique, pour prendre toutes mesures relatives à la préparation et aux demandes d'ouvertures d'enquêtes publiques dès lors qu'elles ne relèvent pas de la compétence du président en vertu d'un texte particulier, et approuver le cas échéant les dossiers d'enquête publique, qui en découlent, se prononcer par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement ».

En ce sens, et étant entendu que toutes les questions n'ayant pas fait expressément l'objet d'une délégation au Bureau ou au Président de la Métropole relèvent de la compétence du Conseil de la Métropole, il est proposé, afin de permettre la bonne réalisation du projet de ligne B du BHNS d'Aix-en-Provence, de déléguer compétence au Président de la Métropole

d'Aix-Marseille-Provence pour effectuer le dépôt de toutes les demandes d'autorisation liées au projet de la ligne B du BHNS d'Aix-en-Provence, comme le permet l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi que de prendre tous les actes relatifs à l'ouverture et à la conduite de l'enquête publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015-A204 du Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix du 8 octobre 2015 approuvant le programme général de l'opération de Bus à Haut Niveau de Service ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Monsieur le Président de la Métropole reçoit délégation du Conseil de la Métropole pour effectuer toutes déclarations, toutes demandes d'enregistrement ou toutes demandes d'autorisation et prendre tout acte à cet effet au titre du Code de l'urbanisme, du Code de l'environnement, du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ou du Code du Patrimoine pour

la réalisation du projet de ligne B du BHNS d'Aix-en-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 020-1074/16/CM

**■ Composition du comité de pilotage (COPIL) sur le projet de réalisation de la ligne B de B.H.N.S d'Aix-en-Provence
MET 16/1548/CM**

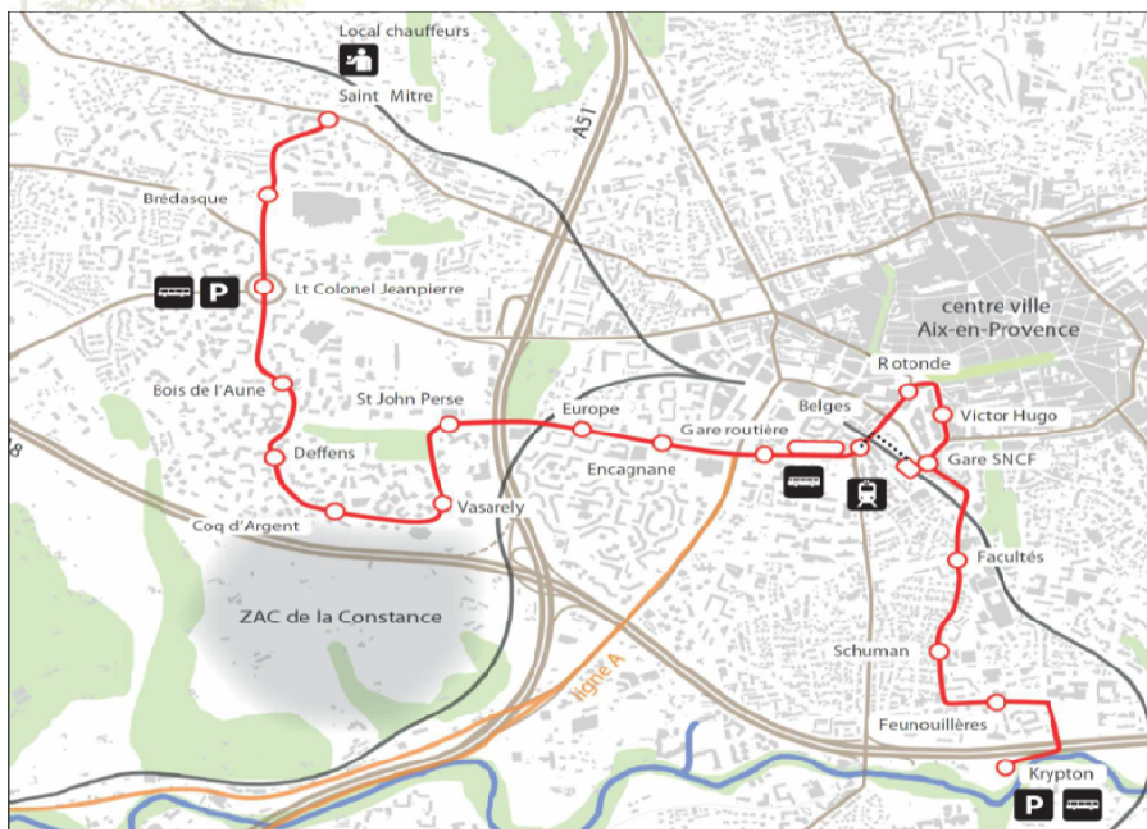
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation d'un Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) sur le territoire du Pays d'Aix appelé « l'Aixpress ».

Par délibération n°2010_A112 du 24 juin 2010, le Conseil de Communauté du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service.

Ce projet de transport en commun en site propre, desservant la commune d'Aix-en-Provence, reliera à sa mise en service, l'avenue Saint-Mitre des Champs (quartier ouest de la commune) au nouveau parc-relais situé au sud de la ville « le Krypton ».

Le Projet de BHNS



Afin de progresser dans l'avancement des études du projet de Bus à Haut Niveau de Service, un Comité de pilotage (COPIL), associant l'ensemble des acteurs permettant de renforcer à la transversalité qu'implique la complexité et l'ampleur de ce projet d'infrastructure, a été créé en 2013 par délibération du Conseil Communautaire de la CPA (délibération n°2013_A137 du 18 juillet 2013).

Considérant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le présent rapport a pour objectif de proposer une nouvelle composition du comité de pilotage, adaptée à la nouvelle organisation des collectivités.

Le comité de pilotage représente la gouvernance stratégique du projet dont les missions consistent à:

- fixer les orientations générales et stratégiques de l'opération,

- arbitrer les propositions issues des études et/ou de la concertation,
- valider chaque grande étape du projet.

Le comité de pilotage est composé d'élus de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, du Territoire du Pays d'Aix, de représentants de l'État, de la région PACA et du Conseil Départemental, co-financiers sur l'opération, ainsi que de techniciens.

Cette pluralité de compétences assurera à la conception du BHNS la richesse et la transversalité fondamentale à l'élaboration du projet.

Le travail du comité de pilotage sera préparé par des comités techniques rassemblant les techniciens des collectivités concernées, ainsi que les associations ou institutions ayant un intérêt particulier au projet.

La dimension volontairement élargie de ces comités techniques constitue le gage d'un travail se voulant synthétique des avis sur ce projet d'envergure.

La nouvelle composition proposée pour le comité de pilotage est la suivante :

Le collège des élus :

- Le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- Le Vice-Président délégué Mobilité, Déplacement, Transports de la Métropole,
- Le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
- Le Vice-Président délégué à l'organisation des transports du Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
- Le Maire de la commune d'Aix-en-Provence,
- L'adjoint délégué à la planification urbaine et à l'urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence,
- Le conseiller municipal délégué aux grands travaux de la commune d'Aix-en-Provence,
- Le conseiller municipal délégué à la circulation, aux déplacements et au stationnement de la commune d'Aix-en-Provence.

Le collège des co-financeurs :

- Le Vice-Président délégué aux Transports à l'Intermodalité et aux Déplacements de la Région PACA,
- Le Vice-Président délégué aux Transports du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône,
- Le sous-préfet d'Aix-en-Provence.

Le collège des techniciens :

- Le directeur général adjoint chargé de la mobilité, des déplacements, des transports, de l'espace public et de la voirie de la Métropole,
- Le directeur général des services du Territoire du Pays d'Aix,
- Le directeur général adjoint chargé de la mobilité des infrastructures et des transports du Territoire du Pays d'Aix
- Le directeur général des services de la commune d'Aix-en-Provence.

Il convient par conséquent d'approuver la nouvelle composition du comité de pilotage du projet de Bus à haut Niveau de Service (L'Aixpress) sur Aix-en-Provence, tel que défini ci-dessus.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2010_A112 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 approuvant le programme général du BHNS ;
- La délibération n°2013_A137 du Conseil communautaire de la CPA du 18 juillet 2013 relative à la création du comité de pilotage du projet de BHNS ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvée la nouvelle composition du comité de pilotage du projet de BHNS d'Aix-en-Provence constitué des membres telle que mentionnée ci-avant.

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 021-1075/16/CM

■ Constitution d'un groupement de commandes en vue de coordonner et mutualiser les achats se rapportant à la gestion et la vente de billetterie pour les réseaux de transports de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur en Gare Routière d'Aix-en-Provence

MET 16/1794/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi MAPTAM) et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république (dite loi NOTRe).

Ainsi, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

Par conséquent, il appartient au Conseil de la Métropole d'approuver la constitution d'un groupement de commandes réunissant la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Région PACA, pour coordonner et mutualiser les achats se rapportant à la gestion et la vente de billetterie pour les réseaux de transports de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et de la Région PACA en Gare Routière d'Aix-en-Provence.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- d'approuver la constitution de ce groupement ;
- de désigner la Métropole d'Aix-Marseille-Provence coordonnateur du groupement, en charge de passer et exécuter le marché pour le compte de ses membres. A cet effet, le coordonnateur procédera au paiement des prestations au titulaire du marché. La répartition des dépenses afférentes à l'exécution du marché et le remboursement qui en découle au profit de la Métropole sera réalisée à hauteur de 23 % pour la Région et 77 % pour la Métropole. Cette répartition des dépenses est assise sur le volume de recettes de billetterie encaissées. Cette clé de répartition pourra être révisée annuellement, à la date anniversaire de la conclusion du

marché, en fonction du rapport annuel d'activité établi par le titulaire du marché. Cet ajustement fera l'objet d'un échange de courrier entre les parties.

Le fonctionnement de ce groupement de commandes est détaillé dans une convention dite «Convention constitutive d'un groupement de commande pour la gestion et la vente de billetterie en Gare Routière d'Aix-en-Provence pour les réseaux de transports de la Métropole AMP et de la Région», dont les termes sont soumis à votre approbation. (Annexe n°1)

Il est par ailleurs soumis à votre approbation que le périmètre du groupement pourra être étendu, à d'autres Gares Routières ou sites situés dans le périmètre géographique de la Métropole.

A cette fin, d'autres marchés portant sur des prestations identiques pourront ainsi être lancés dans le cadre du groupement ainsi constitué, sans délibération supplémentaire ou avenant modificatif de l'objet du groupement.

Toutefois, il est prévu que dans ce cas, la clef de répartition des dépenses fera alors l'objet d'une rencontre entre les parties et sera formalisée par un avenant à la présente convention, signé par les représentants des Parties, dûment habilités, nonobstant toute délibération supplémentaire. Une information sera portée à la connaissance des membres du Conseil de la Métropole et du Conseil Régional. L'avenant précisant la clef de répartition des dépenses sera conclu avant le lancement de la procédure de consultation relative au marché en cause, sur la base des besoins respectifs de chacun des membres du groupement.

Il convient d'autoriser la signature de la convention constitutive dudit groupement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la constitution d'un groupement de commandes pour coordonner et mutualiser les achats se rapportant à la gestion et la vente de billetterie pour les réseaux de transports de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et de la Région PACA en Gare Routière d'Aix-en-Provence et la convention ci-annexée.

Article 2 :

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à signer cette convention constitutive dudit groupement et tout document y afférent.

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 022-1076/16/CM

**■ Approbation du principe de transfert de la Régie Départementale des Transports des Bouches-du-Rhône (RDT13)
MET 16/1791/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône :

- A la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :
 - Au 1er janvier 2017, pour les services de transport routier de personnes demeurant interurbains intégralement inclus dans le ressort territorial de la Métropole ;

- Pour les services de transport routier ou guidé de personnes, urbains au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L. 1231-2 du Code des Transports.

- A la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur :
 - Au 1er janvier 2017, pour les services de transport routier interurbains non inclus dans le ressort territorial de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
 - Au 1er septembre 2017, pour le transport scolaire.

Le Département conserve sa compétence en matière de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires.

La Régie Départementale des Transports des Bouches-du-Rhône (« RDT13 ») est un établissement public à caractère industriel et commercial (« EPIC ») chargé, conformément à l'article 1 de ses statuts, d'exploiter :

- Les services de transports publics de personnes du Département des Bouches-du-Rhône, dont la consistance et les modalités d'exploitation sont définies dans le Contrat d'Obligations de Service Public en vigueur ;
- Les services de transports publics de marchandises du Département des Bouches-du-Rhône, dont la consistance et les modalités d'exploitation sont définies dans le Contrat d'Obligations de Service Public en vigueur.
- Toutes activités de transport ou connexes à celui-ci dans les conditions définies par la réglementation en vigueur et notamment par le Code des Transports.
- Les services de transports ferroviaires de marchandises à partir des lignes appartenant au Département des Bouches-du-Rhône ou relevant de lui et d'autres activités ferroviaires connexes.

Dès lors que l'activité principale de la RDT13, à savoir le transport routier interurbain de personnes, relèvera au 1er janvier 2017 de la compétence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, cette dernière a vocation à devenir l'autorité de rattachement de la RDT13.

En tant que régie métropolitaine, la RDT 13 sera donc amenée à intervenir pour le compte de sa collectivité de rattachement, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Pour des motifs tenant à la continuité des services et à leur amélioration, et également, de considérations techniques, économiques et sociales, le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaitent maintenir l'unité

organique et fonctionnelle de l'EPIC RDT13, c'est-à-dire conserver l'établissement public en tant que personne morale ainsi que le périmètre de ses activités actuelles.

C'est dans cette perspective que le Département a déjà délibéré sur la cession de certains biens immobiliers départementaux au profit de la RDT13, biens mis à la disposition de cette dernière, et nécessaires à la poursuite de l'ensemble de ses missions.

Dans ce contexte, le Conseil Métropolitain est invité, par la présente délibération, à adopter dans son principe le transfert de la RDT13 du Département des Bouches-du-Rhône vers la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, à compter du 1er janvier 2017. Ce transfert fera également l'objet de délibérations d'approbation de principe du Conseil Départemental et du Conseil d'administration de la RDT13.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'adopter dans son principe, le transfert de la RDT13 du Département des Bouches-du-Rhône à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2017.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe du transfert de la Régie Départementale des Transports des Bouches-du-Rhône du Département des Bouches-du-Rhône vers la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, à compter du 1^{er} janvier 2017.

Article 2 :

Est autorisé et mandaté le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence afin de prendre toutes mesures utiles à ce transfert organisant une continuité des missions confiées à la RDT13.

Madame Martine VASSAL ne participe pas au vote.

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 024-1077/16/CM

■ Approbation de l'avenant n° 2 à la convention relative aux modalités d'exploitation et de financement de la gare routière de Marseille Saint Charles

MET 16/1639/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunal (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avait approuvé par délibération du 21

octobre 2011, une convention relative au financement du fonctionnement de la gare routière Saint-Charles entre Marseille Provence Métropole, le Département des Bouches-du-Rhône et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Cette convention détermine les conditions de cofinancement tant en matière de fonctionnement que d'investissement, entre le Département, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Communauté urbaine en vue d'un fonctionnement de la gare routière.

A compter du 1er janvier 2017, le département perd sa compétence en matière de transports interurbains au profit de la région et de la métropole pour les services inclus dans le ressort territorial de cette dernière.

Aussi, le nouveau contexte institutionnel rend nécessaire la conclusion d'un avenant à la convention afin de prendre en compte la perte de la compétence transport du Département et de maintenir les conditions de cofinancement initiales de la gare avec la Région. La convention précise, en effet, qu'un avenant réajustera la participation de chaque collectivité en tenant compte des modalités de financement et de la hausse des redevances transporteurs.

L'objectif initial de financement des dépenses sur la base des redevances transporteurs a été atteint. En effet, compte tenu de la hausse progressive des tarifs des transporteurs, la contribution forfaitaire (hors frais de location), supportée par les trois Autorités Organisatrices, n'a plus été nécessaire à compter de 2016. Il est donc convenu de maintenir ce principe de financement pour les années 2017 et 2018, et ce jusqu'au terme de la convention au 1er janvier 2019.

S'agissant de la contribution forfaitaire pour les frais de location, les clés de répartition initiales sont conservées en tenant compte du transfert des compétences départementales à la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération DTUP 007-629/11/CC du 21 octobre 2011 approuvant la convention relative au financement du fonctionnement de la gare routière Saint-Charles entre Marseille Provence Métropole, le Département des Bouches-du-Rhône et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- L'avenant n°1 à la convention, ayant pour objet la mise en place temporaire et le financement de personnel supplémentaire ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis favorable du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- La nécessité de conclure un avenant à la convention, eu égard à la perte de la compétence transport du département à compter du 1^{er} janvier 2017 ;
- La volonté du Département des Bouches-du-Rhône, de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole de maintenir les principes d'exploitation et de financement actuels de la convention.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 2 à la convention n°12/1170 relative au financement du fonctionnement de la gare routière Saint-Charles entre Marseille Provence Métropole, le Département des Bouches-du-Rhône et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 025-1078/16/CM

■ Approbation de l'avenant n°9 au contrat d'exploitation de service de transport public urbain avec la Régie des Transports Métropolitains MET 16/1710/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé à son Conseil Communautaire du 18 décembre 2010 le contrat de service public pour l'exploitation des services de transport urbain avec la Régie des Transports de Marseille pour la période allant de 2011 à 2018.

Ce contrat a connu de multiples accroissements de l'offre et des évolutions notables des activités confiées à la RTM. La mécanique contractuelle s'est avérée efficace et adaptée à ces évolutions.

Le rapport de gestion de la Chambre Régionale des Comptes, rendu public au cours de l'année 2015, a mis en évidence la bonne exécution du contrat et les diverses actions d'amélioration menées sur la période contribuant dans le même temps à des gains notables de productivité dans l'intérêt de l'entreprise et de son Autorité Organisatrice.

Le même rapport de gestion a insisté sur l'intérêt de poursuivre dans cette voie en consacrant les gains de productivité au service public de transport.

La Métropole estime que cette tendance positive doit être soutenue et poursuivie sur la durée du Contrat notamment par un accompagnement de l'opération majeure de renouvellement des rames de métro (NEOMMA).

Ainsi, les marges de manœuvre dégagées par la RTM permettent d'envisager un accroissement notable de la part des investissements qu'elle pourrait financer dans une période de forts besoins en investissement pour le transport public.

Ainsi un volume de 146 M€ d'investissements transport prévus à la charge de la collectivité seront donc désormais confiés à la RTM qui en tirera par ailleurs une motivation puissante pour poursuivre ses gains de productivité. Ce programme est composé d'opérations en lien avec le projet NEOMMA de renouvellement des rames de métro et fera l'objet d'un suivi conjoint spécifique entre l'Autorité Organisatrice et la Régie.

Le financement de ce programme d'investissements exceptionnels par la RTM s'accompagnera d'une décote plafonnée à 5 M€ HT/an opérée au montant de la compensation financière R2 versée par l'Autorité Organisatrice à la RTM pour le remboursement des amortissements de ces opérations traduisant l'affectation au profit de la Métropole d'une large part

des excédents dégagés par les gains de productivité de la RTM.

La réalisation de ces investissements couvrira la période de renouvellement des rames de métro qui doit se terminer vers 2025. Ainsi, au regard des nouveaux investissements mis à la charge de la Régie, et en conformité avec l'article 4 du règlement (CE) n°1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007, relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route, la durée du contrat sera prolongée de 7 années portant sa date d'échéance au 31 décembre 2025.

Par ailleurs, en accompagnement et en complément du programme d'investissements exceptionnels, deux opérations liées au système d'exploitation (Système informatique d'Aide à l'Exploitation et Signalisation embarquée sur matériel roulant) ainsi que l'acquisition de 12 nouvelles rames de tramway seront transférées des biens de catégorie A aux biens de catégorie B tels que définis à l'Article 3.4 du Contrat OSP. La Régie en assurera ainsi la maîtrise d'ouvrage et le financement.

Pour l'ensemble de ces raisons, il convient d'approuver l'avenant n° 9 qui entrera en vigueur à compter de sa signature.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DTUP 001-2440/10/CC du 10 décembre 2010 relative à l'approbation du contrat d'obligation de service public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTUP 001-041/11/CC du 11 février 2011 relative à l'approbation de l'avenant n°1 au contrat d'obligation de service public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avec la Régie des Transports de Marseille (détails des prestations de transports des personnes handicapées à mobilité réduite) ;

- La délibération DTUP 007-833/11/CC du 9 décembre 2011 relative à l'approbation de l'avenant n°2 au contrat d'obligation de service public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avec la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTUP 002-451/12/CC du 29 juin 2012 relative à l'approbation de l'avenant n°3 au contrat d'obligation de service public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avec la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTUP 002-779/12/CC du 14 décembre 2012 relative à l'approbation de l'avenant n°4 au contrat d'obligation de service public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avec la Régie des transports de Marseille ;
- La délibération DTUP 001-879/13/CC du 15 février 2013 relative à l'harmonisation des tarifs de transport urbain à l'échelle de MPM et création de Pass métropolitains ;
- La délibération DTUP 002-126/13/CC du 22 mars 2013 relative à l'avenant 5 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTUP 017-858/13/CC du 13 décembre 2013 relative à l'avenant 6 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTM 008-582/14/CC du 19 décembre 2014 relative à l'avenant 7 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTM 009-1657/15/CC du 21 décembre 2015 relative à l'avenant 8 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que dans une période de forts besoins d'investissements pour le transport public et de rareté de l'argent public, les marges de manœuvre dégagées par la RTM permettent d'envisager un accroissement notable de la part des investissements qu'elle pourrait financer.
- Que les conditions pour permettre à la RTM de supporter ces investissements complémentaires supposent de s'appuyer sur un contrat prolongé.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°9 ci-joint au Contrat avec la Régie des Transports Métropolitains pour l'exploitation de services de transport public urbain de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ainsi que ses annexes.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe transport 2017 et suivant de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique C210 ; Nature 611.

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 026-1079/16/CM

■ Adhésion à l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public pour l'année 2016 MET 16/1604/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunal (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa

compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

En tant qu'Autorité Organisatrice de la mobilité sur l'ensemble de son territoire, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est susceptible d'adhérer à diverses associations relatives au transport, notamment à l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public (AGIR).

AGIR Transport est une association de professionnels de transport public fondée en 1987 constituée d'une équipe permanente d'experts qualifiés et de consultants indépendants.

Cette association met à disposition des collectivités locales et des entreprises une offre de service leur permettant de compléter leurs ressources et d'échanger sur les bonnes pratiques.

Par conséquent, l'adhésion à cette association permettra à la Métropole de bénéficier :

- d'une assistance technique mettant à disposition des experts capables de répondre à tous types de questions relatives à la gestion quotidienne des réseaux (domaines juridiques, économiques, performance des réseaux...);
- d'offre de formations complètes dans tous les domaines et métiers qui intéressent les professionnels des transports ;
- De groupes de travail (transport à la demande, billettique...) permettant l'échange d'expériences contribuant à l'enrichissement technique.

Le montant total de la cotisation au titre de l'année 2016 s'élève à 45 000 euros alors que les montants cumulés des 6 ex EPCI s'élevaient, en 2015, à 51 000 euros.

Il est donc proposé de verser cette cotisation annuelle de 45 000 euros à AGIR au titre de l'année 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Les statuts de l'association AGIR Transport.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est proposé de verser une cotisation pour l'année 2016 de 45 000 euros à l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public au titre de son adhésion

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion à l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public et le paiement d'une cotisation de 45 000 euros pour l'année 2016.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2016 de la Métropole : Nature 6281 – Sous-Politique C210.

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 027-1080/16/CM

■ Adhésion au Groupement des Autorités Responsables des Transports pour l'année 2016 MET 16/1619/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

En tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur l'ensemble de son territoire, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est susceptible d'adhérer à diverses associations relatives au transport, notamment au Groupement des Autorités Responsables des Transports (GART).

Le Groupement des Autorités Responsables des Transports est une association nationale qui regroupe des élus concernés par la responsabilité des transports collectifs, permettant l'échange des points de vue et de savoir-faire.

Le Groupement des Autorités Responsables des Transports a fixé le montant de la cotisation de l'année 2016 par tranche de population de 500 000 habitants, de manière dégressive. Il s'élève à 26 500 euros. Ce montant est très nettement inférieur à la somme des cotisations antérieurement versées par les ex EPCI, dont le total s'élevait à environ 60.000 euros.

Il est donc proposé de verser cette cotisation annuelle de 26 500 euros au Groupement des Autorités Responsables des Transports au titre de l'année 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Les statuts du Groupement des Autorités Responsables des Transports

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il est proposé de verser une cotisation pour l'année 2016 de 26 500 euros au Groupement des Autorités Responsables des Transports au titre de son adhésion.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion au Groupement des Autorités Responsables des Transports et le paiement d'une cotisation de 26 500 euros pour l'année 2016.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2016 de la Métropole : Nature 6281 – Sous-Politique C210.

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Urbanisme et
Aménagement"**

URB 001-1081/16/CM

■ **Acquisition à titre onéreux d'un immeuble cadastré section CN n°38, d'une superficie d'environ 84m², sis avenue Frédéric Mistral sur la commune d'Istres, propriété de la Société Civile Immobilière Prade, dans le cadre d'une politique foncière menée dans le secteur de Sainte Catherine à Istres**
MET 16/1700/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La S.C.I. PRADE, représentée par les Consorts TORVONI, est propriétaire d'une parcelle cadastrée à la section CN n°38, d'une contenance cadastrale totale d'environ 84 m², située au n°28 du boulevard Frédéric Mistral à Istres, sur laquelle est édifié un immeuble bâti sur deux niveaux.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence, a manifesté son intérêt pour l'acquisition à son profit et à titre onéreux dudit immeuble, dans le cadre d'une politique foncière menée dans le secteur de Sainte-Catherine à Istres.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale de ladite parcelle à 154 000 € H.T.

Il est précisé que l'ensemble des frais notariés lié à cette opération est à la charge de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Par courrier du 26 juillet 2016, les Consorts TORVONI, représentants de la Société Civile Immobilière PRADE, ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition de la parcelle cadastrée à la section CN n°38 d'une contenance cadastrale totale d'environ 84 m², située au n°28 du boulevard Frédéric Mistral à Istres, sur laquelle est édifié un immeuble bâti sur deux niveaux, propriété de la Société Civile Immobilière PRADE représentée par les Consorts TORVONI, pour un montant de 154 000 € H.T. (cent cinquante-quatre mille euros hors taxes).

Article 2 :

Maître Sabrina DRIS, notaire à Istres, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais notariés lié à cette procédure estimé à 3 500 € (trois mille cinq cents euros) est à la charge de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, Chapitre 21, Nature 2115,

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-1082/16/CM

■ **Acquisition à titre onéreux d'un terrain cadastré section B n°714p, et section C n°581p et 1716p, d'une superficie d'environ 7 678 m², sis avenue Max Dormoy sur la Commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône, propriété du Grand Port Maritime de Marseille, dans le cadre du réaménagement de la déchetterie intercommunale**
MET 16/1705/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le SAN Ouest Provence a approuvé, par la délibération n°482/15 du 24 novembre 2015, l'acquisition amiable d'un terrain appartenant au Grand Port Maritime de Marseille, situé avenue Max Dormoy, cadastré section B n° 714p, et section C n° 581p et 1716p, d'une superficie d'environ 7 866 m², au prix de 180 900 € HT, dans le cadre du réaménagement de la déchetterie intercommunale.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

A compter de cette date, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée auxdites intercommunalités dans la continuation et la modification des décisions qu'elles ont actées à la fin de leurs exercices respectifs ainsi que dans leurs droits et obligations au regard du patrimoine transféré lors de sa création.

En conséquence, et pour les besoins de la présente cession, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence interviendra en lieu et place du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence pour l'exécution de la délibération ci-avant mentionnée.

Par ailleurs, il est précisé que l'acquisition portera sur une emprise foncière d'environ 7 678 m² à détacher des parcelles cadastrées B n° 714p, et section C n° 581p et 1716p.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 482/15 du Bureau syndical du SAN Ouest Provence du 24 novembre 2015 relative à l'acquisition amiable d'un terrain appartenant au Grand Port Maritime de Marseille, situé avenue Max Dormoy, cadastré section B n° 714p, et section C n° 581p et 1716p, au prix de 180 900 € HT, dans le cadre du réaménagement de la déchetterie intercommunale ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification de la délibération n°482/15 du Bureau syndical du SAN Ouest Provence du 24 novembre 2015 relative à l'acquisition amiable à titre onéreux, d'un terrain appartenant au Grand Port Maritime de Marseille, situé avenue Max Dormoy, cadastré section B n° 714p, et section C n° 581p et 1716p, d'une surface d'environ 7 678 m², dans le cadre du réaménagement de la déchetterie intercommunale.

Article 2 :

La présente cession est consentie et acceptée au prix de 180 900 € H.T (cent quatre-vingt mille neuf cents euros hors taxes).

Article 3 :

Maître Nathalie DURAND, notaire à Fos-sur-Mer, est désignée pour la rédaction de l'acte authentique correspondant.

Article 4 :

L'ensemble des frais notariés lié à cette procédure estimé à 3 900 € est à la charge de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal de la Métropole, chapitre 21, nature 2111.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-1083/16/CM

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain bâti cadastrée section CN n° 39, d'une superficie de 67 m², sise rue Sainte-Catherine sur la commune d'Istres, propriété des indivisaires MOLL**

MET 16/1707/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les indivisaires MOLL sont propriétaires de la parcelle de terrain bâti cadastrée section CN n° 39 d'une contenance cadastrale d'environ 67 m², située rue Sainte-Catherine à Istres.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence, a manifesté son intérêt pour l'acquisition à titre onéreux à son profit de ladite parcelle dans le cadre d'une politique foncière menée dans le secteur de Sainte-Catherine à Istres.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale de ladite parcelle à 196 000 € H.T.

Il est ici précisé que l'ensemble des frais notariés lié à cette opération est à la charge de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Par courrier du 04 mai 2016, les indivisaires MOLL ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition de la parcelle de terrain bâti cadastrée section CN n° 39, sise rue Sainte-Catherine à Istres, d'une contenance cadastrale d'environ 67 m², aux indivisaires MOLL, pour un montant de 196 000 € H.T. (cent quatre vingt seize mille euros hors taxes).

Article 2 :

Maître Sabrina DRIS, notaire à Istres, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais lié à la présente procédure est à la charge de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, Chapitre 21, Nature 2115.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-1084/16/CM

■ Acquisition à titre gratuit d'un terrain cadastré section C n°579p et 580p, d'une superficie d'environ 4 081 m², sis avenue Max Dormoy sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône, propriété de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône, dans le cadre du réaménagement de la déchetterie intercommunale

MET 16/1709/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le SAN Ouest Provence a approuvé, par la délibération n°337/15 du 29 septembre 2015, l'acquisition à titre gratuit d'un terrain appartenant à la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône, situé avenue Max Dormoy, cadastré section C n° 579p et 580p, dans le cadre du réaménagement de la déchetterie intercommunale.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

A compter de cette date, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée aux dites intercommunalités dans la continuation et la modification des décisions qu'elles ont actées à la fin de leurs exercices respectifs ainsi que dans leurs droits et obligations au regard du patrimoine transféré lors de sa création.

En conséquence, et pour les besoins de la présente cession, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence interviendra en lieu et place du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence pour l'exécution de la délibération ci-avant mentionnée.

Par ailleurs, il est précisé que l'acquisition portera sur une emprise foncière d'environ 4 081 m² à détacher des parcelles cadastrées section C n°579 et 580.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°337/15 du Bureau syndical du SAN Ouest Provence du 29 septembre 2015 relative à l'acquisition à titre gratuit d'un terrain appartenant à la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône, situé avenue Max Dormoy, cadastré section C n° 579p et 580p, dans le cadre du réaménagement de la déchetterie intercommunale.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification de la délibération n° 337/15 du Bureau syndical du SAN Ouest Provence du 29 septembre 2015 relative à l'acquisition à titre gratuit d'un terrain appartenant à la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône, situé avenue Max Dormoy, cadastré section C n° 579p et 580p, d'une surface d'environ 4.081 m² dans le cadre du réaménagement de la déchetterie intercommunale.

Article 2 :

Maître Nathalie DURAND, notaire à Fos-sur-Mer, est désignée pour la rédaction de l'acte authentique correspondant.

Article 3 :

L'ensemble des frais notariés lié à cette procédure estimé à 1 400 € est à la charge de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole, chapitre 011, nature 6226.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-1085/16/CM

■ Acquisition auprès de la commune de Martigues de parcelles de terrain édifiées de constructions situées sur la commune MET 16/1670/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de son Plan Climat Energie Territorial, une étude de faisabilité portant sur la création d'une ressourcerie sur le territoire du Pays de Martigues a été réalisée en 2014-2015. Cette étude a permis de confirmer la faisabilité et l'équilibre financier du projet, qui permettrait la valorisation par réemploi de 700 tonnes de déchets et la création d'une quinzaine d'emplois d'insertion, via un atelier chantier d'insertion.

Afin de concrétiser le projet de ressourcerie du Pays de Martigues, il est aujourd'hui proposé de procéder à l'acquisition d'un terrain édifié de constructions répondant à l'ensemble des critères requis : proximité de la déchetterie, des transports en commun, des zones de chalandise, espace de stationnement et surface bâtie suffisants.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence se propose donc d'acquérir à la commune de Martigues les parcelles de terrains sises sur la commune de Martigues au lieu-dit Labion et Pointe de Monsieur Marchand, cadastrées BW 238 d'une superficie de 10 450 m² et BW 243 d'une superficie de 1 240 m² édifiées de constructions d'une superficie de 4 200 m² pour les hangars et d'un local attenant de 220 m².

Le prix de vente est fixé à 530 000 euros HT, conformément à l'évaluation du Domaine.

Tous les frais inhérents à cette acquisition seront à la charge de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 7 Octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition à la commune de Martigues des parcelles de terrains sises sur la commune de Martigues au lieu-dit Labion et Pointe de Monsieur Marchand, cadastrées BW 238 d'une superficie de 10 450 m² et BW 243 d'une superficie de 1 240 m² édifiées de constructions d'une superficie de 4 200 m² pour les hangars et d'un local attenant de 220 m² au prix de 530 000 euros HT.

Article 2 :

Maître Durand-Guériot en l'office notarial de Martigues est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais de notaire liés à cette opération est à la charge de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence Nature 2115 Fonctions 581.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-1086/16/CM

■ Elaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence - Réforme du Code de l'Urbanisme - Option pour le décret du 28 décembre 2015 MET 16/1512/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plan d'Occupation des Sols (POS), Plan Local d'Urbanisme (PLU) des 18 communes qui la composaient.

Depuis 2010, le législateur à travers la loi portant « Engagement National pour l'Environnement » (ENE), renforcée en 2014 par la loi pour « l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové » (dite ALUR), a posé le principe de l'élaboration du Plan Local de l'Urbanisme non plus à l'échelle communale mais à l'échelle intercommunale.

Dès lors, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a par délibération du 22 mai 2015 prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) et défini les objectifs et les modalités de la concertation.

Depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée et s'est substituée de plein droit à la Communauté Urbaine en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu, et par conséquent pour l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal sur le territoire Marseille Provence (ancien établissement public de coopération intercommunale MPM).

Par délibérations du 28 avril 2016 la Métropole a, d'une part défini la répartition des compétences entre le conseil de la Métropole et le conseil de Territoire Marseille Provence pour l'élaboration du PLUi, d'autre part poursuivi la procédure de PLUi engagée le 22 mai 2015 par la Communauté Urbaine.

Par ailleurs, sur le fondement de la loi ALUR du 24 mars 2014, l'ordonnance du 23 septembre 2015 et le décret du 28 décembre 2015 ont procédé à la recodification du code de l'urbanisme.

Le décret du 28 décembre 2015 opère entre autre une mise en conformité du Code de l'Urbanisme avec les nouvelles dispositions législatives, clarifie sa structure et modernise le règlement du Plan Local d'Urbanisme en préservant certains outils tout en créant de nouveaux.

Celui-ci est entré en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2016. Toutefois, afin de ne pas fragiliser les procédures en cours, des dispositions transitoires sont prévues : les Plans Locaux d'Urbanisme en cours de révision ou

d'élaboration au 1^{er} janvier 2016 peuvent soit être menés à leur terme dans des conditions inchangées, soit opter pour le contenu modernisé du PLU. Ce droit d'option doit intervenir au plus tard au moment de l'arrêt du document d'urbanisme et implique nécessairement le respect de l'ensemble des dispositions de la réforme.

Il est précisé que ce régime transitoire ne s'applique pas aux procédures de modification ou de mise en compatibilité des documents d'urbanisme qui restent soumis à l'ancien Code de l'Urbanisme.

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence, prescrit avant le 1^{er} janvier 2016, est directement concerné par le régime transitoire évoqué ci-dessus.

Aussi, au regard de l'intérêt de ces nouvelles dispositions et des enjeux inhérents au document d'urbanisme en cours d'élaboration, il est pertinent d'opter pour la nouvelle réforme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la modernisation du contenu du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil communautaire de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 22 mai 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 définissant la répartition des compétences relatives à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 poursuivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal engagé sur le territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu, et plus particulièrement pour l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal engagé sur le Territoire Marseille Provence avant sa création ;
- Que le décret du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du Code de l'Urbanisme et à la modernisation du contenu des PLU est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2016 ;
- Que ce décret prévoit des mesures transitoires pour les Plans Locaux d'Urbanisme en cours d'élaboration ou de révision, avec un droit d'option sous réserve d'une délibération expresse de l'autorité compétente au plus tard à l'arrêt du projet ;
- Qu'au regard des nouvelles dispositions telles qu'issues de la réforme du Code de l'Urbanisme et des enjeux du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille Provence, il est pertinent de retenir cette option.

Délibère

Article unique :

Est opté dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille Provence, engagé par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 22 mai 2015, et poursuivi par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence par délibération du 28 avril 2016, pour la mise en œuvre de la réforme du Code de l'Urbanisme telle qu'issue du décret du 28 décembre 2015.

URB 007-1087/16/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Carry-le-Rouet. Approbation de la procédure de modification 3
MET 16/1486/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (AMP) exerce, sur le Territoire de Marseille Provence, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et des documents en tenant lieu.

Par délibération du 28 avril 2016, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences concernant la modification des Plans Locaux d'Urbanisme entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs présidents respectifs.

La procédure de modification n°3 du PLU de Carry-le-Rouet avait été demandée par délibération du Conseil Municipal du 20 novembre 2015, auprès de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, afin de permettre l'aménagement de la zone d'urbanisation future à vocation d'habitat (AU1) située au quartier du Réganas.

L'ouverture à l'urbanisation de cette zone permettra la création d'un nouveau quartier comportant une centaine de logements, et qui s'inscrit dans les objectifs de développement de la commune en termes d'accueil de population et de constructions nouvelles, en répondant aux objectifs de mixité sociale, conformément au Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU.

Par arrêté du 22 décembre 2015, le Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole avait engagé la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Carry-le-Rouet, suite à la délibération du Conseil de Communauté du 21 décembre 2015.

La Métropole s'est substituée de plein droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour poursuivre la procédure de modification n°3 de Carry-le-Rouet, sur le fondement des articles L. 5211-17 et L. 5211-41-3 III du Code Général des Collectivités Territoriales.

Dans ce cadre, Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a prescrit l'ouverture de l'enquête publique relative à cette procédure, par arrêté n°16/147/CM du 21 avril 2016.

L'enquête publique s'est déroulée au siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et en mairie de Carry-le-Rouet, du mercredi 25 mai 2016 au jeudi 30 juin 2016 inclus.

Le commissaire enquêteur, Monsieur Gilles DOUCE, a émis un avis favorable au projet de modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Carry-le-Rouet, portant sur l'ouverture à l'urbanisation du secteur du Réganas, assorti d'une recommandation concernant la prise en compte de l'assainissement pluvial du quartier du Jas-Vieux afin d'examiner les possibilités d'amélioration de la situation existante plutôt que de viser à ne pas l'aggraver lors de l'aménagement du secteur du Réganas.

Le commissaire enquêteur, a par ailleurs émis également un avis défavorable à la demande communale qui souhaitait intégrer une modification concernant les surfaces commerciales, au motif que cette demande n'avait pas été clairement identifiable dans la publicité de cette enquête publique qui ne concernait initialement que l'ouverture à l'urbanisation du secteur du Réganas. Cette demande de modification n'est donc pas prise en compte dans la présente procédure de modification du PLU de Carry-le-Rouet.

Le Conseil Municipal de la commune de Carry-le-Rouet a, par délibération du 28 septembre 2016, donné un avis favorable à l'approbation de la modification n°3 de son Plan Local d'Urbanisme par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire de Marseille Provence a été saisi, par courrier du Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, pour avis sur le présent projet de délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal de Carry-le-Rouet du 20 novembre 2015, demandant à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole d'engager la modification n°3 de son Plan Local d'Urbanisme ;

- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 21 décembre 2015, engageant la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Carry-le-Rouet ;
- L'arrêté du Président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, n°15/478/CC du 22 décembre 2015, engageant la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Carry-le-Rouet ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 dite délibération Cadre - Répartition des compétences relative à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local de l'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de poursuite de la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Carry-le-Rouet ;
- La délibération du Conseil de Communauté du 29 juin 2012 approuvant le schéma de cohérence territoriale (SCOT) de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- L'arrêté du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, n°16/147/CM du 21 avril 2016, prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Carry-le-Rouet ;
- L'avis du commissaire enquêteur du 28 juillet 2016, sur le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Carry-le-Rouet ;
- La délibération du Conseil Municipal de Carry-le-Rouet, du 28 septembre 2016, demandant l'approbation de la modification n°3 de son Plan Local d'Urbanisme ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole pour l'exercice de la compétence « PLU », et a décidé de poursuivre la procédure de modification n°3 du PLU de la commune de Carry-le-Rouet engagée par la Communauté urbaine.

- Qu'il convient d'approuver la modification n°3 du PLU de Carry-le-Rouet suite à l'enquête publique.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Carry-le-Rouet telle qu'annexée à la présente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-1088/16/CM

■ Modalités de la mise à disposition de la modification simplifiée n°3 de la Zone d'Aménagement Concerté du Mazet II à Fos-sur-Mer

MET 16/1714/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence informe le Conseil de la Métropole que la modification simplifiée n° 3 de la ZAC du Mazet II de la commune de Fos-sur-Mer a été prescrite par arrêté N° 32/16 du 25 août 2016, conformément aux articles L 311-7 et L 153-45 du code de l'urbanisme.

La modification simplifiée n° 3 envisagée a pour objet de modifier le Programme des Equipements Publics (PEP) de la ZAC du Mazet II.

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence précise que la mise en œuvre de la procédure de modification dans sa forme simplifiée, le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnés aux articles L 132-7 et L 132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations. Ces observations sont alors enregistrées et conservées.

Les modalités de la mise à disposition sont précisées, par l'organe délibérant et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

A l'issue de la mise à disposition le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en présente le bilan devant le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

Dans ces conditions, il y a lieu pour le Conseil de la Métropole de délibérer sur les modalités de la mise à

disposition du public, du dossier de modification simplifiée n°3 de la ZAC du Mazet II.

De telles modalités, adaptées à l'importance des modifications projetées, consisteront en :

- * L'affichage de la présente délibération au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition du public et pendant toute la durée de la mise à disposition du public au siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, au Service Planification Urbaine de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Conseil de Territoire Istres Ouest Provence,
- * La mise à disposition au siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et au Service Planification Urbaine de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Conseil de Territoire Istres Ouest Provence, d'un dossier comportant le projet de modification envisagé, le cas échéant les avis émis par les personnes publiques associées, et un registre permettant au public de formuler des observations,
- * La mise en ligne du dossier sur le site internet officiel du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence,
- * L'insertion d'un avis au public dans la presse locale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 101-1, L 101-2, L 311-7, L 153-37, L 153-45, L 153-47, L 153-48, R 153-20 et R 153-21 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014, pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové, Chapitre IV, section 7, article 161 ;
- La ZAC du Mazet II de la Commune de Fos-sur-Mer approuvée le 25 juillet 1988, modifiée le 18 octobre 1994 et le 16 décembre 2010.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 10 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Les modalités de la mise à disposition de la modification simplifiée de la ZAC du Mazet II de la commune de Fos-sur-Mer sont fixées comme suit :

- L'affichage de la présente délibération au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition du public et pendant toute la durée de la mise à disposition du public au siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et au Service Planification Urbaine de la Métropole d'Aix-Marseille Provence, Conseil de Territoire Istres Ouest Provence.
- La mise à disposition au siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et au Service Planification Urbaine de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Conseil de Territoire Istres Ouest Provence, d'un dossier comportant le projet de modification envisagé, le cas échéant les avis émis par les personnes publiques associées, et un registre permettant au public de formuler des observations.
- La mise en ligne du dossier sur le site internet officiel du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence.
- L'insertion d'un avis au public dans la presse locale.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-1089/16/CM

■ Dérogation à l'interdiction d'ouverture à l'urbanisation dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognes MET 16/1600/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L. 142-4 du Code de l'Urbanisme prévoit que « dans les communes où un Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) n'est pas applicable, les zones à urbaniser délimitées après le 1^{er} juillet 2002, les zones

naturelles, agricoles ou forestières d'un Plan Local d'Urbanisme ne peuvent être ouvertes à l'urbanisation à l'occasion de l'élaboration ou d'une procédure d'évolution d'un document d'urbanisme ».

Toutefois, une dérogation à cette interdiction d'ouverture à l'urbanisation est prévue à l'article L.142-5 du Code de l'Urbanisme.

Ces articles, numérotés L.122-2 et L.122-2-1 avant l'ordonnance du 23 septembre 2015 ont été plusieurs fois remaniés avec des applications faisant l'objet de différentes dispositions transitoires.

En l'espèce, pour les procédures en cours au 24 mars 2014, l'article 129 de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 (dite loi ALUR) prévoit que « les dispositions antérieures à la publication de la présente loi demeurent applicables aux procédures d'élaboration et de révision des plans locaux d'urbanisme et des cartes communales en cours à cette date ». Ainsi il peut être dérogé à l'interdiction d'ouverture à l'urbanisation jusqu'au 31 décembre 2016, avec l'accord de l'établissement public prévu à l'article L.122-4, lorsque le périmètre d'un schéma de cohérence territoriale incluant la commune a été arrêté. « La dérogation ne peut être refusée que si les inconvénients éventuels de l'urbanisation envisagée pour les communes voisines, pour l'environnement ou pour les activités agricoles sont excessifs au regard de l'intérêt que représente pour la commune la modification ou la révision du plan ».

Par courrier du 09 juillet 2016 complété par un courrier du 18 juillet 2016, la commune de Rognes qui a arrêté sa procédure d'élaboration de son PLU avant le caractère exécutoire du SCOT sollicite la Métropole afin d'obtenir la dérogation au principe d'urbanisation limitée, en l'absence de SCOT applicable. Il appartient donc aujourd'hui au Conseil de la Métropole d'instruire cette demande.

Objets de la demande

La commune a engagé une procédure d'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme par délibération du Conseil Municipal du 1^{er} décembre 2010. Le projet de PLU qui a été arrêté le 3 décembre 2015 affiche, dans son PADD, trois orientations d'aménagement :

- la préservation du territoire
- favoriser le dynamisme et la modernité du village
- pour un territoire connecté

Le PLU affiche ainsi comme objectif la production de 350 logements en 10 ans et la volonté de réserver un minimum de 30 % de logements locatifs sociaux dans la production neuve. Les trois quarts de cette production seront localisés en renouvellement urbain (ancienne cave coopérative, ancien stade, reconversion MJC, quartier des écoles, secteur Saint-Denis). Il s'engage également sur des densités minimum de 20 logements à l'hectare et une densité moyenne de 30 logements à l'hectare.

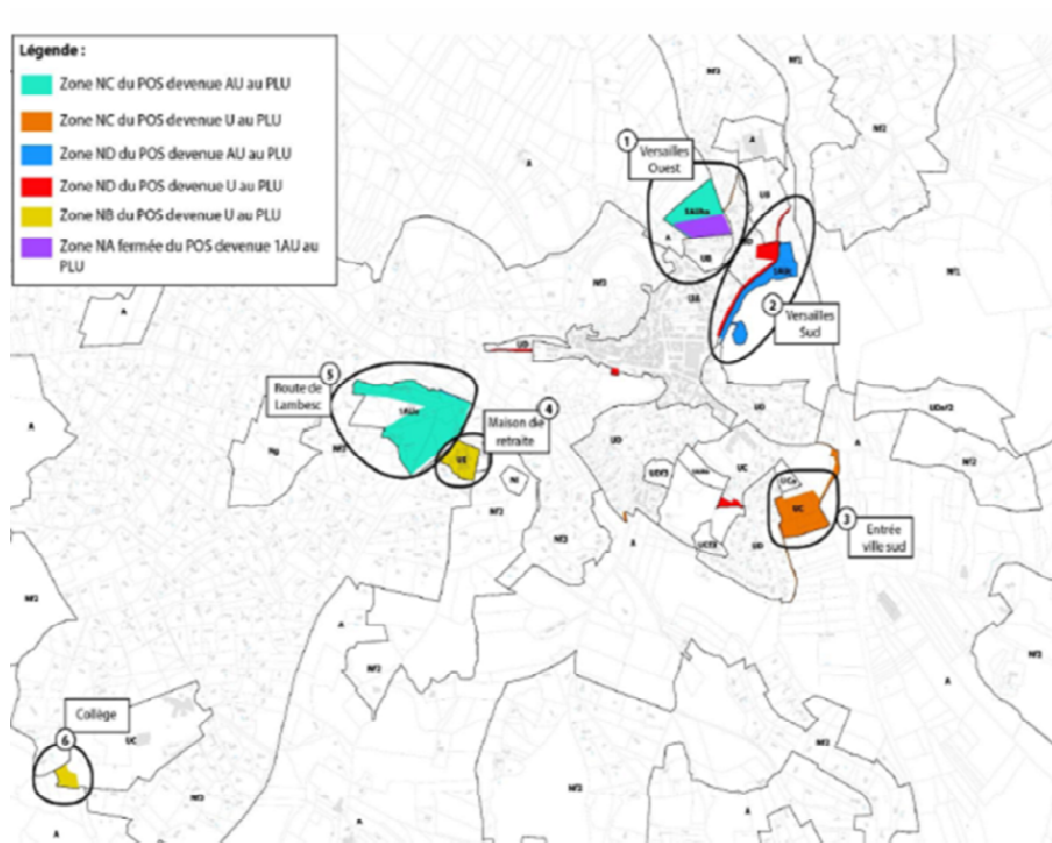
Concernant le développement économique, le PLU identifie une zone d'activités, sur le secteur d'entrée de ville « avenue de Lambesc » aujourd'hui en partie occupé par des friches liées à l'activité d'extraction et de taille de pierre et par les services techniques. Il souhaite encourager le développement d'une offre économique et touristique diversifiée, conforter l'économie agricole et promouvoir les énergies renouvelables.

Le PADD s'engage sur des extensions limitées : 5 ha à l'horizon PLU dans le tissu mixte à dominante habitat, 2 ha de secteurs partiellement artificialisés pour l'accueil d'entreprises artisanales et moins de 3 ha pour des équipements (stationnement et STEP).

Enfin sur le thématique déplacement, il promeut les déplacements doux et l'utilisation des transports collectifs.

Pour mettre en œuvre ses objectifs de développement, la commune va ouvrir à l'urbanisation 6 secteurs qui sont répertoriés dans le tableau ci-dessous ainsi que quelques reliquats correspondant à des ajustements de zonage. Ces ouvertures à l'urbanisation représentent 14,1 ha.

Localisation des 6 secteurs ouverts à l'urbanisation



Secteurs/ localisation	Occupation actuelle	Projet	Superficie zone (ha)	Zonage	
				POS	PLU
1-VERSAILLES OUEST Au Nord du centre du village, en continuité de l'enveloppe urbaine existante.	Les parcelles sont occupées par des friches herbacées.	Zone à vocation résidentielle. Ce projet s'insère dans une OAP plus vaste «Versailles Ouest », prévoyant sur ce secteur la réalisation d'habitats intermédiaires ou collectifs en R+2 et des logements individuels groupés en R+1. La préservation de franges paysagères et l'aménagement d'espaces publics paysagers sont prévus. Un total de 150 logements est prévu sur le secteur.	1,5	NC	1AUha
			0,9	IINAc2	1AUha
2 - VERSAILLES SUD En entrée de ville Nord de la commune, en continuité immédiate de l'urbanisation existante.	Le secteur est actuellement occupé par des friches et zones humides herbacées et des bosquets.	Zone à vocation d'équipements. Le reclassement du secteur permettra de créer un parking à proximité immédiate du centre urbain et à aménager des itinéraires doux depuis cet espace vers les équipements publics et le centre-ville.	1,6	ND	1AUc
			0,8	ND	U
3 - ENTREE DE VILLE SUD En entrée de ville Sud, en continuité immédiate de l'urbanisation existante.	Le secteur est déjà artificialisé. Il correspond au cimetière de la commune.	Le reclassement de ce secteur en zone U vient confirmer sa vocation actuelle et va permettre son extension à l'Ouest qui était déjà prévue au POS.	1,9	NC	UC
4- MAISON DE RETRAITE À l'Ouest de la commune, à proximité	Le secteur est déjà urbanisé, il est actuellement occupé par une maison de retraite.	Le reclassement de ce secteur en zone U vient confirmer sa vocation actuelle et mettre en concordance le zonage avec l'usage actuel du secteur.	1,1	NB	UE

de l'avenue de Lambesc.					
5- ROUTE DE LAMBESC En entrée de ville Ouest, à proximité de la route éponyme.	Le secteur est déjà urbanisé, marqué par la présence de plusieurs activités liées à l'extraction de la pierre de Rognes.	Zone à vocation d'activités. Ce projet s'insère dans une OAP plus vaste «Route de Lambesc», prévoyant la requalification et la structuration du secteur notamment en permettant l'accueil de nouvelles entreprises.	5,2	NC	1AUe
6- COLLEGE À proximité immédiate du collège communal et de ses équipements sportifs.	Parcelle communale occupée par des prairies et forêts mélangées.	La parcelle sera mobilisée pour les besoins du collège.	0,4	NB	UC

Également, 0,7 ha font l'objet d'une ouverture à l'urbanisation dans le cadre du projet de PLU. Les superficies concernées étant minimes, leur présentation est regroupée selon leur objet : d'une part, les ouvertures à l'urbanisation visant un reclassement des infrastructures routières en zone urbaine et d'autre part, les ouvertures à l'urbanisation visant un ajustement mineur du zonage afin d'assurer une meilleure cohérence entre les limites parcellaires et le zonage.

Ainsi, le PLU prévoit le reclassement d'une zone d'une superficie de 0,3 ha passant d'un zonage NC au POS à un zonage U au PLU, d'une zone d'une superficie de 0,4 ha passant d'un zonage ND au POS à un zonage U au PLU et d'une zone d'une superficie de 0,04 ha passant d'un zonage ND au POS à un zonage ND au PLU.

Localisation des zones correspondant à un ajustement du zonage



Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2003-590 Urbanisme et habitat du 2 juillet 2003 ;
- La loi n°2010-788 portant Engagement national pour l'environnement (dite loi Grenelle 2) du 12 juillet 2010 ;
- La loi n°2014-366 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (loi ALUR) du 24 mars 2014, notamment son article 129 ;
- L'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre Ier du Code de l'Urbanisme, notamment son article 14 ;
- L'arrêté inter-préfectoral du 09 mai 2014, portant délimitation du périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix ;
- La demande de la commune de Rognes du 09 juillet 2016 complétée par un courrier du 18 juillet 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de délibérer sur la dérogation prévue par le Code de l'Urbanisme.

Délibère

Article unique :

La dérogation au titre de l'article L. 122-2 du Code de l'Urbanisme dans sa version applicable avant la publication de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 est accordée à la commune de Rognes pour les secteurs visés ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-1090/16/CM

**■ Dérogation à l'interdiction d'ouverture à l'urbanisation dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune du Puy-Sainte- Réparate
MET 16/1601/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L. 142-4 du Code de l'Urbanisme prévoit que *« dans les communes où un Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) n'est pas applicable, les zones à urbaniser délimitées après le 1^{er} juillet 2002, les zones naturelles, agricoles ou forestières d'un Plan Local d'Urbanisme ne peuvent être ouvertes à l'urbanisation à l'occasion de l'élaboration ou d'une procédure d'évolution d'un document d'urbanisme »*.

Toutefois, une dérogation à cette interdiction d'ouverture à l'urbanisation est prévue à l'article L. 142-5 du Code de l'Urbanisme.

Ces articles, numérotés L122-2 et L122-2-1 avant l'ordonnance du 23 septembre 2015 ont été plusieurs fois remaniés avec des applications faisant l'objet de différentes dispositions transitoires.

En l'espèce, pour les procédures en cours au 24 mars 2014, l'article 129 de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 (dite loi ALUR) prévoit que *« les dispositions antérieures à la publication de la présente loi demeurent applicables aux procédures d'élaboration et de révision des plans locaux*

d'urbanisme [...] en cours à cette date ». Ainsi il peut être dérogé à l'interdiction d'ouverture à l'urbanisation jusqu'au 31 décembre 2016, avec l'accord de l'établissement public prévu à l'article L 122-4, lorsque le périmètre d'un schéma de cohérence territoriale incluant la commune a été arrêté.

« La dérogation ne peut être refusée que si les inconvénients éventuels de l'urbanisation envisagée pour les communes voisines, pour l'environnement ou pour les activités agricoles sont excessifs au regard de l'intérêt que représente pour la commune la modification ou la révision du plan »

En date du 5 août 2016, la commune du Puy-Sainte-Réparate, qui a arrêté sa procédure d'élaboration de son PLU avant le caractère exécutoire du SCOT, sollicite la Métropole afin d'obtenir la dérogation au principe d'urbanisation limitée. Il appartient donc aujourd'hui au Conseil de la Métropole d'instruire cette demande.

Objets de la demande

La commune a engagé une procédure d'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme par délibération du Conseil Municipal en date du 5 juillet 2010. Le projet de PLU, arrêté le 30 novembre 2015 a fait l'objet de plusieurs remarques des personnes publiques associées. La commune souhaitant faire évoluer son projet en conséquence envisage notamment de réduire les espaces ouverts à l'urbanisation. Les secteurs pour lesquels la commune sollicite la Métropole pour la dérogation sont donc réduits par rapport aux périmètres présents dans le projet de PLU arrêté.

Le PADD est décliné en 3 axes:

- promouvoir un développement équilibré de l'habitat et réaffirmer les espaces collectifs : un village pour tous et partagé,
- conforter les activités existantes et accompagner la singularité des espaces agricoles,
- renforcer l'atout des espaces naturels formant une richesse patrimoniale diversifiée : un territoire à dominante naturelle et rurale.

Dans son projet, la commune expose sa volonté d'accueillir **1300 habitants** supplémentaires sur 20 ans pour atteindre **6 600 habitants** aux alentours de 2030. Cet objectif nécessite la construction de **830 nouveaux logements**.

La politique volontariste en matière de renouvellement urbain et de densification du centre bourg et des hameaux permet d'envisager la création d'environ 260 logements.

Afin de compléter l'offre en logements, la commune propose des extensions avec la volonté de conforter l'armature existante :

- à proximité du bourg avec le développement de deux secteurs en ZAD en entrée de ville Est et Ouest (435 logements) et la création d'une résidence senior dans le quartier des Pontiers (50 logements)

- en périphérie pour conforter l'existant : prolongement du hameau de Saint Canadet, des lotissements Rousset et des quartiers des Bastides et des Groules (80 logements).

Sur le plan économique, le renforcement de la dynamique économique passe notamment par la densification et l'extension des zones d'activités intercommunales « la Confrérie » et « la Halte » tandis que la ZA des Amajons est maintenue.

Ainsi pour mettre en œuvre ses objectifs de développement, la commune va ouvrir à l'urbanisation 13 secteurs qui sont répertoriés dans les tableaux ci-dessous ainsi que quelques reliquats correspondant à des ajustements de zonage. Ces ouvertures à l'urbanisation représentent 67 ha dont 10,5 ha pour des jardins en zone urbaine ou à urbaniser.

Les reclassements en zone à urbaniser représentent 41,5 ha dont 8 ha en AU jardin.

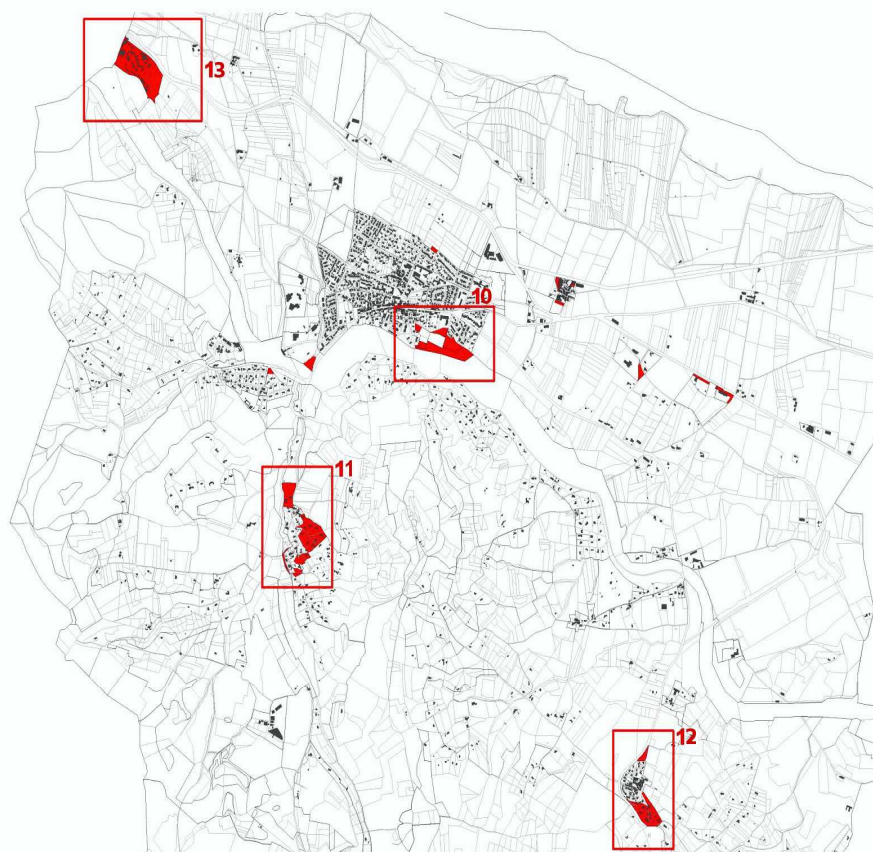


Secteurs/ localisation	Occupation actuelle	Projet	Superficie zone (ha)	Zonage	
				POS	PLU
1- Les Bonnauds ZAD en continuité Est du bourg dans le prolongement de la maison de retraite au sud du collège Louis Philibert	Cultures annuelles de plein champs (5,1 ha), cultures légumières (0,5ha) et friches herbacées.	Ce secteur est concerné par l'OAPh2 prévoyant un centre aéré, 220 logements, dont 40 % de Logements Locatifs Sociaux (LLS) sous forme de pavillons groupés, maisons de village et petits collectifs. Des jardins familiaux sont prévus sur les pourtours du site.	4,41	NC	1AUb (habitat)
			2,1	NC	1AUbj (jardins)
2 - Grand Vallat ZAD en continuité Ouest du bourg	Terres agricoles cultivées en prairies	Ce secteur est concerné par l'OAPh3 prévoyant une maison des associations, 215 logements dont 40 % de LLS principalement sous forme de petits collectifs et de quelques pavillons groupés. Des jardins familiaux ou collectifs sont prévus sur la partie Nord-Ouest du site.	4,03	NC	1AUb (habitat)
			3,5	NC	1AUbj (jardins)
3 - Pontiers En continuité Sud du bourg, au Nord du canal EDF	Forêt et milieux semi-naturels (1,3ha), prairies et espaces artificialisés (0,4ha)	Ce secteur est concerné par l'OAPh4 plus vaste. Sur le secteur ouvert à l'urbanisation, il est prévu une cinquantaine de logements en petits collectifs pour une population senior en loyer conventionné ainsi que des jardins.	1,02	NA1	1AUb (habitat)
			0,7	NA1	1AUdj (jardins)
4 - Rousset Au Sud-Ouest de l'enveloppe urbaine, au Sud du canal EDF	Friches herbacées ou arborées (2,3 ha), prairies (0,8ha), forêt et milieux semi-naturels (0,5ha), espace artificialisé (1ha)	Ce secteur est concerné par l'OAPh5 plus vaste, prévoyant également un projet agricole. Sur le site ouvert à l'urbanisation, 45 logements sont envisagés sous forme d'habitats individuels et groupés. Un espace à vocation de jardins est maintenu afin de conserver les continuités fonctionnelles.	3,06	NC	1AUd (habitat)
			1,6	NC	1AUdj (jardins)

5 - Saint Canadet En entrée Sud du hameau de Saint-Canadet, de part et d'autre de la RD13	1,6 ha de surfaces artificialisées (voiries, maisons...), 1,5 ha de milieux semi-naturels, 0,6 ha de friches, 0,9 ha de prairies, et 0,3 ha de cultures annuelles de plein-champ.	Ce secteur est concerné par l'OAPh6, prévoyant 23 logements sous forme d'habitat individuel et maisons de village afin de compléter l'urbanisation existante.	4,95	NC	1AUd1 (habitat)
6 - Bastides Petit hameau à proximité de la RD13 entre le canal EDF et Saint-Canadet.	2,1 ha de surfaces artificialisées (maisons, voiries), 2 ha de milieux semi-naturels, 0,4 ha de prairies et 0,4 ha de cultures de plein champ.	Ce secteur est concerné par l'OAPh7, prévoyant quelques logements supplémentaires sous forme de maisons de villages (environ 8 logements).	4,33	NB : 0,37ha NC : 3,83ha ND2: 0,13ha	1AUd1.anc (habitat)
7 - Groule Au Sud-Ouest de l'enveloppe urbaine au Nord du canal EDF	2,3 ha de surfaces artificialisées (maisons), 0,8 ha de prairies, 0,5 ha de milieux semi-naturels.	Ce secteur est concerné par l'OAPh8, le comblement des espaces disponibles permettra l'accueil d'environ 6 nouveaux logements.	3,62	NB : 1,95ha NC : 1,67ha	1AUd1.anc (habitat)
8 - ZA Halte A l'Est du village, à proximité de la RD 561 en arrière plan d'un secteur déjà occupé par quelques activités.	6,3 ha de cultures annuelles de plein champ, 0,6 ha de prairies.	Ce secteur est concerné par l'OAPe2 plus vaste, englobant les activités existantes. 15 000 m² de surface de plancher à destination d'activités artisanales sont envisagés.	6,47	NC	1AUe.anc (activités)
9 - ZA Confrérie A l'Ouest de l'enveloppe urbaine, entre le village et la zone d'activités existantes (tertiaires), bordé au Sud par l'ancien camping et le complexe sportif.	1,6 ha de prairies, 0,2 ha en milieux semi-naturels	Ce secteur est concerné par l'OAPe1 plus vaste. Le site ouvert à l'urbanisation est destiné à recevoir 5 600 m² de surface de plancher pour de l'activité tertiaire.	1,78	NC	1AUet (activités)

Les reclassements en zone urbaine représentent 25,5
ha dont près de 2, 5 en UD jardin.

Localisation des sites en zone U du PLU



Secteurs/ localisation	Occupation actuelle	Projet	Superficie zone (ha)	Zonage	
10- Pontiers En continuité Sud-Ouest du bourg, au Nord du canal EDF	3,6 ha de forêt et milieux semi-naturels, 0,4 ha de prairies, et 0,7ha d'espaces déjà artificialisés.	Ce secteur est concerné en partie par l'OAPh4 plus vaste. Plus de 2 ha sont prévus pour des jardins collectifs, 2 ha environ deviennent constructibles dont la moitié pour de la réserve foncière communale.	1,09	NA1	UB
			1,14	NA1	UD
			2,38	NA1	UDj
			0,06	ND2	UDj
11 - La Cride Urbanisation diffuse autour du hameau de la Cride	4,6 ha de surfaces artificialisées (habitation, jardins et voiries), 1,4 ha de forêt et milieux semi-naturels, 0,6 ha de friches arborées.	Il s'agit de compléter l'urbanisation de ce secteur avec de formes urbaines semblables à celles existantes. Une quinzaine de logements supplémentaires est attendue dans le secteur.	4,76	NB	UD
			0,01	ND2	UA
			0,38	ND2	UD
			0,02	NC	UA
12-Saint Canadet Autour du hameau principalement en entrée Sud entre le hameau et la future AU	2,6 ha artificialisés, 0,6 ha semi-naturels et 0,5ha de prairies	Il s'agit de compléter l'urbanisation de ce secteur avec de formes urbaines semblables à celles existantes. 23 logements supplémentaires sont attendus dans le secteur	3,37	NC	UD
13 -CAT - Foyer d'hébergement En limite Ouest du territoire communal	5,2 ha artificialisés (CAT existant), 2,5 ha de forêt et milieux semi-naturels, 0,6 ha de vergers	L'ensemble du secteur est destiné à recevoir des activités d'hébergement de foyer pour une surface de plancher maximale de 15 000 m²	8,39	NB	UDss
Ajustements zonage : - Rousset - Sport - Cimetière - Goirands -ZA Halte	Sur l'ensemble : 0,68 ha d'espaces semi-naturels, 0,16 ha cultures de plein champs, 1,6 ha d'espaces artificialisés.	Ces ajustements sont opérés pour mettre en cohérence le zonage, le cadastre et la réalité du terrain. En continuité d'espaces artificialisés, leur ouverture permettra de traiter l'espace public ou collectif.	0,15	ND2	UD.acp
			0,53	ND2	Uds
			0,15	NC	UD
			0,54	NC	Ubh
			1,07	NC	UE.anc

Au vu du projet communal, les inconvénients de l'urbanisation envisagée ne sont pas excessifs pour les communes voisines, pour l'environnement ou pour les activités agricoles, au regard de l'intérêt que représente pour la commune la révision du plan.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2003-590 Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003 ;
- La loi n°2010-788 portant Engagement national pour l'environnement (dite loi Grenelle 2) du 12 juillet 2010 ;
- La loi n°2014-366 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (loi ALUR) du 24 mars 2014, notamment son article 129 ;
- L'arrêté inter-préfectoral du 09 mai 2014, portant délimitation du périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix ;
- La demande de la commune du Puy-Sainte Réparate du 5 août 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de délibérer sur la dérogation prévue dans le Code de l'Urbanisme.

Délibère

Article unique :

La dérogation au titre de l'article L 122-2 du Code de l'Urbanisme dans sa version applicable avant la publication de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 est accordée à la commune du Puy-Sainte-Réparate sur les zones mentionnées ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-1091/16/CM

**■ Aménagement d'un giratoire à proximité de la RD 368 entre Marignane et l'A55. Demande d'ouverture d'enquêtes conjointes préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et Parcellaire pour la ZAC des Florides à Marignane
MET 16/1525/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La zone d'activités des Florides sur la commune de Marignane est identifiée comme un pôle d'intérêt métropolitain. Cette dernière est située à proximité des axes autoroutiers de la Métropole, à l'ouest de la ville de Marignane, le long de la D9 et de l'avenue Lino Ventura RD368 à Gignac-la-Nerthe.

Elle accueille des entreprises structurantes de la région PACA, caractérisées par une forte croissance. Aujourd'hui, on comptabilise plus de 1300 salariés sur la zone au sein d'entreprises dont le secteur d'activités est essentiellement axé sur l'aéronautique.

Ce parc d'activité ne dispose actuellement que d'un accès à la RD9 par le nord. Ce caractère d'entrée unique pose au problème majeur évident pour des entreprises dont la vocation est essentiellement la gestion des flux en lien avec les activités d'Airbus. Outre le caractère exigü de la RD9 et l'engorgement de cette dernière, le développement des entreprises de la filière aéronautique dont l'avantage concurrentiel est essentiellement accès sur les temps de livraison au consommateur final et le lien des entreprises entre elles au sein de ce cluster, est fortement contraint.

En outre, le secteur dit des Florides, Parc d'activités essentiellement consacré aux PME et PMI autour du HUB Airbus, est également en pleine phase de développement. A l'heure actuelle, cette zone n'est pas connectée à la RD368. Hors, avec la montée en puissance de ce parc d'activités, et au vu de la configuration initiale de ce site, les flux de poids lourds, dont on peut s'attendre à une augmentation, seront dirigés vers la D9 qui dessert actuellement une zone qui impose un transit via le centre-ville. Il apparaît clairement que cette rue ne pourra assumer cette fonction durablement et que la liaison RD368-A55 sera à privilégier.

C'est pourquoi le dossier de réalisation de la ZAC intègre la réalisation de ce second rond-point.

Le projet qui sera soumis à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique porte sur la réalisation d'un nouveau giratoire sur les communes de Gignac-la-Nerthe et de Marignane au Nord-Ouest de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, à proximité de la RD368 qui forme un axe entre Marignane et l'A55.

L'aménagement de ce giratoire se fera sur des terrains classés UE3a au Plan Local Urbain de la commune de Gignac-la-Nerthe.

Les terrains sont limités par :

- Au Nord de la Zac des Florides commune de Marignane
- Au Sud-ouest par la parcelle AL007 – propriété privée
- Au Sud-est chemin de Carraire.

Dans le cadre des acquisitions foncières menées auprès des propriétaires impactés par le projet, entre autre, celle de la parcelle cadastrée AL007 n'a pas abouti.

De ce fait, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence devra poursuivre la maîtrise foncière des terrains en cause par voie d'expropriation et il est donc nécessaire d'engager les enquêtes préalables à la Déclaration d'Utilité Publique et l'enquête parcellaire.

C'est pourquoi en application des articles L11-1 et suivants et de l'Article R11-21 du Code de l'Expropriation il y a lieu de solliciter auprès de Monsieur le Préfet de la Région Provence Alpes Côte d'Azur les ouvertures de l'enquête publique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique du projet et de l'enquête parcellaire visant à déterminer la cessibilité des propriétés impactées.

Il convient que le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence approuve ladite délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Expropriation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1585 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2016.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il est nécessaire de lancer une enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et une enquête parcellaire sur le projet d'un giratoire entre la RD 368 et la ZAC des Florides à Gignac-la-Nerthe.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le lancement des enquêtes préalables à la Déclaration d'Utilité Publique et parcellaire sur le projet d'aménagement d'un giratoire à proximité de la RD 368 qui forme un axe entre Marignane et l'A55 sur les communes de Marignane et Gignac la Nerthe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-1092/16/CM

■ Opération Grand Centre-Ville - Restauration immobilière sur les immeubles sis 45-47, rue des Petites Maries à Marseille 1er arrondissement - Demande de Déclaration d'Utilité Publique du programme de travaux de restauration et de l'ouverture d'une enquête parcellaire subséquente MET 16/1560/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°05/1244/EHCV du Conseil Municipal du 12 décembre 2005, la Ville de Marseille s'est dotée d'un dispositif opérationnel de lutte contre l'habitat indigne comprenant un volet incitatif, l'Opération d'Amélioration de l'Habitat Dégradé (OAHd) et un volet coercitif, une concession d'aménagement, dite concession « Eradication de l'Habitat Indigne » (EHI).

En séance du 10 décembre 2007, le Conseil Municipal a approuvé la convention n°07/1437 passée avec Marseille Habitat, concessionnaire « EHI » pour le lot n°1 « Centre-Sud ».

Par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, cette concession a été transférée à l'Établissement Public de Coopération Intercommunale compétent auquel s'est substituée la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2016. La concession porte désormais le numéro T1600918CO (ex-n°07/1437).

L'objectif de cette opération est de traiter les immeubles les plus dégradés, pour lesquels un redressement à l'amiable avec les propriétaires a échoué, en mettant en œuvre des moyens coercitifs pour en obtenir une réhabilitation globale et pérenne.

Dans ce cadre, des procédures de Déclaration d'Utilité Publique de Restauration Immobilière (DUP RI) ont été engagées au bénéfice du concessionnaire, certaines ont permis la réhabilitation complète des immeubles par leurs propriétaires, d'autres ont conduit à une expropriation des propriétaires qui n'avaient pas mis en œuvre les programmes de travaux prescrits dans les délais imposés, et d'autres procédures sont encore en cours.

Une procédure de cette nature a été engagée pour l'ensemble immobilier sis 45-47, rue des Petites Maries – 13001 (cadastré sous les numéros 232 et 233 de la section B du quartier Belsunce – n°201801 B0232 et 201801 B0232). Un arrêté préfectoral prescrivant l'ouverture de l'enquête publique a été pris à la demande du Maire habilité par le Conseil Municipal du 8 octobre 2012.

Le budget de la concession et son échéance proposée au 31 décembre 2018 ne permettront pas de mener à leur terme toutes les expropriations souhaitées. Il est donc proposé que la poursuite de la procédure soit conduite au bénéfice de la Métropole qui se chargera de confier la réhabilitation de ces immeubles aux opérateurs qu'elle retiendra.

L'objet du présent rapport est de proposer d'habiliter Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, à demander la Déclaration d'Utilité Publique du programme de travaux de restauration des immeubles sis 45-47, rue des Petites Maries au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, en lieu et place de Marseille Habitat, ainsi que l'ouverture de l'enquête parcellaire subséquente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n° HN 01-003/16/CM portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'opération d'aménagement d'Eradication de l'Habitat Indigne concédée à Marseille Habitat est transférée à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016 ;
- Qu'il convient de poursuivre la procédure de Déclaration d'Utilité publique de Restauration Immobilière sur l'ensemble immobilier sis 45-47, rue des Petites Maries - 13001 (parcelles n°201801 B0232 et 201801 B0233), compte tenu de son état de dégradation et de la réticence du propriétaire à réaliser des travaux ;
- Qu'il convient de demander au Préfet de déclarer d'Utilité Publique le programme de travaux de restauration sur ces immeubles et l'ouverture de l'enquête parcellaire subséquente au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la poursuite de l'opération de restauration immobilière au titre de l'article L131-4 du Code de l'Urbanisme sur l'ensemble immobilier sis 45-47, rue des Petites Maries – 13001 (parcelles n°201801 B0232 et 201801 B0233), repéré sur le plan en annexe.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est habilité à demander à Monsieur le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, la Déclaration d'Utilité Publique du programme de travaux de restauration de ces immeubles, ainsi que l'ouverture de l'enquête parcellaire subséquente au titre de l'article L313-4-2 du Code de l'Urbanisme, au profit de la Métropole afin de mettre en œuvre l'opération objet de l'article 1.

Article 3 :

Le bénéficiaire de la déclaration d'utilité publique est habilité à solliciter, au terme des enquêtes, l'ensemble des actes subséquents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 013-1093/16/CM

**■ Opération Grand Centre-Ville - Pôles Saint-Louis Delacroix - Bédarrides - Noailles Capucins - Projets de Déclaration d'Utilité Publique en vue de la réalisation d'opérations de logements sociaux et de la maîtrise du foncier par voie d'expropriation - 2 rue Halle Delacroix - 11 rue Jean Roque - 16 rue de l'Académie à Marseille
MET 16/1567/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la Ville de Marseille et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ont approuvé un engagement renforcé pour le centre-ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Le Conseil Municipal de Marseille a approuvé, le 25 octobre 2010, la mise en place de l'Opération Grand Centre Ville, pour contribuer à cette requalification avec pour objectif la création de 20 000 m² de locaux - activité, commerce, équipements - ; la production de 1 500 logements nouveaux ou restructurés ; l'amélioration de 2 000 logements privés ; le ravalement de 800 immeubles le long d'axes de circulation emblématiques ; la création de voiries et l'embellissement d'espaces publics.

Cette opération d'aménagement, portant sur 35 pôles de projets, a été concédée à la société publique locale d'aménagement SOLEAM.

Par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, cette concession a été transférée à l'Établissement Public de Coopération Intercommunale compétent auquel s'est substituée la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016. La concession porte désormais le n°T1600914CO (ex-n°11/0136).

L'un des objectifs de l'Opération Grand Centre Ville est donc la production de logements nouveaux diversifiés par acquisition-amélioration ou démolition-reconstruction. La diversification de l'offre doit répondre à l'Engagement Municipal pour le Logement de la ville de Marseille et aux orientations du Programme Local de l'Habitat (PLH) en vigueur, qui prônent le développement de l'accession à la propriété, de l'habitat adapté (personnes vieillissantes,

jeunes travailleurs, étudiants, etc.) ainsi que du logement locatif à loyer conventionné.

Le 1^{er} arrondissement de Marseille, avec 15% de logements locatifs sociaux, présente un taux inférieur au taux de 25 % imposé par la loi. Par délibération du 21 décembre 2015, relative à l'intervention de Marseille Provence Métropole sur le parc existant, l'Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) a approuvé le principe d'accélérer l'intervention sur le parc privé existant par la majoration de ses aides à l'acquisition-amélioration visant un objectif de production de 775 logements acquis-améliorés sur l'objectif annuel global visé de 2 500 logements locatifs sociaux.

L'intervention sur le parc privé existant offre l'intérêt de recycler les logements dégradés et/ou vacants notoirement présents dans les centres-villes des communes de l'EPCI, en logements à loyers maîtrisés, sans augmentation significative du parc de résidences principales.

C'est dans ce contexte qu'ont été repérés les immeubles objets du présent rapport. Ils sont situés dans le quartier Noailles, au cœur du 1^{er} arrondissement, sur lequel la SOLEAM a conduit, en 2014-2015, une étude urbaine multi-thématique sur cinq pôles d'intervention de l'Opération Grand Centre-Ville.

Il s'agit de trois immeubles, dégradés depuis longtemps et en grande partie vacants, qui de ce fait constituent de réelles opportunités foncières pour la création de logements locatifs sociaux dans un quartier notablement déficitaire :

- L'immeuble sis 2, rue Halle Delacroix (cadastré quartier Noailles parcelle n°201803 A0268) est une propriété unique dans un état médiocre d'entretien depuis plusieurs années. Si les rez-de-chaussées commerciaux sont en partie loués (5 locaux commerciaux), les étages sont vacants depuis fin 2014 (10 logements) ;

- L'immeuble sis 11, rue Jean Roque (cadastré quartier Noailles, parcelle n°201803 B0174) est une copropriété de 10 logements particulièrement dégradée, entièrement vacante depuis septembre 2009 suite à un sinistre ;

- L'immeuble sis 16, rue de l'Académie (cadastré quartier Noailles, parcelle n°201803 B0104) est une propriété unique particulièrement dégradée de 4 grands logements, longtemps squattée et vacante depuis de nombreuses années.

Compte tenu du mauvais état de ces biens, de leur vacance totale ou partielle au sein d'un quartier où la demande en logements est forte, particulièrement en logements à loyer maîtrisé, il est proposé de

poursuivre leur maîtrise foncière auprès de propriétaires ou copropriétaires qui n'ont pas manifesté la volonté ou la possibilité d'engager les programmes de travaux complets et pérennes qui s'imposent.

Compte tenu de l'intérêt général que représente l'acquisition-amélioration de ces immeubles pour produire du logement social, il est proposé de recourir à une expropriation pour cause d'utilité publique répondant à cet objectif.

A cette fin, il est proposé d'habiliter le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à solliciter auprès de Monsieur le Préfet l'ouverture des enquêtes préalables aux Déclarations d'Utilité Publique et des enquêtes parcellaires conjointes au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou de son concessionnaire agissant au titre de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme, en vue de maîtriser ces trois immeubles pour mettre en œuvre des opérations de logements sociaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Communauté n°RNOV 002-771/12/CC du 14 décembre 2012 approuvant le Plan Local de l'Habitat de Marseille Provence Métropole 2012-2018 ;
- La délibération du Conseil de Communauté n°HPV 005-1614/15/CC du 21 décembre 2015 relative au Programme Local de l'Habitat 2012-2018 – Intervention de Marseille Provence Métropole sur le parc existant ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016 ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'opération d'aménagement « Grand Centre-Ville » concédée à la SOLEAM au titre de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme et transférée à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016 relève d'une logique de renouvellement urbain ;
- Qu'il convient de maîtriser les immeubles sis 2, rue Halle Delacroix (parcelle n°201803 A0268), 11, rue Jean Roque (parcelle n°201803 B0174) et 16, rue de l'Académie (parcelle n°201803 B0104) pour mettre en œuvre des opérations de logements sociaux dans le cadre d'une politique locale de l'habitat ;
- Qu'il convient de demander au Préfet l'ouverture des enquêtes préalables aux Déclarations d'Utilité Publique et des enquêtes parcellaires conjointes au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou de son concessionnaire ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée, dans le cadre de l'opération « Grand Centre-Ville » concédée à la SOLEAM, la réalisation d'opérations de logements sociaux sur trois immeubles vacants et dégradés sis :

- 2, rue Halle Delacroix (cadastré n°201803 A0268), repéré sur plan en annexe 1
 - 11, rue Jean Roque (n°201803 B0174), repéré sur plan en annexe 2
 - 16, rue de l'Académie (cadastré n°201803 B0104), repéré sur plan en annexe 3
- quartier Noailles, dans le 1er arrondissement de Marseille.

Ces opérations répondent aux objectifs du Programme Local de l'Habitat en vigueur, aux obligations prévues par la loi en la matière et participent à la rénovation urbaine du centre-ville de Marseille.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est habilité à solliciter auprès de Monsieur le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, l'ouverture des enquêtes préalables aux Déclarations d'Utilité Publique et des enquêtes parcellaires conjointes, prévues aux articles L.110-1, R.112-4, R.131-1 et suivants du Code de l'Expropriation, au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou de son concessionnaire, en

vue de la maîtrise des biens nécessaires à la mise en œuvre des opérations objets de l'article 1.

Article 3 :

Le bénéficiaire des déclarations d'utilité publique est habilité à solliciter, au terme des enquêtes, l'ensemble des actes subséquents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 014-1094/16/CM

■ Opération Grand Centre-Ville - Pôle Velten-Korsec-Fabre - Projet de Déclaration d'Utilité Publique en vue de la réalisation d'une opération de logements sociaux pour étudiants et de la maîtrise du foncier par voie d'expropriation - 69 rue Longue des Capucins à Marseille MET 16/1569/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la Ville de Marseille et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ont approuvé un engagement renforcé pour le centre-ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Le Conseil Municipal de Marseille a approuvé, le 25 octobre 2010, la mise en place de l'Opération Grand Centre-Ville, pour contribuer à cette requalification avec pour objectif la création de 20 000 m² de locaux - activité, commerce, équipements - ; la production de 1 500 logements nouveaux ou restructurés ; l'amélioration de 2 000 logements privés ; le ravalement de 800 immeubles le long d'axes de circulation emblématiques ; la création de voiries et l'embellissement d'espaces publics.

Cette opération d'aménagement, portant sur 35 pôles de projets, a été concédée à la société publique locale d'aménagement SOLEAM.

Par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, cette concession a été transférée à l'Établissement Public de Coopération Intercommunale compétent auquel s'est substituée la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2016. La concession porte désormais le n°T1600914CO (ex-n°11/0136).

Ainsi, l'un des objectifs de l'Opération Grand Centre-Ville est la production de logements nouveaux diversifiés par acquisition-amélioration ou démolition-reconstruction. La diversification de l'offre doit répondre à l'Engagement Municipal pour le Logement de la ville de Marseille et aux orientations du

Programme Local de l'Habitat (PLH) en vigueur, qui prônent le développement de l'accès à la propriété, de l'habitat adapté (personnes vieillissantes, jeunes travailleurs, étudiants, etc.) ainsi que du logement locatif à loyer conventionné.

Le 1er arrondissement de Marseille, avec 15% de logements locatifs sociaux, présente un taux inférieur au taux de 25 % imposé par la loi. Par délibération du 21 décembre 2015, relative à l'intervention de Marseille Provence Métropole sur le parc existant, l'Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) a approuvé le principe d'accélérer l'intervention sur le parc privé existant par la majoration de ses aides à l'acquisition-amélioration visant un objectif de production de 775 logements acquis-améliorés sur l'objectif annuel global visé de 2 500 logements locatifs sociaux.

L'intervention sur le parc privé existant offre l'intérêt de recycler les logements dégradés et/ou vacants notoirement présents dans les centres villes des communes de l'EPCI, en logements à loyers maîtrisés, sans augmentation significative du parc de résidences principales.

C'est dans ce contexte qu'est recherchée au sein des pôles de renouvellement urbain de l'Opération Grand Centre-Ville toute opportunité pour maîtriser des immeubles d'habitation vacants, dégradés ou nécessitant un niveau de restauration tel que la structure foncière est appelée à être modifiée.

L'immeuble sis 69, rue Longue des Capucins (parcelle n°201801 B0126) situé dans le quartier Belsunce, 1^{er} arrondissement de Marseille, entre dans cette catégorie. Il constitue une opportunité foncière pour la création de logements locatifs sociaux pour étudiants à divers titres :

- il s'agit d'un immeuble dégradé en copropriété que ses propriétaires n'ont pas réussi à réhabiliter de manière satisfaisante et pérenne malgré les incitations et les aides publiques ;

- il s'agit d'un vestige du patrimoine historique du quartier, l'ancien hôtel particulier Fabre, qui a subi des dommages durant la guerre puis a été divisé et surélevé pour devenir un immeuble de rapport ; le règlement de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) préconise l'écèlement d'un étage pour retrouver le gabarit d'origine, ce qui ne peut se faire que par une maîtrise complète de l'immeuble aujourd'hui en copropriété ;

- il est mitoyen d'une parcelle publique propriété de la ville de Marseille qui offre l'opportunité d'une reconstitution de la façade nord de l'immeuble aujourd'hui complètement déstructurée, permettant d'offrir un front bâti de qualité au réaménagement de place Fare-Petites Maries dont les travaux subventionnés par l'ANRU démarreront à l'automne 2016 ;

- sa restructuration complète permettra d'offrir une dizaine de logements sociaux pour étudiants dans le cadre d'une résidence innovante, à des niveaux de loyer avoisinant ceux du CROUS, au sein d'un quartier proche des facultés et de la gare.

Compte tenu de l'intérêt général que représente l'acquisition-amélioration de cet immeuble pour produire du logement social et mettre en œuvre les préconisations patrimoniales de la ZPPAUP s'insérant dans un projet de renouvellement urbain d'ensemble, il est proposé de recourir à une expropriation pour cause d'utilité publique répondant à cet objectif.

A cette fin, il est proposé d'habiliter le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à solliciter auprès de Monsieur le Préfet l'ouverture de l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et de l'enquête parcellaire conjointe au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou de son concessionnaire agissant au titre de l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme, en vue de maîtriser ces trois immeubles pour mettre en œuvre une opération de logements sociaux pour étudiants.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Communauté n°RNOV 002-771/12/CC du 14 décembre 2012 approuvant le Plan Local de l'Habitat de Marseille Provence Métropole 2012-2018
- La délibération du Conseil de Communauté n°HPV 005-1614/15/CC du 21 décembre 2015 relative au Programme Local de l'Habitat 2012-2018 – Intervention de Marseille Provence Métropole sur le parc existant ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'opération d'aménagement « Grand Centre-Ville » concédée à la SOLEAM au titre de l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme et transférée à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016 relève d'une logique de renouvellement urbain ;
- Qu'il convient de maîtriser l'immeuble sis 69, rue Longue des Capucins (parcelle n°201801 B0126), pour mettre en œuvre une opération de logements sociaux pour étudiants entrant dans le cadre d'une politique locale de l'habitat ;
- Qu'il convient de demander au Préfet l'ouverture de l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et de l'enquête parcellaire conjointe au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou de son concessionnaire ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée, dans le cadre de l'opération « Grand Centre-Ville » concédée à la SOLEAM, la réalisation d'une opération de logements sociaux pour étudiants sur l'immeuble à restructurer sis :

69, rue Longue des Capucins (n°201801 B0126), repéré sur plan en annexe.

Cette opération répond aux objectifs du Programme Local de l'Habitat en vigueur, aux obligations prévues par la loi en la matière et participe à la rénovation urbaine du centre-ville de Marseille en permettant la restauration-restructuration d'un immeuble présentant un intérêt patrimonial et historique.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est habilité à solliciter auprès de Monsieur le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, l'ouverture de l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et de l'enquête parcellaire conjointe, prévues aux articles L.110-1, R.112-4, R.131-1 et suivants du Code de l'Expropriation, au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou de son concessionnaire, en vue de la maîtrise des biens nécessaires à la mise en œuvre de l'opération objet de l'article 1.

Article 3 :

Le bénéficiaire de la déclaration d'utilité publique est habilité à solliciter, au terme des enquêtes, l'ensemble des actes subséquents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 015-1095/16/CM

**■ Opération Grand Centre-Ville - Pôle Nationale Providence - Projet de Déclaration d'Utilité Publique d'un programme d'équipement public et d'aménagement dans le quartier Belsunce à Marseille - Habilitation à solliciter les enquêtes publiques et parcellaires préalables auprès du Préfet en vue de la maîtrise foncière
MET 16/1571/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la Ville de Marseille et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ont approuvé un engagement renforcé pour le Centre-Ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Le Conseil Municipal de Marseille a approuvé, le 25 octobre 2010, la mise en place de l'Opération Grand Centre-Ville, pour contribuer à cette requalification avec pour objectif la création de 20 000 m² de locaux - activité, commerce, équipements - ; la production de 1500 logements nouveaux ou restructurés ; l'amélioration de 2000 logements privés ; le ravalement de 800 immeubles le long d'axes de circulation emblématiques ; la création de voiries et l'embellissement d'espaces publics.

Cette opération d'aménagement, portant sur 35 pôles de projets, a été concédée à la société publique locale d'aménagement SOLEAM,

Par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, cette concession a été transférée à l'Établissement Public de Coopération Intercommunale compétent auquel s'est substituée la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2016. La concession porte désormais le n°T1600914CO (ex-n°11/0136).

Le pôle «Nationale - Providence» est inclus dans l'Opération Grand Centre-Ville. Il présente à l'angle de la rue Nationale et de la rue de la Fare un potentiel foncier du fait des tènements déjà maîtrisés et de l'état dégradé de nombre de parcelles mitoyennes qui appellent un traitement lourd combinant démolition et restauration.

Compte tenu des objectifs conjoints :

1/ de répondre à un besoin d'équipement public, notamment périscolaire, identifié dans le 1^{er} arrondissement,

2/ d'engager le renouvellement urbain d'un îlot ancien dégradé et déstructuré par des dommages de guerre,

3/ de satisfaire aux préconisations de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager (ZPPAUP) qui prévoient une recomposition urbaine de ces emprises,

La SOLEAM a mené une étude de capacité et de faisabilité qui a montré qu'une opération mixte permettrait la création d'un équipement public de proximité d'au moins 600 m² bénéficiant d'un espace extérieur en cœur d'îlot d'environ 550 m² en rez de chaussée, d'un petit immeuble d'habitation d'une vingtaine de logements permettant de recomposer un front bâti et de mettre en valeur des éléments de patrimoine remarquables.

Pour mettre en œuvre ce projet d'intérêt général, il convient de compléter le foncier déjà maîtrisé afin de cureter le cœur d'îlot des constructions parasites, de mettre en valeur un bâti protégé au titre de ses qualités patrimoniales et d'offrir une assiette suffisante permettant d'accueillir le programme mixte visé d'une capacité d'environ 2 800 m² de surface de plancher.

Compte tenu de la nécessité de maîtriser les parcelles n°201801 C0230, n°201801 C0244, n°201801 C0256 et pour partie la parcelle n°201801 C0059, pour disposer du foncier nécessaire à la réalisation de cette opération de renouvellement urbain, il est proposé d'habiliter le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à solliciter auprès de Monsieur le Préfet l'ouverture de l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et de l'enquête parcellaire conjointe au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou de son concessionnaire en vue de maîtriser ces parcelles pour mettre en œuvre cette opération, au titre de l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que l'opération d'aménagement « Grand Centre-Ville » concédée à la SOLEAM et transférée à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016 relève d'une logique de renouvellement urbain ;
- Qu'il convient de maîtriser les parcelles n°201801 C0230, n°201801 C0244, n°201801 C0256 et une partie de la parcelle n°201801 C0059 pour mettre en œuvre une opération d'aménagement au titre de l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'il convient de demander au Préfet l'ouverture de l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et de l'enquête parcellaire conjointe au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou de son concessionnaire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la conformité aux objectifs de l'opération Grand Centre-Ville concédée à la SOLEAM, du programme de renouvellement urbain alliant équipement périscolaire et logements sur l'ensemble des parcelles n°201801 C0230, n°201801 C0244, n°201801 C0256 et parcelle 201801 C0059 pour partie (plan de repérage annexé), sises à Marseille, angle de la rue Nationale et de la rue de la Fare dans le 1^{er} arrondissement.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est habilité à solliciter auprès de Monsieur le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, l'ouverture de l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et de l'enquête parcellaire conjointe, prévues aux articles

L.110-1, R.112-4, R.131-1 et suivants du Code de l'Expropriation, au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou de son concessionnaire, en vue de la maîtrise des biens nécessaires à la mise en œuvre l'opération objet de l'article 1.

Article 3 :

Le bénéficiaire de la déclaration d'utilité publique est habilité à solliciter, au terme des enquêtes, l'ensemble des actes subséquents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 016-1096/16/CM

**■ Opération Grand Centre-Ville - Pôle Ventre Lieutaud - Projet de Déclaration d'Utilité Publique d'un équipement socioculturel à vocation intergénérationnelle dans le quartier de Noailles à Marseille - Habilitation à solliciter les enquêtes publiques et parcellaires préalables auprès du Préfet en vue de la maîtrise foncière
MET 16/1573/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la Ville de Marseille et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ont approuvé un engagement renforcé pour le Centre-Ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Le Conseil Municipal de Marseille a approuvé, le 25 octobre 2010, la mise en place de l'Opération Grand Centre-Ville, pour contribuer à cette requalification avec pour objectif la création de 20 000 m² de locaux - activité, commerce, équipements - ; la production de 1 500 logements nouveaux ou restructurés ; l'amélioration de 2 000 logements privés ; le ravalement de 800 immeubles le long d'axes de circulation emblématiques ; la création de voiries et l'embellissement d'espaces publics.

Cette opération d'aménagement, portant sur 35 pôles de projets, a été concédée à la société publique locale d'aménagement SOLEAM,

Par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, cette concession a été transférée à l'Établissement Public de Coopération Intercommunale compétent auquel s'est substituée la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016. La concession porte désormais le n°T1600914CO (ex-n°11/0136).

Les missions du concessionnaire prévoient la conduite des études et diagnostics nécessaires pour proposer des scénarios d'aménagement permettant

de traiter les dysfonctionnements urbains et de répondre aux objectifs de l'opération. C'est ainsi que la SOLEAM a conduit une étude urbaine multi-thématiques sur cinq des pôles du quartier Noailles. Cette étude, après diagnostics croisés partagés avec les usagers, a eu pour ambition de proposer un plan d'intervention chiffré et phasé s'inscrivant dans un projet d'aménagement d'ensemble. Il traite du bâti, des logements, de l'activité commerciale prégnante dans ce quartier, de l'espace public, de la gestion urbaine et des équipements publics de proximité.

Le diagnostic urbain réalisé dans le cadre de cette étude souligne entre autres caractéristiques :

- une forte densité du bâti, avec une quasi-absence de cœurs d'îlots aérés ou plantés, un espace public contraint, étroit, encombré, peu d'espace libre, de places publiques et de zones piétonnes pacifiées, une absence de parcs et de jardins ;
- un habitat vétuste et mal entretenu malgré des qualités architecturales, avec un taux de parc potentiellement indigne élevé ;
- une population modeste, avec un taux de jeunes et d'enfants le plus important du 1^{er} arrondissement et supérieur à la moyenne marseillaise ;
- des équipements publics et sociaux insuffisants dans le quartier pour répondre à l'ensemble des besoins (un centre social pour 40 000 habitants sur le 1^{er} arrondissement)

Ce dernier constat est corroboré par le diagnostic territorial et thématique qui a contribué à l'élaboration du Contrat de Ville Intercommunal signé le 17 juillet 2015, qui a pointé l'insuffisance et la saturation des équipements scolaires, sociaux et associatifs sur le centre-ville de Marseille. Les enfants de Noailles en particulier, tout comme les associations, manquent de lieux de rencontre et d'animation. La création d'un équipement structurant, jouant le rôle de tête de réseau des associations du quartier, chargé de fédérer et de compléter l'offre existante, s'inscrit donc aujourd'hui comme une nécessité.

Compte tenu du besoin à satisfaire au sein du quartier, il est apparu que le pôle «Ventre - Lieutaud» de l'Opération Grand Centre-Ville offrait un potentiel foncier dans des locaux municipaux vacants situés rue Moustier, dans le 1^{er} arrondissement.

Ces locaux présentent toutefois l'inconvénient d'être enclavés au sein de l'ensemble immobilier complexe dénommé «Domaine Ventre», ce qui impose de compléter la maîtrise foncière sur des tènements mitoyens afin d'assurer un fonctionnement autonome et un accès indépendant à ces locaux.

Les études de programmation conduites par la SOLEAM concluent à la faisabilité d'un équipement de quartier d'environ 600 m² à vocation pluraliste et intergénérationnelle permettant :

- l'accueil collectif d'une soixantaine d'enfants de la tranche d'âge 6-12 ans (centre aéré, soutien scolaire, etc.).

- l'accueil d'activités et de services de proximité pour les habitants du quartier Noailles et un espace d'écoute des attentes, des demandes et des sollicitations des personnes qui favorisera l'élaboration de démarches innovantes et participatives, le développement d'actions en faveur des habitants et la médiation entre partenaires.

Plus globalement, cet équipement constituera un lieu :

- à vocation sociale globale, ouvert à l'ensemble de la population habitant à proximité, offrant accueil, animation, activités et services à finalité sociale (par exemple permanences sociales de la Caisse d'Allocations Familiales et/ou du Conseil Départemental, ateliers d'alphabétisation, etc.) ;

- à vocation familiale et intergénérationnelle. Lieu de rencontres et d'échanges, il favorise le développement des liens familiaux et sociaux (tout type d'ateliers socio-éducatifs comme, par exemple, des sorties, des ateliers culinaires, etc.) ;

- d'animation de la vie associative, il prend en compte l'expression des demandes et des initiatives des usagers et des habitants et favorise le développement de la vie associative (coopération avec tout type d'associations, notamment du quartier) ;

- d'interventions sociales concertées et novatrices. Compte tenu de son action généraliste et innovante, concertée et négociée, il contribue au développement du partenariat (montage possible de coopération inter-associations comme, par exemple, des jardins de rue, des événements festifs, etc.) ;

Pour permettre la réalisation du programme visé et notamment créer un accès direct du futur équipement depuis la rue Moustier, il est nécessaire de compléter le foncier déjà maîtrisé par l'acquisition de biens sis sur les parcelles n°201803 B0322, n°201803 B0246 et n°201803 B0251, mitoyennes des parcelles n°201803 B0247 et n°201803 B0248 propriétés publiques.

Compte tenu des acquisitions nécessaires à la réalisation de ce projet d'intérêt général, il nous est proposé d'habiliter le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son concessionnaire à solliciter auprès de Monsieur le Préfet l'ouverture de l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et de l'enquête parcellaire conjointe au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou de son concessionnaire en vue de maîtriser les emprises foncières nécessaires pour mettre en œuvre cette opération, au titre de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'opération d'aménagement « Grand Centre-Ville » concédée à la SOLEAM et transférée à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016 relève d'une logique de renouvellement urbain ;
- Qu'il convient de maîtriser une partie des parcelles n°201803 B0322, n°201803 B0246 et n°201803 B0251, mitoyennes des parcelles n°201803 B0247 et n°201803 B0248 propriétés publiques, pour mettre en œuvre une opération d'aménagement au titre de l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'il convient de demander au Préfet l'ouverture de l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et de l'enquête parcellaire conjointe au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou de son concessionnaire ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la conformité aux objectifs de l'opération Grand Centre-Ville concédée à la SOLEAM au titre de l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme, du programme d'équipement public socioculturel à

vocation intergénérationnelle sur l'ensemble des parcelles n°201803 B247, n°201803 B0248 et parcelles n°201803 B0322, n°201803 B0246 et n°201803 B0251 pour partie (plan de repérage annexé) sises à Marseille, rue Moustier, dans le 1^{er} arrondissement.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est habilité à solliciter auprès de Monsieur le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, l'ouverture de l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et de l'enquête parcellaire conjointe, prévues aux articles L.110-1, R.112-4, R.131-1 et suivants du Code de l'Expropriation, au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou de son concessionnaire, en vue de la maîtrise des biens nécessaires à la mise en œuvre l'opération objet de l'article 1.

Article 3 :

Le bénéficiaire de la déclaration d'utilité publique est habilité à solliciter, au terme des enquêtes, l'ensemble des actes subséquents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 017-1097/16/CM

■ **Approbation du Compte Rendu Annuel à la collectivité au 31 décembre 2015 de la concession d'aménagement Vallon de Malpassé à Marseille 13ème arrondissement - Approbation de l'avenant n°6 à la convention de concession - Approbation de l'avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie - Approbation de la convention financière avec la Ville de Marseille et la Soleam MET 16/1594/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Convention pluriannuelle de mise en œuvre du projet de rénovation urbaine (PRU) du Vallon de Malpassé (PRU Malpassé) avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), a été signée par les partenaires le 28 juin 2010.

Compte tenu de la complexité de mise en œuvre d'une partie des projets du PRU nécessitant des acquisitions foncières, des travaux d'aménagement et des cessions de terrains, une opération d'aménagement a été confiée à la Société Publique Locale SOLEAM.

Par délibération n°12/1164/DEVD du 10 décembre 2012, la Ville de Marseille a approuvé la convention

de concession d'aménagement « Vallon de Malpassé », dans le 13^{ème} arrondissement, ainsi que le bilan de cette concession. Cette convention a été notifiée le 31 janvier 2013 sous le n°13-00019.

La convention de concession a depuis lors fait l'objet de plusieurs avenants qui ont permis de prendre en compte les évolutions du projet urbain.

Par délibérations des 26 juin 2006 et 23 octobre 2015 n°FAG 5/519/CC et FCT008-1420/15/CC, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire.

Dans ce cadre, et compte tenu des évolutions législatives liées aux lois n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, l'objet de l'opération d'aménagement « Vallon de Malpassé » relevait dès lors de la compétence exclusive de la Communauté urbaine.

Aussi, par délibération du 26 octobre 2015 n°15/1071/UAGP, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé qu'en application de l'article L. 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevait de la compétence de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et suite au porté à connaissance du Préfet du 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes en date du 21 décembre 2015 n° FCT 030-1585/15/CC. en approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été finalement transférée avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité.

Dans ce cadre, un avenant n°5 à la concession d'aménagement en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Le PRU Mapassé vise d'une part à rénover la totalité du patrimoine de logements sociaux de l'OPHLM Habitat Marseille Provence (HMP) sur le Vallon, en engageant un ensemble d'opérations de démolitions, de reconstructions et de réhabilitations ; d'autre part à réaliser des travaux de voirie par la Métropole et d'équipements publics de compétence municipale.

Compte tenu de la complexité du projet, une partie des travaux d'aménagement relatifs aux espaces publics du PRU ont été confiés à la SOLEAM via la convention de concession Malpassé. Le concessionnaire réalisera des travaux de compétence métropolitaine : la traverse des collèges, la descente des Cèdres, le parachèvement de la place des Cèdres et la création de la traverse des Cyprès et des opérations de compétence municipale : la réalisation des jardins partagés des Lauriers, le square des Collèges et le square des Cèdres. Le concessionnaire assurera également la cession de lots à des opérateurs en vue d'une part de l'édification d'une offre diversifiée de logements et de quelques commerces sur les lots 4, 5, 6, 10 et 22 du plan guide et d'autre part de la cession du lot 3 pour la construction d'une crèche.

Par délibération n°15/0479/UAGP, du 25 juin 2015, la Ville de Marseille avait approuvé le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité de la convention de concession au 31 décembre 2014

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015, l'avenant n°6 à la convention de concession n°600908CO (13/00019), l'avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie n°2013/00020 et une convention financière avec la Ville de Marseille et la SOLEAM.

Avancement de l'opération :

L'année 2015 est la troisième année de la concession d'aménagement qui est entrée en phase opérationnelle. La Soléam a participé aux réunions de coordination pilotées par le MRU, a lancé le premier chantier (jardins partagés des Lauriers), a poursuivi les études opérationnelles, la préparation des marchés de travaux relatifs aux espaces publics et les discussions préalables relatives à la commercialisation des lots 3 et 4-6.

Les protocoles fonciers avec la Ville, et HMP ont été réitérés par actes authentiques. Des locaux dans le centre commercial des Cèdres ont été acquis par voie de préemption, il est prévu de les démolir pour laisser place au lot 10.

En 2016 le concessionnaire assurera le suivi des marchés de maîtrise d'œuvre concernant l'achèvement des jardins partagés des Lauriers et la réalisation de la descente des Collèges qui entrera en phase opérationnelle. Il lancera un nouveau marché relatif à la réalisation d'un square comportant une aire de jeux et un terrain de boules (en lieu et place de la place des Collèges). Il poursuivra les acquisitions amiables de locaux du centre commercial des Cèdres et préparera si nécessaire une DUP pour en finaliser l'acquisition. Une pré-commercialisation des lots 3, 4

et 6 est envisagée en 2016.

Les autres travaux de VRD s'étaleront de 2017 à 2020 en fonction du rythme de libération des terrains.

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 s'établit comme suit :

Les dépenses :

Sur l'exercice écoulé, les dépenses qui s'élèvent à 479 435 euros, au regard des 1 134 273 euros annoncées au CRAC précédent (-57,7 %), se répartissent ainsi :

- 7 860 euros TTC pour des études, en baisse de 14 214 euros, du fait du report de certaines études,

- 370 805 euros TTC pour le foncier, en baisse de 468 697 euros du fait du report des acquisitions prévues,

- 5 998 euros TTC pour les travaux d'aménagement et pour des études de maîtrise d'œuvre, en baisse de 189 820 euros du fait de l'inutilité des travaux de dépollution provisionnés pour les jardins partagés et du décalage à 2016 de certaines opérations,

- 94 773 euros TTC pour les dépenses annexes, il s'agit de la rémunération forfaitaire du concessionnaire, de frais de gestion et de frais financiers, en augmentation de 17 894 euros en lien avec l'introduction d'une rémunération sur dépenses perçue par anticipation.

Au vu de la complexité du programme et des étapes préliminaires à sa mise en œuvre, cette rémunération de 5 % sur les dépenses hors taxes sera anticipée par des versements forfaitaires en 2014, 2015 et 2016, qui seront régularisés à partir de l'année 2017.

Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2015, les dépenses s'élèvent à 655 904 euros TTC, soit 5,2 % du budget provisionnel, dont :

- 28 670 euros TTC pour des études, soit 4,4 % du budget études provisionnel

- 376 484 euros TTC pour le foncier, soit 57,4 % du budget foncier total provisionnel,

- 15 607 euros TTC pour des travaux soit 2,4 % du budget travaux provisionnel,

- 235 144 euros TTC Pour les dépenses annexes et frais financiers soit 35,8 % du budget dépenses annexes total provisionnel.

Au terme de la concession, les dépenses s'élèvent provisionnellement à 12 937 294 euros, soit une

progression de 274 658 euros TTC par rapport au bilan arrêté au 31 décembre 2014 et se répartissent ainsi :

- 118 546 euros pour les études, soit 0,9% des dépenses provisionnelles, en augmentation de 11,3 %, en rapport avec les besoins opérationnels supplémentaires identifiés,

- 4 950 559 euros TTC pour le foncier, soit 38,5% des dépenses provisionnelles, en augmentation de 4,9 %, du fait notamment du réajustement du montant du prix des acquisitions des murs du centre commercial en fonction des avis de France Domaine,

- 6 457 801 euros pour les travaux, soit 49,9%, des dépenses provisionnelles, sans changement,

- 1 410 388 euros TTC pour les dépenses annexes, soit 10,9 % des dépenses provisionnelles, en augmentation de 3,7%. Cette différence recouvre des évolutions très divergentes, dont une diminution (- 377 797 €) des charges de gestion due à une surévaluation initiale, une diminution (-18 192 €) des rémunérations, une réduction des frais financiers (- 99 613 €) due à une trésorerie plus favorable et à un moindre recours à l'emprunt, mais un accroissement significatif (+ 690 710 €) du montant de la TVA.

- 33 182 euros TTC pour les frais financiers, soit 0,25 % des dépenses provisionnelles, en diminution de 76,7 % du fait d'un niveau de trésorerie plus favorable qu'envisagé au dernier bilan approuvé.

Les recettes :

Sur l'exercice écoulé, les recettes, s'élèvent à 732 705 euros TTC, au regard de 212 618 euros TTC escomptés. Cet écart est dû principalement aux règlements anticipés d'une avance de 310 973 euros par l'ANRU et de 209 880 euros résultant du produit des cessions foncières.

Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2015 les recettes sont de 523 444 euros TTC, soit 6 % du budget provisionnel, dû au versement des subventions et au produit de cessions de charges foncières.

Au terme de l'opération, les recettes provisionnelles globales de l'opération, hors la participation d'équilibre s'élèvent à 7 942 989 euros TTC, dont

- 4 161 062 euros TTC de cessions, soit 51 % des recettes provisionnelles, en diminution de 3,86 % du fait du fait du changement de programme du lot 3, sur lequel sera réalisé une crèche au lieu des logements initialement prévus.

- 2 073 153 euros TTC de subventions ANRU, soit 25,4 % des recettes provisionnelles, inchangé,

- 732 139 euros TTC de subventions du Conseil Régional, soit 9 % des recettes prévisionnelles, inchangé,

- 964 834 euros TTC Euros de subventions de la Ville, soit 11,8 % des recettes prévisionnelles, correspondent à la participation municipale à la réalisation des ouvrages relevant de sa compétence et prévue dans la convention ANRU.

- 11 801 euros TTC Euros de produits financiers et divers, soit 0,14 % des recettes prévisionnelles.

Les participations :

- 210 332 euros TTC de participation d'équilibre, en nature sous forme d'apport foncier, effectué par la Ville de Marseille alors concédant, soit 2,6 % des recettes prévisionnelles.

- 3 868 224 euros TTC de participation d'équilibre en numéraire, à la charge de la Métropole dont les échéances de versement sont de 1 500 000 euros en 2016, 617 583 euros en 2018, 1 135 022 euros en 2020 et 615 619 euros en 2021,

- 392 147 pour le financement d'aménagements relevant de la compétence de la Métropole, dont un versement de 360 000 euros en 2016 et de 32 3147 euros en 2020,

Solde de trésorerie :

Le solde cumulé de trésorerie au 31 décembre de l'exercice écoulé est de 483 335 euros.

Le solde de trésorerie restera positif en 2016 à hauteur de 1 058 014 euros eut égard du versement de 1 860 000 euros par la Métropole.

Emprunts :

Un emprunt de 900 000 euros sera souscrit en 2017.

L'avenant n°6 à la convention de concession n°600908CO (13/00019) :

- cet avenant vise à ajuster le montant des dépenses de l'aménageur à 12 413 691 Euros TTC et la participation de la métropole, concédante, à 3 868 224 Euros, conformément aux éléments du Compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2015 ci-dessus énoncés,

- suite à une erreur de rédaction dans l'avenant précédent ayant approuvé le changement de mode de rémunération du concessionnaire sur les dépenses, le nouvel avenant précise que la rémunération s'applique également aux dépenses annexes.

L'avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie n°2013/0002 :

- le bilan prévisionnel des trésoreries de l'opération, annexé au bilan d'opération établi au 31 décembre 2015, ne prévoit plus d'avance de trésorerie. Par délibération n°12/1164/DEVD, la Ville de Marseille avait approuvé une convention d'avance de trésorerie n°13-00020 qui portait sur un montant de 1 200 000 euros. Au vu des besoins de trésorerie, le montant de cette avance a été réduit à 400 000 euros par un avenant n°2 (DCM n°15/0479/UAGP du 29 juin 2015). Cette avance a été intégralement versée par la Ville en 2014.

- l'objet de l'avenant est d'acter que la Métropole se substituant à la Ville en tant qu'autorité concédante, les avances non encore remboursées à la Ville par l'aménageur seront remboursées à la Métropole.

La convention de participation à passer avec la Ville de Marseille et la SOLEAM :

- Par délibération du 3 octobre 2016, la Ville de Marseille a donné son accord pour que l'aménageur réalise un ensemble d'équipements publics de compétence municipale et inscrits au programme de la concession : le square des collèges, la descente des collèges, la descente des Cèdres, les jardins partagés des Lauriers, le square des Cèdres et les aménagements transitoires des Cèdres.

Conformément à l'avenant n°2 de la convention passée avec l'ANRU, la participation à verser par la Ville pour ces équipements est de 964 834 euros TTC. Cette participation sera versée directement à la SOLEAM en sa qualité de concessionnaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- La délibération n°HPV 005-1271/15/CC/CC du 25 septembre 2015 du Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité ci-annexé relatif à la concession d'aménagement Vallon de Malpassé établi au 31 décembre 2015 par la SOLEAM et comprenant un bilan financier prévisionnel.

Article 2 :

Est approuvée la participation de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'équilibre du bilan d'un montant de 3 868 224 euros, à verser selon l'échéancier prévisionnel suivant : 1 500 000 euros en 2016, 617 583 euros en 2018, 1 135 022 euros en 2020 et 615 619 euros en 2021.

Article 3 :

Est approuvé l'avenant n°6 à la convention de concession ci-annexée dont l'objet est de préciser le montant de la participation d'équilibre à la charge de la Métropole et de préciser la rémunération de l'aménageur sur les dépenses

Article 4 :

Est approuvé l'avenant n°3 à la convention d'avance ci-annexée

Article 5 :

Est approuvée la convention de participation avec la Ville de Marseille et la SOLEAM ci-annexée

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les conventions précitées.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 018-1098/16/CM

■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 de la Zone d'Aménagement Concerté de la Jarre à Marseille 9ème arrondissement - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant n°19 à la convention de concession MET 16/1647/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Située dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille, aux portes du Parc National des Calanques, la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) de la Jarre s'étend sur un territoire de 22 hectares.

Le dossier de création de cette opération d'aménagement a été approuvé par le Conseil Municipal de Marseille le 29 avril 1994 par délibération n°94/253/U. L'objectif initial de cette ZAC était d'accueillir des activités économiques dans le Sud de la Ville en lien avec la dynamique des ZAC de Bonneveine et de la Soude. La Ville de Marseille avait préalablement confié à Marseille Aménagement la conduite de cette opération dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par le Conseil Municipal du 24 février 1992.

Le dossier de réalisation a été approuvé par le Conseil Municipal en date du 27 janvier 1995 par délibération n°95/40/U.

Le Conseil Municipal du 27 octobre 1997 a approuvé par délibération n°97/724/EUGE un nouveau Plan d'Aménagement de la Zone (PAZ) qui atténue la prépondérance des terrains destinés à l'activité au bénéfice de l'habitat.

Par délibération n°03/0180/TUGE du 24 mars 2003, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de création modificatif de la ZAC établi sur la base de ces nouveaux objectifs de développement.

La ZAC de la Jarre se situe également dans le secteur Soude Hauts de Mazargues sur lequel un programme de rénovation urbaine (PRU) a été contractualisé avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) sur un projet global le 10 octobre 2011.

Ce programme prévoit dans le périmètre de la ZAC de la Jarre la réalisation d'un parc urbain d'environ 3 hectares ainsi que la réalisation d'une liaison favorisant les modes doux traversant le périmètre de l'opération du Nord au Sud et dénommée l'allée des Calanques.

Plusieurs modifications du Plan Local d'Urbanisme ont intégré entre 2007 et 2013 les évolutions réglementaires nécessaires à la mise en œuvre du

projet global de renouvellement urbain dans le périmètre de la ZAC.

La modification n°2 du PLU approuvée le 21 décembre 2015 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a permis d'inscrire un emplacement réservé sur une portion de l'avenue de la Jarre pour permettre la réalisation de l'Allée des Calanques, ainsi qu'un emplacement réservé visant à élargir la traverse Valette.

En cohérence avec ces diverses modifications et en prenant en compte les orientations définies dans le PLU approuvé un nouveau programme des équipements publics a été approuvé par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 3 juillet 2015.

Une convention tripartite pour le versement d'une participation de MPM au coût de certains équipements publics de voiries, Allée des Calanques, portion de voie entre V6 et V7, parachèvement d'une partie de l'avenue de la Jarre, a été approuvée par MPM par délibération du 23 octobre 2015.

Par délibération n°15/0843/UAGP du 26 octobre 2015, le conseil municipal a approuvé la modification du dossier de réalisation, le programme des équipements publics, la convention de financement tripartite ci-dessus mentionnée.

Dans ce contexte, une nouvelle étude d'impact a été réalisée en 2014 et sera jointe au futur dossier de déclaration d'utilité publique.

Par ailleurs, la Ville de Marseille s'est vue décerner en décembre 2015 le diplôme « engagé dans le labellisation » par le Ministère du Logement, de l'Egalité des Territoires et de la Ruralité pour l'Ecoquartier du Parc des Calanques qui regroupe les quartiers en rénovation urbaine du « Secteur Hauts de Mazargues » dont la ZAC de la Jarre. Ce diplôme constitue une première étape pour créer des leviers vers la ville durable à l'échelle de ce territoire.

Par délibérations des 26 juin 2006 et 23 octobre 2015 n°s FAG 5/519/CC et FCT008-1420/15/CC, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire.

Dans ce cadre, et compte tenu des évolutions législatives liées aux lois n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, l'objet de l'opération d'aménagement de la ZAC de la Jarre relevait dès lors de la compétence exclusive de la Communauté urbaine.

Aussi, par délibération du 26 octobre 2015 n°15/1071/UAGP, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé qu'en application de l'article L. 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevait de la compétence de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et suite au porté à connaissance du Préfet en date du 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes en date du 21 décembre 2015 n° FCT 030-1585/15/CC. En approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été finalement transférée avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 01 janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité.

Dans ce cadre, un avenant n° 18 à la concession d'aménagement en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant. Cette concession d'aménagement porte le n°T1600903CO.

Au regard de cette substitution, la convention tripartite concernant le versement de MPM au coût de certains équipements publics, ci-dessus mentionnée, n'a plus lieu d'être. Elle est donc abrogée.

Avancement global de l'opération :

L'aménagement de ce secteur est à ce jour très largement avancé.

La ZAC prévoit dans son programme global des constructions la création de 500 logements individuels et collectifs dont environ 400 ont déjà été réalisés.

Une part de cette production s'inscrit sur des terrains privés maîtrisés par les promoteurs.

De son côté, l'aménageur a commercialisé 19 520 m² de surface de plancher pour la réalisation de logements ce qui représente 94 % de la surface de plancher de logements à céder. Il a également commercialisé environ 8 000m² de la surface de plancher pour la réalisation d'activités ce qui représente 100 % de la surface de plancher d'activité à céder.

Au 31 décembre 2015, la plupart des équipements inscrits au programme des équipements publics de 1995 ont été réalisés. Les derniers aménagements

achevés correspondent aux voies U545 (rue Irène Calmettes) et U590 (rue Yann de l'Ecotais). La voie U590, non prévue au PEP de 1995 a été inscrite en 2007 au document d'urbanisme pour améliorer le maillage viaire.

Au 31 décembre 2015 un chantier de construction est en cours relatif à la deuxième tranche (30 logements) du programme « La Madrague » sur l'îlot UzjC4.

Approbation des récents Comptes Rendus Annuels à la Collectivité (CRAC) :

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC), établi au 31 décembre 2011, a été approuvé par délibération n°12/0719/DEVD du 9 juillet 2012. Le montant de la participation de la Ville s'élevait à 4 336 000 Euros en diminution de 533 000 Euros par rapport à l'année précédente.

Le CRAC établi au 31 décembre 2012, a été approuvé par délibération n°13/0475/DEVD du 17 juin 2013. Le montant de la participation de la Ville restant inchangé par rapport au CRAC précédent. L'avenant n°15 à la convention de concession, notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM, suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 novembre 2013.

Le CRAC établi au 31 décembre 2013 a été approuvé par délibération du Conseil Municipal n°14/0582/UAGP du 10 octobre 2014. La participation de la Ville à l'équilibre de l'opération était en augmentation de 503 372 Euros par rapport au dernier CRAC approuvé due principalement à des dépenses à engager pour assurer la desserte d'opérations immobilières en cours de réalisation ainsi que pour compenser l'augmentation du poste « mise en état des sols ».

Le CRAC établi au 31 décembre 2014 a été approuvé par délibération du Conseil Municipal n°15/0472/UAGP du 29 juin 2015. La participation de la Ville à l'équilibre de l'opération d'un montant de 4 839 739 Euros était inchangée par rapport au CRAC précédent.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 et l'avenant n°19 à la convention de concession d'aménagement passée avec la SOLEAM.

Activité de la concession sur l'année 2015 :

En 2015, l'aménageur a engagé des démolitions de bâtiments nécessaires à la réalisation d'une voie de desserte et la viabilisation d'un terrain constructible.

Au cours de la même année, la SOLEAM a fait réaliser par un bureau d'étude un complément à l'étude d'impact réalisée en décembre 2014 concernant la faune et la flore, ceci en vue de recueillir l'avis de l'Autorité Environnementale de la Préfecture de Région. Ces compléments ont intégré également les réflexions liées à l'aménagement de l'Allée des Calanques sur le périmètre de la ZAC.

Cette étude d'impact constituera une des pièces obligatoires du dossier de DUP qui sera déposé en préfecture dans le courant de l'année 2017 en vue de réaliser les acquisitions nécessaires à la finalisation du projet urbain.

Au regard de l'échéancier de mise en œuvre de cette déclaration d'utilité publique et de la finalisation des travaux d'aménagement, notamment l'Allée des Calanques, il est proposé de proroger de 3 années la durée de la concession soit jusqu'au 6 avril 2020.

Une étude de faisabilité concernant le futur parc urbain a été finalisée en 2015 et a permis d'obtenir une vision d'ensemble du projet de parc et des problématiques de phasage. Cette étude a permis d'alimenter les réflexions de la Ville qui sera maître d'ouvrage de la réalisation de cet équipement. Par ailleurs, une mission de maîtrise d'œuvre a été confiée à un bureau d'étude technique pour la réalisation d'un diagnostic accompagné d'un chiffrage pour envisager les travaux de réfection à engager à court terme sur l'ensemble des bâtiments de la serre, propriété de SOLEAM, attenante à la Bastide de la Jarre.

Perspectives pour les années à venir :

Au cours des prochaines années, l'aménageur finalisera les acquisitions amiables permettant d'achever l'aménagement de certaines portions de voiries (U590, V6 et V7). Par ailleurs, plusieurs emprises foncières seront concernées par la future déclaration d'utilité publique, ceci pour les besoins du futur Parc de la Jarre, pour la réalisation de la voie V3, pour la réalisation de l'Allée des Calanques.

En ce qui concerne les travaux, outre ceux liés à l'achèvement de diverses voies et à l'aménagement de l'Allée des Calanques, il est prévu la réalisation d'un parc de stationnement sur l'îlot UzjE4 à proximité du futur Boulevard urbain Sud et du futur Parc public. Cet îlot prévoyait une constructibilité de 1260 m² à des fins d'activités et générerait une recette de 378 000 €HT qui ne sera donc pas perçue.

La commercialisation de l'îlot UzjC6 comportant une surface de plancher de 3175 m² devra être lancée.

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 s'établit comme suit :

Dépenses :

Sur l'exercice 2015, les dépenses s'élèvent à 1 893 765 Euros, en augmentation de 822 604 euros par rapport aux prévisions ce qui est dû principalement au budget foncier. Ce dernier est effectivement en hausse de 1 527 596 Euros du fait de la comptabilisation de l'apport foncier de la Ville en 2015 à la demande du concédant, pour un montant de 1 744 000 Euros, neutre financièrement du fait de l'inscription d'un montant équivalent dans le budget Recettes, s'agissant d'une participation en nature.

Le budget travaux n'a été engagé que partiellement par rapport aux prévisions du fait du décalage de nombreuses interventions sur l'année 2016 et de la surestimation de certains coûts. L'écart entre le prévisionnel et le réalisé est de - 659 864 €.

Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2015 :

Le montant des dépenses réalisées s'élève à 17 803 058 euros soit 72 % du budget prévisionnel à terme. Il se répartit selon les postes suivants :

- dépenses foncières : 8 505 242 euros soit 71 % du budget prévisionnel à terme,
- dépenses travaux : 5 890 535 euros soit 68% du budget prévisionnel à terme,
- dépenses annexes (y compris TVA résiduelle): 2 732 751 euros soit 86% du budget prévisionnel à terme,
- frais financiers : 674 530 euros soit 99% du budget prévisionnel à terme,

Le montant total des dépenses envisagées au terme de l'opération s'élève à 24 592 745 euros. Il se répartit entre :

- budget foncier : 12 006 112 euros soit près de 49% du coût de l'opération ;
- budget travaux : 8 714 192 euros soit 35 % du coût de l'opération ;
- dépenses annexes : 3 196 456 euros représentant 13 % du coût de l'opération ;
- frais financiers : 675 985 euros soit 3 % du coût de l'opération.

Le montant des dépenses à terme est en augmentation de 1 349 702 euros par rapport au dernier bilan approuvé. Cet écart se justifie par :

- une augmentation de 420 342 euros du budget foncier qui résulte essentiellement de la programmation de l'acquisition du solde de l'îlot UzjC6 non budgétisé au dernier CRAC.
- une augmentation de 774 162 euros du budget travaux résultant des aménagements à programmer dans le cadre du nouveau Programme des Equipements Publics non budgétés au dernier CRAC notamment l'Allée des Calanques.
- une augmentation de 153 743 euros du budget des dépenses annexes liée essentiellement à une augmentation de la TVA résiduelle traduisant la

différence entre TVA collectée sur les recettes et TVA payée sur les dépenses.

Recettes :

Sur l'exercice écoulé, le montant des recettes perçues s'élève à 2 199 678 euros avec un écart de 1 468 347 euros par rapport aux prévisions, essentiellement dû à l'inscription de la participation sous forme d'apport foncier en 2015 budgétisée précédemment en fin de concession pour 1 744 000 euros.

État d'avancement cumulé : le montant des recettes cumulées hors participation de la Ville ou de la Métropole au 31 décembre 2015 s'élève à 15 415 496 euros et laisse apparaître un taux d'avancement de 84% au regard des recettes prévisionnelles envisagées au terme de l'opération.

Ce montant se répartit entre les postes suivants :

- cession de terrains aux constructeurs : 9 113 670 euros soit 87% du budget prévisionnel à terme,
- cession à la Ville de l'emprise du parc et de l'espace public : 1 760 000 euros soit 56 % du budget prévisionnel à terme,
- les participations des constructeurs aux équipements publics : 4 347 821 euros soit 100% du budget prévisionnel à terme,
- les produits de gestion et financiers : 194 004 euros soit 95% du budget prévisionnel à terme.

Le montant total des recettes envisagées au terme de l'opération s'élève à 18 311 776 euros hors participation de la Ville et de la Métropole, en baisse de 91 527 euros par rapport au dernier bilan approuvé.

Il se décompose de la manière suivante :

- les cessions de terrains aux constructeurs 10 415 270 euros (57% des recettes de l'opération)
- la cession à la Ville de l'emprise du parc + espace public 3 165 000 euros (17% des recettes de l'opération)
- les cessions des biens de retour à la Métropole : 178 503 euros (inférieur à 1% des recettes de l'opération)
- les participations des constructeurs aux équipements publics 4 347 821 euros (24% des recettes de l'opération)
- les produits de gestion et financiers 205 181 euros (1 % des recettes de l'opération)

Participations constructeurs :

Il est prévu de laisser aux propriétaires en place, qui n'auraient pas acquis leurs terrains de l'aménageur, la possibilité de réaliser une opération immobilière.

Les constructeurs concernés, non redevables de la part communautaire de la taxe d'aménagement,

participent au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention de participation passée avec la commune ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L.311.4 du Code de l'Urbanisme, de mettre à leur charge une part du coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

A l'origine de cette décision, ces participations étaient recouvrées par la Ville de Marseille pour les reverser ensuite à l'aménageur qui assure les dépenses d'équipement. Une convention cadre n°08/554 entre la Ville et l'aménageur, en date du 16 mai 2008, a permis depuis lors à l'aménageur de percevoir directement ces participations.

Au cours de l'année 2015, l'aménageur a perçu de la part de divers promoteurs des participations pour un montant total de 449 047 euros.

Le montant cumulé au 31/12/2015 s'élève à 4 347 821 euros dont 33 642 euros déjà reversés à l'opération par la Ville et 4 314 179 euros déjà perçus directement par l'aménageur auprès des constructeurs. Il n'est pas attendu de recettes supplémentaires jusqu'au terme de l'opération.

Participation du concédant à l'équilibre du bilan :

Cette participation s'élève à 5 050 947 euros en hausse de 211 208 euros au regard du précédent bilan dont 1 744 000 euros sous forme d'apport en foncier versé par la Ville de Marseille en 2015, 1 553 366 euros de participation numéraire déjà versés par la Ville de Marseille et 1 753 581 euros restant à verser par la Métropole Aix-Marseille-Provence, cette dernière se substituant à la Ville en tant que concédant.

L'échéancier de versement du solde de la participation numéraire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'équilibre du bilan s'établit comme suit :

Exercice 2018 : 1 542 372 euros

Exercice 2020 : 211 209 euros

Participation de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au coût de certains équipements publics de voiries :

Une participation d'un montant de 1 230 022 euros TTC pour certains équipements de voiries qui ne sont pas à la charge de l'aménageur, notamment l'Allée des Calanques, est prévue d'être versée.

L'échéancier de versement est le suivant :

Exercice 2016 : 300 000 euros

Exercice 2018 : 700 000 euros

Exercice 2019 : 230 022 euros

Solde de Trésorerie :

Le solde est positif au 31 décembre 2015 pour un montant de 909 803 euros soit un écart de 1 412 346 euros en moins par rapport aux prévisions envisagées pour 2015 dans le dernier bilan approuvé. Il reste positif sur 2016 et 2017 sans versement de participation d'équilibre.

Les emprunts déjà contractés au 31 décembre 2015 s'élèvent à 1 981 837 euros et sont remboursés. Il n'est pas prévu de recourir à l'emprunt jusqu'à l'échéance de l'opération en 2020.

Un avenant n°19, pour proroger la durée de la concession, acter l'augmentation de la participation du concédant à l'équilibre du bilan ainsi que son calendrier de versement, est également soumis à notre approbation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016.;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- La substitution de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en tant que concédant de la concession d'aménagement de la ZAC de la Jarre ;

- Le Compte-rendu annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 présenté par la SOLEAM , concessionnaire de cette opération ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte-rendu annuel à la Collectivité ci-annexé relatif à la ZAC de la Jarre établi au 31 décembre 2015 établi par la SOLEAM et comprenant un bilan financier prévisionnel.

Article 2 :

Est approuvée la participation à l'équilibre du bilan d'un montant de 5 050 947 euros en hausse de 211 208 euros au regard du précédent bilan dont 1 744 000 euros sous forme d'apport en foncier déjà versé, 1 553 366 euros de participation numéraire déjà versé par la Ville de Marseille et 1 753 581 euros restant à verser par la Métropole en 2018 pour un montant de 1 542 372 euros et en 2020 pour un montant de 211 209 Euros.

Article 3 :

Est approuvé l'avenant n°19 ci-annexé à la convention de concession d'aménagement dont l'objet est de proroger de 3 ans la durée de la concession, d'acter l'augmentation de la participation de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et son échéancier de versement.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous documents y afférents.

Article 5 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique C140 – Nature 204182 - Fonction 515 - Service Gestionnaire 5DUFM.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 019-1099/16/CM

■ Approbation de la suppression de la Zone d'Aménagement Concerté de la Valentine à Marseille

MET 16/1654/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC de la Valentine a été créée, à l'initiative de la Ville, par arrêté préfectoral du 12 mars 1974.

Son dossier de réalisation a été adopté par délibération du Conseil Municipal n° 78/261/U du 19 mai 1978.

Son PAZ (Plan d'Aménagement de Zone) a été approuvé par arrêté préfectoral du 30 juin 1980.

Son programme des équipements publics a été approuvé par arrêté préfectoral du 26 mai 1981.

Par convention de concession d'aménagement adoptée par délibération du Conseil Municipal 79/645/U du 28 janvier 1980 et approuvée par arrêté préfectoral du 24 juin 1981, la Ville de Marseille a confié à la SOMICA (Société Mixte Communale d'Aménagement et d'équipement), devenue par la suite Marseille Aménagement puis SOLEAM, la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC de la Valentine.

Par délibération du 26 octobre 2015 n°15/1071/UAGP, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé qu'en application de l'article L. 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevait de la compétence de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et suite au porté à connaissance du Préfet en date du 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes en date du 21 décembre 2015 n° FCT 030-1585/15/CC. en approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été finalement transférée avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité du 28 décembre 2015. Un avenant n° 16 à la concession d'aménagement en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

La ZAC de la Valentine qui s'étend sur 229 ha dans les quartiers Est de Marseille (11^{ème} arrdt) avait pour objectif une zone d'accueil d'activités économiques d'envergure afin de proposer une offre d'emplois conséquente dans un secteur géographique où celle-ci était peu développée. Le choix de cette zone a été guidé par la qualité de la desserte viaire, dans un couloir entre Marseille et Aubagne. Sa vocation était initialement à dominante industrielle et artisanale. Elle a été diversifiée par la suite en accueillant commerces, bureaux et services.

La durée initiale de la concession d'aménagement était de 8 années à compter de la date d'approbation du traité de concession, son terme étant fixé au 24 juin 1989.

EVOLUTIONS :

La convention de concession a fait l'objet de plusieurs prorogations de durée principalement justifiées par les délais qui ont été nécessaires pour la commercialisation et la viabilisation des terrains. La prise en compte des évolutions du contexte économique et urbain du secteur et les ajustements successifs du tracé et des emprises des voies de desserte primaire (routes départementales) et secondaire ont été des facteurs de retard dans le déroulement de cette opération. Ces prorogations sont intervenues dans le cadre de sept avenants à la convention de concession :

- avenant n°1 approuvé par délibérations n°90/049/U du 2 février 1990,

- avenant n°2 approuvé par délibération n°94/518/U du 22 juillet 1994,

- avenant n°3 approuvé par délibération n°97/344/EUGE du 9 juin 1997,

- avenant n°5 approuvé par délibération n°02/341/TUGE du 11 mars 2002,

- avenant n°8 approuvée par délibération n°06/1063/TUGE du 13 novembre 2006,

- avenant n°10 approuvé par délibération n°09/18595/DEVD du 12 novembre 2009

- et avenant n°15 approuvé par délibération n°14/0575/UAGP du 10 octobre 2014 qui a prorogé la durée de la concession jusqu'au 25 juin 2021.

Le Plan d'Aménagement de Zone a été modifié à 5 reprises par délibérations du Conseil Municipal n°90/236/U du 27 avril 1980, n°91/647/U du 21 octobre 1991, n°92/677/U du 27 novembre 1992, n°93/402/U du 23 juillet 1993 et n°95/446/U du 21 avril 1995.

Suite à l'intégration de la ZAC de la Valentine dans le POS, par délibération de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 17 décembre 2004, le règlement spécifique (zonages Uzv) et les planches graphiques couvrant le périmètre de la ZAC ont été modifiés à deux reprises dans le cadre des modifications du POS n°12 approuvée par délibération de la Communauté Urbaine du 8 octobre 2007 et n°17 approuvée par délibération de la Communauté Urbaine du 13 octobre 2008.

L'ensemble de ces modifications du PAZ, puis du POS, ont principalement permis:

- d'adapter les emprises, la localisation ainsi que les volets réglementaires des différents zonages de la ZAC afin de répondre aux besoins grandissants en termes de développement économique et de diversifier les activités autorisées (introduction d'une plus grande mixité entre activités artisanales et industrielles, commerces, bureaux, services, etc...),

- d'optimiser le tracé et les emprises des infrastructures viaires nécessaires à la desserte du secteur, aux liaisons inter-quartiers et aux connections avec l'autoroute A50,

- de supprimer ou adapter les emprises des emplacements réservés pour équipements scolaires, sportifs, cimetière/église/presbytère, espaces verts, équipements sociaux, etc...qui étaient initialement envisagés mais se sont avérés inadaptés compte-tenu du programme de logements limité. Il est à noter que le financement de ces ouvrages n'était pas mis à la charge de l'aménageur de la ZAC de la Valentine.

Les derniers ajustements sont intervenus dans le cadre de la modification n°2 du PLU approuvée par délibération de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n°AEC-012-1597/15/CC du 21 décembre 2015. Ils ont consisté à supprimer l'emplacement réservé n°67Z10 pour équipement divers qui impactait les emprises du château de St Antoine et de son ancien parc, à supprimer l'emplacement réservé n°11-716 pour création de voie (la voie étant réalisée) et au remplacement du zonage UzvDa (autorisant le Logement) du secteur du château St Antoine par un zonage UzvE plus adapté au développement économique de ce secteur de la ZAC.

La ZAC de la Valentine a ainsi permis le développement d'un important pôle commercial et d'activités de loisirs et de services, en complément des activités artisanales et industrielles initialement prévues.

BILAN SUR LA REALISATION DE LA ZAC :

Les objectifs de la ZAC en termes de production de surfaces de locaux à vocations diverses ont été atteints. Le programme de travaux a été réalisé et les terrains propriété de l'Aménageur totalement commercialisés ou pré-commercialisés.

- Maîtrise foncière nécessaire à la ZAC :

Aucune nouvelle acquisition nécessaire à la ZAC n'est envisagée

Les emprises foncières appartenant encore à l'aménageur correspondent principalement :

- aux terrains d'assiette de plusieurs voies publiques qui ont été aménagées dans le cadre du programme des équipements publics de la ZAC mais n'ont pas encore été rétrocédées à la Métropole.

-. aux terrains que la SOLEAM a acquis pour l'aménagement des derniers ouvrages d'infrastructure (voies publiques et modes de déplacement doux) et de superstructure (pont franchissant l'Huveaune au droit du parc d'activité de "la Valentine 1" et du Château St Antoine) nécessaires au maillage viaire et au désenclavement du secteur.

- Programme global de constructions :

Locaux d'activités diverses (industrielles, artisanales, commerces, bureaux,...)

Les objectifs constructifs ont été atteints sur les secteurs UEa, UEb et UEc qui avaient vocation à accueillir des locaux d'activités économiques diverses, avec le développement global d'environ 300 000 m² de surface de plancher.

La répartition initiale entre les divers types d'activités économiques a évolué dans le temps avec initialement une vocation industrielle prépondérante, vocation majeure réorientée vers l'accueil de commerces et d'entrepôts au cours du développement de la zone.

Logement

Le secteur UD du PAZ de la ZAC à vocation d'habitat à densité réduite, au Nord-Ouest du périmètre de la ZAC a fait l'objet de réalisation de programmes de logements. Les objectifs de création de surface à usage de logement à hauteur de 15 000 m² indiqués au Rapport de présentation du dossier de réalisation de la ZAC ont été atteints.

- Programme des équipements publics :

Les équipements publics en superstructure :

Compte tenu du nombre limité de logements au sein du programme global de construction de la ZAC, aucun équipement public de superstructure n'a été mis à la charge de l'aménageur de la ZAC. La plupart des équipements scolaires, sportifs, espaces verts, équipements sociaux, etc...qui étaient initialement envisagés se sont avérés inadaptés au vu du faible nombre de logements construits et n'ont pas été réalisés.

Les équipements publics en infrastructure :

Le programme des équipements de la zone prévoyait en termes d'infrastructure :

- La réalisation de la Traverse de la Montre (sur environ 1000ml),
- La réalisation de dessertes diverses, dont celles des secteurs UEa 6 et UEa 7

(ancienne usine Nestlé, site château St Antoine et ex-site Péchiney).

La traverse et l'impasse de la Montre, ainsi que l'ensemble des réseaux de viabilisation associés (EU, AEP, EP, Electrique, Télécommunication,...) ont été réalisés comme prévu au programme de travaux du dossier de réalisation de la ZAC.

Cela est également le cas pour les dessertes diverses des secteurs précités, qui se composent comme suit :

- Réaménagement de la Montée du Commandant de Robien et son prolongement jusqu'au site dit « Valentine Vallée Verte »,
- Voie de desserte du Parc d'activité Valentine 1 (accueillant diverses entreprises, dont Métro),
- Voie dite « voie centrale » (voie desserte ex usine Nestlé devenue site Valentine Vallée Verte, depuis l'avenue de St Menet),
- Voie dite « voieEst » (voie de jonction entre ex usine Nestlé devenue site Valentine Vallée Verte et avenue de la Gare)
- Voie de Desserte de la bastide dite « Château St Antoine », depuis la montée du Commandant de Robien.

PERSPECTIVES:

- achèvement des équipements publics :

Il reste à :

Lancer les études et travaux d'aménagement des dernières voies qui permettront d'achever la desserte du secteur et d'en améliorer le maillage avec les axes routiers existants : requalification de la voie du parc d'activité de "la Valentine 1", franchissement de l'Huveaune au droit du Château St Antoine, prolongement Sud de la voie de desserte du secteur du Château St Antoine (phase 2), requalification du Chemin de St Menet aux Accates entre la route des Camoins et la Traverse de la Buzine, etc...

Réaliser des travaux ponctuels de remise à niveau d'ouvrages ne répondant plus qualitativement et réglementairement aux critères en vigueur pour l'espace public

- réflexions en cours :

La Métropole va engager une réflexion de fond portant sur les potentialités de renouvellement et de densification du secteur, de requalification des

espaces publics et d'amélioration de la desserte par les transports en commun.

Parallèlement et en concertation, la SOLEAM a lancé en 2014 une étude de déplacement / trafic / circulation, confiée à la société SCE, portant sur le périmètre de la ZAC de la Valentine élargi aux axes routiers (voies primaires) traversant ou jouxtant la ZAC et aux connexions avec les échangeurs les plus proches de l'autoroute A50. Cette étude devrait permettre de proposer un programme d'interventions pour améliorer la trame viaire existante et ses connexions avec les axes de communication les plus proches.

Pour mémoire, cette étude de déplacement / trafic / circulation a été engagée pour compléter et nourrir une étude urbaine et paysagère réalisée en 2013 par le groupement NSL Architectes / Atelier Lefevre Petrini, pour la SOLEAM. Cette première étude avait débouché sur un diagnostic du secteur de la Valentine, mis en évidence ses dysfonctionnements et préconisé des aménagements de l'espace public qui n'avaient pu être validés à l'époque faute d'une connaissance suffisante du trafic traversant la ZAC.

Les objectifs de la ZAC de la Valentine ayant été atteints, notamment le programme global de construction, et sur la base du rapport de présentation joint en annexe, il est proposé à notre assemblée d'approuver la suppression de la ZAC conformément à l'article R311-12 du Code de l'Urbanisme.

La suppression de la ZAC de la Valentine aura pour conséquence de rétablir le régime de la Taxe d'Aménagement.

La ZAC est supprimée en tant que procédure d'urbanisme.

L'opération d'aménagement est quant à elle maintenue pour permettre de compléter le programme initialement fixé. Sa réalisation sera poursuivie par le concessionnaire en ayant recours aux procédures de droit commun prévues par le Code de l'Urbanisme.

Cela permettra les aménagements suivants:

- Secteur UEa7 - Parc de la Valentine 1 : requalification de la voie de desserte du parc d'activité
- Desserte UEa7 - Saint Antoine et travaux divers : desserte du secteur du château Saint Antoine, ouvrage de franchissement de l'Huveaune
- Desserte UEa11 - La Buzine : liaison douce Chemin de Saint Menet aux Accates
- Réseaux extérieurs divers

- Secteur UE7 – aménagement du solde du secteur Valentine Vallée Verte : maillage Est de la montée du commandant de Robien.

Pour ce faire, il sera proposé à notre assemblée d'approuver un avenant à la convention de concession d'aménagement définissant les nouvelles conditions d'intervention de la SOLEAM pour poursuivre la mise en œuvre de l'opération d'aménagement de la Valentine après la suppression de la procédure de ZAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la suppression de la ZAC de la Valentine, les objectifs de la ZAC de la Valentine étant atteints et sur la base du rapport de présentation en annexe.

Article 2 :

Le régime des participations aux équipements publics est supprimé et la Taxe d'Aménagement est rétablie.

Article 3 :

Seule la ZAC est supprimée en tant que procédure d'urbanisme, l'opération d'aménagement, elle, persiste dans son existence et dans sa réalisation.

Article 4 :

La présente décision fera l'objet de mesures de publicité et d'information prévues par l'article R311-12 du Code de l'Urbanisme et le rapport de présentation annexé sera consultable à la DGADU – Ville de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 020-1100/16/CM

■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la ZAC de la Valentine à Marseille - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant n°17 à la convention de concession d'aménagement MET 16/1653/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC de la Valentine a été créée, à l'initiative de la Ville, par arrêté préfectoral du 12 mars 1974.

Son dossier de réalisation a été adopté par délibération du Conseil Municipal n° 78/261/U du 19 mai 1978.

Son PAZ (Plan d'Aménagement de Zone) a été approuvé par arrêté préfectoral du 30 juin 1980.

Son programme des équipements publics a été approuvé par arrêté préfectoral du 26 mai 1981.

Par convention de concession d'aménagement adoptée par délibération du Conseil Municipal 79/645/U du 28 janvier 1980 et approuvée par arrêté préfectoral du 24 juin 1981, la Ville de Marseille a confié à la SOMICA (Société Mixte Communale d'Aménagement et d'équipement), devenue par la suite Marseille Aménagement puis SOLEAM, la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC de la Valentine.

L'avenant n°14 à cette convention notifiée le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession d'aménagement de la ZAC de la Valentine à la SPL SOLEAM, suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 Novembre 2013.

Par délibérations des 26 juin 2006 et 23 octobre 2015 n°S FAG 5/519/CC et FCT008-1420/15/CC, le Conseil

de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire.

Dans ce cadre, et compte tenu des évolutions législatives liées aux lois n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, l'objet de l'opération d'aménagement de la ZAC de la Valentine relevait dès lors de la compétence exclusive de la Communauté urbaine.

Aussi, par délibération du 26 octobre 2015 n°15/1071/UAGP, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé qu'en application de l'article L. 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevait de la compétence de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et suite au porté à connaissance du Préfet en date du 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes en date du 21 décembre 2015 n° FCT 030-1585/15/CC. en approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été finalement transférée, avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité.

Dans ce cadre, un avenant n° 16 à la concession d'aménagement en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

La ZAC de la Valentine qui s'étend sur 229 ha dans les quartiers Est de Marseille (11^{ème} arrdt) avait pour objectif une zone d'accueil d'activités économiques d'envergure afin de proposer une offre d'emplois conséquente dans un secteur géographique où celle-ci était peu développée. Le choix de cette zone a été guidé par la qualité de la desserte viaire, dans un couloir entre Marseille et Aubagne. Sa vocation était initialement à dominante industrielle et artisanale. Elle a ensuite été diversifiée en s'ouvrant aux commerces et aux bureaux.

Les objectifs en terme de production de surfaces de locaux à vocations diverses ayant été atteints, le programme de travaux quasi réalisé et les terrains propriété de l'Aménageur totalement commercialisés ou pré-commercialisés, il a été décidé de procéder à la suppression de la ZAC conformément à l'article R31-12 du Code de l'Urbanisme.

L'approbation de cette suppression nous est proposée ce jour par un rapport séparé.

L'opération d'aménagement de la Valentine est quant à elle maintenue pour permettre de compléter le programme initialement fixé dans la ZAC. Sa réalisation sera poursuivie par le Concessionnaire en ayant recours aux procédures de droit commun prévues dans le Code de l'Urbanisme.

Dans ce cadre, la SOLEAM doit encore réaliser les missions d'aménagements suivantes:

- mener à leur terme les remises d'ouvrages des équipements publics et cessions foncières correspondantes aux collectivités compétentes,
 - achever les aménagements en cours,
 - finaliser les commercialisations engagées (signatures d'actes authentiques),
 - percevoir les recettes encore dues, notamment au titre des conventions de participations constructeurs déjà signées,
 - poursuivre les études engagées (étude de déplacement/trafic/circulation) et réaliser les études et travaux d'aménagement nécessaires à l'amélioration et au maillage de la trame viaire du secteur:
- Secteur UEa7 - Parc de la Valentine 1 : requalification de la voie de desserte du parc d'activité
 - Desserte UEa7 - Saint Antoine et travaux divers : desserte du secteur du château Saint Antoine, ouvrage de franchissement de l'Huveaune
 - Desserte UEa11 - La Buzine : liaison douce Chemin de Saint Menet aux Accates
 - Réseaux extérieurs divers
 - Secteur UE7 – aménagement du solde du secteur Valentine Vallée Verte : maillage Est de la montée du commandant de Robien.

.Aussi, il est proposé à notre assemblée d'approuver un avenant n°17 à la convention de concession d'aménagement définissant les conditions d'interventions de la SOLEAM à compter de l'entrée en vigueur de la suppression de la procédure de ZAC

AVANCEMENT DE L'OPERATION D'AMENAGEMENT DE LA VALENTINE :

- Maîtrise foncière :

Les emprises foncières appartenant encore à l'aménageur correspondent principalement :

- aux terrains d'assiette des voies publiques qui ont été aménagées par la SOLEAM dans le cadre du programme des équipements publics de la ZAC mais n'ont pas encore été rétrocédés à la Métropole.

- aux terrains que la SOLEAM a acquis pour l'aménagement des derniers ouvrages d'infrastructure (voies publiques et modes de déplacement doux) et de superstructure (pont franchissant l'Huveaune au droit du parc d'activité de la Valentine 1 et du Château St Antoine) nécessaires au maillage viaire et au désenclavement du secteur.

- Commercialisation des terrains porteurs de droits à construire :

Tous les terrains constructibles et valorisables de la SOLEAM ont été commercialisés pour une SDP autorisée d'environ 70 000 m² exclusivement dédiée à l'Activité.

Plus de 80% (la majorité) des programmes immobiliers (Activité et Logement confondus) sont issus d'initiatives privées, sur du foncier non maîtrisé par l'Aménageur.

Le cumul des commercialisations engagées (surfaces de planchers autorisées dans le cadre des cessions et des conventions de participations constructeurs) représente environ 378 000 m² de surface de plancher.

- Aménagement des équipements publics :

Quasiment toutes les voies publiques (y compris les réseaux) nécessaires à la desserte de la ZAC ont été aménagées et sont ouvertes à la circulation publique:

Deux voies faisant partie des ouvrages d'infrastructure publics à la charge de la ZAC seront aménagées en 2016 : voie de desserte du "château St Antoine" et du parc d'activité "Redman" mitoyen et prolongement Est de la Montée du Commandant de Robien jusqu'à la rue de la Vallée Verte.

Il reste à réaliser des travaux ponctuels de requalification d'ouvrages existants ne répondant plus aux critères qualitatifs actuels de l'espace public et à lancer les études et travaux d'aménagement de dernières voies devant contribuer à l'amélioration et au maillage de la trame viaire du secteur.

-Réflexions en cours :

La Métropole va engager une réflexion de fond portant sur les potentialités de renouvellement et de densification du secteur, de requalification des espaces publics et d'amélioration de la desserte en transports en commun.

Parallèlement et en concertation, la SOLEAM a lancé en 2014 une étude de déplacement / trafic / circulation, confiée à la société SCE, portant sur le périmètre de la ZAC de la Valentine élargi aux axes routiers (voies primaires) traversant ou jouxtant la ZAC et aux connexions avec les échangeurs les plus proches de l'autoroute A50. Cette étude devrait permettre de déboucher sur un programme d'interventions pour améliorer la trame viaire existante et ses connexions avec les axes de communication les plus proches.

Pour mémoire, cette étude de déplacement / trafic / circulation a été engagée pour compléter et nourrir une étude urbaine et paysagère qui avait été réalisée en 2013 par le groupement NSL Architectes / Atelier Lefevre Petrini, pour la SOLEAM. Cette première étude avait débouché sur un diagnostic du secteur de la Valentine, mis en évidence ses dysfonctionnements et préconisé des aménagements de l'espace public qui n'avaient pu être validés à l'époque faute d'une connaissance suffisante du trafic traversant la ZAC.

Le dernier CRAC (Compte Rendu Annuel à la Collectivité) approuvé par le Conseil Municipal du 29 juin 2015 est celui arrêté au 31 décembre 2014.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil de la Métropole le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 et l'avenant n°17 à la convention de concession d'aménagement passée avec la société SOLEAM.

ACTIVITE DE LA CONCESSION SUR L'EXERCICE ECOULE :

- Maîtrise foncière :

Aucune acquisition n'a été réalisée en 2015.

- Commercialisation des terrains :

En 2015, l'aménageur a commercialisé 53 967 m2 de terrains localisés dans le secteur du château St Antoine, dont :

- 17 000 m2 de terrain occupés par le bâtiment délabré du Château St Antoine et une partie de son ancien parc à céder à la Grande Loge de France pour une SDP autorisée de 4 800 m2 comprenant notamment la restauration du bâtiment du château St Antoine et son extension dans le cadre d'un programme de locaux associatifs (temples) – Compromis de vente signé et agrément de la Ville donné en 2015

- 13 387 m2 de terrain à céder à Redman Méditerranée pour une SDP autorisée de 3 032 m2 de

locaux d'activité et bureaux (lot A) - Compromis de vente signé et agrément de la Ville donné en 2015

- 23 580 m2 de terrain à céder à la société Redman Méditerranée pour une SDP autorisée de 5 069 m2 de locaux d'activité et bureaux (lots B, C D E et M) - Compromis de vente signé et agrément de la Ville donné en 2015

Il s'agit des dernières commercialisations de terrains appartenant à la SOLEAM dans le périmètre de l'opération d'aménagement de la Valentine.

- Etudes :

Etude de Déplacement – trafic -circulation (SCE) : engagement de la phase diagnostic et campagne de comptages des déplacements

Marchés de maîtrise d'oeuvre pour la conception des travaux d'aménagement de la voie de desserte du secteur du Château St Antoine et de la voie devant prolonger la Montée du Commandant de Robien jusqu'à la rue de la Vallée Verte

Etudes géotechniques réalisées préalablement à la réalisation de ces mêmes voies

- Travaux d'aménagement des équipements publics :

Parc d'activité de la "Valentine1": travaux de VRD d'amélioration et sécurisation sur la voie longeant l'Huveaune et réfection de l'accès au crassier Péchiney

Voie "centrale" du parc d'activité "Valentine Vallée Verte": travaux VRD de reprise en vue de la remise de la voie à la Métropole et son ouverture à la circulation publique

Voie de bouclage de la Montée du commandant de Robien avec le parc d'activité "Valentine Vallée Verte" – achèvement du tronçon de voie assurant la desserte de l'opération d'immobilier commercial "Valentine sur Mer" (Electro-Dépôt et Carter Cash)

Château St Antoine: solde des travaux d'ouverture du site pour diagnostic du bâti (avant cession à la Grande Loge de France) et murage des ouvertures

- Permis de Construire :

PC délivrés en 2015:

4 PC ont été délivrés en 2015 représentant une SDP totale de 13 338 m2:

- PC n°15 00161 – montée du commandant de Robien (secteur château St Antoine) – société Redman – délivré le 04 août 2015 – programme :

5 069 m2 SDP de locaux d'activité (entrepôts et bureaux)

- PC n°15 01030 – montée du commandant de Robien (secteur château St Antoine) – société Redman – délivré le 1^{er} décembre 2015 – 3 032 m2 SDP de locaux d'activité (entrepôts et bureaux)

- PC n°15 00300 - SA Décathlon – délivré le 17 novembre 2015 – 5 237 m2 SDP de commerce

- PC n° 15 00292 – Aix Festivités – délivré le 29 septembre 2015 – 0 m2 SDP – changement d'affectation de locaux d'activité (entrepôts) en commerce

Programmes immobiliers en cours de construction en 2015: aucun

Programmes immobiliers livrés en 2015 : aucun

ACTIVITE DE LA CONCESSION PREVUE SUR LES PROCHAINES ANNEES:

- Maîtrise foncière:

En 2016-2017, il est envisagé l'acquisition des emprises qui s'avèreraient nécessaires (selon étude de maîtrise d'œuvre à actualiser en 2016) aux travaux de requalification du chemin de St Menet aux Accates entre la route des Camoins et la traverse de la Buzine

En 2016, acquisition auprès de "Valentine Vallée Verte", à l'euro symbolique, des terrains d'assiette de plusieurs voies publiques déjà réalisées (régularisation foncière) et des emprises du dernier tronçon de la voie de bouclage de la Montée du Commandant de Robien (phase 3 prévue en 2016)

En 2016, acquisition auprès du ministère de la Justice (Etablissement Pénitencier pour Mineurs) de 688 m2 de terrain nécessaires à l'élargissement de la traverse Diogène dans le cadre de la 1^{ère} phase d'aménagement de la voie de desserte du secteur du château St Antoine - phase 1- (prévue en 2016)

- Commercialisation de terrains:

La commercialisation du foncier avec autorisations de SDP ayant été achevée en 2015, aucune nouvelle commercialisation n'est programmée jusqu'à la clôture de la concession d'aménagement.

Fin 2016 est prévue la signature de l'acte authentique relatif à la cession du château St Antoine et d'une partie de son ancien parc à la Grande Loge de France.

Fin 2016 est prévue la cession à Valentine Vallée Verte des emprises et des ouvrages de la voie "Ouest"

aménagée par la SOLEAM mais qui n'a plus vocation à être intégrée au domaine public routier de la Métropole, suite à l'évolution du tracé de la voie de bouclage de la Montée du Commandant de Robien.

En 2016 est prévue la cession à la SNCF des emprises foncières utilisées pour la réalisation de la 3^{ème} voie de la ligne Marseille-Aubagne.

- Etudes :

En 2016-2017, poursuite de l'étude de Déplacement – Trafic - Circulation (SCE) en vue d'identifier les voies et aménagements devant favoriser le désengorgement du secteur et le développement de modes de déplacements alternatifs.

En 2016, 2017 et 2018, poursuite des missions de maîtrise d'œuvre en cours et engagement des études de maîtrise d'œuvre préalables à l'aménagement des dernières voies publiques déjà provisionnées au CRAC au 31 décembre 2014 et dont le détail est donné dans le paragraphe suivant

- Travaux d'aménagement des équipements publics :

En 2016 aménagement de la voie de desserte du secteur du château St Antoine jusqu'au château St Antoine et à la zone d'activité "Redman"

En 2016-2017 achèvement du bouclage de la Montée du Commandant de Robien avec la rue de la Vallée Verte (finalisation de la desserte du parc d'activité "Valentine Vallée Verte")

En 2017-2018 prolongement Sud de la voie de desserte du secteur du château St Antoine jusqu'à la rive droite de l'Huveaune

En 2018-2019 aménagements de l'ouvrage de franchissement de l'Huveaune entre le parc d'activité de la Valentine 1 et le secteur du château St Antoine

En 2017-2018 requalification du chemin de St Menet aux Accates entre la route des Camoins et la traverse de la Buzine, sans maillage viaire (tronçon central aménagé en liaison dédiée aux modes de déplacements doux)

En 2017 réaménagement de l'espace public au droit de Décathlon, en bordure de la RD2d (Av de St Menet)

Les autres travaux de VRD et de requalification de l'espace public, qui n'étaient pas physiquement identifiés mais figuraient en provisions pour un montant d'environ 9,6 millions d'euros au CRAC au 31 décembre 2014, sont supprimés du bilan de la concession. La programmation de ces ouvrages sera étudiée par la Métropole sur la base des conclusions

de l'étude Déplacements/Trafic/Circulation en cours et des objectifs de la collectivité en termes d'évolution de la zone.

- Permis de Construire :

La Grande Loge de France a déposé le 28/02/2016 le PC n° 16 00123 portant sur la réhabilitation et l'extension du château St Antoine - 1040 m2 SDP de locaux associatifs. L'arrêté de PC a été délivré le 29 juillet 2016. Le démarrage des travaux est prévu au dernier trimestre 2016.

Le groupe Casino a déposé en 2015 les PC n° 15 01030 et 150044M1 – 1564 m2 SDP de commerce – démolition partielle et reconstruction /extension du centre commercial Géant Casino – ces PC doivent être délivrés en 2016.

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 s'établit comme suit:

DEPENSES :

• sur l'exercice écoulé :

Sur l'exercice 2015 les dépenses réalisées s'élèvent à 1 410 507 euros, soit une réduction de 170 884 euros par rapport aux prévisions. Cet écart résulte principalement :

- du report en 2016 des dépenses d'acquisition du foncier de l'EPM (établissement pénitencier pour mineurs) nécessaires à l'élargissement de la traverse Diogène (-29 723 euros)

- de la suppression des travaux de mise hors d'eau du Château St Antoine qui se sont avérés inutiles (-148 384 euros) et du report en 2016 des travaux de desserte du Château St Antoine, ces réductions de dépenses étant partiellement compensées par une hausse du montant des travaux de desserte du programme immobilier d'activité "Valentine sur Mer" (+ 20 987 euros) et la réalisation d'études complémentaires (+ 54 312 euros)

- d'une hausse du budget des dépenses annexes (+135 717 euros) provenant d'une augmentation de la TVA résiduelle (+164 668 euros) partiellement compensée par une baisse des rémunérations de SOLEAM sur recettes et dépenses

• état d'avancement cumulé au 31 décembre 2015 :

Au 31 décembre 2015, le montant total des dépenses s'élève à 43 223 918 euros, soit un taux d'avancement de 85 % par rapport au budget prévisionnel actualisé. Ce montant comporte 2 752 803 euros de TVA résiduelle qui au terme de l'opération est estimée à -226 747 euros.

Les dépenses réalisées se répartissent de la manière suivante :

- dépenses foncières : 12 764 775 euros, soit 99 % du budget foncier à terme.

- dépenses de travaux d'aménagement : 19 340 921 euros, soit 71 % du budget travaux à terme. L'amélioration du taux de consommation de ce poste par rapport aux prévisions du CRAC au 31/12/2014 (68%) s'explique essentiellement par la suppression des travaux composant le poste "nouvelles dessertes et requalifications" (- 9 650 000 euros)

- dépenses annexes (TVA résiduelle comprise) : 8 171 721 euros, soit 105,5 % du budget dépenses annexes à terme. Le niveau de paiement de ces dépenses suit en particulier les rémunérations de la SOLEAM sur recettes, dépenses et liquidations ainsi que les charges de gestion et la TVA résiduelle.

- dépenses relatives aux frais financiers à court et long termes : 2 946 501 euros, soit 98,5 % du budget Frais Financiers à terme. Pour mémoire, l'intégralité des emprunts à long terme est à ce jour remboursée.

• Au terme de l'opération :

RECETTES:

Le montant prévisionnel total des dépenses s'élève à 50 814 697 euros. Il se répartit entre budget "Foncier" (25,5%), budget "Travaux" (53,5%), budget "Dépenses Annexes" comprenant les charges de gestion, les rémunérations de l'aménageur, et la TVA résiduelle (15%) et budget "Frais Financiers" (6%). Cette répartition diffère sensiblement de celle du bilan prévisionnel précédemment approuvé en raison, principalement, de la forte baisse du budget "Travaux" (-10 766 781 euros).

• Sur l'exercice écoulé :

Sur l'exercice 2015, le chiffre d'affaire (hors participations à l'équilibre du bilan) s'élève à 584 962 euros, en légère baisse de 44 239 euros (-7%) par rapport aux prévisions. Cet écart s'explique principalement par :

- un différé d'encaissement (mise en place d'un échancier) d'une participation constructeur et aux reports de signatures de plusieurs conventions de participations (-127 578 euros)

- le report en 2016 de la cession à "Valentine Vallée Verte" des emprises et ouvrages de la voie "Ouest" (- 461 827 euros) n'ayant plus vocation à être intégrée au domaine routier de la Métropole

- la cession plus rapide que prévu, à Redman, d'une partie du foncier du secteur du Château St Antoine (537 796 euros) qui vient partiellement compenser les baisses précédemment évoquées

• Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2015 :

Au 31 décembre 2015, le montant cumulé des recettes (hors participations à l'équilibre du bilan) s'élève à 39 307 158 euros, soit 90,5, % du montant des recettes figurant au bilan prévisionnel de l'opération. Ce montant se répartit essentiellement entre les postes suivants:

- 17 636 892 euros de participations constructeurs, soit 91 % du poste. Le solde sera encaissé en 2016 et 2017

- 19 587 163 euros de cessions de terrains, soit 93% du poste

- 1 467 169 euros de produits financiers, soit 99 % du poste

- 615 934 euros de recettes diverses (produits divers, remboursement avance EDF/GDF, et remboursement travaux Casino,), soit 41,5% du total de ces postes

• Au terme de l'opération :

Le montant prévisionnel total des recettes (hors participations à l'équilibre du bilan) s'élève à 43 366 242 euros.

Il se répartit principalement entre participations constructeurs (soit 45%), cessions de foncier (48,5%) et le cumul de divers postes tels que produit financiers et produits divers (7%).

Le montant prévisionnel total des recettes connaît une forte baisse de 12 178 706 euros par rapport au bilan prévisionnel arrêté au 31 décembre 2014. Elle s'explique principalement par une forte diminution des participations constructeurs initialement attendues (- 12 103 436 Euros) du fait de la suppression de la ZAC. Il est à noter que la suppression de ces participations constructeurs sera partiellement compensée par le rétablissement de la taxe Aménagement dont la part métropolitaine sera directement perçue par la Métropole.

PARTICIPATIONS CONSTRUCTEURS :

Il est prévu de laisser aux propriétaires en place, qui n'auraient pas acquis leurs terrains de l'aménageur, la possibilité de réaliser une opération immobilière.

Les constructeurs concernés non redevables de la part communautaire de la taxe d'aménagement, participent au coût d'équipement de la zone par la

signature d'une convention de participation passée avec la commune ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L 311.4 du Code de l'Urbanisme, de mettre à leur charge une part du coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

A l'origine de cette décision, ces participations étaient recouvrées par la Ville pour les reverser ensuite à l'aménageur qui assure les dépenses d'équipement. Une convention cadre n°08/554 entre la Ville et l'Aménageur, en date du 16 mai 2008, permet désormais à l'aménageur de percevoir directement ces participations.

Le montant total prévisionnel des participations constructeurs s'élève à 19 405 055 euros.

Au 31 décembre 2015, l'Aménageur a encaissé 17 636 892 euros, soit 91 % des participations constructeurs prévues au bilan de la ZAC.

Les dernières conventions de participations doivent être signées en 2016, du fait de la suppression de la ZAC de la Valentine. La SOLEAM prévoit de percevoir le solde des participations dues en 2016 et 2017.

PARTICIPATION DE LA METROPOLE A L'EQUILIBRE DE L'OPERATION :

La participation d'équilibre correspondant à l'écart entre dépenses et recettes à terme est portée de 5 929 928 euros à 7 448 455 euros, soit une augmentation de 1 518 527 euros.

Le montant perçu par l'Aménageur au 31 décembre 2015 est de 5 440 297 Euros (soit 73% du montant prévisionnel total) versés par la Ville de Marseille jusqu'alors autorité concédante.

Le solde de participation de 2 008 158 euros sera versé par la Métropole, désormais concédant, à la SOLEAM en 2021.

AVANCE :

L'opération n'a pas fait l'objet d'une convention d'avance

SOLDE DE TRESORERIE :

Au 31 décembre 2015 le solde cumulé de trésorerie est positif et s'élève à 1 523 536 euros, à un nouveau très proche des prévisions du précédent CRAC (1 554 343 euros). La trésorerie prévisionnelle doit augmenter sur la période 2016-2017 puis diminuer à partir de 2019 jusqu'à devenir nulle au terme de l'opération.

EMPRUNTS :

4 573 471 euros d'emprunts ont été contractés pour financer la ZAC. Ces emprunts ont été intégralement remboursés.

AVENANT A LA CONCESSION D'AMENAGEMENT:

L'avenant n°17 à la convention de concession d'aménagement permettra d'acter l'augmentation de la participation d'équilibre et son échéancier de versement, la rémunération des futures acquisitions réalisées à l'euro symbolique ou à prix minoré (rémunération à hauteur de 5% de la valeur indiquée dans l'acte d'acquisition et servant de base pour le calcul des impôts, droits, salaires et émoluments ou à défaut le prix d'acquisition tel que ressortant au dernier compte-rendu financier approuvé portant sur des biens de nature et destination similaires) et les conditions d'intervention de la SOLEAM dans le cadre de la concession d'aménagement de la Valentine (après suppression de la procédure de ZAC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016 ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le Compte Rendu annuel à la Collectivité relatif à l'opération d'aménagement la Valentine ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (annexe 1) relatif à l'opération d'aménagement de la Valentine établi au 31 décembre 2015 par la SOLEAM et comprenant un bilan financier prévisionnel.

Article 2 :

Est approuvé le montant de la participation à l'équilibre du bilan qui s'établit à 7 448 455 Euros et augmente ainsi de 1 518 527 Euros par rapport au CRAC précédemment approuvé (5 929 928 Euros). La Métropole versera à la SOLEAM le solde de la participation, soit 2 008 158 Euros, en 2021.

Article 3 :

Est approuvé l'avenant n°17 à la convention de concession d'aménagement n° T1600906CO (86/229) (annexe n°2) ayant pour objets

- d'acter le nouveau montant de la participation du concédant à l'équilibre du bilan de l'opération et son échéancier de versement par la Métropole

- de fixer la rémunération de la SOLEAM à hauteur de 5% de la valeur indiquée dans les actes d'acquisition pour les futures acquisitions à l'euro symbolique ou à prix minoré

- d'arrêter les conditions d'interventions de la SOLEAM dans le cadre de la concession d'aménagement de la Valentine, à compter de la suppression de la procédure de ZAC

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous documents concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 021-1101/16/CM

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la Zone d'Aménagement Concerté du Technopôle de Château Gombert - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant n° 21 à la convention de concession d'aménagement
MET 16/1657/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Zone d'Aménagement Concerté du Technopôle de Château-Gombert a été créée par délibération du Conseil Municipal du 28 avril 1986 et son dossier de réalisation approuvé le 31 mars 1988.

Cette ZAC a été créée à l'initiative du Syndicat Mixte d'Équipement du Technopôle de Château-Gombert de Marseille Provence, dénommé SME, qui a confié l'aménagement de la zone à la Société d'Économie Mixte Marseille Aménagement (anciennement SOMICA).

La convention de concession d'aménagement entre le SME et la société Marseille Aménagement a été approuvée par le Conseil Municipal du 4 juillet 1988.

Par arrêté du 3 juillet 2001, Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a constaté le retrait de la Ville de Marseille du Syndicat Mixte d'Équipement pour les compétences relevant de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole telles qu'instituées par la Loi Chevènement n°99-586 du 12 juillet 1999.

A la suite de cet arrêté préfectoral, il a été décidé d'engager un processus menant à la disparition du SME.

Néanmoins, l'opération d'aménagement de la ZAC de Château-Gombert confiée à Marseille Aménagement n'étant pas achevée, tant sur le plan opérationnel que contractuel, la Ville de Marseille s'est substituée au SME dans les droits et obligations de la Convention Publique d'Aménagement de cette opération.

Le transfert de la Convention d'Aménagement de la ZAC de Château-Gombert du Syndicat Mixte d'Équipement de Marseille à la Ville de Marseille a été approuvé par délibération n°02/1208/TUGE du 25 novembre 2002.

L'avenant n° 17 à la convention notifié le 14 Mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement le 28 novembre 2013.

Par délibérations des 26 juin 2006 et 23 octobre 2015 n°S FAG 5/519/CC et FCT008-1420/15/CC, le Conseil

de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire.

Dans ce cadre, et compte tenu des évolutions législatives liées aux lois n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, l'objet de l'opération d'aménagement de la ZAC du Technopôle de Château-Gombert relevait dès lors de la compétence exclusive de la Communauté urbaine.

Aussi, par délibération du 26 octobre 2015 n°15/1071/UAGP, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé qu'en application de l'article L. 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevait de la compétence de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et suite au porté à connaissance du Préfet en date du 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes en date du 21 décembre 2015 n° FCT 030-1585/15/CC, en approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été finalement transférée avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31/12/2015 par arrêté préfectoral du 28/12/2015.

A compter de sa création, le 01/01/2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité du 28/12/2015.

Dans ce cadre, un avenant n° 20 à la concession d'aménagement en date du 28/04/2016 a eu pour objet de substituer la Métropole d'Aix Marseille Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Le Plan d'Aménagement de Zone a été modifié à 5 reprises par délibérations du Conseil Municipal n°97/690/EUGE du 29 septembre 1997, n° 99/0797/EUGE du 04 octobre 1999 et n° 01/0066/EUGE du 19 janvier 2001 et par délibérations du Conseil de Communauté Marseille Provence Métropole n°URB/009-1162/07/CC du 17 décembre 2012 et n°AEC/012-401/12/CC du 29 juin 2012 pour adapter les règles aux évolutions du contexte.

Le dernière modification du PAZ a principalement permis de clarifier la nature des constructions autorisées dans les différents zonages et les règles relatives au stationnement et d'ajuster les limites des réservations pour voiries.

La ZAC de Château Gombert a été intégrée au PLU dont la révision a été approuvée par délibération n°AEC001-377/13/CC du Conseil de Communauté Marseille Provence Métropole en date du 28 juin 2013. Les règlements des différents secteurs ainsi que le document graphique du PLU ont globalement conservé les dispositions du PAZ qui était en vigueur jusqu'alors.

La modification n°2 du PLU, approuvée par délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n°AEC 012-1597/15/CC du 21 décembre 2015, a principalement permis d'harmoniser les règles de stationnement avec les autres secteurs du PLU, d'encadrer la surface de plancher des commerces en zonage UzcgE et de corriger des erreurs d'affectation d'emplacements réservés au niveau des ruisseaux de la Grave et de la Fumade.

PRESENTATION DE L'OPERATION:

La ZAC du Technopôle de Château-Gombert a été créée avec pour objectif d'aménager un technopôle et un quartier d'habitat, sur un secteur de 180 hectares se situant entre les noyaux villageois de la Rose et de Château Gombert, dans les quartiers Nord-Est de la Ville.

Le Technopôle proprement dit est destiné à accueillir sur un même site des universités et grandes écoles, des laboratoires de recherche, des centres de formation et des entreprises, complétés par une offre de logements pour les étudiants. Le Technopôle a généré plus de 4 000 emplois privés et publics, dont environ 1 160 enseignants et chercheurs et 2850 employés dans les entreprises et services, et a accueilli environ 2 360 étudiants, grâce à l'implantation de plus de 170 entreprises, de 2 grandes écoles d'ingénieurs ECM (Ecole Centrale Marseille) et Polytec, de 2 centres universitaires CMI (Centre de Mathématiques et d'Informatique) et UNIMECA (Centre Inter Universitaire de Mécanique et Technologie Mécanique) et de 8 laboratoires de recherche publique. Il est aujourd'hui doté d'une offre de 708 logements dédiés aux étudiants. L'objectif est de constituer sur le Technopôle la base d'un « arc de la connaissance » qui doit permettre de développer l'accueil et la mise en réseau des activités de recherche et de formation du territoire marseillais.

Le nouveau quartier d'habitat du plateau de la Croix Rouge accueille plus de 1 600 logements et des équipements publics majeurs (collège André Malraux, groupe scolaire et crèche, parc Athéna), programme qui a été complété en 2014 par les travaux de confortement du parc Athéna, la création de jardins familiaux et partagés et l'aménagement par le Conseil Départemental des Bouches du Rhône des équipements sportifs du collège André Malraux (plateau sportif, gymnase et vestiaires).

La réussite de ce nouveau quartier a conduit à modifier en décembre 2007 l'affectation de quelques terrains qui sont passés de l'activité économique au logement. Ce sont ainsi environ 30 000 m² de surface de plancher supplémentaires qui ont permis de compléter l'offre de logements et ont concouru à la mise en œuvre de l'Engagement Municipal pour le Logement.

AVANCEMENT DE L'OPERATION :

Les objectifs de la ZAC sont quasiment atteints pour le logement. Le constat d'un ralentissement des commercialisations dédiées à l'Activité, à partir de 2014, a conduit à une prorogation de la durée de la concession de 5 années (jusqu'au 17/10/2022) approuvée par délibération du Conseil Municipal n° 15/0474/UAGP du 29 juin 2015.

- Maîtrise foncière : SOLEAM doit encore acquérir 19 600 m² de terrains en friche correspondant à une dizaine de parcelles appartenant au Conseil Départemental, réparties sur le Technopôle. Le Conseil Départemental, qui a été saisi dès juillet 2014 à ce sujet et a été relancé en 2015, ne s'est pas positionné. La SOLEAM l'a relancé en avril 2016.

- Commercialisation des droits à construire :

Au 31/12/2015, le cumul des constructions autorisées (y compris les sdp dans le cadre des conventions de participation constructeurs) représente près de 396 000 m² sdp (soit 63% de l'objectif de 625 300 m² sdp de la ZAC) dont 197 600 m² pour de l'activité/enseignement supérieur/recherche (soit 51% de l'objectif de 389 646 m² sdp activité de la ZAC) et 198 300 m² pour le logement (soit 84% de l'objectif de 235 654 m² sdp logement de la ZAC).

La ZAC dispose encore d'un foncier commercialisable de 82 800 m² portant un potentiel constructible d'environ 40 000 m² SDP.

-63 241 m² (76%) de ce foncier appartiennent à la SOLEAM et portent un potentiel constructible de 30 400 m² SDP

-19 605 m² (24%) de ce foncier appartiennent encore au Conseil Départemental 13 et portent un potentiel de 9 800 m² SDP.

-Les 82 800 m² de foncier commercialisables se répartissent ainsi :

-77 600 m² de fonciers dédiés à l'activité dont 49 300 m² disponibles à court ou moyen terme, la commercialisation du solde (28 300 m²) dépendant de la mise en service de la LINEA et de l'acquisition par la SOLEAM du foncier du Conseil Départemental. Ce foncier dédié à l'activité porte un potentiel constructible d'environ 39 000 m² SDP qui devrait

permettre d'atteindre à terme 237 000 m² SDP d'activité, soit 61% de l'objectif annoncé pour la ZAC.

- 5 200 m² (2,5%) de fonciers dédiés au logement

Ce foncier dédié au logement porte un potentiel d'environ 2 400 m² SDP de logement (soit environ 34 logements) qui devraient permettre d'atteindre à terme 200 700 m² SDP de logement, soit 85% de l'objectif annoncé pour la ZAC.

Au global, la surface de plancher produite devrait ainsi atteindre 437 700 m² SDP (activité et logement confondus), soit 70% des objectifs de la ZAC.

- Travaux d'aménagement des équipements publics :

Ils sont avancés à plus de 95%. Il reste principalement à réaliser les travaux d'aménagement des cheminements piétonniers en bordure des ruisseaux de la Grave et de la Fumade ainsi que les travaux de VRD destinés à améliorer la desserte du secteur et à assurer la viabilisation des derniers terrains à bâtir.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 et l'avenant n° 21 à la convention de concession d'aménagement n° T1600900CO passée avec la SOLEAM dont la date d'échéance est le 17 octobre 2022.

ACTIVITE DE LA CONCESSION SUR L'EXERCICE ECOULE:

- Commercialisation des droits à construire :

Sur l'année 2015, le cumul des sdp autorisées représente 8 045 m² sdp dont :

- 3 535 m² sdp d'activité
- 4 510 m² sdp de logement

La SOLEAM a par ailleurs engagé un travail de réécriture du compromis de vente passé en 2014 avec l'Etat pour la cession gratuite d'environ 40 000 m² de foncier nécessaires à l'extension du campus de l'Ecole Centrale Marseille approuvée par la délibération du Conseil Municipal n°15/0474/UAGP du 29 juin 2015. La signature du nouveau compromis de vente et l'agrément de cette cession par la Métropole sont prévus en 2016.

- Travaux d'aménagement des équipements publics :

En 2015 la SOLEAM a réceptionné les travaux d'aménagement des jardins familiaux et partagés "Athéna" ainsi que de la partie Nord-Est du parc Athéna (circulations, aire de jeux, aire de détente, plantations, etc.) qui avaient été engagés en 2013.

- Permis de Construire :

PC délivrés en 2015 : 1 525 m² SDP dont

- Activité : 1 PC de 1 325 m² SDP

- Logement : 2 PC totalisant 196 m² SDP et 2 logements

Constructions livrées en 2015 : 33 200 m² SDP dont :

- 12 000 m² d'Activité (Héliopolis II, Techfi Industrie, Index Education et Macanao),

- 18 391 m² de Logement dont 274 collectifs (SAFING et BNPI) et 2 maisons individuelles

- 2 217 m² d'équipements publics (équipements sportifs du collège André Malraux et abris des jardins familiaux « Athéna »)

ACTIVITE DE LA CONCESSION PREVUE SUR LES 2 PROCHAINES ANNEES :

- Maîtrise foncière :

En 2016 la SOLEAM projette l'acquisition de 178 m² de terrains compris dans l'emprise foncière du Laboratoire de Mécanique et d'Acoustique du CNRS afin de clarifier les limites de la Place Haute.

En 2016-2017 est prévue l'acquisition de 19 605 m² en friche appartenant au Conseil Départemental 13 (négociation à relancer par SOLEAM avec le CD 13)

- Prévision de commercialisation des terrains :

En 2016, il est prévu de commercialiser 4 terrains totalisant 29 300 m² pour la construction d'environ 11 100 m² sdp de locaux d'activité (Héliopolis III, Eurolinks, Viaxoft et Exotismes) ainsi qu'un terrain de 1 384 m² devant accueillir une crèche associative de 1 006 m² SDP et 60 berceaux (selon compromis de vente signé en 2015 avec Sauvegarde 13)

- Travaux d'aménagement des équipements publics :

Cheminements piétonniers en bordure des ruisseaux de la Grave et de la Fumade : engagement des études de maîtrise d'œuvre en 2016 et des travaux en 2017-2018-2019

Voie de desserte des programmes de logements FCG et PRIMMEA Sud (à partir du giratoire de la rue Augustin Fresnel) : engagement des études de maîtrise d'oeuvre en 2016 et des travaux en 2016-2017.

Réhabilitation ou confortement des équipements publics en cœur du Technopole : études et travaux à programmer en 2017-2018-2019 selon les résultats d'une étude à lancer en 2016 par le service Innovation – Enseignement Supérieur - Recherche de la Métropole

- Permis de Construire :

PC devant être délivrés en 2016 : 13 325 m2 SDP dont

- Activité : 5 PC totalisant 13 135 m2 SDP (Grand Frais, Héliopolis III, Eurolinks, Viaxoft et Exotismes)

- Logement : 2 PC représentant 194 m2 SDP, soit 1 logement individuel

Constructions devant être livrées en 2016:

Activité : 640 m2 SDP (KETIBAT)

Logement: 74 logements dont 71 collectifs pour SFHE et 3 individuels

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 s'établit comme suit :

DEPENSES:

• Sur l'exercice écoulé :

Sur l'exercice 2015, les dépenses s'élèvent à 2 363 836 euros, soit une hausse de 49 628 euros (2%) par rapport aux prévisions du bilan précédent.

Cet écart résulte principalement :

- d'une baisse du budget travaux (-277 872 euros) consécutive à une consommation des aléas inférieure aux prévisions (-115 884 euros) et au décalage du règlement d'une partie des travaux de raccordement de programmes constructeurs (-172 274 euros)

- d'une hausse du budget dépenses annexes (+ 300 350 euros). Cette hausse provient essentiellement d'une hausse de la TVA résiduelle (+374 943 euros) liée aux évolutions des dépenses et recettes qui est partiellement compensée par une réduction du poste charges de gestion (- 25 891 euros) suite à la prise en charge, à partir de septembre 2014, de la maintenance et de la propreté des voies publiques par la Communauté Urbaine, et par une baisse de la rémunération sur recettes (-29 879 euros) suite à un décalage en 2016 de la signature de l'Acte Authentique avec BNPPi.

• Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2015 :

Au 31 décembre 2015 le montant cumulé des dépenses s'élève à 75 973 151 euros, soit 92% du montant des dépenses à terme figurant au bilan prévisionnel de la ZAC (TVA résiduelle comprise). Ce montant se répartit entre les postes suivants:

- dépenses foncières : 20 537 958 euros, soit 95% du budget foncier à terme (les 5% restants correspondant essentiellement à l'achat des 19 605 m2 du Conseil Départemental 13 estimés à 784 200 euros)

- dépenses travaux : 31 753 186 euros, soit 92,5% du budget travaux à terme. Quasiment toutes les voies et équipements publics de la ZAC ont été aménagés. Il reste principalement à réaliser l'aménagement des cheminements piétonniers en bordure des ruisseaux de la Grave et de la Fumade ainsi que les ouvrages de VRD destinés à améliorer la desserte et le cadre de vie du secteur et à assurer la viabilisation des derniers terrains à commercialiser.

- dépenses annexes (TVA résiduelle comprise) : 17 769 737 euros, soit 86% du budget dépenses annexes à terme. Le niveau de paiement de ces dépenses suit en particulier les rémunérations de la SOLEAM sur recettes, dépenses et liquidation ainsi que les charges de gestion et le versement de la TVA résiduelle.

- dépenses relatives aux frais financiers à court et long terme : 5 912 270 euros, soit quasiment 100% du budget Frais Financiers à terme, l'intégralité des emprunts à long terme étant à ce jour remboursée.

• Au terme de l'opération :

Le montant prévisionnel total des dépenses s'élève à 82 455 207 euros. Il se répartit entre budget "foncier" (26%), budget "travaux" (41,5%), budget "dépenses annexes" (25%) comprenant les charges de gestion, les rémunérations de l'aménageur et la TVA résiduelle, et budget "frais financiers" (7%). Cette répartition est très proche de celle du bilan prévisionnel précédemment approuvé.

Ce montant prévisionnel de dépenses est quasiment inchangé (-10 289 euros) par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2014. Cette stabilité est la résultante d'une baisse du budget « travaux » (-405 468 euros) consécutive à une réduction du poste aléas, d'une hausse du budget « foncier » (+90 317 euros), principalement due aux frais de transfert de patrimoine entre Marseille Aménagement et la SOLEAM, et d'une hausse du budget "dépenses annexes" (+ 300 770 euros) résultant essentiellement d'une augmentation des charges de gestion et de la rémunération sur recettes, elles-mêmes atténuées par une baisse de la TVA résiduelle.

RECETTES :

• Sur l'exercice écoulé :

Sur l'exercice 2015 le chiffre d'affaire (hors participations du concédant à l'équilibre du bilan) s'élève à 2 768 866 euros, en baisse de 1 503 119 euros (-35 %) par rapport aux prévisions. Cet écart significatif s'explique principalement par :

- un report d'encaissement en 2016 des recettes de cession de charges foncières « Logements » (1 405 245 euros) correspondant à la 2ème tranche du

programme BNPPi de la rue Miège

- une baisse des recettes de cession de charges foncières « Centre Urbain » (-126 297 euros) s'expliquant par une actualisation de prix sur le programme de logements Arcade, rue Leprince-Ringuet (baisse conjoncturelle de l'indice TP01)

- un report d'encaissement des participations constructeurs (57 288 euros) suite aux contestations ou retards de paiement de 3 constructeurs (2 maisons individuelles et le programme d'Activité AIME C2)

- ces baisses étant partiellement compensées par une hausse des recettes de cession de charges foncières « Activités » (+79 962 euros) résultant de meilleures valorisations du foncier à bâtir

• Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2015 :

Au 31 décembre 2015, le montant cumulé des recettes (hors participations du concédant à l'équilibre du bilan) s'élève à 64 246 809 euros, soit 82,5 % du montant des recettes figurant au bilan prévisionnel de la ZAC. Ce montant se répartit essentiellement entre les postes suivants :

- recettes avant concession : 2 490 914 euros, soit 100 % du poste

- subventions : 1 325 377 euros, soit 100 % du poste

- charges foncières Activité : 12 767 127 euros, soit 65% du poste. Le faible niveau d'encaissement de ce poste s'explique par les difficultés de commercialisation des terrains voués à des activités technopolitaines dans un contexte économique morose et dans l'attente de l'amélioration de la desserte du secteur par la réalisation de la LINEA par le Conseil Départemental 13. Une reprise d'activité a cependant été ressentie courant 2015 (manifestation d'intérêt de plusieurs prospects) et la signature de 4 nouveaux compromis de vente est prévue en 2016.

- charges foncières Centre Urbain : 14 766 497 euros, soit 92,5% du poste. La commercialisation des derniers terrains du centre urbain (environ 1ha) est conditionnée par le remembrement de 3 000 m² de foncier appartenant à la SOLEAM avec 7 000 m² de foncier non bâti à acquérir auprès du Conseil Départemental 13.

- charges foncières Logements : 28 133 485 euros, soit 84,5% du poste. La commercialisation des terrains "Arrière SERETE" (8 000 m²), rue Fresnel, a eu lieu en 2015 (signature du compromis de vente + agrément) et la signature de l'acte authentique est prévue en 2017. La commercialisation d'un terrain de 3 098 m² situé rue des Maraîchers, initialement dédié à l'activité mais manquant d'attractivité en raison de

sa localisation, est envisagée en 2016-2017 pour un programme de 1 549 m² SDP de Logement.

- reversement participations constructeurs : 614 049 euros, soit 100 % du poste

- participations constructeurs : 2 623 427 euros, soit 94 % du poste. Le solde (178 137 euros) doit être encaissé en 2016.

• Au terme de l'opération :

Le montant prévisionnel total des recettes (hors participations du concédant à l'équilibre du bilan, en numéraire et/ou en apport foncier) s'élève à 77 720 202 euros. Il se répartit principalement entre cessions de charges foncières (88,5%), participations constructeurs (4,5%) et le cumul de différents autres postes (7%) comprenant recettes avant concession, subventions, droits d'enregistrement, produits financiers et produits de gestion. Cette répartition est très proche de celle du bilan prévisionnel précédent.

Le montant prévisionnel total des recettes augmente de 1 369 334 euros (soit + 2%), par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2014. Cette augmentation s'explique principalement :

- par la hausse prévisionnelle des cessions de charges foncières (+ 1 355 107 euros) résultant d'une augmentation de + 293 309 euros pour l'Activité et de + 1 188 095 euros pour le Logement, partiellement compensées par une baisse de -126 297 euros pour le Centre Urbain. Ces variations s'expliquent par une estimation plus précise des terrains restant à commercialiser et une optimisation de leur affectation.

PARTICIPATIONS CONSTRUCTEURS :

Il est prévu de laisser aux propriétaires en place, qui n'auraient pas acquis leurs terrains de l'aménageur, la possibilité de réaliser une opération immobilière.

Les constructeurs concernés, non redevables de la part communautaire de la taxe d'aménagement, participent au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention de participation passée avec le Concédant et ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L311.4 du Code de l'Urbanisme, de mettre à leur charge une part du coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

A l'origine de cette décision, ces participations étaient recouvrées par la Ville de Marseille pour les reverser ensuite à l'Aménageur qui assure les dépenses d'équipement. Une convention cadre n°08/554 entre la Ville et l'Aménageur, du 16 mai 2008, permet désormais à l'Aménageur de percevoir directement ces participations.

Le montant total prévisionnel des participations constructeurs s'élève à 3 408 613 euros.

Au 31 décembre 2015 l'Aménageur a encaissé 3 237 476 euros, soit 95% des participations constructeurs prévues au bilan de la ZAC.

L'aménageur prévoit de percevoir le solde de 171 137 euros en 2016.

Il est rappelé que le programme de logements sociaux pour étudiants et les équipements sportifs et lieux de vie pour étudiants projetés dans le cadre de la mise en oeuvre du campus de l'Ecole Centrale Marseille, sur les 40 000 m² de foncier que la SOLEAM doit céder gratuitement à l'Etat en 2016, sont exonérés du paiement des participations constructeurs aux équipements publics.

PARTICIPATION DE LA METROPOLE A L'EQUILIBRE DE L'OPERATION :

La participation d'équilibre correspondant à l'écart entre dépenses et recettes à terme représente 4 735 005 euros, en baisse de 1 379 623 euros par rapport au CRAC au 31 décembre 2014.

- La participation en numéraire à l'équilibre de l'opération s'élève désormais à 3 361 005 euros (en baisse de 1 379 623 euros), elle doit être versée en totalité en 2022 par la Métropole, désormais concédant.

- la Ville a apporté gratuitement à la SOLEAM le foncier dont elle était propriétaire sur la ZAC. Cette participation, inchangée depuis le dernier CRAC, a été estimée à 1 374 000 euros par France Domaines. Elle a été versée en intégralité à l'aménageur en 2013.

SUBVENTIONS :

L'opération a bénéficié de 1 325 377 euros de subventions qui ont déjà été versés en intégralité.

AVANCE :

Une avance de trésorerie de 21 602 026 euros a été versée à l'Aménageur aux débuts de la concession sur la base d'un déficit prévisionnel qui ressortait alors du bilan d'aménagement. Il est prévu que l'Aménageur rembourse cette avance au concédant, les versements se faisant quand la trésorerie de l'opération le permet.

Sur l'exercice 2015, SOLEAM a remboursé 3 000 000 euros d'avances à la Ville, conformément au CRAC au 31 décembre 2014.

Au 31 décembre 2015 le montant cumulé des

remboursements de l'avance à la Ville s'élève à 12 708 000 euros. Le solde de l'avance restant à rembourser s'élève donc à 8 894 026 euros.

La SOLEAM propose de maintenir l'échéancier de remboursement, à la Métropole, approuvé par délibération du Conseil Municipal du 29 juin 2015, comme suit:

- 1 000 000 euros en 2018
- 1 000 000 euros en 2019
- 500 000 euros en 2020
- 1 000 000 euros en 2021
- 5 394 026 euros en 2022

ces montants pouvant être ajustés selon la trésorerie de l'opération.

SOLDE DE TRESORERIE :

Au 31 décembre 2015 le solde cumulé de trésorerie est négatif et s'élève à - 1 458 316 euros. Ce niveau de trésorerie, inférieur à celui prévu au CRAC au 31 décembre 2014 (94 431 euros) résulte d'une baisse des recettes en 2015 (- 1 503 119 euros) associée à une hausse des dépenses (+ 49 628 euros) la même année.

Le solde de trésorerie cumulée prévisionnel doit redevenir positif au 31 décembre 2016 (561 952 euros) . Il restera également positif en 2017 (3 654 988 euros).

EMPRUNTS:

L'aménageur a remboursé l'ensemble des emprunts à long terme.

Il n'est pas prévu de nouvel emprunt de 2016 à 2022.

AVENANT A LA CONCESSION D'AMENAGEMENT:

L'avenant n°21 à la convention de concession d'aménagement permettra d'acter la baisse de la participation d'équilibre et l'échéancier de remboursement de l'avance par la SOLEAM, à la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité ci-annexé relatif à la ZAC «du Technopole de Château-Gombert» établi au 31 décembre 2015 par la SOLEAM et comprenant un bilan financier prévisionnel.

Article 2 :

Est approuvée la participation en numéraire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'équilibre du bilan d'un montant de 3 361 005 euros, réduite de 1 379 623 euros au regard du CRAC au 31 décembre 2014, dont l'intégralité doit être versée par la Métropole à l'échéance de la ZAC.

Article 3 :

Est approuvé l'avenant n°21 à la convention de concession d'aménagement n° T1600900CO (n°03/0006) - annexe 2 - dont l'objet est d'acter le nouveau montant de la participation d'équilibre et son échéancier de versement par la Métropole ainsi que l'échéancier de remboursement de l'avance par la SOLEAM à la Métropole.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 022-1102/16/CM

■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la ZAC du Rouet à Marseille - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant n° 18 à la convention de concession d'aménagement - Approbation de l'avenant de transfert de la convention d'avance MET 16/1649/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis la création du parc du 26^{ème} Centenaire en 2001, la Ville de Marseille a poursuivi la requalification urbaine et la revitalisation du territoire Est marseillais et a souhaité afficher son ambition en créant le projet "Marseille Grand Est".

Le projet de ZAC du Rouet est basé sur la préservation du noyau villageois et sur la création à proximité du parc, principalement d'environ 1 100 logements, soit une quinzaine de programmes immobiliers.

Cette opération constitue un des projets de mise en œuvre de l'Engagement Municipal pour le Logement approuvé en 2006 par le Conseil Municipal.

La ZAC du Rouet, qui couvre une superficie d'environ 9,5 hectares, a pour vocation principale la construction de logements dont 20% à coût maîtrisé, avec la possibilité d'implanter des activités commerciales ou de services au rez-de-chaussée de certains immeubles.

Par délibération du 20 juillet 1998, la ville a approuvé les objectifs d'aménagement de la ZAC du Rouet, et a défini les modalités d'organisation de la concertation préalable à la création de cette ZAC.

Le bilan de la concertation préalable a été approuvé par délibération du 1^{er} mars 1999.

La convention de concession à Marseille Aménagement (SOLEAM aujourd'hui) ainsi que le dossier de création de la ZAC ont été approuvés en séance du Conseil Municipal le 19 juillet 1999.

Le dossier de réalisation a été approuvé par délibération du 17 juillet 2000.

Conformément à l'article 19 du cahier des charges de la concession n°99/410, le concessionnaire adresse chaque année un compte rendu financier au concédant (CRAC) pour approbation.

- Historique des principaux Comptes Rendus Annuels à la Collectivité :

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité initial, établi au 31 décembre 1999, a été approuvé par délibération du 27 octobre 2000, avec un montant prévisionnel des dépenses à terme de 39,25 millions d'euros et des recettes s'élevant à 30,10 millions d'euros déterminant ainsi une participation de la Ville d'un montant de 9,15 millions d'euros.

L'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité arrêté au 31 décembre 2000 a permis d'étendre la mission de l'aménageur en matière de relogement aux propriétaires occupants, d'explicitier sa mission de relogement des locataires, évaluée à la hausse (+ 1,26 million d'euros), de porter la participation d'équilibre du bilan à hauteur de 10,74 millions d'Euros, de décider d'une rémunération forfaitaire de l'aménageur pour la mission de relogement d'un montant de 297 256 euros actée par avenant n°1 à la convention de concession.

Un avenant n°4 à la convention d'aménagement a permis d'étendre aux habitants de la rue Louis Rège le dispositif particulier du relogement déjà en place pour les locataires du reste de la ZAC et d'acter l'augmentation consécutive de la participation de la Ville à l'équilibre de l'opération (+ 718 000 euros) portant ainsi cette participation à 11,458 millions d'euros.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2004 a permis d'actualiser notamment le budget foncier (+ 4,714 millions d'euros) tenant compte de la hausse de l'immobilier et les dépenses annexes (+ 1,784 million d'euros) comportant une augmentation sensible du poste TVA résiduelle.

Les recettes ont été augmentées de 4,023 millions d'euros suite à la revalorisation des prix de cession. La participation de la Ville a été portée à hauteur de 14,307 millions d'euros avec une augmentation de 2,849 millions d'euros par rapport au bilan précédent.

Les Comptes Rendus Annuels à la Collectivité établis au 31 décembre 2005 et 31 décembre 2006 ainsi que l'avenant n°7 à la convention d'aménagement ont été approuvés par délibération du 16 juillet 2007, avec un montant prévisionnel des dépenses porté à 70,363 millions d'euros, soit + 14,891 millions d'euros en raison notamment de l'actualisation du poste foncier. Les

recettes, qui s'élèvent à 49,664 millions d'euros (+ 8,5 millions d'euros) déterminent une participation d'équilibre de la Ville de 20,699 millions d'euros, soit + 6,392 millions d'euros par rapport au bilan précédent.

L'avenant n°8 à la convention d'aménagement a permis notamment de proroger jusqu'au 13 août 2012 la convention d'aménagement.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2008 ainsi que l'avenant n°9 à la convention d'aménagement ont été approuvés par délibération du 5 octobre 2009 avec un montant prévisionnel des dépenses établi à 72,652 millions d'euros (+ 1,338 millions d'euros) en raison notamment de la hausse du poste foncier et des dépenses annexes (charges de gestion) avec pour effet de porter la participation de la Ville à un montant de 21,550 millions d'euros.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2011 ainsi que l'avenant n°12 à la convention d'aménagement ont été approuvés par délibération du 25 juin 2012 prorogeant d'une année supplémentaire la concession et maintenant la participation de la Ville à 21,55 millions d'euros.

Le Compte Rendu Annuel à la collectivité au 31 décembre 2013 ainsi que l'avenant n°15 ont été approuvés par délibération du 10 octobre 2014 portant le montant prévisionnel des dépenses à 74 277 588 euros (+600 219 euros) en raison d'une augmentation du montant prévisionnel des travaux et des engagements pris par SOLEAM dans la promesse de vente d'un terrain à dépolluer. Les recettes ayant augmenté dans une proportion moindre (+271 327 euros) portant le montant prévisionnel des recettes à 52 398 715 euros, la participation de la Ville a été augmentée de 328 894 euros.

Le Compte Rendu Annuel à la collectivité au 31 décembre 2014 a été approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 29 juin 2015 n'a pas modifié la participation de la Ville. L'avenant n°16 approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 octobre 2015 a prorogé d'une année supplémentaire la durée de la concession portant son terme au 13 août 2017.

Par délibérations des 26 juin 2006 et 23 octobre 2015 n°S FAG 5/519/CC et FCT008-1420/15/CC, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire.

Dans ce cadre, et compte tenu des évolutions législatives liées aux lois n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, l'objet de l'opération

d'aménagement relevait dès lors de la compétence exclusive de la Communauté urbaine.

Aussi, par délibération du 26 octobre 2015 n°15/1071/UAGP, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé qu'en application de l'article L. 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevait de la compétence de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et suite au porté à connaissance du Préfet en date du 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes en date du 21 décembre 2015 n° FCT 030-1585/15/CC en approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été finalement transférée avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM ; elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité.

Dans ce cadre, un avenant n°17 à la convention de concession d'aménagement n° T1600904 CO (99/410) en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 :

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015.

L'année 2015 a permis de retravailler sur le projet de la SCI le Régent portant sur les îlots 3.1, 3.4 et 3.5 sis rue Rège (projet EGIDE INTERFONCIA) : étude de capacité et mission d'urbaniste conseil.

Des travaux de gestion urbaine ont également été réalisés (remplacement des potelets, protection des espaces verts...).

La rétrocession de l'îlot 4.2 à la Ville à l'euro symbolique a été effectuée en vue de la réalisation du groupe scolaire du Rouet.

Pour les années à venir, il est prévu de modifier le PLU en vue de la réalisation du nouveau projet sur l'îlot 3.1, 3.4 et 3.5. Une réunion publique avec les riverains du secteur sera organisée en vue de présenter le nouveau projet. Par la suite, une fois le nouveau permis de construire déposé et purgé, la cession du foncier à la SCI le Régent qui constitue la

dernière cession de l'opération, pourra être actée.

La rétrocession de certaines voies est également prévue, de manière à ce qu'elles soient incorporées dans le domaine public.

D'autres voies feront l'objet de travaux de gestion urbaine dans l'attente de leur rétrocession.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2015, se présente de la façon suivante :

Dépenses :

Sur l'exercice 2015 :

Au regard des prévisions du dernier bilan approuvé :

- Le montant total des dépenses sur l'exercice 2015 s'élève à 82 981 euros, en augmentation de 29 634 euros en raison d'une sous-évaluation des frais.

- Les dépenses foncières s'élèvent à 16 449 Euros, en augmentation de 16 449 euros principalement en raison des frais notariés liés au transfert du patrimoine de Marseille Aménagement à la SOLEAM, ainsi qu'aux études réalisées pour le projet de l'îlot 3.1, 3.4 et 3.5.

- Les dépenses de travaux s'élèvent à 41 759 euros, en diminution de 16 818 euros. Cette diminution correspond notamment à des ajustements du montant du coût des travaux et à un report des frais d'honoraires dans le poste frais de commercialisation (lié au projet de l'îlot 3.1, 3.4 et 3.5).

- Les dépenses annexes s'élèvent à 20 485 Euros, en augmentation de 38 179 euros, le poste de TVA résiduelle et les charges de gestion étant en augmentation.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2015 :

Le montant total des dépenses réalisées cumulées au 31 décembre 2015 s'élève à 67 460 510 euros ce qui correspond à un taux d'avancement proche de 100% du coût prévisionnel de l'opération.

Le cumul des dépenses pour le foncier au 31 décembre 2015 s'élève à 45 020 407 euros, ce qui correspond à un taux d'avancement proche de 100% du coût prévisionnel des dépenses relatives au foncier.

Le cumul des dépenses de travaux réalisées au 31 décembre 2015 s'élève 10 903 180 euros, soit un taux d'avancement proche de 100% du coût prévisionnel des dépenses de travaux.

Le cumul des dépenses relatives aux dépenses annexes au 31 décembre 2015 s'élève à 9 021 286 euros, soit un taux d'avancement de 95% du coût prévisionnel des dépenses annexes.

Le montant prévisionnel total des dépenses à terme est évalué à 73 807 218 euros. Il se répartit selon les postes suivants :

- Foncier : 45 027 028 euros, soit 61 % du coût de l'opération
- Travaux : 10 959 052 euros, soit 14,85 % du coût de l'opération
- Dépenses annexes : 15 304 679 euros, soit 20,74% du coût de l'opération
- Frais Financiers : 2 516 459 euros, soit 3,41 % du coût de l'opération

Le montant prévisionnel total des dépenses à terme est en baisse de 491 042 euros en regard du dernier bilan approuvé. Cet écart se justifie par l'inutilité d'acquiescer le tréfonds rue Rège, qui n'est plus nécessaire au nouveau projet. Par ailleurs les frais de dépollution de cette opération seront pris directement en charge par le promoteur.

Recettes :

Sur l'exercice 2015 :

Au regard des prévisions du dernier bilan approuvé :

- Les recettes totales (hors participation Ville) s'élèvent à 8 018 Euros, en baisse de 897 euros.
- Les recettes relatives aux cessions, aux participations constructeurs et aux produits financiers sont nulles conformément aux prévisions.

Les recettes relatives aux produits de gestion s'élèvent à 8 018 euros, en baisse de 897 Euros en raison d'ajustements concernant les redevances primo accédants.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2015 :

Le montant total des recettes cumulées au 31 décembre 2015 s'élève à 47 899 940 euros (hors participation d'équilibre), soit un taux d'avancement de 92% des recettes prévisionnelles de l'opération.

Le cumul des recettes relatives aux cessions au 31 décembre 2015 s'élève à 45 144 485 euros, soit 93% des recettes totales prévisionnelles.

Le cumul des recettes relatives aux participations constructeurs au 31 décembre 2015 s'élève à

740 960 euros, soit 100% des recettes prévisionnelles.

Le cumul des recettes en matière de produits de gestion au 31 décembre 2015 s'élève à 1 956 729 euros, soit 99% des recettes prévisionnelles en matière de produits de gestion.

Le montant prévisionnel total des recettes à terme, hors participation d'équilibre, s'élève à 51 656 707 euros, en baisse de 762 679 Euros par rapport au CRAC arrêté au 31 décembre 2014.

Les recettes à terme relatives aux cessions, s'élève à 48 662 535 euros, soit 94% des recettes totales, hors participation. Ce montant baisse de 1 000 500 Euros par rapport au CRAC arrêté au 31 décembre 2014 en raison de la modification du programme de l'ilot 3.1, 3.4 et 3.5.

Le montant prévisionnel des recettes à terme, relatives aux produits de gestion, s'élève à 1 376 189 euros, soit 2,70% des recettes totales, hors participation. Ce montant augmente de 18 859 euros par rapport au CRAC arrêté au 31 décembre 2014.

En fin d'opération, il est prévu que l'aménageur cède à la Métropole le bien acquis pour du relogement au 9 rue Blanche à un montant de 220 000 euros. Il s'agit d'un bien aujourd'hui occupé que l'aménageur estime ne pas être en mesure de commercialiser d'ici la fin de la concession.

Le solde des recettes, déjà réalisées, correspond à la cession de foncier à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour un montant de 653 186 Euros et aux participations constructeurs pour un montant de 740 960 euros.

Participation des collectivités à l'équilibre du bilan :

La participation des collectivités à l'équilibre de l'opération correspond à l'écart entre dépenses et recettes à terme ; elle s'élève à 22 150 511 euros, en hausse de 271 637 euros.

La participation versée par la Ville au 31 décembre 2015 est de 21 549 980 euros, soit un taux d'avancement de 97%.

Le solde de la participation à la charge de la Métropole, désormais concédant, est prévu à hauteur de 600 531 euros, 328 894 euros en 2016, 171 938 euros en 2017 et 99 699 euros en 2018.

Solde de trésorerie :

Au 31 décembre 2015, la trésorerie de l'opération se situe à -275 746 euros.

Le solde de trésorerie prévisionnel au 31 décembre 2016 est fixé à -29 418 euros.

Emprunts:

Le montant des emprunts contractés est de 18 897 961 euros. Ces emprunts ont à ce jour été remboursés.

Avenant n°18 :

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la participation à la hausse et l'échéancier de son versement comme suit :

- 2016 : 328 894 euros
- 2017 : 171 938 euros
- 2018 : 99 699 euros

Il a également pour objet de proroger la convention de concession d'aménagement d'une année jusqu'au 13 août 2018.

Avenant n°1 à la convention d'avance n°05 712 :

La convention d'avance passée entre la Ville de Marseille et la SOLEAM est transférée à la Métropole Aix Marseille Provence.

Le remboursement de l'avance de 3 000 000 d'euros par la SOLEAM à la Métropole est prévu en 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Vu la délibération n°HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille Provence saisi par courrier du Président du Conseil de Métropole ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'à partir du 1^{er} janvier 2016, l'opération d'aménagement de la ZAC du Rouet est de compétence métropolitaine ;
- Qu'il convient d'approuver le Compte Rendu Annuel à la Collectivité relatif à la concession d'aménagement n°T1600904CO de la ZAC du Rouet ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité ci-annexé relatif à la convention de concession d'aménagement n° T1600904 CO de la ZAC du Rouet établi par la SOLEAM au 31 décembre 2015 et comprenant un bilan financier prévisionnel avec un budget de 73 807 218 euros.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°18 à la convention de la convention de concession d'aménagement n°T1600904 CO de la ZAC du Rouet , ci-annexé pour acter :

- L'augmentation de la participation d'équilibre
- Le nouvel échelonnement du versement du solde de la participation par la Métropole d'un montant de 600 531 euros selon l'échéancier suivant :

- 328 894 euros en 2016
- 171 938 euros en 2017
- 99 699 euros en 2018

- La prorogation d'une année supplémentaire la concession.

Article 3 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie, ci-annexé, transférant le remboursement de l'avance au profit de la Métropole d'Aix Marseille Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

Sous-Politique C140– Nature 204182- Fonction 515 - Service Gestionnaire 5DUFM.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ces avenants et tout documents y afférents

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 023-1103/16/CM

■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement de la Savine Bas à Marseille 15ème arrondissement au 31 décembre 2015 et approbation de l'avenant n° 4 à la concession et d'une convention tripartite de financement avec la ville de Marseille et la Soleam MET 16/1666/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La convention pluriannuelle n°755 de mise en œuvre du projet de rénovation urbaine (PRU) de la Savine dans le 15ème arrondissement a été signée le 30 mars 2009 par l'ANRU, la Ville de Marseille, MPM et les partenaires locaux.

Ce projet de renouvellement urbain doit permettre de créer un pôle de centralité sur le versant Est du vallon des Tuves comprenant des logements, des commerces, des services et des équipements. Il prévoit également de rapprocher la cité de la Savine du tissu urbain environnant par de nouvelles constructions.

Par délibération du conseil municipal du 17 octobre 2011 la Ville de Marseille a confié l'aménagement du site bas de la Savine à la SOLEAM par la concession d'aménagement n°11/1342 d'une durée de sept ans, soit une échéance au 15 décembre 2018.

Par délibération du conseil municipal n°09/0040/DEVD du 9 février 2009 la Ville a confié par convention à l'établissement Public Foncier PACA (EPF), la veille et la maîtrise foncière sur le site bas de la Savine.

Le terme de cette convention foncière a été porté au 31 décembre 2018 par avenant n°4 approuvé par le conseil municipal lors de la séance du 15 décembre 2015.

Suite à la découverte d'amiante dans les logements, il a été envisagé de procéder à une démolition massive du site haut de la Savine.

Ce changement d'orientation du PRU a conduit le GIP Marseille Rénovation Urbaine à mener une étude urbaine en 2012 et à étudier les conditions financières de mise en œuvre du nouveau projet.

En 2013 l'ANRU a souhaité mener une expertise sur les conditions temporelles et financières de la mise en œuvre de ce nouveau projet dans sa globalité. Cette étude a permis de définir le contenu d'une première phase de réalisation du PRU à l'échéance de 2018, et d'élaborer un programme et un bilan financier du projet d'ensemble à échéance de 2025.

La première phase du projet vise à assurer le relogement des habitants et à amorcer la transformation urbaine du territoire en créant une centralité au bas du Vallon des Tuves, en améliorant la desserte viaire entre le Vallon et la lisière haute du futur Parc du Canal où vont s'implanter de nouvelles constructions.

La seconde phase permettra de renforcer et de diversifier l'offre en logements sur un périmètre élargi au plateau de la Savine et le long du boulevard du Bosphore.

Par délibération n°15/0078/UAGP du 16 février 2015 sur le redéploiement de crédits de la Ville au titre des conventions ANRU, la Ville de Marseille a approuvé pour le PRU de la Savine les augmentations budgétaires permettant de financer la première phase du projet.

Par délibération n°15/0207/UAGP du 13 avril 2015 la Ville de Marseille a approuvé l'avenant n°3 à la convention pluriannuelle n°755 avec l'ANRU et l'avenant n°6 à la convention financière n°09/0387 entre le GIP-MRU et la Ville de Marseille pour la mise en œuvre du programme de rénovation urbaine de la SAVINE (phase 1 du projet).

Ce nouveau programme de rénovation prévoit :

la démolition de 172 logements supplémentaires sur le site haut de la Savine portant à 389 le nombre de logements démolis,

la reconstruction de 389 logements sociaux sur site et dans d'autres quartiers de Marseille, et la réhabilitation de la petite Savine,

la création d'un centre urbain sur le site bas au vallon des Tuves constitué de logements, de commerces et des équipements publics autour d'espaces et voiries requalifiés,

le réaménagement des voiries et des espaces publics dont l'aménagement du parc du canal.

L'avenant n°2 à la convention de concession a pris en compte le nouveau projet et le bilan financier de

l'opération d'aménagement qui en résulte. La durée de la concession a été prolongée de deux ans portant son échéance au 15 décembre 2020.

Par délibérations des 26 juin 2006 et 23 octobre 2015 n°s FAG 5/519/CC et FCT008-1420/15/CC, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire.

Dans ce cadre, et compte tenu des évolutions législatives liées aux lois n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, l'objet de l'opération d'aménagement de la Savine relevait dès lors de la compétence exclusive de la Communauté Urbaine.

Aussi, par délibération du 26 octobre 2015 n°15/1071/UAGP, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé qu'en application de l'article L. 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevait de la compétence de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et suite au porté à connaissance du Préfet du 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes du 21 décembre 2015 n° FCT 030-1585/15/CC en approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été finalement transférée avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 01 janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité.

Dans ce cadre, un avenant n°3 à la concession d'aménagement de la Savine T1600909CO (ex 11/1342) notifié à la Ville le 3 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

L'objet du présent rapport est de présenter au conseil de la métropole le compte rendu annuel de cette concession à la collectivité (CRAC) établi au 31/12/2015.

Le CRAC établi au 31 décembre 2015.

Le PRU de la SAVINE est entré dans sa phase opérationnelle, la SOLEAM a mis au point le projet d'aménagement des espaces publics au stade avant-projet et le bailleur social LOGIREM a démarré la construction de 145 logements sociaux en lisière du Parc.

L'activité de la SOLEAM sur l'exercice 2015 a porté principalement sur :

- la désignation du maître d'œuvre qui va réaliser l'ensemble des études et travaux d'aménagement des espaces publics suivant un accord cadre d'une durée de 4 ans et la passation de contrats d'assistance à maîtrise d'ouvrage (géomètre, architecte conseil, expertise commerciale),

- l'acquisition de parcelles auprès de l'EPF pour une superficie de 3741m² à l'entrée du Vallon des Tuves nécessaires à l'élargissement de voiries et la construction de logements sociaux et la poursuite des négociations foncières initialement engagées par l'EPF.

- la signature de compromis de vente le 15 décembre 2015 avec la société Immobilière Méditerranée qui réalisera deux programmes de 28 et 38 logements sociaux avec commerces en rez-de-chaussée boulevard du Vallon des Tuves.

Les perspectives 2016 et années suivantes vont porter sur :

- L'obtention de la DUP pour acquérir les biens nécessaires à l'opération d'aménagement, le dossier en cours d'élaboration sera déposée en préfecture au dernier trimestre 2016,

- l'acquisition gratuite auprès de la Métropole de fonciers transférés par la Ville au titre d'apport en nature à l'opération,

- les études et travaux d'aménagement de voiries et du Parc du Canal qui vont s'échelonner entre 2017 et 2021.

- l'AVP de l'ensemble des travaux a été établi en juin 2016 sur la base du programme de voiries et espaces publics modifié par rapport aux études préalables pour atteindre les objectifs du projet conventionné avec l'ANRU.

- L'estimation prévisionnelle (15 318 765 euros HT) dépasse le budget approuvé au CRAC arrêté au 31 décembre 2014 de 1 967 900 euros TTC sur une enveloppe de 13 350 865 euros HT.

Aussi l'aménageur recherchera des économies lors de l'élaboration de la phase PRO des études et une augmentation de la participation des partenaires de la Métropole sera sollicitée dans le cadre du protocole de réfiguration NPNRU. Une demande en ce sens a été soumise au comité national d'engagement de l'ANRU prévu pour novembre 2016.

Le bilan arrêté au 31 décembre 2015

Les dépenses :

Sur l'exercice écoulé,

les dépenses réalisées qui s'élèvent à 844 774 euros TTC (14 160 euros d'études, 693 810 euros d'acquisitions, 9 488 euros de charges de gestion, 128 943 Euros de rémunération, 217 euros de frais financiers à court terme et – 1846 euros de TVA résiduelle) sont en diminution par rapport au budget prévisionnel de 181 621 euros TTC en raison d'un décalage dans la mise en œuvre d'études générales, de diagnostics des terrains et de l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre décalée également.

Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2015,

les dépenses réalisées s'élèvent à 1 168 820 euros TTC (4,4% du montant total des dépenses prévisionnelles) dont :

27 937 euros TTC pour les études soit 6,6% du budget études total prévisionnel,

693 810 euros TTC pour le foncier soit 9,4% du budget foncier total prévisionnel,

445 007 euros TTC pour les dépenses annexes soit 36% du budget total prévisionnel des dépenses annexes,

2 066 euros de frais financiers court terme soit 100% du budget prévisionnel en frais financier.

Au terme de la concession,

Le prix de revient total de l'opération d'aménagement qui est estimé à 27 537 798 euros TTC est en augmentation de 3 326 608 euros par rapport au bilan arrêté au 31 décembre 2014.

Ce montant global des dépenses prévisionnelles se décompose ainsi :

421 985 euros TTC pour le budget études (1,5% du prix de revient total) qui est inchangé par rapport au CRAC précédent,

7 384 257 euros TTC pour le foncier (30% du prix de revient total) ; l'augmentation de ce budget de 171 080 euros résulte de l'actualisation du nombre de terrains à acquérir nécessaires à l'opération.

20 583 770 euros TTC de travaux d'aménagement (75% du prix de revient total) ; ce budget en augmentation de 3 304 351 euros par rapport au CRAC précédent résulte de l'évolution du

programme des travaux pour répondre aux objectifs du projet conventionné avec l'ANRU.

- 854 280 euros TTC pour les dépenses annexes qui comprennent 150 000 euros de charges de gestion inchangées (0,5% du prix de revient total), 1 219 872 euros de rémunération (4,1% du prix de revient total) en augmentation de 47 910 euros, et – 2 224 151 euros de TVA (résiduelle et prorata) qui diminue de 75 032 en lien avec le différentiel entre les dépenses et les recettes taxables,

- 2 066 euros de frais financiers court terme en diminution de 53 086 euros par rapport au budget précédent en lien avec un niveau de trésorerie plus favorable et aucun frais financier à long terme, soit 68 111 euros en moins par rapport au CRAC précédent le recours à un emprunt n'étant plus prévu.

Les recettes

Sur l'exercice écoulé,

les recettes perçues d'un montant 1 795 717 euros TTC correspondent à la participation de la Ville à l'équilibre du bilan de 500 000 euros, à la subvention ANRU de 1 292 019 euros (avance de 15% du montant total de la subvention) et aux produits financiers de 3 698 euros.

Elles sont en diminution de 81 866 euros en raison du décalage à Janvier 2016 de l'encaissement des acomptes liés aux cessions réalisées fin 2015.

Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2015,

les recettes s'élèvent à 1 795 717 euros TTC soit 7% des recettes globales ; elles correspondent aux recettes encaissées en 2015 sus visées.

Au terme de la concession,

les recettes (hors la participation du concédant à l'équilibre de l'opération et l'apport foncier en nature) s'élèvent à un montant global de 20 564 450 euros TTC et reposent sur :

- les cessions attendues à hauteur de 2 164 525 euros TTC. Ces dernières sont en diminution (- 4 258 euros) en raison du programme de construction qui a été légèrement modifié.

- les produits financiers pour un montant de 18 047 euros en augmentation (+15 184) lié à la trésorerie de l'opération,

- la participation financière des différents partenaires de la convention ANRU n°755, à savoir :

La Ville de Marseille pour 3 942 450 euros au titre du financement du programme des équipements publics de la concession,

MPM désormais Métropole pour 3 000 000 euros TTC prévus à la convention ANRU n°755, montant inchangé par rapport au Crac précédent, et pour 1 542 969 euros de rachat des biens de retour (-357 031 euros) correspondant au prix d'acquisition des terrains qui sont en attente de définition de futurs projets,

n°755,

L'ANRU pour 8 613 460 euros prévu dans l'avenant n°3 à la convention ANRU La Région pour 1 283 000 euros au titre de l'aménagement et au titre de l'attractivité commerciale du Vallon des Tuves.

La participation du concédant à l'équilibre de l'opération

Le concédant versera à l'opération :

5 352 051 euros au titre de la participation d'équilibre correspondant à l'écart entre les dépenses et les recettes de l'opération en diminution de 216 449 euros,

et 1 621 298 en apport foncier en diminution de 53 287 Euros par rapport au CRAC précédent en lien avec la réduction des terrains acquis par la SOLEAM

La participation de la Ville

La Ville concédante de l'opération jusqu'au 31/12/2015 a versé 500 000 euros qui resteront acquis à l'opération au titre de la participation d'équilibre.

Sa participation financière à la concession d'un montant de 3 942 450 euros fait l'objet d'une convention de financement tripartite (Métropole/Ville/Soléam) pour définir les modalités des versements à l'opération, celle-ci étant jointe en annexe 3 pour approbation de notre assemblée.

La participation financière de la Ville à la réalisation des équipements publics de cette opération à hauteur de 3 942 450 euros ressort des engagements pris par la Ville au titre de l'avenant 3 de la convention l'ANRU et reste inchangée par rapport à la répartition du financement initialement approuvée par la Ville et MPM.

Cette participation est destinée d'une part au financement du Parc du Canal qui revient à la Ville dont le coût de travaux hors aléas est estimé à 2 902 752 euros TTC et d'autre part à subventionner l'opération d'aménagement dont le prix de revient total

est estimé 27 537 798 euros TTC comprenant 18 382 518 euros TTC de travaux de voiries et réseaux divers et espaces publics.

La participation de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence désormais concédante de l'opération versera le solde de la participation à l'équilibre du bilan pour un montant prévisionnel de 4 852 051 euros. Les versements s'échelonneront en fonction des besoins avérés de la trésorerie et selon l'échéancier prévisionnel prévu au présent CRAC :

2016 : 185 850 euros,

2018 : 2 500 000 euros

2019 : 2 166 201 euros

Le versement de la participation liée à la convention ANRU n°755 du montant de 3 000 000 euros s'échelonnera en fonction de l'échéancier suivant :

2015 : 2 400 000 euros.

2018 : 600 000 euros.

L'apport foncier comme participation en nature du concédant à l'aménageur est estimé à 1 621 298 euros. Ces biens sont en cours de transfert de la Ville à la Métropole en apport gratuit.

Les emprunts et la trésorerie

Le recours à l'emprunt prévu initialement en 2016 n'est plus nécessaire en raison de la participation de la Ville et de subventions ANRU encaissées en 2015.

La trésorerie cumulée de l'opération est positive (+ 629 357 en fin 2015) en lien avec le différentiel des dépenses et recettes réalisées.

Avenant à la concession

L'avenant 4 à la concession d'aménagement du site bas de la SAVINE T1600909CO (ex n°11/1342) soumis à votre approbation a pour objet d'approuver la participation du concédant à l'équilibre de l'opération, l'apport foncier en nature, ainsi que l'échéancier de versement des sommes dues par la Métropole à la SOLEAM.

Cet avenant a également pour objet de modifier le périmètre de la concession qui est élargi à des parcelles limitrophes de l'opération qui sont impactées par le projet d'aménagement.

Suite à une erreur de rédaction dans l'avenant précédent ayant approuvé le changement de mode de rémunération du concessionnaire sur les dépenses, le présent avenant précise que la rémunération s'applique également aux dépenses annexes de gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération d'aménagement du site bas de la Savine concédée à la SOLEAM est transférée à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2016 ;
- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence prend en charge la participation du concédant à l'équilibre du bilan restant à verser à l'opération à compter du 1er Janvier 2016, soit le montant prévisionnel de 4 852 051 euros ;
- que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence prend en charge la participation d'un montant de 3 000 000 euros TTC qui est acté dans le plan de financement ANRU annexé à l'avenant n°3 à la convention ANRU n° 755 ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement du site

bas de la Savine arrêté par la SOLEAM au 31 décembre 2015 ci-annexé.

Article 2 :

Est approuvée la participation du concédant à l'équilibre du bilan d'un montant prévisionnel de 5 352 051 euros dont

- 500 000 euros versés par la Ville avant le transfert de l'opération à MPM,
- 4 852 051 euros restant à verser par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la participation en nature par un apport foncier estimé à 1 621 298 euros.

Article 3 :

Est approuvé l'avenant 4 à la convention d'aménagement précisant le montant de la participation du concédant à l'opération, le solde à verser par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ainsi que l'échéancier de versement et précisant la rémunération de l'aménageur sur les dépenses (annexe 2).

Article 4

Est approuvée la convention tripartite avec la Ville de Marseille et la SOLEAM qui établit la participation financière de la Ville à l'opération et les modalités de versement à la SOLEAM ci annexé.

Article 5

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant n°4 et la convention tripartite ainsi que tous documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 024-1104/16/CM

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement Mardirossian-Madrague-Plan à Marseille 15ème arrondissement établi au 31 décembre 2015 et approbation de l'avenant 5 à la concession d'aménagement
MET 16/1667/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du renouvellement urbain impulsé en 2003 par la Ville de Marseille sur la « Façade Maritime Nord », les quartiers de la Cabucelle et de Saint-Louis ont fait l'objet d'études urbaines pour orienter la mutation de cette zone et d'une veille foncière dans le

cadre de conventions passées avec l'Établissement Public Foncier PACA.

Sur la base de ces études et compte tenu de la maîtrise foncière d'un certain nombre de terrains par la collectivité, le conseil municipal a approuvé la convention de concession d'aménagement «Mardirossian - Madrague Plan» entre la Ville de Marseille et la SOLEAM par délibération n°10/0978/DEVD du 25 octobre 2010.

Cette opération devait redonner au secteur un caractère attractif visant le développement de l'offre en logement et des activités économiques, permettant de développer environ 90 000 m² de surface de plancher.

La concession d'aménagement d'une durée initiale de 7 ans recouvre un périmètre de 9 hectares englobant trois secteurs : Mardirossian, Madrague-Plan et le terrain situé 211 chemin de la Madrague-Ville.

Par délibérations des 26 juin 2006 et 23 octobre 2015 n°s FAG 5/519/CC et FCT008-1420/15/CC, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire.

Dans ce cadre, et compte tenu des évolutions législatives liées aux lois n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, l'objet de l'opération d'aménagement de Mardirossian Madrague Plan relevait dès lors de la compétence exclusive de la Communauté Urbaine.

Aussi, par délibération du 26 octobre 2015 n°15/1071/UAGP, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé qu'en application de l'article L. 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevait de la compétence de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et suite au porté à connaissance du Préfet du 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes en date du 21 décembre 2015 n° FCT 030-1585/15/CC en approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été finalement transférée avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité.

L'objet du présent rapport est de présenter à la Métropole le compte rendu annuel de la concession établi au 31 décembre 2015 et l'avenant 5 à la convention de concession.

L'évolution de l'opération.

Le terrain situé 211 chemin de la Madrague Ville a été acquis par la SOLEAM auprès de l'EPF PACA, puis à la demande de la Ville, a été cédé à titre gratuit en 2012 à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole afin de réaliser un pôle de création d'entreprises et un pôle artisanal dans le cadre du Plan local de redynamisation avec l'État. Sur ce secteur la SOLEAM est devenue l'opérateur de MPM et sa mission dans le cadre de la concession est terminée.

Le secteur Mardirossian prévu initialement pour de l'habitat est désormais positionné pour de l'activité économique en raison du marché de l'immobilier du logement qui n'est pas favorable dans cette zone pour l'accession et des dispositions gouvernementales qui ne favorisent pas le logement social dans les quartiers prioritaires dont fait partie le périmètre de l'opération. Le positionnement en secteur d'activité a été conforté par une étude menée en 2015.

L'implantation de services municipaux et d'activités est à l'étude sur les terrains libres de ce secteur, maîtrisés par la Ville, l'EPF et l'aménagement.

La modification n°3 du PLU en cours va proposer un zonage réglementaire adapté permettant une insertion de qualité d'un programme d'activités dans un tissu urbain mixte.

Enfin le service propreté de la Métropole occupe des bâtiments industriels implantés sur 13 150m² de terrain. La perspective d'une relocalisation de cette activité reste à l'étude mais la date de libération du foncier n'est pas déterminée.

Sur le secteur Madrague Plan un appel à projet lancé en 2012 a été interrompu car le terrain principal nécessaire à l'opération, situé au 287 chemin de la Madrague Ville, n'a finalement pas été maîtrisé. En effet, la décision de préemption par la Ville de ce bien a été annulée par la juridiction administrative (jugement du TA de Marseille du 22 mars 2012, arrêt de la cour administrative d'appel du 29 novembre 2012, Conseil d'État du 27 Août 2014) et la Ville est condamnée à rétrocéder le bien à l'acquéreur évincé.

Aussi l'opération d'aménagement sur ce secteur est désormais conditionnée par l'acquisition du foncier à un tiers qui ne pourra s'envisager probablement que par voie d'expropriation, option qui n'est pas retenue à ce jour. Ainsi les dépenses d'acquisition et de travaux d'aménagement ainsi que les recettes de

commercialisation prévisionnelles sont abandonnées sur ce secteur.

Enfin l'éviction des entreprises occupant les bâtiments (ex Baccuet) appartenant à la Ville le long du chemin de la Madrague Ville a été menée à terme. La Ville souhaite conserver ces locaux et prévoit d'y reloger les décors de l'opéra.

Pour l'ensemble de ces raisons l'intervention de l'aménageur va se réduire au secteur de Mardirossian, avec :

- l'acquisition par SOLEAM des terrains maîtrisés par l'EPF à l'exception de la parcelle K42 qui sera acquise par la Ville, soit une superficie de terrain de 8 356m².
- la commercialisation de ces terrains pour de l'activité (installation de la SERAMM à l'étude).
- le lancement des études et travaux d'élargissement de la traverse Mardirossian pour améliorer son raccordement sur la rue de Lyon, et la réalisation de travaux liés à la gestion des terrains en friche.

La SOLEAM prévoit de désigner un prestataire sur une mission de communication et de concertation.

Les éléments financiers du CRAC au 31 décembre 2015.

Les dépenses :

Sur l'exercice 2015,

les dépenses s'élèvent à 203 680 euros TTC. Ce montant est en baisse par rapport au prévisionnel (-9 163) en raison du différé d'études environnementales et de dépollution, du report du paiement d'honoraires techniques et de la diminution de la TVA résiduelle.

Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2015,

les dépenses réalisées qui s'élèvent à 2 949 281 euros TTC (hors la TVA résiduelle de - 50 397 Euros), soit 33% du montant total des dépenses prévisionnelles correspondent :

aux études urbaines pour 180 109 euros TTC, soit 67% du budget total Études,

aux acquisitions pour 2 033 369 euros TTC soit 41% du budget total Foncier,

aux travaux pour 23 430 euros TTC soit 11% du budget total Travaux,

aux dépenses annexes pour un montant de 190 456 euros TTC soit 34% du budget total correspondant,

aux frais financiers long terme de 509 682 euros TTC, soit 67% du budget total correspondant et aux frais financiers court terme de 12 235 euros TTC, soit 57% du budget total correspondant.

Au terme de la concession,

les dépenses qui s'élèvent prévisionnellement à 7 949 733 euros TTC sont en diminution de 20 739 619 euros par rapport au bilan arrêté au 31 décembre 2014 et se répartissent ainsi :

270 109 euros TTC de budget d'études en diminution de 289 387 euros suite à la réduction du programme de l'opération et à l'abandon des provisions pour les études de DUP.

4 996 943 euros TTC de budget foncier en diminution de 7 943 928 euros, l'acquisition de terrains sur Madrague plan étant abandonnée et l'acquisition d'une partie des terrains à l'EPF étant partiellement réalisée par la Ville pour implanter ses services,

2 197 390 euros TTC de budget travaux en diminution de 9 966 674 euros en lien avec la réduction du programme d'aménagement,

- 295 929 euros TTC de budget annexes (frais de gestion, rémunération, TVA résiduelle) en diminution de 2 502 527 euros en raison de recette supplémentaire de TVA résiduelle et de diminutions sur les rémunérations sur dépenses et recettes, et sur les charges de gestion en lien avec la réduction du programme de l'opération.

et 781 220 euros de frais financiers qui diminuent de 37 103 euros sur les frais financiers à court terme en lien avec la trésorerie prévisionnelle de l'opération.

Les recettes :

Sur l'exercice écoulé,

Les recettes perçues d'un montant de 11 634 euros TTC correspondent à des produits financiers et divers en augmentation de 7 724 euros par rapport au prévisionnel en lien avec la trésorerie de l'opération.

Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2015,

Les recettes hors la participation de la Ville s'élèvent à 24 955 euros TTC de produits financiers et divers, soit 93% du montant total du poste correspondant,

Au terme de la concession les recettes globales de l'opération hors la participation de la Ville qui s'élèvent à 564 612 euros TTC, soit une diminution de 21 821 294 euros par rapport au CRAC précédent, se répartissent de la manière suivante :

536 400 euros TTC de cession de charges foncières sur le secteur Mardirossian (95% des recettes totales), en diminution de 21 810 795 euros par rapport au précédent CRAC , la commercialisation se limitant désormais à un terrain pour de l'activité,

28 212 euros TTC de produits financiers et divers en diminution de 10 499 euros en lien avec un solde cumulé de trésorerie.

La participation du concédant qui s'élève à 7 385 121 Euros comprend :

la participation à l'équilibre de l'opération en numéraire, pour un montant de 6 716 321 euros en augmentation de 1 081 526 euros par rapport au précédent CRAC,

et une participation en nature pour 668 800 euros inchangée correspondant à un apport foncier effectué par la Ville en 2013.

Le versement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de la participation numéraire est échelonné prévisionnellement de la manière suivante :

2016 : 500 000 euros,

2017 : 5 000 000 euros,

2018 et au-delà: 1 216 321 euros.

Les emprunts et la trésorerie :

La SOLEAM a fait un emprunt de 4 000 000 euros en 2012 avec un remboursement qui démarre en 2015 échelonné sur 5 ans.

Le solde cumulé de trésorerie est de 794 871 euros au 31 décembre 2015 en raison de l'emprunt contracté et des faibles dépenses réalisées.

L'avenant 5 à la concession.

Le présent avenant soumis à notre approbation vient modifier le montant de la participation d'équilibre et l'échéancier de versement à l'opération comme indiqué précédemment.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'opération d'aménagement de Mardirossian-Madrague Plan concédée à la SOLEAM est transférée à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2016 ;
- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence prend en charge la participation du concédant à l'équilibre du bilan à verser à l'opération à compter du 1er Janvier 2016, soit le montant prévisionnel de 6 720 990 euros ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement Mardirossian-Madrague Plan arrêté par la SOLEAM au 31 décembre 2015 ci-annexé.

Article 2 :

Est approuvée la participation du concédant en numéraire à l'équilibre du bilan d'un montant prévisionnel de 6 716 321 euros et la participation du concédant en apport foncier d'un montant de 668 800 euros, soit un total de 7 385 121 euros.

Article 3 :

Est approuvé l'avenant n°5 à la convention d'aménagement T1600910CO (ex VILLE n°11/0013) précisant le montant de la participation de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'équilibre de l'opération et son échéancier de versement (annexe 2), à savoir 500 000 euros en 2016, 5 000 000 euros en 2017 et 1 216 321 euros au-delà.

Monsieur le Président est autorisé à signer cet avenant.

Article 4

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'avenant précité ainsi que tous documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 025-1105/16/CM

■ **Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement de la ZAC Saint Just à Marseille - Approbation de l'avenant 21 à la convention d'aménagement - Approbation du programme des équipements publics modifié**
MET 16/1669/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°90/62/U du 2 février 1990, le Conseil Municipal de Marseille a approuvé le schéma d'organisation du site de Saint Just, un programme immobilier prévisionnel, ainsi que la convention de concession d'aménagement n° 90/108 au profit de la Somica, devenue Marseille Aménagement puis Soleam.

Par délibération n°91/481/U du 22 juillet 1991, le Conseil Municipal a approuvé l'extension du périmètre de l'opération d'aménagement, notamment sur les terrains propriétés de la Ville anciennement occupés par le Bataillon de Marins-Pompier.

Le Conseil Municipal, par délibération n°94/366/U du 30 mai 1994 a créé la Zone d'Aménagement Concerté de Saint Just, dont le Plan d'Aménagement de Zone a été approuvé par délibération n°95/55/U du 19 mai 1995.

Par délibération n°98/0575/EUGE du 20 juillet 1998, le Conseil Municipal a approuvé la modification du PAZ ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC sur la base d'un nouveau programme global de constructions de 50 000m² de planchers à usage de logements, bureaux et commerces.

Par délibération du Conseil Communautaire du 14 décembre 2012 le Plan d'Aménagement de la ZAC a été modifié afin de relancer la mutation des terrains au sud du boulevard Fleming et permettre la construction de l'ensemble de logements «la Calanque» sur l'îlot Sainte Adélaïde conçu par les Ateliers Jean Nouvel.

Le PLU révisé par la délibération de MPM du 28 Juin 2013 a intégré la ZAC de Saint Just.

Les évolutions de la programmation initiale ont conduit à modifier le programme des équipements publics de la ZAC qui a été approuvé par délibération du Conseil Communautaire du 13 décembre 2013 puis par délibération du conseil municipal du 28 avril 2014.

La convention d'aménagement a fait l'objet de plusieurs avenants en vue d'adapter la concession sur les dispositions législatives, sur la participation de la Ville au coût de l'opération, sur la durée de la convention et sur le transfert de la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement.

L'avenant n°19 notifié le 13 novembre 2014 a prorogé la durée de la concession de deux années supplémentaires soit jusqu'au 12 Mars 2017.

Par délibérations des 26 juin 2006 et 23 octobre 2015 n°s FAG 5/519/CC et FCT008-1420/15/CC, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire.

Dans ce cadre, et compte tenu des évolutions législatives liées aux lois n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, l'objet de l'opération d'aménagement de Saint Just relevait dès lors de la compétence exclusive de la Communauté urbaine.

Aussi, par délibération du 26 octobre 2015 n°15/1071/UAGP, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé qu'en application de l'article L. 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevait de la compétence de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et suite au porté à connaissance du Préfet en date du 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes en date du 21 décembre 2015 n° FCT 030-1585/15/CC. en approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été finalement transférée avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31/12/2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 01 janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité.

Dans ce cadre, un avenant n°20 à la concession d'aménagement de Saint Just T1600913CO (ex n°90/108) notifié à la Ville le 3 Juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de

concedant.

Cette opération a pour objectif de réaliser les aménagements aux abords des grands équipements que sont le Dôme et l'Hôtel du Département, et permettre une couture urbaine avec le quartier des Chartreux.

Les projets de construction totaliseront à terme 50 000 m² de surface de plancher dont 43 000 m² en logement et le solde en bureaux, activités, commerces.

La délibération du conseil municipal de Marseille n°15/0469/UAGP du 29 Juin 2015 a approuvé le dernier Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) de la concession d'aménagement établi au 31/12/2014 prévoyant la participation d'équilibre de l'opération à la charge de la Ville de Marseille d'un montant de 549 731 euros.

L'objet du présent rapport est de présenter au Conseil de la Métropole le CRAC établi au 31 décembre 2015 et d'approuver suivant l'article R 311.8 du Code de l'Urbanisme le programme des équipements publics modifié de la ZAC restant à réaliser par la SOLEAM qui prend en compte les travaux d'aménagement de la zone logistique du DÔME à remettre à la Ville.

Le CRAC présente un bilan consolidé des opérations de la concession situées dans la ZAC de Saint Just et en dehors de celle-ci (îlot Meyer).

Avancement de l'opération :

L'aménagement de la ZAC a démarré par la réalisation des aménagements du parvis de la salle de spectacle du Dôme et de l'hôtel du Département, de la gare d'échanges BUS/métro qui sont achevés.

Les travaux de voiries et de réseaux divers sont menés actuellement sur les îlots Sainte Adélaïde et Meyer avec la requalification des voies existantes et la connexion de ce secteur à la voie nouvelle reliant le boulevard Fleming et le boulevard du Maréchal Juin.

L'activité sur l'exercice 2015

Les parcelles de l'îlot Sainte Adélaïde ont fait l'objet de cession entre la Ville de Marseille et la SOLEAM (acte signé en décembre 2014), et entre Marseille Provence Métropole et la SOLEAM (acte signé en Juin 2015) assurant à l'aménageur la maîtrise foncière des terrains nécessaires à l'opération «la Calanque».

Les études ont porté sur le réaménagement des terrains du jeu de boules du centre d'animation municipal Fédération, sur le stationnement des poids lourds du DÔME et sur la mise au point du projet de voiries et réseaux divers en vue de la passation des marchés de travaux.

Les chantiers de voiries et réseaux ont démarré en octobre 2015 pour une durée de 10 mois.

La société AMETIS sous compromis de vente en date du 31 juillet 2014 en vue de réaliser le programme «la Calanque» à dominante de logements a déposé un permis de construire modificatif fin 2015 modifiant le programme de constructions.

Sur les terrains de la concession les demandes de permis de construire sont instruites en application du porter à connaissance du Plan de Prévention des Risques Inondations conduisant les constructeurs à apporter des modifications à leur projets.

Les perspectives 2016 et suivantes

Le bâtiment industriel désaffecté sur le terrain à l'angle de l'avenue de Saint Just et de la rue Sainte Adélaïde acquis par la Soleam a été démoli début 2016 par l'aménageur.

Le foncier sera remembré à la propriété mitoyenne qui appartient actuellement à la Poste afin de réaliser une opération d'ensemble à dominante de logements. Des négociations sont engagées avec POSTE IMMO qui souhaite réaliser le programme de constructions sur l'îlot remembré en se portant acquéreur du foncier de SOLEAM.

Les études de faisabilité sur le réaménagement de la zone logistique du DÔME ont été finalisées début 2016 et, en un premier temps, le terrain à usage de parking du Tri Postal sera mis par La Poste à disposition du DÔME pour le stationnement de poids lourds. La Poste utilisera le foncier de SOLEAM à l'angle de l'avenue de Saint Just et de la rue Sainte Adélaïde pour le fonctionnement du centre de tri en l'attente d'un échange restant à formaliser.

Cette modification du mode de fonctionnement du tri postal suscite des aménagements sur le bâtiment qui sont pris en charge par la SOLEAM.

Le bilan consolidé arrêté au 31 décembre 2015

Les dépenses :

- sur l'exercice écoulé les dépenses qui s'élèvent à 1 063 194 euros TTC contre 933 744 euros TTC prévus au CRAC précédent, se répartissent ainsi :

51 016 euros TTC pour le foncier études générales, en diminution (-12 303) par rapport au prévisionnel sur le poste études non consommé en totalité,

872 960 Euros TTC pour les travaux en diminution (-11 299) par rapport au prévisionnel en raison du décalage du chantier de démolition sur 2016,

125 974 euros TTC pour les dépenses annexes en augmentation (+140 308) due à la TVA résiduelle,

et 13 244 euros pour les frais financiers à court terme en diminution (-15 128) suivant l'évolution de la trésorerie.

- sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2015, les dépenses réalisées (hors la TVA résiduelle) qui s'élèvent à 16 359 404 euros TTC, soit 70% du montant total des dépenses prévisionnelles, se répartissent ainsi :

9 588 531 euros TTC pour le foncier soit 84% du budget foncier total prévisionnel,

4 775 010 euros TTC pour les travaux soit 52% du budget travaux total prévisionnel,

1 892 138 euros TTC pour les dépenses annexes soit 79% du budget dépenses annexes total prévisionnel,

103 725 euros TTC pour les frais financiers soit 94% du montant total prévisionnel des frais financiers.

- Au terme de la concession, les dépenses qui s'élèvent à 24 102 899 euros TTC sont en augmentation de 586 877 euros TTC par rapport au bilan arrêté au 31 décembre 2014 ; elles se répartissent ainsi :

11 445 756 euros TTC pour le budget foncier et études générales (47% du total des dépenses) en diminution de 533 804 euros TTC en raison du montage projeté avec la POSTE qui ne prévoit plus l'acquisition totale du terrain de la Poste par l'aménagement, seule l'emprise du parking du centre de tri affecté ensuite au fonctionnement du DÔME sera achetée par la SOLEAM,

9 156 811 euros TTC pour le budget travaux (38% du total des dépenses) en augmentation de 930 617 euros TTC, cette hausse est due aux travaux de réaménagement de zone logistique du DÔME et à la reconfiguration du centre du tri Postal,

3 390 774 euros TTC pour le budget des dépenses annexes et TVA résiduelle (14% du total des dépenses) qui est en augmentation de 213 246 euros TTC en raison d'une augmentation de la TVA résiduelle liée à la taxation de la subvention MPM,

et 109 559 euros pour les frais financiers à court terme (0,4% du total des dépenses) en diminution

(- 23 182) liés à l'évolution de la trésorerie de l'opération.

Les recettes:

- Sur l'exercice écoulé, les recettes d'un montant 650 446 euros TTC correspondent au versement du solde de la vente de l'îlot Meyer et à des produits de gestion.

- Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2015, les recettes hors la participation d'équilibre s'élèvent à 12 998 843 euros TTC dont :

12 323 709 euros TTC pour les cessions, soit un taux d'avancement des cessions de 72%,

8 749 euros TTC pour les produits de gestion, soit 100% du poste,

et 666 385 euros TTC pour les produits financiers, soit près de 100% du poste.

- Au terme de la concession, les recettes globales prévisionnelles de l'opération, hors la participation du concédant, s'élèvent à 22 213 623 euros TTC (en diminution de 752 668 euros TTC par rapport au CRAC précédent) et comprennent :

- les produits financiers d'un montant de 669 201 euros TTC (2,8% des recettes globales) qui sont en augmentation de 929 euros en lien avec la trésorerie de l'opération et les produits de gestion d'un montant de 8 749 euros TTC qui sont en augmentation de 4 999 Euros,

- les recettes de cessions ou participations constructeurs d'un montant de 20 311 673 euros TTC (84% des recettes globales) qui sont en diminution de 758 596 euros TTC liée à l'opération sur le terrain de la Poste qui générera moins de charges foncières que prévu antérieurement.

- la participation de MPM, désormais la Métropole à la réalisation de la voie nouvelle d'insertion entre le boulevard Fleming et le boulevard du Maréchal Juin pour un montant de 1 224 000 euros TTC inchangée (5% des recettes globales)

La participation du concédant

La participation du concédant à l'équilibre de l'opération correspondant à l'écart entre les dépenses et les recettes s'élève de 549 731 euros à 1 889 276 euros, soit une augmentation de 1 339 545 euros par rapport au CRAC précédent.

Au 31 décembre 2015, la Ville a versé 1 390 388 euros.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence concédante à partir du 1^{er} janvier 2016 versera le solde de cette participation à l'équilibre du bilan soit 498 888 euros en 2019.

Au global la Métropole va participer au financement de cette opération à hauteur de 1 722 888 euros comprenant :

- la participation à l'équilibre de l'opération pour 498 888 euros,
- la participation à la réalisation de la voie nouvelle d'insertion entre le boulevard Fleming, le boulevard Meyer et le boulevard du Maréchal Juin (convention de participation tripartite n°15/1755) pour 1 224 000 euros.

La trésorerie de l'opération

Le solde cumulé de trésorerie de l'opération est négatif (-2 290 286 euros) au 31 décembre 2015 en lien avec l'évolution des dépenses et des recettes.

Avenant à la concession

L'avenant 21 à la concession d'aménagement T1600913CO (ex 90/108) soumis à notre assemblée a pour objet :

d'approuver l'évolution de la participation du concédant à l'opération ainsi que l'échéancier de versement,

et de proroger la durée de la concession de deux années portant son échéance au 12 Mars 2019.

Le Programme des équipements publics modifié

Le transfert de la concession d'aménagement à la Métropole et l'intégration des nouveaux aménagements de la zone logistique du DÔME dans le programme de la concession conduisent à modifier le programme des équipements publics (PEP) de la ZAC.

En 2015 les négociations de SOLEAM avec Poste Immo ont permis d'aboutir à un accord quant à l'utilisation du parking actuel du centre de tri par le DÔME pour le stationnement des poids lourds, compensé par la mise à disposition de la Poste d'un autre terrain (ex SCI Ensallém) pour répondre aux besoins de son activité.

Le PEP modifié ci annexé prévoit les aménagements destinés au DÔME qui sont financés par l'opération de ZAC, réalisés par la SOLEAM aménageur puis remis gratuitement à la Ville.

Il s'agit de l'aménagement des espaces dévolus aux stationnements VL et PL, la réalisation de bâtiments à usage de stockage, et de restauration de la salle de spectacle du DÔME pour un montant estimé à 900 000 Euros TTC.

Conformément à l'article R 311-7 du Code de l'Urbanisme lorsque le programme des équipements publics comporte des équipements dont la maîtrise d'ouvrage et le financement incombent normalement à

d'autres collectivités ou établissements publics, le dossier de réalisation doit comprendre les pièces faisant état de l'accord de ces personnes publiques sur le principe de la réalisation de ces équipements, les modalités de leur incorporation dans leur patrimoine et, le cas échéant, sur leur participation au financement.

Ainsi le Conseil municipal de Marseille lors de la séance du 3 octobre 2016 a approuvé le programme des équipements publics modifié de la ZAC de St Just.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'opération d'aménagement de Saint Just concédée à la SOLEAM est transférée à la Métropole à compter du 1er janvier 2016 ;
- Que la Métropole prend en charge la participation du concédant à l'équilibre du bilan restant à verser à l'opération à compter du 1er Janvier 2016, soit le montant prévisionnel de 498 888 Euros ;

- Que la convention de participation n° 15/1755 pour la réalisation de la voie d'insertion entre le boulevard Fleming, le boulevard Meyer et le bd Maréchal Juin prévoit le versement de 1 224 000 Euros de MPM désormais la Métropole à la SOLEAM en 2016 et en 2017 ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement Saint-Just arrêté par la SOLEAM au 31 décembre 2015 (annexe 1).

Article 2 :

Est approuvée la participation du concédant à l'équilibre du bilan d'un montant prévisionnel de 1 889 276 Euros dont

- 1 390 388 euros versés par la Ville avant le transfert de l'opération à la Métropole,
- 498 888 euros restant à verser par la Métropole en 2019.

Article 3 :

Est approuvé l'avenant n°21 ci-annexée à la convention d'aménagement T1600913CO (ex n°90/108) qui précise le montant de la participation du concédant à l'opération, le solde à verser par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ainsi que l'échéancier de versement et qui proroge la durée de la concession de deux années portant son échéance au 12 mars 2019.

Article 4 :

Est approuvé le programme des équipements publics modifié de la ZAC de Saint-Just ci-annexé.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 026-1106/16/CM

■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement établi au 31 décembre 2015 de la Zone d'Aménagement Concerté Saint Louis à Marseille 15ème arrondissement et approbation de l'avenant n°19 MET 16/1673/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC de Saint-Louis qui a été créée par délibération n°97/391/EUGE du 30 juin 1997 est une opération d'aménagement d'une superficie de 14ha située sur le vaste territoire de renouvellement urbain représentant 1 000 hectares environ dénommé Façade Maritime Nord.

La Ville de Marseille, par délibération n°97/935/EUGE du 19 décembre 1997, a approuvé une convention de concession d'aménagement à Marseille Aménagement avec, entre autres missions de conduire les études relatives au dossier de réalisation.

Cette convention a été notifiée sous le n°98/055 le 3 février 1998 et le dossier de réalisation a été approuvé par délibération n°99/298/EUGE du 29 avril 1999.

Par délibération n°06/0643/EUGE du 19 juin 2006, le Conseil Municipal a approuvé le principe d'une modification du Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) afin de lancer une première opération de logements de 12 500 m² de SHON, s'inscrivant dans les objectifs du Programme Local de l'Habitat, et de permettre la réalisation d'un équipement culturel pour la communauté musulmane.

Cette modification a été approuvée par délibération du Conseil Communautaire le 29 juin 2007 puis la ZAC a été intégrée au PLU révisé approuvé par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en juin 2013.

La convention de concession a fait l'objet de 17 avenants portant sur notamment la prise en compte de nouvelles dispositions législatives, le transfert de la concession à la SPL SOLEAM en 2014, suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement, la modification de la participation de la Ville au coût de l'opération et la prorogation de la durée de la convention de concession dont le terme est actuellement fixé au 3 Février 2018.

Par délibérations des 26 juin 2006 et 23 octobre 2015 n°s FAG 5/519/CC et FCT008-1420/15/CC, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire.

Dans ce cadre, et compte tenu des évolutions législatives liées aux lois n° 2014-58 du 27 janvier

2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, l'objet de l'opération d'aménagement de Saint Louis relevait dès lors de la compétence exclusive de la Communauté urbaine.

Aussi, par délibération du 26 octobre 2015 n°15/1071/UAGP, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé qu'en application de l'article L. 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevait de la compétence de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et suite au porté à connaissance du Préfet en date du 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes en date du 21 décembre 2015 n° FCT 030-1585/15/CC. en approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été ensuite transférée avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité.

Dans ce cadre, un avenant n°18 à la concession d'aménagement de Saint Louis T1600902CO (ex n°98/055) notifié à la Ville le 3 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

La ZAC de Saint Louis a pour objectif initial de réaliser une opération de réhabilitation du site des anciens abattoirs de Marseille à vocation de logements, d'activités, d'implanter l'école de la deuxième chance et une Mosquée pour une constructibilité globale de 40 000m² SDP.

L'enjeu fort de cette opération est d'ouvrir ce territoire à la population des quartiers environnants en le réintégrant dans le tissu urbain et en améliorant les conditions d'accessibilité viaire et piétonne du site.

L'objet du présent rapport est de présenter au Conseil de la Métropole le compte rendu annuel de la concession établi au 31 décembre 2015 et l'avenant 19 à la concession d'aménagement.

L'avancement de l'opération :

Dans le périmètre de la ZAC un ensemble immobilier de 148 logements sociaux et 19 logements en accession, un village d'entreprises et l'école de la deuxième chance ont été réalisés, plusieurs autres

écoles se sont implantées modifiant ainsi les objectifs initiaux du programme: le conservatoire national des arts et métiers (CNAM), établissement d'enseignement supérieur de formation pour adultes, et une école privée catholique maternelle et élémentaire.

L'activité sur l'exercice écoulé (2015).

La commercialisation des terrains : trois compromis de vente ont été signés fin 2015 en vue de la réalisation d'une plateforme d'insertion innovante professionnelle par le lycée professionnel de la Cabucelle, de locaux d'activités par la SOGIMA et d'une cuisine centrale pour les écoles catholiques.

Une étude réglementaire et urbaine de mars 2015 a permis d'établir un bilan des opérations de constructions de la ZAC terminées ou projetées avant la fin de la concession, et a conclu que la modification du programme global de construction de la ZAC n'était pas nécessaire.

Une étude géotechnique a permis de définir les travaux de confortement du mur de soutènement du boulevard Ledru Rollin qui seront mis en œuvre en 2016.

Les travaux de desserte du village d'entreprises en cours de commercialisation par la SOGIMA ont été terminés en Novembre 2015.

L'activité sur les années suivantes.

La SOLEAM envisage de signer un compromis de vente pour la cession d'un terrain de 5000m² à ERDF qui souhaite y implanter un poste de distribution d'énergie dans les années à venir lié au développement des quartiers Nord et à l'extension de l'opération d'Euroméditerranée.

Les études préalables à la démolition de la halle aux cochons puis les travaux correspondant seront menés courant 2016.

Les travaux de voiries et réseaux divers se poursuivront jusqu'en fin 2017 afin d'achever la réalisation des voiries de la ZAC et permettre son ouverture sur le quartier.

L'aménageur fera des propositions d'aménagements provisoires à réaliser sur le terrain réservé pour un parking silo et sur une parcelle non encore commercialisée de 2000m² avenue Journet, une provision pour travaux de 200 000 Euros étant inscrite au bilan.

Le CRAC au 31 décembre 2015

Les dépenses :

Sur l'exercice écoulé, les dépenses qui s'élèvent à 998 156 euros TTC, en baisse par rapport au prévisionnel (- 725 750), se répartissent ainsi :

941 674 euros TTC pour des études, des travaux de démolitions et de voirie. Ce montant est inférieur au montant prévisionnel (- 767 419) en raison principalement du différé de paiement en début 2016 des travaux terminés fin 2015 et de travaux (démolition, réfection mur de soutènement, voiries) reportés en 2016,

56 403 euros TTC pour les dépenses annexes en augmentation (+41 590) ; cet écart tient compte de l'augmentation de la TVA résiduelle (+117 558), d'une diminution de la rémunération sur dépenses (-39 303 suivant la diminution des travaux) et sur recettes (-8 855 suivant la diminution des cessions), et d'une diminution des charges de gestion (-27 810),

79 euros TTC de frais financiers court terme en augmentation (+79).

Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2015, les dépenses réalisées qui s'élèvent à 6 113 933 euros TTC soit 67% du montant total des dépenses prévisionnelles se répartissent ainsi :

2 239 229 euros TTC pour le foncier soit 100% du budget total de ce poste,

2 854 344 euros TTC pour les travaux soit 52% du budget total de ce poste,

1 008 963 euros TTC pour les dépenses annexes soit 76% du budget total de ce poste,

11 397 euros TTC pour les frais financiers soit 41 % du budget total de ce poste .

Au terme de la concession, les dépenses qui s'élèvent à 9 117 722 euros TTC sont en augmentation de 135 454 euros (+ 1,5%) par rapport au bilan arrêté au 31 décembre 2014 et se répartissent ainsi :

2 239 230 euros TTC pour le budget foncier qui est inchangé, l'ensemble des opérations d'acquisitions étant terminées,

5 499 449 Euros TTC pour le budget études et travaux qui présente une augmentation de 101 772 euros (+1,9%) par rapport au prévisionnel, suivant l'ajustement des études et des travaux restant à mener,

1 379 044 euros TTC pour les frais annexes et financiers, en augmentation de 33 682 euros (+2,5%) par rapport au prévisionnel, en raison principalement de la TVA résiduelle en hausse et des rémunérations qui suivent l'évolution des dépenses et recettes.

La part de chacun des budgets ci-dessus représente respectivement 24,6%, 60,3%,15,1% du prix de revient total de l'opération et reste constante par rapport au dernier bilan approuvé.

Les recettes :

Sur l'exercice écoulé, les recettes perçues (hors participation du concédant) d'un montant de 21 352 euros TTC qui sont en diminution (-120 071) par rapport au prévisionnel comprennent :

-des cessions pour un montant 9 820 euros TTC en diminution (-131 131) par rapport au prévisionnel, en raison d'un décalage sur 2016 du paiement des ventes effectuées fin 2015.

-des produits de gestion et financiers pour 11 532 euros TTC en augmentation (+11 060) en lien avec la mise à disposition des terrains de la ZAC pour un tournage de film et avec la trésorerie positive de l'opération.

Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2015, les recettes hors la participation de la Ville s'élèvent à 4 011 673 euros TTC qui se répartissent ainsi :

- 3 927 977 euros TTC pour les cessions, soit un taux d'avancement des cessions de 67%,

- 2 697 euros TTC de produit de gestion locative, soit 100% du poste,

- 80 999 euros TTC de produits financiers, soit 99% du poste.

Au terme de la concession les recettes globales de l'opération hors la participation d'équilibre qui s'élèvent à 5 971 510 euros TTC sont en hausse de 135 763 euros et se répartissent de la manière suivante :

- 5 886 967 euros TTC de cessions soit 98,6% des recettes globales, en augmentation de 124 007 euros TTC par rapport au précédent CRAC en lien avec le calcul de la TVA et l'actualisation de la charge foncière,

- 2 697 euros TTC de produits de gestion locative soit 0,07% des recettes globales, en augmentation par rapport au précédent CRAC en lien avec un tournage de Film dans la ZAC.

- 81 846 euros de produits financiers soit 2% des recettes globales, en augmentation de 9 956 euros TTC par rapport au précédent CRAC en lien avec le niveau de trésorerie de l'opération.

La participation du concédant :

Elle s'élève à 3 146 211 euros dont 2 209 829 euros d'apport foncier (inchangé par rapport au CRAC précédent) et 936 382 euros en numéraire diminué de 312 euros par rapport au CRAC précédent (ajustement du différentiel entre dépenses et recettes).

Le foncier a été en totalité apporté par la Ville entre 2007 et 2013 et la participation numéraire a été versée en totalité par la Ville en qualité d'autorité concédante de l'opération d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2015.

En conséquence la Métropole n'a pas de participation à verser à l'opération.

L'avance et la trésorerie :

L'avance d'un montant de 170 000 euros qui avait été consentie par la Ville en 2003, a été remboursée en 2013.

Le solde cumulé de la trésorerie de cette opération s'élève au 31 décembre 2015 à 699 776 euros.

L'avenant 19 à la convention de concession.

Le présent avenant soumis à notre approbation acte la diminution de la participation du concédant à l'opération de 312 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016 ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que l'opération d'aménagement concédée à la SOLEAM est transférée à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016 ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement Saint Louis arrêté par la SOLEAM au 31 décembre 2015 ci-annexée.

Article 2 :

Est approuvée la participation du concédant à l'équilibre du bilan d'un montant prévisionnel de 3 146 211 euros dont 2 209 829 euros par apport foncier gratuit réalisé par la Ville et 936 382 euros en numéraire versé par la Ville avant le 31 décembre 2015.

Article 3:

Est approuvé l'avenant n°19 ci-annexé à la convention d'aménagement de Saint Louis T1600902CO (ex n°98/055) portant sur la réduction de la participation du concédant à l'opération (annexe 2).

Article 4

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 027-1107/16/CM

**■ Avis sur le Plan de Prévention du Risques inondation (PPRi) par débordement de l'Huveaune et de ses principaux affluents
MET 16/1504/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par arrêté préfectoral du 26 décembre 2015, un Plan de Prévention du Risque inondation (PPRi) a été prescrit sur les communes de Marseille, Aubagne, La Penne-sur-Huveaune, Gémenos pour prendre en compte le risque de débordement de l'Huveaune et de ces principaux affluents.

En effet, ce petit fleuve côtier, issue d'un bassin versant de près de 460 Km² a déjà connu plusieurs crues au cours du 20^{ème} siècle. Au cours des dernières décennies son environnement a

considérablement évolué et l'extension de l'urbanisation a démultiplié tant les surfaces imperméabilisées que les enjeux urbains impactés par une crue potentielle.

Afin de prendre en compte ce type de risque, l'Etat a donc décidé le lancement d'une démarche de PPR pour réglementer l'utilisation du sol dans l'objectif de garantir la sécurité des biens et des personnes et de ne pas aggraver le risque.

Ce plan s'appuie sur une étude technique fine de modélisation des zones inondables qui a été présentée à l'ensemble des partenaires en avril 2014. Complète et amendée, elle a alors servi de support au Porter à Connaissance envoyé par le Préfet le 28 novembre 2014 et a ensuite conduit à la prescription du PPR.

Suite à une phase de travail et d'échange constructive entre les services de l'Etat et les collectivités le Préfet nous saisit aujourd'hui pour avis sur un dossier stabilisé prêt à être soumis à enquête publique.

Ce dossier comprend :

- Un rapport de présentation, sur l'analyse des phénomènes pris en compte, ainsi que leur impact sur les personnes et sur les biens, existants et futurs. Il explique la méthodologie retenue pour élaborer le zonage, en particulier le croisement entre l'intensité de l'aléa (hauteur-vitesse de l'eau) et de la nature du contexte urbain, il justifie les choix retenus en matière de prévention en expliquant la réglementation mise en place.
- Des cartes de zonage réglementaire, qui délimitent les zones réglementées par le PPRI. Les zones.
- Un règlement qui précise les règles s'appliquant à chacune de ces zones. Le règlement définit ainsi les conditions de réalisation de tout projet, les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui incombent aux particuliers ou aux collectivités, les mesures de réduction de vulnérabilité applicables aux biens et activités existants, et énumère un certain nombre de recommandations.
- Des annexes qui présentent l'ensemble des documents non réglementaires utiles à la bonne compréhension du dossier.

Le volet réglementaire du PPRI est basé sur les grands principes suivants :

- L'identification des Centres Urbains (CU), constituée d'une urbanisation très dense, une continuité de bâti et d'une mixité des fonctions (commerces, services...). Ces secteurs sont globalement constructibles sous certaines conditions, en particulier la prise en compte dans les projets de la notion de vulnérabilité et

l'interdiction de réalisation des établissements dits sensibles (jeunes enfants, personnes âgées...). Elles sont représentées sur la carte finale par les zones « Bleu foncé ».

- L'identification des Autres Zones Urbanisées (AZU), résidentielles, industrielles, commerciales ou mixtes, qui ne présentent pas les mêmes caractéristiques de densité, de continuité et de mixité des fonctions. Ces zones sont constructibles sous conditions en aléa faible et moyen et sont représentées par les zonages « bleu clair » et inconstructibles en aléa fort et sont représentés par un « zonage rouge ».
- L'identification des Zones Peu ou Pas Urbanisées (ZPPU) comme les zones naturelles, les terres agricoles et les espaces faiblement bâtis. Ces zones sont globalement inconstructibles et sont représentées par un « zonage rouge ».
- L'identification de l'enveloppe de la crue exceptionnelle représentée par un « zonage violet » dans lequel le règlement du PPRI définit peu de contraintes et des recommandations.
- La délimitation des espaces stratégiques de requalification (ESR), définis sur la base de projets urbains ou de besoins de renouvellement ou de requalification d'une zone AZU. Ces secteurs normalement inconstructibles ou à très fortes contraintes peuvent faire l'objet d'opérations de démolition/reconstructions à emprise au sol constante sous réserve d'une diminution de la vulnérabilité. 3 sites sur Marseille ont été retenus :
 - le secteur de La Capelette
 - la Cité de La Gardanne
 - le secteur villageois de Saint- Marcel

L'analyse de l'ensemble de ces éléments nous conduit à formuler plusieurs remarques au regard de l'occupation actuelle des zones impactées par le projet de PPRI et des enjeux identifiés en terme de renouvellement urbain raisonné, de production de logements de requalification de zones d'activités, de gestion et de développement de l'espace agricole notamment :

Concernant le règlement :

- Dans les zones bleu foncé et en aléa fort la possibilité de créer des parkings souterrains, reste à notre sens une prise de risque non justifiée malgré les prescriptions proposées.
- Dans les zones bleu clair l'aléa est modéré et autoriser une emprise au sol de 50% sans exiger des pilotis, coûteux et difficile à intégrer architecturalement, paraît plus indiqué.
- Dans les zones rouge, en particulier en « Autre Zones Urbaines » la reconstruction n'est autorisée qu'en conservant l'emprise au sol existante sans augmentation de la vulnérabilité d'usage, cette contrainte ne permet pas la mise en œuvre de projets de renouvellement dans ces espaces

même s'ils conduisent à une adaptation du terrain et à la création d'un accès sécurisé hors zone inondable, Cette partie du règlement limitera l'évolution de ces espaces. En autorisant l'augmentation de la vulnérabilité d'usage (par exemple la transformation d'entrepôts en logements) au-dessus de la cote des plus hautes eaux + 20 cm sous réserve de la création d'accès sécurisés au-dessus de la cote des Plus Hautes Eaux (PHE) + 20cm, sous réserve de la création d'accès sécurisés, des projets pourraient alors être réalisés, tout en améliorant la sécurité des personnes et des biens par rapport à la situation antérieure au renouvellement urbain.

- De plus dans cette zone une réflexion plus importante devra être menée sur la gestion des emprises au sol et des côtes de planchers notamment pour les extensions. La présence au sein de cette zone de secteurs impactés par des aléas modérés et forts ne permet pas une prise en compte différencier de ces problématiques.
- Sur certains secteurs enjeux du territoire, il a été proposé de mettre en place un système dérogatoire via « l'espace stratégique de requalification » Cette proposition bien que constructive ne permet pas d'engager de manière systématique sur les espaces identifiés des actions de revalorisation/requalification, notamment au vu de la densité bâtie préexistante. Il serait cohérent de pouvoir poursuivre la réflexion sur le devenir des secteurs identifiés par les territoires comme stratégiques (mais ne pouvant se gérer dans le cadre de l'ESR), en actant notamment la poursuite des réflexions et l'engagement de procéder à une modification de PPRI au besoin, au vu d'un projet d'ensemble innovant en terme de gestion hydraulique, qui pourrait être travaillé avec les services de l'Etat notamment.

Concernant les établissements existants, les contraintes du PPRI, obligatoires dans les 5 ans et à hauteur de 10 % maximum de la valeur vénale, comprennent :

- la réalisation de diagnostics de vulnérabilités pour les ERP 1 à 3, les activités de plus de 20 personnes, les établissements stratégiques et sensibles.
- un autodiagnostic pour les autres bâtiments.
- l'aménagement de zone refuge pour les bâtiments en aléa fort.
- la mise en place de système d'obturation des ouvertures sous PHE +20 cm
- les gros équipements et équipements électriques mis en place au-dessus de PHE +0,2 m.

Cependant, la chronologie proposée dans ce projet de PPRI est très courte et sera donc inopérante. Il serait plus efficace de proposer une priorisation graduée en fonction de l'aléa et des effectifs des établissements. Aussi nous proposons :

- dans les 5 ans pour les ERP 1 à 3 et les établissements sensibles et stratégiques,
- dans les 10 ans pour tous les bâtiments en aléa fort,
- dans les 15 ans pour les autres bâtiments

Enfin, la complexité du document le rend peu compréhensible par les administrés. Un manuel d'explication devrait être réalisé afin d'en faciliter son appropriation.

Concernant la démarche risque de manière plus globale :

Dans le périmètre du PPRI, les conditions définies dans le règlement s'imposeront en sus des règles définies au Plan Local d'Urbanisme auquel il sera annexé valant Servitude d'Utilité Publique. Or les PLU existant, prennent déjà en compte très fortement le risque inondation, avec des mesures parfois même plus contraignantes que le projet de PPRI. Cependant les études hydrauliques entre le PLU et le PPRI étant différentes, les deux zones inondables ne se recoupent pas : certaines zones sont inondées dans la cartographie de PLU et ne le sont pas dans celle du PPRI et inversement.

C'est pourquoi des procédures de modification de PLU sont ou doivent être engagées afin de permettre d'intégrer le PPRI. Une enquête publique réalisée dans la même temporalité serait source d'une plus grande efficacité et permettrait une meilleure compréhension par la population de la procédure

Pour autant cette mise en compatibilité future du PLU ne permettrait pas un traitement équitable et uniforme du risque inondation. En effet, tous les affluents de l'Huveaune ne sont pas intégrés dans le futur PPRI et les autres rivières ne sont pas encore étudiées ou l'ont été avec une méthodologie et un règlement qui ont abouti à une prise en compte totalement différentes.

Il est donc indispensable que l'ensemble des cours d'eau ainsi que le risque « ruissellement » soient étudiés afin d'aboutir à un document réglementaire unique.

Enfin, le risque inondation recoupe sur plusieurs territoires d'autres risques (feu, technologique...). Une approche multi-risque apparaît donc indispensable pour appréhender globalement la problématique risque dans l'aménagement du territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La saisine du Préfet du 22 juillet 216 demandant l'avis de la Métropole sur le projet de Plan de Prévention du Risque inondation de l'Huveaune ;
- Le document de Plan de Prévention du Risque inondation.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la Métropole est Personnes et Organisme Associés (POA) dans le cadre du PPR.
- Que le dossier présenté par le Préfet comporte plusieurs dispositions réglementaire qu'il nous semble nécessaire de modifier.

Délibère

Article 1 :

Est émis un avis réservé au projet de Plan de Prévention des Risques Inondation de l'Huveaune en tant que Personne et Organisme Associé.

Article 2 :

Est demandé :

- Que les parkings en sous-sol dans les aléas les plus forts soient interdits ;
- Que la reconstruction en Autres Zones Urbanisées (AZU) et aléa fort en tenant compte du niveau d'aléa (hauteur d'eau) et/ou de critères d'évacuation, soit autorisé sans référence à la notion de vulnérabilité d'usage ;
- Que l'emprise au sol en zone bleu claire soit de 50 % sans la transparence hydraulique ;
- Que les travaux et étude sur les constructions existantes soient phasés :
 - dans les 5 ans pour les Etablissements Recevant du Public de catégorie 1 à 3 et les établissements sensibles et stratégiques.
 - dans les 10 ans pour tous les bâtiments en aléa fort.
 - dans les 15 ans pour les autres bâtiments.

- Qu'il soit accompagné d'un manuel d'application ;
- Qu'il soit inscrit le principe suivant : une modification du PPRi pourra intervenir sur les secteurs stratégiques dans la mesure où la Collectivité présente un projet opérationnel innovant en termes de gestion hydraulique répondant aux critères de protections des biens et de personnes.

Article 3 :

Est demandé à Monsieur de Préfet de piloter une étude multi-risques sur l'ensemble des sites à enjeux du territoire d'Aix-Marseille Métropole.

Article 4 :

Est demandé à Monsieur de Préfet de prévoir des enquêtes publics concomitantes entre le PPri et les modifications de PLU.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 028-1108/16/CM

**■ Zone d'Aménagement Concerté communautaire de la Bertoire 2 - Avis de la Métropole dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de Lambesc
MET 16/1602/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Contexte

L'article L153-18 du Code de l'Urbanisme prévoit que « *Lorsque le projet d'élaboration ou de révision d'un plan local d'urbanisme a pour objet ou pour effet de modifier les règles d'urbanisme applicables à l'intérieur d'un périmètre de zone d'aménagement concerté créée à l'initiative d'une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune, l'avis de cette personne publique est requis préalablement à l'approbation du plan local d'urbanisme élaboré ou révisé.*

Lorsque la zone d'aménagement concerté a été créée à l'initiative d'un établissement public de coopération intercommunale, cette approbation ne peut intervenir qu'après avis favorable de cet établissement public ».

L'article R 153-7 précise qu'en l'absence d'avis dans les trois mois vaut rejet du projet.

Ainsi l'avis officiel de la Métropole est requis s'agissant de toute évolution des documents d'urbanisme communaux ayant pour effet de modifier les règles d'urbanisme applicables à l'intérieur d'une

zone d'aménagement concerté créée à l'initiative de la Métropole ou l'ex-communauté du Pays d'Aix.

Par courrier réceptionné le 2 août 2016, la commune de Lambesc sollicite l'avis sur son projet de PLU arrêté en Conseil municipal du 20 juillet 2016 au titre de l'article L153-18, le projet modifiant le règlement d'urbanisme applicable à l'intérieur de la ZAC de Bertoire.

Le Projet

La ZAC de Bertoire 2 a été créée à l'initiative de la CPA le 20 octobre 2006 en contrebas de la zone d'activités de la Bertoire, dans son prolongement sud. Elle a été concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires en janvier 2011 pour l'aménagement et la commercialisation de terrains d'activités destinés aux entreprises artisanales et industrielles. D'une superficie de 17 ha, son aménagement est réalisé en plusieurs tranches successives. Les travaux d'aménagement de la première tranche sont terminés et permettent la commercialisation d'une vingtaine de lots, soit 5 ha de surface cessible. La deuxième tranche est aujourd'hui en phase de réalisation.

Les principales évolutions proposées entre POS et PLU

Le POS de Lambesc a été modifié, pour la dernière fois, sur le secteur de la ZAC de Bertoire 2, le 28 novembre 2012 à l'occasion d'une modification simplifiée consistant à réduire la distance du recul d'alignement par rapport à l'emprise de la voie publique de 12 à 6 mètres.

Le projet de PLU a été arrêté le 20 juillet 2016, il emporte des modifications s'agissant des règles d'urbanisme applicables sur le périmètre de la ZAC.

► Le zonage/règlement

La zone placée en NAEa, « urbanisation future avec pour destination principale l'accueil d'activités économiques » au Plan d'occupation du sol est transformée en zone 1AUer « extension de la zone d'activité de la Bertoire dont la vocation principale est d'accueillir des activités artisanales et industrielles » dans le projet de PLU.

L'indice r indique que la zone est soumise à un risque identifié par le PPR mouvement de terrain.

Bien que la plupart des articles soit remaniée, peu d'évolutions réglementaires de fond sont à souligner. Les principales sont répertoriées ci-dessous.

Sur les occupations du sol (1AUer 1 et 1AUer 2) :

Le nouveau règlement interdit toutes les nouvelles constructions et extension à usage d'habitation sans faire une exception pour les constructions à usage de surveillance et de gardiennage.

Sur les implantations des constructions par rapport aux voies (1AUer 6):

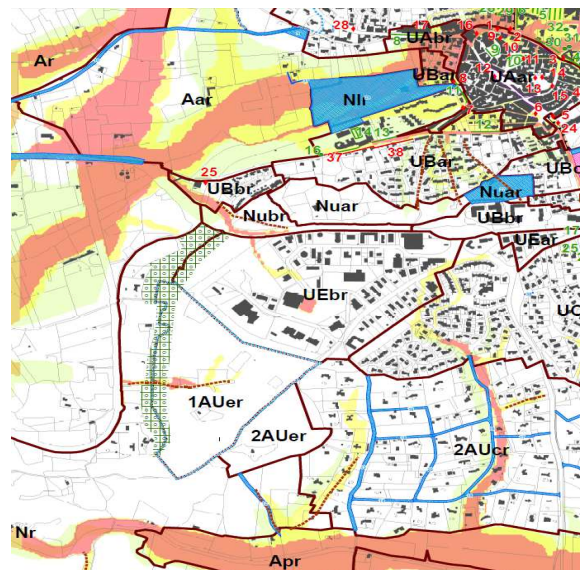
La distance d'implantation des constructions par rapport aux voies passe de 6 à 5 mètres dans le règlement du projet de PLU. Le cas particulier sur l'avenue prolongeant l'avenue Fernand Julien demeure à 4 mètres de la limite d'emprise de la voie.

Les articles 1AUer 15- Performances énergétiques et environnementales demandant notamment de privilégier les installations de dispositifs de production d'énergie renouvelable et 1AUer 16 - Infrastructures et réseaux de communications électroniques ont été ajoutés.

L'ensemble de ces évolutions a été travaillé en amont avec le service en charge de la ZAC au niveau du territoire du Pays d'Aix et n'appelle aucun nouveau commentaire.

► Les Espaces Boisés Classés présents sur la partie Ouest de la zone sont légèrement modifiés sans impact sur le projet porté par la SPLA.

► Concernant les risques



La ZAC s'inscrit dans le périmètre B1 du PPR séisme mouvement de terrain approuvé par arrêté préfectoral en date du 20 juin 1988. Déjà annexé au POS, il n'y a donc pas d'évolution de réglementation.

Concernant le risque ruissellement pluvial étudié dans le cadre de la procédure PLU, un ravin ainsi que quelques secteurs très circonscrits d'aléas fort et d'aléas faibles/modérés sont identifiés sur la ZAC. L'aménagement tient compte de ces spécificités et localise le bassin de rétention dans ce secteur.

► L'ER 78 inscrit au POS au bénéfice de la CPA a été supprimé après consultation du service concerné

► Une Orientation d'aménagement et de programmation a été créée sur le secteur.

Or cette distinction n'est pas en adéquation avec les principes d'aménagement retenus pour la phase 1, un macro-lot étant implanté sur la partie nord-est, et va à l'encontre de la flexibilité qu'offre une ZAC concernant la possibilité d'ajuster la taille et la disposition des lots en fonction des contraintes techniques rencontrées et de l'évolution de la commercialisation.

Par ailleurs, concernant les dispositions portant sur les espaces publics et le paysage, la partie texte de l'OAP prévoit des aménagements paysagers sur l'ensemble de la zone en citant en exemple des alignements d'arbres le long des voies, des murets gabions et des talus paysagers. Le schéma de principe accompagnant l'OAP localise des alignements d'arbres à créer. Or ces derniers ne

Schéma de principe

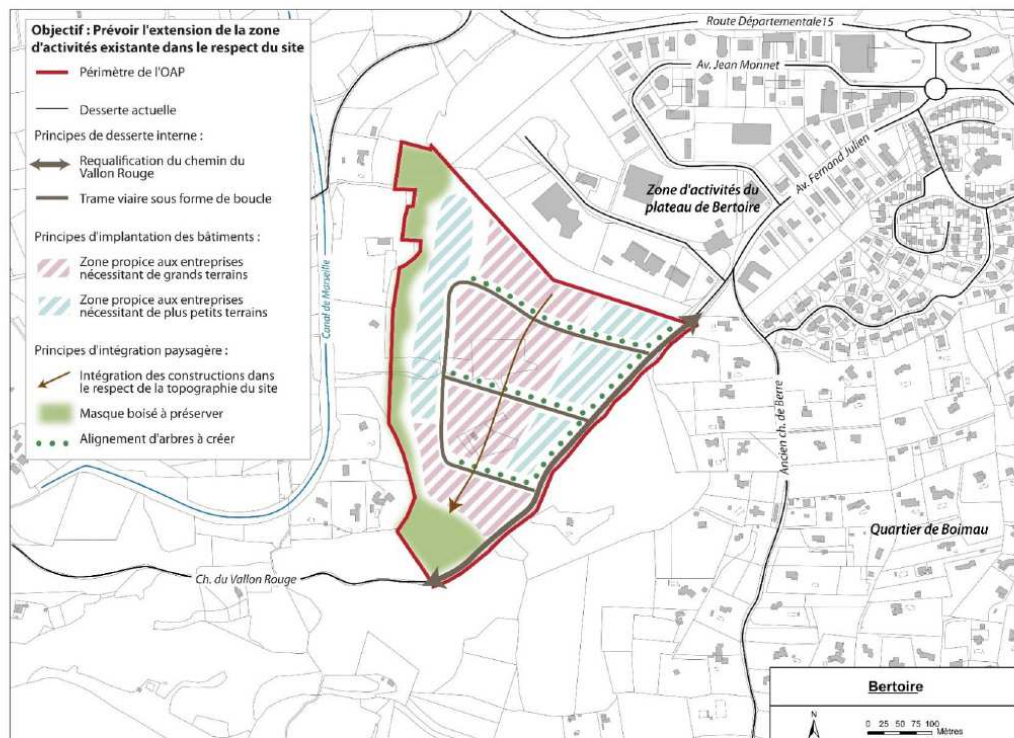


Figure 6 : Schéma de principe de l'OAP du secteur de la gare (Source : SEBA Med)

Parmi les principes exposés dans l'OAP « secteur de Bertoire », des dispositions sur la composition urbaine proposent de privilégier l'implantation des petites entreprises nécessitant des terrains de 500 à 2500 m² le long de la voie principale et sur la partie nord-ouest de la zone, et de favoriser l'implantation des entreprises nécessitant de grands terrains en cœur de zone.

correspondent pas à l'esprit de la ZAC située dans un cadre naturel boisé. Les aménagements voiries de la tranche 2 déjà réalisés ne prévoient pas ces alignements. Pour une meilleure insertion paysagère, les arbres de hautes tiges et les bosquets existants sont à préserver. Ainsi un certain nombre d'entres eux sont repérés sur un plan avec interdiction d'abattage. Par ailleurs, les arbres d'ombrage sont

rendus obligatoires sur les aires de stationnement et les clôtures séparant les lots du domaine public sont doublées par des haies vives.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- le courrier de la commune de Lambesc du 1er août 2016 portant notification du projet de plan local d'urbanisme arrêté ;
- la lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est émis un avis favorable s'agissant de la modification des règles d'urbanisme applicables sur le périmètre de la ZAC communautaire de Bertoire dans le cadre de l'élaboration du PLU de la commune de Lambesc sous réserve de la prise en compte des remarques concernant l'Orientation d'Aménagement « secteur de Bertoire ».

URB 029-1109/16/CM

**■ Zone d'Aménagement Concerté du Jas de Beaumont à Pertuis - Approbation du bilan de la concertation
MET 16/1614/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'élaboration du projet de zone d'aménagement concerté (ZAC) de la Communauté du Pays d'Aix du Jas de Beaumont à Pertuis, lancée par délibération du Bureau communautaire de la CPA du 19 février 2015, et portant sur une première phase d'environ 15 ha visant la réalisation d'environ 400 logements, une concertation publique a été menée auprès de la population, en vue de la création de la ZAC, et conformément au nouvel article L.103-2 du Code de l'Urbanisme (ancien article L.300-2 du Code de l'Urbanisme).

I – RAPPELS DES OBJECTIFS POURSUIVIS ET DES MODALITES DE LA CONCERTATION

La délibération n°2015-B091 du Bureau communautaire de la CPA du 19 février 2015 a défini les objectifs poursuivis et les modalités de concertation :

Les objectifs poursuivis intègrent notamment :

- une production de logements avec une densité de 50 logements/ha et une mixité sociale,
- la présence d'équipements structurants, de commerces, places publiques,
- la liaison avec le tissu urbain environnant, la rationalisation des circulations, avec un maillage prenant en compte la topographie, ouvert sur le paysage et le centre ancien,
- une intégration paysagère valorisant la nature en ville et l'identité des lieux,
- une conception environnementale.

Les modalités de concertation du public ont été définies de la manière suivante :

- Mise en place d'une exposition permanente à la direction de l'urbanisme de Pertuis et au siège de la Communauté du Pays d'Aix, accompagnée d'un registre permettant à la population d'y consigner ses observations ou ses propositions pendant toute la durée de la procédure de concertation ;
- Publications d'articles dans les magazines de la commune de Pertuis pour informer la population de l'état d'avancement du projet ainsi que les différentes manifestations liées au projet ;
- Publication d'articles sur le site internet de la CPA ;
- Présentation à la population des objectifs et du contenu du projet lors de deux réunions publiques.

II – LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONCERTATION

Exposition permanente en mairie accompagnée d'un registre

Une exposition a été organisée et présentée à partir du mois d'octobre 2015 au service urbanisme de la ville de Pertuis ainsi qu'au siège de la CPA.

A cet effet, des panneaux au format A0 ont permis d'exposer une synthèse des éléments de diagnostic et de contexte du projet (carte, schéma, données chiffrées...), ainsi que le périmètre opérationnel pressenti.

Les dates, lieux et heures de réception du public ont été précisés sur le site internet de la CPA, de la ville de Pertuis et diffusées dans les pages de La Provence les 29 octobre et 17 novembre 2015. Ces avis annonçaient également les deux réunions publiques.

Cette exposition était accompagnée d'un registre de concertation. Quatre remarques y ont été consignées en mairie de Pertuis.

Réunions publiques

Deux réunions publiques ont été organisées les 3 et 19 novembre 2015 dans la salle de réunion du Maréchal Leclerc à Pertuis afin de présenter les objectifs, l'avancement des études et le contenu du projet et permettre un échange avec le public.

Ces réunions se sont tenues de 18h30 à 21 heures et ont réuni environ une soixantaine de personnes. La mobilisation du public s'est faite non seulement par le biais des dispositifs décrits ci-dessus, mais également par une communication directe auprès des CIQ (Comité d'Intérêt de Quartier) riverains du projet.

La première réunion a consisté à présenter notamment les objectifs, un diagnostic synthétique des études engagées sur les thématiques écologiques, déplacements, bruit, formes urbaines, équipements publics et à replacer ce projet dans le contexte du territoire et notamment l'obligation de construction de logements sociaux.

Des post-it avaient été distribués aux participants afin qu'ils notent leurs questions, observations. L'ensemble des questions et des réponses apportées est synthétisé dans la partie III - Bilan de la concertation.

La deuxième réunion a notamment porté sur les choix qui ont conduits à retenir le périmètre pressenti, situé au sud du site et à exposer les conclusions de l'étude d'impact circulaire, principal enjeu fonctionnel du projet. L'analyse des post-it a d'ailleurs mis en évidence que la plupart des questions portaient sur ce sujet. Les solutions préconisées pour améliorer le trafic actuel et permettre la réalisation de la ZAC ont également été présentées. Enfin, la présentation d'un schéma de composition urbaine du projet a permis d'engager la discussion avec les habitants. Ce schéma d'aménagement a proposé une vision du futur quartier quant à son organisation générale, les axes

structurants, les points de desserte, le maillage des voies douces, le positionnement du parc urbain en interface avec la ville, la connexion du projet avec la grande surface commerciale voisine, etc...

Le nombre de logements ainsi que la part des logements sociaux ont été annoncés et des éléments de calendrier ont permis de clôturer la présentation.

S'en est suivi un débat avec les participants dont les questions et réponses apportées lors de cette deuxième réunion figurent en partie III – Bilan de la concertation. Les débats ont essentiellement tourné autour de la problématique des déplacements et des modes doux.

Publication d'article dans le magazine de la ville de Pertuis

Durant la phase d'élaboration du dossier de création de la ZAC, la ville de Pertuis était en révision de son Plan Local d'Urbanisme (PLU). Aussi, elle a fait paraître dans son magazine un article relatif au nouveau PLU et à la dimension stratégique du projet du Jas de Beaumont dans celui-ci. Cet article exposait également le projet d'urbanisation du site par phases avec la première phase, objet de la présente ZAC.

Diffusion de documents sur le site internet de la Communauté du Pays d'Aix et de la ville de Pertuis

Les documents présentés lors des deux réunions publiques ont été mis en ligne sur les sites internet des deux collectivités, incluant les conclusions de l'étude d'impact circulaire.

Rencontre des CIQ

Les deux CIQ ont été rencontrés début 2016 afin de prendre en compte leurs remarques, revenir sur les éléments de calendrier ainsi que sur les enjeux liés à la circulation, la desserte du projet, le développement des modes doux et des transports en commun.

Publication d'article dans La Provence

Une communication du projet a été réalisée auprès de La Provence qui a fait paraître le 1^{er} novembre 2015 un article s'intitulant : « Feu vert opérationnel pour la ZAC du Jas de Beaumont », dans lequel le journal retrace l'histoire de ce projet et revient sur ses enjeux.

III – BILAN DE LA CONCERTATION

A) Synthèse de l'analyse des remarques des registres de concertation :

Sur le registre de la concertation, quatre remarques ont été consignées.

La première observation soulève un certain nombre de questions techniques sur la restructuration du centre commercial. Cependant, la collectivité n'est pas en mesure d'apporter les réponses à ces questions. Le projet de restructuration de l'Hyper U n'est pas suffisamment abouti à ce stade pour répondre aux interrogations précises soulevées. La ZAC prendra en compte ce projet de manière à composer un ensemble urbain cohérent.

Dans la seconde, un habitant attire l'attention sur les flux de circulation induits par l'opération mais précise qu'il est favorable à l'opération de logements. Ce volet a fait l'objet d'une étude d'impact circulatorio sur l'ensemble du site qui a permis de proposer des solutions d'amélioration de la desserte actuelle. La troisième remarque porte également sur les flux de circulation susceptibles de se reporter sur d'autres voies existantes. Il est suggéré la réalisation d'une voie douce ou d'un sens unique, ce qui est pris en compte dans le schéma d'aménagement de la ZAC.

Enfin, la quatrième remarque provient d'habitants riverains du Bd. Jean Guigues. Leurs parcelles sont actuellement desservies par un chemin non goudronné prenant accès directement sur le boulevard, au niveau du rond-point à créer pour la connexion Bd. Jean Guigues / axe Nord-Sud. Cet accès ne pourra, pour des raisons fonctionnelles et de sécurité routière, être maintenu en l'état. Ces parcelles seront donc à terme desservies par un nouveau chemin prenant accès directement sur l'axe Nord-Sud.

Ces personnes s'inquiètent des nuisances sonores engendrées par cette nouvelle voie structurante qui sera créée (axe Nord-Sud). Les mesures de réduction acoustiques préconisées dans l'étude d'impact, un enrobé acoustique, un écran anti-bruit seront mises en œuvre. Pour cette dernière solution, elle reste à confirmer au regard des prescriptions du PPRi de l'Eze. Néanmoins, cet axe en tant que voie structurante, sera aménagé selon un gabarit qui permettra d'implanter des espaces verts et voies piétonnes relativement larges, de manière à garantir un aménagement apaisé de l'interface entre les propriétés privées et la nouvelle voirie.

B) Synthèse de l'analyse des remarques/questions émises lors des deux réunions publiques :

Différents thèmes ont été abordés durant les échanges avec la population.

1) Les déplacements :

Plusieurs enjeux sont identifiés par le public :

- Des inquiétudes sont exprimées quant à l'augmentation du trafic de façon générale sur la commune et sur les axes ceinturant le projet, notamment le Bd Jean Guigues qui constitue une voie de transit pour les véhicules venant du Sud Lubéron et de l'Est.

Les riverains craignent qu'aux heures de pointes les temps d'attente augmentent. Plusieurs habitants expriment le fait qu'il conviendrait d'attendre que la réalisation des infrastructures de contournement soient réalisées avant d'engager tout projet de construction de nouveaux logements.

- D'autres intervenants reviennent sur le choix du Département de réaliser une déviation par le Nord de la ville et non par le Sud-Est.
- Les liaisons piétonnes à l'intérieur des îlots ne sont pas suffisamment mis en avant dans le projet. Les cheminements pour se rendre au groupe scolaire ne sont pas prévus.

Face à ces enjeux, plusieurs éléments de réponse qui s'inscrivent à différentes échelles temporelles peuvent être apportés :

Tout d'abord, en terme de planification urbaine, la commune a inscrit dans son PLU une condition pour ouvrir à l'urbanisation le Jas de Beaumont. Il s'agit de la réalisation d'une voie permettant le raccordement de la Route de Villelaure vers la rocade sud-ouest. Ce projet réalisé délestera le giratoire de la Pierre Plantée d'une partie du trafic, permettant ainsi une meilleure insertion des véhicules venant du centre-ville par le Bd Jean Guigues.

Par ailleurs, le dimensionnement de la ZAC et la définition de la jauge de logements à 400 unités maximum ont été établis sur la base d'études d'impact circulatorio. Ces études élaborées à partir d'une hypothèse de fonctionnement sans la réalisation d'un contournement Nord de Pertuis, mais avec la réalisation du by pass vers la rocade Sud-Ouest et également le réaménagement de plusieurs carrefours au droit du projet de ZAC de 400 logements concluent à un fonctionnement satisfaisant des voies, à l'exception de l'heure de pointe du matin sur l'entrée de ville Ouest.

Les solutions préconisées pour réaménager les carrefours existants (by pass sur le giratoire de la Pierre Plantée, modification du carrefour J. Guigues/Ch de Peyrière), la création d'un nouveau giratoire pour desservir la ZAC et Hyper U sont de nature à apporter des améliorations au fonctionnement actuel sur le Bd J Guigues et sur le rond-point de la Pierre Plantée.

A plus long terme, la réalisation d'un barreau de contournement au Nord de Pertuis solutionnera en grande partie les difficultés de circulation dans le centre. En effet, les déplacements pendulaires du Nord et de l'Est (habitants du Sud Lubéron) vers le Sud le matin et vers le Nord le soir, traversant le centre-ville de Pertuis seront captés par cette infrastructure, évitant ainsi le Bd J. Guigues.

Le Conseil Départemental de Vaucluse et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ont engagé une étude visant à évaluer ce trafic de transit à l'échelle de la commune de manière à prioriser les investissements du Département sur Pertuis. Elle est engagée dans le cadre de l'inscription du faisceau concernant le projet de déviation Nord de Pertuis pris en considération par le Département dans une délibération datant de 2011 et est susceptible d'accélérer la faisabilité du contournement Nord.

La problématique des déplacements et de la desserte de la ZAC a donc bien été prise en considération dans l'élaboration du projet et pour son dimensionnement. Sur les liaisons piétonnes dans les îlots, il est répondu que le schéma présenté n'est pas encore abouti mais on peut néanmoins voir que des « venelles » piétonnes traversent le quartier du Nord vers le Sud, de manière à permettre aux habitants du Jas de se rendre à pied au centre-ville. De même, les axes Est-Ouest empruntés par les voitures, seront végétalisés et aménagés de façon à créer des connexions piétonnes vers les quartiers Est et vers l'Hyper U.

Concernant les liaisons vers le groupe scolaire, les habitants du futur quartier se rendront à l'école par les voies existantes ainsi que par un chemin qui traverse le Nord du Jas de Beaumont. Le chemin des Moulières sera réaménagé avec l'intégration de trottoirs et bandes multifonctionnelles pour les deux roues.

2) La planification urbaine et la programmation de la ZAC

Des questions en lien avec le PLU ont été posées :

- Un certain nombre d'habitants ont demandé qu'elles avaient été les réponses apportées aux questions posées durant l'enquête publique du PLU,
- Quelles remarques avaient été retenues ou rejetées, notamment concernant des questions sur des voies de lotissement?
- Enfin, une question est posée sur les exemples de ZAC communautaires réalisées.

L'ensemble de ces questions relève de la procédure de révision du PLU et non de la concertation sur le projet de ZAC du Jas de Beaumont.

Sur les opérations communautaires, la collectivité soutient des projets de constructions de logements sociaux dans diverses communes. Par exemple, celle du Grand Coudoux a été réalisée sous maîtrise d'ouvrage communautaire et a permis la création d'une centaine de logements en centre-ville, elle a obtenu le label « engagé dans la labellisation Eco Quartier ».

- Un habitant du hameau de Beaumont demande si les impôts locaux vont baisser pour compenser la perte de valeur des maisons. Il est précisé que le hameau de Beaumont n'est pas directement mitoyen avec le périmètre de la ZAC.
- Une question est posée sur la programmation de la ZAC et l'intégration du projet d'Hyper U dans le schéma d'aménagement. Sur la programmation, une réponse complète est apportée, il est aussi précisé que le parc urbain, les voies vertes feront partis du programme d'aménagement à réaliser.

La présence d'Hyper U à proximité du projet et la volonté du groupe U de restructurer le centre commercial en l'ouvrant sur le nouveau quartier autour d'une place est une opportunité pour l'opération. En effet, le parti d'aménagement retenu repose sur une recherche de cohérence entre les deux projets, de façon à concevoir un quartier animé, ouvert vers les commerces de proximité proposés dans la restructuration du centre Hyper U.

3) Le cadre de vie

Le nouveau paysage urbain qui découlera de l'opération appelle des questions sur la densité :

- La construction de logements collectifs à proximité des lotissements risque d'engendrer des gênes et notamment des préjudices de vue dans les jardins. Il est suggéré par un riverain de séparer ces propriétés par des espaces verts, square, aires de jeux.
- Un représentant de l'Association des Moulières Nord fait remarquer que le projet n'aborde pas le temps de réalisation de la phase chantier et suggère le recours systématique à des chantiers verts pour minimiser les gênes engendrées.

Il est précisé que la transition entre les logements existants et les lotissements voisins est une problématique importante d'ores et déjà intégrée dans le schéma d'aménagement. En effet il est prévu de limiter la densité à proximité des lotissements, de manière à ne pas générer des gênes par la présence de bâtiments hauts. Le schéma privilégie la densité qui reste très limitée (R+2) au Sud du Jas et au cœur de l'opération.

Concernant la phase travaux, la collectivité a précisé qu'elle met en œuvre des opérations dans une logique environnementale forte, parfois dans une démarche de labellisation comme à Coudoux qui a obtenu un label Eco quartier. L'opération du Jas de Beaumont s'inscrira dans cette logique, ainsi la mise en œuvre de chantiers verts sera une orientation respectée.

4) Les risques

Un habitant évoque la problématique de l'imperméabilisation des sols et ainsi de l'aggravation des épisodes d'inondation connus et récurrents dans le Sud de la France.

A ce titre, il y a lieu de préciser qu'un principe de compensation sera bien assuré dans le cadre de la ZAC et au travers du Dossier Loi sur l'Eau, de sorte que le projet n'entraîne pas des rejets d'eaux pluviales supérieurs aux rejets existants avant l'urbanisation du site. Le bilan doit être neutre. Aussi, dans la conception du projet, il conviendra d'intégrer un système de rétention et de stockage des eaux pluviales.

Ces équipements (noues paysagères, noues enterrées et bassins de rétention) seront dimensionnés en fonction des débits générés par le projet et l'imperméabilisation des sols.

Par ailleurs, le recours à la procédure de ZAC dans une conception d'ensemble par la Collectivité, est un gage de prise en compte de cette problématique à l'échelle du projet contrairement à l'urbanisation au coup par coup, par des opérations privées successives, imposant une rétention seulement sur le projet sans réflexion d'ensemble.

C) Bilan

La concertation a permis d'enrichir le projet, de répondre aux attentes et questions exprimées au travers d'un dialogue avec les citoyens et habitants du secteur durant toute la procédure d'élaboration de la ZAC.

Les principales remarques et attentes ont porté sur les thématiques suivantes :

- les déplacements aux abords de la ZAC,
- l'intégration des modes doux,
- le cadre de vie par la réalisation de formes urbaines qui s'intègrent avec le tissu pavillonnaire existant.

Loin d'une opposition au projet, le public a surtout exprimé ses craintes sur la problématique de la circulation et du cadre de vie et auxquels la conception du projet permet d'apporter des réponses favorables.

Certains habitants sont favorables au projet compte tenu des enjeux pour répondre à la demande en logements et notamment pour les jeunes ménages. Ils ont souhaité, selon leurs dires, « tenir un rôle d'alerte et de vigilance ». Ces interventions mettent en avant le souhait d'un projet d'aménagement ambitieux sur les aspects environnementaux (trame verte, cheminements piétons, espaces verts, bonne desserte en TC...).

Ainsi, conformément à l'article L 103-2 du Code de l'Urbanisme et à la délibération du 19 février 2015, la collectivité a organisé la concertation pendant toute la durée d'élaboration du projet de ZAC.

Les moyens de concertation mis en œuvre ont permis d'informer et d'associer les habitants et les acteurs du territoire.

L'ensemble des remarques émises a été pris en compte ; des réponses précises ont été apportées et une attention particulière y sera portée dans la poursuite des études opérationnelles.

Il convient alors de dresser un bilan favorable de la concertation, préalable à la présentation du dossier de création de la ZAC au Conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014-A214 du Conseil communautaire de la CPA du 14 octobre 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement du quartier d'habitat du Jas de Beaumont à Pertuis ;
- La délibération n°2015-B091 du Bureau communautaire de la CPA du 19 février 2015 décidant le lancement de la ZAC, définissant les modalités de la concertation et les modalités de mise à disposition du public de l'étude d'impact et des pièces requises ;
- La délibération n°2016_CT2_086 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juin 2016 approuvant le bilan de la concertation.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est arrêté et approuvé le bilan de la concertation réalisée dans le cadre du projet de ZAC du Jas de Beaumont à Pertuis tel qu'exposé ci-avant.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à poursuivre la procédure de création de la ZAC du Jas de Beaumont.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 030-1110/16/CM

■ Zone d'Aménagement Concerté du Jas de Beaumont à Pertuis - Bilan de la mise à disposition de l'étude d'impact et des pièces requises MET 16/1615/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La délibération N°2015-B091 du 19 février 2015 du Bureau de la Communauté du Pays d'Aix (CPA) a engagé la procédure de ZAC du Jas de Beaumont à Pertuis, avec la définition des objectifs poursuivis et des modalités de concertation en vue de la création de la ZAC ; elle a aussi défini les modalités de mise à disposition de l'étude d'impact et des pièces requises pour le projet de création de la ZAC.

I – CADRE REGLEMENTAIRE DE LA MISE A DISPOSITION

Au regard du programme défini et en application des articles R122-3 et R122-3 du Code de l'Environnement, ce projet de ZAC est assujéti à la réalisation d'une étude d'impact. Cette pièce majeure du dossier de création vise notamment à évaluer les impacts que le projet peut avoir sur l'environnement dans ses différentes composantes et à proposer des solutions pour remédier aux éventuels effets négatifs du projet. Ce dossier doit faire l'objet d'un avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement.

La collectivité a saisi l'Autorité de l'État compétente pour rendre cet avis, lequel a été rendu le 2 mars 2016.

Par ailleurs, l'article L 122-1-1 du Code de l'Environnement prévoit la mise à disposition du public du dossier, lequel est constitué des pièces et informations suivantes :

- l'étude d'impact relative au projet,
- la demande d'autorisation,

- l'indication des autorités compétentes pour prendre la décision de création de la ZAC et l'indication des personnes auprès desquelles peuvent être obtenues les renseignements sur le projet,
- quand ils sont obligatoires, les avis émis par une autorité administrative sur le projet.

Conformément aux articles R122-9 et R122-11 du Code de l'Environnement et comme cela est indiqué dans la délibération visée ci-dessus, la Conseil communautaire de la CPA a approuvé les modalités suivantes de mise à disposition de l'étude d'impact et des pièces requises :

- mise à disposition du public de l'ensemble des documents accompagnés d'un registre destiné à recueillir les observations éventuelles, à la Communauté du Pays d'Aix et à la mairie de Pertuis aux heures habituelles d'ouverture des bureaux pour une durée minimum de 15 jours ;
- mise à disposition du dossier complet sur le site internet de la CPA.

II – DEROULEMENT DE LA MISE A DISPOSITION

L'ensemble des pièces requises a été mis à disposition du public, à savoir :

- l'étude d'impact relative au projet,
- l'avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement,
- la demande d'autorisation, correspondant au projet de dossier de création de ZAC s'y rapportant,
- l'indication des autorités compétentes pour prendre la décision de création de la ZAC et l'indication des personnes auprès desquelles peuvent être obtenues les renseignements sur le projet,
- ainsi que les compléments apportés au dossier suite à l'avis de l'Autorité Environnementale de l'État.

Cette mise à disposition s'est déroulée du mardi 26 avril au mercredi 18 mai 2016 inclus, au siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix et à la Direction de l'Urbanisme de Pertuis.

Les mesures de publicité correspondantes avec indication des dates et durée de mise à disposition des pièces ainsi que des lieux, jours et heures où le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet, ont été mise en place, au moins huit jours avant le début de la mise à disposition de la manière suivante :

- une insertion d'avis dans le journal Le Dauphiné libéré daté du 18 avril 2016,

- une insertion d'avis dans le journal La Provence daté du 14 avril 2016,
- Affichage de l'avis au siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix à partir du 15 avril et publication à partir du 8 avril 2016 de l'avis sur son site internet,
- Affichage de l'avis en mairie de Pertuis à compter du lundi 18 avril 2016,
- 10 panneaux d'affichage de l'avis au format A2 ont été installés sur les lieux du projet à partir du lundi 18 avril 2016.

III - PRISE EN CONSIDERATION DE L'AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE DE L'ETAT

L'avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement, rendu le 2 mars 2016 par le Préfet de Région indique : « que l'étude d'impact est globalement de qualité, détaillée et bien structurée, est dans l'ensemble bien proportionnée aux enjeux ».

« Un certain nombre de rubriques importantes (insertion paysagère et intégration urbaine, renforcement du réseau de transports en commun et de déplacements doux...) devront faire l'objet de développements conséquents, sur la base des études appropriées, dans le cadre du dossier de réalisation de la ZAC, lorsque les aménagements prévus seront connus avec davantage de précision ».

L'autorité environnementale a néanmoins recommandé dès le stade du dossier de création, de préciser certains points importants de faisabilité de l'opération pour ce qui concerne :

- la justification de l'adéquation entre l'augmentation de la capacité du réseau de collecte des eaux usées et la mise en service de la nouvelle station d'épuration d'une part, et la réalisation du projet de ZAC d'autre part ;
- les compléments relatifs à la préservation des espèces protégées (flore et chiroptères) éventuellement impactés par la mise en œuvre du projet.

Aussi, la collectivité a apporté des précisions et compléments sur les deux points évoqués ci-dessus :

- Complément de l'analyse du volet naturel, production d'une nouvelle carte et explication des mesures d'évitement et de réduction.
- Précisions sur la réalisation de la nouvelle station d'épuration, son articulation avec le projet de ZAC et également précisions sur les travaux prévus sur les réseaux d'assainissement.

Ces deux compléments ont fait partis des pièces mises à disposition du public avec notamment l'étude d'impact et l'avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement.

D'autres compléments à l'étude d'impact seront apportés au stade du dossier de réalisation, sur la base des éléments du projet d'aménagement qui doivent être affinés et précisés.

IV – PRISE EN CONSIDERATION DES OBSERVATIONS DU PUBLIC RECUEILLIES AU COURS DE LA MISE A DISPOSITION

A la clôture de la mise à disposition, cinq observations ont été inscrites sur le registre de la ville de Pertuis et aucune sur le registre au siège du Pays d'Aix :

- La première remarque consignée sur le registre souligne la qualité de l'étude d'impact et notamment l'inventaire faune/flore qui est réalisé. La personne émet également le souhait que les énergies alternatives soient des solutions retenues dans la construction des logements.
- Un habitant du quartier des Moulières demande à ce qu'un emplacement réservé pour voirie (ER V03) et devant desservir la partie de la zone 1AUc à vocation d'équipements publics, soit modifié. Cette remarque ne porte pas directement sur le projet de ZAC.
- Les riverains du Chemin du Ventoux, situé à l'ouest de la ZAC ont déposé une série d'observations :
 - Ces derniers demandent que des espaces de transition soient aménagés entre l'urbanisation pavillonnaire existantes et les futures constructions. Cette préoccupation est d'ores et déjà intégrée dans le schéma et sera étudiée plus précisément au stade des études opérationnelles de la ZAC (dossier de réalisation).
 - Au regard des caractéristiques géométriques du chemin du Ventoux, ils demandent que celui-ci ne soit pas relié à la ZAC et à la Draille Pugère et souhaitent privilégier l'axe nord-sud traversant la ZAC.
 - Le schéma d'aménagement ne prévoit pas de relier le Chemin du Ventoux à la ZAC et l'axe nord-sud sera effectivement privilégié. Le périmètre de la ZAC n'étant pas dans la continuité du chemin du Ventoux, les aménagements de liaisons douces également demandées ne peuvent pas être du ressort de l'opération.
- L'Association pour l'Aménagement du Quartier des Moulières demande la prise en considération des impacts du projet de ZAC sur l'environnement résidentiel en terme de déplacements et de desserte, de transports en commun, de cadre de vie et d'accès au haut débit :

-Cadre de vie : leurs demandes portent sur l'aménagement d'interfaces entre les pavillons et les futures constructions, la formalisation d'un schéma des liaisons douces et la préservation des continuités écologiques. Ces sujets ont déjà fait l'objet d'une prise en compte dans le dossier de création et des réponses sont apportées dans les mesures de réduction de l'étude d'impact. Ces points seront également précisés dans le cadre du dossier de réalisation de la ZAC.

-Déplacements/desserte : La demande de maillage du futur quartier par le réseau de transport en commun sera étudié au stade du dossier de réalisation de la ZAC. Quant aux aménagements prévus pour la desserte du groupe scolaire qui n'est pas dans le périmètre de la ZAC, ils seront étudiés dans le cadre de la réalisation de l'établissement.

L'association réitère la requête des riverains du Chemin du Ventoux de ne pas relier celui-ci au Nord en direction de la Draille Pugère. Cette demande ne concerne pas la ZAC.

-Réseaux : La demande de création d'infrastructure de télécommunication pour le haut débit sera étudiée durant la phase opérationnelle du dossier de réalisation de la ZAC.

-Enfin, ils demandent que soit analysé les effets cumulés de l'ensemble des projets de la ville dans les secteurs ouest. L'étude d'impact prend en compte les projets connus à ce jour.

Ils rappellent également deux remarques formulées sur le PLU de Pertuis et qui ont été prises en compte dans le schéma de la ZAC et dans le règlement du PLU. La première remarque porte sur une voie inscrite en emplacement réservé reliant la rue Gustave Lançon et la ZAC. Ils souhaitent qu'elle soit réservée aux modes doux. Pour l'instant, cette voie de desserte secondaire de la ZAC est prévue à sens unique afin de ne pas surcharger la rue Gustave Lançon. La seconde remarque porte sur le conditionnement de l'ouverture à l'urbanisation des zones AU des quartiers ouest à la réalisation du by pass, afin de finaliser la déviation sud-ouest. Cette condition est expressément écrite dans le règlement du PLU.

- L'Association des Moulières Nord fait part de ses inquiétudes et questionnements concernant les sujets suivants :

- Réseaux : Ils mettent en avant les dysfonctionnements existants au niveau des réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées. Ils considèrent que la situation s'aggraverait par le non-respect de la réglementation pour la future opération. En termes de réponse, il y a lieu de préciser que le projet de ZAC donnera lieu à un Dossier Loi sur l'Eau.

Dans ce cadre, le projet doit compenser l'imperméabilisation des sols par la réalisation d'une rétention dimensionnée pour le projet. Il sera instruit par les services de l'État et fera l'objet d'un arrêté préfectoral.

- Projets routiers : Concernant les infrastructures routières de contournement, ils préconisent d'autres solutions non étudiées. Cette problématique est de la compétence du Conseil départemental de Vaucluse. Des études sont encore en cours de réalisation.

- Hyper U : Les interrogations sur la pertinence de l'extension d'Hyper U ne concerne pas la collectivité à l'initiative de cette ZAC. La collectivité a pris acte de ce projet et une cohérence sera recherchée de manière à concevoir un quartier animé ouvert sur les commerces proposés dans la restructuration du centre Hyper U.

- Chantiers verts : la collectivité s'est engagée à mettre en œuvre des chantiers verts durant la phase travaux.

- L'Association EUP (Environnement et Urbanisme à Pertuis) a transmis ses observations sur le projet de ZAC qui concernent principalement trois sujets :

- la consommation d'espace : ce sujet a été traité à l'échelle du PLU de la commune et du SCOT du Pays d'Aix.

- les réseaux : le calendrier de réalisation des travaux sur les réseaux d'eaux usées n'est pas précisé dans le dossier car il n'est pas encore arrêté.

- la densité : EUP relève que la densité ne correspond pas aux objectifs affichés. Celle-ci n'est pas calculée à partir de la superficie brute de la ZAC qui intègre des espaces bâtis et des zones non aedificandi, définies notamment pour la prise en compte du risque inondation (PPRi de l'Eze) mais à partir de la superficie des zones constructibles. La densité de l'opération est donc bien comprise entre 45 et 50 logements/ha.

- l'analyse des impacts d'autres projets connus : cette obligation réglementée par le code de l'environnement repose sur la présence de projets connus et qui ont fait l'objet d'une étude d'impact.

A ce jour, aucun projet (groupe scolaire, EHPAD...) n'a fait l'objet de cette procédure, aussi les services de l'État n'ont pas considéré l'étude

d'impact du projet de ZAC comme incomplète.

Au final, la mise à disposition de l'étude d'impact et des pièces requises, organisée conformément à l'article R122-11 du Code de l'Environnement et à la délibération du 19 février 2015, met en évidence les mêmes préoccupations que celles exprimées lors de la concertation.

Les principales remarques ont porté sur les thématiques suivantes :

- les déplacements aux abords de la ZAC,
- l'intégration des modes doux,
- le cadre de vie par la réalisation de formes urbaines qui s'intègrent avec le tissu pavillonnaire existant.

L'ensemble des remarques émises a été pris en compte, des réponses ont été apportées et une attention particulière y sera portée dans la poursuite des études opérationnelles.

V – MODALITES DE MISE A DISPOSITION DE CE BILAN

Conformément, aux dispositions 3° de l'article R122-11 du Code de l'Environnement, la collectivité doit dresser le bilan de cette mise à disposition de l'étude d'impact et des pièces requises et les tenir à disposition du public. Ainsi, la présente délibération qui dresse le bilan de la mise à disposition de l'étude d'impact sera tenue à disposition du public au siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au siège du Territoire du Pays d'Aix et en mairie de Pertuis au service Urbanisme. Elle sera également mise en ligne sur le site internet de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix et sur le site de la ville de Pertuis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°2014-A214 du Conseil communautaire de la CPA du 14 octobre 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement du quartier d'habitat du Jas de Beaumont à Pertuis ;
- La délibération n°2015-B091 du Bureau communautaire de la CPA du 19 février 2015 décidant le lancement de la ZAC, définissant les modalités de la concertation et les modalités de mise à disposition du public de l'étude d'impact et des pièces requises ;
- La délibération n°2016_CT2_087 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juin 2016 validant le bilan de la mise à disposition de l'étude d'impact et des pièces requises ;
- L'avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement rendu le 2 mars 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est adopté, le bilan de la mise à disposition du public de l'étude d'impact et des pièces requises tel que dressé ci-avant, avec prise en considération des observations et propositions recueillies auprès du public au cours de cette procédure.

Article 2 :

Les modalités de mise à disposition du public du bilan de la mise à disposition de l'étude d'impact et des pièces requises sont définies ainsi :

- Mise à disposition du public de la présente délibération au siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au siège du Territoire du Pays d'Aix et à la Direction de l'Urbanisme de la ville de Pertuis,
- Mise en ligne de la présente délibération sur le site internet de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays d'Aix et sur le site de la ville de Pertuis.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 031-1111/16/CM

■ Zone d'Aménagement Concerté du Jas de Beaumont à Pertuis - Approbation du dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté et décision de création de la Zone d'Aménagement Concerté

MET 16/1616/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le projet d'aménagement d'un quartier d'habitat sur le site du Jas de Beaumont à Pertuis a été déclaré d'intérêt communautaire lors du Conseil du 14 octobre 2014 de la Communauté du Pays d'Aix (CPA) et le principe de lancement d'une ZAC sur un périmètre d'environ 15 hectares en vue de la réalisation de 400 logements approximativement a été décidé le 19 février 2015.

Ce projet se situe au Nord-Ouest de Pertuis entre deux espaces pavillonnaires proches du centre-ville. Le site du Jas de Beaumont totalisant 42 hectares, est identifié comme un secteur stratégique de développement de l'habitat dans le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune ainsi que dans le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) approuvé du Pays d'Aix et le Programme Local de l'Habitat (PLH).

Le projet d'aménagement s'intègre dans les orientations générales définies dans le PLU de Pertuis :

- Créer un quartier durable et valoriser la ville des courtes distances,
- Favoriser la densité à partir de typologies architecturales renouvelées,
- Encourager la mixité fonctionnelle (commerces et services en rez-de-chaussée),
- Garantir la qualité de la silhouette urbaine et des espaces de transition.

Ainsi, les grandes lignes directrices de la ZAC sont :

- une production de logements avec une densité de 50 logements/ha et une mixité sociale,
- la présence d'équipements structurants, de commerces, places publiques,
- la liaison avec le tissu urbain environnant, la rationalisation des circulations, avec un maillage prenant en compte la topographie, ouvert sur le paysage et le centre ancien,
- une intégration paysagère valorisant la nature en ville et l'identité des lieux,
- une conception environnementale.

Le projet de dossier de création de la ZAC a été élaboré à partir de ces grands axes en précisant notamment le périmètre et une jauge de logements.

Il a été soumis à concertation et son étude d'impact avec notamment l'avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement, ont fait l'objet d'une mise à disposition du public. Le bilan de la concertation et celui de la mise à disposition ont été adoptés par les précédentes délibérations s'y rapportant.

Dans ce cadre, il y a lieu aujourd'hui de se prononcer sur le dossier de création de la ZAC qui intègre les résultats de cette concertation et de cette mise à disposition, ainsi que sur la décision de création de la ZAC.

RAPPELS DES ELEMENTS CONSTITUTIFS D'UN DOSSIER DE CREATION

Conformément à l'article R 311-2 du Code de l'Urbanisme, le dossier de création d'une ZAC comprend :

a) un rapport de présentation, qui expose notamment l'objet et la justification de l'opération, comporte une description de l'état du site et de son environnement, indique le programme global prévisionnel des constructions à édifier dans la zone, énonce les raisons pour lesquelles, au regard des dispositions d'urbanisme en vigueur sur le territoire de la commune et de l'insertion dans l'environnement naturel ou urbain, le projet faisant l'objet du dossier de création a été retenu ;

b) Un plan de situation ;

c) Un plan de délimitation du ou des périmètres composant la zone ;

d) L'étude d'impact définie à l'article R122-5 du Code de l'Environnement lorsque celle-ci est requise en application des articles R122-2 et R122-3 du même code. Le dossier précise également si la part communale ou intercommunale de la taxe d'aménagement sera ou non exigible dans la zone.

Le dossier de création de la ZAC du Jas de Beaumont est joint en annexe à la présente délibération. Dans ce cadre, il y a lieu de préciser notamment les éléments suivants, en vue de l'adoption de ce dossier de création et de la décision de création de la ZAC.

I – LE PERIMETRE

Le périmètre de la ZAC est situé au Sud du site du Jas de Beaumont, en accroche directe avec le Boulevard Jean Guigues et le centre-ville de Pertuis. L'emprise foncière de la ZAC est de 13,63 hectares. Ce secteur est classé en zone 2Aub au PLU de la commune.

Le périmètre de la ZAC figure en partie III du dossier de création joint en annexe.

II – LES CARACTERISTIQUES ESSENTIELLES DU PROJET

Le projet du Jas de Beaumont s'inscrit dans une démarche durable de production de logements, en particulier sociaux sur l'ouest de Pertuis. Il poursuit également un objectif majeur, de créer un véritable quartier animé comprenant des logements, des commerces, des services, un parc urbain.

Le schéma d'aménagement de la ZAC défini dans le cadre du présent dossier de création repose sur les grands principes d'aménagement suivants :

- Une organisation d'ensemble, consistant à hiérarchiser et rationaliser les circulations, à créer des porosités viaires et piétonnes avec la ville environnante tout en incitant à limiter l'usage de la voiture,
- Une densification acceptable avec l'urbanisation existante, proposant une mixité fonctionnelle, une diversité de l'habitat (petit collectif, individuel dense, individuel groupé), et des gabarits de constructions qui respectent les quartiers existants. La densité décroît progressivement du centre vers le Nord du site pour faire le lien avec les terrains non bâtis au Nord.
- Une recherche d'intégration paysagère se basant sur la préservation et la valorisation de l'identité des lieux (espaces de respiration, adaptation aux terrasses), des liaisons visuelles avec le centre historique de Pertuis et le grand paysage,
- Une démarche environnementale intégrée, favorisant notamment les modes doux de déplacement, la durabilité des constructions économes dans la gestion de l'eau et de l'énergie.
- Un premier projet à moyen terme qui doit être capable de s'articuler avec les phases ultérieures de développement de l'ensemble du site du Jas de Beaumont à une échéance d'une vingtaine d'années.

Deux équipements publics seront réalisés à proximité immédiate de la ZAC, un groupe scolaire sur la partie Ouest du Jas de Beaumont et un Etablissement Hospitalier pour Personnes Âgées Dépendantes (EPHAD) en limite de l'opération.

Le schéma d'aménagement a été élaboré suite à la réalisation de nombreuses études thématiques. L'ensemble des contraintes techniques (circulatoires, hydrauliques, paysagères, risque inondation, écologiques) ont ainsi été prises en compte.

III – LE PROGRAMME GLOBAL PREVISIONNEL DES CONSTRUCTIONS ET DES AMENAGEMENTS

Le projet urbain propose un aménagement visant à répondre aux objectifs décrits précédemment et prévoit :

- 395 logements répartis dans les différents îlots pour une densité moyenne à l'échelle de l'opération de 45/50 logements par ha ;
- Environ 200 logements sociaux répartis sur les différents secteurs de la ZAC et selon différentes typologies (petits collectifs, logements individuels superposés et logements individuels en bande) et selon les critères arrêtés pour les ZAC communautaires (70 % de logements à coûts maîtrisés dont 40 % de logements locatifs sociaux);
- Une place ouverte avec du stationnement qui sera accompagnée de commerces (restaurants, boutiques, services...) pour une surface de plancher de l'ordre de 11 500 m² ;
- Un espace patrimonial préservé autour de la bastide ;
- Deux parcs urbains l'un de l'ordre de 2000 m² et l'autre de 2 ha, soit environ 15% de la surface du projet, ainsi qu'une trame paysagère et piétonne structurant les différents îlots habités de manière à favoriser les déplacements doux et à assurer la rétention des eaux pluviales ;
- Des cœurs d'îlots apaisés avec une circulation automobile limitée ;
- Des voiries larges permettant d'accueillir du stationnement, des déplacements piétons et cycles représentant ainsi 17% de la surface du projet. Deux axes forts structurent le projet : l'axe Est-ouest reliant la bastide à l'espace ouvert commercial et l'axe Nord-Sud débouchant sur le boulevard Jean Guigues avec un nouveau giratoire.

III- REGIME FISCAL DE LA ZAC AU REGARD DE LA TAXE D'AMENAGEMENT

Conformément aux articles L331-7 et R311-2, R331-6 du Code de l'Urbanisme, les constructions et aménagements édifiés à l'intérieur de la zone seront exclus du champ d'application de la taxe d'aménagement, pour sa part intercommunale.

IV – MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION ET DE COMPENSATION ET MODALITES DE SUIVI DE CES MESURES

A) Le cadre réglementaire :

L'article R 122-14 du Code de l'Environnement précise que la décision d'autorisation, d'approbation ou d'exécution du projet mentionne :

- les mesures envisagées pour supprimer, réduire ou compenser les conséquences du projet sur l'environnement. Il s'agit d'éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine, réduire les effets n'ayant pu

être évités et, lorsque cela est possible, compenser les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits ;

- Les modalités du suivi des effets du projet sur l'environnement ou la santé humaine ;

- Les modalités du suivi de la réalisation des mesures compensatoires font l'objet d'un bilan réalisé selon un calendrier que l'autorité compétente pour autoriser ou approuver la ZAC détermine.

Il est indiqué que les mesures compensatoires ont pour objet d'apporter une contrepartie aux effets négatifs notables, directs ou indirects, du projet qui n'ont pu être évités ou suffisamment réduits.

Ce dispositif de suivi doit être proportionné à la nature et aux dimensions du projet, à l'importance de ses impacts prévus sur l'environnement ou la santé humaine ainsi qu'à la sensibilité des milieux concernés.

B) Définition des mesures d'évitement, de réduction et de compensation et modalités de suivi de ces mesures :

Au stade du dossier de création de la ZAC, suite à la réalisation de l'étude d'impact et à son volet naturel (inventaire faune/flore des espèces et habitats protégés), il apparaît que la localisation de la ZAC du Jas de Beaumont impacte dans des proportions assez faibles le milieu naturel et la santé humaine. En effet, le périmètre de la ZAC évite tous les secteurs à enjeux et les espèces mises en évidence et notamment tous les enjeux floristiques. Ainsi les impacts bruts du projet sont jugés faibles à nuls sur quasiment toutes les espèces identifiées.

Afin de diminuer les impacts bruts sur les espèces concernées par le projet de ZAC, plusieurs mesures compensatoires ont été définies. Il s'agit de mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement. Aucune mesure compensatoire n'est édictée puisque le projet ne détruit pas d'espèces ou d'habitats protégés.

Les principales mesures d'évitement portent sur le maintien des haies et des lisières (et notamment de la haie arborée en limite nord-ouest du projet) ainsi que la conservation des arbres gîtes potentiels pour les chiroptères sur le périmètre du projet.

Les principales mesures de réduction portent sur le respect strict de l'emprise du projet, l'adaptation du calendrier des travaux à la phénologie des espèces à enjeu, des mesures pour suivre l'abattage des arbres gîtes, la création de nouveaux corridors pour les chiroptères et reconnexion avec les corridors existants, la limitation et l'adaptation de l'éclairage nocturne, l'interdiction de plantation d'espèces exotiques et enfin l'interdiction de l'usage de biocides

et d'engrais.

Enfin, sur le volet santé, seront mis en place des dispositifs permettant de réduire les nuisances sonores tels que les murs anti-bruit, des enrobés acoustiques et un éloignement de certaine façade des infrastructures sur l'axe Nord-Sud situé au-dessus du nouveau giratoire du Bd Jean Guigues.

Concernant les modalités de suivi et de contrôle des mesures d'évitement et de réduction, un audit et un encadrement écologiques doivent être mis en place aux différentes étapes du projet : avant le démarrage des travaux, pendant la phase travaux et après le chantier.

Ainsi, ce dispositif pluriannuel de suivis et d'évaluations est destiné à assurer la bonne mise en œuvre des mesures préconisées dans l'étude d'impact, et le cas échéant d'édicter des mesures correctives pour répondre aux objectifs initiaux.

C) L'avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement et les compléments apportés :

L'avis de l'autorité environnementale, rendu le 2 mars 2016 par le Préfet de Région indique : « que l'étude d'impact est globalement de qualité, détaillée et bien structurée, est dans l'ensemble bien proportionnée aux enjeux ».

Néanmoins, les services de l'État ont demandé des précisions sur deux points, à savoir la prise en compte du projet de ZAC pour la réalisation et la mise en service de la nouvelle station d'épuration et enfin des compléments cartographiques sur certaines espèces protégées.

Aussi, la collectivité a apporté des précisions sur les deux points évoqués ci-dessus.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°2014-A214 du Conseil communautaire de la CPA du 14 octobre 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement du quartier d'habitat du Jas de Beaumont à Pertuis ;
- La délibération n°2015-B091 du Bureau communautaire de la CPA du 19 février 2015 décidant le lancement de la ZAC, définissant les modalités de la concertation et les modalités de mise à disposition du public de l'étude d'impact et des pièces requises ;
- La délibération n°2016_CT2_088 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juin 2016 validant l'approbation du dossier de création de la ZAC et décidant la création de la ZAC ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 approuvant le bilan de la concertation ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 tirant le bilan de la mise à disposition du public de l'étude d'impact et des pièces requises ;
- L'avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement rendu le 2 mars 2016 ci-joint ;
- Les compléments apportés à l'avis de l'autorité environnementale ci-joint.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le dossier de création de la ZAC du Jas de Beaumont à Pertuis, tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 2 :

La ZAC du Jas de Beaumont est créée, selon les caractéristiques précédemment décrites et selon le périmètre figurant dans le dossier de création annexé.

Article 3 :

Les mesures destinées à éviter, réduire et compenser les effets négatifs du projet sur l'environnement ou la santé humaine, telles qu'elles sont définies dans l'étude d'impact insérée dans le dossier de création de

la ZAC annexé à la présente délibération, seront réalisées dans le cadre de la mise en œuvre du projet.

Article 4 :

La part intercommunale de la taxe d'aménagement ne sera pas exigible des constructions et aménagements à réaliser dans la ZAC dans les conditions définies par les articles L.331-7 et R.331-6 du Code de l'Urbanisme.

Article 5 :

Le dossier complet relatif à la création de la ZAC, avec notamment son étude d'impact, les procédures de concertation et de mise à disposition du public seront tenus à la disposition du public au siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix, Direction des Opérations d'Aménagement aux jours et heures habituelles d'ouverture.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 032-1112/16/CM

**■ Approbation d'un groupement de commandes avec le Grand Port Maritime de Marseille relative à la réalisation d'un schéma directeur d'aménagement et de développement des rives Nord du chenal de Caronte
MET 16/1672/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les rives Nord du chenal de Caronte, situées sur les communes de Martigues et de Port-de-Bouc, concentrent des enjeux de grande importance pour le Pays de Martigues, le Grand Port Maritime de Marseille et, au-delà, pour l'espace métropolitain. Ce site historique d'implantation d'activités industrielles et portuaires constitue aujourd'hui un espace en mutation.

De nombreux projets de nature et d'objet différents prennent place sur ce site en devenir. Il est important qu'une réflexion globale prenant en compte l'ensemble des problématiques et les différentes logiques d'acteurs puissent s'exprimer.

Dans ce cadre, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le Grand Port Maritime de Marseille souhaitent réaliser conjointement un schéma directeur d'aménagement et de développement des rives Nord du chenal de Caronte. Ce travail devra proposer une vision aboutie et partagée du devenir des rives Nord

du chenal de Caronte en prenant en compte l'ensemble des enjeux du site.

Il est proposé de constituer une convention de groupement de commandes entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le Grand Port Maritime de Marseille pour assurer la réalisation de cette étude. Cette convention règle les modalités de mise en œuvre de la procédure de consultation, de passation et de réalisation du futur marché. Cette dernière est conclue en application des dispositions de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

Le groupement est chargé de lancer et de piloter l'étude. La Métropole d'Aix-Marseille-Provence sera désignée comme établissement coordonnateur, et sera notamment en charge des opérations liées à l'exécution du marché.

L'enveloppe financière prévisionnelle attribuée à l'étude est de 100 000 euros TTC, dont la répartition est la suivante :

- 75 % pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (75 000 euros TTC)
- 25 % pour le Grand Port Maritime de Marseille (25 000 euros TTC)

Des participations financières de la Région PACA et de la Caisse des Dépôts et Consignations sont également prévues pour un montant de 20 000 euros, dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la commission urbanisme et aménagement du 7 Octobre 2016;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 7 Octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention constitutive d'un groupement de commandes, ci-annexée, entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le Grand Port Maritime de Marseille, ci annexée.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 033-1113/16/CM

■ Projet Urbain Partenarial de Vallon Régny - Approbation d'une convention avec les Sociétés COFFIM et VINCI - Détermination du périmètre MET 16/1675/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Situé dans le 9^{ème} arrondissement, le secteur de Vallon Régny constitue l'une des dernières grandes réserves foncières sur le tracé du Boulevard Urbain Sud, futur axe de liaison entre le carrefour Florian et la Pointe Rouge et axe de désenclavement des quartiers du sud de la Ville.

La ZAC de Vallon Régny dont la création a été approuvée par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°05/0564/TUGE du 20 juin 2005, a pour vocation d'accompagner l'arrivée du Boulevard Urbain Sud, de créer un nouveau quartier à destination principale d'habitat et d'assurer la couture urbaine d'un territoire restant à aménager mais situé au cœur d'un tissu urbain constitué.

Le programme des équipements publics du dossier de réalisation approuvé au Conseil Communautaire du 12 février 2007 et au Conseil Municipal du 19 mars 2007 identifie les équipements publics nécessaires au projet, en précise la maîtrise d'ouvrage, leurs modalités de financement et leurs gestionnaires.

La mise en œuvre opérationnelle de la ZAC a été retardée plusieurs années du fait de la volonté politique de ne pas engager la réalisation d'un nouveau quartier sans l'axe structurant majeur que constitue le BUS.

Aussi, depuis l'approbation de ce programme des équipements publics plusieurs évolutions se sont produites :

- La Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Ville de Marseille en qualité de concédant de la ZAC de Vallon Régny. Un avenant n° 9 à la concession d'aménagement n° T 1600916C0 du 17 juin 2016 a été approuvé en ce sens.
- une pression de la promotion s'exerce sur des îlots situés en frange de la ZAC où des opérations immobilières, d'initiatives privées, sont désormais projetées.

Les constructeurs VINCI Immobilier et COFFIM Méditerranée envisagent la réalisation d'un programme de construction de 21 450 m² en logement et 1 733 m² en commerce.

Ce programme doit être desservi par la voie U 522 prévue au PLU et ses mailles sur le réseau public viaire dont la réalisation n'est pas programmée dans la temporalité de leur projet.

Aussi, en application des articles L. 332.11.3 et 332.11.4 et R 332.25-1 et R.332-25-3 du Code de l'urbanisme les sociétés VINCI Immobilier et COFFIM Méditerranée se sont rapprochées de la Métropole afin de définir les conditions de mise en œuvre d'un Projet Urbain Partenarial (PUP) permettant d'adapter le calendrier des travaux d'équipements publics pour ce qui concerne la réalisation de certaines voies et réseaux au calendrier de leur projet et également d'intégrer les besoins générés par le programme de logements de leur opération pour revoir le dimensionnement des équipements scolaires qui tels qu'initialement prévus ne répondent qu'aux besoins de la ZAC.

Après avoir pris connaissance d'autres opérations de constructions susceptibles de se développer aux franges de la ZAC, la Métropole a déterminé un périmètre à l'intérieur duquel les futurs constructeurs

seront tenus de conclure une convention de PUP pour contribuer au financement de la part des équipements scolaires qui répondra aux besoins des habitants ou usagers de leurs opérations.

Ce contexte a rendu nécessaire d'adapter le Programme des Equipements Publics de la ZAC afin d'acter :

- une nouvelle répartition de la prise en charge financière des équipements entre, l'Aménageur, la Ville de Marseille et la Métropole, induite par la prise de compétence de la Métropole
- l'actualisation du chiffrage des équipements en fonction des études de maîtrise d'œuvre et des travaux menés à ce jour,
- les besoins générés par les projets de constructions aux franges de la ZAC

Le programme des équipements publics modifié a été approuvé au Conseil Municipal du 3 octobre 2016, il est soumis à l'approbation de notre assemblée ce jour et fait l'objet d'un rapport séparé.

Le projet urbain partenarial porte sur l'aménagement d'un secteur de 379 700 m² dont l'emprise foncière englobe la ZAC de Vallon Régny et les fonciers des futures opérations situées en franges bénéficiant des équipements publics à réaliser. Ce périmètre est joint en annexe 1

Le programme des équipements publics bénéficiant aux opérations situées en franges du périmètre de la ZAC, comprend :

- la réalisation du tronçon sud de la voie nouvelle inscrite au PLU dite U 522 ainsi que ses réseaux,
- la requalification de la traverse Régny
- la construction de la part des équipements scolaires rendue nécessaire par les opérations du PUP, soit prévisionnellement trois classes maternelles et cinq primaires.

La localisation de ces équipements est jointe en annexe 2.

Ces équipements seront réalisés par la SOLEAM aménageur de la ZAC au titre de la convention de concession approuvée par délibération du Conseil Municipal n°06/0205/TUGE du 27 mars 2006 et transférée à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence par avenant n°9 précité.

Le coût prévisionnel du programme des équipements publics du PUP joint en annexe 3 est estimé à :

18 996 266 euros HT, dont 5 035 308 euros, soit 26.5%, seront financés par les participations des constructeurs hors ZAC, 3 517 166 euros soit 18.5% par le bilan de la ZAC et 10 443 792 euros, soit 54.9% par les collectivités.

La convention de PUP devant intervenir entre les Sociétés VINCI Immobilier - COFFIM Méditerranée et d'Aix-Marseille-Provence Métropole est jointe en annexe 4.

L'annexe 5 précise le coût de ces équipements, les modalités de partage des coûts entre les collectivités, la ZAC et les opérations du PUP.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient d'accompagner le développement du quartier Vallon Régny par la mise en œuvre d'un PUP.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le périmètre du PUP conformément à l'article L 332-11-3 II du Code de l'Urbanisme, en annexe au sein duquel les participations des constructeurs se substitueront à la taxe d'aménagement jusqu'au 31 janvier 2026.

Article 2 :

Est approuvé le programme des équipements publics faisant l'objet du projet urbain partenarial, ci-annexée.

Article 3 :

Est approuvée la convention de Projet Urbain Partenarial à conclure entre les Sociétés VINCI Immobilier - COFFIM Méditerranée et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence-annexée.

Article 4 :

Est approuvée la répartition des coûts entre les collectivités, la ZAC et les opérations du PUP.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 034-1114/16/CM

**■ Approbation du programme des équipements publics modifié de la Zone d'Aménagement Concerté du Vallon Régny à Marseille 9eme arrondissement et Approbation de la convention relative au financement du groupe scolaire avec la Ville de Marseille et la Soleam
MET 16/1680/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Située dans le 9^{ème} arrondissement en limite avec le 10^{ème} et entre les trois grands équipements que constituent le Parc de Maison Blanche, l'hôpital Salvator et le collège Gyptis, la ZAC du Vallon Régny couvre un territoire d'environ 34 hectares.

Ce projet d'une constructibilité globale de 96 600 m² de plancher permettra notamment de développer environ un millier de logements.

Par délibération n°05/0564/TUGE du 20 juin 2005, le Conseil Municipal a approuvé le bilan de la concertation et la création de la Zone d'Aménagement Concertée dite «du Vallon Régny».

Le Conseil Municipal a approuvé la convention de concession à Marseille Aménagement devenue SOLEAM, par délibération n°06/0205/TUGE du 27 mars 2006.

Le dossier de réalisation de la ZAC du Vallon Régny a été approuvé par délibération n°07/0243/TUGE du Conseil Municipal du 19 mars 2007.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole par délibération n°VOI/3/079/CC du 12 février 2007 a approuvé le Programme des Equipements Publics relevant de sa compétence dont le Boulevard Urbain Sud (BUS).

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Ville de Marseille en qualité de concédant de la ZAC de Vallon Régny. Un avenant n°

9 à la concession d'aménagement n° T 1600916C0 du 17 juin 2016 a été approuvé en ce sens.

Depuis sa création, le développement de la ZAC du Vallon Regny a été largement freiné par différents recours de la part des riverains envers les documents d'urbanisme, le dossier de réalisation ou certains permis de construire.

Par ailleurs, l'absence d'une planification de la réalisation du Boulevard Urbain Sud permettant d'ouvrir ce futur quartier sur le reste de l'agglomération a également contribué à retarder la commercialisation et la mise en oeuvre opérationnelle de la ZAC.

Le projet initial ne correspond plus entièrement aux ambitions de la collectivité, la Ville de Marseille a souhaité engager une réflexion sur son développement d'autant que plusieurs projets immobiliers commencent à se concrétiser autour de la ZAC.

Dans ce contexte la SOLEAM a lancé fin 2015 une consultation visant à désigner un urbaniste-conseil qui devra ré-interroger le projet initial, en intégrant les projets déjà en cours de développement.

Au regard de ce contexte il a été acté de proroger de 5 années supplémentaires la durée de cette concession d'aménagement et de fixer son échéance au 22 mai 2023.

Il est aujourd'hui nécessaire de mettre à jour le Programme des Equipements Publics de la ZAC afin de tenir compte :

- du transfert de la concession d'aménagement à la Métropole,
- de l'ajustement du chiffrage des équipements en fonction des études de maîtrise d'œuvre et des travaux menés à ce jour,
- de la modification de la répartition de la prise en charge du coût des différents équipements entre la Ville de Marseille, la SOLEAM et la Métropole,
- des besoins suscités par l'évolution prévisible de l'urbanisation du quartier aux franges de la ZAC.

La modification du Programme des équipements publics porte sur les équipements scolaires dont la réalisation est confiée à l'aménageur dans le cadre de la concession.

Il est nécessaire de redimensionner ces équipements pour prendre en compte les besoins supplémentaires

générés par les opérations de construction aux abords de la ZAC et d'acter une participation globale de la Ville de Marseille portée à 15 560 621 euros correspondant au coût de réalisation de ces équipements, à l'acquisition du foncier, aux études et honoraires et à la rémunération du concessionnaire.

Le versement de cette participation fait l'objet d'une convention financière entre la Ville de Marseille, la SOLEAM et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, jointe en annexe et soumise à l'approbation de notre assemblée.

La modification concerne également la prise en charge financière par la Métropole de la part du coût des équipements qui ne peuvent être mis en totalité à la charge de l'aménageur, à savoir :

La voie U 522 et La traverse Régný

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- La substitution de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en tant que concédant de la concession d'aménagement de la ZAC du Vallon Regny ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Programme des Equipements Publics modifié ci-annexé.

Est approuvé le programme des équipements dont le coût n'est pas mis en totalité à la charge de l'aménageur et dont une part sera prise en charge par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Est actée la participation de la Ville de Marseille d'un montant de 15 560 621 euros TTC pour la réalisation des équipements scolaires nécessaires aux besoins de la ZAC et à ceux générés par les futures opérations immobilières situées sur ses franges.

Article 3 :

Est approuvée la convention financière ci-annexée avec la Ville de Marseille et la SOLEAM relative au financement des équipements scolaires.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Développement
territorial, logement, centres
anciens, contrat de ville"***

DEVT 001-1115/16/CM

■ **Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 de la concession d'aménagement passée avec Marseille Habitat - Parc Kalliste à Marseille 15e arrondissement
MET 16/1552/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°11/0666/DEVD du 27 juin 2011, la Ville de Marseille a approuvé le projet de rénovation urbaine de l'ensemble immobilier du Parc Kallisté, situé chemin des Bourrely, dans le quartier Notre

Dame Limite dans le 15ème arrondissement. L'objectif du projet urbain est de désenclaver ce territoire et de l'intégrer dans un fonctionnement urbain et social amélioré.

Une convention partenariale a ainsi été signée entre l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) et l'ensemble des partenaires publics le 10 octobre 2011.

Pour contribuer à la réalisation de ce projet, la Société Marseille Habitat a été désignée concessionnaire d'aménagement suite à une consultation lancée en avril 2011. La convention de concession a été signée par l'opérateur et par la Ville de Marseille le 6 juillet 2012.

Pour rappel, le Parc Kallisté est composé de neuf copropriétés distinctes constituant au total 753 logements. La concession porte sur l'ensemble de ces neuf copropriétés avec des interventions différenciées selon les bâtiments en fonction des stratégies définies dans le cadre du projet urbain.

Les missions du concessionnaire sont les suivantes :

- acquisitions par voie amiable, par préemption ou expropriation,
- gestion et entretien des logements acquis dans les immeubles à conserver,
- neutralisation des logements acquis dans les immeubles voués à démolition,
- relogements et accompagnement des ménages,
- démolition des bâtiments B et H et mise en état des sols,
- cession de foncier ou de logements à des partenaires institutionnels ou privés,
- coordination et animation des actions précitées.

Le bilan d'activité de la concession sur l'année 2015 est synthétisé comme suit :

- Acquisitions :

Les acquisitions constituent encore l'activité principale de la concession en 2015.

20 logements au total ont été acquis en 2015 par Marseille Habitat :

Copropriété	Logements acquis en 2014	Total logements acquis depuis le début de la concession
A	0	10
B	6	74
C	1	4
D	4	10
E	0	3
F	0	8
G	0	21
H	9	69
I	0	13
Total	20	212

Le montant des acquisitions en 2015 s'élève à 727 000 euros. Cela porte donc à 212 logements le patrimoine de Marseille Habitat sur le Parc Kallisté.

- Travaux :

Le poste travaux concerne essentiellement, comme en 2014, la neutralisation des logements vacants. Les logements vacants acquis sur les bâtiments B et H et voués à la démolition sont systématiquement sécurisés pour éviter les occupations illicites. La présence quotidienne d'un gardien de Marseille Habitat sur site permet le signalement rapide des intrusions dans les logements pourtant sécurisés et lutte ainsi contre le développement des squatts. Le montant de ces neutralisations pour 2015 s'élève à 73 241 euros.

- Gestion transitoire :

Les dépenses liées à la gestion transitoire s'élèvent à 680 596 euros pour 2015. Il s'agit pour l'essentiel des charges de copropriété (390 583 euros) et des taxes foncières (140 347 euros).

- Relogements :

17 familles du parc de Marseille Habitat ont été relogées en 2015, ce qui représente 21 adultes et 42 enfants.

La procédure de carence engagée par la Ville de Marseille en avril 2011 envers le syndicat des copropriétaires du bâtiment B a abouti au prononcé de l'état de carence du syndicat le 24 avril 2015. Le dossier simplifié d'acquisition publique a été approuvé en Conseil Municipal du 29 juin 2015 et a été mis à disposition du public du 14 septembre au 16 octobre 2015. Une quinzaine de remarques ont été inscrites sur un registre dédié et ont fait l'objet d'une réponse personnalisée du concessionnaire.

Enfin, le dossier a été envoyé par le concessionnaire en Préfecture fin décembre 2015 en vue de l'obtention de l'arrêté de déclaration d'utilité publique et de cessibilité.

Par délibérations des 26 juin 2006 et 23 octobre 2015 n°FAG 5/519/CC et FCT008-1420/15/CC, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire.

Dans ce cadre, et compte tenu des évolutions législatives liées aux lois n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, l'objet de l'opération d'aménagement n°12/00708 relevait dès lors de la compétence exclusive de la Communauté Urbaine.

Aussi, par délibération du 26 octobre 2015 n°15/1071/UAGP, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé qu'en application de l'article L.5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevait de la compétence de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et suite au porté à connaissance du Préfet du 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes en date du 21/12/2015 n°FCT 030-1585/15/CC en approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été finalement transférée avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 01 janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité.

Dans ce cadre, un avenant n°3 à la convention de concession « Ensemble immobilier Parc Kallisté » en date du 17 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant. C'est à ce titre que le compte rendu annuel est soumis à notre approbation.

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 constate l'avancement de l'opération et comporte un volet prévisionnel des dépenses et recettes, planifié jusqu'au terme de la concession (juillet 2019). Il s'établit comme suit :

Dépenses :

Sur l'exercice 2015, les dépenses réalisées s'élèvent à 2 036 575 euros. Elles sont donc inférieures aux prévisions qui s'établissaient à 5 612 704 M d'euros. Tous les postes sont concernés et en premier lieu celui des acquisitions auprès des propriétaires privés et des postes qui en découlent (travaux, charges de copropriété, impôts). Le réalisé concernant les acquisitions de lots en copropriété (727 000 euros) est très largement inférieur aux prévisions (2,4 Meuros). Le rythme des acquisitions amiables a fortement diminué et la consignation des fonds liée à la procédure d'expropriation ne s'est pas faite sur cet exercice mais le sera sur l'exercice 2016. Le poste rémunération du concessionnaire est également inférieur aux prévisions (384 987 euros en 2015 pour une prévision de 666 500 euros) : le montant de la rémunération est lié pour partie à des postes dont la réalisation n'a pas atteint les prévisions (acquisition/cession, relogement, foncier, démolition).

Au 31 décembre 2015, le montant total des dépenses depuis le début de la concession s'élève à 12 360 203 euros, soit un taux d'avancement d'environ 36 % par rapport au prévisionnel final. Les deux postes les plus avancés par rapport à ce prévisionnel final sont ceux de l'intervention dans les copropriétés (41%) et rémunération du concessionnaire (43%). Le poste intervention en renouvellement urbain qui comprend les opérations de démolition ne pourra démarrer qu'avec la maîtrise totale des bâtiments à démolir.

Au terme de la concession en 2018, le montant prévisionnel des dépenses devrait atteindre 34 156 924 euros. Il se répartit entre budget «intervention en renouvellement urbain» (8,5%), budget «intervention dans les copropriétés» (74%), budget «frais généraux et annexes» (0,5%), budget «rémunération du concessionnaire» (11%), budget «frais financiers» (1,5%), budget «TVA» (4%) et budget «hors trésorerie» (0,5%). Le montant prévisionnel des dépenses baisse de 644 451 Euros par rapport au CRAC 2014 approuvé (soit -1,8%).

La variation s'explique ainsi :

- le poste intervention en copropriété diminue de près de 310 000 euros : le montant moyen des acquisitions sur les bâtiments B et H a poursuivi sa baisse,
- le poste TVA irrécupérable baisse de 265 000 euros,
- le poste frais généraux et annexe baisse de 35 000 euros,
- le poste «hors trésorerie» diminue de 33 000 euros : les impayés de loyer et de charges sont moins importants que prévu.

Recettes :

Sur l'exercice 2015, les recettes s'élèvent à 473 892 euros hors participation de la Ville à l'équilibre du

bilan. Le CRAC 2014 prévoyait des recettes à hauteur de 2 805 034 euros (soit une baisse de 83%).

Les recettes proviennent exclusivement du poste «produits de gestion» (loyers et charges).

Marseille Habitat n'a encore cédé aucun logement sur son patrimoine (envisagé pour reloger les propriétaires occupants des bâtiments à démolir).

De plus, et c'est ce qui explique cet écart, Marseille Habitat n'a pas sollicité en 2015 les participations de l'ANRU et des autres collectivités.

Au 31 décembre 2015, le montant cumulé des recettes hors participation d'équilibre s'élève à 1 523 791 euros, soit un taux d'avancement de 6% du montant prévisionnel total des recettes. Ce montant correspond presque exclusivement au poste «produits de gestion».

Au terme de l'opération, le montant prévisionnel des recettes (hors participation à l'équilibre du bilan) s'élève à 25 590 552 euros. Il se répartit entre produits de cession (27%), produits de gestion (11,5%) et subventions (61,5%). Le montant prévisionnel des recettes est en baisse de 426 000 euros. Cette évolution résulte essentiellement de la baisse des recettes de loyers et une baisse de la valeur du foncier.

Au regard de l'avancement du programme et compte tenu des actions qui restent à mener pour atteindre les objectifs de l'opération, il sera nécessaire d'envisager lors du prochain exercice une prorogation de l'opération d'aménagement ou une modification du programme.

Participation à l'équilibre du bilan :

La participation du concédant à l'équilibre de l'opération reste inchangée et s'élève à 8 875 588 euros. Elle demeure stable depuis le début de l'opération.

Le concessionnaire Marseille Habitat a perçu au 31 décembre 2015 une participation de 6 100 000 d'euros de la Ville de Marseille jusqu'alors concédante soit 69% du total des versements prévus. Compte tenu du transfert de compétence, le solde à la charge de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'élève à 2 775 588 euros.

Solde de trésorerie :

Fin 2015, la trésorerie cumulée de l'opération présentait un solde positif de 717 317 euros. Ce solde positif qui ne correspond pas aux prévisions du CRAC 2013 est dû au fait que la consignation des fonds pour le bâtiment B n'a pas eu lieu en 2015.

Emprunts :

Le concessionnaire a mobilisé un emprunt de 3,6M d'euros en 2013 remboursable en 2017 et 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'opération d'aménagement « Ensemble immobilier du Parc Kallisté » concédée à Marseille Habitat est transférée à la Métropole à compter du 1^{er} janvier 2016 ;
- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité portant sur le bilan de l'opération au 31 décembre 2015.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2015 de la Concession « Ensemble immobilier du Parc Kallisté » n°12/00708 passée avec Marseille Habitat et ci-annexé.

Article 2 :

Est approuvé le solde de participation de 2 775 588 euros à verser au concessionnaire Marseille Habitat d'ici la fin de la concession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 002-1116/16/CM

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 de la concession d'Éradication de l'Habitat Indigne lot 1 et approbation de l'avenant n°19 à la convention de concession
MET 16/1558/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°05/1244/EHCV du Conseil Municipal du 12 décembre 2005, la Ville de Marseille s'est dotée d'un dispositif opérationnel de lutte contre l'habitat indigne comprenant un volet incitatif, l'Opération d'Amélioration de l'Habitat Dégradé (OAH) et un volet coercitif, une concession d'aménagement, dite concession « EHI ».

Cette concession porte sur l'ensemble du territoire communal. Elle est répartie géographiquement en 2 lots (centre-sud lot n°1 et nord lot n°2). En séance du 10 décembre 2007, le Conseil Municipal a approuvé les conventions avec les opérateurs suivants, Marseille Habitat pour le lot n°1 et Urbanis Aménagement pour le lot n°2.

Il est demandé à chaque concessionnaire :

- de traiter 75 immeubles environ, soit par démolition, restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché de logements,
- d'acquérir 25 lots de copropriété afin de redresser des copropriétés en difficulté,
- et enfin, d'effectuer, en substitution des propriétaires, des travaux d'office prescrits dans le cadre de procédures coercitives.

97 immeubles entraient dans le champ de la concession lot n°1 au 31 décembre 2015.

Conformément aux objectifs redéfinis dans le cadre du CRAC au 31/12/2014, 65 immeubles seront réhabilités entièrement ou partiellement ainsi que 24 lots de copropriétés. L'ensemble des immeubles entrés dans le champ de la concession demeurent sous surveillance, Marseille Habitat s'assurant de la sécurité des occupants et intervenant auprès des services compétents si cela s'avère nécessaire.

La concession présente au 31 décembre 2015 le bilan opérationnel suivant :

34 immeubles ont été entièrement réhabilités par le concessionnaire, par leur propriétaire ou par d'autres acteurs suite à l'action du concessionnaire.

20 immeubles sont en cours de travaux ou en phase de préparation de chantier.

11 autres immeubles n'ont pas encore faits l'objet de travaux mais présentent une situation globale (engagement des procédures notamment de maîtrise foncière) qui permet d'envisager un traitement dans le cadre de la concession.

Parmi ces 65 immeubles actifs, 10 « opérations » (représentant 14 immeubles) sont susceptibles d'avoir une incidence sur le résultat de la concession au-delà du 31/12/2016, soit car la maîtrise n'a pas encore abouti, soit car des contentieux en cours n'auront pas abouti dans ces délais.

Afin d'achever l'ensemble de ces procédures et notamment pour tenir compte des délais d'appel éventuels, il est proposé une prorogation de deux années supplémentaires, portant l'échéance de la concession au 31 décembre 2018 sans augmentation de la participation du concédant.

Pour les 32 immeubles restant, le concessionnaire ne prévoit pas d'engager d'action foncière d'ici la fin de la concession car les procédures ne peuvent être menées à leur terme dans ces délais. Toutefois, il exercera une vigilance pour, au cas par cas, saisir toute opportunité permettant d'aboutir à une réhabilitation. Si elle n'aboutissait pas, la réhabilitation de ces immeubles sera recherchée dans d'autres cadres opérationnels : opération « Grand Centre-Ville », Opération Programmée d'Améliorations de l'Habitat en cours de mise en place.

Le bilan d'activité de la concession pour l'année 2015 s'établit ainsi :

Acquisitions

2 lots ont été acquis, de manière amiable, dans 1 copropriété, dans la perspective de son redressement ;

12 lots ont été acquis dans le cadre d'une procédure de carence en vue de la maîtrise totale de l'immeuble.

Procédure de Carence

Le concessionnaire a poursuivi la mise en œuvre de deux procédures de carence pour l'acquisition des immeubles sis 63 rue d'Aubagne - 13001 (arrêté de DUP-cessibilité en 2015, ordonnance d'expropriation demandée à la Préfecture) et sis 8 Halle Delacroix - 13001 (arrêté de DUP-cessibilité en 2015, ordonnance d'expropriation demandée à la Préfecture).

Relogements

Le concessionnaire n'a pas procédé à des relogements en 2015.

Cessions

12 cessions ont été réalisées :

- cession de 4 logements en accession : 2 logements au 58 rue Curiol – 13001 et 1 logement au 81 rue Longue des Capucins – 13001 ;

- cession avec cahier des charges de 2 immeubles sis 3 rue de la Rotonde et 5 rue de la Rotonde – 13001 ;

- cession de 2 immeubles de logements sociaux à Erilia aux 31 et 31A rue Francis de Pressensé - 13001

- cession à Marseille Habitat société, de 5 immeubles : 133 bd de la Libération -13001 (immeuble sur rue, l'immeuble de fond de cour restant la propriété d'un privé), 61, rue Tilsit – 13006, 41 rue Nationale – 13001, 48, rue Nationale – 13001, 19 rue Lafayette – 13001.

1 compromis a également été signé pour 1 immeuble.

Etudes

Aucune étude préliminaire, ni étude urbaine n'a été réalisée au cours de l'année 2015, une étude géotechnique préalable aux démolitions intérieures d'1 immeuble a été effectuée ainsi que des diagnostics de repérage de l'amiante « avant travaux » sur 2 immeubles.

Travaux.

Des travaux de neutralisation, démolition ou confortement ont été réalisés dans 8 immeubles de la concession.

Des travaux de restructuration et réhabilitation partielle ont été effectués dans 1 immeuble entier et pour des lots en diffus dans 2 immeubles (dont la réhabilitation complète d'un logement).

Des études de maîtrise d'œuvre ont été réalisées pour 3 immeubles.

Travaux d'office

Des travaux d'office ont été réalisés aux adresses suivantes :

- 3 impasse de Roux (13001) : les travaux d'office, prescrits par un arrêté d'insalubrité réparable de 2012, se sont poursuivis pour pallier la carence des copropriétaires.

Gestion transitoire

Le concessionnaire assure la gestion transitoire (paiement des charges de copropriété, des taxes

foncières et des dépenses d'entretien courant des logements ou immeubles acquis dans le cadre de la concession) de 8 immeubles et de lots dans 5 immeubles en copropriété.

Communication

Depuis 2010, dans le cadre de la campagne de communication sur la lutte contre l'Eradication de l'Habitat Indigne, le concessionnaire assure la production et la diffusion d'une lettre annuelle à l'ensemble des partenaires de l'opération EHI.

Par délibérations des 26 juin 2006 et 23 octobre 2015 n°S FAG 5/519/CC et FCT008-1420/15/CC, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire.

Dans ce cadre, et compte tenu des évolutions législatives liées aux lois n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, l'objet de l'opération d'aménagement n°07/1437 relevait dès lors de la compétence exclusive de la Communauté Urbaine.

Aussi, par délibération du 26 octobre 2015 n°15/1071/UAGP, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé qu'en application de l'article L. 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevait de la compétence de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et suite au porté à connaissance du Préfet du 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes en date du 21/12/2015 n° FCT 030-1585/15/CC. en approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été finalement transférée avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31/12/2015 par arrêté préfectoral du 28/12/2015.

A compter de sa création, le 01/01/2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM ; elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité du 28/12/2015.

Dans ce cadre, un avenant n°18 à la convention de concession d'Eradication d'Habitat Indigne n°T1600918C0 du 23 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du conseil métropolitain le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2015 joint en annexe n°1 et l'avenant n°19 à la convention de concession joint en annexe n°2. Le CRAC constate l'avancement de l'opération et comporte un volet prévisionnel des dépenses et

recettes, planifié jusqu'au terme de la concession. Il s'établit comme suit :

Les dépenses :

Sur l'exercice 2015, les dépenses réalisées s'établissent à 1 323 490 Euros. Elles sont inférieures aux prévisions du CRAC au 31 décembre 2014 qui les estimait à 2 980 765 Euros.

Le montant global des acquisitions est de 294 630 Euros et est inférieur aux prévisions à hauteur de 715 850 Euros. Cette baisse est due au fait que des acquisitions ont été reportées pour des raisons techniques ou de manière volontaire pour maîtriser la trésorerie.

Pour le poste « travaux », les dépenses représentent 176 076 Euros, en baisse par rapport aux 624 429 Euros prévus au CRAC au 31/12/2014. Cette baisse provient de la décision d'externaliser les travaux de la concession et de céder les biens acquis avec cahier des charges de réhabilitation.

Le montant des frais financiers s'établit à 93 617 Euros en baisse par rapport aux prévisions (117 375 Euros).

Au 31 décembre 2015, le montant total des dépenses depuis le début de la concession s'élève à 17 021 692 Euros soit un taux d'avancement de 84,4% par rapport au prévisionnel final. Les postes les plus avancés sont ceux des acquisitions d'immeubles et de lots de copropriétés (88,3%) et des travaux de réhabilitation (86,8%).

Les recettes :

Sur l'exercice 2015, les recettes s'élèvent à 4 024 863 Euros hors participation du concédant à l'équilibre du bilan. Ce montant est inférieur au prévisionnel de 2014 (5 770 736 Euros). Cet écart, essentiellement dû à des recettes de cession en deça des prévisions, résulte d'une crise de l'immobilier ancien déjà exprimée à l'occasion du CRAC au 31 décembre 2014 qui persiste et entraîne un retard dans la commercialisation. Le manque d'attractivité de certains quartiers a également poussé le concessionnaire à maintenir une baisse des prix de vente des logements. Le concessionnaire est tenu, pour trouver des acquéreurs d'immeubles à réhabiliter, de pratiquer des prix de cessions bas, compatibles avec les équilibres d'exploitation des programmes qui doivent supporter des coûts de réhabilitation très élevés.

Au 31 décembre 2015, le montant cumulé des recettes, hors participation du concédant, s'élève à 6 895 473 Euros soit un taux d'avancement de 71,3 % du montant prévisionnel total des recettes. Les postes

les plus avancés sont ceux de la cession d'immeubles à réhabiliter et de lots d'immeubles restructurés.

Au terme de la concession, en décembre 2018 :

- les dépenses sont estimées à 20 176 967 Euros en légère hausse de 0,86% par rapport au prévisionnel estimé dans le CRAC au 31 décembre 2014 (20 002 873 Euros).
- les recettes globales de l'opération, hors participation du concédant, s'établissent à 9 669 990 Euros en légère hausse de 0,73% par rapport au prévisionnel estimé dans le CRAC au 31 décembre 2014 approuvé (9 599 206 Euros).

Le déséquilibre entre recettes et dépenses s'est donc confirmé pour les opérations restant à conduire. Aussi, et pour ne pas augmenter la participation d'équilibre, le requalibrage à 65 immeubles proposé dans le CRAC au 31 décembre 2014 est établi.

La participation du concédant à l'équilibre du bilan

La participation du concédant à l'équilibre de l'opération, correspondant à l'écart entre les dépenses et les recettes qui s'élève à 10 510 000 Euros est inchangée par rapport au CRAC précédent.

Solde de trésorerie

Fin 2015, la trésorerie de l'opération présentait un solde positif de 161 373 Euros.

La durée de l'opération

10 opérations présentent une situation qui nous permet de penser qu'elles ne pourront pas être menées à terme dans les délais actuels de la concession dont la clôture est prévue au 31 décembre 2016, compte tenu des procédures contentieuses en cours ainsi que des acquisitions et cessions non encore abouties. Pour cette raison il est proposé de proroger l'opération de deux ans et de porter l'échéance de la concession au 31 décembre 2018, à budget constant.

La prorogation de la durée de la concession nécessite l'approbation par le conseil métropolitain d'un avenant n°19 à la convention n°T1600918C0 passée avec Marseille Habitat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'opération d'aménagement d'Eradication de l'Habitat Indigne concédée à Marseille Habitat est transférée à la Métropole à compter du 1^{er} janvier 2016 ;
- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité portant sur le bilan de l'opération au 31 décembre 2015 ;
- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°19 à la convention n°T1600918C0 passée avec Marseille Habitat afin de proroger de deux ans l'opération et d'en porter l'échéance au 31 décembre 2018.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2015 de la Concession EHI lot n°1 n°T1600918C0 passée avec Marseille Habitat ci-annexé.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°19 ci-annexé, à la convention de concession n°T1600918C0 passée avec Marseille Habitat.

Article 3:

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 003-1117/16/CM

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 de la concession d'Eradication de l'Habitat Indigne Lot 2 passée avec Urbanis Aménagement à Marseille 2ème (Joliette et Arenc) 3ème, 4ème (Chartreux et Chutes Lavies) 13ème, 14ème, 15ème, 16ème arrondissements
MET 16/1580/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°05/1244/EHCV du Conseil Municipal du 12 décembre 2005, la Ville de Marseille s'est dotée d'un dispositif opérationnel de lutte contre l'habitat indigne comprenant un volet incitatif, l'Opération d'Amélioration de l'Habitat Dégradé (OAHd) et un volet coercitif, une concession d'aménagement, dite concession « EHI ».

Cette concession porte sur l'ensemble du territoire communal. Elle est répartie géographiquement en 2 lots (centre-sud lot n°1 et nord lot n°2). En séance du 10 décembre 2007, le Conseil Municipal a approuvé les conventions avec les opérateurs suivants, Marseille Habitat pour le lot n°1 et Urbanis Aménagement pour le lot n°2.

Il est demandé à chaque concessionnaire :

- de traiter 75 immeubles environ, soit par démolition, restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché de logements,
- d'acquérir 25 lots de copropriété afin de redresser des copropriétés en difficulté,
- et enfin, d'effectuer, en substitution des propriétaires, des travaux d'office prescrits dans le cadre de procédures coercitives.

Par délibérations des 26 juin 2006 et 23 octobre 2015 n°S FAG 5/519/CC et FCT008-1420/15/CC, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire.

Dans ce cadre, et compte tenu des évolutions législatives liées aux lois n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, l'objet de l'opération d'aménagement n°07/1455 relevait dès lors de la compétence exclusive de la Communauté Urbaine.

Aussi, par délibération du 26 octobre 2015 n°15/1071/UAGP, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé qu'en application de l'article L. 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevait de la

compétence de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et suite au porté à connaissance du Préfet en date du 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes en date du 21 décembre 2015 n° FCT 030-1585/15/CC. en approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été finalement transférée avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 01 janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité.

Dans ce cadre, un avenant n° 18 à la convention de concession d'Eradication d'Habitat Indigne en date du 17 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

La concession présente au 31 décembre 2015 le bilan opérationnel suivant :

- 20 immeubles entièrement réhabilités,
- 14 immeubles partiellement réhabilités,
- 19 réhabilitations à venir,
- 22 immeubles en veille n'ayant pas fait l'objet de travaux.

Au total, 131 logements ont été livrés et 114 restent à livrer d'ici la fin de l'opération.

Le bilan d'activité de la concession sur le lot 2 s'établit ainsi pour l'année 2015 :

Acquisitions :

La maîtrise foncière et l'acquisition de biens immobiliers dans le cadre de cette concession ont lieu soit par négociation amiable, soit par préemption soit par expropriation. En 2015, ont été réalisées :

- l'acquisition amiable de 2 lots au 34 rue du Bon Pasteur 13002
- l'acquisition auprès de la Ville de Marseille d'un lot à cette même adresse (bien vacant et sans maître).

Procédures publiques

- La procédure de bien en état manifeste d'abandon a été engagée sur 2 immeubles mais n'est pas allée à son terme :

- Concernant le 7 traverse du Prieur 13015, des négociations amiables sont toujours en cours avec les héritiers suite au décès de la propriétaire.

- Concernant le 52 rue Condorcet 13016, le bien a été vendu à un investisseur qui s'est rapproché du concessionnaire et a entrepris en 2015 des travaux de réhabilitation de l'immeuble.

- La procédure de carence engagée sur le 11 boulevard Battala 13003 a abouti en 2015 à la mise à disposition publique du projet simplifié d'acquisition et à l'approbation de la poursuite de l'expropriation au profit d'Urbanis Aménagement en Conseil Municipal du 16 décembre 2015.

- L'arrêté de déclaration d'Utilité Publique des travaux de restauration immobilière des immeubles situés 24, 26, 28 et 30 rue du Bon Pasteur 13002 a été pris par la Préfecture en Août 2015.

- L'annulation de l'arrêté de déclaration d'utilité publique et de cessibilité frappant l'immeuble sis 10 boulevard des Italiens dans le 15ème arrondissement a été confirmée par le Conseil d'État en mars 2015 du fait d'un avis du CODERST insuffisamment motivé quant au caractère irrémédiable de l'insalubrité. L'ensemble de la procédure d'expropriation de cet immeuble se trouve ainsi annulée. L'objectif initial de sortir cet immeuble de l'insalubrité a toutefois été rempli : l'immeuble a été entièrement réhabilité par Urbanis Aménagement et 10 logements neufs ont été livrés en juillet 2015. C'est l'association HAS qui loue en bloc l'immeuble pour un projet social innovant.

Relogements

En 2015, 8 ménages ont été relogés définitivement dans le parc d'Urbanis Aménagement : 5 issus des immeubles de la concession et 3 orientés par la Ville de Marseille.

Interventions dans les copropriétés

Les interventions en copropriété prennent différents aspects selon le contexte rencontré.

- En 2015, 3 lots de copropriété ont été acquis pour du portage ce qui porte à 66 le nombre de lots acquis depuis le début de la concession. L'objectif est de participer au redressement de ces copropriétés.

- L'intervention spécifique d'Urbanis Aménagement sur la copropriété du Mail G dans le 14ème arrondissement :

la copropriété a fait l'objet en septembre 2013 d'un arrêté d'insécurité des équipements communs. Mandaté à l'origine pour préparer la réalisation de travaux d'office, Urbanis Aménagement a accompagné la copropriété dans la réalisation des

travaux prescrits : remise aux normes des ascenseurs, mise aux normes du réseau de chauffage et d'eau chaude sanitaire, mise aux normes électriques et sécurité, etc. Près de 390 000 euros de travaux ont été réalisés et financés pour partie par L'ANAH et la Ville de Marseille. Aujourd'hui, Urbanis Aménagement poursuit son travail d'accompagnement de la copropriété notamment concernant la gestion. Le travail du cabinet d'expertise comptable Copro +, s'est poursuivi et a abouti en 2015 à l'approbation des comptes des 5 années antérieures lors d'une assemblée générale en février 2015. La situation globale de la copropriété s'est bien améliorée mais elle reste fragile et nécessite encore une assistance et un suivi de la part de l'opérateur pour un redressement durable.

Travaux

En 2015, 8 chantiers ont été réceptionnés :

- 2 immeubles entièrement réhabilités : 10 boulevard des Italiens 13015 (10 logements) et 31 avenue Camille Pelletan 13002 (4 logements) ,

- 7 logements réhabilités : 23 rue Donaz 13015 (2 logements), 6/8 rue Desaix 13002 (2 logements), 15 rue Charpentier 13003 (2 logements), 76/78 rue de la Belle de Mai 13003 (1 logement),

- Démolition de l'ilot Lyon /Séraphin (6 immeubles démolis),

Cessions

- 3 immeubles entiers ont été vendus : l'immeuble sis 3 rue Schiaffini 13003 a été revendu à un investisseur et les immeubles sis 7 rue Barbini et 29 rue Danton dans le 3ème arrdt ont été revendus au bailleur social LOGIREM.

- 1 terrain nu issu des démolitions des immeubles sis 14/16 rue Séraphin et 149 à 155 rue de Lyon dans le 15ème arrdt (ilot RHI) a été revendu au bailleur social NLP pour la construction de 30 logements collectifs.

- 1 logement a été revendu à un bailleur au 76/78/80 rue de la Belle de Mai 13003.

Par ailleurs, en 2015, des compromis ont été signés pour la vente de 4 logements réhabilités ou avec cahier des charges (1/3 rue du Jet d'Eau, 50 rue Félix Pyat, 6 traverse Caria et 80 Bvd National).

Etudes

- Domaine Duverger 13002 : il s'agit d'une copropriété horizontale où Urbanis Aménagement est propriétaire d'un immeuble situé au 4B et où la Ville de Marseille est copropriétaire de lots au 4A et au 2B. Urbanis

Aménagement a préparé en 2015 un appel à manifestation d'intérêt sur l'ensemble de ses lots et sur les lots Ville. Il est question de les céder en vue de créer des ateliers d'artistes et de créateurs. La consultation des opérateurs a été lancée en juillet 2016.

- Ilot Burel/Plombières/Notre Dame de Bon Secours : il a été admis que l'immeuble situé 3 boulevard Burel (3^{ème} arrondissement) et maîtrisé par Urbanis Aménagement ne pouvait pas être traité sans étudier le contexte dans lequel il est implanté. Aussi, courant 2015, un opérateur a été désigné, dans le cadre d'un appel d'offre lancé par urbanis Aménagement, pour la réalisation d'une étude urbaine sur l'ensemble de l'ilot. Cette étude réalisée avec l'appui des services de la Ville et de l'agence d'urbanisme sera rendue au 3ème trimestre 2016.

Travaux d'office

Les travaux d'office sur le 11 Boulevard Battala dans le 3ème arrondissement ont été achevés (cage d'escalier + électricité).

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du conseil métropolitain, le compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2015 joint en annexe 1.

Le compte-rendu annuel à la Collectivité constate l'avancement de l'opération et comporte un volet prévisionnel des dépenses et recettes, planifié jusqu'au terme de la concession (décembre 2017). Il s'établit comme suit :

Les dépenses :

Sur l'exercice 2015, les dépenses s'élèvent à 1 822 687 euros. Elles sont donc nettement inférieures aux prévisions qui les estimaient à 2 889 586 euros. Ceci s'explique par un report d'acquisition d'un certain nombre de biens , un changement de stratégie sur certains immeubles qui impose un changement ou un abandon de programme ou des procédures contentieuses en cours qui retardent la mise en œuvre de dépenses (11 Battala, 10 Italiens).

Au 31 décembre 2015, le montant total des dépenses depuis le début de la concession s'élève à 13 988 076 euros soit un taux d'avancement de 71% par rapport au prévisionnel final. Les postes les plus avancés sont ceux des acquisitions de terrains et d'immeubles (70%), des travaux de reconstruction et de parking (74%) et des honoraires sur travaux (75%).

Au terme de la concession en décembre 2017, le montant prévisionnel des dépenses atteint 19 620 966 euros. Il est en hausse de 3 % par rapport au prévisionnel du CRAC 2014 ce qui est dû notamment aux immeubles sur lesquels des contentieux sont en

cours générant des dépenses supplémentaires (3 Bvd Burel, 10 Bvd des Italiens). Il se répartit entre budget « études générales »(3%), « acquisitions terrains et immeubles bâtis »(34%), « travaux d'aménagement »(6%), « travaux avant recyclage et réhabilitation »(8%), « honoraires sur travaux »(2%), « travaux de reconstruction et de parking »(19%), « frais annexes »(3%), « rémunération Urbanis Aménagement » (25%) et « frais financiers »(0,1%).

Les recettes :

Sur l'exercice 2015, les recettes s'élèvent à 1 053 669 euros hors participation du concédant à l'équilibre du bilan. Le CRAC au 31 décembre 2014 prévoyait des recettes à hauteur de 1 496 470 euros. Cette baisse s'explique notamment par le retard dans la perception de subventions publiques pour certaines opérations (RHI séraphin notamment).

Au 31 décembre 2015, le montant cumulé des recettes hors participation du concédant s'élève à 5 118 408 euros soit un taux d'avancement de 53 % du montant prévisionnel total des recettes. Les postes les plus avancés sont ceux de la cession de lots d'immeubles restructurés et des subventions.

Au terme de l'opération en décembre 2017, les recettes globales de l'opération, hors participation de la Ville, s'établissent à 9 715 615 euros en hausse de 4% par rapport au prévisionnel estimé dans le CRAC au 31 décembre 2014 approuvé (8 981 000 Euros).

La participation du concédant à l'équilibre du bilan

La participation à l'équilibre de l'opération reste inchangée et s'élève à 10 037 924 euros. Le concessionnaire, Urbanis Aménagement, a perçu au 31 décembre 2015 une participation de 10 000 000 d'euros de la part de la Ville de Marseille soit 99,6 % du total des versements prévus. Le solde de la participation (37 924 Euros) sera versé en 2017 par la Métropole désormais concédante de l'opération.

Solde de trésorerie

Fin 2015, la trésorerie de l'opération présentait un solde positif de 567 993 euros, les décaissements ayant été nettement moins importants que prévus.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'opération d'aménagement d'Éradication de l'Habitat Indigne concédée à Urbanis Aménagement est transférée à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016 ;
- Qu'il convient d'approuver le compte-rendu annuel à la collectivité portant sur le bilan de l'opération au 31 décembre 2015 ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2015 de la Concession EHI lot n°2 n°07/1455 passée avec Urbanis Aménagement ci-annexé.

Article 2 :

Est approuvé le solde de participation d'un montant de 37 924 euros à verser au concessionnaire Urbanis Aménagement en 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 004-1118/16/CM

■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 de RHI Saint Mauront - Gaillard à Marseille et avenant n 12 à la convention de concession et de l'avenant n 3 à la convention d'avance de trésorerie MET 16/1665/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le périmètre de RHI (2 hectares) est constitué de 32 immeubles (90 logements) et 4 terrains libres. Une soixantaine de familles y a été recensée fin 2006.

Cette opération a pour objectif la résorption des immeubles et logements insalubres ou obsolètes et d'aménager le site pour :

- la reconstruction d'un parc d'habitat de 120 à 130 logements dont au moins 100 à 110 logements sociaux,

- la requalification des voies et réseaux, l'amélioration de la desserte et l'aménagement d'espaces publics, en lien avec les constructions projetées.

Il est rappelé que les missions dévolues à SOLEAM sont notamment :

- les acquisitions amiables ou par voie d'expropriation,

- la gestion transitoire des biens acquis,

- le relogement et l'accompagnement des ménages,

- les études techniques nécessaires à la réalisation du projet,

- la démolition et la mise en état des sols,

- l'aménagement des dessertes des futures constructions,

- l'obtention de financements auprès de l'État (circulaire RHI du 5 mai 2003), de l'ANRU et des collectivités,

- l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération.

- Historique des précédents Comptes Rendus Annuels à la Collectivité :

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2008 et l'avenant N°3, approuvés par délibération n°09/1274/SOSP du 14 décembre 2009, ont porté le budget prévisionnel global de la concession de 7 380 584 euros TTC à 8 030 608 Euros TTC suite à l'ajustement des dépenses et à une forte augmentation du poste TVA résiduelle. La non prise en compte par l'État des immeubles acquis depuis plus de 10 ans, des immeubles déjà démolis, des emprises d'immeubles ne donnant pas lieu à des constructions de logements, des terrains nus et des immeubles n'ayant pas fait l'objet d'arrêté de péril ou d'insalubrité irrémédiable a fortement réduit la participation prévisionnelle de l'État. En conséquence la participation d'équilibre de la Ville a été portée de 1 522 085 à 3 012 014 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2009 et l'avenant N°4, approuvés par délibération n°10/1021/SOSP du 25 octobre 2010, ont acté la prorogation de la concession d'une durée de 3 ans jusqu'au 30 Octobre 2014 et porté le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 3 559 149 Euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2010 et l'avenant N°5, approuvés par délibération n°11/0643/SOSP du 27 juin 2011, ont précisé l'extension du périmètre et porté le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 4 181 537 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2012 et l'avenant N°7, approuvés par délibération n°13/0578/SOSP du 17 juin 2013, ont prorogé la concession d'une durée de 3 ans jusqu'au 30 Octobre 2017 afin de permettre l'aboutissement d'une DUP d'aménagement nécessaire pour finaliser la maîtrise foncière, porté le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 5 340 713 euros et validé une avance de trésorerie de 1 000 000 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2013 et l'avenant N°9, approuvés par délibération n°14/0618/SOSP du 10 octobre 2014, ont validé l'extension du périmètre pour améliorer les accessibilités Nord et Sud et désenclaver le coeur du secteur ainsi que les nouveaux aménagements à créer (placette et escalier) et acté la prorogation de la concession d'une durée de 2 ans jusqu'au 30 Octobre 2019. En conséquence le budget prévisionnel global de la concession a été porté à 11 897 909 euros TTC et le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 6 199 046 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2014 et l'avenant N°10, approuvés par délibération n°14/0488/UAGP du 29 juin 2015, ont acté la prorogation de la concession d'une durée de 1 an jusqu'au 30 Octobre 2020.

- Par délibérations des 26 juin 2006 et 23 octobre 2015 n°S FAG 5/519/CC et FCT008-1420/15/CC, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire.

Dans ce cadre, et compte tenu des évolutions législatives liées aux lois n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, l'objet de l'opération d'aménagement RHI Saint Mauront Gaillard relevait dès lors de la compétence exclusive de la Communauté urbaine.

Aussi, par délibération du 26 octobre 2015 n°15/1071/UAGP, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé que, en application de l'article L. 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevait de la compétence de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et suite au porté à connaissance du Préfet en date du 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes en date du 21 décembre 2015 n° FCT 030-1585/15/CC, en approuvant le transfert de cette opération. L'opération a été finalement transférée avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité. Dans ce cadre, un avenant n°11 à la concession d'aménagement n°T1600907CO (n° Ville 06/1405) en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

L'objet du présent rapport est de soumettre au conseil de Métropole le CRAC arrêté au 31 décembre 2015.

L'échéance de la concession est fixée au 30 octobre 2020.

- Avancement de l'opération :

- A ce jour, plus de 90 % du foncier est maîtrisé, l'îlot Amidonnerie a été démoli, le terrain a été cédé pour la production de 2792 m² surface de plancher (38 Logements Sociaux par le Nouveau Logis Provençal (NLP) livrés en 2015). Un jardin temporaire (aménagements provisoires) est fonctionnel depuis 2014. La première phase des travaux de voirie et réseaux divers (VRD) est achevée et une deuxième phase (travaux d'aménagement définitifs de la voirie et des réseaux divers de l'îlot amidonnerie) se terminera début 2016. Une cinquantaine de ménages a été relogée dans le parc social ou en logement autonome. La maîtrise foncière nécessaire sera finalisée par déclaration d'utilité publique. Les démolitions complémentaires seront réalisées et permettront de finaliser la cession de 2 ténements (îlot Bons Voisins pour environ 2850 m² de surface de plancher - 42 logements sociaux par le NLP et îlot Bons Voisins Est pour environ 2000 m² de Surface de Plancher - Opérateur non désigné). Les VRD définitifs de l'îlot Bons Voisins seront achevés dans une troisième tranche. Une dizaine de ménages reste à reloger.

- Maitrise foncière : L'arrêté de DUP loi Vivien de l'immeuble du 5 rue Guichard a été obtenu le 29 juillet 2015. L'aménageur a finalisé en 2015 l'acquisition amiable d'un immeuble vacant très dégradé au 8 rue Gaillard. La maîtrise foncière complémentaire nécessite la mise en œuvre d'une procédure d'expropriation (DUP aménagement). Le dossier d'enquête préalable a été déposé en préfecture en juillet 2015 et est actuellement en attente des avis des services consultés. Une procédure de mise en compatibilité du PLU est également intégrée au dossier.

- Subventions : il n'y a pas eu de subventions perçues en 2015. Pour la voirie et les placettes (PRU St Mauront), 446 652 euros d'acompte ont déjà été perçus de 2012 à 2014 (Anru, MRU, MPM) sur un total de 1 411 606 euros HT, soit 32 %. Pour le déficit foncier, un acompte de 455 139 euros a été versé en 2014 par l'État sur un total attendu de 2 782 209 € soit 16 %.

- Social et relogement : 51 ménages ont été suivis. 49 sont maintenant relogés définitivement dont 25 sur site (14 dans la résidence Gaillard livrée en 2011 et 11 dans la résidence Amidonnerie livrée en 2015), 21 hors site (dont 18 ayant renoncé au droit de priorité au retour sur site et 3 décohabitations) et 3 en logement autonome (dans le parc social) toujours en attente de l'application du droit de priorité au retour sur site. 1 ménage est actuellement relogé de façon temporaire en résidence Adoma. 1 ménage constitué d'une personne est décédé. Il reste donc 4 ménages en attente d'un relogement définitif sur le site. A l'issue de la procédure de DUP d'aménagement, Soléam deviendra propriétaire des derniers lots non maîtrisés. 10 ménages supplémentaires intégreront alors le plan de relogement. Cela fera donc un total de 14 ménages qui pourront être positionnés sur la résidence Bons Voisins dont la livraison est prévue en 2020.

- Etudes techniques et travaux : l'année 2015 a été marquée par la livraison d'un programme de 38 logements sociaux sur l'îlot Amidonnerie au mois de novembre. Parallèlement, la Soléam a lancé les travaux d'aménagement définitifs de la voirie de l'îlot Amidonnerie qui s'achèveront début 2016.

- Communication/participation des habitants : le dispositif de participation des habitants au projet d'aménagement des espaces publics (dans le cadre de l'action «nouveaux commanditaires» portée par la Fondation de France et le Bureau des Compétences et des Désirs) a débouché en 2014 sur la livraison de l'aménagement temporaire de l'emprise de la placette sud libérée lors des démolitions. Soléam a finalisé une convention d'occupation précaire de l'espace avec la Fédération Léo Lagrange (Maison Pour Tous Saint Mauront) qui gère les jardins partagés réalisés. Un film a été réalisé et mis en ligne sur le site de la

Soléam. La gestion du lieu par la Maison pour Tous est très satisfaisante et l'expérience est concluante.

- Cession : il n'y a pas eu de cession en 2015.

- Sur les 2 ans à venir, l'activité prévisible est la suivante :

- Maitrise foncière : est prévu un dernier protocole foncier avec la Ville en 2016. Dans le cadre de la DUP d'aménagement, la Soléam pourrait finaliser une maîtrise foncière totale au 3ème trimestre 2017.

- Subventions : versement d'acomptes par l'Anru et les Collectivités locales pour les aménagements et par l'État et la Région pour le déficit foncier.

- Social et relogement : accompagnement d'une dizaine de ménage qui intégreront le plan de relogement à l'issue de la maîtrise foncière via la DUP d'aménagement.

- Etudes techniques et travaux : le chantier de la phase 2 de VRD se terminera début 2016 (VRD définitifs de l'îlot Amidonnerie). Les démolitions des immeubles 5 rue Guichard et 32 rue Auphan sont programmées à l'été 2016.

-Espaces publics temporaires : aménagement d'un nouvel espace public temporaire sur les parcelles du 5,26 et 28 rue Guichard aujourd'hui libres de construction et 5 rue Guichard dont la démolition est programmée à l'été 2016, en associant les habitants à la réflexion.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 et l'avenant n° 12 à la convention de concession d'aménagement . Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 s'établit comme suit :

- Dépenses :

- Sur l'exercice 2015, les dépenses s'élèvent à 682 241 euros, soit une baisse de 606 477 euros (-47%) par rapport aux prévisions annoncées au CRAC précédent. Cet écart s'explique principalement par :

- une baisse des dépenses foncières (- 197 995 euros) résultant principalement de la diminution du nombre d'acquisitions amiables par rapport au prévisionnel et du décalage à 2016 du dernier protocole foncier avec la Ville.

- une diminution des dépenses annexes (- 152 743 euros) liées à une diminution de la rémunération sur

les dépenses corrélativement à la diminution des dépenses et à la suppression du prorata de TVA.

- une diminution du budget travaux (- 218 743 euros) essentiellement lié au décalage dans le temps de la tranche 2 des VRD.

- au 31 décembre 2015, le montant cumulé des dépenses s'élève à 7 983 819 euros soit 66 % des dépenses prévisionnelles au terme de l'opération. Ce montant se répartit entre les postes foncier (4 282 476 euros soit 82% des dépenses prévisionnelles), travaux (1 964 933 soit 43% des dépenses prévisionnelles), dépenses annexes (1 624 070 Euros soit 62% des dépenses prévisionnelles) et frais de relogement (112 340 euros soit 63% des dépenses prévisionnelles).

- au terme de l'opération, le montant prévisionnel total des dépenses s'élève à 12 283 920 euros, soit une augmentation de 384 223 euros (3,2 %) par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2014 s'expliquant essentiellement par une dégradation de la récupération de la TVA versée liée à des contraintes fiscales et dans une moindre mesure à un ajustement à la hausse des dépenses foncières et de travaux. Il se répartit entre budget foncier (5 197 582 euros soit 43 %), travaux (4 537 400 euros soit 37 %), dépenses annexes (2 015 659 euros soit 15 %), les frais de relogement (179 340 euros soit 2 %) et frais financiers (353 939 € soit 3 %). Cette répartition est très proche de celle du bilan prévisionnel précédent.

- Recettes :

- sur l'exercice 2015, les recettes s'élèvent à 705 907 euros, inférieures de 39 % au prévisionnel, notamment car les acomptes de subventions de voirie et placettes escomptés n'ont pas encore été perçus.

- au 31 décembre 2015, le montant cumulé des recettes (hors participation du concédant à l'équilibre du bilan) s'élève à 1 853 471 euros soit 32 % des recettes prévisionnelles au terme de l'opération. Ce montant se répartit entre recettes de cession (352 067 euros soit 29 % des recettes prévisionnelles), subventions/ participations des collectivités et de l'Etat aux espaces publics dans le cadre de l'ANRU (446 652 euros soit 31% des recettes prévisionnelles) , subventions de l'État et de la Région au déficit foncier (1 023 519 euros soit 33 % des recettes prévisionnelles) ainsi que produits financiers (31 233 euros soit 63 % des recettes prévisionnelles).

- au terme de l'opération, le montant prévisionnel total des recettes s'élève à 5 767 884 euros (hors participation d'équilibre), soit une hausse de 67 233 euros (1,2 %) au regard du bilan approuvé en 2014 s'expliquant par une légère augmentation des produits financiers et le paiement à la Soleam par la Métropole de la TVA sur les espaces urbains. Les recettes se

répartissent principalement entre cessions de charges foncières (1 197 882 euros soit 21 %), subventions/ participations des collectivités et de l'Etat aux espaces publics dans le cadre de l'ANRU (1 411 606 euros soit 25 %), subventions de l'État et de la Région au déficit foncier (3 060 429 euros soit 53 % euros) le reste du chiffre d'affaires (49 247 euros soit 1 %) provenant de produits financiers et produits divers.

- Participation à l'équilibre du bilan :

La participation d'équilibre correspondant à l'écart entre dépenses et recettes à terme représente 6 516 036 euros, soit une hausse de 316 990 euros par rapport au CRAC au 31 décembre 2014. 4 914 000 euros ont déjà été payés par la Ville au 31 décembre 2015, avant le transfert de l'opération à la Métropole.

Le versement du solde, d'un montant prévisionnel de 1 602 036 euros à la charge de la Métropole est prévu selon l'échéancier suivant :

700 000 euros en 2016

260 000 euros en 2017

157 704 euros en 2018

155 055 euros en 2019

329 277 euros en 2020

- Le solde de trésorerie cumulé au 31 décembre 2015 est négatif de 253 816 euros, en cohérence avec les prévisions du bilan précédent. Au 31 décembre 2016, SOLEAM prévoit une trésorerie cumulée négative de 290 667 euros, en diminution pour un retour de trésorerie cumulée positive à partir de 2017. Le remboursement de l'avance de 1 000 000 euros est prévu en fin d'opération.

- Avenant n°12 à la convention de concession d'aménagement

L'avenant n°12 à la convention de concession d'aménagement permettra d'approuver le montant de la participation financière de la Métropole (1 602 036 euros) à l'équilibre de l'opération ainsi que son échéancier de versement et de préciser la rémunération sur les dépenses de gestion.

- Avance de trésorerie

Une avance de trésorerie de 1 Millions d'Euros a été versée par la Ville en 2014 afin d'éviter un nouvel emprunt.

Un avenant N°1 a acté en 2014 le versement de cette avance à SOLEAM après fusion- absorption de Marseille Aménagement.

Un avenant n°2 a acté de différer le remboursement de l'avance au terme de la concession prorogée.

Un avenant n°3 est présenté avec le CRAC au 31/12/15 qui prévoit la substitution de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (nouveau concédant) à la Ville de Marseille.

Il incombe désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'approuver :

- le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015
- l'avenant n°12 à la convention de concession n°T1600907CO (n°Ville 06/1405) passée avec la SOLEAM
- l'avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant

- Que l'opération de résorption de l'habitat insalubre (RHI) "Saint Mauront-Gaillard" concédée à la SOLEAM et transférée à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016 relève d'une logique de renouvellement urbain ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le Compte Rendu d'Activités de la concession de la RHI "Saint Mauront - Gaillard" arrêté au 31 décembre 2015, le bilan financier et le plan de trésorerie actualisés.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°12 ci-annexé à la convention n°T1600907CO (n°Ville 06/1405) approuvant le montant de la participation financière à l'équilibre de l'opération 6 516 036 euros, le solde restant à verser à la charge de la Métropole 1 602 036 euros et son échéancier de versement dont 700 000 euros en 2016 et 260 000 euros en 2017 .

Article 3 :

Est approuvé l'avenant n°3 ci-annexé à la convention d'avance n°2013-00967.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ces avenants et tout documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 005-1119/16/CM

■ Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain - Éradication de l'Habitat Indigne - Études pré-opérationnelles pour la mise en place d'opérations d'amélioration de l'habitat privé ancien dégradé sur les quartiers Noailles et Belsunce à Marseille 1er arrondissement - Lancement de l'appel d'offres - Demande de subventions d'ingénierie auprès de l'Agence Nationale de l'Habitat et autres partenaires financiers habilités
MET 16/1564/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille, en collaboration avec les services de l'État et de l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah), travaillent à l'élaboration d'un nouveau protocole d'Éradication de l'Habitat Indigne et d'un accord partenarial sur les grandes copropriétés dégradées. Ces deux documents en cours d'élaboration seront annexés au protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) et en constitueront le volet décrivant l'articulation des programmes de rénovation urbaine avec le traitement de l'habitat privé indigne et des copropriétés dégradées.

En effet, l'essentiel du parc privé indigne à Marseille se retrouve dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Le champ d'intervention du futur protocole d'Éradication de l'Habitat Indigne (EHI) se concentrera ainsi sur des territoires ciblés, sur lesquels la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'habitat, devra mettre en œuvre des dispositifs d'intervention adaptés combinant assistance et conseil aux propriétaires, aides financières, actions de droit contre l'habitat indigne et action foncière.

Le traitement de l'habitat privé dégradé se caractérise en effet par :

- des travaux lourds, avec des implications techniques et financières spécifiques ;
- la prise en compte de difficultés sociales particulières qui peuvent exiger un accompagnement des occupants ;
- la nécessité d'organiser des relogements temporaires ou définitifs ;
- une mission à l'égard du syndicat de copropriété ;
- le recours aux procédures contraignantes imposant la réalisation des travaux et pouvant conduire à l'expropriation.

La mise en œuvre de ces dispositifs contractuels sous forme d'opérations programmées de réhabilitation nécessitent des études pré-opérationnelles pour diagnostiquer finement les situations problématiques, permettre aux partenaires et aux acteurs d'en partager l'analyse afin de choisir les outils adaptés qui permettront d'y remédier, quantifier les moyens financiers et humains à y consacrer.

Ce sont près de 20 000 logements qui vont prioritairement faire l'objet d'une expertise pour arrêter un plan d'action contractuel pour les dix prochaines années.

Parmi les territoires visés, le centre-ville de Marseille offre un tissu ancien obsolète où se retrouvent des poches d'habitat privé indigne relevant de l'action publique coordonnée dans le cadre du nouveau protocole EHI.

Un objectif de requalification de 2 000 logements privés anciens est inscrit au nombre des objectifs de l'opération « Grand Centre-Ville », concédée à la SOLEAM sur 35 pôles de renouvellement urbain dans un périmètre de cohérence de 1000 hectares.

C'est dans ce cadre qu'a déjà été réalisée une étude pré-opérationnelle qui a débouché sur la mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Renouvellement Urbain (OPAH-RU) incluant un volet « copropriété dégradée ». Cette opération conventionnée entre l'Anah, la Région, le Département, la Ville et la Métropole sur la période 2016-2020, porte sur les pôles Coutellerie, Fonderie Vieille, Korsec-Velten, Mazargan et Opéra, d'où sa dénomination d' « OPAH multi-sites ». Cette opération concerne 300 immeubles d'habitation privés.

Aujourd'hui d'autres pôles de l'opération « Grand Centre-Ville » dans les quartiers Noailles et Belsunce (1er arrondissement) appellent une expertise poussée autour de l'habitat dégradé et des copropriétés fragiles.

En effet, le quartier Noailles a fait l'objet d'une étude urbaine multi-thématique en 2014-2015, qui a conduit à l'élaboration d'un plan guide préconisant une intervention majeure sur l'espace public tout en identifiant d'importantes problématiques de dégradation du bâti qu'il convient d'approfondir.

Le quartier Belsunce quant à lui fait l'objet, dans sa partie nord, d'un programme de renouvellement urbain subventionné par l'ANRU déjà engagé : des travaux de démolition-reconstruction, de restructurations d'équipements sociaux et culturels, de réaménagement de l'espace public sont à l'œuvre. C'est la raison pour laquelle l'îlot Korsec-Velten est d'ores et déjà inscrit dans l'« OPAH multi-sites ». Le reste du quartier, jusqu'à La Canebière, appelle à présent un diagnostic poussé pour identifier le bâti ancien le plus vétuste à réhabiliter prioritairement.

Il est aujourd'hui proposé d'engager une étude pré-opérationnelle en vue de mettre en place un dispositif d'intervention sur l'habitat privé de ces quartiers et décider des outils et procédures à mobiliser vis-à-vis des objectifs de lutte contre l'habitat indigne et de redressement des copropriétés fragiles. Sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole, cette étude confiée par appel d'offres à un prestataire externe, comprendra notamment :

- une analyse statistique fine conjointe à des visites de terrain permettant la délimitation d'un cœur de cible ;
- le repérage d'une liste d'immeubles ou de groupes d'immeubles à enjeux ;
- l'établissement d'un échantillon représentatif ;
- la réalisation de diagnostics approfondis sur l'échantillon d'immeubles :

- informations sociales (dont identification de problèmes de solvabilisation, conflits locataires/bailleurs, difficultés sociales...)

- informations techniques (dont repérage de dangers, non décence, présomptions d'insalubrité...)

- en collectif : travail sur parties privatives et communes

- en copropriété : analyse de la gestion, repérage des dysfonctionnements, mobilisation des acteurs en place et estimation des quotes-parts par scénario

- enquête sur la stratégie patrimoniale des bailleurs et leur capacité à sortir de l'habitat indigne

- l'élaboration de stratégies de redressement par immeuble ou d'autres interventions s'imposant.

Cette étude permettra d'élaborer la convention opérationnelle d'amélioration de l'habitat en fixant l'engagement des partenaires au regard des objectifs qualitatifs et quantitatifs concernant notamment :

- le traitement de l'habitat indigne et dégradé (immeubles et logements sous procédures ou devant l'être, travaux d'office, substitution, consignation...) ;
- le redressement des copropriétés dégradées ;
- l'accompagnement social et l'assistance au relogement ;
- le développement d'une offre de logements locatifs à loyers maîtrisés ;
- l'adaptation des logements à la perte de mobilité pour le maintien à domicile ;
- la lutte contre la précarité énergétique et en faveur d'une réhabilitation économe et respectueuse de l'environnement ;
- la mise en valeur des qualités architecturale et patrimoniale du bâti.

Cette étude, en deux phases comprenant diagnostic et propositions, est potentiellement éligible aux subventions d'ingénierie de l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah) et d'autres financeurs habilités.

Il appartient ainsi à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'autoriser son Président à solliciter auprès de l'Anah et d'autres partenaires financiers habilités, toutes subventions d'ingénierie mobilisables en vue du lancement d'une étude pré-opérationnelle d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) sur les quartiers Noailles et Belsunce.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient de lancer une consultation publique ayant pour objet la réalisation d'une étude pré-opérationnelle d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) en vue de la mise en œuvre de dispositifs d'intervention ciblés et afin d'apprécier la pertinence des procédures à mobiliser vis-à-vis des objectifs poursuivis par la collectivité publique ;
- Qu'il convient de solliciter des subventions d'ingénierie auprès de l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah) et des autres partenaires financiers habilités ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le lancement d'une consultation en vue de désigner le prestataire d'une étude pré-opérationnelle d'amélioration de l'habitat sur les quartiers Noailles et Belsunce - 1^{er} arrondissement de Marseille.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer tout document afférent à cet appel d'offres.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter toutes subventions d'ingénierie auprès de l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah) et des autres partenaires financiers habilités dans le cadre de cette étude.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2017 de la Métropole - nature 617 - sous politique C140-Fonction 515- 5DUFM.

Madame Martine VASSAL ne participe pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 006-1120/16/CM

**■ Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain - Éradication de l'Habitat Indigne - Études pré-opérationnelles pour la mise en place d'opérations d'amélioration de l'habitat privé ancien dégradé sur le pôle de la butte Saint Mauront à Marseille - Lancement de l'appel d'offres - Demande de subventions d'ingénierie auprès de l'Agence Nationale de l'Habitat et autres partenaires financiers habilités
MET 16/1574/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille, en collaboration avec les services de L'État et de l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah), travaillent à l'élaboration d'un nouveau protocole d'Éradication de l'Habitat Indigne et d'un accord partenarial sur les grandes copropriétés dégradées. Ces deux documents en cours d'élaboration seront annexés au protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) et en constitueront le volet décrivant l'articulation des programmes de rénovation urbaine avec le traitement de l'habitat privé indigne et des copropriétés dégradées.

En effet, l'essentiel du parc privé indigne à Marseille se retrouve dans des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Le champ d'intervention du futur protocole d'Éradication de l'Habitat Indigne (EHI) se concentrera ainsi sur des territoires ciblés, sur lesquels la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'habitat, devra mettre en œuvre des dispositifs d'intervention adaptés combinant assistance et conseil aux propriétaires, aides financières, actions de droit contre l'habitat indigne et action foncière.

Le traitement de l'habitat privé dégradé se caractérise en effet par :

- des travaux lourds, avec des implications techniques et financières spécifiques ;
- la prise en compte de difficultés sociales particulières qui peuvent exiger un accompagnement des occupants ;
- la nécessité d'organiser des relogements temporaires ou définitifs ;
- une mission à l'égard du syndicat de copropriété ;
- le recours aux procédures contraignantes imposant la réalisation des travaux et pouvant conduire à l'expropriation.

La mise en œuvre de ces dispositifs contractuels sous forme d'opérations programmées de réhabilitation nécessitent des études pré-opérationnelles pour diagnostiquer finement les situations problématiques, permettre aux partenaires et aux acteurs d'en partager l'analyse afin de choisir les outils adaptés qui permettront d'y remédier, quantifier les moyens financiers et humains à y consacrer.

Ce sont près de 20 000 logements qui vont prioritairement faire l'objet d'une expertise pour arrêter un plan d'action contractuel pour les dix prochaines années.

Parmi les territoires visés, le centre-ville de Marseille offre un tissu ancien obsolète où se retrouvent des poches d'habitat privé indigne relevant de l'action publique coordonnée dans le cadre du nouveau protocole EHI.

Un objectif de requalification de 2 000 logements privés anciens est inscrit au nombre des objectifs de l'opération « Grand Centre-Ville », concédée à la SOLEAM sur 35 pôles de renouvellement urbain dans un périmètre de cohérence de 1000 hectares.

C'est dans ce cadre qu'a déjà été réalisée une étude pré-opérationnelle qui a débouché sur la mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Renouvellement Urbain (OPAH-RU) incluant un volet « copropriété dégradée ». Cette opération conventionnée entre l'Anah, la Région, le Département, la Ville et la Métropole sur la période 2016-2020, porte sur les pôles Coutellerie, Fonderie Vieille, Korsec-Velten, Mazagran et Opéra, d'où sa dénomination d' « OPAH multi-sites ». Cette opération concerne 300 immeubles d'habitation privés.

Aujourd'hui un autre pôle de l'opération « Grand Centre-Ville » sur la butte de Saint Mauront (3ème arrondissement) appelle une expertise poussée autour de l'habitat dégradé et des copropriétés fragiles.

En effet, la butte de Saint Mauront a fait l'objet d'une étude urbaine multi-thématique en 2015, qui a conduit à l'élaboration d'un plan guide préconisant une intervention majeure sur l'espace public tout en identifiant d'importantes problématiques de dégradation du bâti qu'il convient d'approfondir.

Il est aujourd'hui proposé d'engager une étude pré-opérationnelle en vue de mettre en place un dispositif d'intervention sur l'habitat privé de ce pôle et décider des outils et procédures à mobiliser vis-à-vis des objectifs de lutte contre l'habitat indigne et de redressement des copropriétés fragiles. Sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole, cette étude confiée par appel d'offres à un prestataire externe, comprendra notamment :

- une analyse statistique fine conjointe à des visites de terrain permettant la délimitation d'un cœur de cible ;
- le repérage d'une liste d'immeubles ou de groupes d'immeubles à enjeux ;
- l'établissement d'un échantillon représentatif ;
- la réalisation de diagnostics approfondis sur l'échantillon d'immeubles :

- informations sociales (dont identification de problèmes de solvabilisation, conflits locataires/bailleurs, difficultés sociales...)

- informations techniques (dont repérage de dangers, non décence, présomptions d'insalubrité...)
- en collectif : travail sur parties privatives et communes
- en copropriété : analyse de la gestion, repérage des dysfonctionnements, mobilisation des acteurs en place et estimation des quotes-parts par scénario
- enquête sur la stratégie patrimoniale des bailleurs et leur capacité à sortir de l'habitat indigne

- l'élaboration de stratégies de redressement par immeuble ou d'autres interventions s'imposant.

Cette étude permettra d'élaborer la convention opérationnelle d'amélioration de l'habitat en fixant l'engagement des partenaires au regard des objectifs qualitatifs et quantitatifs concernant notamment :

- le traitement de l'habitat indigne et dégradé (immeubles et logements sous procédures ou devant l'être, travaux d'office, substitution, consignation...);
- le redressement des copropriétés dégradées;
- l'accompagnement social et l'assistance au relogement;
- le développement d'une offre de logements locatifs à loyers maîtrisés;
- l'adaptation des logements à la perte de mobilité pour le maintien à domicile;
- la lutte contre la précarité énergétique et en faveur d'une réhabilitation économe et respectueuse de l'environnement;
- la mise en valeur des qualités architecturale et patrimoniale du bâti.

Cette étude, en deux phases comprenant diagnostic et propositions, est potentiellement éligible aux subventions d'ingénierie de l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah) et d'autres financeurs habilités.

Il appartient ainsi à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'autoriser son Président à solliciter auprès de l'Anah et d'autres partenaires financiers habilités, toutes subventions d'ingénierie mobilisables en vue du lancement d'une étude pré-opérationnelle d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) sur la butte de Saint Mauront.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de lancer une consultation publique ayant pour objet la réalisation d'une étude pré-opérationnelle d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) en vue de la mise en œuvre de dispositifs d'intervention ciblés et afin d'apprécier la pertinence des procédures à mobiliser vis-à-vis des objectifs poursuivis par la collectivité publique ;
- Qu'il convient de solliciter des subventions d'ingénierie auprès de l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah) et des autres partenaires financiers habilités ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le lancement d'une consultation en vue de désigner le prestataire d'une étude pré-opérationnelle d'amélioration de l'habitat sur la butte de Saint Mauront - 3^{ème} arrondissement de Marseille.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est habilité à signer tout document afférent à cet appel d'offres.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est habilité à solliciter toutes subventions d'ingénierie auprès de l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah) et des autres partenaires financiers habilités dans le cadre de cette étude.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2017 de la Métropole - Nature 617 - Sous Politique C140-Fonction 515- 5DUFM.

Madame Martine VASSAL ne participe pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 007-1121/16/CM

■ Attribution de subventions aux baux à réhabilitation et approbation de deux conventions MET 16/1471/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Issue d'une proposition faite dans le cadre des Etats Généraux du Logement pour la préparation du deuxième Programme Local de l'Habitat 2012-2018, le Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole a approuvé, par délibération du 29 juin 2012, la création d'un dispositif de soutien au bail à réhabilitation.

Ce dispositif permet à un opérateur de réhabiliter un logement ou un immeuble d'habitation, d'en assurer la gestion, et de le restituer à son propriétaire à la fin du bail, en bon état.

Le bail à réhabilitation peut s'adresser :

- à des propriétaires occupants qui n'arrivent plus à faire face aux travaux à réaliser dans leurs logements.
- à des propriétaires bailleurs qui souhaitent faire réhabiliter leur patrimoine sans en assurer la gestion (particuliers, associations, autres établissements...),
- aux communes propriétaires de logements. Le patrimoine communal peut être confié à un opérateur qui fait les travaux nécessaires, les conventionne avec l'Anah et les gère pour la durée du bail à réhabilitation.

Dans tous les cas, il donne lieu à loyer conventionné à l'APL pour des occupants dont les ressources sont plafonnées.

Le bail à réhabilitation peut être conclu par un opérateur agréé par l'Etat pour assurer la maîtrise d'ouvrage de logements. Celui-ci s'engage à prendre le logement à bail pendant une durée minimale de douze ans, à réaliser des travaux, et à le rendre libre d'occupation et en bon état à la fin du bail, une proposition étant faite au locataire trois mois avant l'expiration du bail pour la location d'un logement équivalent (à moins que le propriétaire ne souhaite poursuivre la location).

L'opérateur devient titulaire d'un droit réel immobilier et acquitte donc la taxe foncière pendant la durée du bail.

Le soutien financier apporté par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la mise en œuvre de baux à réhabilitation répond à quatre objectifs :

- améliorer les logements vétustes ou insalubres,
- développer l'offre de logements à loyers maîtrisés dans le parc privé et ainsi améliorer l'insertion de ces logements par la réalisation de petites opérations,
- soutenir les communes de MPM dans l'amélioration de leur patrimoine.

La nature et le montant de l'aide apportée par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au bail à réhabilitation s'appuient sur la réglementation de l'Anah, qui précise les conditions de recevabilité des demandes et la qualité des travaux éligibles à ses subventions.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence verse à l'opérateur par logement pris en bail à réhabilitation une subvention de 20% du coût des travaux subventionnables par l'Anah plafonnée à 10 000 euros.

Chaque subvention allouée à une opération fait l'objet d'une convention de financement et de partenariat, soumise au Conseil de Métropole.

Les aides proposées selon ces critères à l'approbation de ce Conseil sont décrites dans le tableau ci-annexé. Elles correspondent à deux opérations distinctes dont les propriétaires confient leur bien à un organisme agréé, le Pact des Bouches-du-Rhône afin de réaliser les travaux et assurer la gestion locative de ces logements, qui seront loués à loyer très social pendant respectivement 42 et 32 ans et viendront augmenter l'offre de logements sociaux de la commune.

- l'APHM, propriétaire d'un immeuble sis 85 rue Bernardy (1^{er} arrondissement de Marseille) donnera lieu à la création de 3 logements conventionnés très sociaux, pour la réalisation d'un dispositif alternatif à l'hospitalisation et à l'accueil de personnes sans chez-soi. Le PACT, devenant propriétaire confiera la location et la gestion du lieu à une association porteuse du dispositif : HAS (Habitat alternatif social) locataire principal et gestionnaire de l'immeuble; et Marabout porteur du projet médico-social
- et une propriétaire privée qui a hérité de sa mère d'une petite maison dans le quartier du Camas (5^{ème} arrondissement) à Marseille 7 rue Emery, qui donnera lieu à la création de deux appartements conventionnés très sociaux.

Marseille Provence Métropole puis la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, par délégation de l'Agence nationale de l'habitat, ont approuvé lors de leurs commissions locales d'amélioration de l'habitat, l'octroi d'une subvention de l'Anah pour la réhabilitation et le conventionnement très social de ces deux opérations.

Il convient d'approuver ces subventions allouées au PACT des Bouches-du-Rhône, telles que précisées dans le tableau annexé et la convention de financement et de partenariat présentée en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n°15/0001/HN du 9 novembre 2015 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération RNOV 003-095/12/CC du Conseil de Communauté du 12 février 2012 relative à la création d'une autorisation de programme du dispositif de soutien au bail à réhabilitation ;
- La délibération RNOV 002-431/12/CC du Conseil de Communauté du 29 juin 2012 relative à la création d'un dispositif de soutien au bail à réhabilitation ;
- La convention MPM-Etat de délégation de compétence 2009-2014 signée le 6 mai 2009 et ses avenants ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que ce dispositif permet de favoriser la réhabilitation de logements dégradés, de contribuer à la requalification du parc privé de Marseille, et de développer l'offre de

logements locatifs conventionnés à loyers très sociaux ;

- Qu'il convient d'apporter un soutien financier pour la mise en œuvre de baux à réhabilitation et d'approuver la convention de financement et de partenariat afférente ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les subventions accordées aux baux à réhabilitation pour les opérations décrites dans le tableau ci-annexé. Le montant de ces aides s'élève à 50 000 euros.

Article 2 :

Sont approuvées les deux conventions de financement et de partenariat entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le Pact des Bouches-du-Rhône, ci-annexées.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions de financement et de partenariat.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : - Sous-politique D110 –Nature 20422 - Fonction 552 – Autorisation de programme 2012/00015.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 008-1122/16/CM

■ Attribution d'aides communautaires directes pour le logement social et approbation de conventions de financement et de partenariat MET 16/1474/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Etat a délégué pour une durée de 6 ans (2009-2014) à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée le 1er janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la compétence pour décider de l'attribution des aides publiques en faveur du logement locatif social (à l'exception des aides de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU)) et de la réhabilitation de l'habitat privé dans le cadre de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH). Cette délégation a été prorogée par voie d'avenants jusqu'à fin 2016.

La délégation des aides à la pierre permet notamment à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'allouer les financements de l'Etat aux opérations de logements locatifs sociaux qu'elle choisit de réaliser sur le territoire de Marseille-Provence. Elle contribue à la mise en œuvre du programme local de l'habitat (PLH) de la Communauté urbaine de Marseille Provence Métropole, adopté par délibération du Conseil Communautaire du 14 décembre 2012.

En complément de la délégation des aides à la pierre, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée le 1er janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, a souhaité compléter les subventions de l'Etat qu'elle alloue aux bailleurs sociaux avec des aides prélevées sur ses fonds propres de façon à orienter la programmation de logements locatifs sociaux en fonction de ses priorités. Elle a défini les critères d'attribution de ces aides au Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 9 novembre 2009, modifiés au Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 13 février 2012.

Les critères d'attribution des aides métropolitaines directes pour le logement social sur le territoire de Marseille-Provence sont les suivants :

- développer et mieux répartir l'offre de logements sociaux, en accélérant le rattrapage pour atteindre 20 % de logements sociaux par rapport à l'ensemble des résidences principales sur chaque commune hors Marseille et chaque secteur de Marseille,
- soutenir les acquisitions-améliorations de logements sociaux dans l'habitat existant, afin de maintenir sur place une population fragile dans des conditions d'habitat améliorées et d'élargir les possibilités de relogement en intervenant sur le diffus.

Concernant les acquisitions-améliorations, et afin de mieux prendre en compte le coût parfois élevé des travaux à réaliser, les aides métropolitaines directes pour le logement social sur le territoire de Marseille-Provence ont été renforcées par la délibération du Conseil de Métropole du 30 juin 2016 relative à l'intervention de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur le parc existant de Marseille-Provence. La mise en œuvre de ces nouveaux critères interviendra pour les opérations programmées dans le cadre de la délégation des aides à la pierre en 2016.

Les aides métropolitaines directes concernent les logements PLUS et PLAI (hors ANRU). Pour les opérations programmées dans le cadre de la délégation des aides à la pierre jusqu'à fin 2015, elles se déclinent de la façon suivante :

- Pour les logements neufs :

Subvention au titre du rééquilibrage de l'offre de logements sociaux : 3 000 euros par logement pour les communes et les secteurs de Marseille qui sont en dessous du seuil des 20%.

- Pour les logements en acquisition-amélioration :

Subvention pour soutenir les opérations d'acquisition-amélioration : 3 000 euros par logement.

Il s'agit de favoriser les opérations d'acquisition-amélioration :

- dans les centres anciens et les noyaux villageois,
- qui permettent de maintenir en place ou de reloger des ménages modestes dans de bonnes conditions.

Chaque subvention allouée à une opération de logements sociaux fait l'objet d'une convention de financement et de partenariat entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le bailleur social, soumise à l'approbation du Conseil de la Métropole.

Selon ces critères, il est proposé dans ce rapport :

- de modifier des aides métropolitaines directes déjà attribuées antérieurement à onze opérations, suite à l'évolution des projets. Les conventions concernant ces opérations sont donc annulées et remplacées le cas échéant par celles jointes à ce rapport :
 - les deux opérations d'ICF Sud-Est Méditerranée « Le Hameau des Collines », 98 boulevard Bouyala d'Arnaud, Marseille 12^{ème} (30 PLUS 5 PLAI en 2010 et 22 PLUS 5 PLAI en 2011) sont annulées et remplacées à la même adresse par une seule opération de 52 PLUS et 13 PLAI, « Le Belvédère des Caillols », financée en 2015, mais non éligible aux aides métropolitaines directes actuelles du fait de l'abandon en 2012 des aides pour performance énergétique et environnementale,
 - l'opération de Sud Habitat située 266 chemin de Sainte Marthe, Marseille 14^{ème}, comprenant 22 logements PLAI financés en 2010 destinés à un centre d'hébergement et de réinsertion sociale est abandonnée du fait du désengagement du gestionnaire pressenti,
 - les huit opérations de la SA UES Habitat Pact Méditerranée financées en 2014 et comptant chacune 1 PLAI au 34 bis boulevard Bouès, Marseille 3^{ème}, aux 28 boulevard Guichoux, 16 boulevard Danielle Casanova, 96 boulevard Danielle Casanova, 90 boulevard Charles Moretti, 62 boulevard Paul Arène, 50 boulevard Maulini, Marseille 14^{ème} et au 19 bis rue de la Butineuse, Marseille 15^{ème}, ont été annulées et reprises en 2015 afin de bénéficier des subventions PLAI adapté

attribuées par le Fonds National de Développement de l'Offre de Logements Locatifs Très Sociaux (FNDOLLTS).

- d'allouer des aides métropolitaines directes pour les opérations éligibles au titre de la programmation 2015 des logements locatifs sociaux dans le cadre de la délégation des aides à la pierre confiée par l'Etat à la Métropole et d'approuver les conventions afférentes :

Toutes les aides proposées à l'approbation de ce Conseil de Métropole, sont décrites dans le tableau annexé. Elles s'élèvent au montant total de 1 530 000 euros pour 42 opérations représentant 510 logements, et se décomposent de la façon suivante :

- 660 000 euros pour les logements neufs au titre du rééquilibrage,
- 870 000 euros pour les logements en acquisition-amélioration.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2016 de la Métropole : Sous-politique D110 – opération 2010/00166 - Nature 20422 et 204182 – Fonction 552

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération RNOV 001-1611/09/CC du 9 novembre 2009 relative aux modalités d'attribution des aides communautaires directes pour le logement social ;
- La délibération RNOV 002-2487/10/CC du 10 décembre 2010 relative à l'attribution d'aides communautaires directes pour le logement social et à l'approbation de conventions de financement et de partenariat ;
- La délibération RNOV 012-233/11/CC du 28 mars 2011 relative à l'attribution d'aides communautaires directes pour le logement social et à l'approbation de conventions de financement et de partenariat ;

- La délibération RNOV 010-102/12/CC du 13 février 2012 relative à la modification des modalités d'attribution des aides communautaires directes pour le logement social ;
- La délibération RNOV 009-101/12/CC du 13 février 2012 relative à l'attribution d'aides communautaires directes pour le logement social et à l'approbation de conventions de financement et de partenariat ;
- La délibération HPV 010-962/15/CC du 10 avril 2015 relative à l'attribution d'aides communautaires directes pour le logement social et à l'approbation de conventions de financement et de partenariat ;
- La délibération HPV 007-1616/15/CC du 21 décembre 2015 relative à l'augmentation de l'autorisation de programme et à son affectation à l'opération pour les aides directes au logement social ;
- La délibération DEVT 002-673/13/CM du 30 juin 2016 relative à l'intervention de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur le parc existant de Marseille-Provence ;
- La convention Métropole-Etat de délégation de compétence 2009-2016 signée le 6 mai 2009 et ses avenants ;
- Le Programme Local de l'Habitat 2012-2018 adopté le 14 décembre 2012 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient d'attribuer des aides métropolitaines directes pour le logement social sur le territoire de Marseille-Provence et d'approuver les conventions de financement et de partenariat afférentes ;
- Qu'il convient également d'annuler des conventions de financement et de partenariat et les subventions afférentes suite à la modification des opérations et de les reprendre pour celles qui répondent aux critères d'éligibilité ;
- Que les priorités retenues pour attribuer ces aides sont le développement et la meilleure répartition de l'offre de logements sociaux ainsi que le soutien aux acquisitions-améliorations ;

Délibère

Article 1 :

Sont annulées les 11 conventions de financement et de partenariat 11/1232, 11/1247, 12/1303, 15/1475, 15/1479, 15/1480, 15/1481, 15/1483, 15/1485, 15/1487, 15/1504 et les subventions afférentes pour un total de 214 000 euros, décrites dans le tableau ci-annexé.

Article 2 :

Sont approuvées les aides métropolitaines directes en faveur du logement social pour les 42 opérations décrites dans le tableau ci-annexé. Le montant total de ces aides s'élève à 1 530 000 euros.

Article 3:

Sont approuvées les conventions de financement et de partenariat entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et les bailleurs sociaux concernés.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2016 de la Métropole : Sous-politique D110 – opération 2010/00166 - Nature 20422 et 204182 – Fonction 552.

Vote Contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine.

DEVT 009-1123/16/CM

■ Approbation de la programmation 2016 du contrat de ville du territoire de Marseille Provence MET 16/1477/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi N° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville. Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un contrat de ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la communauté urbaine de Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le territoire de Marseille Provence Métropole, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s'ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2020, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'elle alloue à cette politique.

Des appels à projets associatifs ont été lancés fin 2015 par chaque collectivité concernée, afin de faire émerger et soutenir des actions au service des habitants des quartiers prioritaires.

Pour être éligibles à un financement par les crédits spécifiques Politique de la Ville, les projets proposés doivent :

- s'inscrire dans les axes prioritaires identifiés dans le contrat de ville et dans les projets de territoire,
 - concerner les habitants des quartiers prioritaires de la nouvelle géographie de la Politique de la Ville, - et venir en complément du droit commun des partenaires qui doit être mobilisé en priorité.
- Enfin, les projets permettant l'accompagnement des Projets de Renouvellement Urbain ont été priorisés.

Avec le soutien de la Direction Générale des Services, des correspondants politique de la ville ont été désignés dans chacune des directions de l'EPCI pour participer aux échanges lors de la programmation associative afin :

- d'apporter un avis sur les projets associatifs en fonction des priorités poursuivies dans les politiques publiques, en s'appuyant sur leur expertise ;
- d'informer des moyens apportés par ces politiques publiques et de les mobiliser le cas échéant, comme a pu le faire la Direction Générale Adjointe Propreté ;
- de développer des projets concernant les quartiers en politique de la ville et leurs habitants dans le droit commun de leurs directions.

Une démarche a été engagée avec les quatre équipes Politique de la Ville concernées pour retenir les projets les plus pertinents.

Cette programmation a été validée lors des comités de pilotages spécifiques à chaque commune et du comité de pilotage du contrat de ville du territoire de Marseille Provence : les partenaires présents ont confirmé les choix opérés par la Métropole.

La participation de la Métropole correspond au financement de 83 actions pour un total de 444 000 euros :

- 9 actions concernent la commune de La Ciotat pour un montant de 81 000 euros,
- 64 actions concernent la commune de Marseille pour un montant de 305 000 euros,
- 7 actions concernent la commune de Marignane pour un montant de 38 000 euros,
- 3 concernent la commune de Septèmes-les-Vallons pour un montant de 20 000 euros.

Cette participation financière couvre trois des quatre piliers du Contrat de Ville :

- Développement économique et emploi : 25 actions pour un montant de 155 500 euros qui permettent le rapprochement entre le monde économique et les quartiers prioritaires en confortant et coordonnant des actions de soutien à la création d'activités et à l'amorçage de projets professionnels, en développant des dispositifs d'économie sociale et solidaire, en renforçant l'accompagnement des publics à la mobilité.
- Cohésion sociale : 14 actions pour un montant de 68 500 euros qui permettent d'accompagner les populations en situation de fragilité, qui facilitent l'accès aux droits pour tous et qui développent des actions en relation avec les dynamiques culturelles des territoires.
- Cadre de vie et renouvellement urbain : 44 actions pour un montant de 220 000 euros qui ont pour objectif d'assurer un habitat digne et fonctionnel pour tous en soutenant des projets de partenariat bailleurs-habitants, d'intermédiation entre les différents acteurs des copropriétés, de soutien au logement des jeunes,

d'amélioration de la qualité du cadre de vie du quartier en valorisant les espaces extérieurs délaissés (jardins partagés, aménagements d'espaces communs).

Il est donc proposé à l'EPCI d'attribuer une participation financière à ces actions selon le tableau ci-annexé, dans la limite de l'enveloppe prévisionnelle votée au budget, soit 444 000 euros.

Les subventions sont attribuées de façon conditionnelle et après vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales.

Conformément à la réglementation, les associations qui reçoivent une subvention de l'EPCI de plus de 23 000 euros se verront proposer une convention définissant les modalités de paiement.

Pour les associations qui reçoivent une subvention inférieure à 23 000 euros, l'acompte dont le taux est fixé à 60 % des subventions figurant dans l'annexe jointe, sera versé à l'association dès la notification du Conseil de la Métropole.

Le mandatement du solde devra intervenir au plus tard le 31 décembre 2017, au vu du bilan de l'action. Au-delà ces subventions seront considérées comme caduques.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La loi N° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- L'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales « la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnées en

application de l'article L 5218-1 du présent code» ;

- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine de Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- Les comités de pilotage politique de la ville de La Ciotat (29 juin 2016), Marignane (6 juin 2016), Marseille (2 juin 2016), Septèmes-les-Vallons (14 juin 2016) et le comité de pilotage du contrat de ville de Marseille Provence Métropole (6 octobre 2016) ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que l'EPCI propose le financement de 83 projets associatifs émergeant des appels à projet Politique de la Ville lancés par les quatre collectivités (La Ciotat, Marignane, Marseille et Septèmes-les-Vallons) en 2016 ;
- Que cette participation financière aux différentes actions issues de la programmation annuelle Politique de la Ville permet le renforcement de la cohésion urbaine et de la solidarité envers les quartiers défavorisés et leurs habitants ;
- Que ces projets ont été retenus par les différents comités de pilotage rassemblant l'ensemble des partenaires ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les subventions pour la réalisation des actions décrites en annexe sur le tableau ci-joint et dont les montants figurent dans la colonne Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Les crédits nécessaires, soit 444 000 euros TTC, sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix Marseille-Provence Sous-politique E110-Nature 6574-Fonction 52.

Article 3 :

Sont approuvées les conventions ci-annexées, rappelant les objectifs des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les associations bénéficiant d'une subvention supérieure à 23 000 euros.

Article 4 :

Est autorisé le mandatement d'un acompte de 60 % des subventions attribuées par le Conseil de Territoire auprès des associations bénéficiant d'une subvention inférieure à 23 000 euros conformément au tableau ci-annexé.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Le groupe Front National Rassemblement Bleu Marine ne participe pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 010-1124/16/CM

■ Approbation du programme d'actions 2016 du contrat de ville du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 16/1730/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi de Programmation pour la Ville et la Cohésion Urbaine du 21 février 2014 donne aux Communautés d'Agglomérations la compétence de droit en matière de Politique de la Ville. A cette fin, l'ex-Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a délibéré pour s'emparer pleinement de la compétence obligatoire que représente la Politique de la Ville.

Au 1^{er} janvier 2015, une nouvelle génération de contrats de ville est entrée en vigueur pour la période 2015-2020.

La nouvelle géographie prioritaire a pour objectif de rationaliser et recentrer la politique de la ville au bénéfice des territoires les plus en difficulté.

Sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, un seul quartier prioritaire a été retenu à Aubagne la Cité du Charrel. Toutefois, les anciens quartiers du CUCS font l'objet d'une veille active. C'est dans ce cadre que le Conseil de Territoire et la Ville d'Aubagne ont

conduit l'élaboration d'un nouveau contrat de ville qui a été signé par l'ensemble des 18 partenaires et institutions le 6 octobre 2015.

L'année 2016 est la première année de plein exercice de la réforme de la Politique de la Ville dans le nouveau cadre institutionnel de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

L'appel à projet 2016 a été diligenté par l'ex-Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et la ville d'Aubagne. Il fait l'objet d'une instruction entre février et avril 2016.

Le nouveau contrat intercommunal repose sur quatre piliers :

- Le cadre de vie et le renouvellement urbain,
- Le développement économique et l'emploi,
- La cohésion sociale,
- La citoyenneté et les valeurs de la République.

Il repose également sur trois axes transversaux :

- La jeunesse,
- La lutte et la prévention des discriminations,
- L'égalité entre les femmes et les hommes.

Le nouveau contrat doit contribuer à réduire les écarts constatés entre les quartiers prioritaires et les autres quartiers de la commune d'Aubagne et les autres communes du territoire et à garantir l'égalité des chances pour les publics les plus fragiles aux services publics et associatifs.

La programmation 2016 met en exergue les priorités de l'Etat : 50% des actions concernent la citoyenneté et la jeunesse, 30% les actions autour de l'insertion par l'Economie.

Ladite programmation, co-construite en partenariat avec tous les acteurs :

- a renforcé les actions en faveur de l'insertion, de l'employabilité et de l'économie solidaire ;
- a favorisé la mise en place du conseil citoyen, dans l'esprit de la Loi du 21 Février 2014.

Au titre de l'année 2016, afin de valider les projets d'actions, un comité de pilotage de programmation a été organisé le 6 juin dernier pour établir la liste des actions et les plans de financement de ces interventions.

Cette année, 30 actions ont été retenues, pour un total de 185.948 euros, conformément au tableau de programmation annexé. La Métropole d'Aix-Marseille-Provence consacrera 23.000 € à ces actions, conformément au Contrat de ville signé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Le programme d'actions du Contrat de ville pour l'année 2016.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme d'actions du Contrat de Ville pour l'année 2016 ci-annexé.

Article 2 :

Sont approuvés les plans de financement prévisionnels de chacune des actions.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer tout acte y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Le groupe Front National Rassemblement Bleu Marine ne participe pas au vote.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 011-1125/16/CM

**■ Subvention d'équilibre à la SA d'HLM Famille Provence - Construction de 22 PLUS/16 PLAI sur la commune de La Destrousse sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
MET 16/1735/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La politique de l'habitat constitue une politique sectorielle inscrite dans un projet de territoire global. Le Programme local de l'habitat du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile s'est doté d'objectifs ambitieux en matière d'offre nouvelle de logements sociaux et affirme sa volonté de solidarité et de cohésion sociale à travers une production mieux répartie et équilibrée sur tout le territoire. La commune de La Destrousse n'est pas assujettie à la SRU. Toutefois, pour répondre aux besoins de ses habitants, de décohabitation, de desserrement des ménages, elle a souhaité engager une politique volontariste en matière de logement accessible.

La Commune s'est rapprochée de l'ex-Communauté d'agglomération et de la SEM FACONEO afin de mobiliser une opportunité foncière pour aménager une opération d'ensemble de 98 logements qui propose un programme mixte d'accession et de locatifs dont 22 PLUS, 16 PLAI, accompagné d'un équipement public. L'opération de logements sociaux est composée d'un immeuble en R+2 comprenant : 7 T2, 22 T3, 9 T4 en PLUS et PLAI.

La production de petits logements permet de répondre aux besoins de décohabitation des jeunes, des personnes âgées, ainsi qu'aux familles monoparentales. La diversité des financements favorise une véritable mixité sociale au sein du parc de logements sociaux. La baisse conséquente des aides de l'Etat rend difficile l'équilibre de ce type d'opération.

Afin de mener à bien cette opération de qualité prenant en compte les objectifs de développement durable à un niveau de loyer compatible avec les revenus des familles, avec un objectif de label THPE, la SA d'HLM Famille & Provence a sollicité une subvention d'équilibre d'un montant de 190.000 euros.

L'ex-Communauté d'agglomération Pays d'Aubagne et de l'Etoile en tant que délégataire des aides à la pierre perçoit une partie des prélèvements SRU des communes carencées. Ces montants sont à réinvestir dans les communes qui souhaitent produire du logement social, les communes carencées étant prioritaires.

Cette opération s'inscrit dans les objectifs du Programme Local de l'Habitat qui intervient en subvention d'équilibre dans une logique de projet

prenant en compte l'équilibre de l'opération, les objectifs qualitatifs et sociaux : mixité urbaine et sociale, renouvellement urbain, maîtrise des charges des locataires.

Cette subvention sera assortie conformément à l'article R.441-5 du Code de la Construction et de l'Habitation, à droits de réservation. Elle fera l'objet d'une convention avec le bailleur notifiant les contreparties : droits de réservation, obligation en matière de clauses d'insertion, réponse aux besoins en logements des jeunes, logements adaptés aux PMR, gestion de proximité, qualité urbaine et environnementale.

Cette subvention sera versée en deux fois sur les exercices 2016 et 2017 sur justificatifs du montant définitif des travaux et de la production de la grille des loyers définitive conforme. Cette somme a été inscrite au budget de l'Etat spécial du territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du 22 février 2014 du Conseil communautaire approuvant le Programme local de l'Habitat ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 12 octobre 2016.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Le programme d'actions 2016.

Délibère

Article 1 :

Est accordée une subvention d'équilibre de 180 000 euros à la SA d'HLM Famille Provence pour l'opération Campagne Louise située à la Destrousse.

Article 2 :

Le contingent réservataire fera l'objet d'une convention et sera déléguée à la commune de la Destrousse.

Vote Contre du groupe Front National
Rassemblement Bleu Marine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 012-1126/16/CM

■ Projet de restructuration de la résidence des Facultés à Aix-en-Provence - Délégation de la maîtrise d'ouvrage à la Ville d'Aix-en-Provence MET 16/1613/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La copropriété « Les Facultés » (529 studios, 28 bureaux et 17 locaux commerciaux répartis dans 6 bâtiments) - se situe à l'entrée de la ville d'Aix-en-Provence, en bordure du quartier d'Encagnane, quartier prioritaire de la Politique de la Ville.

Cette copropriété présente une image dévalorisée qui tient à sa forme, à son intégration dans le quartier et à la dégradation de ses espaces communs. L'insécurité (subie ou ressentie) y est un problème crucial. Elle génère une crainte croissante des occupants (incendies, cambriolages). La vacance y est très importante (proche d'un logement sur 5) et les difficultés pour trouver des locataires sont grandissantes compte tenu de la dévalorisation de l'image de la résidence.

Depuis le mois d'Avril 2014, la copropriété est sous administration judiciaire.

Alertée à de nombreuses reprises sur des problématiques en terme d'hygiène, de sécurité, d'insalubrité, de squats, de dettes fiscales, sociales et autres, la Ville d'Aix-en-Provence a sollicité l'aide technique de la Communauté du Pays d'Aix au titre de sa compétence Habitat. Ainsi, en 2014 et 2015, une étude pré-opérationnelle a été réalisée permettant d'établir un repérage des dysfonctionnements et de choisir un dispositif d'intervention adapté : le Plan de Sauvegarde.

En effet, le Plan de Sauvegarde représente le cadre privilégié d'une intervention publique lourde sur des

copropriétés en difficulté. Il coordonne et programme, pour une durée de 5 ans, un ensemble d'actions visant à remédier aux dysfonctionnements de la copropriété (volet sécurité, juridique, administratif, social et technique). Dans ce cadre, des aides de l'ANAH et des collectivités pourront être mobilisées pour aider les propriétaires dans la réalisation de leur travaux.

Ce Plan de Sauvegarde a, par ailleurs, été inscrit dans le protocole de préfiguration communautaire des projets de renouvellement urbain sur le territoire du Pays d'Aix. On rappellera que, dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), le quartier d'Encagnane a été retenu comme opération d'intérêt régional.

Un arrêté préfectoral pris le 24 août 2015, ayant pour objet la création de la commission d'élaboration du Plan de Sauvegarde, a ainsi déclenché sa phase d'élaboration.

Le Préfet préside cette commission, chargée d'élaborer le Plan de Sauvegarde. A cette fin, la commission peut se faire assister par un ou plusieurs prestataires sur la base d'un cahier des charges validé par la commission.

Concernant la maîtrise de l'ouvrage, elle peut être assurée soit par le maire de la commune, soit par le président de l'EPCI ou peut également se déléguer.

Dans le cadre présent, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, compétente en matière de politique locale de l'habitat, est maître d'ouvrage de fait.

Mais, compte tenu de l'incidence locale de ce projet et au vu de la volonté exprimée par la Ville d'Aix-en-Provence de suivre ce projet de restructuration, il est proposé que la Métropole délègue la maîtrise d'ouvrage à la Ville d'Aix-en-Provence (notamment en vertu d'une clause générale de compétences - art. 2129-29 CGCT). La Ville souhaiterait, par ailleurs, qu'une assistance à la maîtrise d'ouvrage soit assurée par la société publique d'aménagement (par convention liant la ville d'Aix-en-Provence et la SPLA).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_A325 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 portant sur le principe de participation de la CPA sur le projet de restructuration de la copropriété des Facultés à Aix en Provence ;
- La délibération n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative aux modalités de décision d'octroi de subventions aux associations par les Conseils de Territoire ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est déléguée la maîtrise d'ouvrage concernant l'élaboration du Plan de Sauvegarde de la copropriété des Facultés à la Ville d'Aix-en-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 013-1127/16/CM

**■ Aide financière en faveur de Ouest Provence Habitat pour la production et la réhabilitation de logements
MET 16/1711/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique en matière d'habitat, conformément au Programme Local de l'Habitat et dans le respect de la loi SRU, un des objectifs du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence est de favoriser la production de logements sociaux. A ce titre, la Société d'Economie Mixte Ouest Provence

Habitat constitue l'outil opérationnel privilégié de mise en œuvre de cette politique.

En effet, depuis déjà plusieurs années, cette dernière réalise des opérations de qualité sur l'ensemble du territoire d'Istres Ouest Provence, accessibles aux habitants et diversifiées en terme de typologie.

Aussi, afin de poursuivre cet engagement, la Métropole souhaite soutenir Ouest Provence Habitat dans la réalisation de ses projets sur le territoire d'Istres Ouest Provence en allouant une enveloppe budgétaire d'un montant maximum de 350 000 € (trois cent cinquante mille euros) pour l'exercice 2017.

Ouest Provence Habitat pourra ainsi à la fois, continuer de développer une offre nouvelle, accessible aux ménages du territoire dans un objectif de mixité sociale, et réhabiliter progressivement son patrimoine, afin d'améliorer la qualité de vie des habitants et de réduire les charges.

Pour chaque projet, Ouest Provence Habitat devra déposer un dossier de demande d'aide financière justifiant l'intervention de la collectivité.

Chaque dossier fera l'objet d'un examen par une commission technique au regard de différents critères (part de la Métropole dans le financement total, niveau des subventions, mixité sociale...).

Concernant la réhabilitation de logements, l'accent devra être mis en priorité sur le traitement de la performance énergétique de l'enveloppe du bâtiment (façades, toitures...).

Cette aide sera mise en œuvre dans le cadre d'une convention passée entre le bénéficiaire et la Métropole pour chaque opération aidée. Cette convention prévoira les engagements des partenaires, les modalités de versement de l'aide et le détail des logements réservés à la Métropole en contrepartie de l'aide octroyée.

La contrepartie réservataire en logements est calculée à raison d'un logement minimum pour 25 000 € de subvention. Elle s'exerce prioritairement sur l'opération aidée et, à défaut de pouvoir s'exercer en tout ou partie sur celle-ci, dans le cadre d'une réservation négociée dans l'ensemble du patrimoine du bénéficiaire sur le territoire d'Istres Ouest Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°449/10 du 7 octobre 2010 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence adoptant le Programme Local de l'Habitat du territoire de Ouest Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 10 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est approuvée, pour l'exercice 2017, la mise en place d'une enveloppe financière d'un montant de 350 000 € en faveur de Ouest Provence Habitat pour la production et la réhabilitation de logements sur le territoire d'Istres Ouest Provence.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la Métropole, chapitre 204, nature 204182.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents y afférents.

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 014-1128/16/CM

**■ Approbation de la charte de partenariat avec l'Agence Départementale d'Information sur le Logement ADIL des Bouches du Rhône
MET 16/1750/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les six intercommunalités, ayant fusionné au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, avaient conclu chacune une charte de partenariat avec l'ADIL des Bouches-du-Rhône. Ces chartes, actuellement en vigueur et reprises par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, précisent les engagements des parties et prévoient notamment :

- le conseil et l'information des habitants sur les questions juridiques, réglementaires, financières et fiscales relatives au logement ;
- la contribution aux observatoires de l'habitat.

Pour mémoire, l'Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL) des Bouches-du-Rhône a été créée en 2002. Elle est affiliée au réseau national ANIL/ADIL et bénéficie de l'agrément délivré par le Ministère du Logement.

Conformément à l'article L 366-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, l'ADIL des Bouches-du-Rhône conduit trois missions :

- Informer et conseiller gratuitement les habitants dans la conduite de leur projet liée au logement (accès au parc locatif privé et social, accession à la propriété, investissement locatif...) et dans la résolution de leurs difficultés liées au logement (habitat indigne, impayés de loyer, copropriétés fragiles et dégradées...). Cette mission d'information est assurée à partir du siège de l'ADIL à Marseille (7, cours Jean Ballard) et via un réseau de 35 permanences au sein de la Métropole AMP ;
- Observer le fonctionnement des marchés du logement et de l'habitat, les pratiques des professionnels et le comportement des ménages (observatoire de l'habitat, des loyers du parc privé, de l'accession à la propriété, des fragilités liées au logement...);
- Former les acteurs de l'habitat des secteurs publics et privés afin de sécuriser leur intervention dans le domaine de l'habitat en prenant en compte l'évolution des législations et des dispositifs locaux et nationaux de l'habitat. Les formations animées par l'ADIL sont proposées dans le cadre d'un catalogue annuel mais également à la carte.

En 2015, le bilan d'activité de l'ADIL pour le territoire métropolitain fait apparaître les éléments suivants :

- 19 350 habitants de la Métropole conseillés par l'ADIL ;
- 35 permanences tenues par les conseillers juristes et financiers de l'ADIL au sein de la

Métropole sur 29 lieux d'accueil.

- Les demandes ont principalement concerné les rapports locatifs (66,36 % des consultations soit 12 803 personnes conseillées), au premier rang desquels les problèmes d'habitat dégradé et d'impayés de loyers, d'accession à la propriété (10,68% des consultations soit 2061 personnes conseillées), de copropriété (8,07% des consultations soit 1 557 personnes conseillées), d'amélioration de l'habitat (7,68 % des consultations soit 1 482 personnes conseillées) et autres (urbanisme, ..): 7,21% des consultations soit 1 391 personnes conseillées.
- 6 observatoires des loyers (un pour chacun des 6 EPCI réunis en Métropole).
- La contribution aux l'observatoire de l'habitat des 6 intercommunalités.

Les six chartes de partenariat conclues avec les six intercommunalités réunies aujourd'hui au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doivent donner lieu à une charte de partenariat unique liant la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ADIL.

Cette charte de partenariat, annexée à la présente délibération, prévoit :

- Le conseil aux habitants à partir du siège de l'ADIL à Marseille et via un réseau de 35 permanences de proximité irriguant le territoire métropolitain,
- Le conseil, l'information et la formation des acteurs de l'habitat du territoire.
Pour eux, l'ADIL développe conseils, informations et formations et s'engage à :
 - ✓ Assurer une veille juridique de l'évolution de la réglementation dans tous les domaines du logement. Celle-ci prend la forme d'un bulletin mensuel « *L'ADIL Vous informe* » et du « *Flash Info Logement* ». L'ensemble de ces productions sont accessibles sur le site Extranet de l'ADIL strictement réservé à ses partenaires. De la même manière, une revue de presse « habitat » est assurée à leur seul usage.
 - ✓ Faire bénéficier les professionnels et élus, du service « SVP » (ligne téléphonique directe : 04 96 11 12 09). L'objet de ce service est de leur permettre, dès l'instant où une question juridique, financière ou fiscale liée au logement se présente à eux, de bénéficier instantanément du conseil de l'un des spécialistes de l'ADIL.
 - ✓ Donner accès aux professionnels et élus au calendrier annuel de formation de l'ADIL.
 - ✓ Etablir un bilan chiffré de la demande exprimée auprès de l'Agence, ainsi que de l'ensemble des sollicitations recensées par l'ADIL provenant des usagers et des acteurs du logement.
- La contribution à l'observation de l'habitat à l'échelle des territoires et de la Métropole mis en

place dans le cadre du Programme Local de l'Habitat (PLH) et l'animation de l'observatoire des loyers du parc privé.

La charte de partenariat entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'ADIL des Bouches-du-Rhône devra être conclue pour régir les relations entre les deux parties sur la période 2016-2020.

Il est proposé de mettre en œuvre cette charte en trois temps :

- Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016
- Du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017
- Du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2020

I - En ce qui concerne l'année 2016, l'ADIL propose de conduire ses missions « socle » et des missions spécifiques

1. *Les missions « socle » de conseil aux habitants, de formation des acteurs du logement et d'observation du fonctionnement des marchés locaux de l'habitat*

- Pour permettre à l'ADIL de réaliser sa mission « socle » de conseil aux habitants et de formation des acteurs du logement qu'elle assurait jusqu'à présent pour le compte des 6 EPCI fusionnés, il est proposé de lui octroyer une subvention de 215 000 euros pour l'année 2016 (montant équivalent à celui qui était accordé auparavant à l'ADIL par les 6 EPCI).
- Pour permettre à l'ADIL de poursuivre en 2016 ses travaux d'observation des loyers et de contribution aux observatoires de l'habitat des conseils de territoires, il est proposé de lui octroyer une subvention de 55 000 euros pour l'année 2016 (montant équivalent à celui qui était octroyé auparavant à l'ADIL par les 6 EPCI).

2. *Les missions spécifiques confiées par la Métropole à l'ADIL en 2016*

A l'échelle du territoire métropolitain :

Le plan partenarial de gestion de la demande locative sociale et d'information des demandeurs (PPGDID) doit être mis en place par la Métropole en 2017. Ce plan comprend la nécessité de se doter d'un service d'information et d'accueil des demandeurs. Préalablement à cette mise en place et de par sa connaissance du logement social (parc et acteurs), l'ADIL propose de réaliser une étude consistant à recenser l'ensemble des lieux d'accueil et d'enregistrement de la demande au sein de la Métropole, leurs pratiques, outils de travail et doctrine. Des préconisations seront formulées par l'ADIL.

Pour le territoire de Marseille Provence

Suite à la réflexion partenariale engagée sur les copropriétés fragiles et dégradées avec la Ville de Marseille, le Conseil Départemental, la Région et l'Etat, l'ADIL a proposé de mettre en place une nouvelle

intervention prenant principalement la forme de diagnostics « flash-copropriétés ».

Ces diagnostics « flash-copropriétés » a pour objet de connaître avec précision le fonctionnement de la copropriété tant au niveau de ses organes (syndic, assemblée générale, conseil syndical) que de son budget et de sa trésorerie (postes de dépenses, recouvrement des charges, endettement, gestion des contentieux en cours). La politique de conservation de l'immeuble et la capacité de la copropriété à engager des travaux est également analysée.

Les diagnostics sont réalisés à partir des documents juridiques et comptables de la copropriété (procès-verbaux d'assemblée générale, règlement, budgets prévisionnels et réalisés...) communiqués par les copropriétaires, le conseil syndical, le syndic et la maison du logement de la ville de Marseille.

Les diagnostics « flash-copropriétés » permettront aux élus et responsables de l'habitat de définir les procédures et moyens à mobiliser pour intervenir sur les copropriétés.

En outre, l'Adil pourra proposer un appui au conseil syndical, des sessions d'information collective des copropriétaires et des formations des syndicats professionnels et bénévoles.

Pour le territoire du Pays de Martigues et du Pays Salonais

Dans le cadre des protocoles de préfiguration des projets de Renouvellement Urbain (Anru) des territoires du Pays de Martigues et Pays Salonais, une étude sur l'état des peuplements de l'ensemble du parc social du territoire doit être réalisée. Ces états des lieux, qui devront être lancés en 2016, pourront être intégrés aux observatoires de l'habitat conçu et animé par l'ADIL pour le compte des territoires du Pays de Martigues et de Salon.

II – En 2017, l'ADIL propose de conduire ses missions « socle » et des missions spécifiques

1. *Les missions « socle » de conseil aux habitants, de formation des acteurs du logement et d'observation du fonctionnement des marchés locaux de l'habitat*

- Dès 2017, il est proposé pour sa mission « socle » de conseil aux habitants de lui permettre d'accroître sa capacité d'accueil et d'information des habitants de la Métropole dans les domaines juridiques, financiers et fiscaux du logement.
- Pour permettre à l'ADIL de développer et d'animer l'observatoire des loyers du parc locatif privé ainsi que l'observation du fonctionnement des marchés locaux de l'habitat à l'échelle de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence il est proposé de renforcer cette mission à partir de 2017. Ce renforcement est rendu nécessaire par l'observatoire de l'habitat que la Métropole devra obligatoirement se doter.

2. *Les missions spécifiques confiées par la Métropole à l'ADIL*

- Dans le cadre de la politique d'intervention au bénéfice des copropriétés fragiles et dégradées, la Métropole AMP sollicitera l'ADIL des Bouches-du-Rhône pour réaliser chaque année une dizaine de diagnostics « Flash copro » afin de lui permettre de mieux connaître l'état de fonctionnement (sur le plan juridique et financier) de certaines copropriétés identifiées.
- Les études de peuplement pour deux conseils de territoire.

II – A partir de 2018 et pour chaque exercice jusqu'au terme de la charte de partenariat en 2020

1. *Les missions « socle » de conseil aux habitants, de formation des acteurs du logement et d'observation du fonctionnement des marchés locaux de l'habitat*

- L'ADIL conduira sa mission « socle » de conseil aux habitants à partir de son siège marseillais et de son réseau de permanences irriguant l'ensemble du territoire métropolitain.
- L'ADIL renforcera sa contribution à l'observatoire de l'habitat métropolitain en conduisant les études et analyses dans ses domaines de spécialité et plus particulièrement sur la connaissance du parc privé ancien, de l'accession à la propriété, des publics fragilisés, de la demande locative sociale et de l'hébergement sans oublier les loyers pour lesquels elle anime un observatoire dédié.

2. *Les missions spécifiques confiées par la Métropole à l'ADIL*

- Dans le cadre de la politique d'intervention au bénéfice des copropriétés fragiles et dégradées, la Métropole AMP sollicitera l'ADIL des Bouches-du-Rhône pour réaliser chaque année une dizaine de diagnostics « Flash copro » afin de lui permettre de mieux connaître l'état de fonctionnement (sur le plan juridique et financier) de certaines copropriétés identifiées.

III. Contribution financière

En tant que membre de l'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Bouches-du-Rhône, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, participe financièrement au fonctionnement de l'ADIL13 par le versement d'une subvention annuelle. A ce titre, l'ADIL 13, appellera auprès de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui s'engagera à y répondre, une subvention d'un montant d'un montant de 360 000 euros en 2016 et de 400 000 euros en 2017 et d'un montant au moins égal à 400 000€ pour 2018, 2019 et 2020. Ces subventions annuelles sont composées de deux postes, l'un concernant les missions « socle » et l'autre relatif aux missions spécifiques.

En ce qui concerne l'année 2016

Le 1^{er} poste lié aux missions « socle » de l'ADIL est financé de la manière suivante :

- La mission de conseil aux habitants et acteurs du logement et de formation des professionnels de l'habitat est évaluée à 215 000 euros.
- La contribution à l'observatoire de l'habitat de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et de ses territoires est évaluée à 55 000 euros.

Le 2nd poste lié aux missions spécifiques de l'ADIL est financé de la manière suivante :

- La réalisation de 10 diagnostics « Flash Copro » et des actions d'accompagnement et de formation des acteurs de la copropriété pour le Conseil de territoire de Marseille Provence est évaluée à 20 000 euros.
- Les études de peuplement pour les territoires du Pays de Martigues et du Pays Salonais sont évaluées à 50 000 euros.

En ce qui concerne l'année 2017

Le 1^{er} poste lié aux missions « socle » de l'ADIL est financé de la manière suivante :

- La mission de conseil aux habitants et acteurs du logement et de formation des professionnels de l'habitat est évaluée à 245 000 euros par an.
- La contribution à l'observatoire de l'habitat de la Métropole et de ses territoires est évaluée à 85 000 euros par an.

Le 2nd poste lié aux missions spécifiques de l'ADIL est financé de la manière suivante :

- La réalisation de 10 diagnostics « Flash Copro » et des actions d'accompagnement et de formation des acteurs de la copropriété pour les conseils de territoire de la Métropole est évaluée à 20 000 euros.
- Les études de peuplement pour deux conseils de territoire sont évaluées à 50 000 euros.

En ce qui concerne les années 2018, 2019 et 2020

Le 1^{er} poste lié aux missions « socle » de l'ADIL est financé de la manière suivante :

- La mission de conseil aux habitants et acteurs du logement et de formation des professionnels de l'habitat est évaluée à 245 000 euros par an.
- La contribution à l'observatoire de l'habitat de la Métropole et de ses territoires est évaluée à 135 000 euros par an.

Le 2nd poste lié aux missions spécifiques de l'ADIL est financé de la manière suivante :

- La réalisation de 10 diagnostics « Flash Copro » et des actions d'accompagnement et de formation des acteurs de la copropriété pour les conseils de territoire de la Métropole est évaluée à 20 000 euros.

IV- Représentation de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans les instances de l'ADIL 13

Conformément à l'article 4 des statuts de l'ADIL 13, les membres adhérents dont la subvention versée à l'association excède 50 000 euros disposent de deux représentants à l'Assemblée Générale. Le Conseil de Métropole devra désigner deux représentants pour siéger à l'Assemblée Générale de l'ADIL. Compte tenu des prérogatives importantes de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans le domaine de l'habitat et du logement et de sa forte participation financière dans le budget de l'Agence, une modification des statuts de l'ADIL sera proposée avant la fin de l'année 2016 afin d'accroître la représentation de la Métropole dans ses instances.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitat (Article L302-1, L302-2, L302-3, L302-4, L302-5);
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2 000-1208 du 13 décembre 2 000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains et notamment l'article 55 intitulé « dispositions relatives à la solidarité entre communes en matière de l'habitat » ;
- La loi n°2003-710 du 1er août 2003 relative à l'orientation et la programmation pour la ville et la rénovation urbaine ;
- La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et notamment les déclinaisons relatives au PLH et le décret n°2005-317 du 4 avril 2005 modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement ;

- La loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;
- La loi n°2013-61 du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale ;
- Les statuts de l'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Bouches-du-Rhône ;
- La Charte de Partenariat signée entre l'ADIL et la Communauté Marseille Provence Métropole le 19 février 2015;
- La charte de partenariat signée entre l'ADIL et la Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence le 10 janvier 2012
- La charte de partenariat signée entre l'ADIL et la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix le 30 juillet 2015 ;
- La charte de partenariat signée entre l'ADIL et la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 18 novembre 2015 ;
- La charte de partenariat signée entre l'ADIL et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues le 17 janvier 2012 ;
- La charte de partenariat signée entre l'ADIL et le San Ouest Provence le 23 janvier 2015.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la charte de partenariat ci-annexée.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ladite charte de partenariat.

Article 3 :

Sont désignés pour représenter la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein des instances de l'ADIL13 :

Représentants Titulaires :

- Madame Arlette FRUCTUS
- Madame Jeannine LEVASSEUR

Représentants Suppléants

- Monsieur Claude VALLETTE
- Monsieur Olivier GIROU

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits Budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence qui présente les disponibilités nécessaires.

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 015-1129/16/CM

**■ Demande de subvention auprès de l'Etat au titre de la Dotation Politique de la Ville (DPV) 2016 et approbation d'une convention
MET 16/1479/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 3 août 2016, la Préfecture des Bouches-du-Rhône a informé la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (AMP) que la dotation de développement urbain (DDU) créée par l'article 172 de la loi de finances pour 2009 et transformée en dotation politique de la ville (DPV) par l'article 107 de la loi de finances n°2014-1654 du 29 décembre 2014, s'élevait à 5 millions d'euros pour Marseille, montant identique à celui de l'année 2015.

Cette dotation permet, à 120 villes (ou à l'EPCI à fiscalité propre dont elles sont membres) de bénéficier de ce financement qui vise à compléter la logique de péréquation poursuivie dans le cadre de la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) par un soutien renforcé aux nouveaux quartiers prioritaires de la politique de la ville qui sont déterminés dans la liste figurant en annexe du décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014.

Une opération éligible à cette dotation politique de la ville a été identifiée par les services d'Aix-Marseille-Provence parmi la liste des opérations retenues en programmation, et sélectionnée avec les services de

l'Etat. Elle représente un montant de 918 000 TTC (765 000 euros HT) pour lesquels Aix-Marseille-Provence demande une subvention de 500 000 euros, représentant environ 65% du coût total hors taxes de l'action.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000 ;
- La loi du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 ;
- La loi du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 ;
- L'instruction NOR : INTB1607458N du 29 juin 2016 concernant l'instruction relative à la dotation politique de la ville pour 2016 et définissant les critères d'éligibilité ;
- Le courrier du Préfet délégué pour l'Egalité des Chances en date du 8 août 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence en date du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite s'associer aux efforts de l'Etat et de la Ville de Marseille en faveur des habitants des quartiers de la politique de la ville pour améliorer leur cadre de vie ;

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter auprès de l'Etat une subvention d'un montant de 500 000 euros au titre des crédits de la dotation

politique de la ville 2016 affectés à Marseille selon le tableau joint en annexe.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'Etat.

Article 3 :

Monsieur le Président de la métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent. Cette subvention sera imputée sur la Nature 1321, Fonction 52, Sous-Politique E110.

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 016-1130/16/CM

■ Approbation de la création de l'opération - Mise en oeuvre du NPNRU - et affectation de l'autorisation de programme MET 16/1759/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 21 décembre 2015, les principes du protocole de préfiguration à conclure avec l'Etat, l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et la Ville de Marseille ont été adoptés par le Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole.

En effet, les enseignements tirés du premier programme national de rénovation urbaine mis en œuvre sur la période 2003-2015 ont conduit l'Etat et l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine à envisager un nouveau programme qui puisse se dérouler en deux temps :

- l'élaboration d'un protocole de préfiguration, à valider et signer par l'ANRU, des projets de renouvellement urbain qui précise l'ambition des projets à mettre en œuvre, le programme d'études et les moyens d'ingénierie,

- les conventions pluriannuelles, également signées par l'ANRU qui déterminent les projets opérationnels et les conditions de leur mise en œuvre à partir des programmes urbains déclinés dans le protocole.

Ce protocole concerne neuf quartiers reconnus d'intérêt national, et cinq reconnus d'intérêt régional, tous situés à Marseille qui participent chacun au projet de développement métropolitain en matière de centralité, d'activité économique et d'habitat. Ils relèvent de 4 grands secteurs géographiques :

- arc Nord Est –L2
- hôpital Nord-Saint Antoine – Mourepiane
- Grand Centre-ville – Grand Port Maritime de Marseille
- Sud – Vallée de l'Huveaune

L'élaboration des projets de renouvellement urbain dans le cadre du NPNRU nécessite :

- la conduite d'expertises transversales aux différents projets : la gestion de la mobilité résidentielle, la concertation, la gestion urbaine de proximité, l'optimisation des équipements publics, l'amélioration de la sécurité ...,
- la conduite d'études territorialisées pour la mise au point des projets dans les quartiers, dans les champs urbains, sociaux en concertation avec les habitants et usagers,
- la mise en œuvre d'opérations urgentes dont le démarrage pourra intervenir avant la signature des conventions pluriannuelles, sans pour autant que les maîtres d'ouvrage perdent le bénéfice de subventions que l'ANRU pourrait accorder.

Afin de permettre la réalisation de cette opération, il convient de procéder à la création et l'affectation de l'opération « Mise en œuvre du NPNRU » d'un montant de 1 400 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création de l'opération « Mise en œuvre du NPNRU » et à l'affectation de l'autorisation de programme ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création d'une opération n°DHCS 16/03 « Mise en œuvre du NPNRU » et l'affectation

de l'autorisation de programme n°10 d'un montant de 1 400 000 euros.

Article 2:

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique E110 – Nature 204181 - Fonction 52 - Service Gestionnaire 5DHACS.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2016 : 1 400 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 017-1131/16/CM

■ Présentation du rapport d'activités 2015 du délégataire de Service Public pour l'animation et la gestion des Aires Accueil des Gens du Voyage - Aires d'Accueil d'Aix-en-Provence, Le Réaltor, de Fuveau Meyreuil, Rives Hautes et du Terrain de Grands Passages MET 16/1693/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2001, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix (CPA) a autorisé sur la totalité de son territoire en matière de création, aménagement et gestion des Aires d'Accueil pour les Gens du Voyage.

Par délibérations du 25 juin 2004 et du 11 décembre 2009, le Conseil communautaire de la CPA s'est prononcé favorablement sur le principe de la gestion déléguée des Aires d'Accueil des Gens du Voyage de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix et a autorisé Madame le Président à lancer la procédure de sélection du Délégué, celle-ci étant conduite conformément aux dispositions des articles L.1411-1 et suivants et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

L'attribution d'une Délégation de Service Public relève de la procédure prévue par la Loi n°93-122 du 29 janvier 1993 dite « loi Sapin » relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques.

C'est dans ce cadre juridique que, par décision du 10 décembre 2010 faisant suite à une procédure de mise en concurrence, le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a décidé de déléguer l'animation et la gestion de ces Equipements Publics communautaires à l'association ALOTRA.

Cette Délégation de Service Public est régie dans le cadre d'une convention d'affermage d'une durée de sept ans qui a pris effet le 1er janvier 2011. Son objet a trait à la gestion, à l'organisation ainsi qu'à la mise en œuvre de l'animation et des actions socio-éducatives des Aires d'Accueil des Gens du Voyage communautaires. Par avenant délibéré en séance du 3 juillet 2014, ce document contractuel concerne également la gestion du Terrain de Grands Passages.

Par conséquent, le droit de contrôle de la CPA s'exerce à l'égard des Aires d'Accueil d'Aix en Provence, Le Réaltor et de Fuveau/Meyreuil, Rives Hautes, mais concerne aussi le Terrain de Grands Passages du Plateau de l'Arbois.

Afin de permettre la vérification et le contrôle, du fonctionnement, des conditions financières et des dispositions techniques de ce service délégué, le gestionnaire doit fournir à la CPA, au plus tard le 1er mai de chaque exercice, les Rapports d'Activités idoines, comprenant notamment un compte-rendu technique, un compte de résultats financiers, ainsi que tout élément permettant une analyse précise de cette délégation.

Par souci de lisibilité et d'efficacité, les Rapports d'Activités consolidés des Aires d'Accueil Le Réaltor et Rives Hautes, joints à cet exposé, sont accompagnés, de leurs synthèses respectives, d'un rapport synthétique global des deux Aires Permanentes ainsi qu'une synthèse afférente au Terrain de Grands Passages.

Conformément à la législation en vigueur, l'Aire d'Accueil Le Réaltor, agréée Centre Social par la C.A.F, et l'Aire d'Accueil Rives Hautes, poursuivent leurs multiples missions auprès des voyageurs tout en assurant des relations constantes avec les services de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, les partenaires institutionnels et les services sociaux de proximité.

Ces dispositions permettent d'intervenir rapidement et si besoin conjointement, pour aborder d'éventuelles difficultés que pourrait poser le séjour des gens du voyage dans l'agglomération.

Les animations, les actions sociales et les mesures de soutien et d'accompagnement des familles, mises en œuvre sur les deux sites par le Délégué dans le cadre du Projet Social, traduisent des réelles avancées dans les quatre secteurs contractualisés, sommairement énumérés ci-après :

- Accueil et suivi des familles : accompagnements socio-éducatif et administratif, domiciliations, instructions des dossiers RSA et des prestations sociales, accès à l'emploi et à la formation, etc..... En 2015, ce secteur a nécessité 2.532 entretiens et interventions auprès des familles.

- Santé et prévention : consultations médicales PMI, prévention et dépistages, hygiène bucco-dentaire, sensibilisation aux violences conjugales et sur les enfants, actions en faveur de la citoyenneté et de l'éducation à la santé, etc.... Bien que les permanences PMI soient provisoirement suspendues pour des raisons de sécurité, 141 personnes ont participé aux actions engagées en 2015 dans le domaine de la santé et de la prévention.

- Scolarisation et soutien scolaire : inscriptions en établissements scolaires, cours de soutien, liaison avec le CNED et le CASNAV, ateliers d'alphabétisation et de soutien à la parentalité, etc..... En 2015, 375 élèves ont bénéficié sur les deux sites des actions en faveur de la scolarisation et du soutien scolaire.

- Animation et accès à la culture : organisation d'ateliers ludiques, créatifs, éducatifs et culturels, organisation de sorties, participation aux manifestations des communes (carnaval d'Aix en Provence, Salon du livre...) développement de projets spécifiques (débat, vidéo, spectacles, sports) etc.... Plus de 1.301 actions ont été engagées en 2015 sur les deux Aires dans les secteurs de l'animation et la culture.

En 2015, 594 personnes ont été accueillies sur l'Aire d'Accueil Le Réaltor, soit 4 % de plus qu'en 2014. Cette relative stagnation est essentiellement due à la perte d'attractivité de cet Equipement Public générée par son vieillissement, par les stationnements illicites situés à proximité et par le potentiel de l'Aire d'Accueil Rives Hautes de Fuveau. Néanmoins, le travail et les prestations dispensées par le personnel de gestion et l'entretien constant des aménagements, opéré par la CPA, permettent de maintenir la durée moyenne du séjour sur l'Aire d'Accueil Le Réaltor à 37 jours par famille alors qu'elle était de 43 jours par famille en 2013.

A cette fréquentation s'ajoutent les 564 personnes accueillies en 2015 sur l'Aire d'Accueil de Fuveau/Meyreuil qui dispose d'une capacité de seulement 23 places, soit près de la moitié de celle d'Aix-en-Provence. La qualité de ses équipements et de sa gestion portent la durée moyenne du séjour à 50 jours par famille, soit une progression de 22 % par rapport à 2014, première année complète de fonctionnement.

En 2015 les deux Aires communautaires ont donc accueilli 1.158 personnes, soit 488 caravanes. Les taux d'occupation annuels se fixent à 58 % pour Le Réaltor et à 81 % pour Rives Hautes, démontrant ainsi la pertinence de la qualité de ses installations.

Ainsi, malgré un environnement parfois particulièrement défavorable, l'occupation globale annuelle des deux Aires d'Accueil s'établit à 15.260

journées / caravanes, soit une progression de 11,64 % par rapport à 2014, essentiellement due à la forte fréquentation de l'Aire Rives Hautes de Fuveau/Meyreuil.

Cette fréquentation a produit une recette totale perçue auprès des usagers de 95.617 € TTC, soit plus 10,32 % par rapport à 2014. Les produits totaux des budgets d'exploitation se fixent à 452.663 € TTC, alors que les dépenses globales idoine s'établissent à 460.816 € TTC, dégageant ainsi un résultat légèrement déficitaire de 8.153 € TTC, bien moins conséquent que celui de 2014 qui s'établissait à 32.316 € TTC.

Il est à noter que le rapport R/D, soit : Recettes directes perçues auprès des voyageurs / Dépenses totales d'exploitation, qui caractérise toute Délégation de Service Public (DSP) se fixe à 20,74 %. Sur le plan juridique pour ce type d'activité non commerciale, ce taux est parfaitement compatible avec la nature contractuelle de la DSP.

Néanmoins l'analyse économique globale ne doit aucunement masquer les particularités afférentes à chaque Equipement Public.

En effet, pour l'Aire d'Accueil Le Réaltor, malgré la légère diminution de 2,33 % des charges d'exploitation, la poursuite de la décroissance des produits d'exploitation, à hauteur de 2,44 %, a de nouveau généré un déficit de 31.908 € TTC.

En revanche, le Compte annuel de Résultats de l'Aire d'Accueil Rives Hautes, pour sa deuxième année complète de fonctionnement, laisse apparaître un montant total des charges d'exploitation inférieur de 13,28 % par rapport au total des produits, dégageant ainsi un excédent de 23.754 € TTC.

Ce bilan économique aurait été plus favorable, si ces Aires d'Accueil n'avaient pas eu à connaître régulièrement la proximité des stationnements illicites de voyageurs s'installant en dehors des équipements prévus à cet effet. Ce fut notamment le cas pour l'Aire d'Accueil Le Réaltor qui a été confrontée, à compter d'Octobre 2015, aux occupations illicites du Terrain de Grands Passages situé à ses abords, et celles du site de l'ancienne SPA qui lui est mitoyen.

L'Aire d'Accueil Rives Hautes, a également subi le même préjudice par des stationnements non autorisés survenus sur la zone d'activités du Carreau de la Mine de Meyreuil.

Ces occupations illicites impliquent au gestionnaire des charges supplémentaires (vols de fluides, dégradations,...etc), et réduisent fortement l'attractivité des Aires d'Accueil qui, le cas échéant, pourraient connaître des taux d'occupation bien plus élevés et donc des recettes plus conséquentes. Ces états de faits mettent donc réellement en péril l'équilibre économique de la DSP de gestion des Aires d'Accueil permanentes, induisent des difficultés de

gestion et posent de véritables problèmes de sécurité, de tranquillité et d'hygiène publiques.

De surcroît, cette problématique se manifeste avec une acuité singulière sur le Terrain de Grands Passages. En effet les occupations illicites dont il a été l'objet de façon ininterrompue de septembre 2014 à juin 2015, n'ont pas permis sa mise en service durant la période d'ouverture dévolue aux déplacements estivaux en grands nombres des populations du voyage. Par conséquent, pour 2015 la gestion de cet Equipement Public ne présente aucune incidence financière pour la CPA.

Néanmoins, il est à constater qu'au fil du temps, pour un service rendu en nette amélioration, tant quantitative que qualitative, la participation financière de la CPA et le coût global restant à sa charge, se sont particulièrement optimisés avec la mise en œuvre de cette D.S.P.

En 2015, la Contribution Financière forfaitaire (CFf) globale de la CPA, afférente à la gestion et à l'animation des structures d'accueil pour les Gens du Voyage, se fixe à 145.576 € TTC, soit 2.541 € (+ 1,77%) de plus que l'année précédente.

Cette progression est conforme à l'indexation annuelle de la CFf établie, conformément à l'Article 13 de la Convention de DSP, par l'application d'une formule qui se fonde sur des indices de référence (prix consommation, logement...). Cette indexation annuelle forfaitaire est également plafonnée selon un taux maximal ne pouvant dépasser les 3 %.

Par ailleurs, la CFf est minorée par un mécanisme d'intéressement, également mentionné à l'Article 13, qui répartit entre le Déléataire et le Délégrant l'éventuelle recette annuelle supplémentaire perçue par le gestionnaire.

Il est à préciser qu'en 2015, le coût global annuel (Contribution Financière contractualisée + Travaux réalisés par le délégant) supporté par les finances Communautaires, s'établit à 128 € TTC par personne accueillie, soit une charge de 0,35 € TTC/personne/jour.

Lau vu des éléments, exception faite du Terrain de Grands Passages, ces 2 Aires, remplissent parfaitement leur rôle d'accueil auprès des Gens du Voyage. Elles sont un lieu de ressources où les familles trouvent des avantages multiples : tissu économique important, situation sur des axes de passage, proximité des Equipements Publics, diversité des prestations, etc.

Malgré les quelques inconvénients pointés, les voyageurs font globalement part de leur satisfaction quant à la qualité de l'accueil, de la gestion, des services et des animations proposés. Ils souhaitent voir se développer sur le Territoire du Pays d'Aix d'autres Aires d'Accueil semblables à celle de

Fuveau/Meyreuil, Rives Hautes, mais demandent une véritable relocalisation du Terrain de Grands Passages destiné à leurs déplacements saisonniers en nombre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques ;
- La loi 2000-614 du 05 Juillet 2000 relative à l'Habitat et à l'Accueil des Gens du Voyage ;
- La délibération n°2009_A236 du Conseil communautaire de la CPA du 11 Décembre 2009 relative à l'adoption du principe de DSP ;
- La délibération n°2010_A196 du Conseil communautaire de la CPA du 10 décembre 2010 relative à l'approbation du délégataire ;
- La délibération n°2014_A164 du Conseil communautaire de la CPA du 3 juillet 2014 relative à l'avenant n°2 à la convention de DSP pour la gestion du Terrain de Grands Passages ;
- L'avis de la Commission Consultative du Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine du président de la Métropole ;
- L'information au Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est pris acte des Rapports d'Activités annuels pour l'exercice 2015 de la Délégation de Service Public inhérente à l'animation et la gestion des Aires d'Accueil des Gens du Voyage d'Aix-en-Provence, Le Réaltor, de Fuveau/Meyreuil, Rives Hautes et du Terrain de Grands Passages.

***Commission "Environnement,
Développement Durable,
Agriculture et Forêt"***

ENV 001-1132/16/CM

**■ Modalités et principes de l'élaboration du Plan Climat-Air-Energie métropolitain
MET 16/1623/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Parmi, les six EPCI composant la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, cinq d'entre eux disposent d'un Plan Climat Énergie Territorial (PCET) ou Plan Climat Air Énergie Territorial, adoptés à partir de fin 2012 et pour une durée de 6 ans.

Ceux-ci ont été élaborés conformément au décret du 11 juillet 2011, relatif au bilan des émissions de gaz à effet de serre et au plan climat énergie territorial qui prévoyait l'établissement d'un PCET pour les collectivités territoriales de + de 50.000 habitants. Les objectifs à l'horizon 2020 portaient sur l'amélioration de l'efficacité énergétique et la maîtrise des consommations d'énergie, sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre et le développement des énergies renouvelables, ainsi que sur l'adaptation du territoire aux conséquences du changement climatique.

Leurs actions concernent les secteurs du bâtiment, du transport, de l'aménagement, l'agriculture, les déchets, prônent des collectivités exemplaires, encouragent l'animation et la mobilisation des citoyens, la production d'énergies renouvelables.

Les bilans des plans climat existants montrent des résultats encourageants tant en termes de diminution des émissions qu'en termes d'organisation du territoire dans ces domaines.

L'analyse fine, réalisée dans le cadre d'un groupe de travail universitaire, recense plus de 400 actions

contenues dans les cinq plans climat territoriaux, qui ont permis d'une part :

- de dresser un panorama exhaustif des initiatives sur les territoires classés par secteurs homogènes,
- de regrouper les actions similaires après un travail sémantique,
- de proposer un classement s'appuyant sur leur niveau d'opérationnalité entre l'échelle métropolitaine et celle des territoires qui la composent.

Cet inventaire constitue une base de travail pour le futur plan climat métropolitain.

En 2011, le législateur a souhaité des plans climat construits autour de l'objectif principal de réduction des émissions de GES, incitant les collectivités à bâtir des plans d'actions sectoriels. La deuxième génération des plans climat obligatoires, en 2015-2016, se placent, quant à eux, au cœur de l'action territoriale pour la transition énergétique. L'adoption d'une vision transversale de coordination de la transition énergétique et du caractère opérationnel des plans climat est affirmé. Leurs objectifs seront désormais chiffrés et soumis à une évaluation quantifiée et publiée régulièrement.

Ces modifications entrent en résonance avec la réforme territoriale qui confie de nouveaux rôles aux Régions, ainsi qu'aux Métropoles récemment formées, comme c'est le cas de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

1- Un fondement réglementaire

Trois textes réglementaires récents fixent les termes du futur Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET) de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : la loi transition énergétique pour la croissance verte (TECV) dans ses articles 188 et 190, le décret n° 2016-849 du 28 juin 2016 relatif au plan climat-air-énergie territorial, et l'arrêté du 4 août 2016, relatif au plan climat-air-énergie territorial.

Plusieurs modifications majeures sont introduites, par la loi, dans la planification énergie climat : la Région devient l'échelon pertinent pour coordonner l'exercice des compétences. Les EPCI à fiscalité propre restent l'échelon opérationnel au travers des plans climat. Les deux collectivités doivent donc coordonner leurs actions pour mettre en œuvre des stratégies cohérentes.

Ainsi, la responsabilité des enjeux climatiques et énergétiques est partagée entre la Région, chef de file pour les compétences climat, qualité de l'air et énergie, et chargée d'élaborer un schéma de l'efficacité énergétique et, en complémentarité, la Métropole, dont les compétences sont essentiellement tournées vers la planification, l'aménagement et l'organisation des réseaux et des flux, est chargée de

la coordination de la transition énergétique, et des actions climatiques sur son territoire.

Les PCAET disposent d'un champ d'intervention dans des domaines très étendus et transversaux de l'action publique. Les textes détaillent le contenu des PCAET, lesquels doivent mettre en place des actions destinées à limiter les émissions de gaz à effet de serre, et les pollutions atmosphériques, maîtriser la consommation d'énergie, augmenter la production d'énergies renouvelables, valoriser le potentiel en énergie de récupération et de stockage, améliorer l'efficacité énergétique, développer de manières coordonnées les réseaux de distribution d'électricité, de gaz et de chaleur, développer les territoires à énergie positive, et anticiper les impacts du changement climatique. De nouveaux domaines sont cités : le renforcement du stockage de carbone sur le territoire dans la végétation, les sols, les bâtiments ..., le développement de la production bio-sourcée à usages autres qu'alimentaires.

Le décret du 28 juin 2016 et l'arrêté du 4 août 2016 précisent les modalités de mise en œuvre de la communication des résultats et les coordinations à mettre en place, ainsi que la liste des polluants atmosphériques à mesurer, les secteurs d'activités concernés et les unités de valeurs à utiliser lors de l'élaboration des plans climat.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence répond au périmètre d'application des textes : c'est un EPCI à fiscalité propre de + 20.000 habitants, existant au 1er janvier 2017, elle doit ainsi élaborer un PCAET au plus tard le 31 décembre 2018. Dans l'attente les PC(A)ET existant continuent de s'appliquer.

Dans sa forme, le PCAET est composé de plusieurs éléments : un diagnostic, la définition d'une stratégie et des objectifs chiffrés dans tous les domaines qu'il couvre. Le plan d'actions porte sur tous les secteurs cités dans les textes et devient l'outil opérationnel de la transition énergétique du territoire. Un suivi et une évaluation chiffrée de l'avancement et des impacts du plan d'actions sont rendus publics dans des rapports et sur une plateforme informatique nationale.

2- Une ambition à la hauteur de la Métropole

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est la 2ème Métropole française par le nombre d'habitants (1,8 M d'habitants). Elle doit se hisser au niveau de Paris, dont le plan climat est exemplaire, et de la Métropole de Lyon (1,3 M d'habitants) qui travaille sur les questions climatiques depuis 2003.

L'objet du Plan Climat-Air-Energie Territorial est de construire une action climatique opérationnelle, efficace et pérenne pour améliorer la contribution du territoire à la réalisation des objectifs climatiques planétaires, adoptés lors de la COP 21, et participer à l'amélioration de la qualité de l'air local, dans un

objectif global d'amélioration du cadre de vie des habitants de la Métropole.

Le plan climat, en tant qu'outil opérationnel de coordination de la transition énergétique sur le territoire, devient un document de planification placé au centre des politiques publiques. La prise en compte des questions climatiques devra constituer la trajectoire à suivre par l'ensemble des plans et schémas dont la Métropole a la charge. Les objectifs du PCAET doivent ainsi être transcrits au sein des documents structurants de la Métropole (SCOT, PLUi, plan de déplacements, schéma de développement économique et industriel, politique du logement...). Les actions du PCAET concernent également les activités liées au tourisme, au sport et à la culture, la biodiversité, la gestion des déchets... Les projets portés par le PCAET sont des opportunités pour l'emploi et l'économie locale, l'innovation, la diminution du gaspillage des ressources et la création de richesses.

Enfin, le plan climat, par l'adoption d'objectifs forts et ambitieux, doit alimenter une vision du territoire pour 2030 et 2050, respectueuse de l'Homme et la planète. Cette ambition doit être portée par une volonté politique affirmée, accompagnée par les acteurs économiques et la société civile organisée, plébiscitée et partagée par la population.

3- Une organisation transversale au service de l'action climatique métropolitaine

Un large périmètre d'intervention

La construction du PCAET nécessite d'appréhender en amont une approche en transversalité, tant sur les thématiques couvertes que sur les acteurs impliqués sur le territoire.

La question des acteurs doit être liée aux sources et aux leviers de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre et polluants émanant des activités et du territoire. L'approche retenue est donc globale, intégrant l'ensemble des acteurs publics et privés, et notamment les citoyens, entreprises et associations. Notamment, l'approche intégrée de l'action climatique sur le territoire nécessite de reconsidérer les rapports de la Métropole aux communes. La loi TECV a opéré une distinction nouvelle quant aux collectivités obligées d'adopter un PCAET, et aujourd'hui seuls les EPCI de plus de 20.000 habitants font l'objet d'une telle obligation. Les autres collectivités de plus de 50.000 habitants doivent, quant à elles, réaliser un bilan d'émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan d'actions. Dans l'optique d'une coordination efficace de la transition énergétique sur son territoire, il est proposé que le PCAET de la Métropole encourage et soutienne les communes de son territoire engagées dans des démarches de développement durable incluant une action climatique, et les incite à poursuivre leurs actions au sein

d'Agendas 21 locaux, de Chartes, ou de programmes de maîtrise de l'énergie.

Par ailleurs, le plan climat doit promouvoir une approche globale et participative des questions environnementales de la qualité de l'air, du climat, de l'énergie, mais aussi des nuisances sonores, de la nature, de l'eau et de la biodiversité, car ces sujets, souvent liés, doivent être appréhendés en cohérence et dans toutes leurs composantes.

C'est pourquoi, le plan climat s'attachera à traiter de manière coordonnée l'ensemble des sujets liés au changement climatique ayant des enjeux en matière de préservation de la santé et de l'environnement :

- les émissions de gaz à effet de serre,
- la qualité de l'air tant à l'intérieur des locaux, qu'à l'extérieur,
- les nuisances sonores,
- les pollutions lumineuses,
- la nature en ville, les plantes allergisantes,
- la biodiversité,
- la prévention des risques majeurs et sanitaires.

Pour alimenter ces travaux, il est proposé que la Métropole :

- dépose sa candidature à l'Appel à Manifestation d'Intérêt de l'ADEME, « PCAET et Bruit : Articulation convergente des actions Climat Air Énergie et Bruit », destiné à renforcer la prise en compte croisée du bruit dans les PCAET ;
- participe au programme européen LIFE « Résilience urbaine basée sur la restauration de la nature », présenté par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- et reste en veille sur d'autres opportunités de programmes qui pourrait intéresser cette question.

Également, dans le domaine de la préservation et de la rationalisation de l'utilisation des ressources, des pistes d'actions sont à poursuivre en partenariat avec le riche tissu économique et industriel du territoire métropolitain. L'écologie industrielle territoriale, l'économie circulaire et de la fonctionnalité offrent des champs d'exploration à investir dont la Métropole doit, dès à présent, se saisir pour permettre de constituer des leviers de facilitations dans ces domaines, en cohérence avec la construction du plan régional d'action en faveur de l'économie circulaire.

Par ailleurs, la couverture énergétique du territoire est très faible, de l'ordre de 7 %, dont 3 % par des énergies renouvelables, alors que la consommation énergétique représente 50 % de la consommation régionale. Pour répondre à de multiples enjeux de sécurité d'alimentation et d'indépendance énergétique, de besoins d'activités économiques et d'emplois, le développement d'une production locale

et décentralisée, tout comme l'optimisation des réseaux de distribution d'énergie apparaissent comme des priorités à inscrire dans les objectifs du Plan Climat ;

La transition énergétique métropolitaine peut s'appuyer sur l'innovation et l'économie numérique pour développer des réseaux électriques intelligents, améliorer l'efficacité énergétique (smart city, French Tech ...).

Le Plan Climat, propose que la Métropole, consommatrice de biens et de services, productrice de déchets et de pollutions, aménageuse, incitatrice... soit exemplaire dans ses prescriptions et dans ses comportements (charte interne d'éco-responsabilité, achats responsables, plan de déplacement des administrations, constructions durables et à énergie positive, éco-manifestations, éco-conditionnalité des aides financières...), autant de dispositifs et de modèles pour que les acteurs du territoire adhèrent aux objectifs et modifient leurs comportements.

La communication institutionnelle de la Métropole doit faire de ces objectifs un axe fort de son discours, afin de mobiliser le monde économique et les citoyens aux enjeux du changement climatique et à la réussite des initiatives développées.

Pilotage et animation

Pour que ce PCAET soit opérationnel, efficace et pérenne, sa conduite doit intégrer son action sur les deux échelles territoriales complémentaires qui le composent : au niveau central métropolitain pour les enjeux stratégiques, et au niveau de ses conseils de territoires pour l'opérationnalité des actions.

Il s'appuie sur les organisations politiques et techniques mises en place pour assurer la coordination entre ces deux échelles.

Les travaux produits seront présentés en Commission Environnement, Développement Durable et Agriculture, après avoir été débattus en Conférences des Vices-présidents délégués à l'Environnement et au Développement Durable des conseils de territoire, et préparés dans le cadre du Groupe de Travail Stratégie environnementale, plan climat et prévention des risques.

Cependant, une coordination politique et technique devra être mise en place pour s'assurer de la nécessaire transversalité et cohérence avec les autres compétences.

Le PCAET entretient des liens de prise en compte et de compatibilité avec l'ensemble des outils de planification territoriale. Cela implique des transversalités fonctionnelles et des cohérences entre les politiques de mobilité, d'aménagement et d'habitat, d'urbanisme, mais également avec la gestion des

espaces naturels, et la gestion de l'eau et des déchets.

L'élue en charge de la délégation et le groupe de travail devront faire appel, autant que de besoin, aux compétences et expertises des autres élus délégués et groupes de travail en charges de ces politiques afin de partager les diagnostics, de définir ensemble des objectifs, et mettre en place des actions concertées alliant développement du territoire, lutte contre le changement climatique et adaptation du territoire.

Processus d'adoption

Les textes réglementaires précisent le processus d'adoption formalisé. Le projet de Plan Climat métropolitain, sera transmis au Préfet de Région et au Président du Conseil Régional pour avis à émettre dans les deux mois suivant sa réception.

Le projet de Plan Climat, modifié le cas échéant pour tenir compte des avis, sera présenté au Conseil Métropolitain pour approbation. Il sera alors mis à la disposition du public, notamment par voie électronique. Trois ans après sa mise en œuvre, un rapport sur son déroulement doit être mis à disposition du public.

4- Modalités d'élaboration et de gouvernance, et concertation

La transversalité, souhaitée dans le contenu des thèmes traités par le PCAET, doit se traduire par une large collaboration dans la construction du Plan Climat et de son programme d'actions, et se manifester dans les instances de gouvernance et l'organisation de la concertation.

Les organes de gouvernances proposés sont les suivants :

- un comité de pilotage présidé par le Président de la Métropole ou l'élue délégué à la Stratégie environnementale, plan climat, et prévention des risques ;

Composé des élus métropolitains en charge des politiques intéressant le plan climat-air- énergie, de l'État, de l'ADEME, des Départements des Bouches du Rhône, du Vaucluse (Pertuis), et du Var, de la Région-Provence-Alpes-Côte d'Azur, d'Air PACA, des Agences d'urbanismes, des observatoires, il pourrait être ouvert à des personnes expertes.

Son rôle, en tant qu'instance décisionnelle dans la gouvernance du projet, est d'organiser le débat autour d'un diagnostic de l'action climatique métropolitaine, de proposer les objectifs du plan climat, d'orienter les politiques sectorielles au regard des objectifs. Le comité de pilotage évalue son action, et rend compte à l'ensemble des élus métropolitains des avancements pris et résultats obtenus.

- un comité de suivi élargi aux partenaires du Plan Climat, présidé par le Président du Comité de pilotage.

Il réunit l'ensemble des partenaires et acteurs du Plan Climat (représentants des entreprises, partenaires sociaux, associations, autres acteurs publics ...).

- un comité technique, piloté par un chef de projet et réunissant les services techniques des conseils de territoire en charge des plans climat ou démarches de développement durable, auxquels peuvent être associés des représentants de différentes institutions d'expertise locale (entreprises, associations, collectivités, universités, etc.).

Il a pour mission d'étudier, d'élaborer et d'arrêter les propositions techniques du projet avant leur présentation au comité de pilotage.

Le comité technique est donc l'instance d'expertise technique au service du comité de pilotage.

- des ateliers thématiques, composés des experts dans les sujets concernés.

Ces ateliers doivent refléter la recherche de transversalité de la démarche et des actions à mettre en œuvre. Le décloisonnement devra favoriser la mise en place d'actions innovantes à la fois dans leur finalité et dans leur élaboration.

- Un conseil scientifique, qui se positionne en marge des comités de pilotage et technique. C'est une entité de supervision et d'approbation scientifique et technique des orientations stratégiques et du programme d'actions du PCAET et de l'évaluation.

Consulté pour avis sur les thématiques des émissions de gaz à effet de serre, de la vulnérabilité climatique du territoire et de l'adaptation aux impacts des changements climatiques, il est composé de représentants d'associations expertes, d'écoles d'ingénieurs et de laboratoires du territoire, d'universitaires et de chercheurs experts des questions de climat.

La concertation pourra s'appuyer sur :

- Un conseil des citoyens, qui pourrait être à la fois un laboratoire d'idées à intégrer dans le plan d'actions du PCAET et un regard de citoyen sur les actions mises en place par les acteurs. Le comité de pilotage proposera les modalités de composition de ce conseil.
- Les associations pourront également être représentées par un collectif.
- le conseil de développement de la Métropole, sera associé aux débats et pourra émettre des avis et recommandations.

Le calendrier

Le Plan Climat doit être adopté au 31 décembre 2018.

Le calendrier prévisionnel d'élaboration est le suivant :

- ✓ dernier trimestre 2016 : adoption de la présente délibération de lancement, et transmission des modalités d'élaboration et de concertation aux personnes désignées dans le Décret ;
- ✓ lancement de la consultation pour une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage
- ✓ Année 2017 : travail technique sur le projet de Plan Climat en collaboration avec les services de l'État, de l'ADEME, de la Région et en liaison avec les Directions de la Métropole en charge des sujets des transports, de l'habitat, de l'aménagement, de l'économie, des réseaux d'énergie et de l'industrie ...
- ✓ Année 2018 : concertation avec les acteurs du territoire sur le projet de Plan Climat (1er semestre), puis soumission du projet aux avis de l'État et de la Région, modification le cas échéant, adoption du projet définitif.

5- Moyens humains et financiers à mobiliser

L'élaboration d'un document stratégique et opérationnel de cette ampleur se déroule selon un processus classique : diagnostic, définition d'une vision à moyen et long termes, élaboration d'objectifs, définition d'un plan d'actions, évaluation, s'appuyant tout au long du processus sur un dispositif de concertation.

La Métropole doit s'entourer d'experts sélectionnés parmi ses partenaires, et auprès de prestataires compétents pour l'assister dans ces différentes tâches.

Au titre des partenaires,

AirPACA est détenteur de données relatives à la qualité de l'air et aux gaz à effet de serre, qu'il fournit à l'ORECA (Observatoire Régional de l'Énergie, du Climat et de l'Air de PACA), base du diagnostic des émissions du SRCAE (Schéma Régional Climat Air Énergie), et qu'il utilise pour réaliser les cartographies de l'air et du bruit pour les Conseils de Territoire de la Métropole. Dans un objectif de cohérence, Air PACA pourrait fournir à la Métropole les données demandées dans les textes réglementaires.

L'ORECA collecte des données notamment auprès des opérateurs énergétiques, et réalise des études territorialisées.

Les Agences d'Urbanisme par les travaux et études réalisées dans le cadre des projets d'aménagement ou leur fonction observatoire doivent contribuer.

Des conventions ou avenants aux conventions existantes pourront être établies pour préciser les apports de chaque partenaire.

Chacun des six territoires qui compose la Métropole dispose de données et travaux utiles pour la construction du Plan Climat métropolitain, lesquels constitueront une base de travail pour le prestataire. L'assistance à maîtrise d'ouvrage, composée d'un ou plusieurs bureaux d'études, pourrait se voir confier les missions suivantes :

- ✓ collecter, analyser et synthétiser l'ensemble des ressources documentaires disponibles sur les territoires et les thématiques,
- ✓ collecter les données auprès des autres DGA de la Métropole,
- ✓ analyser des données relatives aux émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre,
- ✓ estimer la séquestration nette de dioxyde de carbone et de ses possibilités de développement,
- ✓ proposer des définitions de scénarii d'objectifs de réduction,
- ✓ proposer une stratégie d'atténuation des gaz à effet de serre et de polluants,
- ✓ proposer des scénarii d'interventions,
- ✓ proposer des plans d'actions (métropolitains, territoriaux),
- ✓ effectuer une analyse économique et sociale des propositions,
- ✓ élaborer un schéma de développement des énergies renouvelables et de récupération,
- ✓ organiser la planification énergétique à l'échelle métropolitaine et territoriale,
- ✓ réaliser un schéma d'écologie industrielle et territoriale, d'économie circulaire et de la fonctionnalité, en lien avec le plan d'action régional d'économie circulaire en cours de construction,
- ✓ proposer une compilation et compléments d'études sur l'adaptation du territoire aux changements climatiques, croisée avec les problématiques environnementales (air, bruit, biodiversité, risques ...),
- ✓ conduire l'animation de l'élaboration, de la concertation (selon un concept de design de politiques publiques, de méthodes participatives ...),
- ✓ émettre une proposition de la méthodologie et des outils d'évaluation de la démarche et des impacts,
- ✓ contribuer aux propositions d'action de communication, organisation de conférence, graphisme, etc.

En complément, la Métropole pourra être amenée à adhérer ou à participer à des associations ou des organismes spécialisés sur ces sujets ou d'organiser des partenariats selon des formules innovantes...

Le montant de dépenses sur 2 années est estimé à 200.000 euros pour cette assistance à maîtrise d'ouvrage. La recherche de financements sur tout ou partie du projet sera effectuée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- Le décret n° 2016-849 du 28 juin 2016 relatif au Plan Climat-Air-Energie Territorial ;
- L'arrêté du 4 août 2016, relatif au Plan Climat-Air-Energie Territorial.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'engagement de l'élaboration du Plan Climat-Air-Energie Territorial métropolitain.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à informer le Préfet des Départements des Bouches- du-Rhône, de Vaucluse et du Var, le Préfet de la Région Provence-Alpes-

Côtes d'Azur, les Présidents des Conseils Départementaux des Bouches-du-Rhône, de Vaucluse et du Var, et le Président du Conseil Régional Provence-Alpes-Côtes d'Azur, ainsi que les maires des communes concernées, les représentants des autorités organisatrices mentionnées à l'article L. 2224-31 du Code Général des Collectivités Territoriales présentes sur le territoire, les Présidents des organismes consulaires compétents sur son territoire ainsi que les gestionnaires de réseaux d'énergie (autorité concédante de la distribution de l'électricité et du gaz) présents sur son territoire, de l'engagement du Plan Climat-Air-Énergie Territorial de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et des modalités de son élaboration.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces relatives à ce dossier ;

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux Budgets Primitifs 2017 et 2018 de la Métropole au titre de la Politique Climat-Air-Énergie.

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 002-1133/16/CM

■ Candidature à l'Appel à Manifestation d'Intérêt de l'ADEME - Plan Climat Air Énergie Territorial et Bruit

MET 16/1734/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le transport routier génère de la pollution de l'air et des nuisances sonores qui constituent des problématiques environnementales et de santé publique particulièrement sensibles sur notre territoire. Ces nuisances provenant d'une même source (la route) conduisent à favoriser des actions ciblées sur la recherche de solutions convergentes.

Les initiatives de réduction du bruit et pour le traitement des Points Noirs Bruit (PNB), en général, se complètent mais peuvent parfois se contredire, avec les actions conduites en faveur du climat, de la qualité de l'air et de la maîtrise de l'énergie :

- Isolation sonore des habitations / qualité de l'air intérieur

- Choix de matériaux de protection générant un fort impact d'émission de gaz à effet de serre

- Choix d'aménagements urbains compacts pour réduire les nuisances globales mais générant des concentrations de pollution sur certains secteurs.

Dans ce contexte et dans un souci d'efficacité technique et économique, la recherche d'une convergence des actions climat, air, énergie et bruit, notamment au travers des documents de planification et d'orientation stratégique, devient alors une nécessité.

C'est pourquoi l'ADEME vient de lancer un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) « PCAET et Bruit » auprès des EPCI qui vise à favoriser une approche intégrée Climat Air Énergie & Bruit pour la prise en compte couplée des aspects sanitaires liés à ces thématiques dans la planification.

Objectifs :

Afin de faire émerger des expérimentations de prise en compte renforcée du bruit dans les Plans Climat Air Énergie Territoriaux (PCAET) en articulation avec d'autres actions sur le bruit, cet AMI vise à s'appuyer sur des EPCI engagés sur ces actions et motivés pour approfondir cette prise en compte croisée. L'ADEME souhaite ainsi :

- favoriser l'expérimentation de l'articulation convergente des actions Climat, Air, Énergie, Bruit notamment via les deux plans PCAET et PPBE, appliquée à la planification territoriale, au projet urbain et à l'aménagement ;
- capitaliser et valoriser ces expériences ;
- encourager et multiplier ces dynamiques collectives permettant une transition énergétique et environnementale durable des territoires par effet pérenne.

Accompagnement :

Les collectivités retenues bénéficieront d'un accompagnement de la part de l'ADEME qui comporte :

- l'accompagnement par une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) spécialisée, mutualisée au niveau national et spécifique pour chaque projet lauréat. Dimensionnée pour 20 mois, l'AMO proposera des pistes d'actions ou des conseils techniques et stratégiques pour aller plus loin dans les actions convergentes Climat, Air, Énergie, Bruit par le biais de boîtes à outils. Le partage et la capitalisation des retours d'expériences portés par les territoires

et des experts seront au centre de l'AMI ;

- la valorisation des actions de contacts, de mise en réseau et de visibilité via les différents supports de communication de l'ADEME (site Internet, centre de ressources PCAET, blogs, colloques...).

L'ADEME prévoit notamment l'élaboration d'un document « Recommandations et préconisations PCAET et Bruit », de portée nationale, posant les bases de la réflexion sur l'articulation convergente des actions climat, air, énergie et bruit, notamment via le PCAET et le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement et également des pistes de réflexion et d'actions pour aller plus loin.

Candidature de la Métropole d'Aix-Marseille Provence :

Dans un contexte de structuration de ses politiques, il peut apparaître opportun, pour le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, de répondre à cet appel à manifestation d'intérêt de portée nationale pour plusieurs raisons :

- cinq territoires sur six sont engagés dans des PCAET ;
- le travail sur le PCAET métropolitain est en cours et devrait durer 24 mois, dans le même calendrier que l'AMI ;
- 3 territoires sont engagés dans des programmes actifs de lutte contre les nuisances sonores (financement de protections contre le bruit, mise en place de dispositifs de mesures et observatoire du bruit, aides aux particuliers, accompagnement des communes...).

La candidature de la Métropole à cet AMI permettrait de valoriser des actions menées depuis plusieurs années localement dans un réseau national. Elle offrirait un cadre d'échange d'expériences entre territoires. Elle permettrait d'enrichir le PCAET métropolitain avec des actions convergentes air/bruit.

Plusieurs types d'actions pourront être mises en œuvre ou testées sur les territoires et ayant des impacts positifs sur les thèmes air, climat, bruit :

- isolations acoustique et thermique (aide aux particuliers, intégration dans les cahiers des charges des réhabilitations) et ventilation adaptée des locaux
- végétalisation de l'espace urbain (lien zone calme/îlot de chaleur)

- diminution de la place de la voiture par des solutions de planification (stationnement, circulation douce, retrait des projets d'habitations vis-à-vis de la route)

- organisation de la livraison du dernier kilomètre

- test de nouvelles solutions sur les revêtements routiers

- protections routières intégrées

- réduction de la vitesse, fluidité du trafic

- promotion du véhicule électrique et une motorisation « verte » pour les véhicules de transport en commun

- covoiturage, plan de déplacement entreprises

- suivi environnemental (Climat/Air/Bruit) des projets structurants du territoire

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- La directive européenne du 25 juin 2002 relative à l'évolution et la gestion du bruit dans l'environnement et ses textes d'application en droit français (décret du 24 mars 2006 et arrêté du 4 avril 2006).

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il est opportun pour la Métropole de participer à l'appel à manifestation d'intérêt de l'ADEME « PCAET et Bruit ».

Délibère

Article 1 :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'engage à déposer un dossier de candidature à l'Appel à Manifestation d'Intérêt de l'ADEME « PCAET et Bruit » et à demander les subventions qui s'y rattachent.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les pièces relatives à ce dossier,

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux Budgets Primitifs 2017 de la Métropole au titre de la Politique Air, Energie, Climat et de la lutte contre les nuisances sonores.

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 003-1134/16/CM

■ Elaboration d'un Projet Alimentaire Territorial (PAT) à l'échelle du département des Bouches-du-Rhône - Réponse à l'appel à Projet National pour l'Alimentation (PNA) 2016/2017 - Décision de principe MET 16/1743/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis une trentaine d'années, les surfaces agricoles et le nombre d'agriculteurs ne cessent de diminuer. Une étude récente de l'Agence d'Urbanisme du pays d'Aix (AUPA) montre qu'au rythme de la réduction des terres cultivées ces dix dernières années (1800 hectares par an entre 2000 et 2010), l'agriculture pourrait disparaître de notre territoire en quatre générations, voire peut-être avant si l'on prend en compte les effets de la pression foncière dans les secteurs périurbains (prix élevé des terres nourricières, rétention foncière à des fins spéculatives, instabilité des documents d'urbanisme...).

En parallèle, les projections de croissance démographique à l'horizon 2020 sont estimées par l'Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise (AGAM) entre 110 000 et 180 000 habitants supplémentaires, portant le nombre d'habitants

métropolitains à un niveau compris entre 1,94 M et 2,02 M d'habitants, contre 1,8 M en 2010.

Dans un tel contexte, le rôle nourricier de nos terres agricoles est donc posé. Il trouve tout son sens au sein d'un Projet Alimentaire Territorial (PAT) à élaborer, tel que l'introduit la Loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt (LAAAF), votée en 2014.

Près de 40.000 visiteurs se sont déplacés, début juin à Salon-de-Provence, au premier Salon des Agricultures de Provence. Les attentes de la part des habitants concernent le contact avec la terre, les saisons et la qualité, retrouver la confiance dans les produits, au travers du contact direct avec les producteurs locaux et le retour.

Au-delà des rôles économiques, de prévention des risques majeurs, ou culturels et touristiques que joue l'agriculture, les enjeux de souveraineté, de sécurité alimentaire et la dimension nutrition-santé-environnement ne cessent de prendre de l'importance dans la prise de conscience collective. L'accessibilité sociale aux produits de terroir fait également partie des questions qui sont posées.

A l'échelle des six territoires de la Métropole, un grand nombre de politiques publiques pour la préservation du foncier, le maintien et le développement d'une agriculture de proximité, de qualité, favorisant le développement des circuits courts, sont menées, certaines depuis les années 90.

La richesse, la diversité et le caractère innovant des actions mises en œuvre par les territoires constituent, d'ores et déjà, une formidable ressource d'actions, de projets, d'expériences et de volonté commune de construire ensemble une politique agricole et alimentaire globale, viable économiquement, ambitieuse, durable, répondant aux besoins actuels et futurs de la population.

En tant que collectivité, un rôle majeur est à jouer dans la construction d'une gouvernance alimentaire. La LAAF nous donne l'opportunité de nous engager, sans attendre, dans l'élaboration d'un Projet Alimentaire Territorial (PAT) au travers d'un dépôt de candidature à l'appel projet national lancé par le ministère de l'agriculture dans le cadre du Plan National pour l'Alimentation (PNA) 2016-2017.

Les objectifs du projet de PAT sont de construire une gouvernance alimentaire qui permette de rapprocher la production locale et la consommation locale, dans ses trois dimensions :

- Une dimension économique : structuration et consolidation des filières dans les territoires et mise en adéquation de l'offre avec la demande locale ; contribution à l'installation d'agriculteurs et à la préservation des

espaces agricoles sans lesquels la production n'est pas possible

- Une dimension environnementale : développement de la consommation de produits issus de circuits de proximité ; valorisation d'un nouveau mode de production agro-écologique, dont la production biologique
- Une dimension sociale : c'est un projet collectif, fondé sur la rencontre d'initiatives, et regroupant tous les acteurs d'un territoire ; il contribue à une identité et à une culture du territoire et permet de valoriser les terroirs.

La réponse à l'appel à projet national portera sur le lancement d'une étude et mise en place d'actions à l'échelle du département des Bouches-du-Rhône, dans un cadre multi- partenarial, mobilisant toutes les volontés les ressources et les compétences de tous les acteurs.

L'échelle du département des Bouches-du-Rhône constitue en effet une échelle pertinente pour déployer un tel projet. A la fois urbain et rural, il bénéficie d'un bassin de consommation et d'un bassin de productions spécialisées.

Le Syndicat Mixte du Pays d'Arles ayant souhaité s'engager dans la même démarche, dont il partage les enjeux et l'ambition, a proposé de répondre à cet appel à projet national en commun, avec la métropole en tant que chef de file. A nos côtés un grand nombre de partenaires institutionnels et associatifs : Etat, Conseil Départemental, Conseil Régional, Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône, l'association Filières Paysannes, le réseau national Terres en Ville, le Réseau Rural PACA, ...

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'enjeu alimentaire est un des axes prioritaires de la politique publique métropolitaine ;
- Le caractère expérimental et innovant de cette démarche au plan national de par sa dimension métropolitaine et son impact démographique ;
- La volonté politique et la mobilisation des six territoires sur ce projet ;
- L'engagement du Syndicat mixte du Pays d'Arles, par adoption d'une délibération en Comité syndical du 27 juillet 2016 proposée par sa Commission agriculture, dans l'élaboration d'un Projet alimentaire territorial à l'échelle des Bouches-du-Rhône en partenariat avec la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de l'élaboration d'un Projet Alimentaire Territorial à l'échelle du l'ensemble du département de Bouches-du-Rhône en partenariat avec le Pays d'Arles.

Article 2 :

Est approuvé le dépôt d'un dossier de candidature par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'appel à Projet National pour l'Alimentation 2016-2017, en partenariat avec le Pays d'Arles, ainsi que l'ensemble des partenaires mobilisés.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, du Conseil Départemental, du Conseil Régional et de tout autre financeur pour la réalisation de cette opération.

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 004-1135/16/CM

■ Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire - Modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire
MET 16/1769/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Pour mémoire, le Grand Site Sainte-Victoire est un Syndicat mixte ouvert, créé en 2000, composé du Conseil Départemental des Bouches du Rhône, du Conseil Régional PACA, et jusque fin 2015 de la Communauté du Pays d'Aix. Les représentants au Conseil Syndical et le budget de fonctionnement de la structure ont été répartis de la façon suivante : 50 % pour le CD13, 11 % pour le CRPACA et 39% pour la CPA. Le budget de fonctionnement est de 1.409.000 € pour 2016 et de 525.000 € pour l'investissement. Le personnel est constitué à ce jour de 27 agents, dont un agent en détachement au Parc National des Calanques pour 3 ans (à partir de juin 2016) et un agent en disponibilité

Par courrier du 15 décembre 2015, le Préfet des Bouches-du-Rhône a informé la Présidente du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors – Sainte-Victoire – Grand Site Sainte-Victoire, le Président du Conseil Régional PACA, la Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de l'obligation de dissoudre le Syndicat et son intégration dans la Métropole courant 2016.

La dissolution du syndicat entraîne :

- la substitution de la Métropole au syndicat mixte
- La reprise des missions et actions du syndicat par la métropole, à savoir :
 - la mise en œuvre d'un projet de préservation, de gestion et de mise en valeur du site, répondant aux principes du développement durable (Label Grand Site de France)
 - la prévention des incendies (Plan de Massif de Protection des Forêts Contre l'Incendie)
 - l'animation du site Natura 2000.

Au terme d'échanges entre la Métropole et la Préfecture, un arrêté de fin d'exercice des compétences devait être pris à effet du 31 décembre

2016. Le Comité Syndical devra adopter son compte administratif avant le 31 décembre 2016 afin de compléter les formalités de dissolution avant la fin de l'année.

Les conséquences de cet arrêté, sont le transfert intégral des personnels, des biens, des droits et obligations, de l'actif et du passif à la Métropole à la date de sa prise d'effet, conformément à l'article L. 5215-21 du CGCT qui renvoie lui-même aux articles L. 5217-7 et L.5211-41 2^e alinéa. Ainsi, la Métropole doit organiser, à cette date, le versement des salaires des agents transférés, le respect des contrats souscrits, le paiement des engagements pris par le Syndicat (marchés en cours, frais divers...) et la récupération des recettes (subventions, participations FCTVA ...).

Il est précisé que les contrats en cours sont transférés sans qu'il soit besoin d'un avenant. Néanmoins, une notification au co-contractant sera effectuée

En ce qui concerne le personnel, il relèvera de la Métropole dans les conditions de statut et d'emploi qui étaient les siennes au sein du Syndicat au moment du transfert. Ce principe d'application concerne tant les agents titulaires, que les agents non titulaires.

Le Conseil de la Métropole, prenant en considération la motion votée par le Comité Syndical du 1^{er} mars 2016, fait sien les principes :

- de poursuivre le projet global de territoire autour du label Grand site de France, du Plan de Massif et de Natura 2000, avec l'adoption d'un document cadre 2017-2022
- d'une organisation reposant notamment sur un comité de pilotage réunissant autour de la Métropole, le Département, la Région, l'État et potentiellement les 14 communes territorialement concernées
- de s'appuyer sur l'organisation actuelle afin d'assurer l'ensemble des missions transversales en étroite collaboration, et dans une unité de lieu inscrite dans le territoire du Grand Site.

Le transfert de l'actif et du passif du Syndicat à la Métropole peut entraîner un déséquilibre budgétaire en cas d'arrêt des participations financières du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et de la Région. Les financements à compenser par la Métropole sur le fonctionnement pourraient alors atteindre 810.000 € (sur la base du Budget 2016).

Il sera entrepris de passer des conventions de partenariat avec ces collectivités aussi bien sur le fonctionnement que sur l'investissement. Leurs Présidents ont été sollicités en ce sens. Les discussions sont en cours.

Pour répondre aux préoccupations des élus siégeant au Conseil Syndical et du personnel, il est proposé une intégration de l'équipe du Grand Site Sainte-Victoire au sein des services de la Métropole qui serait affectée au Conseil de Territoire du Pays d'Aix dans le cadre de l'exercice des compétences déléguées par la Métropole à ses Conseils de Territoire.

Une coordination politique et thématique sera constituée avec les Vice-présidents délégués de Métropole et les Directeurs Généraux Adjointes en charge des compétences concernées.

En parallèle, il est proposé la création de différentes instances dont un Comité de pilotage pour conduire le Projet Grand Site de France instance à laquelle seront associés le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, les Services de l'État et les communes concernées. Un comité de pilotage pour le Site Natura 2000 et un Comité Consultatif de Massif Forestier pour la programmation des travaux de Défense Contre l'Incendie seront aussi proposés. D'autres instances de gouvernance complémentaires pourront être proposées. Cette organisation permettra de maintenir la dynamique initiée sur ce territoire dans un modèle partenarial correspondant aux exigences de la labellisation Grand Site de France.

Une prochaine délibération précisera le cadre, les attributions et la composition de ces instances.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Il est pris acte de la dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors Sainte-Victoire au 31 décembre 2016.

Article 2 :

Sont approuvés les principes suivants :

- de poursuivre le projet global de territoire autour du label Grand site de France, du Plan de Massif et de Natura 2000, avec l'adoption d'un document cadre 2017-2022
- d'une organisation reposant notamment sur un comité de pilotage réunissant autour de la Métropole, le Département, la Région, l'État et potentiellement les 14 communes territorialement concernées
- de s'appuyer sur l'organisation actuelle composée de l'équipe figurant sur le tableau ci-annexé afin d'assurer l'ensemble des missions transversales en étroite collaboration, et dans une unité de lieu inscrite dans le territoire du Grand Site.

Article 3 :

Les services et les agents de l'actuel Syndicat Mixte seront intégrés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Conseil de Territoire du Pays d'Aix (liste en annexe 2) ainsi que les biens, les contrats, les droits et obligations au moment du transfert des activités du Syndicat à la Métropole.

Article 4 :

Il est donné comme objectif de finaliser les discussions avec les partenaires (CD13, CRPACA, Services de l'État) du Grand Site Sainte-Victoire sur une proposition de partenariat fixé par convention, assurant les participations pérennes (pluri-annuelles) au financement de l'entité, des actions et des projets proposés. Ces partenariats seront présentés lors du prochain Conseil de Métropole.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

Madame Martine VASSAL ne participe pas au vote.

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 005-1136/16/CM

■ Adhésion à l'association Prévigrêle et désignation des représentants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence MET 16/1658/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

PREVIGRELE est une association loi 1901, dont l'objet est d'organiser la prévention et la lutte contre les fléaux atmosphériques, et notamment la grêle. Son aire d'action s'étend sur 6 départements (Bouches-du-Rhône, Vaucluse, Drôme, Gard, Ardèche et Hautes-Alpes limitrophes). Elle adhère à l'ANELFA (Association Nationale d'Etude et de Lutte contre les Fléaux Atmosphériques) qui regroupe 15 associations départementales. Ainsi, huit-cent-quarante-trois générateurs au sol en fonctionnement et plus de 1200 stations de mesures (grêlimètres) sont implantés sur le terrain. La zone protégée est d'environ 60 000 km².

Le programme de prévention de la grêle réalisé par PREVIGRELE consiste à ensemençer les nuages à grêle à partir d'un réseau de 149 générateurs au sol dans le réseau « sud-est » et à mesurer les chutes de grêle au moyen d'un réseau de grêlimètres. La surveillance contre les risques de grêle se fait sur une période allant du 15 mars au 15 octobre en partenariat avec l'ANELFA et Météo France.

Il est rappelé que l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance a adhéré à Prévigrêle par délibération n°72/12 en date du 26 mars 2012.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit aux six anciens Etablissements Publics de Coopération Intercommunaux (EPCI) fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

Dès lors il est proposé à la Métropole d'Aix Marseille Provence d'adhérer à l'Association Prévigrêle et d'approuver le montant de la cotisation fixée à un euro conformément à l'article 5 du Règlement Intérieur de l'association. Dans ce cadre, il appartient également au Conseil de la Métropole de désigner ses représentants à raison d'un membre titulaire et d'un membre suppléant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération communautaire n°72/12 de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance en date du 26 mars 2012 relative à l'adhésion à l'Association Prévigrêle ;
- Les statuts de l'Association Prévigrêle modifiés en Assemblée Générale du 4 décembre 2014.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'adhésion à l'association Prévigrêle pour l'année 2016.

Article 2 :

Sont désignés comme représentants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein de l'Association Prévigrelle en tant que :

Membre titulaire : Monsieur Philippe GRANGE

Membre suppléant : Monsieur Michel MILLE

Article 3 :

Les désignations emportent autorisation pour les personnes intéressées de se porter candidates et d'accepter toutes fonctions de direction qui pourraient leur être confiées, et notamment celle de Président, membre du Bureau, membre du Conseil d'Administration.

Article 4 :

Le montant de l'adhésion s'élève à 1 € pour l'année 2016.

Vote Contre du groupe Front National
Rassemblement Bleu Marine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 006-1137/16/CM

■ Adhésion et versement de la cotisation 2016 à l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC) MET 16/1588/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans un contexte où les besoins en énergie augmentent, les ressources énergétiques deviennent plus rares, plus chères, il est nécessaire pour les territoires de développer une vision d'avenir concernant leur gestion de l'énergie, leurs besoins, leurs vulnérabilités, leurs opportunités.

Sobriété, diversification énergétique, les alternatives existent.

Dans cet objectif, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) ainsi que ses partenaires, membres fondateurs, que sont la ville de Marseille, la Région, le CG13 et l'ADEME ont créé une Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC) le 6 octobre 2012.

La création de cette ALEC a été une des premières actions du Plan Climat-Energie Territorial (PCET) adopté le 26 octobre 2012.

Il s'agissait de la première ALEC de la région PACA : il en existe désormais 35 dans toute la France.

Les ALEC sont inscrites dans le code de l'Energie (article L211-5-1) depuis l'entrée en vigueur de la loi

Royal relative à la Transition Energétique pour la Croissance Verte (article 192). Elles sont désormais reconnues en qualité d'organismes d'animation territoriale, créés à l'initiative des collectivités territoriales et ayant pour objet de conduire en commun une mission de service public de la transition énergétique auprès des :

- Particuliers,
- Copropriétés,
- Collectivités locales,
- Entreprises.

Ces structures associatives constituent donc un partenaire de terrain indispensable pour les collectivités dans la mise en œuvre de projets au service de la transition énergétique.

Considérant que les actions menées par cette association concourent aux objectifs du PCET adopté le 26 octobre 2012, il est proposé que la Métropole adhère à l'association et la soutienne en lui versant sa cotisation pour l'année 2016.

Conformément à la délibération du Conseil d'Administration en date du 30 septembre 2016 relative la mise à jour des barèmes de cotisations de l'association, reportés dans son règlement intérieur, la cotisation 2016 de la Métropole Aix Marseille Provence se détermine comme suit :

- 0,10 € par habitant sur le périmètre géographique d'intervention de l'ALEC, à ce jour, le territoire « Marseille Provence » (CT 1 de la Métropole Aix-Marseille Provence comptant une population de 1 045 823 habitants – données INSEE 2013)

Sur la base de ce calcul, le montant de l'adhésion 2016 est fixé à 104 582,30 €.

En tant que membre fondateur, la Métropole disposera de 9 sièges au Conseil d'administration : 9 titulaires et 9 suppléants.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que ces différents éléments illustrent la contribution de l'ALEC au renforcement du service public métropolitain de la performance énergétique
- La continuité que permet cette adhésion dans le partenariat construit depuis plusieurs années par Marseille Provence Métropole avec cette association en matière de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion et le versement de la cotisation 2016 d'un montant annuel de 104 582,30 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Sous-Politique G610 –Nature 6281– Fonction –71

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 007-1138/16/CM

■ Acquisition amiable des parcelles H805, 809, 810, 907, 912, 913, 1348, 1349, 1352, sur la commune de Pertuis, réalisée dans le cadre de la convention d'intervention foncière avec la SAFER dans la continuité du dispositif de couveuse agricole
MET 16/1620/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa Charte Agricole avec ses différents partenaires, le territoire du Pays d'Aix a décidé de soutenir la création d'espaces test agricoles de type couveuses/ pépinières d'entreprises agricoles afin de favoriser l'installation de nouveaux agriculteurs, de permettre le maintien et la reconquête des terres agricoles et le redéploiement d'une agriculture péri-urbaine de proximité.

Ce projet innovant de couveuse/ pépinière d'entreprises agricoles a démarré, dans les faits, le 1er février 2016, avec le recrutement et l'installation du premier porteur de projet, matérialisés par la signature du CAPE (Contrat d'Appui au Projet d'Entreprise) et des différentes conventions avec les partenaires (SAFER, CREA, Chambre d'Agriculture de Vaucluse).

Afin de pérenniser et d'ancrer le dispositif de couveuse/pépinière agricole sur le territoire, accueillir de nouveaux porteurs de projets et faire de l'espace-test agricole un lieu emblématique du territoire pour la formation *in situ* des futurs agriculteurs et le test de projets agricoles en conditions réelles, le Conseil de la Métropole a approuvé le 28 avril 2016, par délibération n°HN092-223/16/CM le principe d'acquisition des parcelles AY 144, BB 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, et 167 (pour une superficie totale au sol de 4 ha 60 a et 10 ca) situées Chemin de Malespine sur la commune de Pertuis et pour une valeur de 295 000€ HT.

Le 28 juin 2016, un deuxième porteur de projet a intégré l'espace-test agricole avec la signature du CAPE. Ce candidat, en reconversion professionnelle, va développer, sous la serre, un projet de culture maraîchère après remise en culture des terres et fertilisation en engrais vert.

Par ailleurs, dans le but de faciliter l'installation des futurs exploitants agricoles, en sortie du dispositif couveuse, sur le territoire de la commune de Pertuis, la SAFER a procédé dans le cadre de la convention d'intervention foncière, à l'acquisition amiable au prix de 102 014,00€ (prix validé par France Domaine) de terres et vergers de pommiers en friche, d'une superficie de 10ha 20a 14ca, appartenant à la SCA TROIMAR.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'acquisition des parcelles H 805, 809, 810, 907, 912, 913, 1348, 1349, 1352, situées « Iscles de Réparade » et « Réparade » sur la commune de Pertuis – 84 120, au prix de rétrocession du bien de 114 845,00 € comprenant :

Le prix d'achat par la SAFER	102 014,00 €
Les frais d'achat supportés par la SAFER (frais notariés)	2 870,00 €
Les frais d'intervention SAFER :	8 161,00 €
Les frais d'avocat supportés par la SAFER dans le cadre de la procédure devant le TGI d'Aix-en-Provence autorisant la vente par le mandataire judiciaire à la SAFER	1 800,00 €
TOTAL	114 845,00 €

A ce prix de rétrocession du bien, il faut ajouter les frais de portage et financiers* : 5,138 € par jour de stockage (*frais calculés pour la période allant du jour de l'acquisition par la SAFER au jour du paiement effectif par la collectivité, entre les mains de la SAFER).

Cette acquisition contribuera à favoriser le renouvellement des générations d'exploitants, la reconquête des terres agricoles et le maintien d'une agriculture péri-urbaine de proximité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2004_A326 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2004 approuvant la Charte agricole de la Communauté du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2015_B151 du Bureau communautaire de la CPA du 9 avril 2015 approuvant une convention d'objectifs avec la Chambre d'agriculture de Vaucluse pour l'année 2015 ;

- La délibération n°2015_B443 du Bureau communautaire de la CPA du 24 septembre 2015 approuvant une convention d'objectifs avec la Chambre d'agriculture de Vaucluse pour l'année 2015 concernant la Couveuse/pépinière d'entreprises agricoles ;
- La délibération n°2015_A163 du Conseil communautaire de la CPA du 10 juillet 2015, approuvant le dispositif d'aide à la création d'un espace-test couveuse/pépinière d'entreprises agricoles et donnant délégation au Bureau de la Communauté pour décider des conventions et subventions nécessaires à la mise en place concrète de ce dispositif ;
- la délibération n°2015_B756 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant le principe d'acquisition des parcelles BB 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 144 et 167 sur la commune de Pertuis afin de pérenniser et d'ancrer le dispositif de couveuse/pépinière agricole sur le territoire ;
- la délibération n°HN n°092-223/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 approuvant l'acquisition foncière des parcelles AY 144, BB 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, et 167 sur la commune de Pertuis pour assurer un bon fonctionnement de la couveuse agricole et pérenniser le dispositif ;
- La délibération n°HN 025-095/16/BM du Bureau de la Métropole du 28 avril 2016, approuvant la Convention n°16/0086 conclue entre la Chambre d'Agriculture du Vaucluse et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition des parcelles H 805, 809, 810, 907, 912, 913, 1348, 1349, 1352, situées aux « Iscles de Réparade » et « Réparade », sur la commune de Pertuis, pour un montant de 114 845 € (prix comprenant le prix d'acquisition par la SAFER, les frais d'achat chez le notaire, les frais d'intervention de la SAFER, les frais judiciaires liés à la décision du TGI d'Aix-en-Provence de vente à la SAFER).

Article 2 :

La somme de 114 845 € sera versée à la SAFER au titre de son expertise et de son intervention dans le cadre de cette acquisition. À cette somme s'ajouteront les frais de portage et financiers.

Article 3 :

Ces crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole section d'investissement, ligne budgétaire 6312/2111.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous actes ou toutes décisions nécessaires à la présente acquisition.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 008-1139/16/CM

■ Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière du Pays d'Aix. Interventions sur les communes de Gardanne, Jouques, Les Pennes-Mirabeau et Saint-Antonin-sur-Bayon MET 16/1621/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Sur la base de la Convention cadre d'Intervention Foncière du Pays d'Aix (CIF) avec la SAFER, le présent rapport propose la mise en œuvre d'une action foncière agricole.

Il s'agit de 5 préemptions avec révisions de prix qui concernent quatre communes :

> Gardanne :

– Lieu « dit de Ste Baudille », AA201, AA185 pour une surface de 29 ares et 82 centiares.

> Jouques :

– B 1027, 1028, 1029, pour une surface d'un ensemble de 82 ares et 57 centiares.

– B 1240, pour une surface de 42 ares et 80 centiares.

> Les Pennes Mirabeau :

– BV6, 7, 73 et 89 pour une surface de 1 hectare 80 ares et 22 centiares.

> Saint Antonin sur Bayon :

– Lieu « Quartier des Suis », AO 01, 05 pour une surface de 1 hectare 04 ares et 37 centiares.

Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière : rappel

Cette convention prévoit une information quotidienne des communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que la SAFER doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (600 € TTC), lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'opérations de préemption concernant 5 ventes de parcelles avec révision de prix sur les communes de Gardanne, Jouques, Les Pennes Mirabeau et Saint Antonin sur Bayon :

- **Gardanne**

⇒ Lieu « dit de Ste Baudille » AA201, AA185 pour une surface de 29 ares et 82 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 60 000 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 14 420 € que la

SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront rétrocédées par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Jouques

⇒ □B 1027, 1028, 1029 pour une surface d'un ensemble de 82 ares et 57 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 10 000 € plus 2 000 € de frais d'agence, qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 8 000 € plus 2 000 € de frais d'agence que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront rétrocédées par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la convention d'Intervention Foncière (CIF).

⇒ □B 1240 ; pour une surface d'un ensemble de 42 ares et 80 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 7 500 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 4 830 € que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Les Pennes-Mirabeau

⇒ □BV6, 7, 73 et 89 pour une surface de 1 hectare 80 ares et 22 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 180 000 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 81 530 € que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront rétrocédées par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Saint-Antonin-sur-Bayon

⇒ □Lieu « Quartier des Suis » AO 01, 05 pour une surface de 1 hectare 04 ares et 37 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 45 000 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 17 870 € que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront rétrocédées par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la convention d'Intervention Foncière (CIF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code Rural pris en ses articles L 141-1 et suivants, L 142-1 et suivants, L 143-1 et suivants ;
- La délibération n°2015_B531 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 approuvant les termes de la Convention cadre d'Intervention Foncière (CIF) 2016/2018 du Pays d'Aix avec la SAFER ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intervention demandée par la SAFER au sujet des cinq préemptions en révision de prix sur les communes de Gardanne, Jouques, Les Pennes-Mirabeau et Saint-Antonin-sur-Bayon, dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Article 2 :

La somme de 3 000 € TTC sera versée à la SAFER au titre de son intervention dans le cadre de la CIF, après notification par la SAFER du retrait de la vente des biens par les propriétaires.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole, section de fonctionnement, ligne budgétaire 6312/611.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous actes ou toutes décisions nécessaires à la mise en œuvre de cette Convention d'Intervention Foncière.

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Cadre de vie,
traitement des déchets, eau et
assainissement"***

DEA 001-1140/16/CM

■ Approbation du rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement pour l'année 2015

MET 16/1269/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 95-101 du 2 février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement, a introduit diverses réformes dans la gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Cette loi s'inscrit dans une perspective de transparence vis-à-vis des élus et des consommateurs. L'article

73 de cette loi, et le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dans ses articles D2224-1 à D2224-5 et ses annexes V et VI, prévoit la réalisation d'un rapport annuel du Président sur le prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Pour l'année 2015, les 6 territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ont réalisé leurs rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement :

- un Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire de Marseille-Provence ;
- un Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public de l'assainissement non collectif pour le Territoire du Pays d'Aix ;
- un Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays Salonais ;
- un Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays de Martigues ;
- un Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire Ouest Provence ;
- un Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays d'Aubagne.

Ces rapports ont pour objet de préciser les missions et les objectifs du service public de l'eau potable et de l'assainissement. Ils détaillent un certain nombre d'indicateurs d'activité du service et sont construits le cas échéant en prenant en compte l'analyse des rapports d'activité des délégataires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement et notamment son article 73 ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté du 2 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que les services publics de l'eau et de l'assainissement doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à leur prix et à leur qualité ;
- Que ces rapports doivent être présentés au Conseil de la Métropole et mis à la disposition du public.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les Rapports Annuels sur le Prix et la Qualité du Service Public de l'eau potable et de l'assainissement pour les territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ci-annexés pour l'exercice 2015.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 002-1141/16/CM

**■ Présentation des rapports annuels des délégataires de l'eau et de l'assainissement du Territoire Marseille Provence - année 2015
MET 16/1532/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

La Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), titulaire du contrat de délégation du service public de l'eau pour l'ensemble des communes du territoire Marseille Provence à l'exception de la commune de Plan-de-Cuques et de la partie villageoise de la commune de Gémenos, gérées en Régies, a remis son rapport annuel pour l'exercice 2015.

De la même manière, le Service de l'Assainissement Marseille Métropole (SERAMM), délégataire du service de l'assainissement zone Centre, la Société d'Assainissement Est Marseille Métropole (SAEM), délégataire du service de l'assainissement zone Est et la Société d'Assainissement Ouest Marseille Métropole (SAOM), délégataire du service de l'assainissement zone Ouest ont remis leur rapport annuel pour l'exercice 2015.

Ces rapports sont analysés et contrôlés par les services de l'eau et l'assainissement dont une synthèse est jointe en annexe et sont pris en compte pour la rédaction du RPQS 2015 pour le territoire Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service de l'eau attribuée à la Société des Eaux de Marseille

par délibération AGER 002-607/13/CC du 31 octobre 2013;

- La convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service d'assainissement Zone Centre attribuée à la SERAM par délibération AGER 002-608/13/CC du 31 octobre 2013;
- La convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service d'assainissement Zone attribuée à la SEM par délibération AGER 004-610/13/CC du 31 octobre 2013 ;
- La convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service d'assainissement Zone Ouest attribuée à la SEM par délibération AGER 003-609/13/CC du 31 octobre 2013 ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que les rapports annuels des délégataires pour l'année 2015 ont été remis par :
 - la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM) pour le contrat de délégation du service public de l'eau,
 - le Service d'Assainissement Marseille Métropole (SERAMM), la Société d'Assainissement Ouest Métropole (SAOM) et la Société d'Assainissement Est Métropole (SAEM) pour chacun des contrats de délégation du service public de l'assainissement.

Délibère

Article 1 :

Est pris acte de la présentation du rapport annuel du délégataire pour l'exercice 2015, remis par la Société Eau de Marseille Métropole, attributaire du contrat de délégation du service de l'eau pour l'ensemble des communes du territoire communautaire à l'exception de la commune de Plan-de-Cuques et de la partie villageoise de la commune de Gémenos.

Article 2 :

Est pris acte de la présentation du rapport annuel du délégataire pour l'exercice 2015, remis par le Service d'Assainissement Marseille Métropole (SERAMM) attributaire du contrat de délégation du service de

l'assainissement zone Centre pour les communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Marseille, le Rove, Septèmes-les-Vallons et la zone industrielle de Gémenos.

Article 3 :

Est pris acte de la présentation du rapport annuel du délégataire pour l'exercice 2015, remis par la Société d'Assainissement Ouest Métropole attributaire du contrat de délégation du service de l'assainissement zone Ouest pour les communes de Carry-le-Rouet, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gignac-la-Nerthe, Marignane, Saint-Victoret et Sausset-les-Pins.

Article 4 :

Est pris acte de la présentation du rapport annuel du délégataire pour l'exercice 2015, remis par la Société d'Assainissement Est Métropole attributaire du contrat de délégation du service de l'assainissement zone Est pour les communes de Cassis, Ceyreste, La Ciotat et Roquefort-la-Bédoule.

DEA 003-1142/16/CM

■ Présentation du rapport d'activité 2015 du délégataire du service public de l'eau potable du Territoire du Pays Salonais, Agglopolé Provence Eau MET 16/1687/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Pour l'année 2015, Agglopolé Provence Eau, délégataire du service public de l'eau potable sur les 17 communes du Territoire du Pays Salonais a établi son rapport annuel.

Ce rapport a pour objet de préciser les activités et travaux réalisés par le délégataire ainsi que les résultats financiers relatif au contrat de délégation. Il détaille les indicateurs d'activités du service.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 1411-3 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2005-236 du 14 mars 2005 spécifiant les règles relatives au contenu du rapport annuel élaboré par les délégataires de service public ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis formulé par le Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que les activités des délégataires des services publics de l'eau doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à leurs activités ;
- Que ces rapports doivent être présentés au Conseil de la Métropole ;

Délibère

Article Unique :

Est pris acte du Rapport Annuel du Délégué du Service Public de l'eau potable du Territoire du Pays Salonais de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Agglopol Provence Eau, ci-annexé pour l'exercice 2015.

DEA 004-1143/16/CM

■ Présentation du rapport d'activité 2015 du délégataire du service public de l'Assainissement du Territoire du Pays Salonais, Société des Eaux de Marseille

MET 16/1691/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Pour l'année 2015, Société des Eaux de Marseille, délégataire du service public de l'assainissement du Territoire du Pays Salonais sur la commune de Vernègues a établi son rapport annuel.

Ce rapport a pour objet de préciser les activités et travaux réalisés par le délégataire ainsi que les résultats financiers relatif au contrat de délégation. Il détaille les indicateurs d'activités du service.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 1411-3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2005-236 du 14 mars 2005 spécifiant les règles relatives au contenu du rapport annuel élaboré par les délégataires de service public ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis formulé par le Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 octobre 2016 .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que les activités des délégataires des services publics de l'eau doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à leurs activités ;
- Que ces rapports doivent être présentés au Conseil de la Métropole ;

Délibère

Article Unique :

Est pris acte du Rapport Annuel du Déléataire du Service Public de l'assainissement du Territoire du Pays Salonais de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur la commune de Vernègues, Société des Eaux de Marseille, ci-annexé pour l'exercice 2015.

DEA 005-1144/16/CM

■ Présentation du rapport d'activité 2015 du délégataire du service public de l'Assainissement du Territoire du Pays Salonais, Agglopolé Provence Assainissement MET 16/1692/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Pour l'année 2015, Agglopolé Provence Assainissement, délégataire du service public de l'assainissement sur 16 communes du Territoire du Pays Salonais a établi son rapport annuel.

Ce rapport a pour objet de préciser les activités et travaux réalisés par le délégataire ainsi que les résultats financiers relatif au contrat de délégation. Il détaille les indicateurs d'activités du service.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 1411-3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2005-236 du 14 mars 2005 spécifiant les règles relatives au contenu du rapport annuel élaboré par les délégataires de service public ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole;

- L'avis formulé par le Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que les activités des délégataires des services publics de l'eau doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à leurs activités ;
- Que ces rapports doivent être présentés au Conseil de la Métropole ;

Délibère

Article unique :

Est pris acte du Rapport Annuel du Déléataire du Service Public de l'assainissement du Territoire du Pays Salonais de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Agglopolé Provence Assainissement, ci-annexé pour l'exercice 2015.

DEA 006-1145/16/CM

■ Présentation des rapports annuels 2015 des délégataires des services d'eau potable et d'assainissement collectif du territoire d'Istres Ouest Provence MET 16/1272/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le SAN Ouest Provence jusqu'au 31 décembre 2015 était compétent dans les domaines de la distribution d'eau potable et de l'assainissement collectif. Dans ce cadre, il avait délégué, par affermage, l'exploitation de ces services à :

- la Société des Eaux de Marseille (SEM) pour les communes de Grans et Cornillon-Confoux ;
- la Société Eaux de Provence (SUEZ – Eaux de Provence) pour les communes d'Istres, Miramas, Fos-sur-Mer et Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Depuis le 1er janvier 2016, suite à la loi MAPTAM n°2014-58 du 27 janvier 2014, complétée par la loi NOTRe n° 2015-991 du 7 août 2015, le SAN Ouest Provence a fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, laquelle depuis cette date, est devenue l'autorité délégante en la matière.

Dans ce cadre, conformément à l'article 52 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016, le concessionnaire produit chaque année un rapport

comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services. Lorsque la gestion d'un service public est déléguée, ce rapport permet en outre aux autorités concédantes d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Afin de répondre à cette obligation légale, ces rapports ont été remis par les sociétés délégataires auprès de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Conformément à l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, « dès la communication du rapport mentionné à l'article 52 de l'ordonnance du n°2016-65 du 29 janvier 2016 susmentionnée, son examen est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est pris acte des rapports annuels des délégataires des services publics d'eau potable et de l'assainissement collectif de la société Eaux de Provence.

Article 2 :

Est pris acte des rapports annuels des délégataires des services publics d'eau potable et de l'assainissement collectif de la Société des Eaux de Marseille.

DEA 007-1146/16/CM

■ Approbation du règlement de service de l'Eau de la commune de Plan-de-Cuques MET 16/1216/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Un règlement de service de l'eau est prévu pour toutes les communes de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence que ce service soit géré par une régie directe ou par un affermage. Ce règlement est destiné à déterminer les relations entre les usagers du service public de distribution d'eau potable et le représentant de ce service, en fixant ou en rappelant les droits et obligations de chacun.

De récentes évolutions législatives et réglementaires en ce domaine sont intervenues :

- La loi n° 2006-1772 du 31 décembre 2006 dite « loi sur l'eau et les milieux aquatiques » (LEMA), modifiant les procédures de résiliation des abonnements et interdisant le recours aux dépôts de garantie.
- Le décret n° 2008-652 du 2 juillet 2008 relatif à la déclaration et au contrôle des dispositifs privatifs de prélèvements d'eau, puits ou forages, complété par trois arrêtés ;
- un arrêté du 21 août 2008 relatif à la récupération des eaux de pluie et à leur usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments ;
- un arrêté du 17 décembre 2008 relatif aux éléments à fournir dans le cadre de la déclaration en mairie de tout prélèvement, puits ou forage réalisés à des fins d'usage domestique de l'eau ;
- un arrêté du 17 décembre 2008 relatif au contrôle des installations privatives de distribution d'eau potable, des ouvrages de prélèvement, puits ou forages et des ouvrages de récupération des eaux de pluie.

Ces textes organisent les modalités de contrôle par le service de l'eau de ces dispositifs privatifs dans le but d'éviter toute contamination du réseau public de distribution d'eau potable.

- La loi Brottes et son décret n°2014-274 du 27 février 2014 relatif à la procédure applicable en cas d'impayés des factures d'électricité, de gaz, de chaleur et d'eau.
- La loi Warsmann du 17 mai 2011 et son décret d'application du 24 septembre 2012 relatif à la

facturation en cas de fuites sur les canalisations d'eau potable après compteur ;

- L'adhésion du 22 mai 2015 à la Médiation de l'eau ;
- La loi Hamon n°2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation et ses décrets d'application comportent une série de dispositions significatives visant à créer de nouveaux outils de régulation économiques servant à rééquilibrer les « pouvoirs » entre consommateurs et professionnels.

Les principales dispositions de la loi susmentionnée concernent :

- L'interdiction de vente sans accord préalable de l'utilisateur et donc la fin de la « facture contrat » ;
- L'obligation d'informations précontractuelles ;
- Pour les contrats souscrits à distance, l'introduction du droit de rétractation de 14 jours après le paiement de sa facture pour renoncer à un abonnement ;
- L'existence d'une procédure de médiation.

Le nouveau règlement de service répondra à ces exigences réglementaires et il apporte des précisions sur les modalités de souscription à l'abonnement « pour les immeubles collectifs à usage d'habitation ».

Il convient de prendre en considération les évolutions législatives. Ces modifications doivent être intégrées aux règlements de service de l'eau des régions de Gémenos et Plan-de-Cuques.

Une délibération du 20 novembre 2015 a acté des modifications des règlements de service de l'eau pour les autres communes dont le service de l'eau est confié par contrat à un délégataire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2006-1772 du 31 décembre 2006 dite « loi sur l'eau et les milieux aquatiques » (LEMA) ;
- La loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit dite « Warsmann » ;
- La loi n° 2013-312 du 15 avril 2013 visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre et portant diverses dispositions sur la tarification de l'eau ;
- La loi Hamon n°2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation ;
- Le décret n° 2008-652 du 2 juillet 2008 relatif à la déclaration et au contrôle des dispositifs

privatifs de prélèvements d'eau, puits ou forages ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté du 21 août 2008 relatif à la récupération des eaux de pluie et à leur usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments ;
- L'arrêté du 17 décembre 2008 relatif aux éléments à fournir dans le cadre de la déclaration en mairie de tout prélèvement, puits ou forage réalisés à des fins d'usage domestique de l'eau ;
- L'arrêté du 17 décembre 2008 relatif au contrôle des installations privées de distribution d'eau potable, des ouvrages de prélèvement, puits ou forages et des ouvrages de récupération des eaux de pluie ;
- La délibération N° PEDD 005-1020/15/CC du 22 mai 2015 relative à l'adhésion à la Médiation de l'Eau et prise en charge des prestations relatives à l'instruction des dossiers.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient d'adapter le règlement de service de l'eau de la commune de Plan-de-Cuques suite aux évolutions législatives et réglementaires.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le règlement de service de l'eau de la commune de Plan-de-Cuques, ci-annexé.

DEA 008-1147/16/CM

■ Approbation du règlement de service de l'eau de la commune de Gémenos Village

MET 16/1217/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Un règlement de service de l'eau est prévu pour toutes les communes de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence que ce service soit géré par une régie directe ou par un affermage. Ce règlement est destiné à déterminer les relations entre les usagers du service public de distribution d'eau potable et le représentant de ce service, en fixant ou en rappelant les droits et obligations de chacun.

De récentes évolutions législatives et réglementaires en ce domaine sont intervenues :

- La loi n° 2006-1772 du 31 décembre 2006 dite « loi sur l'eau et les milieux aquatiques » (LEMA), modifiant les procédures de résiliation des abonnements et interdisant le recours aux dépôts de garantie ;
- Le décret n° 2008-652 du 2 juillet 2008 relatif à la déclaration et au contrôle des dispositifs privatifs de prélèvements d'eau, puits ou forages, complété par trois arrêtés ;
- Un arrêté du 21 août 2008 relatif à la récupération des eaux de pluie et à leur usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments ;
- Un arrêté du 17 décembre 2008 relatif aux éléments à fournir dans le cadre de la déclaration en mairie de tout prélèvement, puits ou forage réalisés à des fins d'usage domestique de l'eau ;
- Un arrêté du 17 décembre 2008 relatif au contrôle des installations privatives de distribution d'eau potable, des ouvrages de prélèvement, puits ou forages et des ouvrages de récupération des eaux de pluie.

Ces textes organisent les modalités de contrôle par le service de l'eau de ces dispositifs privatifs dans le but d'éviter toute contamination du réseau public de distribution d'eau potable.

- La loi Brottes et son décret n°2014-274 du 27 février 2014 relatif à la procédure applicable en cas d'impayés des factures d'électricité, de gaz, de chaleur et d'eau.
- La loi Warsmann du 17 mai 2011 et son décret d'application du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuites sur les canalisations d'eau potable après compteur.
- L'adhésion du 22 mai 2015 à la Médiation de l'eau.
- La loi n°2014-344 du 17 mars 2014 dite « Hamon » relative à la consommation et ses décrets d'application comportent une série de dispositions significatives visant à créer de nouveaux outils de régulation économiques servant à rééquilibrer les « pouvoirs » entre consommateurs et professionnels.

Les principales dispositions de la loi susmentionnée concernent :

- l'interdiction de vente sans accord préalable de l'utilisateur et donc la fin de la « facture contrat »
- l'obligation d'informations précontractuelles

- pour les contrats souscrits à distance, l'introduction du droit de rétractation de 14 jours après le paiement de sa facture pour renoncer à un abonnement
- l'existence d'une procédure de médiation

Le nouveau règlement de service répondra à ces exigences réglementaires et apportera des précisions sur les modalités de souscription à l'abonnement « pour les immeubles collectifs à usage d'habitation ».

Il convient de prendre en considération les évolutions législatives. Ces modifications doivent être intégrées aux règlements de service de l'eau des régies de Gémenos et Plan-de-Cuques.

Une délibération du 20 novembre 2015 a acté des modifications des règlements de service de l'eau pour les autres communes dont le service de l'eau est confié par contrat à un délégataire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2006-1772 du 31 décembre 2006 dite « loi sur l'eau et les milieux aquatiques » (LEMA) ;
- La loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit dite « Warsmann » ;
- La loi n° 2013-312 du 15 avril 2013 visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre et portant diverses dispositions sur la tarification de l'eau ;
- La loi Hamon n°2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation ;
- Le décret n° 2008-652 du 2 juillet 2008 relatif à la déclaration et au contrôle des dispositifs privatifs de prélèvements d'eau, puits ou forages ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral du 7 juillet 2000 portant création de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- L'arrêté du 21 août 2008 relatif à la récupération des eaux de pluie et à leur usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments ;

- L'arrêté du 17 décembre 2008 relatif aux éléments à fournir dans le cadre de la déclaration en mairie de tout prélèvement, puits ou forage réalisés à des fins d'usage domestique de l'eau ;
- L'arrêté du 17 décembre 2008 relatif au contrôle des installations privatives de distribution d'eau potable, des ouvrages de prélèvement, puits ou forages et des ouvrages de récupération des eaux de pluie ;
- La délibération N° PEDD 005-1020/15/CC du 22 mai 2015 relative à l'adhésion à la Médiation de l'Eau et prise en charge des prestations relatives à l'instruction des dossiers.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient d'adapter le règlement de service de l'eau de la commune de Gémenos Village suite aux évolutions législatives et réglementaires

Délibère

Article unique :

Est approuvé le règlement de service de l'eau de la commune de Gémenos Village, ci-annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 009-1148/16/CM

■ Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant à Monsieur Cabofigue - Station de pompage de Saint-Antoine à La Ciotat MET 16/1501/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Au titre de ses compétences en matière d'eau et d'assainissement, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a réalisé des travaux de confortement de la station de pompage de Saint-Antoine sise quartier le Liouquet à la Ciotat.

La réalisation de ces travaux nécessite de procéder à la régularisation foncière d'une emprise de 44 m² environ à détacher de la propriété de Monsieur Cabofigue cadastrée Section BS n° 241 en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Monsieur Cabofigue accepte de céder ce terrain au prix de 1 100 euros conformément à l'avis de France Domaine.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine n°2010-13V1729/04 en date du 21 juin 2010 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès de Monsieur Cabofigue d'une emprise foncière de 44 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section BS n°241 permettra de régulariser l'assiette foncière de la station de pompage de Saint-Antoine à La Ciotat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel Monsieur Cabofigue s'engage à céder au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence qui l'accepte une emprise foncière de 44 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section BS n°241 sise quartier le Liouquet à La Ciotat au prix de 1 100 euros (mille cents euros).

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au budget annexe Eau 2016 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence-Opération 2015/00004- Sous Politique F150- Chapitre 21- Nature 2111 – code gestionnaire 3DEAET.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 010-1149/16/CM

■ Rapport Annuel 2015 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets du Territoire du Pays d'Aix MET 16/1697/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

1- Rappel du contexte

Les Établissements Publics de Coopération Intercommunales qui assurent l'élimination des déchets ménagers et assimilés élaborent un rapport relatif à cette activité.

Ce document appelé «rapport annuel sur la qualité et le prix du service d'élimination des déchets» est tenu à la disposition du public au siège de l'EPCI et dès sa

transmission dans les mairies de chacune des communes membres du groupement.

Le décret 2000-404 du 11 mai 2000 relatif au rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets définit le contenu du rapport en précisant les indicateurs techniques et les indicateurs financiers devant obligatoirement y figurer. La loi du 17 août 2015 a instauré de nouvelles dispositions en matière de prévention et de gestion de déchets. Le décret n° 2015-1827 du 30 décembre 2015 s'inscrit dans cette loi en précisant les futurs indicateurs techniques et financiers qui doivent figurer dans les rapports annuels. Les dispositions entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2017 et seront donc appliquées pour le rapport annuel 2016 rédigé en 2017.

Conformément aux dispositions notamment de l'article L2224-5 du CGCT, il appartient au président de l'EPCI de présenter ce rapport à son assemblée délibérante. Le rapport d'activité 2015 rentre dans le cadre de ces dispositions.

2- Les indicateurs techniques et financiers du Rapport Annuel Déchets 2015

Ce rapport contient des informations techniques et financières relatives à la compétence de la Communauté en matière de déchets ménagers et notamment celles qui concernent :

- le territoire communautaire, les communes membres, la population communautaire et son évolution de 1999 à 2015, les compétences communautaires en matière de déchets, l'organisation des services et les agents,
- les actions en termes de sécurité dans le cadre de la démarche engagée au sein du Département Prévention et Gestion des Déchets,
- les actions en termes de prévention des déchets dans le cadre du Programme Local de Prévention des Déchets,
- les services, les équipements et les indicateurs techniques de la collecte des déchets ménagers résiduels, de la collecte sélective, des déchèteries et du traitement en ISDnD (Installation de Stockage des Déchets non Dangereux) des déchets résiduels,
- les indicateurs financiers de l'activité de la gestion des déchets. Dans un souci de clarté et de maîtrise des dépenses, depuis le 1^{er} janvier 2015, la Communauté du Pays d'Aix a mis en place un Budget Annexe pour financer le Service Public d'Élimination des Déchets (SPED).

Les principales informations du rapport 2015 sont reprises ci-dessous.

Les indicateurs techniques et financiers de l'activité sont exprimés dans le document par rapport à la population réactualisée de 2015 (référence population Dotation Globale de Fonctionnement).

La population DGF est stable avec + 0,75 % entre 2015 (397 828 habitants) et 2014 (394 876 habitants).

3 - Les données quantitatives et qualitatives de l'activité déchets :

Le gisement des Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) est constitué des tonnages suivants :

- Le tonnage des Déchets Ménagers et Assimilés résiduels après collecte sélective : 139.432 tonnes, soit 350 kg/hab/an. Il diminue de 0,3 % par rapport à l'année précédente soit 463 tonnes en moins.
- Le tonnage issu des Collectes Sélective et Séparative : 21.054 tonnes, soit 53 kg/hab/an. Le tonnage est en diminution de 0,3 % par rapport à 2014 soit 63 tonnes en moins.

Les 21 054 tonnes sont constituées de 19.965 tonnes issues de la collecte sélective des emballages et des papiers journaux revues auprès des ménages et de

747,5 tonnes de collecte séparative des cartons des commerçants sur certains centres-ville (Aix-en-Provence, Les Pennes Mirabeau, Gardanne) et de 15 tonnes de sapin.

Les évolutions pour les différents flux de la collecte sélective issue des ménages :

- + 3,3 % pour les emballages
- 9,5 % pour les papiers / journaux / magazines
- + 1,3 % pour le verre

Le tonnage de déchets collectés en déchèteries : 132.602 tonnes, soit 333 kg/hab/an. Il augmente de 2,4 % par rapport à l'année précédente soit 3152 en plus.

À noter que 1 434 tonnes d'encombrants vont directement en filière de traitement sans transiter pas les déchèteries. Ils sont comptés dans le ratios.

Le tableau ci-dessous récapitule l'ensemble des tonnages collectés en fonction des différents modes de collecte :

	Tonnages 2015	Kg/hab/an
Collecte Déchets Ménagers	139 432	350
Collecte Sélective	19 965	53
Collecte Séparative	747,5	
Déchèterie et	132 602	333
Encombrants vidés en direct	1 434	
Total	294 522	740

→ Au bilan, on constate une augmentation de 0,9 % des tonnages par rapport à 2014. La proportion de déchets entrant dans les filières de valorisation de 44,5 % du total des déchets collectés (rappel en 2014 : 43,4 %, 2013 : 42,5 %, en 2012 : 42 %, en 2011 : 40,6 %, en 2010 : 40 %, en 2009 : 37 % et en 2008 : 34 %).

4 – Les moyens et modes de gestion :

Concernant les moyens matériels :

- 18 déchèteries communautaires et 2 installations non communautaires sont à la disposition des habitants du territoire du Pays d'Aix.
- 5 centres de transfert existent sur le territoire sur lesquels 74 % des Déchets Ménagers résiduels transitent et 80 % de la collecte sélective au porte à porte.

- 5 centres de traitement des déchets ultimes utilisés.
- un parc de plus de 100 véhicules de collecte pour assurer la collecte en régie sur une partie des communes.
- un parc important de dispositifs de pré-collecte composé de bacs roulants, de colonnes aériennes et de dispositifs enterrés (bacs ou colonnes)

Concernant les moyens humains :

- 344 agents au sein du Département Prévention et Gestion des Déchets.
- Stabilisation des effectifs entre 2015 et 2014.

Concernant les modes de gestion des prestations :

- Pour la collecte traditionnelle : 17 communes sont en régie, les autres en prestation déléguée.
- Pour la collecte sélective : 100 % de la population bénéficie de la collecte sélective en porte à porte ou en apport volontaire. Concernant les communes bénéficiant du porte à porte, 12 communes sont en régie et les autres en prestation.
- Pour la collecte sélective en Apport Volontaire : l'exploitation est réalisée en prestation déléguée.
- Pour la gestion des déchèteries : l'exploitation des installations est externalisée auprès de prestataires privés excepté le site de Puyloubier.
- Pour les centres de transfert : l'exploitation est effectuée par des opérateurs privés sauf pour les sites d'Aix-en-Provence et Rousset.

5 - Les données financières - Le coût de la compétence :

Le coût de la compétence du service de collecte et d'élimination des déchets ménagers est de 138,2 €/hab/an.

La décomposition par service des 138,2 € est la suivante :

- 65,7 €/hab/an pour la Collecte Traditionnelle
- 23,5 €/hab/an pour la Collecte Sélective et le Tri (dont 5,3 €/hab pour le tri)
- 23,4 €/hab/an pour le Transport/ Logistique et les Déchèteries.
- 25,5 €/hab/an pour le Traitement

Les recettes pour financer le service provient à 88,5 % de la TEOM à 11,5 % des produits de valorisation matière, de la régie compostage, des subventions et de la vente de service (traitement). Aucune recette complémentaire n'est perçue sur du budget général.

6 - Les données financières - Le détail du compte de gestion 2015 du Budget Annexe du Service Public :

Dans le cadre des règles comptables énoncées par l'instruction Budgétaire M14, a été constaté au compte administratif le résultat de l'exercice 2015 du SPED en section investissement et de fonctionnement.

Le compte de gestion 2015 fait apparaître un solde d'exécution (un excédent) de la section d'investissement et de la section de fonctionnement.

Il a été décidé que l'excédent de l'exercice 2015 soit affecté à la couverture du déficit d'investissement (reste à réaliser de 2015 sur 2016 et réalisation 2015) et que le solde en excédent soit reporté en année N+1, c'est à dire en 2016.

La part des recettes excédentaires s'élevant à 908 790 soit 2,3 €/hab est reportée en 2016

7 – Les actions fortes de l'activité déchet 2015 :

→ Concernant la sécurité des Collectes, le Département Prévention et Gestion des Déchets poursuit la démarche mise en place en matière de sécurité : si le nombre d'accidents reconnus comme accidents du travail diminue depuis 2011, le nombre de jours d'arrêt lié à ces accidents ne cesse d'augmenter ces deux dernières années, soit + 35 % entre 2014 et 2015.

Poursuite de l'effort de formation et de sensibilisation à la prévention des risques . 200 protocoles de chargement/déchargement sont actifs permettant de garantir la sécurité lors de l'intervention des prestataires sur les sites d'exploitation.

Les actions déjà engagées se poursuivent sur différents domaines comme sur le matériel et équipements de protection et sur la protection des sites d'exploitation.

→ Concernant les actions de prévention des déchets menées dans le cadre du Programme Local de Prévention des Déchets, les actions suivantes ont été réalisées :

- le développement du compostage et de la valorisation organique :

La poursuite du programme de mise en place de composteurs individuels, a permis en 2015, de distribuer 1 942 composteurs individuels, soit depuis 2006, 17 866 foyers sur l'ensemble du territoire équipés.

Depuis 2012 une campagne de dotation de lombricomposteurs individuels a été lancée auprès de 534 foyers et en 2015 mise en place de 271 lombricomposteurs collectifs dans la restauration collective.

Le compostage collectif se développe, ce sont 9 nouveaux sites installés depuis 2014.

- les actions scolaires :

Pour l'année scolaire 2014/2015, ce sont 5 500 enfants qui ont bénéficié d'une intervention de matière de sensibilisation à la valorisation des déchets ménagers et au compostage.

- l'opération Stop Pub : plus de 18 900 autocollants ont été distribués.
- les opérations d'animation pour l'achat éco-responsable dans la grande distribution : en partenariat avec 4 enseignes, des espaces dédiés à la prévention ont été installés afin de mobiliser autour de l'achat éco-responsable en privilégiant les produits moins générateurs de déchets. Ce sont 33 200 personnes qui ont été ainsi sensibilisées en 4 ans.
- le don alimentaire : en 2015, le territoire du Pays d'Aix a réalisé une étude d'opportunité de développement du don alimentaire en circuits courts

sur le territoire. Une centaine d'entretiens avec les acteurs concernés (producteurs agricoles, commerces alimentaires...) a démontré la nécessité d'une mise en réseau à l'échelle du bassin de vie pour structurer une telle démarche.

- Concernant les déchets verts : le territoire du Pays d'Aix a décidé la mise en place d'un plan d'action auprès des habitants pour inciter le broyage à domicile et poursuivre l'aménagement de plates formes de réception.

→ Concernant le réemploi : mise en place d'un dispositif d'aide de pour structurer les ressourceries.

→ La poursuite du programme de déploiement de dispositifs enterrés, semi-enterrés et escamotables pour les déchets ménagers résiduels et recyclables, a permis de mettre en place 65 dispositifs sur le territoire en 2015. Depuis le début du lancement du programme, ce sont 725 colonnes enterrées, semi-enterrées et escamotables qui ont été installées, soit 34 % d'amélioration du parc communautaire.

→ Extension des consignes de tri des plastiques sur 4 communes (Rousset, Mimet, Châteauneuf le Rouge et Trets). L'objectif est de trier de nouveaux types de plastiques comprenant les films, pots de yogourt et barquettes en polystyrène....déchets considérés actuellement comme refus de tri. Sur ce périmètre, les tonnages ont progressé de 14 %. L'expérimentation terminée a conduit Eco-Emballages à identifier les opportunités et les contraintes du recyclage des nouveaux plastiques. Aujourd'hui cela permet de valoriser de nouveaux plastiques (soit 1 kg/hab/an). L'expérimentation a montré qu'en terme de collecte, l'adaptation des dispositifs actuels est relativement simple, par contre en terme de tri a clairement montré l'impossibilité d'une évolution immédiate des consignes de tri. La Communauté du Pays d'Aix a décidé de maintenir le geste du tri sur le même périmètre géographique mais aucun développement de ce geste sur le reste du territoire. Le renouvellement d'agrément d'ici 2017 pour la gestion des emballages précisera les modalités de développement sur les prochaines années.

→ Concernant les collectes séparatives :

- La collecte séparative des cartons des commerçants, développée sur Trets, Les Pennes Mirabeau, Châteauneuf le Rouge, Gardanne et sur les centres-ville d'Aix en Provence et de Pertuis, permet de collecter 865 tonnes de cartons qui ont été collectés et valorisés (tonnages incluant 118 tonnes transitant par les déchèteries).

- La collecte des sapins a permis de collecter 15 tonnes de bois de sapin et ainsi de les valoriser en compost.

→ Poursuite du développement de la collecte et la valorisation des textiles usagés sur le territoire de la Communauté du Pays d'Aix. En 2015 le déploiement s'est poursuivi avec la mise en place par Provence TLC de 31 bornes textiles sur 6 communes du

territoire du Pays d'Aix et a permis de collecter 326 tonnes de textiles.

→ Optimisation de la collecte sélective du Verre :

Il s'agit d'encourager et de développer les bons gestes du tri des habitants en adaptant le réseau de colonnes d'apport volontaire existant. Cette démarche a permis de déployer 35 colonnes Verre supplémentaires. Le bilan est positif puisque depuis le début du projet en 2013, une augmentation des tonnages de l'ordre de 5 % a été constatée sur l'ensemble des communes où une action a été menée.

→ L'information et la communication de proximité ont permis :

- De mener une communication de proximité sur le Verre sur les communes dotées de colonnes verre supplémentaires. Lors du passage en porte à porte des conseillers du tri-prévention : sensibilisation des habitants autour du périmètre de colonnes sous performantes, diffusion d'articles dans les revues municipales et tenu de stands d'information sur les marchés forains de ces communes.

- de promouvoir la politique déchets par les conseillers du tri-prévention sur des stands dans le cadre de 29 manifestations autour des thèmes du tri et du compostage.

- de mener une sensibilisation dans le cadre des mises en place des bornes textiles.

- de réaliser une première opération de sensibilisation auprès des étudiants en partenariat avec le CROUS, avec 4000 kits distribués auprès des 4 cités universitaires.

- d'assurer la sensibilisation des habitants en habitat vertical lors de la mise en place de logettes et de la fermeture de vides ordures par les bailleurs : 870 foyers ont reçu un kit de sensibilisation.

- de sensibiliser les agents de la Communauté du Pays d'Aix, des habitants et des institutions sur le tri du papier.

→ Concernant le matériel de collecte : la poursuite de l'utilisation du Bio diesel pour les 8 véhicules d'exploitation du secteur Sud-Ouest.

→ Concernant les déchèteries, et afin de lutter contre les actes de vandalisme, des systèmes de vidéosurveillance équipent désormais l'ensemble des déchèteries.

- Poursuite de la mise en sécurité des déchèteries, afin de prévenir la chute des usagers par la mise en place de « banques de déchargement ».

- Mise en place de trois plate formes de réception des déchets verts en extension des déchèteries existantes permettant ainsi un déchargement rapide et sécurisé des végétaux et contribuant à soulager le flux de véhicules sur ces déchèteries.

- Dans le cadre de la filière REP (Responsabilité Élargie du Producteur) ECO-MOBILIER pour les

déchets d'ameublement, deux nouvelles déchèteries ont été équipées en 2015.

- Dans le cadre de la politique de prévention des déchets, la Communauté du Pays d'Aix a signé des conventions avec 3 structures de réemploi multi-flux. Sur 3 déchèteries, un caisson réemploi a été mis en place et les objets réemployables ont été collectés et valorisés par la ressourcerie « Histoires sans fin » de Venelles.

→ Concernant l'ISDnD de l'Arbois, il reste une composante essentielle de la compétence déchet. Arrêté préfectoral autorisant l'exploitation de l'ISDnD de l'Arbois jusqu'en 2023.

- La plateforme de valorisation des biogaz a produit 16,3 GWH d'électricité verte évitant ainsi 4 000 tonnes de CO₂ dans l'atmosphère. Le taux de valorisation a permis de bénéficier d'un taux de TGAP réduit.

- Certification ISO 14 001 reconduite en 2015 pour la troisième fois consécutive sur le site de l'Arbois attestant de la démarche environnementale d'amélioration continue engagée par le territoire du Pays d'Aix. Renforcement des ouvrages de captage du biogaz afin d'améliorer la gestion des nuisances olfactives de l'ISDnD.

- L'unité de traitement in situ des lixiviats in situ par co-génération : la chaleur du procédé est récupérée et utilisée dans une installation permettant d'assécher les lixiviats du site.

- mise au norme des équipements de sécurité autour des bassins de lixiviats du site de l'Arbois.

- Organisation de visites de classes primaires dans le cadre de l'éducation à l'environnement : 840 élèves ont pu découvrir l'installation.

→ Concernant la requalification des décharges brutes, le programme pluriannuel de travaux de réhabilitation, adopté jusqu'en 2017 se poursuit.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'avis de la Commission de consultation des services publics locaux ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvé le présent rapport annuel de l'année 2015 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets du Territoire du Pays d'Aix.

DEA 011-1150/16/CM

**■ Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets de l'ancienne Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence pour l'année 2015
MET 16/1334/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de l'article L 2224-17.1 du Code Général des Collectivités Territoriales, un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets doit être présenté à l'assemblée délibérante afin d'être mis à disposition des usagers. Ce rapport était établi conformément aux dispositions du décret n°2000-404 du 11 mai 2000 qui en fixait le contenu pour les collectivités ou EPCI.

Abrogeant le décret précité, le décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015 apporte diverses modifications aux dispositions réglementaires relatives à la prévention et à la gestion des déchets. Il prévoit notamment de nouveaux indicateurs techniques et financiers tels que l'indice de réduction des quantités de déchets ménagers et assimilés ou l'indice de réduction des quantités de déchets dangereux, non inertes admis en installation de stockage.

Pour chaque commune membre, le rapport est adressé au Maire qui doit le présenter au Conseil Municipal dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1827 du 30 décembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Salonais du 10 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il est nécessaire pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de publier le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets de l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence, pour l'année 2015.

Délibère

Article 1 :

Est pris acte du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets de l'ancienne Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence pour l'exercice 2015, tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Le présent rapport sera mis à disposition du public au siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et notifié au Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais ainsi qu'aux Maires des dix-sept communes membres du Territoire du Pays Salonais.

DEA 012-1151/16/CM

■ Présentation du Rapport d'Activités 2015 de la concession Arbois BioÉnergie relative à l'installation de Stockage de Déchets non Dangereux (ISDnD) de l'Arbois - Valorisation des biogaz

MET 16/1696/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix a concédé en 2008 à la société Arbois BioÉnergie (groupement d'entreprises COFELY et FAIRTEC), l'exploitation du « gisement » de biogaz de l'ISDnD de l'Arbois. L'exploitation du gisement de biogaz ne représentant qu'une partie du service public d'élimination des déchets ménagers, la forme juridique du contrat liant les deux parties est une concession d'ouvrage public dont les fondements ont été établis sur la base d'une délégation de service public.

À partir de ce gaz pauvre, résultant de la dégradation de la Matière Organique contenue dans les Déchets Ménagers Résiduels, le concessionnaire devrait produire 470 GWh d'électricité verte, pendant les 15 années du contrat. Cette production correspond à la consommation annuelle électrique d'environ 12.000 logements et permet d'éviter le rejet à l'atmosphère de 39.000 tonnes de CO₂ sur toute la durée du contrat.

Arbois BioEnergie a en charge la conception, la construction, l'exploitation et la maintenance des installations. L'énergie produite est réinjectée sur le réseau ERDF, l'exploitant de l'unité de valorisation se rémunère sur la vente d'énergie électrique, et en contrepartie de la concession du gisement d'énergie, le Pays d'Aix perçoit une redevance proportionnelle à l'énergie produite.

a) Bilan contractuel 2015

La redevance était fixée contractuellement à 36,8 €/MWh, avec une révision annuelle, par effet d'actualisation des prix, en 2015, cette redevance était de 40,8 €/MWh jusqu'au 31 octobre 2016. À compter du 1^{er} novembre 2016 la redevance a été fixée à 33,30 €/MWh pour le restant de la concession.

Afin de prendre en compte l'inflexion de la production de Biogaz depuis décembre 2011 et donc la moindre production électrique, une expertise technique et financière de la concession a été engagée. Cette dernière a permis de mettre en avant que les écarts constatés entre les bilans prévisionnels et réels avaient pour origine :

- La non atteinte des engagements contractuels pris par la CPA en matière de quantité de déchets enfouis sur l'ISDnD ;
- Des hypothèses de captation trop optimistes prises par le concessionnaire.

Dans le cadre des négociations il a été convenu que l'effort financier devait être partagé entre le Pays d'Aix et son délégataire. Il a donc été proposé sur la base d'un bilan prévisionnel de biogaz réaliste (quantités de déchets enfouis et des conditions de captage) de fixer une redevance à 33,3 €/MW pour le restant de la durée de la convention.

b) Bilan Environnemental

Il est à noter que sur l'ensemble des mesures de rejets atmosphériques réalisées sur la totalité de l'installation (moteurs & torchères), les rejets des torchères ont montré des dépassements de seuils sur les paramètres métaux lourds (normes arrêté préfectoral du 18/11/2013).

En raison de la faible activité des torchères, le flux des rejets en métaux lourds est réduit pour la BG 500 puisqu'elle a fonctionné seulement 1,3 % du volume horaire total annuel de fonctionnement de la plate-forme en 2015. La torchère BG 500 quant à elle, a fonctionné 0,40 % du volume horaire annuel.

Les analyses menées en 2015 ont permis d'exclure la nature du biogaz (composition en métaux lourds) comme étant la cause de la non-conformité des rejets, toutefois la problématique ne trouve aucune explication évidente liée au fonctionnement (ou dysfonctionnement) des installations connexes aux torchères. Dans ce contexte, il a été décidé de procéder à des campagnes complémentaires de suivi de la pollution de l'environnement des torchères afin de déterminer l'origine de la problématique.

c) Bilan Financier 2015

L'année 2015 a été la cinquième année pleine en termes de fonctionnement industriel de l'installation et a permis de valoriser 10.114.500 Nm³ de biogaz en produisant une énergie totale de 16,3 GWh électrique et en évitant le rejet à l'atmosphère de l'équivalent de 7.000 tonnes de CO₂. D'un point de vue financier, cela a induit une recette nette pour le Pays d'Aix de 652.735 €.

Le taux de disponibilité moyenne de valorisation a été de 91 % pour un engagement minimum contractuel de 85 %.

Cette disponibilité a permis au Pays d'Aix de bénéficier du taux préférentiel pour la Taxe Générale sur les Activités Polluantes sur le Centre de Stockage à savoir 20€/tonne au lieu de 31€/tonne. Cela a représenté effectivement en 2015 une économie de TGAP de 1.604.735 € (HT) pour le Pays d'Aix.

Enfin, même si la plate-forme d'évaporation des lixiviats n'a pas encore atteint le régime de production industrielle, 2.563 m³ de lixiviats ont été traités in situ, ce qui représente une économie supplémentaire d'environ 77.000€ pour le Pays d'Aix.

En 2015, c'est ainsi un total de ressources financières supplémentaires pour le Pays d'Aix d'environ 2,33 M€ que la valorisation des biogaz permet d'atteindre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'information au Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où il rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est pris acte du Rapport Annuel 2015 du concessionnaire relatif à la conception, la construction, l'exploitation de l'installation de valorisation électrique des biogaz de l'Arbois.

DEA 013-1152/16/CM

**■ Acquisition d'un terrain pour la construction d'une déchèterie sur la commune de Salon-de-Provence
MET 16/1656/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La construction d'une seconde déchèterie sur la commune de Salon-de-Provence est nécessaire afin de désengorger la déchèterie déjà en service sur cette commune. Pour ce faire, l'acquisition d'un terrain pouvant accueillir les infrastructures de la nouvelle déchèterie est indispensable.

La parcelle cadastrée DN37, emplacement réservé 187 d'une superficie de 17 600 m² environ appartenant à la société des Autoroutes du Sud de la France (ASF) a été retenue pour l'implantation de ladite déchèterie.

Après échanges avec ASF, ces derniers ont accepté de vendre ce terrain au prix de 3,52 euros HT /m², soit un montant total d'environ 62 000 € HT.

Par avis du 6 septembre 2016, le service des évaluations foncières et domaniales a estimé ladite parcelle à 140 600 euros HT /m².

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'avis des services Fiscaux de France Domaines du 6 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition de la parcelle cadastrée DN37, emplacement réservé 187 sur la commune de Salon-de-Provence d'une superficie d'environ 17 600 m² (sous réserve d'un document d'arpentage) appartenant à ASF au prix de 3,52 euros HT /m².

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions y afférents,

notamment à charger tout notaire d'établir les actes authentiques à intervenir ainsi que tous les documents en découlant.

Article 3 :

Les frais d'acte seront à la charge exclusive de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 014-1153/16/CM

■ Achat du Centre de transfert de Pertuis et renouvellement de la convention avec la Communauté Territoriale Sud Lubéron (Coté Lub) MET 16/1768/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors de l'adhésion le 1^{er} janvier 2000 de la commune de Pertuis à la Communauté de Communes du Pays d'Aix-en-Provence, le traitement des déchets de celle-ci était réalisé par l'intermédiaire du Syndicat Mixte du Sud Lubéron; la Communauté de Communes du Pays d'Aix-en-Provence étant compétente s'était substituée alors à la commune dans ses relations avec ce syndicat. Lors de la transformation de la Communauté de Communes du Pays d'Aix en Communauté d'Agglomération en 2001, l'application de l'article L 5216-7 du Code général des collectivités territoriales a emporté le retrait de la commune de Pertuis du Syndicat mixte. À ce titre, les biens meubles et immeubles ont été répartis entre la Communauté du Pays d'Aix et le Syndicat Mixte du Sud Lubéron. Celle-ci a abouti à un accord de partage consistant en particulier à l'attribution de la déchèterie à la Communauté du Pays d'Aix et du Centre de Transfert au Syndicat, en prévoyant une mutualisation des équipements entre les parties, matérialisée par une convention ad'hoc du 11 décembre 2002.

Le centre de transfert de Pertuis est un équipement de logistique extrêmement important dans le fonctionnement quotidien de la collecte de déchets. Il constitue en effet un exutoire de proximité pour les collectes au porte à porte réalisées dans les communes de Pertuis et alentours situées à plus de 40 kilomètres du centre de tri (SITA Jas de Rhôdes aux Pennes-Mirabeau) et de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de l'Arbois.

La Communauté Territoriale Sud Lubéron (CoteLub) est sur le point de mettre en service un pôle déchets regroupant sur le même site une installation de transfert des déchets ménagers et une déchèterie afin à la fois de mieux répondre aux attentes de ses administrés et d'optimiser les transports de déchets.

Compte-tenu de l'importance du centre de transfert de Pertuis dans le maillage des transports de déchets du Pays d'Aix et de son moindre intérêt pour CoteLub, il est proposé le rachat de cette installation sur la base de l'estimation faite par France Domaines pour un montant de 300.857€

Néanmoins, la loi NOTRe ayant eu pour incidence l'extension du périmètre de CoteLub, cette dernière sollicite pour les besoins correspondants à ses nouvelles communes adhérentes un maintien d'utilisation de la déchèterie et du centre de transfert.

Ainsi, devant la nécessité pour les deux intercommunalités de pouvoir utiliser ces équipements, et étant donné la date de fin de la convention actuelle au 31 décembre 2016, il est convenu d'un commun accord de renouveler la convention de mutualisation des équipements en intégrant d'une part les nouveaux besoins de CoteLub et d'autre part la nouvelle propriété du centre de transfert selon les clauses définies dans la convention annexée au présent rapport.

CoteLub indemniserait le Pays d'Aix proportionnellement aux services rendus (quote part des tonnages de déchets ménagers apportés sur le centre de transfert et la déchèterie et du nombre d'usagers accueillis en déchèterie).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2002-B151 du Bureau de la Communauté du Pays d'Aix du 29 novembre 2002 approuvant la convention d'utilisation d'équipements ;
- La délibération n°2006-B85 du Bureau de la Communauté du Pays d'Aix du 12 mai 2006

approuvant l'avenant n°1 à la convention d'utilisation d'équipements ;

- La délibération n°2009-B137 du Bureau de la Communauté du Pays d'Aix du 22 avril 2009 approuvant l'avenant n°2 à la convention d'utilisation d'équipements ;
- La délibération n°2012_B357 du Bureau de la Communauté du Pays d'Aix du 11 octobre 2012 approuvant l'avenant n°3 de la convention d'utilisation des équipements ;
- L'avis de France Domaines n°2016-089-V-0727 du 6 septembre 2016 quant à la valeur du centre de transfert de Pertuis ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'achat du centre de transfert de Pertuis pour un montant de 300.857€.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'utilisation avec CoteLub ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et toutes les pièces nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget investissement de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Tourisme, valorisation du patrimoine"

TVP 001-1154/16/CM

**■ Compétence Promotion du Tourisme et maintien
des offices de tourisme existants
MET 16/1609/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des Métropoles du 27 janvier 2014 a inscrit la compétence « promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » au sens du 1° du I de l'article L. 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales parmi les compétences exercées de plein droit par les communautés urbaines et les métropoles, en lieu et place des communes membres.

L'ordonnance n° 2015-333 du 26 mars 2015 porte diverses mesures de simplification et d'adaptation dans le secteur touristique, et vient préciser par l'introduction d'un nouvel article L. 134-1-1 du Code du Tourisme, que suite au transfert de la compétence tourisme les communautés urbaines et les métropoles doivent se prononcer sur le maintien des offices de tourisme existants.

Le dispositif législatif fait rentrer la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans le droit commun des Métropoles, à partir du 1er janvier 2018. La compétence « promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme » sera donc exercée de plein droit par la Métropole, sur l'ensemble de son territoire, à compter du 1er janvier 2018.

Concernant la période transitoire du 1er janvier 2016 au 1er janvier 2018, la loi NOTRe a prévu, aux termes du I modifié de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, que :

« Sans préjudice de l'article L. 5217-2 du présent code et à l'exception des compétences énoncées au k du 6° du I du même article L. 5217-2 et à l'article L. 2124-4 du code général de la propriété des personnes publiques, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en application du I de l'article L. 5218-1 du présent code.

Toutefois, jusqu'au 1er janvier 2018, les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées par les communes à ces établissements continuent

d'être exercées par les communes dans les mêmes conditions. »

Par délibération du 3 juillet 2015 (n° IRT 003-1183/15/CC), la Communauté urbaine de Marseille a adopté le transfert de la compétence tourisme à cette Communauté urbaine et le maintien des offices de tourisme existants en vue de la promotion du tourisme.

Ainsi, plusieurs communes anciennement membres de la Communauté urbaine sont toujours dotées d'offices de tourisme.

L'article L. 134-1-1 Code du Tourisme dispose que :

« Dans les conditions prévues à l'article L. 134-5, les communautés urbaines, les métropoles et la métropole de Lyon peuvent créer un ou plusieurs offices de tourisme sur tout ou partie de leur territoire. Les périmètres de compétence de chaque office de tourisme ne peuvent se superposer.

Lorsqu'il est institué un office de tourisme unique compétent sur l'ensemble du territoire des communautés urbaines, des métropoles ou de la métropole de Lyon, celui-ci prend la dénomination de " office de tourisme métropolitain " ou de " office de tourisme communautaire " et exerce la compétence mentionnée au 2° de l'article L. 134-1 du présent Code.

Les communautés urbaines, les métropoles ou la métropole de Lyon se prononcent sur le maintien des offices de tourisme existants dans le délai de six mois à compter de la date à laquelle ils leur sont rattachés. En cas de maintien, la délibération de l'organe délibérant des communautés urbaines, des métropoles ou de la métropole de Lyon fixe les modalités d'organisation des offices de tourisme concernés dans les conditions prévues à l'article L. 134-5.

Tout office de tourisme institué par une commune touristique ou une station classée de tourisme est transformé en bureau d'information mentionné à l'article L. 133-3-1 lorsqu'il lui est substitué un nouvel office de tourisme exerçant ses compétences sur un territoire élargi à d'autres communes membres. Cette disposition ne s'applique pas lorsque le siège de l'office de tourisme de substitution est fixé sur le territoire de la commune touristique ou de la station classée de tourisme. »

En application de cet article L. 134-1-1 du Code du Tourisme, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence peut créer autant d'offices de tourisme intercommunaux qu'elle le souhaite.

Sa situation de métropole la différencie des communautés de communes et des communautés d'agglomération pour lesquelles la possibilité de disposer de plusieurs offices de tourisme intercommunaux semble réservée aux communes classées « station ».

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence a l'obligation de se prononcer sur le maintien des offices de tourisme existants.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence ne souhaite pas remettre en question d'une quelconque manière ces structures de proximité mises en place par les communes pour assurer l'accueil, l'information des touristes et la promotion touristique de leurs territoires.

Aussi, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence décide du maintien des offices de tourisme situés sur son territoire. Ils sont donc pleinement maintenus dans leurs statuts et missions d'offices de tourisme.

Cette délibération est adoptée sans préjudice de la possibilité prévue par l'article L.5218-7 du CGCT, qui permet de déléguer la compétence transférée de manière à permettre aux conseils de territoires de gérer la « promotion du tourisme ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n° 2015-333 du 26 mars 2015 portant diverses mesures de simplification et d'adaptation dans le secteur touristique ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- la nécessité de maintenir des offices de tourisme existants en vue de la promotion du tourisme de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et pour pérenniser un accueil et une information de proximité à destination des touristes.

Délibère

Article unique :

L'ensemble des offices de tourisme situés dans la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sont maintenus dans leurs statuts et leurs missions sur leurs territoires respectifs.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TVP 002-1155/16/CM

**■ Approbation du Compte Rendu d'Activité Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 - Moulin de Peyronne sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
MET 16/1745/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage en date du 13 janvier 2015, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a confié à la SPL FACONEO le suivi des opérations de démolition du Moulin de Peyronne à Aubagne.

Un Compte Rendu à la Collectivité Locale est demandé afin de présenter la description du déroulement de l'opération, principalement en termes financiers, pour permettre de suivre, en toute transparence, sa situation et de décider des mesures à prendre pour en maîtriser l'évolution.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du 15 décembre 2014 confiant un contrat de mandat à la SPL FACONEO ;
- L'article 12 du contrat de mandat ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,
Considérant**

- La nécessité d'approuver le compte-rendu annuel d'activités de l'opération du Moulin de Peyronne à Aubagne.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le compte-rendu d'activité à la Collectivité de l'année 2015, établi par la SPL FACONEO.

***Commission "Mer, Littoral et
Ports, protection et mise en
valeur des espaces maritimes et
naturels"***

MER 001-1156/16/CM

■ **Approbation de l'avenant n°2 au contrat de
délégation de service public attribuée à la société
DG Service en charge de l'avitaillement et du
carénage du port de Carry le Rouet
MET 16/1516/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 1er janvier 2016 en application des lois n°2014-58 du 27 janvier 2014 et n°2015-991 du 7 août 2015; elle gère ainsi 24 ports de plaisance représentant 8500 postes à flot et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 005-472/13/CC du 28 juin 2013 et convention de délégation de service public n°13/131, la Communauté Urbaine a délégué à la société DG SERVICES, l'exploitation des services d'avitaillement, de grutage et de carénage du port de plaisance de Carry-le-Rouet. Le contrat a pris effet le 29 juillet 2013 pour une durée de 6 ans.

Des travaux importants de réfection du quai et de mise aux normes de l'aire technique de carénage et d'avitaillement ont dû être réalisés au cours des années 2015 et 2016 ; certains étaient prévus au

contrat, d'autres ont été imposés par des contraintes de sécurité.

L'avenant n°1 au contrat avait acté l'arrêt provisoire de l'exploitation pendant la durée du chantier, à savoir 17 mois.

Ces travaux ont généré des modifications non substantielles des conditions du contrat qu'il convient de mettre à jour.

Ainsi, les éléments suivants sont à modifier:

- le plan du périmètre délégué,
- les surfaces mises à disposition : la surface bâtie a augmenté (de 30 à 58m²), la surface exploitable est sensiblement identique ;
- l'inventaire des biens confiés : pour l'essentiel, installation d'une unité de traitement des eaux de carénage et eaux grises, installation de pompes à eaux noires et eaux grises, renouvellement de la grue ;
- les tarifs : création de tarifs pour l'utilisation des pompes à eaux grises et noires constituant un nouvel équipement, création d'un tarif forfaitaire de consommation d'eau, création d'un tarif d'utilisation du karcher hors du forfait carénage.
- le règlement de police : mention relative à l'utilisation des pompes à eaux noires et eaux grises;
- la redevance d'occupation : la référence aux tarifs de terre-plein de l'année 2012 est supprimée, le montant de la redevance d'occupation demeure inchangée, elle évolue en fonction de la formule d'indexation contractuelle elle-même inchangée ; cette modification n'a pas d'incidence financière sur le contrat.

Il est proposé d'acter ces modifications par voie d'avenant ci-annexé.

L'impact financier de l'avenant a été estimé à environ 25 K€ sur la durée restante du contrat, à savoir trois ans. Cette somme représente 0,66% du total des produits prévus au contrat (3 910K€). Conformément à l'article 1411-6 Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission de Délégation de Service Public n'a pas été saisie pour avis.

Compte tenu de ces éléments, il convient d'approuver l'avenant n°2 au contrat sus-évoqué.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° POR 005-472/13/CC du 28 juin 2013 portant approbation du choix du délégataire, du contrat n°13/131 et de ses annexes afférents à la délégation du service public d'avitaillement et de carénage du port de Carry-le Rouet ;
- La délibération POR 002 – 1415/15/CC du 23 octobre 2015 portant approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public susvisé.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille Provence est compétente pour la gestion des ports de plaisance ;
- Qu'elle a délégué par contrat n°13/131 susvisé la gestion du service public d'avitaillement, de grutage et de carénage du port de Carry-le Rouet à la société DG Services;
- Que la réalisation de travaux importants de l'aire d'avitaillement et de carénage pendant l'exécution du contrat nécessite sa mise à jour par voie d'avenant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé à la Délégation de Service Public n° 13/131 consentie à la société DG Services.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 002-1157/16/CM

■ Avis de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur le projet d'extension du périmètre du Contrat de Delta MET 16/1583/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Parc naturel Régional de Camargue a saisi la Métropole d'Aix-Marseille-Provence afin de recueillir son avis sur le projet d'extension du périmètre du Contrat de Delta Camargue et la formulation éventuelle d'actions (hors GEMAPI).

A l'instar du Contrat de Baie de la métropole marseillaise et du Contrat de Rivière, le Contrat de Delta Camargue est un Contrat de Milieux (agréé par le comité de bassin de l'Agence de l'Eau). Il a été conclu en novembre 2012 pour une durée de six ans. Il porte sur un montant de près de 21 millions d'euros qui financent un programme d'actions comportant 63 opérations pour une gestion durable de l'eau et des milieux aquatiques de l'ensemble du delta du Rhône.

Au plan administratif, le périmètre du Contrat de Delta s'étend sur les deux communes des Saintes-Maries-de-la-Mer (en totalité) et d'Arles (en partie), il est intégralement compris dans le périmètre du Parc naturel régional de Camargue.

La gouvernance de ce contrat est assurée par un Comité de Rivière (créé par arrêté préfectoral du 3 décembre 2014), composé de 54 membres. Sa présidence est assurée par le Président de la commission Eau du Parc Naturel Régional de Camargue.

En effet, la structure porteuse de ce contrat est le Parc naturel régional de Camargue, syndicat mixte ouvert. Ses principaux partenaires institutionnels sont :

- les conseils régional et départemental
- les communes d'Arles, Port Saint Louis, Les Stes Maries de la Mer ;
- la communauté d'agglomération Arles, Crau, Camargue, Montagnette ;
- l'ex-San : aujourd'hui la Métropole.

Le Parc dispose d'une Charte approuvée par décret ministériel du 15 février 2011, au titre de laquelle la démarche d'extension du périmètre du Contrat de Delta doit s'engager en 2016, c'est-à-dire à mi-parcours de son élaboration. A ce titre, ont été sollicités, pour avis :

- les Amis du Vigueirat, la commune d'Arles, la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue

Montagnette et le Grand Port Maritime de Marseille qui ont émis des avis favorables ;

- la commune de Port-Saint-Louis qui a donné un avis favorable, sous réserve de retirer de l'étude d'extension 2 zones : anse de Carteau et la Gracieuse, qui figurent à l'étude d'un nouveau contrat de milieu (un contrat de Golfe), allant de Martigues à Port-Saint-Louis, et prenant en compte, sur la partie terrestre, l'ensemble des bassins versants concernés.

- et enfin, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (qui représente l'ex-SAN), qui doit se prononcer.

La zone concernée par l'extension comportera plusieurs contrats de milieux :

- Contrat de Delta et Contrat de nappe de Crau (qui sont complémentaires car l'un porte sur les eaux superficielles, l'autre sur les eaux souterraines),
- Contrat de canal Comtat à la Mer (l'extension du Contrat de Delta ne recoupe pas, ni géographiquement, ni de façon hydraulique le périmètre du volet « irrigation » du contrat de canal Comtat à la mer. Par contre la bordure ouest de l'aval du périmètre « gestion intégrée » se superpose avec l'extension du contrat de Delta). Il ressort des documents joints pour l'analyse que la complémentarité des deux contrats ne peut être recherchée à court terme au regard de la complexité de la GEMAPI, à moyen terme, peut-être.
- Contrat de Canal Crau Sud Alpilles : des études visant à l'acquisition de connaissance sur la question d'irrigation et son impact sur les milieux récepteurs situés dans le PRC vont être inscrites dans le contrat de nappe

Dans la mesure où chacun de ces contrats de milieux œuvrent dans le même sens, dans l'application du SDAGE et de son programme de mesure, pour l'amélioration de la qualité des eaux (qu'elles soient souterraines avec le Contrat de Nappe ; qu'elles soient superficielles avec le Contrat de Delta ; ou qu'elles soient d'irrigation avec le Contrat de Canal Comtat à la Mer ou le Contrat de Canal Crau Sud Alpilles), la Métropole ne peut émettre d'avis défavorable si le Parc Naturel Régional s'engage à intégrer dans son projet les avis de :

- la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône
- le Conseil de Territoire Istres Ouest Provence

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Les réserves émises par Monsieur le Maire de Port St Louis du Rhône ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 10 octobre 2016.

Où il rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'à l'instar du Contrat de Baie de la métropole marseillaise et du Contrat de Rivière, le Contrat de Delta Camargue est un Contrat de Milieux (agréé par le comité de bassin de l'Agence de l'Eau).

Délibère

Article unique :

Est donné un avis favorable au projet d'extension du périmètre du Contrat de Delta tel que présenté par le Parc naturel Régional de Camargue, sous réserve de la bonne prise en considération des avis de la Commune de Port St Louis du Rhône et du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 003-1158/16/CM

■ Approbation du contrat de Nappe de la Crau par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

MET 16/1786/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La nappe de la Crau est la ressource majoritairement utilisée sur le territoire pour l'alimentation en eau potable de 300 000 habitants et des industries ainsi que des activités agricoles et artisanales. Celle-ci est fortement vulnérable tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif.

Le Contrat de nappe est un engagement de tous les partenaires (collectivités locales, État, Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse, Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Département des Bouches du Rhône, Chambre d'Agriculture, associations de protection et d'éducation à l'environnement)... à agir collectivement, chacun avec leurs compétences et en toute cohérence, afin de préserver une ressource en eau suffisante pour la satisfaction des usages humains et économiques présents sur le territoire et pour les besoins écologiques qui font la richesse des paysages si particuliers de la Crau.

Un processus de concertation engagé depuis 2013 a permis de bâtir le présent projet de Contrat de nappe de la Crau 2016-2021 avec tous les acteurs concernés par la nappe.

Il est prévu pour une durée de 6 ans à compter de sa signature, dont deux périodes de trois années

chacune et une révision à mi-parcours (2018) qui pourra éventuellement donner lieu à un avenant.

Ce Contrat est la traduction opérationnelle des objectifs stratégiques définis collectivement dans la charte d'objectifs visée ci-dessus afin de répondre aux enjeux partagés suivants :

- Eau et aménagement : Rendre l'aménagement du territoire compatible avec la préservation de la ressource en eau souterraine pour le maintien des usages et des milieux
- Quantité – usages – milieux : Maintenir durablement l'équilibre quantitatif (recharge/prélèvement) de la nappe de la Crau au regard des usages socio-économiques et des milieux
- Qualité – usages – milieux : Maintenir une bonne qualité de la nappe pour la satisfaction des usages et des milieux humides
- Gouvernance : Assoir une gouvernance opérationnelle de l'eau sur le territoire de la Crau : solidarité, gestion concertée et anticipation
- Sensibilisation et partage de connaissances : Cultiver et ancrer l'identité de la Crau

Le programme d'actions du projet de Contrat compte 70 actions répondant à 18 objectifs pour un montant global de 9,2 millions d'euros

Les actions portées par la Métropole Aix-Marseille Provence sont réparties comme suit :

Actions portées par la Métropole AIX MARSEILLE PROVENCE									
n°	objet de l'action	cout total HT	Maitre d'ouvrage	dont financement Métropole (via crédits CT)		dont Agence de l'Eau		dont CD13	
C1-7	contrôles et réhab. des dispositifs d'assain. non collectifs du CT Istres Ouest Provence SDAEP + travaux CT Istres Ouest Provence	24 700 €	CT ISTRES	24 700 €	100 %	- €	0%	€ -	0%
B2-10	travaux canal de Martigues	1 220 000 €	CT MARTIGU ES	366 000 €	30%	610 000 €	50 %	244 000 €	20%
C1-6	réhab réseaux AEP de Martigues	1 250 000 €	CT MARTIGU ES	250 000 €	20%	625 000 €	50 %	375 000 €	30%
B2-6	SDAEP réseaux Martigues	250 000 €	CT MARTIGU ES	50 000 €	20%	125 000 €	50 %	75 000 €	30%
B2-5		3 044 700 €		750 700 €	25%	1 510 000 €	50 %	784 000 €	26%

Le suivi et l'animation du Contrat de nappe seront assurés, sous le contrôle du Comité de nappe, par le Syndicat Mixte de gestion de la nappe phréatique de la Crau (SYMCAU), qui a pour missions:

- La coordination avec l'ensemble des maîtres d'ouvrage,
- L'information régulière de l'ensemble des partenaires regroupé au sein du Comité de nappe,
- L'animation, si nécessaire, de commissions thématiques déclinées du Comité de nappe et d'autres instances de travail tel que prévues dans certaines opérations du Contrat de nappe.

Les signataires du contrat de nappe de la Crau s'engagent à:

- ✓ Valider les objectifs du Contrat de nappe de la Crau
- ✓ Participer autant que possible aux instances de concertation mises en place dans le cadre du Contrat de nappe,
- ✓ Communiquer autant que possible sur la démarche engagée autour du Contrat de nappe de la Crau,
- ✓ Intégrer la prise en compte de la nappe de manière transversale dans la mise en œuvre des politiques et projets sur le territoire de la Crau.

Dans la mesure de leurs possibilités financières et des aides définitivement obtenues, à :

- ✓ Rechercher la plus grande cohérence de l'ensemble de leurs actions dans le respect des objectifs du Contrat de nappe de la Crau 2016-2021
- ✓ Informer, voire consulter le Comité de nappe concernant tout nouveau projet lié à l'eau et à l'aménagement du territoire
- ✓ Fournir toute information ou donnée à disposition permettant de juger de l'évolution de l'état du milieu et de l'atteinte des objectifs
- ✓ Réaliser les opérations dans les conditions prévues au Contrat pendant sa durée et en respectant le calendrier prévisionnel
- ✓ Effectuer, pour les actions du Contrat qui les concernent, les demandes de subventions auprès des partenaires financiers, en précisant leur inscription au Contrat. Ils ajouteront pour cela au dossier la fiche action correspondante.

Communiquer à la structure porteuse :

- ✓ les dossiers techniques de demande de subventions relatives aux actions du Contrat qu'ils mettront en œuvre
- ✓ les rapports d'études, données brutes numériques et cartographiques en vue de leur bancarisation dans l'Observatoire de la nappe. Ces données seront publiées ou simplement identifiées dans une fiche de métadonnées en fonction du niveau de confidentialité défini par le maître d'ouvrage

- ✓ Participer aux instances de pilotage, de suivi et de mise en œuvre du Contrat
- ✓ Apposer le logo du Contrat de nappe de la Crau sur les opérations inscrites dans le programme d'actions

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- Le Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 13 janvier 2016 portant constitution du Comité de Nappe de la Crau, modifié par les arrêtés du 8 juin 2015 et 16 février 2016 ;
- La délibération n° 465/14 portant sur l'adoption de la charte d'objectifs du Contrat de nappe de la Crau du San Ouest Provence ;
- La délibération n° 208/14 portant sur l'adoption de la charte d'objectifs du Contrat de nappe de la Crau de l'Agglomération Provence ;
- La délibération n° 2014-191/CC du 11 décembre 2014 portant sur l'adoption de la charte d'objectifs du Contrat de nappe de la Crau de la communauté d'agglomération du Pays de Martigues ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Salonais du 10 octobre 2016 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 10 octobre 2016 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 7 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- que les acteurs du territoire de la Crau ont co-construit et validé ensemble une stratégie de gestion des eaux souterraines dénommée « Contrat de nappe de la Crau » ;
- le projet de contrat de nappe a été approuvé par le Comité de nappe le 9 mars 2016 ;
- que le projet de Contrat de nappe a été approuvé par la commission des aides de l'Agence de l'eau le 12 juin 2016 conformément à la délibération N°2016-326 ;
- que le Contrat de nappe permet de fixer des objectifs de gestion de l'eau définis collectivement et détermine des actions pour atteindre ces objectifs ;
- que le Contrat de nappe n'a pas de portée juridique mais qu'il convient de respecter les objectifs et les engagements ci-après exposés ;
- que trois conseils de Territoire (Istres Ouest Provence, Pays Salonais et Pays de Martigues), de la Métropole Aix Marseille Provence ont participé aux divers groupes de travail et de réflexion tout au long de l'élaboration du Contrat ayant permis de bâtir le projet de Contrat de nappe.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Contrat de nappe de la Crau, sous réserve de l'avis favorable des conseils de territoire concernés : Istres Ouest Provence, Pays de Martigues, Pays Salonais.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le contrat de Nappe de la Crau, sous réserve de l'avis favorable des conseils de territoire concernés : Istres Ouest Provence, Pays de Martigues, Pays Salonais.

Article 3 :

Pour les actions en maîtrise d'ouvrage du CT Istres Ouest Provence, les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2016 du CT Istres Ouest Provence – pour l'action C1-7 budget annexe du SPANC chapitre 011 nature 611 et pour l'action B2-10 Budget de l'eau et de l'assainissement chapitre 21 – nature 21 531

Pour les actions en maîtrise d'ouvrage du CT Pays de Martigues, les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2016 du CT Pays de Martigues – Sous-politique xx- Nature xx – Fonction xxx

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Voirie, Espaces Publics et Grands équipements métropolitains"

VOI 001-1159/16/CM

**■ Présentation du rapport d'activité 2015 du délégataire de service public pour l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole sur le territoire Marseille-Provence
MET 16/1534/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Afin d'assurer la fluidité et la sécurité de la circulation dans les tunnels, il est nécessaire d'organiser dans les meilleurs délais l'enlèvement des véhicules en panne ou accidentés dans les ouvrages et leurs accès.

L'objet de la délégation gérée par la société GIBBES PHARO est l'enlèvement des véhicules légers (et de leur annexe tractée) en panne ou accidentés dans les tunnels routiers à fort trafic exploités par la Métropole sur le territoire Marseille-Provence, à savoir le tunnel du Vieux Port, le tunnel de la Major, le tunnel Joliette et le tunnel St Charles.

Le contrat de délégation de service public n°12/087, confié à la société GIBBES PHARO, et notifié le 18 juillet 2012 pour une durée fixée à 5 ans à compter de la date de notification, arrivera à échéance le 17 juillet 2017.

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Une synthèse du rapport du délégataire est jointe à la présente délibération.

Pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015, le nombre total d'intervention (232) dans les tunnels a été le suivant :

- Pour le tunnel de la Major :	44
interventions	
- Pour le tunnel Joliette :	55
interventions	
- Pour le tunnel Saint-Charles :	30
interventions	
- Pour le tunnel du Vieux Port :	103
interventions.	

Le compte d'exploitation 2015 fait apparaître un chiffre d'affaires de 20 027 euros et des charges d'exploitation de 15 284 euros soit un bénéfice d'exploitation de 4 744 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération MET 16/438/CM portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que le rapport annuel du délégataire pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 concernant la Délégation de Service Public n°12/087 a été remis par la société GIBBES PHARO

Délibère

Article 1 :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015, remis par la société GIBBES PHARO, titulaire du contrat de délégation relatif à l'enlèvement des véhicules légers

en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole sur le territoire Marseille-Provence.

VOI 002-1160/16/CM

**■ Acquisition à titre gratuit pour intégration dans le domaine public d'une parcelle de terrain appartenant à la SAS TDC pour l'élargissement de la traverse Malvina et de la traverse du Commandeur à Marseille 13ème arrondissement
MET 16/1529/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La SAS TDC, représentée par Messieurs Jean-Paul Vandercruyssen son Président et Philippe Thome son Directeur Général, a demandé à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence l'intégration de la parcelle 884 I n° 295, située 58 traverse du Commandeur à Marseille 13ème ; dans le domaine Public Métropolitain. Cette emprise de terrain est déjà aménagée à usage de voirie.

C'est pourquoi la Métropole d'Aix-Marseille-Provence compétente en matière d'infrastructures routières et qui s'est substituée dans les droits et obligations de la communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole, à compter du 1^{er} janvier 2016, a donné une suite favorable à la demande, l'acquisition se faisant à titre gratuit.

Il convient que le bureau de la Métropole approuve le protocole foncier, actant cette intégration.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MATPAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le procès verbal n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis rendu par le conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant :**

- Que l'acquisition à titre gratuit de cette parcelle de terrain sur la commune de Marseille traverse du Commandeur et traverse Malvina, permettra leur intégration dans le domaine public.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier, ci-annexé, par lequel la SAS TDC, représentée par Messieurs Jean-Paul Vandercruyssen son Président et Philippe Thome son Directeur Général, s'engage à céder à titre gratuit à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une parcelle de terrain cadastrée sous le n° 884 I n° 298 située 58 traverse du Commandeur et traverse Malvina Marseille 13ème.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue à la date d'entrée en jouissance de 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions y afférents.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et à prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires de tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au Budget de 2016 et suivant de la Métropole d'Aix-

Marseille-Provence - Opération 2015-00104 – Sous-Politique C 130 – Chapitre 21 – Fonction 588.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 003-1161/16/CM

**■ Acquisition à titre gratuit de deux emprises foncières appartenant à la Ville de Marseille nécessaire à l'aménagement de la rue Alfred Curtel et de la rue des Forges à la ZAC de la Capelette à Marseille 10ème arrondissement
MET 16/1500/CM**

• Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la construction d'une école maternelle et primaire provisoire dans l'enceinte du collège Louise Michel à Marseille 10^{ème} arrondissement, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a programmé de réaliser, par l'intermédiaire de son concessionnaire sur la ZAC de la Capelette, la SOLEAM, l'aménagement de la rue Alfred Curtel et de la rue des Forges afin de sécuriser les abords du nouveau groupe scolaire.

La réalisation de ces travaux nécessite l'acquisition à titre gratuit par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence auprès de la Ville de Marseille de deux emprises foncières issues des parcelles cadastrées Section 855 M n°11 et Section 855 M n°12 sises rue Alfred Curtel et rue des Forges à Marseille 10^{ème} arrondissement en vue de leur intégration dans le domaine public métropolitain.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-210V1633 du 28 juillet 2016.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'acquisition auprès de la Ville de Marseille de deux emprises foncières pour une contenance totale de 86 m² permettra de réaliser l'aménagement et la sécurisation des abords du nouveau groupe scolaire situé rue Alfred Curtel à Marseille 10^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel la Ville de Marseille s'engage à céder à titre gratuit au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence deux emprises foncières de 17 m² et de 69 m² à détacher respectivement des parcelles cadastrées Section 855 M n°11 et Section 855 M n°12 sises rue Alfred Curtel et rue des Forges à Marseille 10^{ème} arrondissement.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - Opération 2015/00104- Sous Politique C130- Chapitre 21- Fonction 588.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 004-1162/16/CM

**■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située allée des Vaudrans appartenant à la SNC Promotion Résidentiel SAV nécessaire à l'intégration dans le domaine public à Marseille 12^{ème} arrondissement
MET 16/1456/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La SNC Promotion Résidentiel SAV est propriétaire de la parcelle 878 I 259 située allée des Vaudrans à Marseille 12^{ème} arrondissement, consistant en une voie destinée par sa nature à revenir dans le domaine public.

Au terme des négociations menées entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la SNC Promotion Résidentiel SAV, cette dernière a accepté de céder cette emprise de terrain à l'euro symbolique.

En conséquence, la SNC Promotion Résidentiel SAV et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ont convenu de régulariser un protocole foncier entérinant cet accord. Le présent protocole a pour objet d'en préciser les charges et conditions.

Il convient que le Conseil de Métropole d'Aix-Marseille-Provence approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition de terrain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 5218-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine au Président de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2016.;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'acquisition d'une parcelle de terrain permettra son intégration dans le domaine public.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la SNC Promotion Résidentiel SAV s'engage à céder moyennant un euro symbolique à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence la parcelle de terrain cadastrée sous le numéro 878 I 259 située allée des Vaudrans à Marseille.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue à la date d'entrée en jouissance du 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier ainsi que tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au budget 2016 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Opération 2015-00104 – Sous Politique C 130 – Chapitre 21 – Fonction 588.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 005-1163/16/CM

**■ Acquisition à titre onéreux de deux terrains appartenant à la SCI Lou Carestier et la SCI Jardins du Carestier nécessaire à l'aménagement du carrefour du Général Salan à Marignane
MET 16/1497/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement du carrefour du Général Salan, de l'Avenue Etienne Lombardo et de la rue Robert Schuman à Marignane, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition de deux terrains de 691m² et 3030m² à détacher respectivement des parcelles cadastrées Section BN N°282 et BN N°283, propriété de la SCI Lou Carestier et la SCI Jardins du Carestier, représentées par Monsieur Hullet Francis.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, M. Hullet Francis accepte de céder les deux terrains au prix de 20 000 euros.

Il convient que le Bureau de Métropole d'Aix-Marseille-Provence approuve ladite délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Courrier de France Domaine du 13 juin 2016 indiquant que la consultation du service est obligatoire uniquement pour les projets portant sur un montant supérieur ou égal à 75000€ (valeur vénale) ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que les travaux d'aménagement du carrefour du Général Salan, de l'Avenue Etienne Lombardo et de la rue Robert Schuman seront réalisés par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence conventionne avec la M.Hullet Francis afin de permettre la réalisation de ce projet.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole ci annexé, par lequel M.Hullet Francis cède à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence deux terrains de 691m² et de 3030m² à détacher respectivement des parcelles cadastrées Section BN N°282 et BN N°283, situés à Marignane, au prix de 20 000 euros.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue à la date d'entrée en jouissance du 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits sous l'Opération 2015/00104 – Sous Politique C130 – Chapitre 21 – Fonction 588.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 006-1164/16/CM

■ Acquisition à titre onéreux d'une bande de terrain appartenant à la copropriété Résidence Courbet Marine nécessaire à l'aménagement du carrefour Général Salan à Marignane MET 16/1498/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement du carrefour du Général Salan, de l'Avenue Etienne Lombardo et de la rue Robert Schuman à Marignane, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition d'une bande de terrain de 981m² environ à détacher de la parcelle cadastrée BM N°240, propriété de la copropriété Résidence Courbet Marine, représentée par le président du conseil syndical, M. Falcone Jean-Claude.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, M. Falcone Jean-Claude accepte de céder la bande de terrain moyennant la somme de 5886 euros.

Il convient que le Bureau de Métropole d'Aix-Marseille-Provence approuve ladite délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille Provence ;
- Le courrier de France Domaine du 15 janvier 2016 indiquant que la consultation du service est obligatoire uniquement pour les projets portant sur un montant supérieur ou égal à 75000€ (valeur vénale)
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L’avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que les travaux d’aménagement du carrefour du Général Salan, de l’Avenue Etienne Lombardo et de la rue Robert Schuman seront réalisés par la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Qu’il est nécessaire que la Métropole d’Aix-Marseille-Provence conventionne avec la M.Falcone Jean-Claude afin de permettre la réalisation de ce projet.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole ci annexé, par lequel M.Falcone Jean-Claude cède à la Métropole d’Aix-Marseille-Provence une bande de terrain de 981m² environ à détacher de la parcelle cadastrée BM N°240, située à Marignane, au prix de 5886 euros.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d’Aix-Marseille-Provence à l’ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue à la date d’entrée en jouissance du 31

décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l’acte authentique.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier ainsi que tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l’établissement de l’acte authentique sont inscrits sous l’Opération 2015/00104 – Sous Politique C130 – Chapitre 21 – Fonction 588.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 007-1165/16/CM

**■ Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle et d'une bande de terrain sur le boulevard Pierre Mendès France appartenant à la Logirem nécessaire à son intégration dans le domaine public sur la Commune de Châteauneuf-les-Martigues
MET 16/1276/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la prise en gestion des voies et réseaux sur le Boulevard Pierre Mendès France à Châteauneuf les Martigues, la Métropole d’Aix-Marseille-Provence doit procéder à l’acquisition d’une parcelle de 149m² environ, qui constitue la parcelle cadastrée Section AM N°149 et une bande de terrain de 9140m² environ à détacher de la parcelle cadastrée AM N°193, propriété de la Logirem.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole d’Aix-Marseille-Provence, la Logirem acceptent de céder la bande de terrain et le terrain moyennant la somme de un euro.

Il convient que le Bureau de Métropole approuve ledit protocole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le courrier en date du 13 juin 2016 de France Domaine justifiant une consultation obligatoire de France Domaine uniquement pour les projets portant sur un montant supérieur à 75000€ ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a pris un procès-verbal de gestion des voies et réseaux sur le Boulevard Pierre Mendès France à Châteauneuf-les-Martigues.
- Qu'il est nécessaire que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence conventionne avec la Logirem afin de permettre la réalisation de ce procès-verbal.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé, par lequel la Logirem cède à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une parcelle de 149m² environ, qui constitue la parcelle cadastrée Section AM N° 149 et une bande de terrain de 9 140 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée AM N° 193, située boulevard Pierre Mendès France à Châteauneuf les Martigues, à l'euro symbolique.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue à la date d'entrée en jouissance du 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier ainsi que tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits sous l'Opération 2015/00104 – Sous Politique C130 – Chapitre 21 – Fonction 588.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 009-1167/16/CM

■ Déclassement du domaine public routier métropolitain d'une emprise sise Boulevard Vessiot dans le cadre du projet de réaménagement du boulevard Vessiot à Gemenos MET 16/1539/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'aménagement du boulevard Vessiot à Gemenos est rendu nécessaire dans le cadre de la densification urbaine aux abords immédiats du centre-ville historique de la Ville.

Une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage unique a été conclue, entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la commune de Gemenos, en raison de la cohérence entre deux opérations, en termes d'enjeu, de localisation géographique ou de temporalité, l'une pour l'aménagement du boulevard Vessiot et l'autre d'un parking public sur une emprise située à proximité immédiate.

L'aménagement du boulevard Vessiot a eu pour objectif de rendre un caractère urbain à cette voie en en minimisant l'emprise beaucoup trop large de ce dernier.

Lors des études d'aménagement, le nouveau tracé du boulevard a conduit à distraire une emprise de forme triangulaire du domaine public routier. En accord avec la commune, il a été décidé de rendre ce terrain à la

commune qui se chargera de trouver un aménageur. L'option d'y réaliser un centre médical a été évoquée.

Les travaux de requalification se sont achevés en mai 2016, aussi la cession peut être initiée. Toutefois, s'agissant de domaine public de voirie, un déclassement est nécessaire.

Conformément au Code de la Voirie Routière, fixant les modalités des procédures relatives à l'ouverture, l'élargissement et au déclassement des voies communales, le présent projet ne nécessite pas d'enquête publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt de l'opération de requalification du boulevard Vessiot.

Délibère

Article 1 :

Est constatée la désaffectation d'une emprise du boulevard Vessiot au droit de la parcelle 042 AS 0230 pour 895 m² (CF. plan joint)

Article 2 :

Est approuvé le déclassement du domaine public routier métropolitain de l'emprise décrite ci-dessus.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document inhérent à la procédure de déclassement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Culture et sport,
grands évènements
métropolitains"***

CSGE 001-1168/16/CM

**■ Approbation de la nouvelle grille tarifaire à compter du 1er janvier 2017 pour le Lac de Peyrolles et les piscines du Pays d'Aix
MET 16/1741/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

A la suite de leur transfert à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix au 1^{er} janvier 2004, les piscines ont vu leurs tarifs être unifiés par la délibération n°2004_A351 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 17 décembre 2004 pour une entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2005.

La Communauté du Pays d'Aix avait finalement retenu un niveau de tarifs inférieur à la moyenne nationale d'environ 40%.

A cette occasion, il avait été rappelé qu'il paraissait plus opportun de procéder à de petites hausses tarifaires régulières pour tenir compte de l'augmentation du coût de la vie, plutôt que de procéder à des ajustements plus espacés et plus importants qui sont plus difficilement acceptés par les usagers.

Des révisions tarifaires sont donc intervenues tous les deux ans en 2007, 2009, 2011, 2013 et 2015.

La délibération n°2006_A311 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 20 octobre 2006 a procédé à un premier réajustement des tarifs qui sont entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2007 jusqu'au 31 décembre 2008.

La délibération n°2008_A117 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 12 décembre 2008 a procédé à un nouvel ajustement des tarifs qui sont entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2009 pour la période 2009/2010.

La délibération n°2011_A119 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 30 juin 2011 a réajusté quelques tarifs au 1^{er} septembre 2011 pour la période 2011/2012.

La délibération n°2012_A216 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 14 décembre 2012 a procédé à un nouvel ajustement des tarifs qui sont entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2013 pour la période 2013/2014.

La délibération n°2014_A277 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 11 décembre 2014 a apporté une modification substantielle de la grille tarifaire puisqu'elle a créé 3 groupes de tarifs en fonction du niveau de prestations offert par chaque établissement aquatique. Cette modification s'est aussi opérée dans le contexte de l'ouverture du nouveau centre aquatique à Venelles en 2016 (qui par la délibération n°2015_A268 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 17 décembre 2015 dispose même de quelques tarifs spécifiques) et de l'ouverture en 2018 des nouvelles piscines de Pertuis et d'Aix-en-Provence.

Les trois nouveaux groupes tarifaires sont organisés comme suit :

GROUPE 1 :

- Petites piscines d'été ;
- Petites piscines couvertes et/ou à prestations réduites et/ou vétustes (du type *Hermès à Vitrolles, Canetons aux Pennes-Mirabeau, Plein Ciel à Aix-en-Provence, Tournesol à Lambesc...*) ;

GROUPE 2 :

- Piscines neuves d'été à bassins multiples (du type *Trets ou Alex JANY à Vitrolles...*) ;
- Piscines possédant deux bassins couverts ou à niveau de prestations améliorées (toboggan, pentagloss, pataugeoire...) (du type *Jean-Pierre MORE au Puy Sainte Réparate, Guy DRUT à Bouc-Bel-Air, Jas de Rhôdes aux Pennes-Mirabeau, Claude BOLLET à Aix-en-Provence...*) ;

GROUPE 3 :

- Grands équipements neufs ou récents (du type *Virginie DEDIEU à Fuveau, Centre aquatique Sainte-Victoire à Venelles, complexe aquatique à Gardanne, nouvelle piscine René Guibert à Pertuis -2018, piscine Yves Blanc rénovée à Aix-en-Provence - 2018...*).

Il est bien évident que dans le cas d'une rénovation d'ampleur ou d'une reconfiguration qui améliore et/ou augmente de façon significative le niveau de prestations d'un équipement aquatique, ce dernier pourra alors être amené à changer de groupe tarifaire à sa réouverture (cas de la piscine Yves Blanc ou de Pertuis par exemple) s'il répond désormais aux critères d'un autre groupe.

Il est donc proposé un ajustement de la grille des tarifs des piscines de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et du lac de Peyrolles pour la période 2017/2018.

TARIFS DES PISCINES COMMUNAUTAIRES

Rappel de l'évolution tarifaire depuis 2005

	CATEGORIES	Rappel 2005/2006 tarif	Rappel 2007/2008 tarif	Rappel 2009/2010 tarif	Rappel 2011/2012 tarif	Rappel 2013/2014 tarif
TARIFS D'ENTREE	Entrée adulte	2,00€	2,20€	2,50€	2,70€	2,80€
	Carte 10 entrées adultes	17,00€	17,50€	20,00€	20,00€	22,00€
	Tarif réduit voir liste des bénéficiaires	1,50€	1,60€	1,80€	1,80€	2,00€
	Carte 10 entrées tarif réduit	11,50€	12,00€	14,50€	14,50€	16,00€
	Carte 10 entrées comité d'entreprises et assimilés		15,00€	18,00€	18,00€	20,00€
	Gratuité					
TARIFS ACTIVITES + divers						
	Prénatal 1 séance	8,00€	8,00€	10,00€	10,00€	10,00€
	Prénatal 5 séances	39,00€	39,00€	40,00€	40,00€	40,00€
	Jardin Aquatique 1 séances	-	-	-	-	7,50€
	Jardin Aquatique 8 séances	60,00€ trimestre	60,00€ trimestre	60,00€ les séances	60,00€ les séances	60,00€ les séances
	Ecole natation enfants période scolaire	75,00€	80,00€	85,00€	85,00€	100,00€
	Ecole natation enfants / été	-	-	40,00€	40,00€	45,00€
	Ecole natation adultes période scolaire	100,00€	110,00€	120,00€	120,00€	135,00€
	Aquagym trimestre	50,00€	50,00€	60,00€	60,00€	65,00€
	Aquagym Gardanne 1 séances	-	-	-	-	5,60€
	Aquagym Gardanne été	-	-	-	-	40,00€
	Aquabike	-	-	-	-	10,00€
	Location ligne d'eau 25m	12,00€	12,00€	15,00€	15,00€	15,00€
	Location ligne d'eau 50m	24,00€	24,00€	25,00€	25,00€	25,00€
	Location Bassin d'apprentissage	30,00€	30,00€	30,00€	30,00€	30,00€
	Leçon pour 1 à 3 personnes	10,00€	12,00€	12,00€	12,00€	12,00€
	Mise à disposition d'un MNS pour 1 heure	12,00€	15,00€	15,00€	15,00€	15,00€
	Mise à disposition équipement (pour 25m)			100,00€ de l'heure	100,00€ de l'heure	100,00€ de l'heure
	Mise à disposition équipement (pour 50m)			200,00€ de l'heure	200,00€ de l'heure	200,00€ de l'heure
	Mise à disposition équipement NEUF (- de 5 ans)			200,00€ de l'heure	200,00€ de l'heure	200,00€ de l'heure

Rappel des tarifs de la période 2015/2016 :

CATEGORIES	TARIFS par entrée GR 1	TARIFS par entrée GR 2	TARIFS par entrée GR 3
Entrée tarif général (à l'unité)	2,80 €	3,10 €	3,50 €
Carte d'abonnement tarif général (encodable par tranche de 20€)	2,20 €	2,50 €	2,80 €
Entrée tarif réduit (à l'unité)	2,00 €	2,30 €	2,60 €
Carte d'abonnement tarif réduit (encodable par tranche de 20€)	1,60 €	1,85 €	2,10 €
Carte x10 entrées CE	21,00€		
Gym PRENATALE X 1	10,00 €		
Gym PRENATALE X 5	40,00 €		
JARDIN AQUATIQUE X1	7.50 €		
JARDIN AQUATIQUE X8	60,00 €		
NATATION ENFANT / AN	100,00 €		
NATATION ADULTE / AN	135,00 €		
NATATION ENFANT / ETE	45,00 €		
AQUAGYM /TRIMESTRIEL	65,00 €		
AQUAGYM GARDANNE / ETE	40,00€		
AGUAGYM GARDANNE / ETE X1	5,60€		
AQUABIKE	10,00 €		
LEÇON de NATATION de 1 à 3 PERS	14,00 €		
MISE À DISPO d'1 MNS / HEURE	15,00 €		
MISE DISPO BASSIN 25 M	100,00 €		
MISE DISPO BASSIN 50 M	200,00 €		
MISE DISPO PISC NEUVE (- de 5 ans)	200,00 €		
LOCATION LIGNE 25 m	15,00 €		
LOCATION LIGNE 50 m	25,00 €		
LOC BASSIN APPRENTISSAGE	30,00 €		

PROPOSITION DE LA REFORME TARIFAIRE**2017/2018**

tarifs inchangés

tarifs nouveaux

CATEGORIES	TARIFS		
TARIFS ENTREES GRAND PUBLIC	TARIFS par entrée GR 1	TARIFS par entrée GR 2	TARIFS par entrée GR 3
ENTREE TARIF GENERAL (à l'unité)	<u>3,00 €</u>	<u>3,50 €</u>	<u>4,00 €</u>
CARTE D'ABONNEMENT TARIF GENERAL (encodable par tranche de 20€)	<u>2,40 €</u>	<u>2,80 €</u>	<u>3,20 €</u>
ENTREE TARIF REDUIT (à l'unité)	<u>2,20 €</u>	<u>2,60 €</u>	<u>3,00 €</u>
CARTE D'ABONNEMENT TARIF REDUIT (encodable par tranche de 20€)	<u>1,80 €</u>	<u>2,10 €</u>	<u>2,40 €</u>
CARTE CE (10 entrées)	<u>22,00€</u>		
ACTIVITES ENCADREES			
LEÇON NATATION de 1 à 3 PERSONNES / séance	14,00 €		
LEÇON NATATION ENFANT / AN	<u>120,00 €</u>		
LEÇON NATATION ENFANT / ETE pour 8 séances	45,00 €		
LEÇON NATATION ADULTE / AN	<u>150,00 €</u>		
GYM PRENATALE à la séance	GR 1 : 10,00 €	GR 2 : <u>11,00 €</u>	GR 3 : <u>12,00 €</u>
GYM PRENATALE pour 5 séances	GR 1 : 40,00 €	GR 2 : <u>45,00 €</u>	GR 3 : <u>50,00 €</u>
JARDIN AQUATIQUE à la séance	GR 1 : 7.50 €	GR 2 : <u>8,50 €</u>	GR 3 : <u>10,00 €</u>
JARDIN AQUATIQUE pour 8 séances	GR 1 : 60,00 €	GR 2 : <u>65,00 €</u>	GR 3 : <u>70,00 €</u>
AQUAGYM / TRIMESTRIEL	GR 1 : <u>70,00 €</u>	GR 2 : <u>72,50 €</u>	GR 3 : <u>75,00 €</u>
AQUAGYM PISCINE D'ETE la saison (8 séances)	<u>50,00€</u>		
AGUAGYM PISCINE D'ETE à la séance	<u>7,00€</u>		
AQUABIKE à la séance	GR 1 : 10,00 €	GR 2 : <u>11,00 €</u>	GR 3 : <u>12,00 €</u>
AQUA SENIORS à la séance	GR 1 : <u>5,00 €</u>	GR 2 : <u>7,00 €</u>	GR 3 : <u>8,00 €</u>
CIRCUIT TRAINING à la séance	GR 1 : <u>5,00 €</u>	GR 2 : <u>7,00 €</u>	GR 3 : <u>8,00 €</u>
LOCATIONS			
MISE À DISPOSITION d'1 MNS / h	15,00 €		
LOCATION COULOIR DE NAGE DE 25 m / h	15,00 €		
LOCATION COULOIR DE NAGE DE 50 m / h	25,00 €		
LOCATION BASSIN MULTI-FONCTIONS	<u>50,00 €</u>		
LOCATION BASSIN APPRENTISSAGE	30,00 €		
LOCATION PENTAGLISS / h	<u>50,00 €</u>		

LOCATION PISCINE DU GROUPE 1 / h	150,00 €
LOCATION PISCINE DU GROUPE 2 / h	225,00 €
LOCATION PISCINE DU GROUPE 3 / h	300,00 €

L'ensemble des modalités pour bénéficier des tarifs réduits ou de la gratuité, les éventuelles pièces à fournir et les titres correspondant sont décrits dans le dossier joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération.

LAC DE PEYROLLES

Pour ce qui concerne le Lac de Peyrolles, les tarifs suivant sont inchangés depuis 2011 :

Uniquement pour juillet et août (gratuité d'accès le reste de l'année) :

- 2 € la journée pour une voiture ;
- 5 € la journée pour un bus ou un mini bus ;
- Gratuit pour les 2 roues ;
- Centres aérés avec bus : forfait parking + accès baignade à un espace réservé et surveillé :

50 € la journée (sur réservation et facture) .

- Nouveau Aquapark mis en place en 2014 (séance de 1h mise et dépose des gilets comprise) : 3 € de l'heure depuis 2015 (2€ en 2014).

PROPOSITIONS D'EVOLUTION TARIFAIRE POUR LE LAC DE PEYROLLES

Pour l'accès au parking en juillet août :

- 3 € la journée pour une voiture ;
- 6 € la journée pour un bus (ou un mini bus) ;
- 2 € pour les 2 roues motorisées ;
- Centres aérés avec bus : forfait parking + accès baignade à un espace réservé et surveillé : 60 € la journée (sur réservation et facture) ;
- 5 € de l'heure pour l'Aquapark (mise et dépose des gilets comprise). Tarif proposé au regard de l'important succès de cette animation et en considération des prix pratiqués dans les sites similaires pour ce type d'activité soit aux alentours de 10 € de l'heure (prix pratiqués par les exploitations privées, comme à Embrun ou Savine par exemple).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- la délibération du Conseil communautaire n°A-082 du 16 mai 2003 relative aux équipements sportifs d'intérêt communautaires et au transfert des piscines ;
- La délibération du Conseil communautaire n°A-083 du 16 mai 2003 relative à la modification des statuts de la communauté et à la politique d'apprentissage de la natation ;
- La délibération n°2004_A351 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 17 décembre 2004 relative à la grille tarifaire des piscines du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2006_A311 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 20 octobre 2006 relative à un premier réajustement des tarifs ;
- La délibération n°2008_A117 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 12 décembre 2008 relative à un nouvel ajustement des tarifs ;
- La délibération n°2011_A119 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 30 juin 2011 relative à un réajustement de quelques tarifs ;

- La délibération n°2012_A216 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 14 décembre 2012 relative à un nouvel ajustement des tarifs ;
- La délibération n°2014_A277 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 11 décembre 2014 relative à une modification substantielle de la grille tarifaire ;
- La délibération n°2015_A268 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 17 décembre 2015 relative à quelques tarifs spécifiques pour la piscine de Venelles ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la grille tarifaire des piscines et du lac de Peyrolles pour la période 2017/2018.

Article 2 :

L'entrée en vigueur de ces nouvelles dispositions tarifaires est prévue pour le 1^{er} janvier 2017.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les documents y afférent.

Article 4 :

Les recettes seront perçues par la Régie centrale du service des Piscines du Territoire du Pays d'Aix.
